

UNIVERSITE DES SCIENCES SOCIALES.

TOULOUSE I.

LE POUVOIR A LOJA AU XX^e SIECLE:
UNE OLIGARCHIE FONCIERE FACE A LA MONTEE DES CONTRE-POUVOIRS.

THESE POUR LE DOCTORAT DE TROISIEME CYCLE.

ETUDES POLITIQUES.

Présentée et soutenue le 27 Avril 1988

par

Emmanuel FAUROUX.

Jury.

MM J.C1. LUGAN,	Professeur de Sociologie, Toulouse I, Président
C1. BATAILLON,	Directeur de Recherches au CNRS, Toulouse.
J.P. DELER,	CNRS/CEGET, Bordeaux
J.L. LOUBET DEL BAYLE,	Professeur de Science Politique, Toulouse I.
J. POUUMAREDE,	Professeur d'Histoire du Droit et des Institutions, Toulouse I.

Les travaux de terrain qui ont donné lieu à la réalisation de cette thèse ont été effectués dans le cadre d'une Convention liant l'Institut Français d'Etudes Andines et l'ORSTOM (Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération). Nous remercions ces deux organismes qui ont rendu possible ce travail.

Nous remercions aussi Chantal Caillavet, Jean-Paul Deler, Martin Minchom, Yves Saint-Geours qui ont bien voulu lire les manuscrits successifs, et Jean-Claude Lugan qui a accepté de diriger cette thèse.

Nous dédions d'autre part ce travail à tous ceux qui ont travaillé en même temps que nous à Loja: Napoléon Almeida, Philippe Barret, Chantal Caillavet, Bernard Darregert, Jean-Paul Deler, Francis Duverneuil, Pierre Gondard, Francisco Guamán, Jean Guffroy, Hans Hoffmeyer, Patrice Lecoq, Benoît Marchand, Martin Minchom, Pierre et Nadine Muzy, Félix Paladines, Edison Palomeque, Anne-Lise Pietri-Lévy, Alain et Marie Saragosse, Yves Saint-Geours, Jean-Paul Tranchant.

INTRODUCTION.

A l'extrême-sud de l'Equateur, la région de Loja présente un ensemble de conditions géographiques très particulières.

Dans tout le reste du pays, la Cordillère des Andes est constituée de deux puissants axes montagneux parallèles, orientés du nord vers le sud. Les sommets dépassent fréquemment 5000 mètres. Des chaînes secondaires, transversales, découpent l'espace inter-andin en un chapelet de *hoyas*, petits bassins d'altitude, bien différenciés les uns par rapport aux autres.

Au niveau de Loja, la double barrière perd beaucoup de son aspect formidable. Les altitudes diminuent très sensiblement: les plus hauts sommets ne dépassent guère 3 000 mètres, et le quadrillage rigoureux qui, au nord, déterminait une succession de *hoyas*, se transforme ici en un complexe enchevêtrement de vallées, aux orientations désordonnées, séparées par des chaînons montagneux peu élevés mais abrupts.

On a souvent comparé la région de Loja à une feuille de papier froissé. Un survol aérien de la région confirme la justesse cette image. Les communications internes sont, ainsi, très difficiles: on ne peut passer d'un "pli" à l'autre que par de rudes ascensions, suivies de vertigineuses descentes. Dans le passé, plusieurs de ces "plis" se sont trouvés à l'origine de micro-unités socio-politiques autonomes.

La région occupe, en fait, une place très particulière dans l'ensemble politique andin. Toujours relativement peu peuplée, elle a conservé, à travers les siècles, une situation très marginale, très éloignée par rapport aux centres politiques de quelque importance. Quito est à près de 600 kilomètres à vol d'oiseau et se trouvait à plusieurs semaines, à dos de mule; Cuzco et Lima sont environ deux fois plus loin. Dans ces conditions, les divers pouvoirs politiques qui se sont exercés dans cette partie des Andes ont toujours eu du mal à affirmer la réalité de leur contrôle, de sorte que la région a constamment connu une très réelle indépendance de fait.

Mais Loja se singularise surtout par une situation frontalière très particulière.

Très tôt, aux temps pré-incas, la région marquait une frontière entre des groupes culturellement assez contrastés. Les Espagnols reprirent cette limite, pour séparer l'*Audiencia* de Quito de celle de Lima qui, depuis l'Indépendance, sont devenues respectivement l'Equateur et le Pérou.

Malgré son importance stratégique, cette frontière politique n'est marquée par aucun élément naturel véritablement déterminant. Ce n'est, le plus souvent, qu'une rivière aisée à franchir à gué. Et, depuis des siècles, ce sont les mêmes groupes humains qui vivent de part et d'autre.

A partir de Loja, les voies naturelles conduisent vers le sud-ouest et le Pérou, le long de la vallée du fleuve Catamayo-Chira (Catamayo en Equateur, Chira au Pérou), qui ne présente pas d'obstacle majeur.

Vers le reste de l'Equateur, par contre, les voyages étaient de véritables expéditions à l'issue incertaine.

En direction du nord, au-delà de Saraguro, il fallait affronter les redoutables *páramos* de Silbán, tantôt balayés par des vents glacés, tantôt couverts de brumes épaisses qui égaraient les voyageurs.

Vers l'Amazonie, à l'est, ou vers le Pacifique, à l'ouest, il fallait affronter une jungle hostile, coupée de dénivellations brutales et dépourvue de tout moyen de pénétration.

Loja offrait donc la particularité remarquable d'être naturellement coupée de l'unité politique à laquelle elle appartenait, et d'être assez fortement articulée à une unité à laquelle elle n'appartenait pas. L'éloignement et l'isolement excluaient, en effet, tout contrôle sérieux émanant du pouvoir installé à Quito, peu soucieux, d'ailleurs, du sort de cette lointaine province. De même, l'extériorité politique excluait toute ingérence de Lima ou de ses relais plus proches, Piura et Sullana.

Cette peu ordinaire autonomie a permis le développement à Loja d'une forme particulièrement pure de pouvoir local.

Une oligarchie, ou, plutôt, une micro-oligarchie (nous définirons le terme), peu nombreuse mais très cohérente, a pu au cours de l'époque coloniale transformer en un pouvoir économique auto-reproductible le privilège politique dont elle jouissait en représentant la Couronne espagnole dans ce lointain territoire.

Les conditions très pures dans lesquelles s'est exercée cette domination d'un petit groupe en font l'idéal-type du pouvoir local d'une oligarchie foncière.

Partout ailleurs, dans la Sierra de l'Equateur, à Quito, Riobamba, Latacunga et, même, à Cuenca, les classes foncières localement dominantes ont dû davantage composer avec des pouvoirs concurrents et, singulièrement, avec le pouvoir du jeune Etat équatorien.

L'histoire du pouvoir à Loja présente ainsi certaines conditions qui pourraient rappeler une expérience de laboratoire.

Au début de l'"expérience", pendant le dernier tiers du XIX^e siècle, le pouvoir de l'oligarchie foncière, à son apogée, s'exerçait quasiment sans limite. L'irruption de la Révolution Libérale, à l'extrême fin du XIX^e siècle, permet de réintroduire la variable Etat et de suivre les conditions de sa récupération par le pouvoir en place.

D'autres variables vont être introduites avec une netteté comparable au cours du XX^e siècle.

Les classes moyennes, à peu près inexistantes au XIX^e siècle, ont vu leur importance croître très progressivement pendant le XX^e siècle jusqu'à un seuil qui ne permet plus à l'ancienne oligarchie de les encadrer correctement.

L'apparition d'une population urbaine de plus en plus nombreuses et de plus en plus misérable a aussi contribué à déstabiliser le système. La soudaineté de cette explosion urbaine, après des siècles de stabilité, permet aussi d'en mesurer l'impact socio-politique avec une réelle précision.

La crise agraire, à la fin des années soixante et pendant les années soixante-dix, permet, enfin, de suivre de près, en limitant l'intervention d'autres variables, l'impact socio-politique d'un changement profond de système de production.

Pourtant, nous n'avions pas choisi nous-même ce remarquable terrain d'étude.

L'IFEA (Institut Français d'Etudes Andines) avait élaboré, en 1979, un projet de recherche pluri-disciplinaire visant à « analyser les modalités de l'occupation de l'espace dans la région de Loja et l'articulation de cette région avec les grands ensembles politiques et économiques qui l'entourent » (1).

Le projet concernait initialement des géographes et des historiens. Il fut convenu de l'élargir à un spécialiste de "Sciences sociales" en vue, notamment, de mieux comprendre « la mise en place et les transformations du pouvoir régional, le rôle du pouvoir régional dans l'organisation du développement économique et social local, la place des instances régionales dans les structures politiques et économiques nationales » (2).

La collaboration de l'ORSTOM (Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération) ayant été acquise, une convention fut signée le 22 Juillet 1981 et j'eus la chance d'être désigné pour réaliser cette partie de la tâche collective.

Le fait d'appartenir à une équipe pluri-disciplinaire m'a permis de définir des objectifs relativement plus ambitieux.

Grâce à la présence de plusieurs historiens, j'ai pu envisager d'intégrer dans mon analyse la longue durée, afin de mieux comprendre la genèse de la situation actuelle.

(1). Ch.Caillavet, J.P.Deler, Y.Saint-Geours, F.Megard, O.Dollfuss. Projet pour une recherche pluri-disciplinaire dans la région de Loja. IFEA, Sept. 1979, p.1.

(2). Art.2 de la Convention IFEA/ORSTOM n°1247 01 Fg du 22 Juillet 1981.

Chantal Caillavet, ethno-historienne, a fait progresser de façon décisive les connaissances sur les XVI et XVII^e siècles dans la région de Loja (1). Le XVIII^e siècle est en partie couvert par les travaux de démographie historique de Martin Minchom (1). Yves Saint-Geours, quant à lui, rend compte d'un très long XIX^e siècle qui s'étend de 1780, environ, jusqu'au début des années 1930 (1).

Trois géographes ont aussi travaillé sur le projet dans des conditions diverses.

F.Duverneuil (1) a surtout abordé les problèmes démographiques de la région.

P.Gondard (1), chercheur de l'ORSTOM, a décrit les conditions climatiques et les formes d'utilisation du sol.

A.L.Pietri-Lévy a tenté une synthèse géographique pour l'ensemble de la région (1).

En plus de l'équipe IFEA/ORSTOM, divers chercheurs ont travaillé à peu près au même moment dans la province de Loja.

L'équipe des agronomes du CATER (*Centro Andino de Tecnología Rural*, Loja) étudiait les systèmes de production de diverses zones rurales demeurées à l'écart des interventions (1).

Une équipe de CESA/ALOP (*Central Ecuatoriana de Servicios Agrícolas et Asociación Latino-Americana de Organizaciones de Promoción*) étudiait la situation socio-économique des zones rurales d'Alamor et de Celica, au sud-ouest de la province (1).

Nous avons nous-même travaillé, quelques années auparavant, dans la région de Loja avec une équipe du Programme National de Régionalisation (PRONAREG) du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage qui, avec l'aide de l'ORSTOM, tentait de déterminer au niveau de l'ensemble de l'espace rural national des "zones socio-économiques homogènes" (1).

Selon des modalités diverses, nous avons pu être associé à ces recherches en cours, en discuter les premiers résultats avec leurs auteurs, lire des textes encore provisoires...

De même, notre étude du pouvoir local a pu s'inscrire dans un ensemble plus vaste de recherches de nature socio-politique entreprises à peu près au même moment en Equateur. Nous avons pu bénéficier d'un ensemble de réflexions et de découvertes qui nous ont aidé, sans aucun doute, à mieux comprendre le contexte de la réalité lojane que nous observions.

Après avoir été longtemps négligé, le thème des structures locales du pouvoir commence, en effet, à intéresser les chercheurs équatoriens.

(1). Voir en bibliographie (ouvrages concernant Loja), Ph. Barret et al. (CATER), Ch.Caillavet, CESA/ALOP, F.Duverneuil, E.Fauroux, P.Gondard, M.Minchom, A.L.Pietri.

Pour caractériser les formes locales du pouvoir en milieu rural, on s'est longtemps contenté du vieux cliché issu de la littérature régionaliste, présentant la fameuse trilogie constituée par le propriétaire foncier (l'"*hacendado*" ou le "*terrateniente*"), le curé de village et le *Teniente Político* (représentant local de l'Etat).

H.Burgos est sans doute l'un des premiers à avoir dépassé ce niveau d'analyse dans ses *Relaciones Interétnicas de Riobamba* (H.Burgos, 1977), sur la base d'un travail de terrain réalisé en 1967-1969.

Il éclaire d'un jour nouveau les très complexes relations qui, à travers l'institution du *compadrazgo* (provoquant la création d'un lien de parenté fictive), placent les paysans indigènes sous le contrôle très efficace des commerçants "métis" des bourgs.

Il faut attendre 1973-1974 pour que soit conçue et réalisée la première étude sociologique portant explicitement sur une "micro-oligarchie" et sur la façon dont celle-ci assure son pouvoir au niveau d'une grande paroisse de la province de Guayas, dans une zone consacrée à la monoculture de la canne à sucre. Ces travaux, pionniers pour l'Equateur, ont été publiés à partir de 1979 par I.Fernandez, L.Ojeda et P.Moncayo (I.Fernandez et al., 1974).

Dans la voie ainsi entrouverte, des travaux de qualité ont permis de sérieux progrès. Ils demeurent cependant très peu nombreux.

La plupart concentrent leur attention sur le groupe des propriétaires fonciers, les *terratenientes*, dans le contexte très particulier suscité par l'application de la Réforme Agraire.

Certains, comme O.Barsky et A.Guerrero ont cherché à comprendre quel rôle les *terratenientes* ont réellement joué dans la mise en oeuvre de cette Réforme. La polémique entre ces deux auteurs a très probablement contribué à enrichir la réflexion socio-politique sur l'Equateur.

Dans le cadre de la FLACSO (*Facultad Latino-Americana de Ciencias Sociales*) dont l'une des unités d'enseignement et de recherche a eu, un temps, son siège à Quito), plusieurs jeunes chercheurs ont travaillé sur le processus de modernisation des *haciendas* de la Sierra, et sur certains types de transformations subies par la classe *terrateniente*. Mentionnons, entre autres, les travaux de O.Barsky sur les *haciendas* laitières, ceux de Lucía Zalamea, de Paola Silva (province du Chimborazo), de Patricia de la Torre... (2).

Quelques auteurs ont tenté de poser le problème des classes foncières dominantes en termes plus généraux: J.Trujillo, pour l'ensemble de la Sierra, Andrés Guerrero et Manuel Chiriboga pour les "oligarques" du cacao. Leslie Brownrigg, d'une manière un peu différente, plus ethnographique, a étudié la "noblesse" de Cuenca, c'est-à-dire l'oligarchie foncière de cette ville, dans son comportement de caste, très comparable à celui qui caractérise le même groupe à Loja.

(1). Voir en bibliographie (ouvrages concernant Loja), Ph. Barret et al. (CATER), Ch.Caillavet, CESA/ALOP, F.Duverneuil, E.Fauroux, P.Gondard, M.Minchom, A.L.Pietri.

(2). Voir en bibliographie (ouvrages concernant l'Equateur, Loja non compris).

L'ensemble de ces travaux nous a permis de poser le problème du pouvoir à Loja come un cas particulier du problème plus général de l'évolution du pouvoir des oligarchies foncières dans le monde rural équatorien.

* LES CONDITIONS DE REALISATION DE L'ETUDE.

Le travail de terrain, à Loja et dans sa région, s'est effectué de Septembre 1981 à Novembre 1982. De Décembre 1982 à Février 1983, il a été procédé, principalement à Quito, au dépouillement de divers documents, archives, presse nationale,... et à quelques interviews de personnalités lojanes résidant à Quito. Une nouvelle mission en Equateur a permis, en Avril 1986, d'actualiser l'information à la lueur de l'évolution politique récente (1).

En fait, ces délais ont été exagérément courts pour une étude qui posait de redoutables problèmes méthodologiques.

Du fait de son isolement, Loja a acquis, au fil des siècles, certaines caractéristiques obsidionales qui ne facilitent guère l'intrusion d'un chercheur étranger.

L'hospitalité est réelle et profonde, mais on découvre rapidement un milieu très refermé sur lui-même, divisé par de vieilles rivalités qui sont souvent vécues comme élément constitutif d'un patrimoine culturel spécifique dont l'étranger est fortement exclu.

Le fait de porter un regard appuyé sur ce milieu, d'essayer d'en analyser les composantes, d'en observer les clivages significatifs..., est perçu au mieux comme une indiscretion, au pire comme un acte d'espionnage.

On n'est donc nulle part mal accueilli, mais les entretiens, les débats, les réunions, font apparaître au chercheur une réalité étrangement aseptisée, qui s'auto-juge et s'auto-explique par référence à tout un ensemble de thèmes stéréotypés: l'isolement, la fierté, le patriotisme, l'extrême perversion des adversaires politiques, la toute-puissance des "grandes" familles, leur égoïsme, l'incapacité et l'incompétence du pouvoir central qui laisse la province à l'abandon.

En exagérant à peine, on peut dire que le chercheur extérieur à Loja pourra parler autant qu'il le voudra de chacun de ces thèmes, mais qu'il se verra opposé un barrage sévère chaque fois qu'il tentera de s'aventurer au-delà des stéréotypes.

Cette fausse transparence est difficile à dépasser, car elle correspond probablement à un consensus implicite des lojans cultivés sur une analyse de la situation acceptable par tous, amis politiques et adversaires confondus.

On garde pour soi les termes d'une analyse moins sommaire.

(1). Une rédaction provisoire de ce travail a été terminée en Août 1984. Diverses circonstances incontournables n'ont pas permis de procéder plus rapidement à la réalisation d'un texte définitif.

Tout cela est compliqué encore par le fait que, à Loja, les solidarités sont aussi complexes que les inimitiés: les rapports de parenté, d'alliance et de simple amitié ne recoupent pas nécessairement les clivages politiques. Il faudrait sans doute plusieurs années de présence continue pour commencer à repérer les itinéraires qui permettraient de ne pas s'aventurer à l'aveuglette dans ce micro-univers.

Les militants d'extrême-gauche se sont mis hors-système et leur regard délibérément extérieur devrait pouvoir aider à reconstituer une image de la société lojane échappant au moule plus ou moins directement imposé par les intérêts des groupes localement dominants. Ils perçoivent, malheureusement, le chercheur comme un allié objectif du système qu'ils cherchent à abattre, et n'ont guère tendance à lui faciliter la tâche.

Par ailleurs, Loja est une ville d'intellectuels. Le nombre de diplômés de haut niveau par millier d'habitants (titulaires d'un Doctorat, par exemple) y est certainement l'un des plus élevés d'Equateur. Pourtant, l'information y est très inégalement répartie, notamment en ce qui concerne l'histoire politique des cinquante dernières années. La plupart des gens, même d'un niveau culturel élevé, savent, en fait, peu de choses et reprennent inlassablement les grands stéréotypes de l'idéologie locale dominante.

Un petit nombre d'anciens acteurs de la vie politique locale et certains érudits, par contre, ont une remarquable connaissance vécue de l'histoire locale, même la plus secrète. Surtout, ils disposent souvent d'archives privées qui auraient eu, pour notre sujet, un intérêt essentiel. Tous, malheureusement, ne souhaitent pas communiquer leur savoir et leurs richesses, pour des raisons d'ailleurs fort compréhensibles. Certains préparent des ouvrages sur un point d'histoire locale et réservent à leurs futurs lecteurs la primeur de leurs informations. D'autres craignent qu'eux-même, ou des membres de leur famille, ou des amis, ne sortent plus ou moins égratignés de la lecture de ces documents qui portent sur un passé encore brûlant.

Le chercheur est donc condamné, bien souvent, à contempler de loin ces richesses dont il ne pourra utiliser, au mieux que quelques bribes (1).

Mais la difficulté principale pour l'approche socio-politique de Loja et de sa région provient probablement du fait que, au début des années quatre-vingt, la situation se présentait sous un jour particulièrement chaotique.

Une époque s'est terminée avec l'effondrement des grands latifundios. Une lente transition s'était ébauchée vers un nouveau système qui aurait été contrôlé à peu près par les mêmes personnes, mais sans que ce pouvoir conserve des racines exclusivement foncières.

(1). La situation sur ce point est sans doute en train d'évoluer grâce à une très intelligente politique d'achat d'archives privées, mise en oeuvre par la Banque Centrale.

La grave crise survenue à la fin des années soixante a cassé cette transition en l'accélérant au point de la faire échapper à tout contrôle. Des fortunes séculaires se sont effondrées en quelques années, d'autres ont remarquablement survécu, mais au prix d'une diversification qui a complètement remis en cause leurs fonctions locales. De nouvelles couches sociales sont apparues, l'argent issu des trafics clandestins de pasta de cocaïne a fait une irruption massive dans les circuits monétaires locaux, autrefois chichement irrigués...

La situation est devenue difficile à décrire et, surtout, difficile à analyser.

Les anciens cadres de référence sont périmés, alors que la plupart des informateurs les utilisent encore. Les témoins des mêmes faits récents sont encore plus constamment contradictoires qu'à l'ordinaire. Les pronostics les mieux établis subissent de cinglants démentis, comme ce fut le cas, par exemple, avec les récents succès électoraux du parti d'extrême-gauche, alors que la plupart des augures annonçaient sa déconfiture...

L'objet assigné à l'étude rendait donc celle-ci réellement difficile en 1981-83. Un certain nombre de circonstances liées au déroulement concret de celle-ci ont encore augmenté ces difficultés.

Les délais de réalisation du travail de terrain, tout d'abord, furent exagérément courts.

Plusieurs mois auraient été nécessaires simplement pour assurer une véritable pénétration dans le milieu très fermé de l'oligarchie lojane, comme le fit, quelques années auparavant, Leslie Brownrigg à Cuenca. Mais aussi pour espérer dépasser, dans les entretiens, le niveau aseptisé et à peu près inintéressant que nous avons décrit.

Les exigences de notre calendrier nous ont imposé, au contraire, une certaine précipitation dans les prises de contact et les interviews. Des maladroites, bien difficiles à éviter, ont été ainsi commises et, malgré divers contacts individuels très intéressants, nous n'avons pas véritablement réussi à pénétrer, de cette façon, derrière la façade polie, mais hermétique qui nous était offerte.

De même, toutes les sources écrites n'ont pu être consultées, notamment celles disponibles à Cuenca (c infra). Des témoins importants n'ont pu être consultés comme nous l'avions programmé, notamment plusieurs notables retirés à Quito...

La faiblesse des moyens matériels (nous ne disposions d'un véhicule que de façon très épisodique et nous n'avons pratiquement pas eu de personnel d'enquête) nous a imposé de nous limiter à Loja et à quelques trop rares incursions dans la province, alors qu'il aurait absolument fallu s'attarder dans tous les gros bourgs, à Cariamanga, Catacocha, Celica, Macará, Zamora... d'où ont émergé des formes originales de pouvoir dont la connaissance aurait considérablement éclairé notre sujet.

Enfin, notre statut d'étranger, parfois avantageux (il confère une neutralité de principe qui peut favoriser l'interview) nous a souvent desservi. Les enquêtes ont tendance à jouer avec l'étranger, soit pour lui présenter une version enjolivée des faits - il ne faut pas propager à l'extérieur une image péjorée de la Patrie - , soit pour rendre délibérément opaque une réalité qu'un étranger ne devrait avoir aucune raison avouable de souhaiter pénétrer.

S'il maintient sa curiosité, celui-ci est bien vite soupçonné de collecter des informations pour une Centrale de Renseignement travaillant au profit d'une grande puissance étrangère.

En un mot, il n'est guère confortable, pour un chercheur non équatorien, d'enquêter sur les structures profondes du pouvoir local d'une province lointaine, refermée sur son isolement.

Nous savions à peu près tout cela, au début de l'étude, en Septembre 1981. Mais nous ignorions l'extrême richesse de certaines sources imprimées - la presse locale notamment - que nous allions découvrir peu à peu et qui allait nous permettre, beaucoup plus efficacement que nous ne l'espérions, de contourner le barrage qui nous était opposé.

* LES ETAPES DE L'ETUDE.

Nous avons choisi de procéder à la collecte des matériaux en deux étapes que nous aurions souhaité successives: le dépouillement des sources écrites, puis le recueil de documents oraux, associé à l'observation directe de la vie sociale et politique de Loja. La richesse des sources écrites nous a contraint à commencer la seconde phase bien avant d'avoir terminé la première.

(1). Les sources imprimées sont, pour Loja, exceptionnellement abondantes. Il s'agit -par ordre d'importance décroissante - de la presse locale et régionale, de divers fond d'archives, et des documents bibliographiques.

(A). *La presse locale et régionale* présente un assez étonnant ensemble de titres de qualité très inégale, certes, mais d'un intérêt toujours réel.

L'isolement de la région, en empêchant l'arrivée régulière de la grande presse nationale, a encouragé, depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, le développement d'une presse locale d'opinion dont l'abondance et la qualité peuvent surprendre pour une ville aussi provinciale que Loja.

L'impulsion initiale fut donnée par trois intellectuels colombiens que leur gouvernement avait exilés à Loja pour leurs idées fédéraliste, alors jugées subversives. Ils profitèrent de leurs loisirs forcés pour créer un journal de qualité, La Federación, qui parut avec régularité de Novembre 1859 à Janvier 1861, à une époque où Loja avait cessé de reconnaître l'autorité de Quito et s'était érigée en Gouvernement Fédéral Autonome.

Les trois colombiens repartirent ensuite, mais leur initiative ne fut pas sans lendemains. Ils avaient contribué à la formation d'un excellent établissement d'enseignement général, le "*Colegio La Unión*" qui, nous le verrons, fut à l'origine d'une tradition de qualité exceptionnelle pour l'enseignement secondaire lojan, principalement dans le domaine littéraire. Jusqu'à l'époque actuelle, Loja a toujours compté un nombre élevé d'écrivains et de journalistes de talent.

Dans le dernier quart du XX^e siècle, la montée des idées Libérales devait donner un nouvel élan à l'activité journalistique. Les passions nées de la confrontation entre ces idées révolutionnaires et le bloc idéologique dominant s'exprimèrent parfaitement dans la presse dont la violence de ton servit peut-être de soupape de sécurité.

Depuis cette époque, Loja a toujours disposé d'au moins un organe clérical-conservateur voué à contredire et à condamner au moins un organe libéral et anti-clérical ou, plus tard, socialiste ou "progressiste".

La presse est, bien entendu, d'un intérêt inestimable pour une étude sur le pouvoir local.

Elle permet de reconstituer avec minutie et une grande richesse de détails la chronique politique locale, semaine après semaine jusque vers 1915-1920, jour après jour ensuite.

Elle permet de ressusciter des personnages qui eurent une importance éphémère, de découvrir sous un jour parfois inattendu des personnalités dont l'ultérieure notoriété a gommé les incertitudes initiales. On repère des changements d'opinion, des renversements d'alliance, on voit s'explicitier des stratégies qui demeureraient obscures si l'on devait se contenter des témoignages actuels...

On reconstitue des carrières, très révélatrices de clivages sociaux importants, on construit peu à peu des généalogies de notables, on entrevoit des réseaux d'alliance anciens qui sous-tendent discrètement des apparences de neutralité...

Mais surtout la presse donne de remarquables points de repère: des dates, dont la précision contraste avec l'incertitude des chronologies dans les mémoires individuelles; des faits précis, documentés, nommés, qui n'excluent pas, bien sûr, des descriptions partisans ou volontairement biaisées, mais on peut généralement, pour une vision plus objective, recourir à la version opposée des mêmes faits.

Bien qu'elle décrive rarement de façon directe le fonctionnement des grands groupes sociaux, la presse permet une approche originale de leur rôle réel. Les absences, les "blancs" sont particulièrement révélateurs.

Jusqu'aux années trente, les artisans et les "ouvriers" n'apparaissent guère qu'à travers les compte-rendus de réunions "syndicales" (au sens qu'avait ce terme au début du siècle), et des fêtes ouvrières organisées par les institutions religieuses.

Quand on parle d'"agriculteurs", il s'agit du groupe des propriétaires. Les travailleurs agricoles paraissent rejetés dans un monde lointain et idyllique, où il ne se passe strictement rien. Pour apprendre qu'une jacquerie a eu lieu, il faut lire entre les lignes et traduire des termes qui évoquent le *bando-lerismo*, le banditisme de grands chemins. Même pendant les années trente, les luttes paysannes de Malacatos font apparaître, dans la presse, de très exotiques et très hypothétiques groupes d'"agents de l'étranger", massivement installés dans une petite vallée jusqu'alors très tranquille.

Les journaux à scandale, enfin, comme le *Crisol*, qui fut publié de 1931 à 1953, permettent de dégager de la gangue constituée par un fatras de malhonnêtetés dénoncées, de trafics divers, de malversations, des phénomènes plus structurels qui, eux, ne doivent rien à l'anecdote.

C'est cette richesse, ce foisonnement d'informations données par la presse locale et régionale qui nous a progressivement incité à privilégier cette source et à modifier notre problématique. C'est elle aussi qui nous a incité à prêter une attention plus grande aux autres sources écrites.

(B). Les documents d'archives relatifs à Loja.

Faute de temps, il ne fut possible que d'effleurer certains fonds privés dont nous n'avons seulement pu entrevoir la richesse (cf MM A.Armijos A., R.Chauvin, E.Espinoza S., J.C.Ojeda...).

Nous avons cependant pu travailler dans les fonds publics les plus importants:

. l'*Archivo Legislativo* de Quito, riche en rapports administratifs, particulièrement jusqu'aux années trente;

. la *Biblioteca de Autores Ecuatorianos* de Cotacollao, près de Quito, qui possède des documents d'origines très diverses et un petit nombre de rapports ne figurant pas à l'*Archivo Legislativo*;

. la *Biblioteca Rolando* de Guayaquil est surtout précieuse pour ses importantes collections de périodiques lojans, mais elle renferme aussi quelques ouvrages introuvables ailleurs, des feuillets, des pamphlets, et, même, quelques tracts distribués, il y a bien longtemps, à la sortie du Collège Bernardo Valdivieso de Loja;

. le Fonds Pío Jaramillo Alvarado (Fds PJA) est abrité dans un local de la Faculté de Jurisprudence de Loja. Il s'agit de la bibliothèque personnelle et des archives privées du grand érudit et notable lojan. On y trouve des documents assez hétéroclites qui sont souvent du plus grand intérêt: des ouvrages rares, des coupures de presse concernant Loja ou la région, des copies de documents d'archives de Lima, Bogotá ou Séville concernant l'histoire de Loja, des manuscrits d'articles, quelques fois inédits, des correspondances établies avec diverses personnalités au sujet de problèmes de la province, du parti Libéral ou des indiens de l'Equateur.

Ce travail aurait dû être prolongé, notamment à Cuenca (Archives Nationales, Fonds Albornoz, Archives de la Curie) et au Pérou (Lima, Piura, Sullana...).

(C). Les documents bibliographiques.

L'approche bibliographique de la région de Loja présente des difficultés inattendues qui tiennent:

. au très grand nombre d'ouvrages ou d'articles qu'une recherche relativement rapide permet de répertorier: nous avons ainsi trouvé plus de 500 titres concernant les sujets les plus divers directement liés à Loja;

. à la rareté de la plupart de ces textes; publiés à comptes d'auteurs, il y a plusieurs décennies, ou dissimulés dans de très anciennes revues au tirage confidentiel, et qu'aucun centre lojan de documentation n'est jamais parvenu à rassembler;

. à l'hétérogénéité de ces documents, enfin; un petit nombre d'entre eux sont de grande qualité, leur valeur est connue, comme c'est le cas pour l'*Historia de Loja* de P.Jaramillo A. Mais on trouve aussi une multitude d'articles, de pamphlets, d'essais dont les titres ronflants ne dissimulent pas longtemps la faiblesse.

La tentation est grande, dans ces conditions, de limiter la recherche aux ouvrages les plus connus, qui sont aussi les plus accessibles, et de se confier au hasard pour tous les autres. Pourtant, dans la perspective d'une étude de sociologie politique, des documents sans valeur scientifique intrinsèque peuvent constituer des témoignages très révélateurs. Manifestes, proclamations, pamphlets, témoignages - même manifestement biaisés-, oeuvres littéraires - même médiocres- peuvent révéler des aspects inédits de l'idéologie d'une époque ou d'un groupe social, peuvent réveiller le souvenir de clivages sociaux que les autres moyens d'investigation n'avaient pu faire apparaître.

Nous avons, dans un autre travail (1), décrit plus longuement les conditions dans lesquelles s'est effectué le dépouillement de ces sources imprimées.

Le fait essentiel est que la richesse et la qualité inattendues des informations recueillies, malgré un certain nombre de lacunes (2), nous ont amené à reconsidérer l'ensemble de la démarche initiale de recherche, d'abord en renouvelant radicalement la problématique (cf ci-dessous), ensuite en augmentant de façon significative le temps consacré à ce travail sur document aux dépens des entretiens et du contact direct avec les enquêtés.

(1). E.Fauroux. - *Las fuentes impresas para el estudio histórico, político, económico y social de la Provincia de Loja*. [« Les sources imprimées pour l'étude historique, politique, économique et sociale de la province de Loja »] in *Cultura*, V, 15, Enero-Abril 1983, pp 371-439.

(2). Certaines périodes sont peu couvertes, notamment les divers épisodes vélasquistes (qui furent marqués par une sévère censure de la presse).

(B). La seconde phase de l'enquête: interviews et observation directe.

L'observation directe de la vie politique et sociale lojane n'a pu être effectuée que pendant l'année civile 1982. Ce délai est très certainement trop court, d'autant plus qu'il ne s'agissait pas d'une année d'élection.

Nous avons donc systématiquement dépouillé la presse écrite, au fur et à mesure de sa parution, nous avons écouté assidument les bulletins d'information et les chroniques des diverses radios locales, nous avons assisté à la plupart des cérémonies officielles...

Pour mettre un peu d'ordre dans l'observation d'une réalité qui pouvait paraître quelque peu chaotique, et d'un intérêt inégal, nous avons retenu cinq thèmes principaux:

- . les élections au *Municipio* du bourg de Catamayo, seules élections qui intervinrent dans la région en 1982;
- . les événements liés au contrôle de l'Université par divers groupes d'extrême-gauche en Décembre 1981 et lors du 1er semestre 1982;
- . les émeutes populaires d'Octobre 1982, causées, au niveau national, par une brutale augmentation du coût de la vie;
- . les conférences de presse données chaque trimestre par le Directeur Exécutif de PREDESUR, et les polémiques qui s'en suivirent;
- . en Novembre 1982, l'élection très controversée du "Meilleur lojan de l'année".

Malgré l'intérêt de ces observations qui faisaient apparaître en vraie grandeur la réalité sociale et politique de Loja, nous avons rapidement compris qu'elles ne suffiraient nullement à poser clairement les vraies questions.

Les interviews d'acteurs ou de témoins directs de la vie lojane, passée ou récente, nous ont occupé presque exclusivement de Juillet à Novembre 1982.

Nous attendions plusieurs choses de ces interviews:

- . mieux "couvrir" les quelques périodes pour lesquelles les sources imprimées étaient insuffisantes;
- . mieux comprendre des problèmes, des conflits, des attitudes qui, à la lecture de la presse, nous avaient paru peu intelligibles;
- . vérifier des interprétations, décrypter des alliances souterraines, compléter généalogies et réseaux.
- . pénétrer à l'intérieur de la logique réelle des divers groupes sociaux importants, au-delà du formalisme et du langage de convention que véhicule la presse;
- . découvrir de nouveaux faits, de nouveaux problèmes, de nouvelles analyses.

A priori, nous disposions d'atouts importants. Grâce au dépouillement de la presse écrite, nous avons construit, sur un certain nombre de faits précis, des dossiers solides et documentés, nous savions quels seraient les meilleurs informateurs, nous savions, en gros, quel rôle ceux-ci avaient joué, nous avons lu certaines de leurs déclarations.

* CONDITIONS DE DEROULEMENT DE L'ETUDE ET EVOLUTION DE LA PROBLEMATIQUE.

Nous avons commencé l'étude avec une problématique simple et assez peu précise qui, pensions-nous, pourrait être affinée au cours du déroulement de l'étude.

Cette problématique initiale pourrait se résumer de la façon suivante.

Pour comprendre "les transformations du pouvoir régional, le rôle du pouvoir régional, la place des instances régionales dans les structures politiques et économiques nationales " (Art.2 de la Convention IFEA /ORSTOM de 1981), il nous paraissait nécessaire :

. 1) d'étudier le fonctionnement des institutions locales: *Municipio*, Conseil Provincial, agences locales des diverses administrations, système bancaire, organisme de développement régional...), en termes de sociologie politique,

. 2) de tenter une approche à caractère quasiment ethnographique de l'oligarchie foncière qui, manifestement, détenait la plupart des clés du pouvoir local; entre autres avantages, cela aurait permis une comparaison avec l'excellent travail de Leslie Brownrigg sur la ville de Cuenca, à peu de distance au Nord de Loja;

. 3) d'identifier les groupes, les institutions,... susceptibles de constituer des contre-pouvoirs et, donc, d'agir sur la situation actuelle pour la transformer.

Dès les premiers mois de l'étude, il est apparu que cette problématique serait difficile à mettre en oeuvre.

L'attitude des lojans cultivés, qui opposent à l'investigateur un barrage de lieux-communs, nous a rapidement convaincu qu'il serait bien difficile de réaliser le premier point. Une exception très remarquable est celle de PREDESUR (cf infra): ~~dont le~~ ^{le} Directeur Exécutif, sociologue de formation, nous a, au contraire, été d'un grand secours pour entrevoir une partie de ce qui existait derrière le barrage.

Une éventuelle pénétration dans les milieux, très fermés, de l'aristocratie foncière lojane, nous est apparue, pour le moins, très délicate, dès que nous avons envisagé, concrètement, de la tenter. Pas impossible, mais certainement très longue, beaucoup trop, en tous cas, pour une étude au calendrier aussi serré.

L'identification de contre-pouvoirs à partir d'une simple ~~observation~~ ^{sur le terrain} de la situation actuelle s'est rapidement annoncée comme ~~particulièrement laborieuse~~, tant la réalité lojane nous est apparue chaotique, complexe, contradictoire, critique. *d'après J. B.*

Nous avons, dès le début de l'étude, envisagé de recourir à l'histoire locale et régionale. Il s'agissait alors surtout de connaître

c) Au fur et à mesure du déroulement de l'étude nous avons élaboré une conception probablement pessimiste concernant la possibilité de recueillir des informations réellement utilisables grâce aux interviews. Nous avons ainsi été conduit à relativement négliger cette source.

d) Malgré d'importants efforts, notre connaissance de la réalité sociale, politique et familiale lojanes ont été insuffisantes pour éviter certaines approximations, certaines erreurs, voire certains contre-sens. Notre projet était de faire lire ce texte à quelques lojans dont nous avons sélectionné les noms, pour tenter de gommer ces imperfections. Le déroulement de la phase de rédaction ne l'a pas permis.

e) La qualité des informations recueillies paraît varier avec le temps. Curieusement, elles sont sans doute d'autant moins fiables qu'elles se rapprochent du moment de l'enquête.

L'importance des transformations en cours, la gravité des passions et, parfois, des drames qu'elles soulèvent, rendent difficile l'analyse et, même, la simple observation d'un présent qui ne rentre plus dans les grilles d'interprétation que les témoins avaient peu à peu élaborées.

Par ailleurs, les faits très récents impliquent directement les personnes que nous avons rencontrées, questionnées, chez lesquelles nous avons été invité... Il est difficile de ne pas respecter ainsi une certaine obligation de réserve à l'égard de la description de ces faits récents dont nous n'avons le plus souvent présenté qu'une brève esquisse.

Il ne faut donc pas voir cette étude sur les structures du pouvoir local à Loja comme quelque-chose d'achevé, comme une synthèse faisant, une fois pour toutes, le point de la question, mais comme un essai, provisoire et imparfait. Pour ne pas trop encombrer l'ouvrage de formules restrictives, nous avons limité l'usage d'expressions comme "il semble que...", "peut-être", "sauf erreur de notre part"... mais nous aurions souhaité les utiliser à tous moments.

Nous souhaiterions que s'engage (sous quelle forme ?) un débat contradictoire autour de ce texte et nous sommes absolument prêt, face à une bonne argumentation, à remettre en cause tout ou partie des points de vue que nous avons exprimés.

Une ambition de ce travail -peut-être exagérée- serait de donner, même indirectement, une petite impulsion à la recherche sur les thèmes abordés ici.

Au niveau de Loja, les chercheurs et érudits locaux ont sans doute tendance à trop s'enfermer dans une histoire locale événementielle qui est, bien entendu, nécessaire, mais à laquelle on ne devrait pas se limiter. Les remous que susciteront peut-être certaines de nos erreurs, ou des interprétations discutables, pourraient être l'occasion d'entamer une réflexion plus intéressante que celle qui a cours actuellement,

PLAN DE L'OUVRAGE.

<u>Chap.1. Les structures locales du pouvoir à la fin du XIXè siècle.</u>	22-96
1). Les origines du système latifundiste	23-39
2). La mise en place d'une économie pastorale de type latifundiste.	39-55
3). La mise en place des structures du pouvoir politique régional.	56-90
* Conclusion du chap.1. Les dynamiques du système politique lojan à la fin du XIXè siècle et les conditions de sa reproduction.	91-96
<u>Chap.2. La Révolution Libérale et la mise en oeuvre d'un projet Libéral de société.</u>	97-148
1). La Révolution Libérale à Loja et le projet Libéral de société.	101-106
2). Le projet politique Libéral et son application à Loja.	106-125
3). Le projet économique Libéral et son application au niveau de Loja.	125-147
<u>Chap.3. La montée des classes moyennes.</u>	149-193
1). La diversité des classes moyennes lojanes.	150-158
2). Les facteurs de l'unité des classes moyennes lojanes.	158-162
3). L'offensive des classes moyennes lojanes contre le système.	162-193
<u>Chap.4. La croissance de la ville de Loja comme facteur de déstabilisation.</u>	194-243
1). L'accélération de la croissance de Loja.	196-199
2). Les effets accélérateurs de la croissance de Loja.	200-215
3). Les effets déstabilisateurs de la croissance urbaine.	216-242
<u>Chap.5. Les réactions de la micro-oligarchie lojane avant la fin des années soixante: ajustements et désengagements.</u>	244-290
1). Les stratégies visant à construire l'unité idéologique régionale.	245-259
2). L'évolution du clientélisme.	260-277
3). L'esquisse d'un désengagement de la micro-oligarchie à l'égard de ses secteurs traditionnels d'activité.	278-288

<u>Chap.6. Réformes et mutations agraires à Loja: l'oligarchie lojane perd son statut foncier.</u>	291-348
1). La Réforme Agraire de 1954: l'oligarchie foncière organise à son profit son désengagement rural.	293-304
2). La crise de 1968.	304-318
3). Les effets conjugués de la Réforme Agraire et de la crise de 1968: la remise en cause des dynamiques de transformation initialement mises en place par la Réforme Agraire.	318-334
4). Les nouvelles structures agraires dans la région de Loja.	334-348
<u>Chap.7. Le retour de l'Etat sur la scène lojane: PREDESUR et l'alternative bureaucratique.</u>	349-378
1). Les interventions de l'Etat dans la région de Loja avant la fin des années soixante-dix.	351-360
2). La décentralisation de PREDESUR et l'affirmation d'une nouvelle conception du développement régional.	360-370
3). Les difficultés de PREDESUR sur les plans politiques et institutionnels.	371-378
<u>Chap.8. Les dynamiques sociales à Loja au début des années 80.</u>	379-405
1). La dissolution de l'ancienne oligarchie foncière	382-383
2). Le développement d'une bourgeoisie rurale et la différenciation de l'espace social rural.	383-395
3). Le développement du capital commercial clandestin.	395-402
4). Les éléments d'une nouvelle structure sociale urbaine.	402-405
Conclusion générale.	406-411

Chapitre 1.

LES STRUCTURES LOCALES DU POUVOIR

A LA FIN DU XIX^e SIECLE.

S1. Les origines du système latifundiste.

- 1.1). Le temps de la prospérité (de 1560 à 1770/1780 environ).
- 1.2). Les premiers développements des activités agro-pastorales et la genèse de la grande propriété foncière.
- 1.3). La population lojane à la fin du XVIII^e siècle.

S2. La mise en place d'une économie pastorale de type latifundiste.

- 2.1). L'accentuation du déclin économique régional et les nouveaux développements de l'agriculture et de l'élevage.
- 2.2). La nouvelle organisation économique régionale.
- 2.3). L'oligarchie lojane et le contrôle de l'économie régionale et des flux régionaux.

S3. La mise en place des structures du pouvoir régional.

- 3.1). L'effondrement du rôle local de l'Etat.
- 3.2). Les niveaux du pouvoir local au XIX^e siècle.
 - 3.2.1). Les agents du pouvoir micro-local en milieu rural.
 - 3.2.2). Les agents du pouvoir local dans la ville de Loja.
 - 3.3.3). Les modèles de fonctionnement du pouvoir local.
- 3.3). Les limites du pouvoir de la noblesse lojane au sein de l'espace contrôlé.
 - 3.3.1). Les limites spatiales du pouvoir de la noblesse.
 - 3.3.2). Les limites du pouvoir de la noblesse au sein de l'espace contrôlé.

Conclusion du chapitre 1. Les dynamiques du système politique lojan à la fin du XIX^e siècle et les conditions de sa reproduction.

(1). LES ORIGINES DU SYSTEME LATIFUNDISTE A LOJA.

Loja fut fondée en 1548, parmi les toutes premières villes espagnoles de ce qui allait devenir la *Real Audiencia de Quito*, très peu de temps après Quito (1534), Portoviejo (1535), Guayaquil (1535, puis 1538) et avant Cuenca (1557) et les autres villes de la Sierra.

La nouvelle cité se trouvait alors au centre d'une région qui contrastait fortement avec le reste de ce qui sera l'Equateur andin.

Plus au nord, le peuplement indigène était, dans la Sierra, dense, fortement organisé autour de communautés homogènes, enracinées dans leurs terroirs depuis des temps immémoriaux. L'autorité appartenait à une chefferie, clairement définie et institutionnalisée. La menace Inca avait souvent conduit ces chefferies à se fédérer en petits ensembles politiques qui avaient toute l'apparence de mini-Etats.

L'incaïsation avait renforcé la cohésion de ces groupes grâce à la mise en place d'une super-chefferie Inca, plaquée sur les structures autochtones à peine modifiées.

Par ailleurs, ces populations nombreuses et organisées, mettaient en oeuvre des systèmes de production complexes, très productifs, qui alliaient des techniques d'irrigation hautement sophistiquées à des formes minutieusement rationnelles d'utilisation des complémentarités écologiques liées aux fortes différences d'altitude (système de l'archipel vertical).

A l'inverse, Loja fut fondée au coeur d'une région presque désertée. Les groupes autochtones, les Paltas, moins fortement accrochés au sol que les autres groupes indigènes de la Sierra, avaient été décimés lors des divers épisodes de la conquête Inca, et beaucoup de survivants avaient préféré fuir, sans doute en direction de l'Amazonie toute proche.

On ne trouvait alors que quelques îlots de culture permanente.

La ville paraissait promise à un brillant destin lié principalement aux activités minières.

1.1). Le temps de la prospérité (de 1560 à 1770/1780 environ).

Loja s'annonçait (comme le pôle naturel, le centre administratif et la base logistique d'une région minière qui, à la fin du XVI^e siècle, laissait entrevoir des perspectives fabuleuses. De nouvelles villes minières avaient surgi en quelques années, aux environs de 1550, dans le Piémont Amazonien de Loja, à Sevilla de Oro, Logroño, Valladolid, Santiago de las Montañas, ou sur le versant occidental de la Cordillère, beaucoup plus près du monde civilisé, à Zaruma.

Mais surtout, Loja en vint en constituer la "cité-forteresse" pour la conquête de l'"*El Dorado*" (P.Jaramillo, 1955, p.161). Elle se

trouvait, en effet, à la lisière du fabuleux et mystérieux territoire de Yaguarzongo dont les premières explorations avaient été suffisamment alléchantes pour donner naissance à ce qui allait devenir le mythe de l'*El Dorado*.

Dans le sillage des activités minières, l'agriculture et l'élevage connurent un réel essor, car il fallait pourvoir à la subsistance des nouvelles villes minières trop absorbées dans leurs tâches principales.

Comme ce fut souvent le cas dans l'Amérique espagnole,

"l'agriculture et l'élevage qui devinrent ensuite les principales ressources des puissants, ne constituèrent d'abord qu'une nécessité pour l'approvisionnement des mines, puis une occasion de placement pour l'argent gagné ailleurs."
(F.Chevalier cité par Ch.Caillavet, 1984, p.36).

Dans cette perspective,

"*las tierras cálidas de la Provincia (Malacatos, Catamayo) son las primeras en distribuirse en propiedades españolas, quizás por ausencia de población autóctona en ellas, y sobre todo por el aliciente del cultivo de la caña de azúcar, para el cual se importa a esclavos negros.*" (Ch.Caillavet, 1983, pp 368-369).

"Les terres chaudes de la Province (Malacatos, Catamayo) sont les premières à être attribuées en propriété à des Espagnols, peut-être à cause de l'absence de populations autochtones, et, surtout, de l'attrait exercé par la culture de canne à sucre, pour laquelle on importe des esclaves noirs". (traduction E.F.)

* Dans les mêmes conditions, Loja commença alors à devenir un centre commercial de toute première importance.

La ville bénéficiait d'une situation assez remarquable, sur l'unique axe terrestre permettant de se rendre de Quito à Lima, par Cuenca.

De puissantes entreprises de transport commencèrent à s'organiser. Les plus grands spécialistes de l'import-export étaient basés à Cuenca, mais...

"...les caravanes de mules, mulets et chevaux (étaient) organisées par les habitants de Loja qui montaient des entreprises privées florissantes". (Ch.Caillavet, 1984, p.38)

Un important élevage de bêtes de somme, qui allait porter très loin la renommée de la région, commença alors à se développer à Loja, Cariamanga, Catacocha...

* Au cours de la première moitié du XVII^e siècle, l'effondrement total des villes minières (à l'exception de Zaruma) fit redouter un effondrement brutal de la prospérité de la région. La découverte soudaine, en Europe, des vertus fébrifuges de l'écorce de l'arbre appelé

quina, très abondant à l'époque dans la région de Loja, allait survenir à point nommé pour entretenir l'activité économique fiévreuse qui avait, jusqu'alors, caractérisé la région.

L'exploitation commerciale démarra vers 1630 et devait progresser modestement jusqu'en 1747. La demande européenne fit alors un bond et resta à un niveau élevé jusqu'en 1778. Pendant une trentaine d'années, de 1750 à 1780, l'exportation de l'écorce de l'arbre de *quina* devint la source presque unique de la nouvelle prospérité de l'économie lojane.

Dans un travail récent, Y. Saint-Geours et M. Petitjean ont décrit de façon très complète le fonctionnement de cette activité, marquée par les tentatives de la Couronne Espagnole pour s'assurer le monopole de l'exploitation, ou pour - tout au moins - en régulariser le flux (Y. Saint-Geours, M. Petitjean, 1983, pp 194-196).

Malgré cette intervention régulatrice, l'économie de la "cascarille" fut la source de multiples et spectaculaires enrichissements qui ont laissé des traces jusque dans la société lojane actuelle.

L'opération de production qui allait de la collecte de l'écorce en forêt, jusqu'à la livraison au port de Tumbez, en passant par le séchage, l'emballage et le transport, était fort longue et coûteuse. Mais le prix élevé du produit fini justifiait des profits considérables, malgré les forts prélèvements imposés par la Couronne.

Ces profits pouvaient devenir énormes pour ceux qui savaient échapper aux prélèvements de la Couronne et contrôlaient les circuits de contrebande.

Il existait ainsi des circuits entièrement clandestins, comportant des collecteurs dépourvus d'autorisation officielle, des lieux de séchage situés à l'abri des regards indiscrets, des caravanes pourvues de faux documents ou empruntant des itinéraires détournés...

Il fallait être riche pour effectuer les avances nécessaires au financement de l'ensemble de l'opération, qu'il s'agisse d'un circuit officiel ou d'un circuit clandestin, et l'on devait attendre de nombreux mois la réalisation des profits.

Mais surtout, il convenait d'entretenir les meilleures relations avec les autorités, pour obtenir les innombrables autorisations nécessaires, et pour utiliser impunément un circuit clandestin.

Les principaux bénéficiaires du boom de la cascarille furent donc des hauts fonctionnaires, en activité, ou restés sur place, après leur retraite, pour profiter des lucratifs réseaux qu'ils avaient eu le temps de construire auparavant. Mais aussi, d'anciens maîtres de mine reconvertis et, peut-être des grands commerçants enrichis, toujours très liés aux pouvoirs en place, soit par des alliances matrimoniales, soit par l'adhésion à des réseaux de clientèle.

La collecte et l'exportation du quinquina ne profitaient pas qu'aux plus riches: elle entretenait autour d'elle une foule d'activités induites relativement lucratives.

Les entreprises de transport retrouvèrent leur ancien rythme d'activité et le dépassèrent largement dans la seconde moitié du XVIII^e siècle.

Elles employaient des muletiers indigènes issus de communautés spécialisées (Collana Catacocha, par exemple, selon notre informateur Francisco Guamán) qui pouvaient ainsi acquérir une relative prospérité et échapper aux diverses exactions dont ces communautés étaient habituellement victimes.

Mais, le "boom de la cascarille" eut surtout d'importants effets sur le développement des activités agro-pastorales.

1.2). Les premiers développements des activités agro-pastorales et la genèse de la grande propriété foncière.

* La cascarille comme activité concurrentielle de l'agriculture et de l'élevage.

A certains égards, il y eut longtemps une âpre concurrence entre les agriculteurs et les exploitants de cascarille.

Les éleveurs, dans leur souci de créer de nouveaux pâturages, n'hésitaient pas à incendier la forêt, sans se soucier de la présence de l'arbre de quina et contribuant à sa raréfaction.

De plus, la nouvelle activité était fortement consommatrice de main d'oeuvre, à une époque où la rareté de celle-ci constituait le principal frein s'opposant au développement de l'agriculture et de l'élevage.

L'antagonisme entre les "gros bonnets" de la cascarille et le lobby foncier devait, d'ailleurs, atteindre une réelle intensité et retarder pendant quelques dizaines d'années le plein développement du grand élevage bovin de la région, jusqu'au moment où, pour diverses raisons (cf infra), les grands exportateurs choisirent d'utiliser leurs capitaux à l'achat de grands domaines fonciers.

* Dans l'ensemble, pourtant, l'agriculture et l'élevage profitèrent, à la longue, des retombées issues du boom de la cascarille.

D'abord, à court terme, parce que de nombreux grands terratenientes et de plus modestes notables ruraux développèrent - parfois à grande échelle - l'élevage de bêtes de somme, pour permettre le fonctionnement des grandes entreprises de transport.

De même, l'élevage bovin reçut une impulsion certaine: on avait besoin de cuirs notamment pour fabriquer les zurrone qui servaient à emballer la cascarille pour son lointain voyage (cf Y. Saint-Geours, ...1983, p.198).

Mais, surtout, à long terme, les revenus issus de cette activité, furent massivement réinvestis en achat de terres et contribuèrent de façon très active à la constitution de très grands domaines.

C'est pourtant la crise minière qui semble avoir eu les effets les plus positifs sur l'agriculture et l'élevage de la région.

* L'impact du reflux minier sur l'agriculture et l'élevage.

Le reflux minier avait atteint son maximum d'intensité au cours de la première moitié du XVII^e siècle.

La terre avait alors joué un rôle de valeur-refuge pour les détenteurs de capitaux qui ne trouvaient plus - avant la cascarille - de placements rémunérateurs. Elle devait, plus tard, retrouver ce rôle quand cette dernière activité connut à son tour des difficultés irréversibles.

Par ailleurs, quelques Espagnols, ruinés par la fin tragique du mirage minier, refluèrent vers les hautes terres à la recherche d'un nouvel avenir et ils contribuèrent au peuplement blanc de la province. La terre n'était pas rare et le *Cabildo* de Loja ne faisait guère de difficultés pour attribuer des droits fonciers à des demandeurs d'origine espagnole.

L'installation de ces "colons" ne fut pourtant pas toujours sans problèmes. Ils contribuèrent, notamment, à aggraver le problème de la main d'oeuvre.

D'abord, parce qu'ils étaient eux-même consommateurs de main d'oeuvre. Ensuite, parce que les communautés indigènes situées à leur voisinage préférèrent souvent laisser la place plutôt que de courir le risque de conflits. Faute de main d'oeuvre et de revenus suffisant, de nombreux "petits blancs" durent se résigner à cultiver de leurs mains. Ils se trouvaient ainsi rabaissés bien au-dessous du niveau social alors réservé aux Espagnols.

Comme cela se voit fréquemment dans l'histoire hispano-américaine, les période de haute conjoncture sont fréquemment suivies par des périodes de stagnation, au cours desquelles l'auto-subsistance, le repliement sur soi, le rythme lent de l'agriculture et de l'élevage remplacent la fièvre exportatrice, les spéculations hasardeuses et les profits rapides. C'est très exactement ce qui s'est produit à Loja, aussi bien à la fin du mirage minier qu'après le boom de la cascarille. Faute de meilleures perspectives, les détenteurs de capitaux se sont résignés à acheter de la terre pour y attirer la main d'oeuvre qui allait assurer une prospérité modeste mais bien réelle.

* Le développement de la grande propriété foncière.

Les informations très incomplètes dont on dispose suggèrent l'existence de plusieurs étapes dans la naissance de la grande propriété foncière à Loja.

(a) La fin du XVI^e siècle fut marquée par la mise en place des *reducciones*.

Il s'agissait du regroupement autoritaire des communautés indigènes en un petit nombre d'agglomérations, plus faciles à contrôler par l'Administration.

On déterminait un cercle d'une "lieue" de diamètre à partir de la place centrale du nouveau village, qui était réservée à la communauté. Toutes les autres terres étaient dites *realengas*, c'est-à-dire considérées comme n'appartenant à personne et, donc, susceptibles d'être attribuées aux personnes qui en feraient officiellement la demande.

Le *Cabildo* de Loja décidait de ces attributions et favorisait de façon tout-à-fait consciente les demandeurs les plus solvables et les plus proches des Autorités.

L'absence de contrôle sur les décisions du *Cabildo* et sur celles du *Juez de Tierras* (chargé de faire un rapport après examen sur le terrain des problèmes que pouvaient poser une demande déterminée) semble avoir conduit à un certain "dérapage" de la procédure vers la normalisation de spoliations massives des communautés indigènes. Lorsque les terres "réservées" à celles-ci étaient de bonne qualité, divers moyens "légaux" permettaient de les leur reprendre (cf H. Gallardo Moscoso, 1964, pp 104-119 et 145-184).

Le plus efficace résidait dans la fiction juridique qui poussait les tribunaux espagnols à considérer que les terres de communauté appartenaient au *cacique* de cette communauté.

Ces *caciques* n'avaient aucune indépendance réelle à l'égard des autorités espagnoles qui contrôlaient leur nomination et leur réservaient un certain nombre de privilèges aux dépens de leurs communautés.

Par ailleurs, ils étaient fréquemment endettés, soit pour financer de longs litiges les opposant à leur communauté ou aux espagnols, soit pour entretenir certaines pratiques ostentatoires dont dépendait leur prestige social. Les créanciers, soutenus par les Tribunaux, acceptaient les terres de communauté comme garantie. Le débiteur pouvait rarement rembourser, dans une situation économique d'ensemble caractérisée par la pénurie chronique de monnaie (cf *infra*).

(b) Tout au long du XVII^e siècle, on assista, sur ces bases juridiques souvent fragiles, à une rapide progression de la propriété foncière espagnole. L'opération se déroulait encore à une échelle modeste, au coup par coup. Avec le temps, elle parvint cependant à priver, peu à peu, les indigènes de la propriété de tous les bons terroirs agricoles et des terres situées à la périphérie des bourgs les plus actifs.

(c) C'est aussi à cette époque - semble-t-il - que l'Eglise devint le plus grand et le plus important propriétaire foncier de la région.

L'Eglise et les divers ordres religieux furent probablement les premiers, dans la région de Loja, à percevoir l'intérêt économique de la terre, à une époque où les spéculations portaient essentiellement sur l'activité minière.

L'Eglise sut, la première, acquérir des droits fonciers importants sur des terres communautaires sans violer de front le droit traditionnel, grâce à l'institution des *Cofradías*.

Les *Cofradías*, ou Confréries, regroupaient sous la direction du Curé un certain nombre ou la totalité des habitants d'une Paroisse, en vue de célébrer plus particulièrement le culte d'un saint Patron. Une partie des terres communales était alors réservée à la Confrérie, soit pour y effectuer des cultures, soit pour y entretenir un troupeau dont les revenus servaient au fonctionnement de la Confrérie, à la construction et à l'embellissement des lieux de culte, à des oeuvres charitables... Les terres de confrérie échappèrent ainsi peu à peu aux communautés pour passer progressivement sous contrôle ecclésiastique, ce qui fut souvent un facteur favorable pour résister aux spoliations "civiles".

Les prestations en travail que nécessitaient les terres de Confrérie étaient fournies gratuitement par les indigènes concernés.

Mais c'est surtout grâce aux dons et legs de terres reçus en abondance, et grâce à une politique systématique d'acquisitions foncières que l'Eglise put continuer à aggrandir ses domaines fonciers.

(d) Après 1740-1750, la Couronne, qui souffrait d'un manque chronique de ressources, entreprit de vendre systématiquement aux plus offrants les terres *realengas*.

Le moment était favorable, dans la région de Loja, où certains riches spéculateurs cherchaient à "blanchir" l'argent de la cascarille et où beaucoup d'autres possesseurs de capitaux se voyaient maintenus à l'écart de cette activité.

Les acquéreurs vinrent aussi d'ailleurs car la région de Loja avait alors une bonne image de marque, et donnait encore l'image d'un pays vierge que n'avaient plus, depuis longtemps, les régions situées plus au Nord.

En trente ou quarante ans, se sont dessinés avec force les traits qui devaient caractériser, pendant tout le XIX^e siècle et jusqu'à la moitié du XX^e, les structures foncières de la région de Loja. C'est alors que se sont réellement enracinées dans la terre les familles "nobles" qui devaient constituer, par la suite, la base de la toute-puissante oligarchie foncière de lojane.

1.3). La population lojane à la fin du XVIII^e siècle.

C'est une société complexe, diversifiée et très stratifiée qui s'est mise en place à Loja, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, à l'époque où les grands domaines fonciers acquirent leur structure presque définitive. Une aristocratie foncière, une "noblesse" y détenait le premier rang.

1.3.1). la "noblesse" lojane.

Comme l'indique Ch. Caillavet, la classe dirigeante, au début du XVIII^e siècle, était constituée par

"des notables, descendants de la première génération de conquérants, des capitaines-généraux et des fonctionnaires royaux". (Chantal Caillavet, 1984, p.49).

(a). Les *encomenderos* et leurs successeurs.

La première génération de conquérants avait été rémunérée de ses services par l'attribution d'*encomiendas*: la Couronne leur reconnaissait le droit, dans un territoire donné -souvent très vaste- de percevoir le tribut sur tous les indigènes adultes; en contre-partie, ils avaient le devoir d'organiser leur évangélisation et de les protéger, dans le sens où un seigneur féodal "protégeait" ses sujets.

Les *encomiendas* de la région de Loja n'avaient pas -semble-t-il- la réputation d'enrichir rapidement leurs titulaires, mais elles furent à l'origine d'une durable structuration politico-religieuse du monde rural lojan.

Chaque *encomienda* correspondait à une "réduction", une agglomération, plus importante que les autres, qui était souvent le siège d'une paroisse ecclésiastique, où l'*encomendero* disposait d'une résidence et où l'on trouvait divers corps de métiers, attirés par les possibilités de rémunération qu'offraient le Curé, l'*encomendero* et leur entourage. On avait là, en germe, la structure d'un bourg qui, en effet, devait peu à peu s'édifier sur le plan en damier, propre aux cités d'Hispano-Amérique, autour de l'église paroissiale et de sa place centrale.

L'*encomienda* ne pouvait, en principe, être transmise à des héritiers au-delà de la première ou de la deuxième génération. Pourtant, dans des conditions qui varient selon les lieux et les régions, les *encomenderos* ont souvent eu des successeurs qui ont prolongé au XVIII^e siècle, et au-delà, les privilèges de leur ancêtre.

En tout état de cause, les descendant d'*encomenderos*, souvent riches et toujours dotés d'un réel prestige, servirent de noyau central à la constitution d'une "noblesse" locale. Les premiers, ils adoptèrent un comportement de caste et leurs enfants se trouvèrent au centre de

toutes les stratégies matrimoniales visant à acquérir ou à maintenir un statut social élevé.

(b). Les fonctionnaires de la Couronne constituèrent la seconde source, sans doute la plus abondante, de la noblesse lojane.

Ils étaient souvent recrutés dans la plus haute noblesse espagnole, du moins pour ce qui concerne les postes de grande responsabilité comme celui de *Corregidor*.

Leur séjour en fonction, à Loja ou à Zaruma, leur avait permis de s'enrichir rapidement, comme il était alors normal dans l'exercice de ces fonctions. Leur alliance était avidement recherchée par les familles issues des premiers *encomenderos*, dont la noblesse était plus récente.

Au terme de leurs fonctions officielles, ils semblent avoir souvent choisi de rester sur place, continuant à nouer des alliances dans la société locale et à s'inscrire dans un réseau aristocratique dont l'importance s'étoffait de génération en génération.

Leur noblesse, les rapports très étroits qu'ils entretenaient avec les autorités, et la fortune dont ils disposaient, leur conféraient un certain nombre de privilèges. Ils s'en servirent, d'abord, pour augmenter leurs richesses (cf infra) et, ensuite pour se démarquer sans équivoques des autres notables locaux, en adoptant un strict comportement de caste.

Leur nombre était suffisant, à Loja et Zaruma, pour permettre la constitution d'un isolat matrimonial. Ils purent donc s'arroger le droit d'exclure toute union avec d'autres groupes sociaux. On ne put, dès lors, être admis dans ce microcosme que par sa naissance.

Seule l'arrivée d'un nouveau personnage, à la noblesse incontestable, provenant directement d'Espagne, permettait d'élargir le groupe, sans en changer ni l'esprit, ni la règle.

Leur puissance avait son origine principale dans l'institution monarchique qu'ils représentaient directement et officiellement, et qui leur fournissait les charges de la haute Administration locale et régionale.

Mais elle dépendait aussi de leur réseau de relations, qui s'étendait à tout l'univers hispanique, à Séville, à Lima, à toute l'Audience de Quito.

Lorsque cela était nécessaire, leur homogénéité face à l'adversité pouvait se révéler extrêmement efficace, et certain *Corregidor* qui, vers 1767, crut pouvoir s'attaquer à eux, jusqu'à tenter de remettre en cause leurs privilèges, en fit l'amère expérience (épisode concernant le *Corregidor* Daza y Fuminaya, rapporté par P. Jaramillo Alvarado dans son *Historia de Loja*, pp 193 ss.) .

* La "noblesse" de Loja était donc peu nombreuse et caractérisée par un strict comportement de caste. Elle détenait la totalité du

pouvoir politique local, sans que quiconque pût lui contester cette fonction dont elle vait été officiellement investie par la Couronne Espagnole .

Peut-être pour reconstituer les conditions sociales de la noblesse européenne, la noblesse lojane paraît s'être intéressée à la terre avant que celle-ci n'ait commencé à constituer une spéculation véritablement intéressante. Jusqu'au dernier quart du XVIII^e siècle, cependant, ses principaux revenus ne provenaient sans doute pas de l'agriculture ou de l'élevage.

Mais, dès cette époque, les lignées nobles qui devaient marquer l'histoire sociale locale jusqu'au XX^e siècle étaient déjà en place. Les chroniques des XVII^e et XVIII^e siècles mentionnent déjà les noms de Aguirre, Bermeo, Burneo, Carrión, Cueva, Eguiguren, Riofrío, Valdivieso..., que l'on retrouve encore à l'heure actuelle.

J. Antonio de Aguirre fut *Corregidor* de Loja entre 1729 et 1752.

Un Bermeo figure comme *encomendero* de Cangasa dès 1635.

Un certain Domingo Burneo y Zea, venu d'Espagne, épousa Martina Valdivieso y las Heras en 1750, à Loja.

Augustín Carrión y Merodio, de haute noblesse, était né près de Séville. Il vint "aux Indes" en 1631, s'installant d'abord à Zaruma, puis, définitivement, la même année, à Loja (A. Anda Aguirre, 1964, et L.F. Mora, 1930).

Miguel Bonifacio de la Cueva, fondateur de la lignée des Cueva, fut nommé *Teniente Corregidor* de Calvas en 1737, et venait directement d'Espagne.

Dionisio Eguiguren, de vieille noblesse, était arrivé à Loja peu avant 1750, en provenance de Vizcaya (Fds P. Jaramillo A., n°3191).

Les Riofrío sont issus de Diego Riofrío y Peralta qui fut *Corregidor* de Loja de 1672 à 1690.

De même, Pedro José Valdivieso fut aussi *Corregidor* de Loja de 1780 à 1786. Il était issu d'une longue lignée de nobles Espagnols, originaires de Vieille Castille, dont un membre s'était déjà installé à San Miguel de Piura, vers 1650 (A. Anda Aguirre, 1981).

Tous possédaient des terres dont l'ensemble augmentait régulièrement, de génération en génération. Tous avaient leur résidence principale à Loja.

Leur domination s'exerçait sur une population très diversifiée.

1.3.2). Les blancs n'appartenant pas à la noblesse.

Les blancs non nobles étaient relativement nombreux. Cette particularité avait donné à Loja la réputation d'une province "blanche", réputation qui, selon M. Minchom, serait quelque peu usurpée, même si on peut admettre que,

"dans ses secteurs les plus isolés aient survécu quelques poches de population blanche" (M. Minchom, 1984).

Elle comprenait des notables ruraux, des "chazos", et des blancs citadins non nobles.

a). Les notables ruraux.

Les plus anciens bourgs, souvent bâtis au centre d'une *encomienda*, furent marqués, dès leur origine, par l'installation de quelques Espagnols.

Il s'agissait, souvent, de commerçants sans grands moyens, d'anciens militaires, ou de fonctionnaires de second ordre ayant réussi à obtenir quelques terres, ou encore de propriétaires d'entreprises de transport, parfois en même temps éleveurs de bêtes de somme.

Dans la première moitié du XVII^e siècle, ces bourgs grossirent et d'autres firent leur apparition, à la faveur du reflux des "mineurs" ruinés. Certains villages, comme Paquizhapa, Amaluza ou Jimbura, conservent encore des traditions qui mentionnent cette migration (cf *La Frontera*, Loja, 16 Sept. 71, sous la signature de H. Gallardo Moscoso).

Ces blancs ruraux pouvaient parvenir, laborieusement, à une relative prospérité, mais leur position sociale ne leur permettait pas d'accéder directement aux spéculations les plus rémunératrices.

Ils pouvaient, par contre, être intégrés dans les réseaux de clientèle contrôlés par le *terrateniente* noble le plus proche. Ces rapports de clientèle impliquaient, pour le "petit blanc", un certain nombre d'avantages non négligeables: prêts d'argent, interventions auprès de la haute administration, protections diverses, notamment dans les questions judiciaires... Les multiples liens de dépendance ainsi créés constituaient la matière vivante du pouvoir social détenu au niveau micro-local par la noblesse lojane.

Le comportement social de ces notables ruraux différait radicalement de celui de la noblesse.

Ils résidaient en permanence au bourg ou, même, dans des villages de moindre importance. Ils étaient en contact quotidien avec les indigènes, dont ils parlaient la langue. Ils avaient de nombreux enfants illégitimes avec des femmes indigènes, mais, aux XVI et XVII^e siècles, les mariages n'étaient pas rares -semble-t-il- entre ces petits notables et des familles de *caciques*, ou d'indigènes en cours de "cholification" (passage à l'état de *cholo*, c'est-à-dire de métis, ce terme ayant une connotation plus sociologique que politique).

Leur ascension sociale était sévèrement limitée vers le haut par la noblesse lojane qui monopolisait le pouvoir régional et l'essentiel du pouvoir micro-local.

Au mieux, ils pouvaient atteindre à une relative prospérité matérielle, qui leur permettait de constituer à leur profit des sous-réseaux de clientèle étendant leurs ramifications en milieu indigène.

Au pire, ils finissaient par perdre leur statut de notable pour entrer dans la catégorie des *chazos*.

b). Les *chazos*.

Dans la terminologie sociale équatorienne, le *chazo* est un paysan non-indigène, vivant dans le Sud du pays (le terme ne paraît pas dépasser, vers le Nord, la province de Cañar).

Son image a sans doute peu évolué depuis le XVIII^e siècle.

Sa situation matérielle était assez misérable (sinon il aurait appartenu à la catégorie des notables), mais il était courageux, dur au mal, opiniâtre. Son isolement l'avait rendu fruste, mais lui avait permis de conserver de très vieilles valeurs morales, oubliées ailleurs: honnêteté scrupuleuse, sincérité, fidélité, respect de la parole donnée...

Il cherchait à se démarquer des paysans indigènes, dont il partageait pourtant le sort et, à quelques nuances près, la pauvreté. Mais il différait d'eux surtout par son isolement social qui contrastait avec la densité des rapports communautaires existant en milieu indigène. Le *chazo* vivait souvent isolé, hors de toute agglomération, et ne pouvait guère compter que sur la solidarité de sa famille, au sens étroit.

c). Les blancs citadins n'appartenant pas à la noblesse.

Les textes sont peu précis à propos des Espagnols de niveau modeste qui vivaient à Loja.

On entrevoit la présence et la relative importance, numérique et sociale, de petits fonctionnaires ou d'employés de la Couronne, occupant des charges de second ordre, ou rémunérés par les détenteurs de charges plus élevées.

Quelques petits ou moyens propriétaires vivaient aussi, à Loja, des rentes modestes de leurs terres situées à la périphérie..

On trouvait enfin, en ville, ou à San Juan del Valle, bourgade rurale toute proche, une population de non-blancs ayant perdu le statut d'indigènes (cf infra), et occupant diverses fonctions liées au petit commerce, à l'artisanat, au service domestique des grandes familles...

Le tableau suivant, issu de l'article de M. Minchom, donne une idée de l'importance relative de cette population "blanche".

Tableau 1. La population blanche de Loja en 1778. (Sources: M.Minchom, 1984, p.7; tableau établi d'après le premier recensement de population effectué à Loja en 1778).

	Blancs	Indiens	Divers	Total	% blancs
			(1)		
.Loja	501	58	1945	2504	20.0%
.Paroisses rurales dépendant de Loja	1	2224	.	2225	ε
.Zaruma	1942	286	240	2468	78.7%
.Bourgs ruraux	2976	3741	815	7532	39.5%
.Villages	191	6409	2400	9000	2.1%
.Total	5611	12718	5400	23729	23.6%

(1). dont esclaves.

On note que la population blanche était sensiblement plus importante à Zaruma (près de 80%) qu'à Loja (20% dans la ville, 10.6% si on prend en compte les paroisses rurales de la périphérie. Elle est très faible en milieu rural, hors des bourgs, à peine 2%.

Les bourgs sont Malacatos, Catacocha, Cariamanga et Gonzanamà. Ils se caractérisent par une population blanche de l'ordre de 40%

1.3.3). Une population indigène diversifiée, en cours d'acculturation.

A partir du XVIII^e siècle, la population indigène, à Loja, était devenue très hétérogène, beaucoup plus, en tous cas, que celle des régions situées plus au Nord, Cuenca ou Riobamba par exemple.

On trouvait, en effet, un petit nombre d'autochtones, héritiers directs des communautés locales pré-hispaniques, et une majorité de *forasteros*, venus d'ailleurs. Ces derniers finissaient, en général, par acquérir un statut de métis ou même de blancs, en rompant définitivement avec la culture indigène.

a). Les héritiers des communautés pré-hispaniques.

Les communautés locales qui avaient survécu à la *mita* et au remodelage social imposé par les *reducciones*, le devaient à des circonstances particulières.

Les indiens *Saraguro*, par exemple, à l'extrême Nord de la Province, avaient été partiellement dispensés de la *mita* pour accomplir une mission à laquelle les prédisposait leur localisation à proximité

immédiate du "chemin de l'Inca", dont le tracé fut repris pour la nouvelle route de Loja à Cuenca: ils devaient veiller à l'entretien de cette route et au bon fonctionnement des gîtes d'étape disposés à intervalles réguliers sur le parcours.

Comme, par ailleurs, aucun grand domaine ne s'établit, plus tard, dans les parages, les *comunautés Saraguro* demeurèrent très protégées des ingérences coloniales directes.

Leur remarquable pérennité culturelle s'explique aussi, peut-être, par leurs origines *mitmaquna* (): immigrants forcés dans un milieu qui leur était hostile, ils ont probablement cherché à développer leur cohésion sociale et culturelle pour mieux assurer les conditions de leur propre survie.

Dans des conditions sans doute comparables, les *comuneros* de Collana Catacocha (selon les informations de Francisco Guamán) et ceux de Sozoranga (Ch.Caillavet, 1984, p.53, note 85) ont eu le privilège d'être chargés de l'élevage, de l'entretien et de la conduite des bêtes de somme qui assuraient le transport en direction du Nord-Pérou et du port de Piura. Ils purent ainsi continuer à fonctionner dans leur cadre institutionnel et social traditionnel.

b). Les *forasteros* étaient nettement majoritaires dans la région, ce qui représente une exception au sein de l'Audience de Quito.

Comme l'indique M.Minchom, dans son ensemble,

"la population était faible, dispersée, accoutumée aux déplacements liés au commerce muletier, affaiblie par la pression de la *mita* et du tribut, et avec une faible proportion d'originaires". (M.Minchom, 1984, p.11).

Cette faible proportion d'originaires s'explique par de multiples facteurs.

Selon M.Minchom, Loja aurait été un foyer d'immigration en deux périodes au moins.

D'abord à l'époque minière, mais il s'agissait des déplacements obligatoires de populations dans le cadre de la *mita*.

Ensuite, au XVIII^e siècle, à une époque où Loja servit sans doute de région-refuge, car elle était moins touchée que les autres par les divers cataclysmes naturels et par la crise économique qui sévissaient alors dans l'Audience de Quito.

Sauf exception (établissement de liens matrimoniaux), ces indiens *forasteros* ne pouvaient s'inscrire dans des rapports communautaires. Ils s'installaient où ils le pouvaient, au gré des circonstances, s'adaptant tant bien que mal à un environnement social et à un mode de vie nouveaux. Des indiens de la région de Loja, se firent aussi parfois *forasteros*. Des muletiers, par exemple, accoutumés à de longs déplacements -qui pouvaient parfois durer des années (cf infra)- étaient moins attachés à leur terroir et à la vie sédentaire. Au gré des circonstances, il leur arrivait quelquefois, pour fuir les prestations

obligatoires imposées aux indiens vivant dans leurs communauté, de partir tenter leur chance à Loja ou dans un bourg de la région.

Dès que le lien était rompu avec leur communauté d'origine, les *forasteros* entraient dans un processus de "cholification" qui pouvait durer une, deux, ou trois générations et au terme duquel lui ou ses descendants étaient devenus métis, *cholos*, ou même, dans certains cas, blancs.

M. Minchom l'indique clairement:

"The Indians who gradually repopulated the Province or moved from one part of the Province to another were the whites or mestizos of the century to come... Tribute declined much more in Loja than in neighbouring regions, to an extent which cannot be explained only by a possible economic crisis in the region." (M. Minchom, 1984, p. 11).

["Les Indiens qui ont progressivement repeuplé la Province, ou qui se sont déplacés d'une partie à l'autre de la Province, allaient être les blancs ou les métis du siècle à venir... Le Tribut a décliné beaucoup plus à Loja que dans les régions voisines, dans une proportion qui ne peut être expliquée seulement par une possible crise économique dans la région"].

Et:

"In the case of an urban parish like San Sebastian in Loja, the Republican period did indeed see the transformation of an exclusively forastero-Corona population into a mestizo population, although the parish remained strongly Indian well into the nineteenth century". (p. 12).

[" Dans le cas d'une paroisse urbaine comme celle de San Sebastien à Loja, la période républicaine a véritablement vu la transformation d'une population de "*forasteros* de la Couronne" en une population de métis, bien que la paroisse fût restée fortement indienne jusqu'à une époque avancée du XIX^e siècle"].

Les faibles pourcentages de population indienne qui apparaissent dans les statistiques concernant Loja au XIX^e siècle s'expliqueraient donc par l'évolution sociale -et juridique- des très nombreux *forasteros*, fortement déculturés après avoir rompu leurs liens communautaires. Mais, en termes purement biologiques, la province de Loja ne serait pas moins indienne que les autres.

Enfin, de nombreux *caciques* indigènes ont pu parvenir à un statut économique et social suffisant pour acquérir, au bout de quelques générations, le statut de blanc.

Les alliances matrimoniales de riches *caciques* avec des notables ruraux ont souvent permis ce changement de statut. Cette ascension sociale passait souvent par l'usurpation de terres communales dont nous avons décrit le très simple mécanisme. Elle semble aussi avoir été

permise à certains convoyeurs de caravanes, devenus peu à peu propriétaires d'entreprises de transport.

Il est ainsi frappant de constater que les noms des *caciques* des débuts de l'époque coloniale se retrouvent fréquemment parmi les noms des familles actuelles de notables ruraux: Consa, Chamba, Poma, Quinde, Sarango, Sigcho, Tandazo,...

La vulnérabilité et la rareté chronique de la main d'oeuvre indienne ont souvent conduit des propriétaires - surtout en zones subtropicales - à importer une main d'oeuvre servile d'origine africaine. Ces populations, dont l'importance quantitative fut parfois considérable (22.6% de la population de la province en 1778, selon M. Minchom, 1984) n'ont laissé que peu de traces dans le Loja du XX^e siècle et nous négligerons de les présenter ici (cf le travail de M. Minchom, 1984, dont la 3^e partie s'intitule: "*The Black presence in Colonial Loja*", pp. 14-16).

*
* *

A la fin du XVIII^e siècle, la situation sociale de la Province de Loja pouvait donc se résumer de la façon suivante.

Un processus d'accumulation "primitive" a permis à un petit groupe, à une oligarchie, de sortir, avec de nouveaux atouts décisifs, d'une longue période de prospérité dont elle avait été la principale bénéficiaire.

Ces atouts étaient constitués par le quasi-monopole du pouvoir et des capitaux.

Du pouvoir, car elle incarnait la Monarchie Espagnole et, à ce titre, remplissait un certain nombre de fonctions locales centrées sur le contrôle politique de la population et le maintien de l'ordre public. Toute rébellion, toute insubordination contre son autorité, pouvaient, en droit, être assimilées à un crime de lèse-majesté.

Les propriétaires fonciers, de plus, détenaient le quasi-monopole des capitaux disponibles dans la région (seuls les titulaires de rentes pouvaient recourir aux censos des communautés religieuses). Elle assurait donc des fonctions bancaires vitales pour toute l'économie régionale, qui plaçaient, en pratique, toute la population active dans sa dépendance.

Elle put, sur cette base financière, entreprendre l'édification des réseaux de clientèle qui, dans les années ultérieures, allaient lui permettre, d'une part d'étendre sur l'espace régional un pouvoir presque absolu, d'autre part de prendre sa part sur tous les profits, sur toutes les bonnes affaires que permettaient encore le pays, malgré le déclin de sa prospérité.

Mais son emprise spatiale n'était pas encore clairement définie.

Certes, beaucoup de nobles étaient solidement implantés en milieu rural, un peu comme l'étaient autrefois les *encomenderos*, et, après 1770-1780, ils commencèrent à disposer de véritables exploitations agricoles de grandes dimensions. Mais ils étaient encore loin de disposer d'un véritable monopole de la terre.

Par ailleurs, les rapports de production communautaires demeuraient dominants, malgré les atteintes dont ils avaient été l'objet: les *comuneros* conservaient une certaine indépendance même si, pour payer le tribut, ils devaient accepter de s'insérer quelques jours par an dans ce que nous appellerions aujourd'hui les rapports marchands.

C'est pour payer le tribut que les indigènes de Malacatos et de Vilcabamba s'engageaient, par petites équipes, pour collecter la cascarille; ou que ceux de Catacocha ou de Sozoranga acceptaient de partir, pour de longues semaines, à la tête de caravanes de mules se dirigeant vers le Pérou; ou encore que de petits paysans isolés venaient au marché pour vendre leurs produits, ou allaient se salarier chez un notable rural ou chez un noble du voisinage.

(2). LA MISE EN PLACE D'UNE ECONOMIE AGRO-PASTORALE DE TYPE LATIFUNDISTE.

Deux catastrophes majeures ont frappé la région à la fin du XVIII^e siècle: la crise textile et le déclin accéléré de la cascarille.

Mais les conditions étaient devenues très favorables, dans toute l'Audience de Quito, au développement d'activités agro-pastorales qui ont permis à Loja d'assurer tant bien que mal sa survie, en suivant, sur ce point, l'évolution générale. Les transformations qui se sont ainsi amorcées ont abouti à une profonde restructuration des mécanismes du pouvoir local qui n'a cependant pas échappé à ses anciens détenteurs.

2.1). L'accentuation du déclin économique régional et le nouvel essor de l'agriculture et de l'élevage.

* Le déclin définitif de l'économie lojane.

Au début du XIX^e siècle, alors que le déclin de l'exportation de cascarille était devenu sans remède, Loja était, selon l'expression de Y. Saint-Geours, "une province fatiguée" qui n'avait plus d'autre alternative que de valoriser son potentiel agro-pastoral:

" actividades arruinadas, corrientes de intercambio desorganizadas, han conducido a todo un sector de la región a una estricta economía de subsistencia. En aquella época y durante un largo período, se estimó que las solas riquezas verdaderamente explotables eran la caña de azúcar del valle de Catamayo y, sobre todo, el ganado". (Y. Saint-Geours, 1983).

["des activités ruinées, des courants d'échange désorganisés, ont conduit tout un secteur de la région à une stricte économie de subsistance. A cette époque, et pour une longue période, on estima que les seules richesses véritablement exploitables étaient la canne à sucre de la vallée de Catamayo et, surtout, le bétail"].

Loja acusa le choc. Un voyageur de l'époque décrit ainsi la ville.

" La ciudad está bastante deteriorada, habiendo sido una de las principales que se fundaron en la Conquista. Se computa el número de sus habitantes de todas clases en que hay mucha distinguida nobleza en 9 000 almas. De éstas viven muchas familias o los más todo el año en las haciendas y pueblos, dejando la ciudad que muchas veces parece desolada". (J.R. Navarro, in M. Miño, 1984).

[" La cité est assez détériorée, bien qu'elle ait été l'une des plus importantes parmi celles qui furent fondées lors de la Conquête. On estime à 9 000 âmes le nombre de ses habitants de toutes classes, parmi lesquels figure une noblesse nombreuse et distinguée. Beaucoup de familles appartenant à celle-ci, ou la plupart, vivent toute l'année dans les haciendas et les bourgs, abandonnant la ville qui a souvent un aspect désolé" .]

* Le retour à l'isolement

En contre-coup de l'effondrement de son activité commerciale, la région devait voir son isolement s'aggraver. Y. Saint-Geours décrit très nettement cette situation.

" El estado de enclave es total: ausencia de caminos y de rutas, viajes tan largos como llenos de imprevisibles; durante la estación de lluvias, de Diciembre a Abril, toda comunicación está prácticamente suspendida. Esta situación, ya mala durante la Colonia, será catastrófica durante las guerras de Independencia y en los inicios de la República. En efecto, al parecer, la mantención de las vías de comunicación no se hacía más con el trabajo obligatorio de los peones: fin del trabajo obligatorio de los peones, fin de la mantención. Así los caminos se hicieron impracticables, salvo alrededor de las haciendas" .

" Las vías de comunicación se convierten, durante el siglo XIX, en una verdadera obsesión: no pasa un año sin que el Cabildo no se queje del aislamiento y no insista en la absoluta necesidad de trazar caminos practicables. Con perseverencia y mucha amargura, Loja protestará contra el abandono en el cual vive: la provincia debe auto-abastecerse; apenas y con grandes esfuerzos logra mantener en buen estado las vías que la unen con los valles de Malacatos y Vilcabamba que producen los víveres indispensables a la subsistencia de sus habitantes. Las tentativas para poner fin a esta trágica situación de enclave son numerosas. Hasta 1900, todas fracasan. (...) Los esfuerzos principales se orientan en dos direcciones: primero, el norte del Perú, y después, pasando por Zaruma y Santa Rosa, hacia Guayaquil. Por el contrario, hacia el norte nada serio se realiza; los intercambios se enrarecen después de la Independencia ... A mediados del siglo XIX, Loja está cortada del resto del país; en el mismo momento, se afirman las veleidades federalistas de la provincia.

" Ahora bien, lo esencial de este aislamiento no está en el mal estado propiamente tal de los caminos; toma su verdadera importancia progresivamente y por comparación. En efecto, grandes distancias, caminos en malas condiciones se hacen particularmente graves cuando, en otra regiones, de Guayaquil a Quito, de Cuenca a Guayaquil, se abren las rutas, el ferrocarril se implanta: espacio y tiempo se suman para aislar a Loja. Así la marginalidad aparece en el momento preciso en que el Estado nacional tiende a consolidarse. La región tendrá una evolución particular, menos rápida que las otras" (Y. Saint-Geours, 1983, pp 216-217).

[« L'état d'enclave est total: absence de chemins et de routes, voyages aussi longs que pleins d'imprévus; pendant la saison des pluies, de Décembre à Avril, toutes les communications sont pratiquement suspendues. Cette situation, déjà mauvaise pendant la Colonie, deviendra catastrophique pendant les guerres d'Indépendance et aux débuts de la République. En effet, il semble que l'entretien des voies de communication ne se faisait plus avec les corvées des peones: la fin du travail obligatoire des peones signifiait la fin de l'entretien. Ainsi, les chemins devinrent impraticables, sauf autour des haciendas.

« Les voies de communication se transforment au cours du XIX^e siècle en une véritable obsession: il ne se passe pas une année sans que le *Cabildo* ne se plaigne de l'isolement et n'insiste sur l'absolue nécessité de tracer des chemins praticables. Avec persévérance et beaucoup d'amertume, Loja protestera contre l'abandon dans lequel elle vit: la province doit s'auto-suffire; elle parvient à peine, et avec de grands efforts, à maintenir en bon état les routes qui l'unissent aux vallées de Malacatos et de Vilcabamba qui produisent des vivres indispensables à la subsistance de ses habitants. Les tentatives pour mettre fin à cette tragique situation d'enclave sont nombreuses. Jusqu'à 1900, toutes échouent (...). Les efforts principaux s'orientent dans deux directions: d'abord, vers le nord du Pérou et ensuite vers Guayaquil, en passant par Zaruma et Santa Rosa. Au contraire, vers le Nord, rien de sérieux n'est réalisé; les échanges se raréfient après l'Indépendance... Au milieu du XIX^e siècle, Loja est coupée du reste du pays; au même moment s'affirment les velléités fédéralistes de la province...

« L'essentiel de cet isolement, n'est pas dans le mauvais état des chemins en lui-même; il prend sa véritable importance progressivement et par comparaison. En effet, les grandes distances, les chemins en mauvais état, deviennent particulièrement graves quand, dans d'autres régions, de Guayaquil à Quito, de Cuenca à Guayaquil, s'ouvrent des routes, s'implante le chemin de fer; l'espace et le temps se liguent pour isoler Loja. Ainsi, la marginalisation apparaît au moment même où l'Etat national tend à se consolider".]

En résumé, Loja a perdu sa remarquable position stratégique sur un axe essentiel: la "route de Terre Ferme" a cessé de constituer un lien vital entre Cuenca et Lima.

« En la primera década del siglo XIX, comienza el proceso de sustitución del centro hegemónico de Lima por Guayaquil, desapareciendo el circuito de los grandes comerciantes de la "carrera de Lima".

« La ruta de Tierra Firme sigue vigente pero variando sustancialmente sus elementos; ya no será la ruta de los grandes mercaderes, sino la de pobres comerciantes, ni siquiera especializados (...) ; estos ya no volverán sus productos hasta Lima, sino que sólo llegarán a Loja durante la Feria del Cisne; ya no especializarán en tocuyas, sino que comerciarán con varios productos y bayetas.

« En consecuencia, hay que plantearse la existencia de un doble circuito a través del cual circulan productos y monedas, uno el que une a Cuenca y Cañar, y el otro que vincula a Loja con el Perú. » (Silvia Palomeque, 1983, p.43).

[« Au cours de la première décennie du XIX^e siècle, commence le processus de substitution de Lima par Guayaquil comme centre hégémonique, avec la disparition du circuit des grands commerçants de la "course" vers Lima.

« La Route de Terre Ferme continue à fonctionner, mais ses éléments varient de façon substantielle; ce ne sera plus la route des grands marchands, mais celle de pauvres commerçants, pas même spécialisés (...); ils ne ramèneront plus leurs produits jusqu'à Lima, mais ils n'iront que jusqu'à Loja, à l'occasion de la Foire du Cisne; ils ne se spécialiseront plus dans la vente de tocuyas (grosse toile épaisse, E.F.), mais ils vendront des produits divers et des bayettes (toiles de bure, E.F.).

« Par conséquent, il faut admettre l'existence d'un double circuit au travers duquel circulent les produits et la monnaie, l'un qui unit Loja à Cuenca et au Cañar, et l'autre qui unit Loja au Pérou. »]

Par rapport au jeune Etat Equatorien qui était en train de s'ériger en unité économique, Loja commençait à se marginaliser de façon durable. Quito s'éloignait et n'exerçait plus son influence que de façon toute théorique; les lojans demeurèrent cependant farouchement hostiles à tout rapprochement politique avec le Pérou, faisant montre, sur ce point, d'un patriotisme intransigeant.

* Les nécessités de l'autarcie.

La province de Loja ne devait plus compter que sur elle-même pour assurer sa subsistance. Malgré la difficulté des communications intra-provinciales, la diversité des conditions climatiques et écologiques micro-régionales semble avoir incité à des spécialisations locales, de sorte que des complémentarités se sont organisées entre régions voisines.

En l'absence de monnaie, ces complémentarités naturelles n'aboutirent pas à la création d'un véritable marché régional, mais à la constitution de solides réseaux d'échanges fondés sur le troc.

F. Guamán décrit ce système à propos de Catacocha:

« Autrefois, on ne plantait pas de céréales comme aujourd'hui dans les parties hautes du canton (de Catacocha). On allait les chercher à Chuquiribamba, Taquil ou San Lucas. Pour faire l'échange, on apportait des *alforjas* (grands sacs dont on chargeait les bêtes de somme, E.F.) remplies de fruits tropicaux, de mangues et de café. Au début du XX^e siècle, le taux d'échange était de une *alforja* de mangues contre une d'*arvejas* (*Pisum sativum*, vesces, E.F.). Tous les transports s'effectuaient à dos de mule. » (F. Guamán, interview du 15 XI 1982).

Dans cet ensemble dépourvu de marché, l'oligarchie et la bourgeoisie urbaines s'auto-approvisionnaient très largement grâce à leurs *haciendas* qui, diversement situées, pouvaient satisfaire la plupart de leurs besoins ordinaires. Ils ne s'adressaient au marché que pour l'importation de produits de luxe, en provenance d'Europe, via Païta: liqueurs, vins fins, biscuits..., produits manufacturés, ...

* La tendance à l'augmentation de la taille des grands domaines.

Dans toute l'Audience de Quito, au cours du XVIII^e siècle, de grands domaines avaient commencé à se constituer autour des *obrajes*: il s'agissait essentiellement, en entretenant de grands troupeaux de moutons, de fournir les matières premières nécessaires.

La crise textile avait remis en cause ce système, au moment où, sous l'influence d'une forte pression démographique, apparaissait une demande importante de produits alimentaires. On cessa donc de ne s'intéresser qu'à la laine et on commença à développer les cultures de subsistance et l'élevage bovin.

Les débouchés étant en voie d'augmentation rapide, les propriétaires cherchèrent à étendre leur emprise foncière, sans grande difficulté, le plus souvent, comme nous l'avons vu.

Mais ils continuèrent à acquérir des terres, bien après que leurs domaines eussent atteint les dimensions nécessaires pour le niveau de

production souhaité. Il s'agissait alors principalement de priver les indigènes de terre afin de les contraindre à travailler pour les haciendas.

« La magnitud de la expansión territorial (de los latifundios) no obedece a una mera ambición, sino a la necesidad objetiva del grupo blanco dominante de controlar toda la tierra posible a fin de obligar a los indígenas a concertarse y a ceder de esta manera su fuerza de trabajo. » (F. Velasco, - *La Estructura Económica de la Real Audiencia de Quito*, in L. Mejía et al. *Ecuador, pasado y presente*, Quito, Inst. Inv. Económicas, Univ. Central, 1975, p.99).

[« L'ampleur de l'expansion territoriale (des latifundios) n'obéit pas à une simple ambition, mais à la nécessité objective du groupe blanc dominant de contrôler autant de terre qu'il est possible en vue d'obliger les indigènes à "se concerter" (1) et à céder de cette manière leur force de travail. »]

Ainsi, la main d'oeuvre ne fit pas défaut, à cette époque, d'autant que la région fut l'objet d'un important courant d'immigration.

« Podríamos considerar la Provincia de Loja como un área de inmigración durante la época colonial tardía, cuando el resto de la Audiencia estaba padeciendo, después de 1748, varios estragos (terremoto, profunda crisis económica y decadencia de los obrajes, guerras de independencia) mientras Loja, poco poblada, podía atraer a pesar de su pobreza a una población migrante. » (M. Minchom, 1983, p.163).

[" On peut considérer la province de Loja comme une zone d'immigration à la fin de l'époque coloniale, lorsque le reste de l'Audience supportait, après 1748, diverses catastrophes (tremblement de terre, profonde crise économique, décadence des obrajes, guerres d'Indépendance) tandis que Loja, peu peuplée, pouvait attirer, malgré sa pauvreté, une population migrante."]

Y. Saint-Geours confirme l'existence de cette tendance démographique croissante et signale que "l'immigration fut sans doute importante dans le Nord et l'Ouest d'une région qui servit de zone d'accueil". (Y. Saint-Geours, 1983, p.219).

[(1). "Se concerter", c'est-à-dire établir un contrat avec un employeur blanc, comportant généralement un certain nombre d'"avances" effectuées par ce dernier; le travail intervenait comme remboursement de cette avance.]

Selon plusieurs sources, le grand mouvement d'expansion de la grande propriété aurait débuté vers 1740, à l'époque où le *Cabildo* de Loja entreprit la vente massive de terres *realengas*.

Mais, il aurait changé de rythme et de nature après 1767. A cette date, les Jésuites ayant été expulsés, leurs *haciendas* furent mises en vente. Il s'agissait de très belles exploitations, gérées de façon efficace et rationnelle, moderne -serait-on tenté de dire-. Elles utilisaient une main d'oeuvre servile d'origine africaine, plus productive, dans les vallées sub-tropicales, que les indigènes descendus de la Sierra, tempérée ou froide.

Ce sont des membres de la noblesse qui, seuls, eurent les moyens d'acheter ces *haciendas* à des prix relativement intéressants. Grâce à elles, leur rapport à la terre commença à changer assez radicalement.

Auparavant, la terre était, surtout, un élément nécessaire à la définition d'un statut socio-politique: on possédait de la terre et des indiens, d'abord pour prouver que l'on était noble et, éventuellement, pour exploiter une rente foncière.

Désormais, grâce aux *haciendas* des Jésuites, certains nobles apprirent qu'il était possible de considérer la terre comme une spéculation et l'on commença à voir se développer un certain professionnalisme agraire de la noblesse.

* Les spéculations agro-pastorales à Loja à la fin du XVIII^e siècle.

Quatre spéculations principales se proposaient au choix des grands exploitants agricoles: la canne à sucre, le café, les cultures de subsistance traditionnelles, et, surtout, l'élevage.

. La canne à sucre (vallées sub-tropicales de Catamayo, de Vilcabamba et Malacatos) bénéficiait de l'héritage technologique laissé par les Jésuites. La production était facile à commercialiser sous la forme d'alcools de canne, très appréciés, et de *panela* (pains de sucre brut) pour lesquels existait une forte demande, sur place et au Pérou. Le transport à dos de mules ne présentait pas de difficultés.

Mais la production était relativement technifiée, imposait des choix de gestion, des interventions fréquentes sur le terrain, qui ne convenaient guère à des propriétaires absentéistes. De plus, l'extinction progressive de l'esclavage posait quelques problèmes pour le recrutement d'une main d'oeuvre appelée à travailler en zone chaude. (cf M. Chiriboga, 1980, p.87).

. Le café, au contraire, ne nécessitait guère d'interventions de la part du propriétaire. On l'utilisait souvent pour la mise en valeur de *haciendas* lointaines, dans des zones convenant à cette culture, autour de Sozoranga, ou sur les hauteurs surplombant Catacocha ou Alamor.

. Les cultures de subsistance traditionnelles, telles le maïs, le haricot, la pomme de terre..., n'intervenaient que pour l'auto-consommation, à l'exception d'une frange de cultures maraîchères, à la périphérie de Loja, et de micro-réseaux de troc intra-régional. Leur transport à dos de bêtes de somme augmentait trop les coûts pour envisager d'en organiser une commercialisation élargie.

. L'élevage offrait, par contre, des avantages considérables qui allaient justifier son spectaculaire essor.

Il existait, au Nord du Pérou, une forte demande solvable de boeufs sur pieds que la région de Loja pouvait aisément contribuer à satisfaire. Cette activité offrait, en effet, de nombreux avantages pour les très grandes exploitations qui venaient de se constituer.

Elle permettait tout d'abord de recourir à une utilisation extensive d'un espace dont on disposait en abondance.

Elle demandait peu de main d'oeuvre, et, surtout, la possibilité d'acheminer les bêtes sur pied à leur destination permettait de s'accommoder de l'état désastreux des voies de communication, ou, même, de s'appuyer sur celui-ci pour reproduire un certain nombre d'avantages de type socio-politique (cf infra).

En fait, dès la fin du XVIII^e siècle, il y eut, dans la région de Loja, deux types d'élevage, fonctionnant sur des modèles très différents:

- . un élevage bovin pour l'exportation au Pérou,
- . un élevage de bêtes de somme dont une partie était destinée à l'exportation (vers Cuenca et Quito, et vers le Pérou) et une autre fournissait les entreprises locales de transport.

Bien qu'on ne dispose d'aucun chiffre fiable, les informations concordent pour donner l'image d'une progression à peu près continue de ces deux types d'élevage tout au long du XIX^e siècle. Au cours de cette période, les grandes propriétés leur ont consacré la plupart de leur surface, réservant seulement à la canne à sucre et au café les terres les plus aptes à cet usage.

Selon Joaquín de Avendaño, dès 1857-1858, la région exportait environ 4 000 têtes par an en direction du Pérou (J. de Avendaño, 1985, p.264).

Les bêtes étaient vendues dans la région de Piura, trop sèche pour porter des pâturages, et grosse consommatrice pour les très nombreux employés travaillant dans les grandes plantations de sucre (M. Chiriboga, 1980, p.88).

Selon Avendaño, Loja exportait aussi de la cochenille (matière tinctoriale rouge fournie par l'insecte du même nom) en direction de Cuenca (J. de Avendaño, p.265).

Vers 1860, le voyageur français H. Onffroy de Thoron écrivait:

« Le canton de Loja est très fertile et produit une grande quantité de fruits, en particulier, de *chirimoyas* (*annona cherimola* E.F.) et de la canne à sucre, de la cochenille et une excellente écorce de quinquina; il dispose de très bons pâturages sur lesquels sont élevés de beaux animaux (...). La principale industrie de Loja consiste en la fabrication de "chabraques" (pièce de tissu que l'on plaçait sous la selle des montures. E.F.). »
(H. Onffroy de Thoron, 1983, p.107).

2.2). La nouvelle organisation économique de la région de Loja.

De profondes transformations ont porté sur les rapports de production (2.2.2) et sur les flux (2.2.3). Mais ces transformations ont été fortement biaisées par la nécessité dans laquelle se trouvait l'économie locale de s'adapter à une pénurie chronique de monnaie (2.2.1).

2.2.1). La pénurie chronique de monnaie.

Aux premiers temps de sa prospérité, Loja battait monnaie: ses circuits d'échange se trouvaient ainsi abondamment irrigués, d'autant que le solde du commerce extérieur de la région demeurait très largement positif.

Avec la crise de la fin du XVIII^e siècle, la situation s'inversa radicalement. Le déficit du commerce extérieur devint absolument chronique (cf infra), sans que l'on puisse entrevoir un moyen durable de rétablir l'équilibre.

Ainsi, à partir de 1850, environ, la situation se présentait de la façon suivante.

L'or et l'argent avaient pratiquement disparu de la circulation et n'apparaissaient que pour certaines transactions importantes, portant par exemple sur des biens immobiliers. Ils existaient pourtant sous forme d'épargne, thésaurisée depuis des décennies, entre les mains de la noblesse locale et de quelques ordres religieux.

Pour d'autres raisons, la monnaie équatorienne avait elle aussi fini par devenir rare: on ne trouvait plus, à Loja et dans la région Sud, que de "mauvaises" monnaies, provenant du Pérou, de la Bolivie ou du Chili, signes monétaires peu appréciés dans leur pays d'origine et ne se prêtant à aucune thésaurisation.

En tout état de cause, la monnaie équatorienne n'était pas acceptée au Pérou et, lors des grandes foires annuelles de Loja, les commerçants péruviens n'acceptaient que de la monnaie péruvienne à défaut de la monnaie d'argent (*El Heraldo*, Loja, n°56, 14 X 1917).

De plus, les cours respectifs de ces monnaies étaient mal établis et la monnaie divisionnaire faisait gravement défaut.

Cette situation avait plusieurs conséquences importantes:

. elle rendait difficile les transactions ordinaires et contribuait à freiner le développement d'un marché intérieur régional;

. elle créait un rapport de force considérable en faveur des rares détenteurs d'épargne thésaurisée.

Enfin, elle a suscité l'apparition de formes d'organisation économiques régionales originales, destinées à permettre le fonctionnement des circuits quasiment sans intervention de monnaie.

2.2.2). Les nouveaux rapports de production à l'intérieur des haciendas lojanes.

Dans l'ensemble, les haciendas, à Loja comme ailleurs, étaient de deux types.

Dans le cas le plus général (terres de qualité moyenne, propriétaire absentéiste peu concerné par l'agriculture), la mise en valeur était effectuée par des travailleurs dont le statut était très voisin de celui des métayers actuels. Le propriétaire se contentait de prélever sa part sur les récoltes, d'intervenir, de loin en loin, pour le recrutement de nouveaux métayers, ... mais son rôle était à peu près nul dans le processus productif lui-même: ses dépendants produisaient ce qu'ils souhaitaient, de la façon qui leur convenait. Les rapports de production traditionnels, de type communautaire, n'étaient donc pas remis en cause par ce types d'exploitation.

Par contre, les meilleurs haciendas, situées dans les vallées sub-tropicales irrigables, ou sur des sols alluviaux à la périphérie immédiate de Loja, permettaient la production de cultures commerciales.

Le recrutement de la main d'oeuvre échappait alors aux schémas traditionnels. Il s'effectuait par le *concertaje*, ou par la *mita*, ou par une combinaison de ces deux systèmes.

Le *concertaje* consistait en un contrat entre le propriétaire et le *concierto*, dans lequel le premier fournissait un certain nombre de prestations initiales (vêtements, denrées alimentaires, outils...), et le second, s'engageait à travailler pour son patron afin de rembourser ces "avances", mais le système fonctionnait de telle manière que la dette ne s'éteignait jamais.

Par ailleurs, le *concierto* se voyait attribuer l'usufruit d'une parcelle qu'il pouvait cultiver pour assurer sa propre subsistance.

La prison pour dette constituait la sanction de l'inexécution du contrat par le *concierto*.

Dans la pratique, l'établissement de ce lien juridique ne ressemblait en rien au fonctionnement d'un marché du travail. Les rapports étaient extrêmement personnalisés et différenciés: la dimension

et la qualité des parcelles attribuées pouvaient varier dans de grands proportions pour une même quantité de travail fourni, divers avantages en nature constituaient, parfois, une véritable rémunération complémentaire, certains privilèges acquis par un *concierto* pouvaient, éventuellement, être transmis à ses héritiers...

Les propriétaires les plus influents avaient la possibilité de demander au *Corregidor*, la désignation de *mitayos*. En fonction du nombre total de corvéables ainsi demandés, des contingents de travailleurs forcés étaient recrutés dans les principaux villages indigènes. Les personnes requises n'avaient pas le loisir de se soustraire à cette obligation, mais elles étaient, en principe, rémunérées, ce qui devait leur permettre de payer le tribut. Elles pouvaient aussi recevoir l'usufruit d'une parcelle. Les *mitayos* devenaient aisément des *conciertos* et la différence entre les deux types de recrutement disparaissait souvent, dans la pratique.

D'autres systèmes de recrutement de la force de travail étaient utilisés, dans la région de Loja, qui ne différaient du *concertaje* que par des nuances.

Le *colonato* permettait de confier des terres encore en friches à un paysan sans terre, le *colono*, qui recevait lui-aussi des avances, et l'usufruit d'une parcelle pour sa subsistance. Mais au terme du défrichement, le contrat était rompu, à moins que le *colono* ne fût alors recruté comme *concierto*.

La *redención* était une variante du *colonato*, caractéristique des zones de grandes plantations de cacaoyers ou de caféiers, dans les terres basses de la Province. Au terme du défrichement, le *redimidor* effectuait les plantations souhaitées par le propriétaire. Il "rendait" alors la parcelle, lorsque celle-ci était en état de produire, plusieurs années après. Entre temps, il avait vécu grâce aux avances du patron et grâce à l'usufruit d'une parcelle. Des systèmes complexes d'évaluation de la valeur des plantations effectuées permettaient, à la fin de l'opération de le rémunérer, déduction faite des avances.

Le terme d'*arrimado* qui devait se généraliser à Loja au XX^e siècle, dans un sens plus précis, était, au XIX^e siècle, un terme générique désignant tout travailleur attaché à la terre de son patron par le *concertaje*, le *colonato* ou la *redención*.

En définitive, les rapports de production, qui tendirent alors à se généraliser dans les *haciendas* de la région, présentaient de nombreux points communs:

- . la monnaie n'intervenait pas pour rémunérer le travail,
- . les travailleurs disposaient de statuts très différenciés, dépendant exclusivement du bon vouloir du patron; toutes les négociations s'opéraient au niveau individuel;

. les *rapports sociaux entre arrimados* d'une *hacienda* donnée étaient particulièrement lâches et peu structurés: l'habitat était presque toujours dispersé et les liens communautaires détruits (il fallait généralement quitter sa communauté pour venir travailler chez un patron).

Dans tous les cas, la *hacienda* se présentait comme un espace clos, hors du droit commun, placé sous la direction toute-puissante et incontestée d'un "patron", dont l'autorité était relayée par une pyramide d'agents intermédiaires tous très soumis à l'échelon supérieur. Sauf cas d'atteinte grave à l'ordre public, les autorités locales et régionales considéraient le territoire des *haciendas* comme hors de leur juridiction.

2.2.3). Les nouveaux flux liés à l'essor du système agro-pastoral.

L'avènement de la *hacienda* paraît avoir suscité deux nouveaux types de flux de produits agro-pastoraux qui devaient animer la vie économique régionale pendant de longues années:

(A). des flux intra-régionaux:

. aboutissant à la *hacienda*: celle-ci tendait à assurer une partie des fonctions de collectage micro-local, grâce aux réseaux de dépendance dans lesquels s'inscrivaient de nombreux paysans vivant pourtant hors de la *hacienda*; sur ce point, certaines grandes *haciendas* concurrençaient ainsi sévèrement les commerçants ruraux;

. partant de la *hacienda*: la production était acheminée, à l'époque de la récolte vers les entrepôts appartenant aux *terratenientes*, à Loja. Ce transport était à la charge des *arrimados*, et les contrats, verbaux ou écrits, le mentionnaient explicitement. Arrivé à Loja, le produit pouvait être utilisé de trois manières principales:

- l'auto-consommation du propriétaire,
- la revente ou le troc sur le marché local par l'intermédiaire de petits commerçants plus ou moins contrôlés par le propriétaire,
- l'irrigation des réseaux de clientèle, sous forme de cadeaux, ou de livraisons préférentielles à divers dépendants.

(B). des flux externes, en direction du Pérou:

Les *haciendas* de Loja exportaient vers ce pays du bétail sur pied, des cuirs, des peaux tannées, des graisses animales, mais aussi du café, du tabac, des alcools de canne, de la *panela*, de l'ivoire végétal (*tagua*), et des quantités à peu près constantes de cascarille.

En échange, le Pérou approvisionnait Loja en toiles de laine ou de coton, en quincaillerie, allumettes, vins, liqueurs, raisins secs,

poisson séché..., importés d'Espagne par le port de Paita, et en sel et farines produites sur place.

Au XIX^e siècle, le solde de ces échanges était chroniquement défavorable à Loja.

2.3). L'oligarchie lojane: le contrôle de l'économie régionale et les flux commerciaux externes.

Grâce à ses acquis initiaux, pouvoir et capital, la noblesse lojane a pu développer un ensemble de stratégies qui lui ont permis de prendre le contrôle:

- . de l'essentiel de la production locale et des flux régionaux internes,
- . des flux commerciaux externes, en relation avec le nord-Pérou, qui devinrent, à la longue, la seule source importante de revenus après le déclin des activités autrefois plus rentables.

Pour ne pas alourdir exagérément, nous renvoyons en annexe de ce chapitre, une tentative de description détaillée des flux régionaux internes et des principaux flux commerciaux externes. Nous ne présentons ici que les traits indispensables à la compréhension de l'ensemble.

2.3.1). Les circuits économiques intra-régionaux à la fin du XIX^e siècle.

En schématisant à l'extrême le circuit économique régional interne se ramenait, au XIX^e siècle, à un petit nombre de flux importants.

Le principal flux en produit était constitué par le produit net des *haciendas* (produit global - autoconsommation paysanne).

. Les autres flux de ce type pouvaient être tenus pour négligeables ou n'intervenaient guère dans les mécanismes clés du système. C'est le cas, par exemple, de la production des communautés paysannes indépendantes qui était auto-consommée ou entrainé dans des circuits de troc qui ne constituaient qu'une variante de l'auto-consommation.

Le produit net des *haciendas* avait plusieurs destinations principales:

- il alimentait les circuits externes d'échange, en direction du Pérou (cf 2.3.2);
- il servait à la consommation des propriétaires et à irriguer les réseaux de clientèle contrôlés par ceux-ci, sous forme de cadeaux ou de fournitures diverses;
- une petite partie était distribuée localement par le petit commerce.

Les circuits monétaires étaient plus complexes.

La monnaie entraît, semble-t-il, dans le circuit par quatre sources d'importance très inégale:

- 1) les nobles et le clergé achetaient sur place pour leur consommation et pour leurs investissements immobiliers;
- 2) les nobles prêtaient de l'argent principalement à leurs clients; le clergé le faisait aussi de manière sans doute moins systématique; l'argent étant rare localement, on peut penser que les remboursements du capital, augmentés des intérêts devaient être souvent laborieux, et s'exprimaient alors par un transfert de la propriété immobilière des débiteurs dans le patrimoine des créanciers;
- 3) les muletiers, à la tête de leurs convois de mules vers le Pérou, arrondissaient leurs gains en transportant - pour leur compte personnel ou celui de clients - divers objets qu'ils vendaient le long de la route ou en arrivant à destination. Ils rentraient donc avec de petites quantités de monnaies ayant cours au Pérou.
- 4) des commerçants, des colporteurs, des maquignons, venaient fréquemment du Pérou pour vendre et acheter dans la région de Loja. Leur venue était relativement rare au début du XIX^e siècle. Elle devint sans doute plus fréquente ensuite, et notamment lorsque Bolivar eût instauré tout un ensemble de grandes foires annuelles, en garantissant la sécurité des participants. Eux-aussi laissaient dans leur sillage des quantités de monnaie qui paraîtraient sans doute dérisoires si on en connaissait le montant exact, mais c'était pourtant là un des rares moyens dont disposait la région pour s'approvisionner en liquidités, dans la mesure où l'essentiel du commerce extérieur s'effectuait sur la base d'un système proche du troc.

2.3.2). Les circuits commerciaux externes au XIX^e siècle: les échanges avec le Pérou.

Il semble que le circuit, dans son ensemble, fonctionnait pratiquement sans intervention de monnaie, grâce à un système de compensations entre la valeur des produits échangés.

Depuis très longtemps, les circuits commerciaux de "Terre Ferme" avaient eu tendance à n'utiliser que de très faibles quantités de monnaie, même lorsque celle-ci n'était pas réellement rare.

Silvia Palomeque signale que, vers la fin du XVIII^e siècle, le commerçant de Cuenca arrivant à Lima ne recevait qu'éventuellement de l'argent:

«...pero se obtiene mejores precios si se entrega a las "manteras" al fiado, o si se recibe a cambio esclavos o efectos de Castilla.» (S.Palomeque, 1983, p.37).

[*«...mais on obtient de meilleurs prix si on livre, à crédit, à des manteras (fabricantes de couvertures, E.F.), ou si on reçoit en échange des esclaves ou des "effets de Castille" (nous dirions, aujourd'hui, des produits importés, E.F.). »*]

Dans tous les cas, l'argent éventuellement reçu servait à acheter un nouveau frêt:

« Con parte del dinero de la venta, lo que resta luego de adquirir un poco de efectos de Castilla, se retorna a Piura donde se compra algodón. » (S.Palomeque, id.).

[*« Avec une partie de l'argent de la vente, ce qui reste après l'achat de quelques "effets de Castille", retourne à Piura pour y acheter du coton.»*]

A la fin du XIX^e siècle, la monnaie était devenue chroniquement rare et le système d'échange tendait à s'en passer complètement.

Le circuit était amorcé par les grands propriétaires fonciers qui décidaient d'exporter une part, souvent importante, de leur production, celle qui restait après avoir subi divers prélèvements:

- . pour l'auto- consommation des travailleurs,
- . pour la consommation (au sens large) du propriétaire,
- . pour la vente sur le marché local.

Ils confiaient donc à des entreprises locales de transport, qui leur appartenaient parfois, boeufs sur pied, peaux, tabac, café, *panela*, alcool de canne, ivoire végétal... Les muletiers se chargeaient aussi du transport des produits venant d'autres exploitations agricoles plus petites.

Après plusieurs semaines de marche, les caravanes arrivaient à Paita, Piura ou Sullana et livraient leur chargement à des maisons de commerce locales.

En échange les convoyeurs recevaient directement des produits d'importation, ou du sel et des étoffes; s'ils avaient reçu de l'argent, ils s'empressaient de le transformer en produits.

La caravane entreprenait alors son long trajet de retour, et effectuait quelques livraisons à Celica, Catacocha, ou Cariamanga avant de parvenir, enfin, à Loja.

Le propriétaire, maître d'oeuvre de l'opération, prélevait ce dont il avait besoin pour sa consommation personnelle et pour son réseau

de clientèle; le reste était confié à des commerçants pour la vente locale.

Ainsi, le système fonctionnait comme une sorte de troc, dans lequel la monnaie n'intervenait que de façon presque accidentelle.

Le propriétaire n'était rémunéré qu'au terme d'un long aller-retour, s'étendant sur plusieurs semaines:

. d'abord par les importations qu'il conservait pour son usage personnel,

. ensuite par sa participation aux bénéfices réalisés par les commerçants chargés de revendre les produits importés. Compte tenu des habitudes commerciales régionales, ces bénéfices apparaissaient sous la forme des divers produits locaux avec lesquels les paysans avaient payé leurs achats et qui allaient constituer une partie du frêt pour un deuxième tour de circuit.

Ce système d'échange international semble avoir fonctionné à la satisfaction des deux parties, mais il dépendait absolument de la sécurité matérielle des caravanes, qui ne devaient pas faire courir de risques graves à leurs "armateurs".

Il dépendait aussi de l'existence d'une certaine harmonie politique entre Loja et la région de Piura, permettant aux visiteurs de n'être pas lésés malgré leur situation d'étranger.

. Le problème de la sécurité du trafic aurait pu se poser en termes aigus, car le parcours suivi par les caravanes était difficile, accidenté, et traversait longuement des régions quasi-désertes, épisodiquement sillonnées par des *bandoleros* armés jusqu'aux dents.

En s'appuyant sur des faits postérieurs (accords conclus entre *bandoleros* et certains propriétaires fonciers au début du XIX^e siècle), on peut risquer l'hypothèse suivante.

Le *bandolerismo* n'était pas un phénomène entièrement incontrôlé. Les chefs de bandes les plus notables traitaient probablement avec les détenteurs les plus influents du pouvoir politique local et, contre "juste" rémunération, ils acceptaient de laisser aller en paix les caravanes connues. Cela expliquerait le faible nombre de grands convois qui furent pillés à cette époque, malgré l'absence de dispositif défensif vraiment dissuasif.

. Les accords politiques semblent s'être opérés de façon particulièrement originales. Les principales familles lojanes, et notamment les Burneo, les Eguiguren, les Valdivieso, avaient des représentants de l'autre côté de la frontière, à des postes clés: députés, sénateurs, membres notables de *Cabildos*,... Il est facile de supposer qu'ils

usaient de leur influence pour que fussent adoptées les mesures propres à assurer le développement des liens commerciaux avec Loja.

Il est clair, par ailleurs, que ces liens familiaux devaient grandement faciliter les échanges: un Valdivieso de Piura pouvait, très efficacement, se porter garant, auprès des banques péruviennes, pour un Valdivieso de Loja.

Le schéma n°1 tente de résumer les circuits d'échange qui viennent d'être décrits.

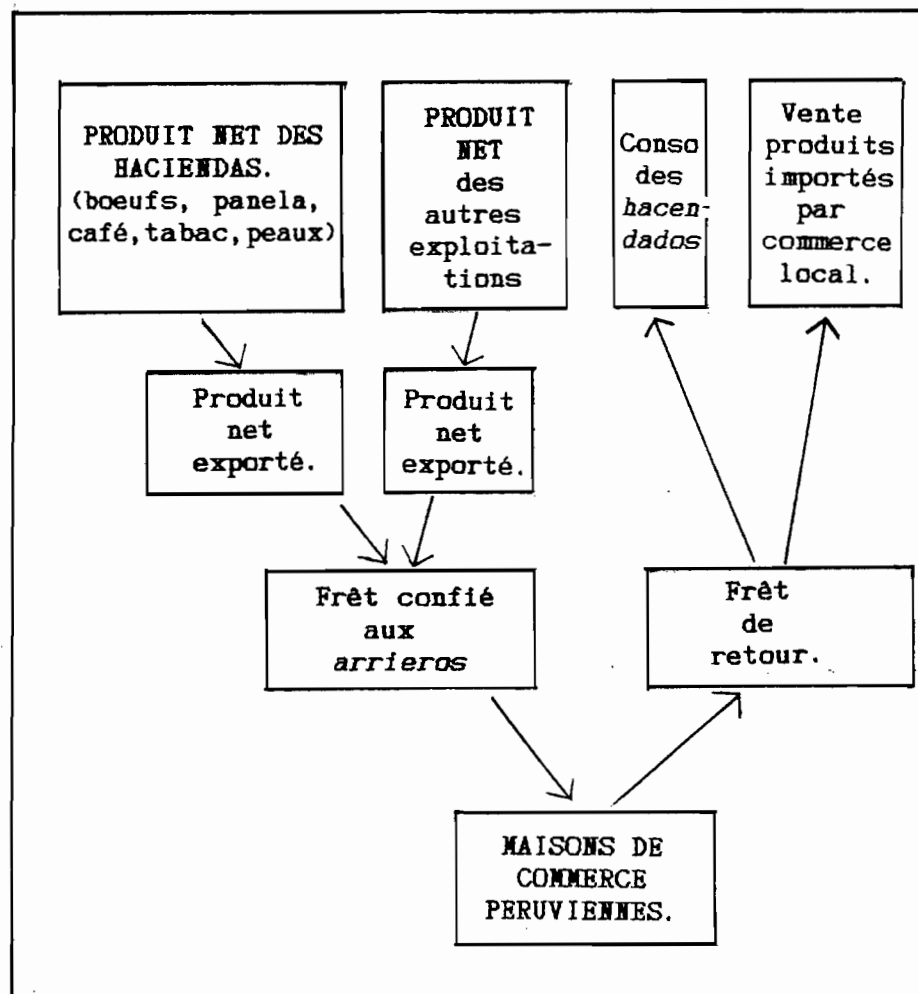


Schéma n°1. Les circuits d'échange commerciaux entre Loja et le Nord du Pérou au XIXe siècle. Essai de reconstitution.

(3). LA MISE EN PLACE DES STRUCTURES DU POUVOIR POLITIQUE REGIONAL.

La rupture avec le régime monarchique a provoqué, à Loja comme ailleurs en Equateur, des remaniements très profonds dans l'organisation des pouvoirs locaux.

On peut les résumer en trois faits majeurs.

- Le gouvernement central a vu son rôle local s'effondrer: l'Etat était, alors, l'émanation des grands propriétaires fonciers; il choisit donc de s'en remettre à ceux-ci pour remplir des fonctions que, de toute manière, la faiblesse de ses moyens ne lui permettait pas d'assumer.

- L'absence locale de l'Etat a permis aux structures de pouvoir qui existaient, au niveau des grandes *haciendas*, de s'enraciner fortement et de développer des ramifications sur l'ensemble de l'espace socio-politique régional.

- L'institution ecclésiastique, grâce à sa cohérence, a pu s'imposer comme centre d'un pouvoir autonome et diversifié.

3.1). L'effondrement du rôle local de l'Etat.

Les périodes de troubles politiques qui suivirent l'Indépendance, après 1820, furent marquées par la carence à peu près totale de l'Etat central qui ne parvenait ni à se définir véritablement (l'actuel Equateur fut, un temps, intégré dans une vaste *Gran Colombia* ayant Bogotá pour capitale), ni à donner un contenu concret aux institutions qui avaient été créées.

La proclamation de la République de l'Equateur, en 1830, clarifia un peu la situation, mais ne la fit guère évoluer sur le terrain.

Jusqu'à 1860, environ, l'acéphalie de l'Etat conduisit les régions, surtout les plus isolées, à se replier sur elles-mêmes, à s'auto-suffire, - y compris sur le plan politique -, et à s'appuyer sur la micro-structure très cohérente que constituait la *hacienda*. (cf une bonne description de cette situation in R.Quintero, 1980)

Cette dissémination du pouvoir dans l'Equateur rural du XIX^e siècle aboutit, en fait, à la situation extrême consistant, pour l'Etat à renoncer à ses attributions locales, au profit du groupe des *terratenientes*.

A tous les niveaux, l'appareil local d'Etat fut résolument pris en main par les *notables fonciers régionaux*, surtout dans la Sierra. L'Etat tendait ainsi à s'effacer, dans son rôle local, derrière le tissu serré des *haciendas*, qui devenait, en milieu rural, la seule structure réellement cohérente.

L'isolement extrême de Loja allait encore aggraver cette situation générale.

Dans la première moitié du XIX^e siècle, Loja ne paraissait appartenir à l'Equateur que de façon toute théorique. En principe, la région dépendait administrativement de Cuenca, qui aurait donc dû servir de relais dans les communications avec Quito.

Cuenca ressemblait à Loja, à beaucoup d'égards.

Elle était aussi contrôlée par une noblesse foncière qui avait su donner à sa domination locale des racines multiples et profondes (L. Brownrigg, 1972).

Mais la noblesse de Cuenca était, à la fois, plus nombreuse, probablement plus riche, et certainement plus ouverte sur l'extérieur, mieux reliée avec les personnages influents sur la scène politique nationale.

Par ailleurs, Cuenca était beaucoup moins inaccessible que Loja et l'Etat équatorien y avait établi, dans des conditions presque normales, certains éléments de son appareil. Presque normales seulement, car, dans la pratique, la noblesse locale y détenait encore plus qu'à Riobamba ou Quito, le contrôle de tous les rouages importants.

Vu depuis Cuenca, le vide politique et institutionnel de Loja a probablement contribué à l'élaboration de stratégies expansionnistes. Il paraissait possible d'instaurer, à partir de Cuenca, un contrôle plus large de la région lojane.

En fait, au XIX^e siècle, le contrôle de Loja par Cuenca ne dépassait sans doute pas le stade des velléités et le relais qu'auraient dû exercer, entre Quito et Loja, les structures administratives de Cuenca, ne fut jamais véritablement assuré.

Loja demeura donc totalement sous-administrée, à l'abri de ses chemins malaisés.

Les carences de l'Etat central atteignirent leur paroxysme vers 1859. Une crise politique, plus grave que les autres, parut annoncer la décomposition imminente du jeune Etat équatorien. A la suite de divers *pronunciamientos*, Guayaquil, puis Cuenca cessèrent de reconnaître l'autorité de Quito. Loja, à son tour, en profita, le 18 Novembre 1859, pour proclamer l'avènement d'un "Gouvernement Fédéral Autonome", sous la direction d'un "Chef Civil et Militaire" directement lié à la noblesse lojane, Manuel Carrión Pinzano (d'après l'un de nos informateurs, don Pío Eguiguren, il était né en Espagne de l'union d'un jeune aristocrate lojan, envoyé par ses parents à l'Académie Militaire de Madrid pour y faire ses études, et d'une demoiselle appartenant à l'entourage immédiat de la Reine).

En Novembre 1820, la noblesse lojane n'avait pas soutenu la proclamation d'indépendance de Loja et le *Cabildo* qu'elle contrôlait

alors avait assez habilement manoeuvré pour freiner l'insurrection "populaire" et ne se rallier au mouvement général que quand il n'y eut plus d'alternative.

En 1859, au contraire, le mouvement d'autonomie permit au groupe localement dominant de se donner les institutions qui lui manquaient pour fonctionner enfin avec une réelle efficacité, sans plus dépendre de la lointaine Cuenca.

En résumant à l'extrême (pour plus de détails, cf P. Jaramillo A., 1955, pp 331-363), le bref épisode Fédéral a permis à Loja de se doter, en trois temps, d'un appareil d'Etat "sur mesures", entièrement contrôlé par la noblesse locale.

Une première étape vit la création d'une Cour Supérieure de Justice, d'un certain nombre de services administratifs indépendant de Cuenca, et d'un Institut d'Enseignement secondaire accompagné d'un embryon d'Université (sous la forme de chaires de Jurisprudence, de Médecine et de Théologie). On institua aussi une Foire Provinciale, et on conçut le projet de création d'un port à Jambelí, afin de pouvoir commercer directement avec Guayaquil. On repensa entièrement les divisions administratives: cinq cantons furent subdivisés en trente paroisses: Cariamanga, Catacocha, Zaruma et Santa Rosa devinrent ainsi le siège d'une Administration Municipale qui n'existait, jusqu'alors, que dans la ville de Loja.

Dans une seconde étape, les nouvelles institutions se mirent en place et commencèrent à fonctionner avec du personnel choisi par le "gouvernement" local. On inaugura ainsi un système qui devait fonctionner jusqu'au début des années mille neuf cent soixante dix.

Il agissait à deux niveaux:

- . par l'attribution de "places" qui permettaient très efficacement la constitution de réseaux de clientèle, notamment parmi la bourgeoisie urbaine avide, pour ses enfants, de places "honorables";

- . par l'action des "clients" qui, à tous le niveaux de l'Administration locale, permettaient à la noblesse de gérer avec sûreté les affaires locales dans le sens le plus favorable à ses intérêts.

Avec une troisième étape, lorsque la situation politique se normalisa enfin, dans les derniers mois de 1860, des négociations entre le Gouvernement Fédéral et le nouveau chef de l'Etat Equatorien, G. García Moreno, permirent à Loja d'échanger son retour dans le giron national contre le droit de conserver ses nouvelles institutions et contre la promesse de la création imminente d'un Evêché.

3.2). Les niveaux du pouvoir local au XIX^e siècle.

Les principaux détenteurs du pouvoir au niveau micro-local étaient peu nombreux:

. en milieu rural (3.2.1.), les *grands propriétaires fonciers*, les *notables ruraux*, les *représentants du pouvoir central* (*Tenientes* et *Jefes Políticos*) et les ecclésiastiques;

. dans la ville de Loja (3.2.2.), l'autorité appartenait davantage à des institutions, le *Cabildo* pour le pouvoir civil, paroisses, Confréries, Ordres religieux et, plus tard, Evêché, pour le pouvoir ecclésiastique.

Mais les interrelations entre ces agents pouvaient être, selon les endroits et selon les époques, assez diverses, de sorte qu'on peut sans doute distinguer dans le Loja de la fin du XIX^e siècle plusieurs modèles de pouvoir local rural (3.2.3), et, pour la ville de Loja, deux niveaux, au moins, un niveau strictement urbain et un niveau "macro"-régional (3.2.4).

3.2.1). le agents du pouvoir micro-local en milieu rural.

(A). Le grand propriétaire foncier et la *hacienda*.

A la base de la pyramide, on trouvait l'ensemble des travailleurs de la *hacienda*.

Il n'existait, en général, entre eux, aucune véritable cohésion: dans la plupart des cas de figure, il ne s'agissait pas de véritables communautés, comme on en trouve plus au Nord, dans l'Azuay ou le Cañar, mais de la juxtaposition de *descendants d'indiens forasteros*, ou d'*arrimados* isolés, recrutés, au coup par coup, par le patron.

Ils avaient édifié une maison sommaire à proximité de la parcelle dont l'usufruit leur avait été attribué, de sorte que l'habitat était dispersé à l'extrême, sans vrai village. A la longue, de petits hameaux pouvaient se former et des liens plus denses s'établir entre micro-unités: rapports d'entraide et de solidarité, petits isolats matrimoniaux... Une grande *hacienda* pouvait ainsi compter plusieurs centaines de dépendants, alors que les micro-unités locales ne dépassaient guère une quarantaine ou une cinquantaine de personnes.

Rien ne favorisait l'union entre les diverses micro-unités, qui, au contraire, se percevaient souvent, mutuellement comme des rivales devant les faveurs et les privilèges arbitrairement distribués par le patron.

Aucun processus d'émergence de leaders n'était concevable dans la mesure où les "fortes têtes" pouvaient être rapidement détectées et expulsées du domaine, sans parler des mesures répressives mineures, châtiments corporels et incarcération dans les prisons de *haciendas*, qui suffisaient généralement à prévenir tout écart de comportement.

Rien n'était, sans doute, moins favorable à l'apparition d'une conscience de classe que le type de relations sociales ainsi défini par le système de *hacienda*.

La structuration verticale était aussi solide et clairement définie que les liens horizontaux étaient flous et évanescents.

Ses agents essentiels composaient un groupe hétéroclite de "contremaîtres", aux origines et aux fonctions très diverses. On trouvait parmi eux d'anciens *conciertos*, indigènes ou *chazos*, devenus hommes de confiance du patron. Souvent durs et brutaux avec leurs subordonnés, ils étaient généralement dévoués de façon inconditionnelle à leur patron dont ils attendaient de nouveaux avantages et qui représentait leur seul espoir d'améliorer leur condition.

Le propriétaire foncier occupait le sommet de la pyramide, souvent représenté par un administrateur, chargé d'assurer, sur place, la continuité de l'autorité.

Son pouvoir était absolu dans les limites du domaine et il n'avait aucun compte à rendre à l'autorité civile sur les mesures prises à l'égard de son personnel.

Les témoignages laissent penser que, dans les cas "normaux", l'exercice du paternalisme venait tempérer une partie de ce que ce pouvoir absolu avait d'insupportable, et il pouvait régner, dans les *haciendas* dirigées par de "bons" patrons, un certain sentiment de sécurité matérielle. Les "mauvais" patrons, dominateurs et brutaux, couraient le risque de faire fuir leurs employés, vers des domaines plus accueillants.

. En définitive, la *hacienda* constituait un véritable Etat dans l'Etat, échappant à peu près complètement au droit commun.

L'espace cumulé occupé par les plus grands *latifundios* avait son centre nerveux et politique à Loja, où résidaient, en fait, les plus importants propriétaires appartenant à la noblesse.

Mais malgré son importance (les deux/tiers des meilleures terres de la Province selon certaines estimations), cet espace laissait des vides importants, suffisants en tous cas, pour permettre l'apparition d'un autre type de pouvoir local autour de ce que nous avons appelé les notables ruraux.

(B). Les notables ruraux.

On les considérait comme des blancs, même lorsqu'ils descendaient de *caciques* indigènes. Ils occupaient une position sociale charnière probablement assez inconfortable. Péjorés par la noblesse lojane, ils éprouvaient des difficultés pour défendre leurs relatifs privilèges, et ne jouissaient, le plus souvent, que d'un niveau de vie médiocre.

Ils possédaient des terres, mais, sauf exception, leur emprise foncière ne pouvait se comparer à celle de la noblesse. Leurs exploitations étaient rarement d'un seul tenant. Elles étaient principalement mises en valeur par des métayers, selon des formes qui variaient en fonction des usages locaux.

Les notables ruraux se livraient généralement à de multiples activités: collectage de produits agricoles à l'échelle locale, commerce micro-local, quelquefois renforcé par la contrebande; ils élevaient parfois des bêtes de somme ou possédaient des parts dans une entreprise de transport du voisinage. Ils étaient fréquemment usuriers, effectuant surtout des avances en nature (aliments, tissus, quincaillerie) aux petits paysans de leur secteur.

Ils détenaient souvent le contrôle de micro-réseaux de clientèle qui servaient de base à leur influence locale. La clé de ces réseaux n'était pas, comme à Loja, l'attribution de "places", mais l'établissement de relations de *compadrazgo* (cf ci-dessus) avec des paysans de la zone. Pour un paysan de la région, avoir un *compadre* parmi les "notables", cela signifiait qu'il pouvait lui emprunter plus aisément de l'argent, et lui demander d'éventuels services (l'hospitalité lorsqu'il se rendait au bourg, un appui pour une démarche officielle, certains secours d'urgence...). Mais cela signifiait aussi qu'il devait lui vendre sa production de façon préférentielle, effectuer ses achats dans sa boutique, travailler pour lui lorsque celui-ci organisait une *minga*, parfois, même, participer à des coups de main...

Dans les conditions de pénurie chronique de monnaie qui caractérisaient, alors, l'économie lojane, les notables éprouvaient parfois des difficultés pour financer leurs activités, ou pour trouver les fonds nécessaires à l'acquisition de nouvelles terres. Ils avaient alors coutume de s'adresser au grand propriétaire de leur zone pour lui demander un prêt, ou de simples garanties, ce qui les contraignait à entrer, à leur tour, dans son réseau de clientèle. En cas de mauvaises affaires, le notable pouvait ainsi être amené à céder à son créancier noble une partie de son patrimoine.

Dans ce cas, le notable servait de simple relais dans le passage du patrimoine foncier paysan sous le contrôle du grand propriétaire.

(*) Toute proportion gardée, les gros bourgs, chef-lieux de canton, ou les plus gros chef-lieux de paroisse, jouaient, dans leur micro-région, un rôle assez comparable à celui de Loja dans sa région, polarisant l'activité de tout le monde rural alentour.

L'office dominical y avait la même fonction qu'ailleurs le marché, celui-ci ne devant être institué, le plus souvent dans la province, qu'au début du XX^e siècle.

Le *Cabildo* constituait, dans les bourgs où il existait, l'institution clé. Sa juridiction s'étendait à tout le canton. Pour être reconnu comme notable, il fallait, à un moment ou à un autre, en avoir fait partie et les luttes -très âpres- qui se déroulaient en son sein,

exprimaient fréquemment des conflits d'influence, opposant entre elles, les fractions de la petite bourgeoisie rurale.

En définitive, les notables ruraux en arrivaient souvent à constituer une sorte de micro-oligarchie de village, unie dans sa domination du monde rural environnant, et divisée par de fortes contradictions internes. La comparaison avec le noblesse de Loja s'arrêtait là, cependant. Les "*gamonales de pueblo*", comme on les désignait parfois de façon péjorative, étaient souvent des personnages rudes et frustes, autoritaires et violents, sans éducation ni culture, durs avec les indigènes, dont ils parlaient la langue, mais énergiques, entreprenants et courageux.

(C). Les *Jefes* et *Tenientes Políticos* (TP) étaient, en théorie, les représentants locaux du pouvoir exécutif, le *Jefe*, au niveau du Canton, le *Teniente*, au niveau de la Paroisse (cf 1.1).

Les Archives du *Municipio* de Loja (*Registros de Jefatura Política de Loja, años 1891, 1892, 1893*), montrent que la fonction de TP était attribuée pour une année; le nouveau TP était choisi par le *Jefe Político*, sur une liste établie par le Curé de la Paroisse. L'attribution de cette responsabilité ne suscitait aucun enthousiasme, de sorte que de nombreux TP tardaient à prendre leurs fonctions, et ne le faisaient, enfin, que sous la menace de sanctions.

Dans la région de Loja, leur tâche semble avoir consisté:

- . à vérifier l'état des chemins et à organiser les *mingas* nécessaires à leur entretien,
- . à tenter d'assurer l'ordre public, mais ils avaient peu de moyens pour le faire effectivement,
- . à porter appui aux missions officielles et aux représentants de l'administration quand ils s'en présentaient.

Ils étaient, en général, entièrement dévoués aux grands propriétaires, dont ils étaient les clients, et aux autorités ecclésiastiques de leur circonscription, mais l'isolement dans lequel ils travaillaient le plus souvent leur permettait de prendre certaines initiatives, de se livrer à de menues exactions, de sorte qu'ils étaient souvent détestés, et que leur rôle était sans doute moins négligeable qu'on ne le pense quelquefois.

(D). Les institutions ecclésiastiques en milieu rural.

Les plus importantes étaient les Paroisses ecclésiastiques (par opposition aux Paroisses civiles qui constituaient une division administrative) et les *Cofradías*.

a). les Paroisses rurales étaient les héritières directes des *Doctrinas* qui s'étaient établies, dans les premiers temps de la Colonie, au coeur des *Encomiendas*.

Le Curé, au XIX^e siècle, était resté un personnage essentiel de la vie du bourg. Son niveau d'instruction était bien supérieur à celui des autres habitants. Il était soit le cadet d'une famille noble, soit le fils d'un notable rural ou, plus rarement, d'un bourgeois urbain.

S'il appartenait à la noblesse, il ne résidait qu'exceptionnellement au bourg, préférant payer, sur les revenus de sa cure, un remplaçant d'origine modeste.

S'il était un fils de notable de la région, sa situation devenait un élément important des stratégies déployées par sa famille pour améliorer sa condition, ou affirmer son pouvoir local.

Quelques Paroisses étaient à la charge d'ordres religieux, notamment les Franciscains - présents dans la région depuis 1548 - et les Dominicains - depuis 1557 -. Les premiers étaient chargés des paroisses urbaines de Loja et du sanctuaire de El Cisne, les seconds de diverses paroisses rurales: Guachanamá, Catacocha, Cangonamá, Chinchanga, Gonzanamá et Cariamanga.

Les représentants de ces ordres religieux ne jouaient pas le même rôle que les Curés séculiers.

En général, ils n'étaient pas originaires de la région et n'étaient pas pris, comme les Curés, dans de complexes stratégies de luttes pour le pouvoir local, opposant des sous-groupes sociaux, des familles, ou même des villages. Ils étaient, avant tout, des membres de leur ordre. Par contre, ils étaient propriétaires fonciers, puisque l'essentiel de leurs revenus provenait de la gestion de quelques *haciendas*. A ce titre, ils se sentaient souvent solidaires des intérêts des autres *terratenientes*.

Dans une région très enclavée et très repliée sur elle-même, les ordres religieux, fortement articulés sur les autres établissements leur appartenant, dans d'autres régions, constituaient un certain élément d'ouverture sur l'extérieur, sur d'autres idées, d'autres mentalités.

b). Les *Cofradías*, (Confréries) ont joué un grand rôle à Loja, comme sans doute dans toute l'Amérique Latine, pour intégrer les populations indigènes dans le modèle -espagnol de société, et pour contrôler leur orthodoxie religieuse.

Il s'agissait d'une institution médiévale Espagnole que les premiers missionnaires avaient directement transplantée, et qui devait se révéler remarquablement adaptée à ses objectifs.

Le secret de sa réussite paraît tenir à deux particularités que surent lui conférer ses promoteurs:

. elle s'intégrait parfaitement dans les structures communautaires: on définissait, par exemple, une *Cofradía* regroupant tous les hommes adultes d'une communauté, ou toutes les jeunes filles..., en vue d'assurer le culte d'un Saint;

. elle put réutiliser, au prix de légères transpositions, l'ensemble du calendrier festif pré-hispanique: on choisissait souvent comme saint Patron, celui dont la fête coïncidait avec les dates des anciennes fêtes religieuses locales.

Chaque année, selon un modèle probablement pré-hispanique, l'organisation des principales fêtes concernant la *Cofradía*, incom-bait plus particulièrement à un membre de la communauté, choisi, par le Curé, parmi les plus méritants. La responsabilité de cette "charge" (*cargo*) constituait un honneur recherché et jalonnait les itinéraires d'ascension sociale des *comuneros*. Mais il en coûtait très cher, de sorte que le *prioste*, souvent choisi pour sa relative aisance matérielle, devait non seulement dépenser ce qu'il avait pu épargner, mais encore s'endetter pour de nombreuses années. On retrouve là un très ancien mécanisme communautaire permettant de gommer les différenciations économiques internes par le biais de dépenses ostentatoires.

En l'absence de véritables études, il est difficile d'apprécier l'importance exacte des Confréries. Leur rôle était très probablement en déclin au XIX^e siècle, mais elles avaient réussi à imposer durablement un modèle cérémoniel qui existe encore à l'heure actuelle.

3.2.2). les agents du pouvoir local dans la ville de Loja.

(A). Le *Cabildo* et le pouvoir civil dans la ville de Loja.

On sait encore peu de choses sur le *Cabildo* de Loja avant la Révolution Libérale, malgré l'existence de nombreuses Archives, très dispersées, il est vrai. La seule référence bibliographique intéressante concerne le travail de Marie-Danielle Demélas sur "Une dispute Municipale à Loja", en 1813-1814. (M.D. Demélas, 1984).

Les membres de la noblesse lojane y figuraient au premier rang et y assumaient les principales responsabilités, mais les autres catégories socio-professionnelles de la ville semblent y avoir été représentées, sans y détenir de véritable influence.

Au temps de la Colonie, à Loja comme ailleurs, le pouvoir municipal s'opposait fréquemment au *Corregidor* chargé de faire prévaloir les intérêts de la Couronne d'Espagne. Comme le fait remarquer M.D Demélas cela ne permet nullement de faire...

«...des *Cabildos* les organes d'une démocratie locale en butte aux empiètements du pouvoir central (...) Les *Cabildos* d'Améri-que étaient sensiblement aussi démocratiques que le sénat vénitien: une assemblée de lignages aristocratiques. » (M.D. Demélas, 1984, p.67, note 3).

Cette remarque était encore plus vraie à Loja où la fonction principale du *Cabildo*, de façon tout-à-fait explicite, consistait à défendre les intérêts de la noblesse locale, non pas contre d'éventuels

contre-pouvoirs locaux -ils étaient encore dépourvus de toute consistance- mais contre les modestes empiètements du pouvoir central.

"Le *Cabildo* ne représentait pas la volonté générale; (Loja) était une communauté, et non une association contractuelle. Dans la hiérarchie que concevaient (les notables), les hommes, les familles et les groupes ne pesaient pas du même poids, certains avaient parole, d'autres non, mais l'inégalité fondait l'unité, de même que les fonctions d'un corps ne peuvent être comparées et tenues pour égales" (op.cit.p.70).

Les rapports furent souvent difficiles entre les *Corregidores* et la noblesse locale, mais ce ne fut pas toujours le cas et, nous l'avons vu, plusieurs d'entre eux s'intégrèrent suffisamment à celle-ci pour donner naissance à de nouveaux lignages nobles.

Après l'Indépendance, les Gouverneurs remplacèrent les *Corregidores*. La contradiction avec la noblesse semble, alors, avoir disparu. Le nom des Gouverneurs qui se succédèrent au cours du XIX^e siècle, en témoigne: Javier Eguiguren (1842-1845, puis 1861-1862), Manuel Eguiguren (1862-1866, puis 1870-1876, et 1883-1885), Manuel Carrión P. (1860), José María Carrión (1866-1867), Ramón Samaniego (1868-1870), Francisco Arias (1876-1878), Domingo Burneo (1878), Manuel José Aguirre (1879-1883), Sebastián Valdivieso (1885-1889 et 1893-1894), Ulpiano Valdivieso (1889-1893).

Ces noms appartiennent tous aux grands lignages nobles de Loja, dont la plupart étaient encore en place au début des années mille-neuf-cent-quatre-vingt. Seule exception, très relative, Eduardo Malo (1845-1860) issu d'une famille aristocratique de Cuenca.

(B). Les institutions ecclésiastiques et le pouvoir religieux dans la ville de Loja.

Loja comptait deux paroisses urbaines, San Sebastián, à peu près exclusivement composée de blancs, et San Juan del Valle entièrement indienne.

A San Sebastián, l'encadrement religieux de la population était considérable et tous les témoignages concordent pour montrer une petite ville marquée par l'omni-présence des édifices religieux et des ecclésiastiques.

San Juan fonctionnait à peu près comme une paroisse rurale ordinaire.

Les Confréries étaient très actives, presque autant qu'en milieu rural, regroupant les habitants en de multiples associations au recrutement très sélectif (Confréries de nobles, d'artisans, d'indiens, de métis...), et les encadrant soigneusement de façon à exercer leur contrôle, parfois, jusque dans la vie privée des "Confrères".

La participation aux activités de la Confrérie pouvaient coûter cher, notamment lorsque l'on était désigné comme *prioste*, de sorte que l'institution contribuait à susciter la dépendance de la population urbaine à l'égard des bailleurs de fonds issus de la noblesse.

Les Confréries urbaines ne fonctionnaient pas, semble-t-il, de façon aussi monolithique que leurs homologues rurales, et l'encadrement qu'elles réalisaient était sans doute moins complet. Elles n'en constituaient pas moins une scène très importante, sur laquelle il convenait d'afficher l'orthodoxie et le zèle de sa pratique religieuse, sous le contrôle exigeant des autorités ecclésiastiques.

Les Ordres religieux présents dans la région avaient tous une fonction précise: la gestion de paroisses (Franciscains et Dominicains), l'enseignement religieux, l'entretien et le fonctionnement d'un hôpital (Soeurs de la Charité) ou d'un sanctuaire (les Franciscains pour N.S. del Cisne)...

L'importance de leur rôle dans la société lojane tenait au nombre et à la qualité de leur personnel, à l'ampleur de leur patrimoine immobilier et à la plus grande rationalité apportée à la gestion de leurs affaires en termes économiques.

Ils prêtaient donc de l'argent - grâce à l'institution des *Censos* (Ch. Caillavet, 1984), ils assuraient, directement ou indirectement, le fonctionnement de diverses institutions locales, ils enseignaient à tous les niveaux, intervenaient dans les affaires publiques, gèrent leurs domaines et, à ce titre, se comportaient comme des grands propriétaires fonciers parmi d'autres...

Plusieurs Ordres ont été durablement représentés dans la ville de Loja: les Franciscains, depuis 1548, les Dominicains, depuis 1557, les *Ermítanos* de Saint-Augustin, de 1575 à 1870, les Mères de la Conception, depuis 1596, les Jésuites de 1727 à 1767 et, à la fin du XIX^e siècle, sous l'impulsion de G. García Moreno, les Frères des Ecoles Chrétiennes, après 1870, les pères Lazaristes, après 1875, les Soeurs de Marie, après 1889, et les Soeurs de la Charité, après 1888.

Les institutions d'enseignement religieux avaient à Loja une importance toute particulière.

Comme toutes les petites villes provinciales de l'époque, Loja n'aurait dû bénéficier que d'un niveau culturel très médiocre. Elle put échapper au sort commun grâce à quelques "philanthropes" qui, à leur mort, choisirent de léguer leurs richesses pour créer et entretenir des centres d'enseignement de qualité.

Le premier Collège d'Enseignement Secondaire fut ainsi fondé en 1727, grâce au legs somptueux effectué par José Fausto de la Cueva, qui portait sur trois magnifiques *haciendas* (*La Toma, Alamala et Ucaranga*). On fit appel à l'Ordre des Jésuites, à la fois pour gérer ces domaines dans les conditions de plus grande efficacité, et pour organiser, avec les revenus de ces *haciendas*, un établissement d'enseignement d'une qualité alors exceptionnelle pour une petite ville.

En 1749, un nouveau legs, portant sur deux grandes *haciendas* sub-tropicales (Hatillo et Trapichillo), permit d'ouvrir une Ecole Primaire dirigée, elle-aussi, par les Jésuites.

L'expulsion de la Compagnie de Jésus, en 1767, allait provoquer une première crise de l'enseignement à Loja.

D'une part, il fut difficile de remplacer les excellents maîtres.

D'autre part, à la suite de diverses irrégularités, les *haciendas* gérées par les Jésuites furent mises en vente, comme si elles avaient été saisies, alors qu'elles n'appartenaient pas aux Jésuites, mais à la Fondation issue du legs de Fausto de la Cueva. Cette dernière fut donc spoliée de son patrimoine. (P.Jaramillo, 1955, pp 221-223).

Un nouveau legs, effectué en 1805 par Bernardo Valdivieso, permit de renouer avec la tradition lojane d'un enseignement de qualité. Mais l'importance du legs fut tellement considérable (quatre très grandes *haciendas*: Casanga, Hamaca, Zapotepamba et Ashimingo) que des héritiers lésés entamèrent de longues procédures qui ne permirent au nouveau *Colegio Bernardo Valdivieso* de fonctionner qu'en 1826, sous le contrôle du *Municipio*, et sous la direction d'un prêtre séculier.

"Le" Bernardo Valdivieso allait connaître une notoriété exceptionnelle en raison de la qualité et de l'originalité de son enseignement.

Un Diocèse de Loja fut créé par une Bulle Pontificale de Novembre 1862. Il comptait vingt-cinq paroisses ecclésiastiques sur un territoire englobant la province de Loja et le canton de Zaruma.

L'évêque était assisté dans sa tâche par deux institutions:

- . la Curie ecclésiastique, assemblée comportant un petit nombre de laïcs, recrutés parmi les personnalités locales les plus respectées, et dont la mission consistait à aider à l'administration du Diocèse dans tous ses aspects temporels;

- . le Chapitre (*Capítulo*), composé de prêtres du Diocèse, et chargé de résoudre les problèmes de gestion religieuse.

La liste des membres de la Curie et du Chapitre fait apparaître que les deux tiers, au moins, d'entre eux appartenaient à la noblesse locale: Arias, Bermeo, Burneo, Carrión, Eguiguren, Riofrío, Valdivieso... Une meilleure connaissance des autres personnalités, aux noms moins évocateurs, ferait sans doute apparaître, pour nombre d'entre eux, l'existence de liens étroits avec le groupe dominant.

3.2.3). Les modèles de fonctionnement du pouvoir micro-local en milieu rural.

Dans la réalité locale concrète, les quatre principaux agents ne jouaient pas toujours exactement le même rôle, certains ayant parfois plus d'importance que d'autres. Une typologie sommaire laisse entrevoir trois modèles différents pour le pouvoir micro-local à la fin du XIX^e siècle:

- un modèle très majoritaire constitué par l'union par une alliance de fait entre le Curé, le *Teniente* et les notables secondaires, derrière le notable principal appartenant à la noblesse;

- un modèle plus rare, marqué par le développement "anormal" de l'autorité du notable principal, qui devenait alors un *cacique*, à peu près incontrôlable et tout-puissant localement;

- au contraire, la carence du notable principal pouvait provoquer, dans certaines circonstances, des situations proches de l'anarchie.

(A). Le modèle dominant du pouvoir micro-local en milieu rural.

Le plus grand propriétaire foncier du secteur, un noble dans la majorité des cas, était généralement considéré, sans aucune contestation, comme l'autorité principale, même s'il ne résidait pas toujours sur place.

Il bénéficiait alors de l'appui inconditionnel de ses alliés naturels locaux, le Curé de la Paroisse et le *Teniente Político*. Le soutien des petits notables ruraux était plus réservé, et pouvait n'être qu'une façade imposée par le clientélisme.

La division des tâches entre les trois principaux personnages était parfaitement claire.

Le *terrateniente* assurait la prospérité de l'ensemble et en faisait bénéficier ses alliés sous forme de largesses, de dons pour les édifices du culte ou les organisations de charité, d'aides diverses...

Le Curé intervenait, bien sûr, dans la sphère religieuse, notamment par les sermons dominicaux, très écoutés, dans lesquels il diffusait, si l'on en croit les témoignages, une idéologie très favorable à l'ordre établi, très respectueuse des droits acquis. Il intervenait aussi avec insistance dans le comportement des individus, pour le respect des normes de la morale publique. Lorsque le Curé, décidait de mettre à l'index l'un de ses paroissiens, celui-ci se trouvait placé dans une situation à peu près intenable, qui l'obligeait soit à faire amende honorable, soit à s'exiler.

Mais il jouait aussi, assez souvent, un rôle important dans toutes les affaires locales, organisant des *mingas* de travaux publics, se mêlant des problèmes de l'enseignement, intervenant dans la nomination des *Tenientes*, jetant l'anathème sur un notable anti-clérical,...

C'était, en général, un personnage absolument incontournable.

Par contraste, le *Teniente Político* pouvait paraître bien falot.

Pourtant, sa présence permanente, au ras du sol, sa connaissance vécue des gens et des lieux, en faisaient un personnage essentiel pour appliquer, dans la pratique, les décisions prises par les autorités.

Mais, facile à soudoyer, aimant souvent boire, généralement détesté pour de multiples exactions mineures, il ne rehaussait pas le prestige de la trilogie du pouvoir micro-local.

(B). le modèle marqué par l'exagération du pouvoir du notable principal: le caciquisme.

O.Hurtado a bien décrit le phénomène du caciquisme, très répandu dans tout le monde rural Equatorien.

« En la hacienda, también radica el fenómeno del caciquismo. El jefe local, o cacique, aparece cuando ciertos hacendados, gracias a la significación de su riqueza territorial, adquieren una preponderancia económica y social que les permite elevarse por sobre los otros propietarios y ejercer un poder político que no puede ser contrarrestado ni siquiera por la autoridad del Gobierno central. Cuando el cacique ejerce funciones públicas, desempeña los cargos de legislador, gobernador, alcalde o concejal municipal. Muchas veces prefiere ejercer su autoridad a través de allegados nombrados gracias a su influencia. En ambos casos, él es la autoridad real en el sector geográfico en el que tiene sus haciendas. Se vale del Gobierno central, del Congreso, y de los Municipios para repartir funciones entre sus dependientes y para otorgar favores a su clientela electoral; usa su poder para arruinar a sus adversarios, y para acrecentar y extender su dominio lucra con los dineros públicos rematando impuestos, obteniendo contratos y logrando exoneraciones fiscales; se opone a la realización de obras públicas que promuevan la integración nacional y puedan originar una pérdida de su influencia. Hay cantones y parroquias que se han creado "para premiar servicios políticos y ofrecer puestos importantes en la administración a los gamonales de distrito".

« Estos caciques generalmente carecen de ideas políticas o ellas son tan flexibles que con facilidad se acomodan a los "principios" del Gobierno en ejercicio, siempre dispuesto a aceptar la colaboración de un hombre que le permite ampliar su base de apoyo y triunfar electoralmente. De esta manera, el cacique logra mantener su influencia a pesar de los frecuentes cambios de gobierno, llegando muchas veces a formar verdaderas dinastías políticas". (O.Hurtado, 1981, pp 68-69).

[« C'est aussi dans la hacienda que trouve ses racines le phénomène du "caciquisme". Le chef local, ou cacique, apparaît quand certains propriétaires de haciendas, grâce à l'importance de leurs richesses territoriales, acquièrent une prépondérance économique et sociale qui leur permet de s'élever au-dessus des autres propriétaires et d'exercer un pouvoir politique que même l'autorité du Gouvernement central ne parvient pas à contrecarrer. Lorsque le cacique exerce des fonctions publiques, il est législateur, gouverneur, alcalde ou conseiller municipal. Il

préfère souvent exercer son autorité par l'intermédiaire de personnes qui lui sont dévouées, nommées grâce à son influence. Dans les deux cas, c'est lui qui constitue la véritable autorité, dans le secteur géographique où se trouvent ses *haciendas*. Il se sert du Gouvernement central, du Congrès, des Municipalités pour attribuer des postes à ses dépendants, et donner des faveurs à sa clientèle électorale; il use de son pouvoir pour détruire ses adversaires; pour augmenter et élargir sa domination, il utilise les fonds publics, achetant le droit de collecter les impôts, obtenant des contrats et des exonérations fiscales; il s'oppose à la réalisation des travaux publics qui font progresser l'intégration nationale et qui peuvent porter ombrage à son influence. Certains cantons et certaines paroisses ont été créés "pour récompenser des services politiques et pour offrir des postes importants dans l'administration aux *gamonales* du district".

« Ces *caciques* sont généralement dépourvus d'idées politiques, ou celles-ci sont tellement souples qu'elles s'accommodent avec facilité des "principes" du gouvernement en exercice, toujours prêt à accepter la collaboration d'un homme qui lui permet d'élargir sa base et de triompher aux élections. De cette manière, le *cacique* parvient à maintenir son influence malgré de fréquents changements de gouvernement, et arrive à former de véritables dynasties politiques. »]

Loja se prêtait particulièrement à l'apparition du "caciquisme", grâce à la conjonction d'immenses *latifundios*, contrôlés par un petit nombre de personnes, et de micro-régions très enclavées au sein d'une région elle-même coupée du reste du pays.

Une série d'études ponctuelles sur l'histoire de ce phénomène dans la Province de Loja depuis l'Indépendance pourrait apporter des informations inédites. En son absence, on en est réduit à quelques témoignages, souvent très partiels et très partiels, car le "caciquisme" est considéré, dans l'idéologie localement dominante, comme la principale entrave au fonctionnement normal des institutions démocratiques. Les lojans estiment généralement que la plupart des élections, qui eurent lieu autrefois dans la province, furent massivement faussées par l'intervention des divers *caciques* que la région a connus.

Les témoignages sont d'accord pour reconnaître un certain nombre de caractéristiques spécifiques au "caciquisme" lojan.

Dans l'immense majorité des cas les *caciques* de l'Equateur rural étaient plutôt d'origine modeste.

« El *cacique* rural es generalmente algún mestizo, rara vez proveniente de las clases elevadas. Su origen es generalmente humilde, y en lucha con la naturaleza y con los hombres, se ha levantado casi siempre reuniendo una fortuna sin parar a los

medios: su vida de lucha lo ha acostumbrado a ser duro, cruel, impasible ante la disgracia ajena...". (A.Espinosa T., 1916, p.69).

[« Le *cacique* rural est généralement un métis, provenant rarement des classes élevées. Son origine est généralement humble, et c'est en luttant contre la nature et contre les hommes, qu'il s'est élevé presque toujours, sans regarder aux moyens: sa vie de lutte l'a habitué à être dur, cruel, impassible devant le *malheur* d'autrui. »]

Au contraire, le *cacique* lojan du XIX^e siècle et des débuts du XX^e avait souvent des origines aristocratiques, ce qui nuançait sans doute le sévère, mais probablement réaliste, portrait tracé par A.Espinoza.

Il revendiquait, certes, le monopole du pouvoir dans sa micro-région, mais il fondait sa légitimité plus sur un droit vaguement divin, lié à sa naissance, que sur la simple violence, même s'il lui arrivait de recourir parfois à celle-ci, par l'intermédiaire, notamment, de "milices" de *haciendas* et avec le recrutement de *bandoleros* pour l'exécution de certaines basses besognes. Sans avoir laissé de souvenirs aussi horrifiés qu'ailleurs (comme, par exemple, dans le Manabí), ces milices n'en ont pas moins existé jusqu'à un époque assez récente.

Le *cacique* lojan ne perdait d'ailleurs pas de vue les intérêts de son groupe social, ni les complexes connexions familiales, sociales, politiques qui l'unissaient aux autres micro-potentats, issus de la même caste.

La véritable source de son pouvoir résidait, sans doute, dans les réseaux de clientèle, très ramifiés, qui structuraient en profondeur le tissu social local.

Certains *caciques*, dans les régions les plus reculées de la Province, n'appartenaient sans doute pas à la noblesse. Ils étaient alors vraisemblablement plus proches du modèle décrit par A.Espinosa, mais ils semblent avoir constitué l'exception.

(C). le modèle marqué par la carence du notable principal.

Il arrivait souvent que le grand propriétaire ne souhaitât pas tenir son rôle, notamment lorsque, ses terres étant trop éloignées de Loja, il craignait d'être contraint à une vie trop rustique. Ou, parce que, propriétaire de plusieurs *haciendas* diversement situées, il en avait choisi certaines pour jouer son rôle, et négligeait les autres.

Dans un petit nombre de cas, dont de nombreuses traditions locales ont conservé le souvenir, ce vide du pouvoir "légitime" a justifié l'apparition de personnages troubles et ambitieux qui, se sentant loin de tout contrôle, ont été tentés de s'imposer par la force, à la tête de milices armées, qui furent elles-mêmes contrées par d'autres groupes armés formés autour de divers notables, ou d'hommes entreprenants.

On débouchait ainsi sur une situation d'anarchie plus ou moins totale, qui pouvait parfois durer longtemps, dans la mesure où nulle force constituée ne désirait véritablement intervenir dans ces secteurs éloignés, offrant peu d'intérêts économiques mais devenus fort dangereux.

Quelques-uns de ces îlots d'anarchie ont échappé à l'oubli et réapparaissent, parfois, dans les récits des vieillards qui vivent encore sur les marges les plus lointaines de l'espace autrefois contrôlé depuis Loja. C'est le cas, notamment, aux environs de l'actuelle frontière avec le Pérou, de Macará jusqu'au Sud d'Alamor, de Zapotillo à Paletillas, c'est-à-dire dans toute la zone qui, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, allait devenir la terre d'élection des *bandoleros*.

3.2.4). Le modèle de fonctionnement des structures de pouvoir dans la ville de Loja.

(A). Le pouvoir local urbain.

Lorsque la noblesse locale eût cessé de s'opposer régulièrement au représentant du Gouvernement central, puisque celui-ci était devenu l'un des siens, le fonctionnement des rouages locaux du pouvoir devint relativement simple. Tout ce qui avait quelque importance était contrôlé par la noblesse, ou par les institutions ecclésiastiques, ou, quelquefois, par les deux réunies.

Au XIX^e siècle, il semble avoir existé, à Loja, une symbiose assez originale entre l'Eglise et la noblesse locale. Elle s'y présentait, probablement, sous une forme beaucoup plus étroite qu'ailleurs en Equateur.

Les membres influents de l'Eglise lojane appartenaient à peu près tous à la noblesse ou lui étaient directement alliés. La création de l'Evêché avait probablement renforcé cette identification, en affranchissant Loja de la vieille tutelle de Cuenca. Désormais, les décisions religieuses étaient prises à Loja, par des gens très proches des grandes familles, étroitement conseillés par ces dernières.

Par ailleurs, les personnalités ecclésiastiques étaient associées à toutes les décisions "civiles". Certaines d'entre elles faisaient d'ailleurs partie du *Cabildo*, et l'Evêque était systématiquement consulté dès qu'une question importante se posait.

Mais, au fond, -et c'était cela le plus important- Eglise et noblesse avaient, pour l'essentiel, les mêmes intérêts et les mêmes stratégies. La Curie de Loja et les Ordres religieux étaient, au même titre que les lignages nobles, de très grands propriétaires fonciers, et beaucoup d'ecclésiastiques, en raison de leur appartenance familiale étaient, à titre privé, des *terratenientes* de considération.

Certes, des différences de conception, pouvaient apparaître au sein de la noblesse, ou d'un ordre religieux à l'autre, ou entre la noblesse et un ordre religieux... Il ne faut certainement pas voir le groupe des propriétaires fonciers lojans comme un bloc parfaitement homogène, faisant toujours prévaloir un point de vue unifié. Mais, globalement, les stratégies se ressemblaient, et visaient, pour l'essentiel, à reproduire les conditions permettant la pérennité de la propriété foncière et des rapports de production, tels qu'ils étaient alors définis.

Pour atteindre ce but, clergé et noblesse avaient absolument besoin l'un de l'autre.

Le clergé jouait un rôle essentiel, dans la reproduction du système, en contribuant massivement à la constitution de l'idéologie dominante, en assurant la formation de jeunes générations "conformes" et en procédant à un encadrement et à un contrôle minutieux de la population.

Les dépenses imposées par le clergé, notamment à travers le "*sistema de cargos*" et les *Cofradías*, contribuaient à créer une dépendance des groupes urbains les moins favorisés à l'égard des bailleurs de fonds de la noblesse.

Mais, surtout, c'est à l'Eglise, beaucoup plus qu'à la force publique - à peu près inexistante - qu'il appartenait d'assurer l'ordre public, par la prévention de toutes les déviations, et par la diffusion massive d'une idéologie de soumission à l'ordre établi.

La noblesse, de son côté, garantissait au clergé une gestion sereine des affaires publiques et une grande stabilité des conditions de la vie politique, qui paraissaient pouvoir assurer indéfiniment la reproduction du système.

(B). L'émergence d'un pouvoir régional.

Au XIX^e siècle, Loja a assuré avec force deux fonctions d'importance régionale:

- . elle s'est affirmée comme le centre nerveux, le point de convergence des ramifications issues des centres micro-locaux de pouvoir constitués par les *haciendas*;

- . elle a servi de base aux institutions ecclésiastiques pour structurer l'espace provincial sur le plan religieux.

(*). Loja comme centre nerveux du système de pouvoir lié aux *haciendas*.

Les grandes *haciendas*, à Loja comme ailleurs dans la Sierra, comportaient généralement une belle demeure, élégante et rustique, où le propriétaire venait passer quelques jours par an pour vaquer à la surveillance de l'exploitation, ou pour jouir de vacances familiales.

Mais la résidence permanente des grands propriétaires se trouvait à Loja.

Ils y disposaient d'une "*casa solariega*", c'est-à-dire d'une vieille demeure coloniale édiflée sur un emplacement qui avait été attribué à l'un de leurs ancêtres, lors de la fondation de la ville. C'était presque toujours un site privilégié, sur l'une des principales places de la ville, ou sur une rue centrale, à proximité de la cathédrale ou d'un autre édifice religieux important.

Ces maisons avaient un aspect extérieur simple, voire austère, avec un minimum d'ouvertures sur la rue, ne laissant rien soupçonner de leur activité intérieure.

Les principales ouvertures donnaient sur un assez vaste *patio*, abondamment fleuri. Malgré des pièces spacieuses et de beaux balcons fleuris surplombant le *patio*, et malgré quelques touches évoquant le luxe (une statue, une fontaine, un tableau ancien,...), ces demeures conservaient une apparence assez modeste.

C'est le mobilier qui donnait une idée de la richesse des propriétaires, ainsi que les objets exotiques importés d'Europe à grands frais: pianos à queue, billards, et, plus tard, phonographes. Dans les bibliothèques, abondamment pourvues, figuraient souvent les meilleurs auteurs français.

L'essentiel de la vie quotidienne de la noblesse se déroulait à Loja, dans ces *casas solariegas*, situées à l'intérieur d'un minuscule périmètre ne dépassant pas quelques centaines de mètres de part et d'autres de la Place d'Armes. C'est là que se nouaient les alliances matrimoniales, que s'amorçaient et se réalisaient les transactions immobilières, que se prenaient les grandes décisions concernant l'exploitation des *haciendas*; mais c'est là, surtout, que quelques notables, en dehors de tout débat public, élaboraient la politique régionale.

Dans le système qui se mit ainsi en place, un petit nombre de personnes pouvaient être amenées à prendre des décisions d'une portée considérable. Une seule personne pouvait être propriétaire de plusieurs domaines situés dans diverses localités, mais, par le jeu des alliances, des ensembles considérables en arrivaient parfois à faire bloc sous l'autorité d'une seule famille: ce fut le cas, par exemple, pour les fameux "Etats-Unis de Calvas" qui, sous le contrôle, de la famille Eguiguren, regroupaient les immenses domaines de San Guillén, El Tablón, Calvas, San Carlos, Usaima,... dont la surface cumulée était de l'ordre de plusieurs grandes paroisses. C'est à Loja qu'étaient prises toutes les décisions concernant la gestion et les modes d'exploitation de ces ensembles, ainsi que les rapports entre ces unités et d'autres du même type.

A Loja, aussi, se nouaient et se jouaient, dans le quotidien, les rapports de clientèle qui attachaient aux destinées de la noblesse, les familles de la bourgeoisie lojane.

C'est à Loja, enfin, que, dans le secret feutré de leurs vieilles demeures, les grandes familles aristocratiques recevaient discrètement les emprunteurs, les solliciteurs et les dépendants venus rendre des comptes.

(*). L'Eglise comme facteur structurant de l'espace régional.

La création de l'Evêché de Loja, en Décembre 1862, devait largement contribuer à la réorganisation de l'espace régional.

Grâce à elle, en effet, les vingt-cinq paroisses ecclésiastiques de la province et du canton Zaruma recevaient, désormais, les mêmes instructions, le même type de directives, en provenance de Loja.

L'éloignement de certaines paroisses demeurait réel, mais il n'était plus aussi démesuré qu'au temps où l'autorité ecclésiastique siégeait à Cuenca. Désormais, toutes les paroisses rurales commencèrent à faire l'objet d'un certain contrôle, à recevoir des visites moins exceptionnelles qu'autrefois. De plus, la densité des communications épistolaires entre l'Evêché et les paroisses, la fréquence des visites des Curés ruraux à Loja, permirent à l'institution ecclésiastique de se forger peu à peu une unité très réelle à l'échelle régionale.

Cet appareil très centralisé, très homogène et très discipliné, devait se révéler, notamment, d'une redoutable efficacité électorale, et faire de l'Evêque, pendant des décennies, le principal "grand électeur" de la Province.

Mais c'est sans doute en organisant le culte à la Vierge du Cisne que l'Eglise lojane a apporté sa contribution la plus originale à l'unité régionale.

En 1594, la Vierge serait apparue à des indigènes misérables, vivant sur une crête inhospitalière et très isolée, à environ soixante-dix kilomètres à l'Ouest de Loja. On pense, parfois, que ce site était un lieu de culte pré-hispanique.

L'apparition aurait marqué le début d'une série de faits miraculeux, dont le premier fut le retour de la pluie après une désastreuse sécheresse.

La Vierge semble avoir eu, très tôt, un fort impact populaire: elle s'était intéressée à des indigènes extrêmement modestes et démunis, et ses formes d'apparition étaient très compatibles avec les croyances pré-hispaniques: elle constituait seulement une nouvelle apparence de la *Pacha-mama*, la divinité-mère des peuples agriculteurs Andins.

Devant cet important succès initial, le Second Synode Diocésain de Quito, en 1596, décida d'institutionnaliser le culte, en créant un sanctuaire dit du Cisne, et en organisant les pèlerinages et les dévotions sur des modèles alors en vigueur en Europe.

Le sanctuaire fut d'abord un lieu actif de pèlerinage. Mais, après la construction d'une somptueuse basilique, il devint, au milieu

du XVIII^e siècle, le centre d'un véritable phénomène social aux importantes retombées économiques et politiques.

La ville de Loja tenta d'attirer à elle un culte aussi attractif et rémunérateur. Elle l'obtint en 1756. Mais le sanctuaire du Cisne ayant fait valoir ses droits originaux, un arbitrage fut rendu par Simon Bolivar, lui-même, lors de son passage à Loja en 1829, et un décret fixa le culte dans sa forme définitive.

La Vierge restait au Cisne du mois de Novembre jusqu'au 15 Août, avec deux cérémonies majeures, le 30 Mai et le 15 Août. Le 17 Août, une grande procession partait du sanctuaire en direction de Loja, qu'elle atteignait aux environs du 20 Août. La Vierge assurait alors la protection de la Grande Foire annuelle de Septembre, s'offrait à la dévotion des lojans jusqu'à Novembre, puis elle prenait, en grande pompe, le chemin du retour jusqu'au Cisne où elle devait arriver pour une grande fête solennelle le 17 Novembre.

Ces fêtes et ces processions prirent l'allure, dès la fin du XVIII^e siècle, d'événements considérables, drainant des dizaines de milliers de personnes.

Dans ce contexte, la Vierge du Cisne vit se construire peu à peu son image définitive.

* Elle était - et est toujours à l'heure actuelle - profondément populaire: dans une société drastiquement hiérarchisée, elle était la seule à manifester de l'intérêt pour les humbles et à les exaucer quelquefois.

* En dépit de sa prédilection pour les humbles, elle n'était pas subversive. Les pouvoirs en place l'ont suffisamment récupérée pour donner l'impression qu'elle les protégeait tout particulièrement.

Dès 1681, les "charges" liées à la grande fête annuelle de la Vierge, étaient attribuées aux grands personnages de la ville, au *Corregidor*, aux membres du *Cabildo*, aux autorités des plus éminentes familles. La Confrérie de la noblesse était plus particulièrement chargée de régler les détails matériels des diverses cérémonies et elle le faisait avec un sens du grandiose et de la magnificence qui ne contribuait pas peu à asseoir son prestige.

Jusqu'à une date récente, la longue procession annuelle, du Cisne à Loja, avait un parcours jalonné d'étapes traditionnelles dans les plus grandes *haciendas* du parcours. Les *terratenientes* hôtes manifestaient alors leur importance sociale et leur réussite par le luxe et la générosité de leur hospitalité.

Enfin, le *Cabildo* de Loja, pour montrer sa dévotion à la Vierge et souligner la protection particulière dont il jouissait, effectuait, tous les ans, une session solennelle, dans le sanctuaire du Cisne.

* Par ailleurs, depuis 1829, la Vierge était, officiellement, la protectrice des activités commerciales. La grande Foire de Septembre

étant placée sous sa protection, il s'établissait une sorte de trêve qui, même pendant les périodes de tension politique entre l'Equateur et le Pérou, permettait aux commerçants péruviens de s'aventurer sans risque au-delà de la frontière.

* La Vierge, enfin, était patriote et régionaliste.

Elle a toujours manifesté sa volonté de privilégier Loja et El Cisne, ainsi que son goût pour cette région. Lorsque des gens mal intentionnés voulurent, un jour, la détourner sur Zaruma, un miracle la ramena presque immédiatement au Cisne.

Son rayon d'action correspondait à peu près à celui de la ville de Loja: en 1830, elle aurait permis de mettre fin à une cruelle épidémie à Santa Rosa (dans l'actuelle province de El Oro) qui marquait, alors, le point extrême de l'influence de Loja.

De même, *N.S. del Cisne* fut toujours associée aux grandes manifestations patriotiques, aussi bien lorsque celles-ci étaient dirigées contre le Gouvernement central (cf infra), que lorsqu'il s'agissait, au contraire, d'exprimer l'unité Equatorienne face aux agressions de l'ennemi héréditaire péruvien.

3.3. Les limites du pouvoir de la noblesse lojane à la fin du XIX^e siècle.

3.3.1). Les limites spatiales du pouvoir de la noblesse lojane.

Aux débuts de l'époque coloniale, un espace immense était promis à l'influence et au contrôle de Loja.

Vers l'Orient, Loja devait permettre d'établir le fabuleux "Gouvernement" de Yaguarzongo, dont personne ne connaissait les limites.

Vers l'Occident, elle devait contrôler tout l'espace habité, incluant la région minière de Zaruma et Portovelo, jusqu'à Santa Rosa et aux rivages du Pacifique encore presque inexplorés.

Vers le Nord, le pays Saraguro servait de frontière avec l'espace contrôlé par Cuenca. Au Nord-Ouest, la cordillère de Chilla constituait une barrière à peu près infranchissable.

Vers le Sud, l'influence de Loja s'arrêtait à peu près au *río Macará*, c'est-à-dire à l'actuelle frontière avec le Pérou.

Au cours de l'époque coloniale et au XIX^e siècle cette aire initiale d'influence a été assez sérieusement remaniée.

Elle a subi diverses amputations avec l'effondrement du mirage amazonien, et avec l'autonomisation progressive de secteurs qui étaient toujours restés assez mal contrôlés: la région de Santa Rosa, trop éloignée, productrice de cacao et donc plutôt attirée par Guayaquil, et la région de Zaruma, productrice de café, et vite assez forte pour affirmer son indépendance.

En revanche, l'extension des frontières agricoles et l'intégration progressive des fronts pionniers ont permis à Loja d'affermir son contrôle sur l'espace qui lui restait.

(A). la fermeture des axes longitudinaux de l'influence lojane.

a). la fin du mirage minier conduisit Loja à détourner durablement ses regards de l'ensemble amazonien, si proche, pourtant dans l'espace. Pour mesurer l'ampleur anormale de cette force répulsive, il faut se souvenir que le *Nudo de Sabanilla* - le col qui donne accès à la région amazonienne - est à moins de vingt kilomètres à l'Est de Loja, et que, pendant près de trois siècles, nul n'a réellement tenté de le franchir.

Quelques indications donnent à penser que les intérêts de la noblesse ne furent pas étrangers à ce long boycottage.

Une expansion dans cette direction, en effet, aurait forcément conduit à une fuite de main d'oeuvre, à une époque où celle-ci manquait de façon chronique. De plus, elle aurait inéluctablement constitué une grave atteinte au monopole de la terre qui, en dernière instance, demeurait la clé du pouvoir local.

On peut donc penser que les classes dirigeantes ne souhaitent nullement une ouverture qui risquait de déstabiliser un système dont ils contrôlaient encore parfaitement les rouages essentiels. Face à cette opposition, les initiatives individuelles avaient bien peu de chances de succès et, en particulier, ne pouvaient pas trouver de financement sur place.

La diffusion du mythe de l'Amazonie inaccessible et dangereuse était donc, probablement, l'un des éléments idéologiques importants qui contribuaient à assurer la reproduction du système.

b). l'autonomie progressive des zones caféière et cacaoyère.

En 1861, la province de Loja se composait encore des cantons Loja, Paltas (autour du bourg de Cariamanga), Calvas (bourg de Catacocha), Zaruma et Jambelí (ce dernier correspondant à l'actuelle paroisse de Santa Rosa, aux îles Jambelí et à tout le littoral jusqu'à la frontière péruvienne).

En fait, Jambelí n'avait jamais eu aucun lien véritable avec Loja, d'ailleurs à peu près inaccessible sans un immense détour.

Santa Rosa et Machalá constituaient une région à peu près déserte et vierge, lorsque survint le premier grand boom du cacao de 1780-1840. La grande vague de défrichement et de constitution de plantations eut Santa Rosa pour point extrême, en direction du Sud. La région se structura alors, politiquement et socialement, sur le modèle des

grandes plantations de cacao, contrôlés par des "oligarques" (A.Guerrero, 1980), basés à Guayaquil, tandis que s'installaient des types de rapports de production très particuliers (la *redención* et la *sembraduría*, cf ci-dessus chap.2, p.65).

Il existait donc une tendance naturelle conduisant Santa Rosa à sortir du giron de Loja pour entrer dans celui de Guayaquil, d'ailleurs beaucoup plus facilement accessible, après quelques heures de navigation.

La Province de El Oro fut ainsi créée, en 1883, pour entériner une situation depuis longtemps acquise dans les faits. Santa Rosa demeurait cependant dans le diocèse de Loja, peut-être pour continuer à bénéficier des faveurs de N.S del Cisne.

Zaruma se trouvait beaucoup plus près de Loja, et était beaucoup plus densément et anciennement peuplé. Le café, qui y était cultivé depuis bien longtemps, dans de petites exploitations pratiquant une polyculture vivrière, connut un essor spectaculaire au cours du dernier tiers du XIX^e siècle, et, surtout, après 1878.

Ce boom se traduisit d'abord par une grande augmentation des surfaces plantées en caféiers, ensuite par la pénétration dans toute la zone d'un petit capital marchand, dont l'origine principale se trouvait à Guayaquil, et qui utilisait, sur place, tout un réseau d'intermédiaires-collecteurs-prêteurs.

En quelques années, ces derniers parvinrent à imposer leur présence dans toutes les phases de la production, de la collecte et de la commercialisation du café.

Le succès de la zone Zaruma incita les secteurs immédiatement voisins à l'imiter. Ce fut le cas d'Olmedo, Chaguarpamba, Buenavista, Santa Rufina, Orianga... qui tentèrent, avec succès, de développer leurs plantations.

L'emprise foncière lojane n'était pas très forte dans cette région. Elle y était surtout marquée par l'existence de quelques grands *latifundios*, très sous-utilisés et sous-administrés, qui ne suffisaient pas, en tous cas, à asseoir la position socio-politique de leurs propriétaires. Ceux-ci ne firent donc pas de grandes difficultés pour s'en défaire au profit de petites plantations caféicoles, bien adaptées au milieu, et beaucoup plus rentables que ne pouvaient l'être de trop grandes exploitations plutôt consacrées à l'élevage extensif.

La sous-région commença alors à se structurer de manière assez originale.

Le collectage et la commercialisation du café enrichirent relativement quelques intermédiaires locaux, installés dans de nouveaux petits centres, situés à proximité des nouvelles plantations. De micro-villages devinrent rapidement de petits bourgs, grâce à l'activité engendrée par le café, et les intermédiaires - qui n'étaient au départ

que des exécutants de plus gros commerçants de Guayaquil - se hissèrent au rang de notables ruraux. Les nouveaux bourgs devinrent donc souvent des centres autonomes de pouvoir, assez forts, au bout de quelques années, pour s'ériger en paroisse.

On évoluait ainsi vers le schéma classique de la structure de pouvoir du bourg, établissant tout un réseau de clientèle sur la base de l'usure, autour de notables ruraux en voie d'enrichissement.

(B). l'extension des frontières agricoles et l'intégration des fronts pionniers.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les fronts pionniers semblent avoir eu pour origine:

- . des paysans quittant leur communauté d'origine, avec l'assentiment de celle-ci, pour remédier à la pénurie de terre,
- . des *arrimados* expulsés de leur *hacienda*, ou en rupture de ban,
- . des immigrants, venus, notamment, de l'Azuay.

Quelques fronts s'ouvrirent ainsi, en petit nombre, au Sud-Est de la Province:

- . au Sud d'Amaluza,
- . à l'Est de Vilcabamba,
- . sur les versants amazoniens les moins inaccessibles à l'Est d'Amaluza, au sud de Yangana et dans la haute-vallée du río Mayo, très en aval, sur le río Mayo, à Chito et Zumba, dans une sorte d'enclave équatorienne en territoire péruvien déterminée par les bizarreries du tracé de la frontière.

A Loja, comme dans le reste de l'Equateur, il semble avoir existé certains mécanismes permettant au système dominant (l'ensemble structure de *hacienda* / structure centrée sur les bourgs ruraux) de récupérer, dans de brefs délais, les pseudopodes lancés en avant par des éléments pionniers désireux de s'affranchir des contraintes du système.

C'est le schéma que nous avons décrit, dans un autre travail, à propos de la zone de Mariano Acosta (E.Fauroux, 1979b): un petit groupe-essaim repère une zone de "*montaña*" (forêt non défrichée) entièrement vierge; il s'attaque alors à la forêt avec les moyens du bord. A la première, ou à la seconde récolte, un prétendu propriétaire fait son apparition exhibant un titre de propriété qui "démontre" ses droits. Il propose alors aux occupants sans titre de choisir entre l'expulsion pure et simple ou le statut de métayer. Dans la crainte de procédures judiciaires, c'est à peu près toujours cette solution qui était choisie.

Variante simple de ce schéma: aucun "propriétaire" ne se présente, mais les colons doivent s'endetter, dans l'attente d'une première récolte, ou pour faire fonctionner les circuits cérémoniels

(*cargos*); ils n'ont pas les moyens de rembourser et ils deviennent les métayers de l'usurier-prêteur qui est un notable rural. Au XIX^e siècle, celui-ci était souvent, lui-même, dans la dépendance d'un *terrateniente* qui récupérait ainsi, indirectement, ses "fugitifs".

Le romancier lojan A.F.Rojas décrit une autre variante intéressante, dans son livre fameux, *El éxodo de Yagana* (A.F.Rojas, 1949). Les premiers défricheurs ont réussi dans leur entreprise (après d'innombrables difficultés qui leur ont permis de repousser divers spoliateurs), mais une différenciation foncière significative commence à apparaître parmi eux, et met en marche une logique implacable. Celle-ci aboutit à l'émergence d'un petit notable local, qui reste très proche de ses anciens compagnons. Mais ses enfants, devenus adultes, appartiendront à la bourgeoisie urbaine ascendante et utiliseront toutes les possibilités de domination que leur offre leur situation. Les anciens rapports d'exploitation seront alors intégralement reconstitués au profit de ces petits "grands propriétaires".

Au terme de l'opération, les villageois devront entreprendre, comme à la génération précédente, un nouvel exode, vers de nouvelles terres vierges, encore plus loin dans la jungle

3.3.2). Les limites du pouvoir de la noblesse lojane au sein de l'espace contrôlé.

Elles provenaient essentiellement de deux facteurs:

- . les contradictions internes à la noblesse,
- . l'apparition et le développement, sur la scène locale, de contre-pouvoirs.

(A). Les contradictions internes de la noblesse lojane.

A travers témoignages, documents historiques, récits anciens concernant Loja, la classe locale dirigeante paraît souvent très homogène, très unie dans ses stratégies, très refermée sur son statut de caste. Une analyse moins sommaire dissipe rapidement cette première impression.

De fortes contradictions secouaient, dans la réalité, la façade de cohésion qui s'offrait à l'extérieur. Elle reposaient sur trois clichés principaux:

- . la différenciation économique interne,
- . la volonté hégémonique au sein du groupe,
- . le développement d'une différenciation idéologique à l'intérieur du groupe, opposant des "progressistes" à des "conservateurs".

(a). les différenciations économiques internes.

On note, d'abord, l'existence de différenciations sensibles entre les diverses lignées d'une même famille, conséquence, sans doute, des règles régissant l'héritage. L'ainé et les garçons étaient souvent favorisés, lors de la transmission du patrimoine foncier, alors que les autres recevaient parfois des compensations substantielles, qui ne leur permettaient cependant pas d'accéder au statut de très grand propriétaire.

Par ailleurs, au sein d'une même famille, la gestion d'un patrimoine comportait des risques. Les succès économiques pouvaient être très inégalement répartis: certains réalisaient de mauvaises affaires et dilapidaient leur fortune, pendant que d'autres arrondissaient leur patrimoine.

De graves conflits apparaissaient couramment, entre lignées d'une même famille, lors du partage des patrimoines fonciers, et lorsque de brutales différences de niveau économique conduisaient certains nobles à affronter de graves difficultés matérielles.

D'une famille à l'autre, les conflits étaient encore plus fréquents. Les successions étaient extrêmement compliquées en raison de la multitude d'alliances matrimoniales unissant un petit nombre de familles, les procédures bloquaient parfois la transmission de certaines propriétés pendant des générations...

De façon générale, les "nobles" avaient le devoir de ne pas travailler. Mais, ils géraient leur patrimoine un peu comme le ferait une Banque à l'heure actuelle, organisant le prêt à intérêt, finançant certaines activités - commerciales, notamment -, achetant pour revendre... Les grandes familles entraient alors nécessairement en concurrence, et devaient s'affronter, parfois sans merci pour faire triompher leurs intérêts.

(b) L'affrontement des stratégies hégémoniques.

La lutte pour le pouvoir, au sein des cinq ou six familles réellement prééminentes, pouvait être rude, car l'enjeu était considérable.

Il semble y avoir eu plusieurs niveaux d'affrontements motivés par la recherche du pouvoir, au sens politique du terme:

. Au niveau micro-local tout d'abord: deux ou plusieurs propriétaires nobles disposaient d'haciendas importantes, dans une micro-région, sans que l'un d'eux l'emportât de façon nette; il y avait alors concurrence, d'abord pour le contrôle de la main d'oeuvre, ensuite pour divers choix locaux (construire un pont, un chemin, un canal d'irrigation ... grâce aux *mingas*), enfin pour donner des racines rurales aux divers réseaux de clientèle.

. A un niveau "macro-local", certaines familles disposant de plusieurs domaines, disséminés dans la province pouvaient chercher, soit à tenter de les regrouper - pour éliminer, par exemple, un rival micro-local - , soit au contraire à diversifier les implantations pour mieux contrôler l'ensemble de la région.

. Au niveau urbain, une concurrence sévère s'établissait parfois entre les membres de la noblesse pour constituer des réseaux de clientèle solides, c'est-à-dire diversifiés et incluant un maximum de personnes solvables.

c). le développement d'une différenciation idéologique au sein du groupe.

Certaines grandes familles avaient pour habitude d'envoyer leurs fils faire une partie de leurs études à Quito ou, même, à l'étranger.

Ils entraient ainsi en contact avec des idéologies nouvelles, inconnues à Loja, ou encore exotiques: l'idée d'Indépendance, à la fin du XVIII^e siècle, puis les idées Fédérales, Libérales, anti-cléricales, dans la première moitié du XIX^e siècle.

Un Valdivieso avait ainsi beaucoup voyagé au début du XIX^e siècle, au Pérou et en Equateur, et il devint, avec quelques membres de sa famille, un agent très actif des mouvements en faveur de l'Indépendance. Plusieurs auteurs signalent l'importance de son rôle à Quito en 1812 (cf J.M.Vargas, 1966).

Quelques années plus tard, le pionnier de la propagation des idées Libérales à Loja fut un autre noble, Miguel de Riofrío, futur ambassadeur plénipotentiaire de l'Equateur en Colombie et au Pérou et auteur du premier roman équatorien (cf infra).

Il est permis de penser que les différenciations idéologiques n'étaient pas entièrement indépendantes des tensions plus graves qui divisaient alors la noblesse lojane, mais nous ne disposons d'aucune indication précise sur ce point.

(B). L'apparition et le développement des contre-pouvoirs à la fin du XIX^e siècle.

Le XIX^e siècle devait être l'occasion:

- . de la lente ascension de quelques notables ruraux,
- . de progrès plus rapides d'une bourgeoisie urbaine encore peu nombreuse,
- . de l'apparition, comme contre-pouvoir significatif de "clandestins", *bandoleros* (bandits de grands chemins) et contrebandiers.

(a). Les notables ruraux.

Certains "créneaux" permettaient, parfois, à quelques notables ruraux d'échapper au sort commun et de s'enrichir de façon suffisante pour s'affranchir de la tutelle morale et économique de la noblesse lojane.

Dans les exemples dont nous avons pu avoir connaissance, qui concernent deux familles originaires du bourg de Saraguro, le modèle d'ascension sociale était alors assez simple.

Au départ, il s'agit de collecteurs-commerçants-usuriers dont les activités portaient sur une micro-région dans laquelle il n'y avait pas, ou très peu, de grands propriétaires fonciers.

Les paysans indigènes, contraints de s'endetter, devaient peu à peu laisser au notable une partie de leurs terres.

Ainsi, le premier signe de l'enrichissement du notable résidait souvent dans l'augmentation modeste, mais régulière de son patrimoine foncier, constitué par un grand nombre de micro-parcelles, acquises peu à peu à la faveur de prêts non remboursés, et qui se trouvaient dispersées dans le plus grand désordre autour du bourg

A ce niveau, le "notable" pouvait commencer à jouer un rôle politique, au sein du *Cabildo* (si le bourg était un chef-lieu de canton), ou de la *Junta Parroquial* (s'il ne s'agissait que du chef-lieu d'une paroisse).

Sa nouvelle "importance" l'amenait à se rendre fréquemment à Loja pour y négocier avec diverses autorités et obtenir certains faveurs qui lui permettraient, à son tour, de constituer l'embryon d'un réseau de clientèle.

Ses séjours à Loja devenant plus fréquents, il finissait par acheter une petite maison à la périphérie de la ville, puis une grande maison plus centrale, puis plusieurs maisons. Il résidait de moins en moins dans son bourg d'origine, ses enfants étaient scolarisés "au" *Bernardo Valdivieso*, etc...

Ces derniers, devenus adultes, continuaient à résider à Loja, ne se rendant que de loin en loin dans leurs propriétés rurales. Grâce au réseau de relations nouées pendant leur scolarité, ils pouvaient tenir un petit rôle dans la vie politique de la ville, ou occuper une "charge" importante au sein d'une Confrérie, après y avoir multiplié les démonstrations de générosité, ou même, dans le meilleur des cas, ils pouvaient obtenir des fonctions officielles, voire une place au *Cabildo*.

Au XIX^e siècle, ce stade constituait l'échelon supérieur ultime auquel pouvait accéder un notable rural: devenir un bourgeois urbain grâce à la bienveillance, ou l'absence d'opposition, de "patrons" nobles, et, ainsi, être associé dans une petite mesure à la gestion des affaires publiques, à la condition expresse d'y maintenir une attitude parfaitement loyale et orthodoxe à l'égard du groupe dominant.

Mais, au fur et à mesure, que ces petits notables accédaient à un réel pouvoir économique, ils supportaient de plus en plus mal ce plafond inexorablement placé au-dessus de leurs ambitions.

D'ailleurs, les intérêts de cette bourgeoisie rurale/urbaine ascendante se trouvaient presque toujours en contradiction avec ceux des grands *terratenientes* de Loja qui souhaitaient une société très conservatrice, aussi peu ouverte que possible sur l'extérieur, et qui n'avaient pas de véritable intérêt à envisager une agriculture plus productive et plus dynamique.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, ces contradictions, graves et profondes, trouvèrent une expression de plus en plus nette dans la constitution, au niveau des bourgs et des petites agglomérations rurales, de pôles de pouvoir franchement hostiles à la domination du capital foncier lojan.

On peut suivre cette évolution à travers le processus très particulier que constituait la création de nouveaux cantons (*cantonización*) et de nouvelles paroisses (*parroquialización*).

La plupart de ces créations furent nettement conflictives et s'opérèrent aux dépens du territoire de *latifundios* qui, au départ, n'étaient nullement résignés à l'effacement.

Les bourgs les plus anciens, Catacocha, Cariamanga, Celica, avaient échappé à cette difficulté puisqu'ils s'étaient constitués avant le développement des *haciendas*. Par contre, les agglomérations plus récentes connurent presque toutes la nécessité de conquérir leur territoire avant de pouvoir grandir et se développer.

La fondation de Vilcabamba, à la fin du XVIII^e siècle, est l'un des premiers exemples d'un phénomène qui devait se reproduire bien souvent par la suite, sur un scénario assez simple.

Dans une zone contrôlée par de très grands *latifundios*, des germes d'activité autonome pouvaient apparaître parfois. Cela pouvait survenir, par exemple, à partir de l'occupation illégale d'un secteur négligé par son propriétaire, ou à la suite de l'ouverture d'un front pionnier clandestin à l'intérieur d'un grand domaine mal contrôlé, ou avec l'installation d'un petit noyau de commerçants et d'artisans à la périphérie d'une *hacienda*.

Cette démarche pouvait être favorisée, en sous-main, par un autre *terrateniente* du voisinage, rival du premier, ou par un notable rural, en train de construire son ascension sociale...

De longues procédures étaient alors engagées qui aboutirent quelquefois à des transactions permettant aux "squatters" de racheter les secteurs en litige, grâce aux fonds fournis par les maîtres d'œuvre clandestins.

Un village s'établissait alors, avec son terroir. S'il était bien placé, comme c'était le cas de Vilcabamba, il pouvait alors commencer à drainer l'essentiel du surplus des zones qui, dans le voisinage, échappaient au contrôle direct des *haciendas*. Il prenait de l'importance, devenait bourg, en se structurant autour d'un noyau élargi de commerçants-collecteurs en voie d'accession au statut de notable. Les terres de *haciendas* les plus proches étaient progressivement rachetées pour permettre la croissance de l'ensemble.

Quand apparaissait enfin un petit noyau cohérent de notables, une procédure était lancée, auprès du *Cabildo* de Loja, pour faire accéder la petite agglomération au statut de paroisse civile. Cela lui permettait d'être dotée d'une *Junta Parroquial* grâce à laquelle le petit centre commençait à gérer ses affaires avec une relative autonomie.

Le pas suivant était franchi, lorsque la nouvelle Paroisse, ayant étendu son réseau à d'autres agglomérations plus petites, pouvait entamer la procédure de "cantonisation".

Ce type d'évolution, assez exceptionnel au XIX^e siècle, devait devenir fréquent au début du XX^e siècle, notamment à l'époque où le boom du café permit à la région d'Olmedo et de Chaguarpamba de se détacher du bloc lojan.

C'est ainsi qu'entre 1910 et 1912, huit paroisses nouvelles furent créées:

- . Mercadillo et Olmedo, en 1910
- . Changaimina, Purunamá et Yangana en 1911,
- . Sabiango, Taquil et Lauro Guerrero en 1912

Au même moment (1911), Gonzanamá fut érigé en canton.

(b). La bourgeoisie urbaine.

La catégorie des "blancs citadins" (cf chapitre 1, pp 42-43) avait profondément évolué depuis les XVII^e et XVIII^e siècles.

En schématisant à l'extrême, on peut considérer qu'elle s'était différenciée en deux groupes, très contrastés:

- une bourgeoisie urbaine, composée de privilégiés relatifs, qui ne travaillaient pas de leurs mains, mais exerçaient de multiples fonctions servant plus ou moins directement le groupe localement dominant;

- un petit peuple, aux limites de la misère, durement exploité à la fois par la noblesse et par la bourgeoisie: artisans, domestiques, petits commerçants...

Ces derniers, à la limite de la survie, et assez peu nombreux pour qu'il fût possible au clergé de les encadrer solidement dans des Confréries ou des associations charitables, ne correspondaient alors à aucune force organisée et ne pouvaient faire figure de contre-pouvoir.

La bourgeoisie urbaine, par contre, ne cessa, pendant le dernier tiers du XIX^e siècle, de prendre de l'assurance et d'accumuler des atouts qu'elle pourrait utiliser plus tard.

Au premier rang de ces atouts: l'instruction.

Les principaux établissements d'enseignement n'étaient pas réservés à la noblesse, qui, d'ailleurs, manifesta souvent un certain dédain à leur égard. Les meilleurs élèves étaient fréquemment issus de la petite bourgeoisie urbaine. Devenus adultes, et maintenus dans des rôles subalternes, ils commencèrent à éprouver avec, plus de précision, le sentiment d'une injustice.

Celui-ci allait bientôt être à l'origine d'adhésions nombreuses aux idées Libérales qui savaient, elles, reconnaître le mérite indépendamment de la naissance.

Le second atout majeur de cette bourgeoisie urbaine, encore invertébrée et fragile, venait sans doute de la relative cohésion doctrinale que parvint à susciter, parmi elle, la montée du Libéralisme. La référence à ces idées nouvelles permettait de présenter comme incongrue et moralement injustifiable la pesante et omni-présente domination imposée par la noblesse.

Par contre, la prégnance du système de clientèle, dans lequel chaque "bourgeois" se trouvait profondément englué, interdisait à ces velléités d'insubordination de dépasser le seuil critique.

(c). Vers la fin du XIX^e siècle, le paysannat et les communautés rurales n'apparaissaient à aucun égard comme contre-pouvoir potentiel.

Les dernières *Comunas* fonctionnant encore étaient en voie de dégradation rapide; un processus massif d'acculturation touchait toutes les communautés indigènes, à l'exception de celles du Nord de la Province (Saraguro, Gualiel, San Lucas). Ainsi, s'évanouissaient rapidement tous les éléments qui auraient pu contribuer à maintenir le paysan dans un groupe et lui permettre de mieux faire entendre sa voix.

Seule exception, dans certaines régions très isolées, où apparaissaient des îlots de quasi-anarchie, des leaders surgissaient parfois, capables d'unifier pour un temps le petit prolétariat rural.

Ces *caciques* populaires n'avaient aucune insertion politique nationale, à la différence des véritables *caciques* que nous avons déjà décrits, mais ils avaient, sur place, un énorme prestige qui leur donnait la possibilité de se dresser éventuellement contre l'autorité du groupe dominant. Les plus célèbres d'entre eux furent la fameuse *Chigua* - dont on ne sait si l'existence fut bien réelle, tant les récits la concernant

ont l'apparence de mythes - , le bandit Naùn Briones (cf infra), et, beaucoup plus récemment Cristobal Padilla Cox, personnage étrange qui vécut dans la région de Cariamanga dans les années cinquante et soixante (il mourut accidentellement en 1968).

(d). Les hors-la-loi: *bandoleros* et contrebandiers.

Les origines du *bandolerismo*, dans ces régions austères et semi-désertiques que traversent la frontière entre le Pérou et l'Equateur, sont probablement anciennes.

Il faut sans doute les chercher, initialement, dans les milices armées qu'entretenaient, à l'occasion, certains *caciques* locaux. De graves troubles, d'origine politique, survinrent dans la région, notamment à la fin des années 1850, avant la proclamation du Gouvernement Fédéral autonome de Loja. Ils redonnèrent des raisons d'exister à ces bandes hétéroclites qui se situaient aux confins du grand banditisme et de la milice politique.

Mais ce sont surtout les désordres liés à la montée du Libéralisme qui créèrent les conditions favorables au développement du *bandolerismo*, d'abord avec l'insurrection du Colonel Vargas Torres, en 1885, puis avec la guerre entre Libéraux et Conservateurs, après 1890.

Tout homme localement influent était alors, à la moindre alerte, incité à constituer une *montonera*, une bande. José de la Cuadra décrit très clairement le phénomène.

« *Cualquier gamonal, o individuo que aspira a serlo, decide "levantarse". Reune bajo su mando gente voluntaria, que nunca falta, o su propia peonada; se acoge al nombre del héroe como a una bandera, y se lanza a combatir a las fuerzas regulares en guerra de guerrillas. Si triunfa el pretendiente en todo el país y se trepa al sillón quiteño, el cabecilla de montonera ocupará una situación privilegiada, mientras que sus hombres supérstites regresarán a las casas abandonadas a referir sus hechos de armas; si pasa al revés, regresarán los sobrevivientes acompañados de su glorioso jefe, se internarán en las selvas y se dedicarán al vandalaje. La montonera derivará hacia la cuadrilla de ladrones.* » (J. de la Cuadra, 1937, pp 65-66).

[« *Tout personnage localement influent, ou qui veut le devenir, décide de "se soulever". Il réunit sous son propre commandement des volontaires, qui ne font jamais défaut, ou ses propres employés; il se rallie au nom du héros (un grand leader politique, E.F) comme à un drapeau, et il se lance dans la lutte contre les troupes régulières dans une guerre de guérilla. Si le prétendant triomphe dans tout le pays et monte sur le fauteuil suprême, le chef de montonera occupera une situation privilégiée, pendant que ceux de ses hommes qui ont survécu, rentreront dans leurs maisons abandonnées pour relater leurs faits d'armes;*

si le contraire se produit, les survivants reviendront accompagnés de leur glorieux chef, ils prendront la maquis et ils se consacreront au banditisme. La *montonera* dégènera en bande de délinquants.»]

Les "*cuadrillas de ladrones*" se multiplièrent, dans le Sud de la Province, à partir de 1870/80, en fonction du flux et du reflux des insurrections pro ou anti-libérales. Les lieux s'y prêtaient admirablement, dans un décor rappelant le Far West mythique, où n'existait aucune autorité vraiment établie, de part et d'autre de la frontière.

Le phénomène semble être resté assez longtemps incontrôlé et sporadique, se manifestant par des raids imprévisibles lancés en direction de certains villages ou de certaines *haciendas* isolées, et par des exactions, plus liées aux hasards des rencontres qu'à des plans délibérés. Leur "coup" fait, les bandes se dispersaient et devenaient insaisissables.

Mais, peu à peu, le phénomène semble s'être institutionnalisé. Les bandes se regroupèrent autour d'un petit nombre de chefs naturels, dont le souvenir exerce, aujourd'hui encore, une grande fascination sur la mémoire collective de la province.

Dans la phase ascendante de leur notoriété, les grands *bandoleros* comme "*Pajarito*", Arnaldo Cueva, Naún Briones, les frères Gaona, Timoleón Bustamante..., se comportèrent, d'abord, comme des forces incontrôlées, essentiellement subversives, car ils s'attaquaient en priorité aux richesses visibles, aux pouvoirs établis et à leurs alliés, provoquant des dommages sensibles aux *hacendados* des secteurs les plus exposés, à Alamor, Celica, Macará d'une part, à Amaluza, d'autre part. Il ne leur déplaisait pas, éventuellement, de jouer les redresseurs de torts, et de s'attaquer plutôt à des propriétaires connus pour leurs exactions.

Les *terratenientes* durent d'abord transiger, en acceptant, notamment, une sorte de racket: la tranquillité contre le paiement de taxes régulières.

Quelques-uns d'entre eux surent dépasser cette situation, en parvenant à passer des accords qui aboutissaient à faire de certains *bandoleros* leurs salariés réguliers.

De même, *El Herald* du 31 Janvier 1918 souligne que certains propriétaires avaient tendance à fermer les yeux sur le passé des *colonos* qu'ils recrutaient, dans l'espoir de les utiliser à des tâches *inavouables*.

La presse lojane Libérale de 1900 suggère fortement que Arnaldo Cueva s'était allié aux chefs conservateurs de la région pour harceler le pouvoir Libéral, à Celica, Cariamanga, Alamor, Amaluza.

De même, si l'on en croit le romancier Eliecer Cárdenas, qui s'appuie sur des traditions orales recueillies dans la région, certains *terratenientes* auraient utilisé des *bandoleros* pour mater sans faiblesse les velléités d'indépendance et d'insoumission d'une partie de leur personnel. (E.Cárdenas, 1983).

Quoiqu'il en soit, à l'apogée de leur puissance, entre 1895 et 1918, à peu près, les bandes armées qui sillonnaient le sud et le sud-ouest de la Province, en étaient arrivées à constituer une authentique force d'appoint, avec laquelle les pouvoirs locaux devaient compter.

Le "*bandalaje*" demeura vivace longtemps encore, les derniers grands épisodes à mettre sur son compte étant sans doute, d'une part le pillage de Celica par Timoleón Bustamante et Heleodoro Espinoza en 1928 (*El Obrero Lofano*, 24 Mai 1928), et, d'autre part, la mort "héroïque" de Naún Briones, au début des années trente. Le phénomène devait décliner, par la suite, et dégénérer en vulgaire vol de bétail (principalement dans la région de Saraguro).

Les contrebandiers, beaucoup plus discrets que les *bandoleros* ont constitué, depuis la fin du XVIII^e siècle, une force plus importante sur le plan socio-politique, et, surtout, plus durable, puisqu'elle se prolonge, à l'heure actuelle, avec une intensité nouvelle (cf chap.8).

C'est le monopole royal du commerce de l'écorce de quinquina qui a suscité l'apparition d'une spécialisation contrebandière, en quelque sorte héréditaire, dans certains bourgs et villages frontaliers, admirablement placés pour acheminer le précieux produit hors des circuits officiels (à Cariamanga, notamment).

Les opérations de contrebande supposaient, déjà, une organisation relativement complexe, avec des maîtres d'oeuvre (notables ruraux spécialisés, le plus souvent), des passeurs de diverses catégories, des correspondants au Pérou et, plus tard, lorsque fut créée la Douane de Macará, un ensemble de complicités sûres dans l'Administration.

On ne pouvait donc pas s'imposer contrebandier. Il fallait une véritable spécialisation fondée sur l'existence de réseaux très solides et souvent très anciens.

Le XIX^e siècle ne fut pas une très bonne période pour les contrebandiers, dans la mesure où la faiblesse de la réglementation ne laissait pas place à de gros profits. La situation, nous le verrons, devait changer à la fin du XIX^e et dans les premières années du XX^e siècle.

Ainsi, les activités de contrebande ont permis le développement d'une variante améliorée du modèle normal d'enrichissement des notables ruraux, marquée par l'importance des capitaux accumulés et leur utilisation sur un circuit échappant largement au système principal.

Conclusion du chapitre 1.

LES DYNAMIQUES DU SYSTEME POLITIQUE LOJAN ET LES CONDITIONS DE SA
REPRODUCTION.

Le pouvoir local et régional de la noblesse lojane se trouvait assis sur des bases particulièrement solides.

(A). Il s'appuyait, d'abord, sur une organisation économique régionale qui lui permettait de contrôler l'essentiel du produit régional net, directement (production des grandes *haciendas*), ou indirectement (financement, au moins partiel, de la plupart des activités productives lucratives, y compris les plus intéressantes d'entre elles, liées au commerce avec le Nord du Pérou)).

La noblesse utilisait ses revenus pour:

- . soutenir un niveau élevé de consommation, faisant une part à l'importation de produits de luxe,
- . alimenter et réalimenter les circuits économiques régionaux et internationaux,
- . entretenir et développer les réseaux de clientèle, à travers tout un ensemble de cadeaux et de dépenses ostentatoires (notamment dans le cadre des Confréries).

Sous un angle strictement économique, la principale faiblesse du système provenait du niveau extrêmement bas, voire de la nullité des investissements productifs. L'argent gagné, en effet, n'était que très exceptionnellement réintroduit dans la *hacienda*, et l'idée de rechercher une amélioration de la productivité était tout-à-fait étrangère aux *terratenientes* lojans du XIX^e siècle.

La noblesse lojane n'était pourtant pas insensible à l'intérêt représenté par l'innovation.

Une briquetterie moderne fut construite en 1875 par un membre de la famille Riofrío, une fabrique de bière en 1883, un moulin à blé mû à la vapeur en 1893, et...l'éclairage électrique, dont Loja bénéficia dès 1897, bien avant la plupart des grandes villes d'Amérique Latine. De même, José Miguel Carrión avait effectué, dès 1883, des tentatives pour améliorer la fabrication du sucre dans son *hacienda* de La Palmira (1).

Mais il s'agissait plus de curiosités, dans le domaine industriel, que d'une volonté délibérée de transformer les systèmes de production.

Cette habitude n'eut guère de conséquences au début du XIX^e siècle, dans un pays qui sortait lentement d'une dure crise politique et économique. Elle devait, par contre, avoir des effets absolument désastreux à

(1). Cf un article intitulé "*Datos verídicos para una monografía*" in *El Heraldo*, Loja, n°247 (Juillet 1920) à 253 (Septembre 1920).

la fin du XIX^e siècle, à une époque où le reste du pays entreprenait un important effort de modernisation et de décloisonnement, dont Loja allait se trouver totalement exclue.

En tout état de cause, la noblesse continua à s'enrichir au cours du XIX^e siècle, à un rythme plus lent qu'aux XVII^e et XVIII^e siècles, certes, mais de façon sûre et constante.

Cet enrichissement s'est surtout marqué par une augmentation significative de son patrimoine foncier (grâce aux prêts gagés sur la terre) et immobilier, la construction de maisons d'habitation devenant, à la fin du XIX^e siècle, l'un des meilleurs placements possibles, grâce, surtout, au prix très bas de la main d'oeuvre.

(B). Le pouvoir de la noblesse lojane reposait ensuite sur un système politique assez remarquable, qui bénéficiait

. d'abord de la non-ingérence quasi-absolue du gouvernement central dans les affaires locales,

. ensuite d'une alliance particulièrement étroite et efficace avec les institutions ecclésiastiques qui prenaient notamment à leur charge toute la production idéologique nécessaire à la reproduction du système.

*

Malgré une situation qui pouvait paraître extrêmement favorable, le XIX^e siècle a vu se développer des facteurs inquiétants pour l'hégémonie du groupe dominant.

En particulier, le tissu social régional, qui était, vers 1850, presque continu et homogène, solidement fixé sur les points forts constitués par les haciendas, a commencé à se consteller de trous qui n'ont cessé de s'aggrandir, autour d'unités de pouvoir paroissial et/ou cantonal liées à une bourgeoisie rurale émergente.

Au-dessus d'un certain seuil, c'est la trame même du tissu qui pouvait être mise en cause.

*

En fait, pour se reproduire sous sa forme du moment, le pouvoir local de la noblesse dépendait d'un certain nombre de conditions nécessaires, relatives:

- . à l'accumulation du capital,
- . au contrôle de la main d'oeuvre,
- . à la continuité des conditions d'isolement politique de la région.

a) Les conditions relatives à l'accumulation du capital.

Pour le bon fonctionnement du système, la noblesse devait disposer d'un certain monopole local du capital.

L'émergence, sur place, de nouveaux pôles d'accumulation n'était guère vraisemblable dans la mesure où aucune activité nouvelle hautement rentable, échappant à la noblesse, n'était susceptible d'apparaître dans un avenir prévisible.

Le capital extérieur, par contre, présentait un réel danger. Il aurait pu provenir du Nord-Pérou, de Guayaquil ou de Cuenca.

Les maisons de commerce péruviennes paraissent avoir eu quelques ambitions: à certains moments, la maison Hilbick, de Piura, se permit même de financer la réalisation de certains travaux importants (un pont sur le río Santa Rosa) pour accélérer le commerce entre les deux régions.

Mais ce ne furent sans doute que des velléités, car il pouvait être imprudent de risquer des investissements importants de l'autre côté d'une frontière particulièrement sensible.

Le capital en provenance de Guayaquil a pu être maintenu strictement à l'écart. Ou, plus exactement, il a limité ses efforts de pénétration aux marges de l'espace lojan, à la zone du cacao et à une partie de la zone du café (Piñas et Zaruma).

Il constituait, cependant, un danger potentiel considérable en raison de la disproportion des forces en présence qui opposaient les puissantes maisons commerciales de Guayaquil au médiocre capital foncier lojan.

Loja a sans doute dû sa préservation à l'état de ses voies de communication, qui décourageait tout projet raisonnable d'intervention au niveau du collectage des produits locaux.

Quant au capital en provenance de Cuenca, il était d'origine foncière, beaucoup plus que commerciale, et la noblesse lojane était beaucoup mieux préparée à en contrôler efficacement les interventions expansionnistes.

b). les conditions relatives au contrôle de la main d'oeuvre.

Les grands propriétaires manquaient chroniquement de main d'oeuvre: la production - et donc la rente prélevée - dépendait du nombre de travailleurs, puisqu'on ne recherchait pas les gains de productivité, et toutes les haciendas de la région, très sous-utilisées, auraient pu recruter un grand nombre d'arrimados supplémentaires. De sorte que ceux-ci se trouvaient dans une relative position de force pour négocier avec les terratenientes:

"La baja densidad y la poca oferta de trabajadores para las haciendas influye en la capacidad de negociación de los campesinos lojanos: "los indígenas amparados por la Ley, se han

convertido a la presente en peones errantes que pasan de mano en mano, lo menos tres o cuatro veces a la semana; de cada patrón exigen un aumento de deuda, que da por resultado la deuda segura de los capitalistas y la inmoralidad más grande de parte de los jornaleros". (M.Chiriboga, 1980, citant un extrait de El 6 de Marzo, Quito, 1855).

[« Les faibles densités et l'offre de travail très limitée pour les haciendas influent sur la capacité de négociation des paysans lojans: "les indigènes, protégés par la Loi, se sont transformés, à l'heure actuelle, en peones vagabonds, changeant de patron au moins trois ou quatre fois par semaine; ils exigent de ceux-ci une augmentation de leur dette, ce qui a pour résultat d'endetter sûrement les capitalistes et de conduire les journaliers à la plus grande immoralité". »]

Cette situation, tout-à-fait anormale par rapport au reste de la Sierra, était, par contre, peu différente de celle que connaissait généralement la Costa, elle-aussi frappée par une pénurie chronique de main d'oeuvre qui plaçait celle-ci en relative position de force.

Les pouvoirs locaux lojans devaient intégrer cette particularité dans leurs stratégies.

En premier lieu, il importait de limiter toutes les fuites possibles de main d'oeuvre vers l'extérieur. Le danger potentiel constitué par l'Amazonie et par les nouvelles plantations de cacao qui s'ouvraient autour de Machalá et sur le littoral. Seule la nullité des voies de communication s'opposait encore aux départs.

En second lieu, pour que les paysans n'en viennent pas à constituer un groupe de pression, ils devaient demeurer identiques à eux-mêmes, c'est-à-dire isolés, peu solidaires, enclins à se déplacer individuellement dans leur quête d'un travail. Sur ce point, la situation devait demeurer très favorable aux propriétaires fonciers durant tout le XIX^e et une grande partie du XX^e siècle, toutes les tentatives spontanées d'association de paysans, de regroupements pour la présentation de revendications étant alors sévèrement réprimées, avec, parfois même, un recours à la violence préventive (grâce, notamment, à l'intervention des *bandoleros*).

c). Les conditions relatives au monopole de la gestion des affaires publiques locales.

L'isolement de la région était l'une des conditions essentielles à la non-ingérence du pouvoir central dans les affaires locales.

On peut sans doute voir dans cette nécessité l'une des sources de la fidélité patriotique intransigeante manifestée par la noblesse lojane à l'égard de l'Equateur. Elle n'avait, bien sûr, rien à gagner à dépendre d'une autorité politique dont les bases avancées auraient été situées à Piura, alors que Quito demeurait à plusieurs semaines de voyage.

Par ailleurs, les contre-pouvoirs qui émergèrent au cours du XIX^e siècle, constituaient plus des menaces potentielles qu'un véritable danger immédiat. Le risque le plus pressant venait de la bourgeoisie rurale ascendante, solidement ancrée sur les pôles autonomes de pouvoir que tendaient à devenir les gros bourgs de la région.

*

En définitive, ces conditions, mises bout à bout, conduisaient à souhaiter une société locale présentant un certain nombre de caractéristiques nécessaires au maintien du *statu quo* politique et social: la société lojane devait impérativement demeurer conservatrice, hostile aux innovations, et résolument cléricale pour maintenir le remarquable contrôle de l'idéologie dominante instauré par les institutions ecclésiastiques.

La contradiction principale de cette société provenait sans doute du fait qu'elle devait institutionnaliser ces blocages à une époque où, justement, tout bougeait en Equateur, sous l'effet de puissantes dynamiques développant leur action à l'échelle continentale.

Dans cette perspective, l'isolement n'était plus un handicap imposé par une nature hostile, mais l'une des clés essentielles de la reproduction du système.

Pourtant, la situation de Loja par rapport au reste de l'Equateur n'était pas véritablement exceptionnelle. Le pays, vers la fin du XIX^e siècle, était encore extrêmement compartimenté. Il n'existait pas d'espace économique national unifié, ni de véritable idée d'un Etat centralisé.

Des économies régionales très particularisées et marquées par des relations sociales spécifiques, voyaient se dérouler des luttes locales opposant classes et groupes selon des modalités souvent originales et dans leur espace géographique clos.

La *hacienda* demeurait la clé du système, à Loja comme ailleurs, noyau élémentaire d'une société localiste qui intégrait les groupes paysans en les maintenant entièrement hors des structures du pouvoir local.

Par rapport à ce modèle dominant, la spécificité de Loja provenait:

- . de son articulation originale avec le Nord du Pérou,
- . de son isolement extrême par rapport au reste de l'Equateur,
- . de la nécessité, dans laquelle se trouvait le groupe dominant de maintenir cet isolement pour assurer la pérennité du système.

*

L'équilibre stable obtenu dans ces conditions allait, dès la fin du XIX^e siècle, commencer à subir de fortes atteintes qui devaient conduire très lentement, tout au long du XX^e siècle, à une progressive déstabilisation du système.

En acceptant un certain schématisme, on peut considérer que la fin des années soixante et le début des années soixante-dix (la décennie 1968-1978, pour simplifier) ont marqué un changement décisif dans l'adaptabilité du système local de pouvoir.

Avant cette date, la montée de nouveaux contre-pouvoirs (1) a eu des effets très profonds; elle a suscité des périodes parfois longues d'incertitude et d'instabilité débouchant sur des changements importants et irréversibles.

Mais, au prix d'ajustements, de certaines concessions, de réorientations souvent arrachées dans une atmosphère de crise, le groupe localement dominant a toujours réussi à rétablir l'équilibre du système sans perdre sa position privilégiée, à reproduire de façon stable les principaux éléments constitutifs de son pouvoir local (2).

Après 1968-1978, les nouvelles offensives (3) subies par le système ont conduit à sa déstabilisation définitive et, en particulier, ont provoqué l'éclatement du groupe qui avait jusqu'alors réussi à se maintenir localement au pouvoir en tant que tel.

*
* *

(1). Parmi ces contre-pouvoirs nous étudierons dans un ordre à tendance chronologique les institutions Libérales (chap.2), les classes moyennes (chap.3), les nouvelles populations urbaines marginalisées (chap.4).

(2). Nous présenterons dans un chapitre 5 les conditions de ces ajustements et de ces réorientations

(3). Nous nous intéresserons plus particulièrement aux effets locaux de la Réforme Agraire (chap.6) et au retour de l'Etat sur la scène lojane (chap.7).

Chapitre 2.

LA REVOLUTION LIBERALE

ET

LA MISE EN OEUVRE D'UN PROJET LIBERAL DE SOCIETE.

S1. La Révolution Libérale à Loja.

- 1.1). La Révolution Libérale.
- 1.2). Le projet Libéral de société.

S2. Le projet politique Libéral et son application à Loja.

- 2.1). Les tentatives pour la mise en place d'un nouvel appareil local d'Etat.
- 2.2). La mise en place des instruments du contrôle politique de la région.
- 2.3). Les ingérences directs de l'Administration dans les affaires régionales: l'Etat allié des paysans contre les autorités locales.

S3. Le projet économique Libéral et son application à Loja.

- 3.1). La transformation des rapports de production: du *concertaje* à l'*arrimazgo*.
- 3.2). La restructuration de l'espace économique régional.
- 3.3). Le développement du commerce régional.

* Conclusion du chapitre 2.

*
* *

*
* *

* Note terminologique. Pour suivre un usage généralement établi dans les travaux portant sur l'histoire de Loja, nous avons jusqu'ici désigné le groupe localement dominant sous le terme de "noblesse". A partir du XX^e siècle, les auteurs parlent plutôt d'"aristocratie" ou d'"oligarchie". Nous préférons le terme de "micro-oligarchie", utilisé par L.Ojeda dans son étude sur Milagro (L.Ojeda, 1979a, 1979b, 1983) en nous référant aux définitions suivantes.

Nous appelons ici "oligarchie" un groupe social dont la cohésion repose sur une communauté d'intérêts économiques, et, accessoirement, sur des relations de parenté ou d'alliance, et qui contrôle, directement ou indirectement, les facteurs de production les plus importants. Les richesses ainsi créées sont utilisées à son profit exclusif.

Lorsque le terme concerne un groupe dont les activités s'exercent à l'intérieur de limites géographiques restreintes (une ville, une petite région), on préférera le terme de micro-oligarchie, qui permet d'éviter les connotations diverses liées à l'idée d'oligarchie. On parlera donc, à la suite de A.Guerrero, d'une "oligarchie du cacao" (groupe social principalement basé à Guayaquil, mais dont le pouvoir et les ramifications s'étendent sur l'ensemble de l'Equateur), et d'une micro-oligarchie de Loja ou de Cuenca.

Nous appellerions "micro-oligarchie", un groupe social restreint, composé d'un petit nombre de familles et vivant principalement dans un même lieu, dont la cohésion repose sur la détention de traditions familiales communes, sur l'héritage d'un comportement de caste et sur un réseau fermé d'échanges matrimoniaux. Le pouvoir économique du groupe repose sur le contrôle des facteurs de production les plus importants sur le plan local (la terre à Loja au XIX^e siècle et dans la première moitié du XX^e) et, le plus souvent, sur la constitution de réseaux de clientèle qui permettent un contrôle efficace de la vie politique locale.

*
* *

98'

L'isolement de Loja l'avait maintenue à l'abri des fortes turbulences de la vie politique nationale. L'écho de celles-ci parvenait, très atténué, plusieurs semaines après, par l'intermédiaire des organes de la presse locale, qui, de toutes façons, n'étaient lus que par une minorité de lettrés.

Mais, dans le dernier quart du XIX^e siècle, les troubles liés à la montée du Libéralisme embrasèrent l'ensemble de l'Equateur. Loja, cette fois, ne put échapper à la tourmente.

Le jeune Colonel Luis Vargas Torres avait été, au début de 1886, l'un des principaux leaders des *montoneros* qui avaient "pris le maquis" dans la province d'Esmeraldas, à l'extrême Nord du pays.

Pour donner une nouvelle dimension à son action, il se rendit à Lima afin d'y rencontrer Eloy Alfaro, le grand leader libéral, qui s'y trouvait en exil.

Il entreprit alors de pénétrer dans le Sud de l'Equateur, avec quelques hommes armés. Le 28 Novembre, à Catacocha, il lançait une proclamation contre le Gouvernement et un appel général à l'insurrection. Le 2 Décembre, il traversa Loja, où il recruta quelques volontaires parmi les jeunes "intellectuels" de la ville (c'est-à-dire parmi les grands élèves du Collège B. Valdivieso), puis il continua son avance vers le Nord.

Le 7 Décembre, le Général Vega, à la tête de l'armée régulière et des volontaires favorables aux Conservateurs, reprenait Loja après avoir intercepté Vargas Torres. Celui-ci devait être fusillé quelques jours plus tard, à Cuenca.

Cette fois, les événements furent directement et fortement ressentis à Loja, car de jeunes citoyens de la ville trouvèrent la mort aux côtés du Colonel Libéral. Pourtant, ces affrontements exprimaient des conflits, des rapports de force, des enjeux qui demeuraient encore étrangers à la région, et dont le théâtre véritable se situait à Quito et Guayaquil.

La victoire finale d'Eloy Alfaro et des Libéraux "radicaux" consacra le triomphe de la bourgeoisie agro-exportatrice de la Costa, enrichie dans la production et le commerce du cacao. Les *terratenientes* de la Sierra qui, jusqu'alors, avaient détenu les rênes de l'Etat, subirent ainsi une cinglante défaite dont la portée parut, d'emblée, considérable.

Le succès des "oligarques du cacao" fut ressentie, à Loja, comme un événement insolite. Il y existait, certes, une petite bourgeoisie commerçante qui pouvait avoir quelques sympathies pour l'essor Libéral, et quelques intellectuels qui éprouvaient de l'intérêt pour l'idéologie du mouvement, mais, de toute évidence, les puissances économiques et

financières de Guayaquil ne défendaient pas les mêmes intérêts et n'avaient pas les mêmes stratégies.

Les nouvelles institutions mises en place par le pouvoir Libéral parurent étrangement plaquées, incongrues, même, dans une région où les grands propriétaires fonciers gardaient tous les attributs de leur toute-puissance.

La première émotion passée, le système socio-politique local allait reprendre le cours normal de son fonctionnement, avec un minimum d'altérations.

Alors que partout ailleurs, en Equateur, les *terratenientes* se virent atteints dans beaucoup de leurs privilèges, la micro-oligarchie lojane put conserver tous ses atouts sans avoir à faire de concessions majeures.

De même, les graves conflits qui, après 1911-1912, opposèrent entre elles certaines fractions de la bourgeoisie agro-exportatrice, demeurèrent inintelligibles à Loja. Les théâtres des opérations étaient d'ailleurs situés à l'extrême Nord du pays, et les lojans de tous bords restèrent profondément étrangers aux événements.

Loja, par contre, se sentit plus concernée par la révolution de Juillet 1925, dite *Revolución Juliana*. Celle-ci exprimait de profondes oppositions d'intérêts entre, d'une part, les petites et moyennes bourgeoisies nationales, et, d'autre part, la "ploutocratie" du cacao.

Or, les classes moyennes avaient pris un singulier essor à Loja, en quelques années (cf chap.3). A tel point que l'on put, un moment, entrevoir le risque d'un affrontement direct avec la micro-oligarchie. Certains thèmes de la lutte anti-ploutocratique pouvaient être repris, tels quels, dans la lutte anti-oligarchique qui s'esquissait à Loja.

Par ailleurs, l'homme fort du régime de Juillet, Isidro Ayora, était lojan. Ses origines familiales, aux confins de l'aristocratie foncière (sa mère appartenait à la grande famille des Cueva) et de la haute bourgeoisie ascendante (son grand-père était un avocat connu, son père un médecin, et il fut, lui-même, un médecin d'avant-garde), le rendaient très représentatifs de ce qui aurait pu devenir une nouvelle classe dominante lojane, héritière de la micro-oligarchie, mais en rupture avec son comportement conservateur et sclérosé.

En fait, la grande nouveauté apportée par la révolution de Juillet concernait l'avènement d'une conception moderne de l'Etat. Elle annonçait, en même temps, le nouveau rôle tenu, au plan national, par des classes moyennes devenues de plus en plus nombreuses, et de moins en moins résignées au rôle secondaire dans lequel on les confinait.

Nous nous attacherons plus particulièrement, ici, à situer l'impact de la révolution Libérale sur les institutions lojanes et sur les grandes données économiques et sociales régionales.

S1. LA REVOLUTION LIBERALE A LOJA ET LE PROJET LIBERAL DE SOCIETE.

Les idées Libérales avaient pénétré précocement à Loja, malgré la sévérité du contrôle exercé sur la diffusion des idées par le bloc Conservateur-clérical.

Ce fut d'abord par l'intermédiaire d'individus isolés, notamment des fils de grandes familles qui, tel Miguel de Riofrío (1822-1881), avaient reçu une éducation non-conformiste à l'étranger.

Mais, à Loja même, le système traditionnel d'éducation avait laissé apparaître quelques failles. Le *Colegio La Unión* avec son enseignement moderniste et ses idées Fédéralistes, puis le Collège Bernardo Valdivieso, avec quelques professeurs imbus de culture française révolutionnaire, ne donnèrent pas toujours, loin s'en faut, un enseignement parfaitement orthodoxe.

Mais c'est surtout la presse qui joua un rôle déterminant dans la diffusion locale des idées nouvelles.

"He visto los números de La Federación que Vd se ha dignado enviarme, y me hago cargo que los editores piden la abolición de la pena de muerte, la libertad ilimitada de la prensa, la descentralización, etc., como el hijo pródigo pedía a su padre la herencia para disiparla y arruinarse. Estas doctrinas granadinas han sentado bien en la juventud lojana; y el Doctor Miguel Riofrío estará satisfecho al ver que su propaganda ha echado raíces en su patria". (lettre du Père Solano, envoyée de Cuenca en 1860, citée par M.A. Rodriguez, 1948, p.11).

[« J'ai vu les numéros de "La Fédération" que vous avez bien voulu m'envoyer, et je me rends compte que les éditeurs demandent l'abolition de la peine de mort, la liberté illimitée de la presse, la décentralisation, etc., comme le fils prodigue qui demandait à son père son héritage pour le dilapider et se ruiner. Ces doctrines "grenadines" (c'est-à-dire venues de "Nouvelle-Grenade", la Colombie actuelle, E.F.) ont reçu un bon accueil dans la jeunesse de Loja; et le Docteur Miguel Riofrío sera satisfait de voir que sa propagande a pris racine dans sa patrie. »]

Sur le modèle de *La Federación*, la presse locale se nourrissait avec passion des polémiques liées à la propagation des idées Libérales.

Après 1861 et avant 1895, on ne compte pas moins de vingt-sept titres de journaux, revues, publications diverses, à périodicité plus ou moins régulière et qui n'eurent, parfois, qu'une existence éphémère (cf les annexes du chap.2).

Leur qualité était souvent réelle, et certains des rédacteurs connurent ultérieurement la notoriété, comme Manuel Benigno Cueva, futur Vice-Président de la République et rédacteur de El Fénix (1886), puis de El Patriota (1888).

Dans un genre différent, mais avec une efficacité comparable, diverses revues littéraires (presque toutes construites autour d'un noyau de professeurs de Lettres et d'élèves ou d'anciens élèves du Collège B. Valdivieso) eurent, en leur temps, beaucoup de succès. A travers elles les jeunes lojans s'initiaient à des courants littéraires, à des mouvements d'idées, à une esthétique et une philosophie modernes. Dans le cadre de la relative effervescence intellectuelle ainsi entretenue, des livres étrangers étaient importés, lus, commentés, imités... Le carcan idéologique maintenu par un enseignement religieux encore monolithique commençait ainsi à être sévèrement contesté.

De cette manière, les plus cultivés, parmi les jeunes lojans, étaient confrontés, au moins pendant leurs années d'études, à certaines idées "nouvelles", et les révoltes de l'adolescence contre une société particulièrement bloquée pouvaient s'exprimer sur ce registre.

La situation politique équatorienne était, alors, passablement embrouillée, car les idées "progressistes" s'étaient frayées un chemin au sein même du Parti Conservateur. Une tendance à l'intérieur de celui-ci fit son apparition, à partir de 1884, sous le nom paradoxal de Parti "Conservateur Progressiste" ou, parfois, de Parti "Libéral Catholique" (cf O.E.Reyes, 1977, II et III, pp 176-180).

En très résumé, les Conservateurs accusaient les Libéraux d'impiété et de Jacobinisme. Ils pensaient que la société équatorienne avait besoin d'évoluer, mais que cela ne devait pas se faire sous la pression de la populace. García Moreno, leur grand homme, avait très clairement proclamé que les lois ne suffisaient pas à gouverner un pays tel que l'Equateur: un homme providentiel, c'est-à-dire inspiré par Dieu, pouvait être amené à s'affranchir d'une soumission trop étroite à la Loi, et, dans ce cas, il n'avait de compte à rendre qu'à Dieu.

Les "Conservateurs-Progressistes" reconnaissaient l'autorité du Pape et de l'Eglise, redoutaient toute subversion révolutionnaire et souhaitaient l'ordre. Mais ils prêchaient la tolérance politique et le légalisme républicain. Ils étaient anti-militaristes et opposés au principe même d'une dictature.

Les Libéraux accusaient leurs adversaires de cléricalisme, de mépris pour l'Indépendance nationale (1), d'obscurantisme et de préférence pour la tyrannie aux dépens de la démocratie.

(1). Sur ce point, ils se référaient au Concordat conclu avec le Vatican par García Moreno, et à la francophilie de ce dernier qui l'avait conduit à demander à la France (Napoléon III) d'exercer une sorte de protectorat sur l'Equateur).

Le Libéralisme-Radical, à l'extrême-gauche, était anti-clérical; il souhaitait l'abolition de la peine de mort pour les délits politiques, la liberté et la tolérance religieuses, une politique de protection sociale, la laïcité de l'enseignement et la reconnaissance des valeurs démocratiques (cf O.E.Reyes, op.cit. p.194).

Ces débats avaient de multiples échos à Loja, dans la presse et dans des clubs qui commençaient, alors, à apparaître. L'opinion localement dominante craignait, semble-t-il, les excès possibles de la volonté centralisatrice du Conservatisme de García Moreno. Par contre, un assez large consensus s'exprimait, au moins dans une partie de la presse, autour de points de vue très proches de la tendance progressiste du Parti Conservateur.

En tout état de cause, les élections de 1888 portèrent à la Présidence de la République, A.Flores Jijón qui incarnait assez bien cette dernière tendance.

La Révolution commença le 5 Juin 1895 par un *pronunciamento* Libéral-Radical dans la ville de Guayaquil; le Général Eloy Alfaro fut proclamé, par ses partisans, Chef Suprême de la République. A La tête de ses troupes, il devait remporter plusieurs victoires sur les forces gouvernementales et conservatrices. Son entrée à Quito, en Aout 1895, marqua le début d'une période politique entièrement nouvelle pour l'Equateur.

Le 26 Juin 1895, la garnison de Loja se souleva pour appuyer le *pronunciamento* alfariste. La principale personnalité du Libéralisme local, Manuel Benigno Cueva, fut désigné comme Chef Civil et Militaire de la Région. Après de durs combats, Loja fut reprise par les troupes conservatrices du Général Vega, le 27 Juillet 1895. Les Libéraux, sous le commandement d'Augusto Espinoza, reprirent le dessus le 3 Septembre 1895.

La nouvelle de la victoire d'Eloy Alfaro ne fut connue à Loja que le 15 Septembre .

La situation fut, alors, longue à se stabiliser. Affrontements et tueries se succédèrent en 1896 et 1897, à Celica, Catacocha, "Potrerillo", "La Palestina", Colaisaca... (cf *El Herald*, n°36, 9 Août 1916). Les bandes adverses ne faisaient guère de prisonniers, et les exécutions sommaires se succédèrent. Le 10 Janvier 1898, cependant, à Sabiango, les alfaristes remportèrent la victoire décisive qui mit un terme aux opérations militaires.

Dès lors, la situation allait être à peu près contrôlée par les Libéraux.

La presse de l'époque fait apparaître l'affrontement comme celui des forces du Bien contre celles du Mal.

Pour la presse Libérale, le nouveau pouvoir était l'émanation d'un mouvement populaire et progressiste, qui se trouvait en butte à la malveillance de l'obscurantisme et du cléricalisme.

La presse Conservatrice, de son côté, utilisait, dans la polémique, un ton dont la violence surprend aujourd'hui. Les Libéraux y sont décrits comme l'incarnation du Mal, comme les agents de Satan, voire comme Satan en personne (cf les éditoriaux de El Lábaro, entre 1887 et 1894, sous la signature de Daniel de Jesús Ojeda, et, surtout, du très éphémère et très violent, El Rayo, dont quelques numéros furent imprimés dans la clandestinité en 1895).

Les succès des Libéraux paraissent avoir surpris la majorité des lojans et provoqué des réactions quasiment désespérées. Les appels à la résistance violente se multiplièrent. Des prêtres, des religieux prirent les armes pour défendre les lieux de culte. Lorsque Loja tomba enfin, le 3 Septembre 1895, on s'attendit à un bain de sang et tous ceux qui le purent cherchèrent leur salut dans la fuite en direction de lointaines maisons de *hacienda*.

C'est dans une ville traumatisée et frappée de stupeur que les autorités Libérales durent tenter de s'imposer et de jeter les bases de nouvelles structures administratives.

Les sources actuellement disponibles ne donnent aucune indication quantitative. On peut cependant supposer que, s'il existait d'assez nombreux "sympathisants" parmi la jeunesse intellectuelle de la ville, il ne devait y avoir qu'un très petit nombre de véritables militants Libéraux, dans une société où une telle affiliation avait quelque chose de blasphématoire, et compromettait gravement l'avenir professionnel et social.

La victoire Libérale favorisa donc l'apparition sur la scène politique locale d'hommes neufs, souvent très jeunes, n'appartenant pas directement à la micro-oligarchie, ni à l'un de ses réseaux de clientèle.

Manuel B. Cueva était né en 1843; il avait été formé au Collège La Unión, puis "au" Bernardo Valdivieso; docteur en droit de l'Université de Quito, avocat à Cuenca, il était revenu à Loja à partir du début des années 1880. Il devait devenir Président de l'Assemblée Constituante en 1895, puis Vice-Président de la République.

Parmi les autres personnalités Libérales, Agustín Cueva, le fils du précédent, qui sera député de Loja à vingt-et-un ans, Vicente Paz, écrivain et journaliste de talent, Manuel Rengel, écrivain d'envergure nationale... La plupart d'entre eux étaient jeunes ou très jeunes, beaucoup plus cultivés qu'on ne l'était généralement dans leur milieu; ils venaient souvent de bourgs ruraux de la province: Manuel Rengel venait de Macará, les Paz de Cariamanga... Ils incarnaient assez bien une certaine bourgeoisie rurale dont l'itinéraire d'ascension sociale passait par Loja, par la Culture, et, grâce au Libéralisme, par la politique.

C'est, en définitive, un petit groupe de jeunes hommes courageux mais sans expérience, idéalistes, cultivés et intelligents, mais sans doute très peu intégrés dans les réalités lojanes, qui eurent la lourde tâche de faire passer dans la réalité un projet Libéral de société, qui n'était pas conçu, en fait, pour une société aussi particulariste que celle du Loja de la fin du siècle.

*
* *

La révolution Libérale marquait l'avènement -au plus haut niveau de la sphère politique nationale- de la bourgeoisie agro-exportatrice de Guayaquil, qui avait dû, jusqu'alors, accepter l'hégémonie de la vieille aristocratie foncière latifundiste de la Sierra.

Cette bourgeoisie agro-exportatrice, pour réaliser ses ambitions, avait besoin de rompre l'isolement du pays et de promouvoir un capitalisme équatorien.

Dans cette perspective, l'Etat Libéral devait impérativement créer et consolider les bases politiques et idéologiques permettant le développement de ce capitalisme local et son articulation au marché mondial. L'Etat latifundiste était insuffisamment structuré, peu centralisé, enclin à déléguer une partie trop importante de ses pouvoirs aux oligarchies locales.

Il convenait donc de casser les structures politiques quasi-féodales, héritées du passé, pour les remplacer par des institutions favorisant une démocratisation du pays.

Les nouvelles options politiques pouvaient se résumer dans les thèmes suivants:

- . démocratisation à l'européenne,
- . laïcité de l'enseignement,
- . séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Sur le plan économique, l'objectif majeur consistait à créer une véritable unité nationale, intégrant en un seul marché toutes les régions et les sous-régions, jusqu'alors drastiquement compartimentées. Une division géographique des tâches s'esquissait, sur des bases naturelles, entre une Costa prédestinée aux activités d'exportation (cacao, café, ivoire végétal, caoutchouc...) et une Sierra plus apte à produire pour la subsistance du pays.

Il convenait donc de moderniser l'économie, de développer les voies de communication (et particulièrement le chemin de fer de Quito à Guayaquil, élément-clé pour fondre Sierra et Costa en une seule unité), et de favoriser le libre-échange au niveau extérieur.

Vus à travers la situation spécifique de Loja, ces objectifs prirent une coloration très particulière.

La démocratisation des institutions impliquait, à Loja, la mise en place d'un appareil d'Etat aussi indépendant que possible de la micro-oligarchie.

Quant à la laïcité et à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, elle impliquait, dans le contexte local, une véritable révolution, et la remise en cause d'un système profondément enraciné dans l'ensemble des institutions et des consciences.

Les objectifs économiques Libéraux impliquaient, quant à eux, une profonde transformation des rapports de production, la restructuration et l'ouverture de l'espace régional, et le développement du commerce, à l'intérieur et à l'extérieur de la région.

S2. LE PROJET POLITIQUE LIBERAL ET SON APPLICATION A LOJA.

La tâche à accomplir était considérable et paraissait démesurée pour la poignée de jeunes Libéraux lojans confrontés à d'énormes "pesanteurs" sociologiques et institutionnelles. Les premiers résultats ne furent guère spectaculaires et les groupes localement dominants n'eurent pas beaucoup de mal à venir à bout de la menace Libérale, du moins sous ses aspects strictement politiques.

Le projet politique Libéral revêtait des aspects très divers. Au niveau de Loja, il s'est surtout exprimé par la recherche de trois objectifs.

- . le nouveau pouvoir a d'abord tenté de mettre en place un véritable appareil local d'Etat, apte à obéir aux ordres venus de Quito;

- . il a ensuite tenté d'installer des mécanismes électoraux susceptibles d'assurer la continuité du contrôle politique local en dépit de l'hostilité manifestée par la majorité du corps électoral;

- . il a, enfin, choisi de s'immiscer dans les affaires locales, de façon à arbitrer divers problèmes et conflits locaux, dans un sens parfois contraire aux intérêts de la micro-oligarchie.

2.1). La mise en place d'un nouvel appareil d'Etat.

2.1.1). Les nouvelles structures du pouvoir local.

L'une des premières mesures prises par le gouvernement d'Alfaro après le triomphe de 1895, fut de mettre à la tête des provinces des Gouverneurs entièrement dévoués au Libéralisme.

Leur tâche s'annonçait particulièrement délicate. Dans de nombreuses régions de la Sierra, il s'agissait d'imposer un ordre nouveau, alors que l'ordre ancien n'était nullement détruit, et qu'il

donnait, même, de multiples preuves de sa vitalité. La fonction de Gouverneur s'en trouva fortement revalorisée, et fut, dès lors, attribuée à des hommes de tout premier plan.

A Loja, ce'est Manuel B. Cueva qui, tout naturellement, reçut le premier cette responsabilité. Appelé à des fonctions plus importantes (présidence de l'Assemblée Constituante), il fut remplacé, de 1896 à 1898, par Julio Arias, futur Ministre de l'Instruction Publique du Gouvernement de Leonidas Plaza. On trouve, parmi les autres titulaires du poste: Luis F. Jaramillo (1913) futur député, et sénateur de renom, et, surtout, de 1914 à 1916, Pío Jaramillo Alvarado, le futur grand homme de Loja, qui, en 1912, à l'âge de vingt-huit ans, avait déjà été élu député, avant d'être réélu en 1918.

En fait, au cours des premières années du nouveau régime, le Gouverneur devint le personnage-clé du pouvoir local, un véritable consul, habilité à prendre seul des décisions rapides et graves. Il ne fallait pas songer, en effet, à demander l'avis de Quito dans des délais raisonnables, alors que toutes les structures du pouvoir *terratiente*, elles, se trouvaient sur place.

De même, le *Jefe*, au niveau du canton, et le *Teniente Político*, au niveau de la paroisse, virent aussi leur rôle singulièrement accru.

Leurs fonctions étaient particulièrement délicates, puisqu'ils devaient agir sur le terrain, dans un milieu qui leur était presque entièrement et très violemment hostile. Les membres du clergé, notamment, parvenaient efficacement à entraver leur action en recommandant aux populations rurales de ne pas obéir à leurs injonctions. Ils ne devaient donc pas se contenter de transmettre les ordres de l'autorité supérieure: ils devaient en imposer l'application dans des conditions particulièrement malaisées.

L'Armée devait donc jouer un rôle clé dans ce dispositif: en dernière instance, elle constituait le seul recours des *Jefes* et *Tenientes Políticos*, pour obtenir l'obéissance d'administrés récalcitrants. Elle fut donc réorganisée et sensiblement renforcée. Le souci de protéger la frontière Sud justifia l'installation de garnisons importantes à Loja, Cariamanga et Macará. Mais, dans l'attente de missions purement militaires, ces troupes participaient activement au maintien de l'ordre libéral et à ce qu'on pourrait appeler une "mise au pas".

La nouvelle armée, issue des campagnes révolutionnaires, était bien différente de celle qui, au XIX^e siècle, avait défendu l'"Etat *gamonal*".

"El antiguo ejército respondía de manera directa a los intereses y a la conducción de Quito. Después de Alfaro, nunca más volvería a la aristocracia terrateniente a contar con una presencia directa importante dentro de las Fuerzas Armadas (...). Con la Revolución Liberal, el Ejército se convierte en reducto de fuerzas sociales nuevas. Las montoneras son el núcleo

inmediato de donde sale la oficialidad y los cuadros del nuevo Ejército. Son barridos los representantes del clericalismo conservador y reemplazados por los hijos de los dependientes, empleados y administrativos de la Hacienda, esto es el personal técnico e ideológico ligado al orden estamental del latifundio". (A. Varea, F. Bustamante, 1978, pp 48-49).

[« L'ancienne armée répondait de manière directe aux intérêts et aux directives de Quito. Après Alfaro, l'aristocratie terrate-niente ne pourrait jamais plus compter sur une présence directe importante à l'intérieur des Forces Armées (...). Avec la Révolution Libérale, l'Armée se convertit en un bastion pour les nouvelles forces sociales. Les *montoneras* sont le noyau d'où sortent directement les officiers et les cadres de la nouvelle armée. Les représentants du cléricalisme Conservateur sont balayés et remplacés par les fils des dépendants, des employés et du personnel administratif de la *hacienda*, c'est-à-dire le personnel technique et idéologique lié à l'ordre institutionnel du *latifundio*. »]

La défense des frontières posait aussi le problème du bandolerismo, car les bandits de grands chemins ne cessaient de passer d'un pays à l'autre pour éluder les poursuites.

En Janvier 1914, un corps spécial fut créé par le Président Plaza, la "Police des Frontières". Elle devait, en priorité, s'attaquer à la contrebande (cf infra), mais on comptait aussi sur elle pour maintenir l'ordre public, et pour appuyer l'action des *Jefes et Tenientes Políticos*, de façon plus discrète et plus souple que l'Armée. Cette Police pouvait devenir un instrument essentiel du maintien de l'ordre Libéral dans la Province.

2.1.2). Les obstacles à la mise en place d'un véritable appareil local d'Etat.

La mise en place de nouvelles institutions et de nouveaux représentants locaux de l'exécutif dévoués à la cause Libérale, s'est passée, à Loja, aussi mal que possible.

D'abord, à cause de l'insuffisance chronique des budgets publics.

Ensuite, à cause de la très forte tradition conservatrice locale qui allait entraîner le mauvais fonctionnement et, parfois, le blocage complet des institutions récemment créées.

(A). Le nouvel Etat Libéral dut, d'emblée, affronter d'énormes problèmes budgétaires, après de longues années de guerres et de dégradations des institutions et de l'économie nationale. L'argent n'entrait plus dans les caisses publiques.

Pour ne donner qu'un exemple, en 1906, la province de Loja dépensait environ 27 000 Sucres par mois, or les *Colecturías* (centres de perception fiscale) ne purent en réunir qu'environ 3 000 (*Archivo Legislativo*, Quito, Rapport du Ministre de l'Intérieur 1906).

La Trésorerie de la province de Guayas aurait dû, tous les ans, verser à celle de Loja, 9 000 Sucres, à la suite d'engagements antérieurs, mais ces versements n'étaient effectués qu'au compte-goutte, avec une extrême irrégularité et un retard considérable, souvent de plus d'une année.

En fait, il n'y avait pas d'Administration spécialement chargée de la collecte des impôts. Deux procédures étaient utilisées.

D'une part, la ferme: à la suite d'enchères publiques, un *rematista* (enchérisseur) s'engageait à verser à l'Administration une somme convenue; il se remboursait en collectant l'impôt pour son propre compte, en l'absence de tout contrôle sérieux.

D'autre part, des *colecturías* particulières étaient organisées de façon spécifique, pour un impôt donné, l'impôt sur les alcools, par exemple. Un collecteur était désigné, parmi les notables locaux et chargé de la perception avec l'appui de *Jefes* et *Tenientes Políticos* et de la *Policía Rural*.

Jusqu'en 1908, les impôts perçus localement étaient affectés au budget local. Après cette date, il fut procédé à la "centralisation des rentes": toutes les sommes perçues localement devaient être envoyées à Quito qui les répartissait ensuite entre les diverses régions. On assistait ainsi à la naissance d'un embryon de véritable administration fiscale, mais dans des conditions désastreuses pour les régions périphériques et éloignées. Les caisses de l'Etat, dès lors, demeurèrent à Loja désespérément vides, car Quito satisfaisait, d'abord, aux priorités les plus urgentes, parmi lesquelles ne figurait pas la lointaine province cléricale et conservatrice.

Avec la réforme de 1908, la situation, de très difficile, devint désastreuse: les fonctionnaires locaux ne furent plus payés, les travaux d'infra-structure remis à plus tard, et, même, l'entretien de ce qui existait déjà ne fut plus assuré.

(B). la tradition Conservatrice locale et le rejet du nouvel appareil d'Etat.

Aucune atteinte sérieuse n'avait encore été portée à l'ancien système de contrôle idéologique des populations locales.

L'Eglise lojane, qui se sentait menacée par l'avènement des Libéraux, mit en oeuvre toute son influence pour s'opposer à leur action.

L'évêque de Loja, J.M. Masia y Vidiella, l'un des leaders nationaux de l'action anti-Libérale, mobilisa donc, avec une extrême

efficacité, tout l'appareil ecclésiastique régional pour contrer, point par point, et sur tous les fronts, les entreprises des Libéraux. Grâce à l'action des Curés de village, les paysans lojans étaient très généralement convaincus que les Libéraux étaient l'incarnation directe de Satan: l'hostilité à l'égard des agents locaux de l'exécutif devenait un devoir religieux.

Les *Tenientes* et, à un degré moindre, les *Jefes Políticos*, furent, comme toujours, les plus exposés.

Ils étaient souvent recrutés à un niveau très bas, car ils n'étaient pratiquement pas payés, et ne disposaient, en fait, d'aucun moyen. En l'absence de candidats locaux, il fallait fréquemment recourir à des "étrangers", attirés par la possibilité de se livrer à quelques menues exactions.

Dans ces conditions, les agents locaux de l'exécutif ne pouvaient qu'être extrêmement impopulaires: ils faisaient l'objet d'innombrables *denuncias* (plaintes devant l'autorité supérieure) et, parfois, d'aggressions physiques.

Dans son célèbre roman, *El éxodo de Yangana*, Angel Felicísimo Rojas décrit très bien le sentiment qu'inspiraient fréquemment ces autorités locales:

«...la venida de un intruso que cayó mal: el primer Teniente Político de la parroquia. Esta primera autoidad civil inauguró en las peores condiciones un servicio que, con el andar de los tiempos, no hizo sino empeorar. Sus sucesores fueron respetando la tradición de ser extraños e incomprensivos. Porque, según he tenido oportunidades de observar, las autoridades de este país hay algo en que no fallan: tienen gran seguridad al escoger sus protegidos y sus colaboradores entre las personas que más daño pueden hacer a la comunidad que les corresponde gobernar.» (A.F. Rojas, 1949, t.1, p.119).

[*«...la venue d'un intrus qui tombait mal: le premier Teniente Político de la paroisse. Cette première autorité civile inaugura, dans les pires conditions, un service qui, au fil du temps, ne cessa d'empirer. Ses successeurs respectèrent la tradition voulant qu'ils fussent étrangers et dépourvus de toute compréhension. Car, comme j'ai eu l'occasion de l'observer, il y a une chose à laquelle les autorités de ce pays ne manquent jamais: elles choisissent avec beaucoup de sûreté leurs protégés et leurs collaborateurs parmi les personnes qui peuvent faire la plus de mal à la communauté qu'ils ont à gouverner.»*]

Et:

« Una lista de las personas venidas a Yangana en ejercicio de la autoridad civil y política desde que se proclamó oficialmente

como parroquia revela que todas las veces, salvando una sola, fueron en efecto extrañas no sólo a la población sino a la Provincia. Con el agravante de que sus actuaciones, en vez de pretender ganar la confianza de los gobernados, dejaron invariablemente una impresión penosa, o, por lo menos, molesta y repelente.» (id. p.173).

[« Une liste des personnes venues à Yangana, pour y exercer l'autorité civile et politique depuis que la paroisse existe officiellement révèle que toutes les fois sauf une ce furent, en effet, des étrangers, non seulement au village, mais encore à la Province. Avec la circonstance aggravante que leurs actions, au lieu de prétendre gagner la confiance des gouvernés, laissèrent invariablement une impression pénible, ou, pour le moins, importune et suscitant le rejet. »]

Les Gouverneurs n'échappèrent pas à cette réprobation et à ce rejet. Le domicile de Pío Jaramillo A. fut même l'objet d'un attentat à la bombe en Mai 1915.

L'Armée Libérale, dans les premières années du XX^e siècle, fut à peu près aussi bien considérée qu'une armée d'envahisseurs. Il est vrai que, par son comportement, elle semble avoir justifié toutes les appréhensions.

La tension entre l'Armée et les populations locales culmina en Décembre 1906.

La troupe cantonnée à Loja était restée plusieurs semaines sans solde et, pratiquement, sans subsistances; elle ne vivait plus que d'expédients. Le jour de la grande Foire annuelle, plusieurs militaires se soulevèrent et, après avoir abattu les sentinelles, se répandirent dans la ville pour y piller les commerçants et certaines maisons de la noblesse.

Après et avant cet événement majeur, les incidents étaient fréquents entre militaires et civils, notamment à la sortie des bars de la ville. La presse Conservatrice rendait compte, non sans complaisance des "actes de barbarie" commis par la "soldatesque", et y voyait l'expression sans équivoque de l'esprit et des méthodes du nouveau régime (1).

La Police des Frontières se rendit tout autant impopulaire. En l'absence de ressources, elle en était réduite à réquisitionner les

(1). Outre le "saqueo" (le pillage de 1906), l'épisode le plus tragique de ces rapports difficiles entre armée et population est constitué par le viol et la mort de Gloria Chiriboga, survenus à Cariamanga le 17 Octobre 1931. La jeune fille s'étant suicidée par le feu pour ne pas survivre au "deshonneur", fut présentée, alors, par toute une partie de l'opinion publique et de la presse, comme l'archétype de la femme lojane. Cf E. Riofrío et al., Gloria Vicente Chiriboga, heroína de Loja, Loja, Comité Defensa Social, 1931, 105p.

mules qui lui étaient nécessaires pour poursuivre les hors-la-loi, et elle ne les restituait le plus souvent qu'en piteux état, après plusieurs jours de vaines poursuites. Son inefficacité semble, d'ailleurs, avoir été à peu près totale. La nullité des moyens dont elle disposait la contraignait à pactiser avec ses ennemis. Si l'on en croit la presse d'opposition de l'époque, les concertations étaient permanentes entre chefs *bandoleros* et Police des Frontières. Pour que les deux troupes antagonistes n'aient pas à se rencontrer de façon intempestive, chacune suivait donc un itinéraire préétabli dont il convenait de ne pas sortir, sous peine de faire de mauvaises rencontres.

El Herald du 2 Février 1918, n°84, se demande même si, à choisir, le voyageur n'a pas avantage à croiser la route d'un *bandolero* plutôt que celle d'une patrouille, car on avait toujours à redouter les pires désagréments de la rencontre d'un groupe de policiers armés jusqu'aux dents, affamés et assoiffés.

Malgré les complicités, la charge de chef de la Police des Frontières était particulièrement dangereuse. El Herald du 21 Juin 1918 annonce son assassinat à Macará et laisse entendre que son successeur courra des risques sévères.

Dans ces conditions, les paysans se défendaient seuls quand ils le pouvaient. En 1921, on signale encore que les habitants de Pozul ont l'habitude de capturer eux-mêmes les délinquants, ou présumés tels, et de les passer par les armes sans autre forme de procès. (El Herald, n°276, 16 Janvier 1921).

Quant à la police locale, sa situation paraît avoir été encore pire, si cela est possible.

Elle était dépourvue de tous moyens, insuffisante en nombre, sous-payée, sous-qualifiée, corrompue, sans aucun prestige, souvent complice des plus dangereux délinquants.

« Solo se prestan para servir el cargo de celador de Policía los enteramente desheredados de la fortuna... » (Rapport du Gouverneur de Loja au Ministre de l'Intérieur, 1908, p.149, *Archivo Legislativo*).

[*« Seuls acceptent de remplir les fonctions d'agents de police ceux qui sont entièrement déshérités. »*]

J.H.Rengel, décrivant cette situation pouvait écrire:

« El Estado era solo un concepto ideal que de tarde en tarde se hacia tangible, mediante una policía importuna y brutal que, como los bandidos también robaba, violaba y asesinaba. »
(J.H.Rengel, 1958).

[*« L'Etat était seulement un concept abstrait qui, de loin en loin, se matérialisait par l'intermédiaire d'une police*

importune et brutale qui, comme les bandits, volait, violait et assassinait, elle-aussi.»]

Dans ces conditions, la situation, en milieu rural, était proche de l'anarchie. Le bandit R. Ludeña, ayant assassiné un jeune homme devant de nombreux témoins, le père de la victime souhaitait porter plainte, il s'entendit répondre par le *Teniente Político*:

« *Diga, don Vicente, tiene Vd mucha razón en querer que se instruya el sumario y que se castigue el crimen del asesinato de su hijo, pero Vd conoce a don Reinaldo Ludeña; sin levantar el sumario ni Vd, ni yo estamos libres de caer entre las manos de ese criminal; más vale que se quede callado.* » (*El Herald*, 24 Janv. 1918, n°83).

[« Ecoutez, don Vicente, vous avez tout-à-fait raison de vouloir porter plainte et faire punir l'assassinat de votre fils, mais vous connaissez aussi bien que moi don Reinaldo Ludeña; si on ne renonce pas à la plainte, ni vous, ni moi, nous ne serons à l'abri de ce criminel; il vaut mieux que vous restiez tranquille. »]

Ce sont pourtant les Administrations fiscales ou para-fiscales, les *estancos* (agences de vente en régie, pour les tabacs, ou pour l'alcool) qui déchainaient l'hostilité la plus générale.

A Amaluza, en Octobre 1915, le Collecteur Fiscal, accompagné de quelques policiers, avait réussi à faire payer des débiteurs indécis. Sur le trajet du retour, il fut victime d'une embuscade et entièrement pillé de sa recette. L'événement est présenté comme relativement normal par les journaux locaux (*Vida Nueva*, n°44, Oct. 1915).

On relève fréquemment des faits de même nature pour des Inspecteurs des Alcools, notamment à Gonzanamá, en 1921, où l'Inspecteur, pourtant accompagné de cinq policiers et de quelques gardes, fut attaqué par une troupe fortement armée et se vit reprendre l'alcool de contrebande qu'il venait de saisir (*El Herald*, n°346, 4 Septembre 1921).

(C). Les carences du nouvel appareil local d'Etat avant 1930: la sous-administration généralisée.

Les carences criantes de la nouvelle Administration ne tardèrent pas à conduire à une situation critique.

Les enseignants et tous les fonctionnaires étaient payés avec plusieurs mois de retard, ou pas payés du tout; ils devaient se livrer à des activités subsidiaires pour survivre, négligeant, évidemment, leurs fonctions principales, de sorte que tout le système d'enseignement public était entré en décadence.

Les travaux publics étaient interrompus, bien avant que les réalisations les plus médiocres ne fussent terminées.

En fait, l'inopérance administrative était à peu près totale, dans tous les domaines.

Une épidémie de peste noire, en 1918, fit soixante morts en huit jours à Celica, quatorze à El Guabo (*El Heraldó*, n°119, 18 Oct. 1918). Malgré l'inquiétude qui commençait à gagner Loja, et malgré la véhémence des reproches qui leur furent adressés, les pouvoirs publics ne firent strictement rien.

Le vide administratif, déjà considérable dans la ville de Loja, s'aggravait au fur et à mesure que l'on s'éloignait en direction des cantons ruraux les plus éloignés.

« En los demás cantones no se conoce un Agente de Policía: la vida, la honra, la propiedad, todo se encuentra a merced del más audaz; parroquias hay en esta provincia en las que no se paga ningún impuesto Fiscal ni Municipal, sino cuando voluntariamente quieren pagar los interesados; y sin exageración pudiera decirse que ser criminal es una verdadera garantía (...). Las Municipalidades no se encuentran en posibilidad de crear una Policía, pues sus rentas quizá no les alcanza si no para subsistir. »
(Rapport de C.M. Valdivieso, Gouverneur de Loja, 1913, pp 103-105, rubrique *Justicia*, *Archivo Legislativo*).

[« Dans les autres cantons, on n'a jamais vu un Agent de Police: la vie, l'honneur, la propriété, tout se trouve à la merci du plus audacieux; il existe des paroisses de cette province dans lesquelles aucun impôt, national ou municipal, n'est payé, même quand les intéressés seraient disposés à payer volontairement; et, sans exagération, on pourrait dire que c'est une véritable garantie d'être un criminel (...). Les Municipalités n'ont pas la possibilité de créer une Police, car leurs revenus ne leur suffisent qu'à subsister. »]

* Les Libéraux, à Loja, avaient donc échoué dans leur souci de créer une structure administrative locale, et, en fait, tout continuait à fonctionner comme auparavant au sein des *haciendas*, qui, elles, n'avaient rien perdu de leur ancien mode de fonctionnement.

2.2. La mise en place des instruments de contrôle politique de la région.

Les Libéraux avaient conquis le pouvoir. Il convenait, désormais, de le conserver.

Au niveau de Loja, ce souci s'est exprimé

. d'abord par la constitution d'un Parti Libéral local, apte à intervenir dans la vie politique régionale,

. ensuite par une tentative pour contrôler, "contre le cours du jeu", les mécanismes électoraux.

2.2.1). la structuration d'un Parti Libéral lojan.

Au niveau national, le Parti Libéral ne s'est réellement organisé qu'après 1890. Auparavant, les "libéraux", les progressistes, les Francs-maçons se réunissaient dans des clubs ou des "sociétés". La plus importante était, sans doute, la "Société Républicaine" que l'on trouvait, alors, dans toutes les principales villes de la Sierra.

A Loja, ces clubs et associations semblent avoir eu une réelle importance pour permettre à des notables locaux n'appartenant pas à la micro-oligarchie, d'apprendre le fonctionnement des rouages de la vie politique démocratique. La plupart des futurs leaders locaux se sont formés dans ce cadre.

Le premier Congrès Libéral National se réunit à Quito le 30 Avril 1890 (cf E. Ayala, 1978), à partir d'initiatives prises par la "Société Républicaine" dans la Sierra, et par l'association "Liberté Démocratique" de Guayaquil.

La "Société Républicaine" de Loja, avait envoyé des représentants actifs et remarquables: Vicente Paz, Ricardo Valdivieso, Luis Vaca, Francisco J. Madrid et Reinaldo Pino (E. Ayala, 1978, p.322, note 150).

L'article 3 de la Constitution du nouveau Parti Libéral prévoyait la création d'une Assemblée Libérale Nationale, d'un Directoire National (le Dr R. Valdivieso fut choisi pour en faire partie) et de Directoires provinciaux, cantonaux et paroissiaux.

A Loja, avant 1895, le nouveau Parti ne semble guère avoir eu d'autres activités que la préparation de l'élection présidentielle de 1892. Cela lui donna probablement l'occasion d'effectuer un travail en profondeur, en s'implantant solidement et en s'organisant dans les bourgs ruraux où il disposait d'une forte clientèle potentielle, parmi notables et commerçants ruraux, et parmi les dépendants de ceux-ci, principalement à Celica et Cariamanga, et, un peu moins, à Catacocha.

Mais, à Loja et dans les paroisses rurales, le Parti Libéral demeurait très faible. Il était particulièrement difficile d'afficher ses sympathies pour un pouvoir impopulaire, qui devait recourir à la coercition et à des procédés douteux pour s'imposer. Beaucoup de sympathisants préférèrent jouer la carte de la clandestinité ou de la semi-clandestinité, en se réunissant secrètement, parfois dans le cadre de loges maçonnique.

Dans une nouvelle célèbre, relatant des événements qui se déroulèrent en 1915, J. Mora Ortega décrit, non sans humour, l'ambiance très particulière qui entourait ces réunions":

« Se decía que en la casa de habitación de "La Tebaida", semanalmente, se reunían muchos hombres notables de Loja, a cuyas citas iban en riguroso secreto y a avanzadas horas de la noche, por cuya actitud eran el blanco de la curiosidad y murmuración de los pobladores.

« Desde los púlpitos de las iglesias católicas, la voz condenatoria y admonitiva de los clérigos, los denunciaba como la figura encarnada de Satanás, como hombres que habían vendido el alma al diablo y cuya misión en esta tierra era conseguir la perdición humana.

« Las viejas beatas de la población, decían que eran compactados con el diablo, por cuya razón, estos abominables seres gozaban de un poder extraordinario.

« Al fin, el fanatismo religioso, sembrado en el oscuro cerebro de los pobladores, les dió un mote definitivo de distinción: LOS MASONES, cuya secta tendría como primera finalidad acabar con la religión católica y perseguir a la frailesía, para entronizar el imperio de Satanás.»

J. Mora O. -Un pacto con el diablo- in J. Mora O., A. Armijos 1979, p.88).

[« On disait que dans la maison d'habitation de "La Thébaïde" (une grande hacienda, à la périphérie immédiate de Loja, E.F.), toutes les semaines, se réunissaient de nombreux notables de Loja; ils allaient à ces rendez-vous dans un rigoureux secret, à des heures avancées de la nuit. Ce comportement les plaçait au centre de la curiosité et des rumeurs de la population.

« Du haut des chaires, la voix des ecclésiastiques, chargée de condamnation et d'admonestations, les accusait d'être l'incarnation de Satan, d'avoir vendu leur âme au Diable, et d'avoir pour mission, sur cette terre, de conduire les hommes à leur perdition.

« Les vieilles dévotes de la ville disaient qu'ils avaient conclu un pacte avec le diable et que, pour cette raison, ces êtres abominables jouissaient d'un pouvoir extraordinaire.

« A la fin, le fanatisme religieux, semé dans l'obscur cerveau des habitants, leur donna un sobriquet qui servit définitivement à les désigner: les maçons, dont la secte aurait pour principale objectif d'en finir avec la religion catholique, et de persécuter tous les porteurs de soutane afin d'introniser l'empire de Satan.»]

Les élections présidentielles de 1912 paraissent avoir marqué un nouveau progrès dans la structuration locale du Parti Libéral.

Des comités et des Clubs se formèrent pour soutenir la candidature du Libéral Leonidas Plaza. Ces associations "placistas" paraissent préfigurer les conditions d'encadrement de la population que les partis mettront en place dans les décennies suivantes, mais, assez curieusement, ils s'inspiraient, sans doute inconsciemment, du modèle des Confréries, en regroupant les affiliés selon leur origine sociale et/ou la classe d'âge. Loja ne comptait, alors, pas moins de trois Clubs

Libéraux: le "*Club central placista*", qui était le plus important, le "*Club Juventud Liberal*" qui, sous la présidence de Pío Jaramillo, regroupait les jeunes intellectuels "progressistes" du Collège B. Valdívieso, et le "*Club Placista Voz del Pueblo*", réservé aux ouvriers et aux artisans, sous la direction de Luís Matute, alors principal dirigeant de l'un des premiers syndicats lojans (cf infra).

Les Clubs Libéraux noyaient aussi les cantons ruraux: on vit apparaître le "*Comité Electoral Palteño*", le "*Club Celicano Placista*", le "*Club Placista de Cariamanga*"..., etc.

Ces clubs paraissent avoir été réellement actifs. Ils organisaient des réunions d'information ou de simples discussions, qui venaient rompre, avec bonheur, la monotonie de la vie sociale; ils distribuaient des prospectus transmis par le Directoire National, ils éditaient des périodiques éphémères, ... Ils mettaient en oeuvre tout un ensemble de processus d'information, de "conscientisation" et de mobilisation qui innovaient totalement par rapport aux anciennes moeurs politiques locales, et qui préfiguraient les formes d'action des partis politiques au XX^e siècle.

2.2.2). les tentatives pour contrôler les mécanismes électoraux.

Selon l'expression très concentrée de J. Tobar Donoso,

« *el Liberalismo no podía perder con papeletas lo que había ganado con bayonetas.* » (J. Tobar Donoso, cité par O. Hurtado, 1981, p. 139).

« le Libéralisme ne pouvait perdre avec des bulletins de papier ce qu'il avait gagné avec des bayonnettes. »

Il est certain que, notamment à Loja, des élections libres auraient donné une écrasante majorité aux Conservateurs, tant l'influence de l'Eglise demeurait profonde, ainsi que celle des réseaux de clientèle contrôlés par la micro-oligarchie.

La fraude électorale fut donc organisée de façon quasi-systématique dans toute la région.

Elle reposait, d'abord, sur l'intimidation pure et simple.

L'Armée était présente à proximité des bureaux de vote importants: les *Jefes et Tenientes Políticos*, annonçaient bien haut pour qui il convenait de voter; les bulletins des candidats de l'opposition faisaient défaut, ou étaient tachés...

Pour plus de sûreté, quelques instants avant le dépouillement, on procédait fréquemment au "*paquetazo*", c'est-à-dire au bourrage des urnes. Les Conservateurs se trouvèrent ainsi, à Loja et sans doute dans une bonne partie de l'Equateur, pratiquement exclus de la plupart des charges publiques, en tous cas, de toutes celles qui avaient quelque importance.

« Entre 1898 y 1924, en seis congresos no hay un solo legislador Conservador. En el Senado, la representación Conservadora ordinariamente oscila entre uno y tres, y en diputados entre dos y cuatro (...). Esta representación se debió a excusa o inhabilidad de los legisladores principales o a la benevolencia de ciertas autoridades provinciales. » (O. Hurtado, 1981, p. 139, note 60).

[« Entre 1898 et 1924, en six congrès, il n'y a pas un seul législateur Conservateur. Au Sénat, la représentation Conservatrice oscille entre un et trois, et, chez les Députés, entre deux et quatre (...). Cette représentation était due à l'empêchement ou à l'incapacité des législateurs principaux ou à la bienveillance de certaines autorités provinciales. »]

Les journaux d'opposition de l'époque, notamment, El Heraldito, utilisaient la plus grande partie de leurs colonnes à dénoncer le "scandale électoral". Dans les cantons ruraux, la fraude s'opérait au grand jour, d'autant plus facilement que les notables locaux étaient souvent, eux-mêmes, Libéraux.

Dans la ville de Loja, les choses étaient plus difficiles, car, à l'exception des agents locaux de l'exécutif, tous les notables, ou à peu près, étaient Conservateurs.

En 1920, le recours à la fraude n'avait pas encore cessé et El Heraldito, du 13 Mai 1920, s'emploie à en détailler tous les aspects, sous le titre, « *Historia de los elecciones de diputados en 1920* », avec pour sous-titre très évocateur, « *El Terror!* » (« L'histoire des élections à la députation de 1920. - La Terreur ! - »)

Le recours massif à la fraude était bien un aveu d'impuissance. Les Libéraux ne disposaient d'ailleurs d'aucun moyen pour retourner à leur profit une situation qui leur était entièrement défavorable, puisque tous les anciens canaux agissant sur ce qu'on pourrait appeler l'opinion publique, continuaient à fonctionner massivement dans le sens du maintien de l'ordre établi. Aucun des mécanismes servant à établir les bases locales du pouvoir n'avait été remis en cause, ni même réellement mis en difficulté par l'action politique Libérale.

Pourtant, malgré ses évidentes insuffisances, l'Etat central n'avait pas renoncé à agir directement au niveau de Loja. Il le fit à plusieurs reprises, sous la forme d'arbitrages opérés en faveur des paysans ou des indigènes dans des conflits opposant ces derniers à la micro-oligarchie.

2.3). Les ingérences directes de l'Administration dans les affaires régionales: l'Etat allié des paysans contre les autorités locales.

Nous avons retenu trois exemples qui paraissent particulièrement représentatifs de cette nouvelle forme d'action d'ingérence de l'Etat dans les affaires locales:

. l'affaire dite des *Ejid*os, qui, pendant un quart de siècle, a opposé le *Municipio* de Loja à un certain nombre de ses métayers,

. l'affaire des "parcellements" (*parcelaciones*) de Malacatos, qui a permis à des habitants de cette bourgade d'acquérir une petite propriété foncière aux dépens des *haciendas* de la zone,

. les problèmes liés au *Patronato de protección de indígenas*, institution visant à protéger les indigènes contre les éventuelles exactions de leurs employeurs.

2.3.1). L'affaire des *Ejid*os.

Il s'agissait d'une grande *hacienda*, remarquablement située à la périphérie immédiate de Loja, sur l'autre rive du río Malacatos, qui appartenait au *Municipio* de Loja. Depuis des temps immémoriaux, celui-ci y faisait travailler des "*colonos*" indigènes, c'est-à-dire, en fait, des locataires payant en produit .

Une Loi protégeant les Communes indigènes ayant été promulguée par le Gouvernement Libéral, quelques *colonos*, sans doute dûment conseillés, crurent pouvoir l'utiliser pour améliorer leur situation. Ils firent valoir qu'ils appartenaient, en fait, à une ancienne Commune, qui avait été, autrefois, propriétaire des *Ejid*os, dont on les avait spoliés

Soutenus par divers *tinterillos* (avocats, souvent marrons, qui gagnent leur vie en poussant les indigènes à d'interminables procédures), ils cessèrent de payer leur loyer et déclenchèrent un conflit dans l'espoir d'obtenir, un jour, la propriété des terres qu'ils cultivaient.

L'affaire, entamée en 1905, devait durer plus de vingt-cinq ans. Le seul récit des faits, avec de multiples rebondissements, et avec les polémiques qui déferlèrent, a suscité de nombreuses publications, des pamphlets, des tracts, des notes d'information... dont nous avons pu utiliser une partie (cf les annexes du chap.2).

Mais, au-delà de l'aspect anecdotique, infiniment complexe, le problème posé est à la fois simple et exemplaire.

Une loi, conçue et votée à Quito, a conduit des paysans lojans à refuser le fonctionnement d'un élément-clé du système: l'obligation faite aux paysans de verser une rente foncière pour avoir le droit de cultiver des terres appartenant à la "*classe terrateniente*".

L'enjeu était réellement grave, et, à travers sa portée symbolique, pouvait mettre le système en crise: un éventuel succès des *colonos* des *Ejid*os aurait pu ouvrir la voie à une contestation généralisée du statut des propriétaires fonciers dans toute la Province, et déclencher une crise des rapports de production.

Une première solution fut mise en oeuvre, dans le droit fil des usages locaux: l'expulsion des locataires récalcitrants, l'incarcération des "meneurs", puis la vente des terrains litigieux à des acquéreurs solvables.

Mais la vente aux enchères, puis les tentatives de prise de possession par les nouveaux propriétaires, se soldèrent par de graves incidents, en Octobre 1908, puis en Janvier 1909. Un jeune indigène trouva la mort, plusieurs femmes furent sérieusement blessées.

Le *Municipio*, pourtant composé d'une majorité de Libéraux, n'avait pas envisagé une intervention du pouvoir central. Ce point est, sans doute, particulièrement significatif.

Il ne l'avait pas fait, d'abord, parce que cela n'était absolument pas dans les habitudes locales. Depuis "toujours", les problèmes se réglaient à Loja, sur la base des décisions prises par les personnes disposant du pouvoir local. Une autre éventualité n'était pas même imaginable.

Mais il ne l'avait pas fait, ensuite et surtout, pour une raison plus fondamentale encore. Au fond, les Libéraux et les Conservateurs de Loja, malgré des divisions apparemment inexpiables, souhaitaient, les uns et les autres, maintenir le paysannat à sa place.

Les Libéraux voulaient, certes, moderniser le système, le rendre plus efficient, soulever le joug de la tradition; ils souhaitaient l'avènement d'une bourgeoisie urbaine plus moderne que l'ancienne classe dominante, mais ils n'envisageaient nullement la remise en cause d'un système qui reposait fondamentalement sur l'exploitation du monde rural par la société urbaine. Beaucoup d'entre eux, d'ailleurs, étaient eux-mêmes propriétaires fonciers ou étroitement dépendants des intérêts de ceux-ci.

Libéraux et Conservateurs lojans ne différaient pas sur ce point, et on comprend mieux, ainsi, la facilité avec laquelle le "radicalisme" sera dépassé dans les années trente par la gauche socialiste. L'ultérieur rapprochement entre Libéraux et Conservateurs devient à son tour plus intelligible, malgré l'ampleur apparemment irréductible des différences idéologiques.

Les deux forces antagoniques se trouvèrent, à Loja - et sans doute ailleurs - remarquablement unies et efficaces pour faire avorter toute velléité de subversion paysanne, même si cela pouvait conduire les Libéraux à certaines contradictions avec l'idéologie déclarée et avec les actes du Gouvernement central.

Ainsi, malgré les variations intervenues dans sa composition, au cours des années, le *Municipio* lojan a toujours maintenu une attitude claire et constante: puisque les *colonos* veulent commettre un vol aux

dépens de la ville de Loja, le patriotisme lojan et le simple respect de la morale imposent de mettre en oeuvre tous les moyens légaux pour réprimer une action qui constitue, au fond, un délit caractérisé.

Dans de telles conditions d'unanimité du pouvoir local, le conflit n'aurait pas dû avoir les moyens de se développer: il aurait dû rapidement évoluer vers la déconfiture des *colonos*, imprudents et impudents. Mais le jeu fut faussé par l'intervention d'un élément anormal: les conseillers et les avocats des indigènes prirent l'initiative insolite de s'adresser directement au pouvoir central, mettant ainsi, en quelque sorte, l'Etat au défi d'assurer son contrôle sur toute l'étendue de son territoire.

Dans sa nouvelle définition, l'affrontement opposait donc, d'une part, des indigènes demandant justice au nom de grands principes Libéraux, d'autre part un *Municipio*, majoritairement Libéral, s'opposant à cette demande au nom de la logique d'un système local de domination, qui imposait aux paysans de rester à leur place.

La remise en cause de cet ordre aurait pu conduire au renversement du groupe dominant, la micro-oligarchie, mais aussi à la mise en péril de l'une des bases du pouvoir naissant de la bourgeoisie urbaine Libérale.

L'enjeu n'était aussi clairement présenté par aucune des deux parties, mais la plupart des protagonistes locaux le sentaient nettement (cf notamment la plupart des n° du *Municipio Lojana*, cités en annexe du chap. 4).

Par contre, les agents du Ministère de l'Intérieur comprenaient très inégalement la situation.

Tantôt leurs arbitrages étaient favorables aux indigènes, tantôt ils paraissaient souhaiter des transactions, des accommodements, au prix parfois du reniement des décisions antérieures.

Les phases propices aux transactions paraissent avoir suivi des interventions effectuées à Quito par les divers réseaux d'action politique que le *Municipio* lojan avait pu mobiliser: députés et sénateurs lojans, hauts fonctionnaires en poste à Quito, membres du Directoire national des divers Partis représentés à Loja...

Les phases de durcissement paraissent liées à l'arrivée d'un nouveau Ministre de l'Intérieur et de nouveaux responsables, qui, manifestement, ne savaient pas que tous les éléments de l'affaire n'étaient pas contenus dans le dossier. Les décisions ainsi prises intempestivement suscitaient de nouvelles interventions en faveur du *Municipio* et l'on en revenait, à peu près, au point de départ.

On comprend, dans ces conditions, l'extrême lenteur du déroulement de l'affaire, et l'aspect contradictoire des décisions qui n'ont cessé de se succéder jusqu'au début des années trente.

En simplifiant le récit à l'extrême, la première intervention du Ministère de l'Intérieur semble avoir imposé la vente des *Ejidors* en faveur des "colons" solvables. Mais, entre temps, beaucoup, parmi les locataires à l'origine du litige, avaient "revendu" leurs droits hypothétiques à des commerçants et de petits usuriers car les procédures engagées les avaient sévèrement endettés.

En fait, la nature du conflit avait déjà changé, ou, plutôt, la vraie nature du conflit apparaissait plus clairement: l'adversaire du *Municipio* n'était déjà plus le petit paysan indigène, mais les membres d'une bourgeoisie commerciale ascendante, prise dans des stratégies agressives à l'égard de la classe foncière dominante.

Le Ministère imposa donc un cahier de charges en vue d'éliminer les "faux" agriculteurs et d'identifier, parmi les "colons" d'origine, ceux qui auraient été solvables.

Les tractations furent longues pour éliminer les intrus et pour revenir, tant bien que mal, à la situation initiale.

C'est un décret d'Octobre 1931 qui mit un point final à l'affaire en entérinant définitivement la vente des parcelles litigieuses aux quelques *colonos* qui avaient franchi victorieusement les longues épreuves procédurières.

En fait, l'accord ne satisfaisait réellement personne: le *Municipio* perdait son domaine, et les *colonos* trouvaient exagéré le prix à payer pour une terre dont ils se considéraient comme déjà propriétaires. Il permettait, cependant, aux deux parties d'en finir, sans frustration exagérée, avec une lutte ruineuse, épuisante et incertaine.

2.3.2). L'affaire du parcellement des *haciendas* de Malacatos.

Vers 1920, le petit bourg de Malacatos, à peu de distance au Sud de Loja, dans une vallée fertile, se trouvait encerclé de tous côtés par cinq *latifundios*.

Les habitants du village travaillaient tous, à des titres divers, dans ces grands domaines qui pesaient de tout leur poids sur la vie du village. L'école, elle-même, était une ancienne maison de *hacienda*, à peine aménagée.

On se trouvait donc dans une situation relativement classique. Un petit espace autonome, étouffé par la proximité écrasante d'un espace de *haciendas*. Les cinq *latifundios* avaient sans doute eu avantage à laisser se constituer ce micro-espace indépendant qui leur permettait probablement de disposer, en commun, d'une main d'oeuvre de réserve, sans que l'un d'entre eux ait eu plus particulièrement à assurer la responsabilité de son entretien.

L'affaire commença à prendre un tour particulier, lorsque, en 1928, l'un des cinq propriétaires décida d'expulser une partie de ses travailleurs. Ceux-ci tentèrent de s'organiser et entreprirent, à peu de distance, de défricher la forêt sur le versant amazonien qui était, alors, à peu près vierge. C'est très vraisemblablement cette anecdote véridique qui inspira à A.F. Rojas son fameux "Exodo de Yagana".

L'entreprise échoua, mais les colons acquirent, dans l'expérience, une remarquable cohésion. Ils revinrent donc, en décidant de rester unis dans leurs luttes ultérieures. Le fait d'avoir tenté collectivement de défricher cinquante hectares de forêt, et l'aspect très organisé de leurs nouvelles entreprises, leur valut vite la réputation de "dangereux communistes", reprise par l'ensemble de la presse locale.

Leur nouveau projet consistait à racheter une partie des cinq *latifundios* les plus proches du village, pour constituer un ensemble de petites et moyennes propriétés indépendantes.

Les *terratenientes* locaux ne manifestèrent aucun empressement, d'abord parce que ces acheteurs étaient peu solvables (ils proposaient de payer en plusieurs années, à partir des revenus futurs de leurs nouvelles exploitations); ensuite, parce qu'on craignait, sans doute, de créer un dangereux précédent, en encourageant des formes d'organisation paysanne qui étaient restées, jusqu'alors, très exotiques.

Les négociations s'engagèrent donc mal. Elles furent souvent rompues, et débouchèrent sur l'invasion de certaines parcelles, suivies d'expulsions avec intervention de la force publique. La situation paraissait devoir s'enliser inexorablement, car les pouvoirs publics locaux étaient, sans aucune équivoque, du côté de l'"ordre". La logique "normale" de la situation conduisait à prévoir une aggravation progressive de la tension, jusqu'à un drame qui, comme à Leito en 1923 (1), aurait définitivement clos l'affaire.

Mais un élément décisivement nouveau intervint lorsque, en 1936, une délégation des paysans de Malacatos eut l'idée de se rendre à Quito pour y entreprendre des démarches au plus haut niveau.

On était alors sous la dictature de Federico Paez qui, dans le cadre d'un programme politique assez hétéroclite, suivait une ligne anti-oligarchique.

Il accueillit donc avec une certaine faveur la délégation, alors que celle-ci fut très durement critiquée dans l'opinion publique et dans la presse lojanes.

(1). Le 13 Septembre 1923, trente paysans furent massacrés dans la hacienda Leito, près de Pelileo, dans la province du Tungurahua, alors qu'ils manifestaient contre les conditions de travail qui leur étaient imposées

Le Ministre de la Prévision Sociale fut chargé de prendre l'affaire personnellement en mains, et d'en assurer l'exemplarité. Des conseillers techniques, des inspecteurs et des "experts" du Ministère multiplièrent les voyages depuis Quito, et l'on finit par se mettre d'accord sur le principe de l'avènement d'une petite propriété. Les réalisations de Malacatos seraient proposées, dans tout l'Equateur, comme le modèle d'une alternative à la propriété latifundiaire.

F.Paez ayant été renversé, le Général A.Enriquez qui lui succéda, adopta la même attitude à l'égard de l'affaire. Il y voyait l'occasion de donner à sa politique un caractère populiste qui cadrerait parfaitement avec ses objectifs du moment.

Un Décret Suprême de Mars 1937 expropria donc les cinq *haciendas* entourant le village. Deux cent soixante dix familles reçurent entre un hectare et un hectare et demi de terres irriguées. Le quart de la valeur estimée devait être versé directement par les acquéreurs, le reste étant avancé par la *Caja del Seguro de Empleados Privados y Obreros* qui devait se faire rembourser en cinq ans.

La première phase de cette affaire se terminait donc à la relative satisfaction des deux parties, car les propriétaires furent finalement bien indemnisés pour la perte de leurs terres.

Mais, à Malacatos, comme aux *Ejidós*, des événements décisifs s'étaient ainsi produits: les détenteurs incontestés du pouvoir local n'avaient pu faire fonctionner à leur profit exclusif les règles du jeu, car le Gouvernement, malgré sa présence locale fragile et incertaine, avait pu servir de recours efficace à des paysans qui, sans cette intervention, n'auraient eu aucune chance de voir triompher leur point de vue.

2.3.3). Les mesures légales visant à protéger les indigènes et les "Communes".

A partir du début des années trente, l'Etat entreprit d'édicter un certain nombre de mesures visant, notamment, à préserver les Communes indigènes qui survivaient encore, en leur donnant un statut et un certain nombre de moyens juridiques qui devaient assurer leur fonctionnement. Le Ministère de la Prévision Sociale fit entreprendre diverses missions d'enquête pour s'informer de la situation concrète dans les zones les plus conflictives du pays. La région de Loja fut placée parmi les zones enquêtées au même titre que d'autres points sensibles comme Leito, Simiatug, Patate Urco... (Rapport du *Min. de Gobierno y de Prev. Social*, 1931-32, p.32). Ces enquêtes conduisirent à un certain nombre de mesures.

- Les cantons disposant d'une importante population indigène furent dotés d'un *Patronato de protección de indígenas*, placé sous le contrôle direct du Ministère de la Prévision Sociale. Il était composé du *Jefe Político*, du Curé de la Paroisse, de la plus haute autorité

scolaire locale, d'un représentant des indigènes et d'un représentant des grands propriétaires fonciers.

Le *Patronato* était chargé d'instruire en première instance tous les litiges dans lesquels se trouvaient impliqués des indigènes, à propos de leurs rapports avec leurs employeurs, ou avec l'Administration, et de préparer l'intervention éventuelle du Ministère de la Prévision Sociale.

- La très importante "Loi des Communes", de Juillet 1937, permit aux communautés locales d'obtenir la personnalité juridique. Son article 1 était rédigé en ces termes:

« Todo centro poblado que no tenga categoría de parroquia, que exista en la actualidad o se estableciere en el futuro y que sea conocido con el nombre de caserío, anejo, barrio, partido, comunidad, parcialidad o cualquiera otra designación - por ejemplo los denominados recintos - llevará el nombre de Comuna, a más del nombre propio con el que haya existido o se fundare. » (Ley de Organización y Régimen de las Comunas, 30 Juillet 1937).

[« Toute agglomération n'appartenant pas à la catégorie de Paroisse, qu'elle existe actuellement ou qu'elle se crée dans le futur, et que l'on désigne sous l'un ou l'autre des divers termes suivants ... (sept termes différents sont énumérés, E.F.), portera désormais le nom de Commune en plus du nom propre qu'elle porte déjà ou qu'elle portera lors de sa fondation. »]

La mesure avait une réelle importance au niveau de la région de Loja: elle signifiait que les nouvelles "Communes" passaient sous le contrôle - au moins théorique - du Ministère de la Prévision Sociale, auquel devait succéder le Ministère de l'Agriculture. Quito se trouvait ainsi directement concerné par toutes les affaires relatives aux Communes sur tout le territoire national. C'était - de toute évidence - une porte largement ouverte à l'éventuelle ingérence de l'Administration centrale dans les affaires locales.

*

En définitive, les réformes institutionnelles Libérales eurent les pires difficultés à se mettre en place, avec des effets immédiats souvent dérisoires. Elles furent pourtant confirmées et amplifiées par la Révolution "de Juillet".

Au terme de l'opération, le résultat le plus lourd de conséquence fut de faire apparaître - ou, plutôt, réapparaître après une longue éclipse - l'Etat sur la scène locale. Cette situation contribua, de façon tout-à-fait inattendue, à favoriser le rapprochement entre Conservateurs et Libéraux locaux, car les uns et les autres s'accordaient à trouver insupportable cette ingérence qui perturbait le fonctionnement "naturel" du système.

53. LE PROJET ECONOMIQUE LIBERAL ET SON APPLICATION AU NIVEAU DE LOJA.

Les Libéraux souhaitaient moderniser l'économie équatorienne et favoriser le commerce international. Il s'agissait, notamment, de créer les structures institutionnelles et juridiques qui permettraient aux retombées du "boom" du cacao d'atteindre toute leur ampleur, en enrichissant les agro-exportateurs et en assurant la promotion d'une nombreuse bourgeoisie commerçante.

Dans cet objectif d'ensemble, Loja ne constituait pas un élément important. On aurait même pu envisager de n'en tenir aucun compte dans les projets de restructuration de l'économie nationale. Tout l'enjeu se concentrait, en effet, sur l'axe Quito- Guayaquil, et sur la réalisation d'un schéma très simple de division régionale des activités marqué par:

- . le développement des cultures d'exportation dans la Costa,
- . la spécialisation des grandes *haciendas* de la Sierra dans des cultures de subsistance, en vue de nourrir à la fois les habitants de la Sierra et les travailleurs occupés sur les plantations de la Costa.
- . la création d'un axe dynamique le long de la nouvelle voie ferrée unissant Quito à Guayaquil.

Loja n'avait guère de place dans ce schéma.

On ne pouvait compter sur elle ni pour ses cultures d'exportation (la zone caféicole n'était pas susceptible d'importantes augmentations de production), ni pour l'approvisionnement du reste du pays, puisque la carence des voies de communication ne pouvait être surmontée dans un délai raisonnable.

Loja fut donc, effectivement, laissée à l'écart, et ne reçut, d'abord, l'impact du changement économique, que de façon indirecte, à travers les transformations des rapports de production qu'imposa, dans tout le pays, l'abolition du *concertaje* (3.1).

Mais les Libéraux lojans, à leur initiative, tentèrent d'envisager une profonde restructuration de l'espace régional, qui aurait pu permettre à la fois un démarrage économique de la province, et la mise en place de dynamiques défavorables à la micro-oligarchie *terrateniente* (3.2).

La nouveauté la plus marquante apportée à Loja par l'économie Libérale fut sans doute constituée par le développement non négligeable des activités commerciales qui a caractérisé la première moitié du XX^e siècle (3.3).

3.1). La transformation des rapports de production: du concertaje à l'arrimazgo.

Pendant tout le XIX^e siècle, le *concertaje* (cf chap.2 p.64) fut la relation de travail dominante dans tous les *latifundios* de la Sierra de l'Equateur.

Pour Udo Oberem (in S. Moreno et U. Oberem, 1981, p.309):

« la palabra concierto se convirtió en el Ecuador en un concepto estable que designa a un indio que trabaja para un hacendado sobre la base de un convenio o contrato. La diferencia con el jornalero radica en que el concierto se ha endeudado con el patrón y vive (...) en los terrenos de la hacienda. »

[« Le mot *concierto* est devenu, en Equateur, un concept stable qui désigne un Indien travaillant pour un *hacendado*, sur la base d'une convention ou d'un contrat. La différence avec le journalier réside dans le fait que le *concierto* s'est endetté auprès de son patron et vit (...) sur les terrains de la *hacienda*. »]

P. de la Torre ajoute:

« Los derechos del concierto estaban representados generalmente por el usufructo de un lote de tierra de la hacienda y el derecho a la utilización de pastos, agua, leña. El mecanismo de remuneración estaba basado en la contabilización de las rayas(1) y el pago de las mismas en productos (...). El endeudamiento no era en grado extremo forzado. El concierto podía no endeudarse y por lo tanto dejar terminando su contrato de trabajo; sin embargo prefería permanecer en la hacienda porque no encontraba fuera de ella mejores ofertas de trabajo. » (P. de la Torre, in O. Barsky et al., 1980, pp 92-93)".

[« Les droits du *concierto* étaient généralement représentés par l'usufruit d'un lot de terre de la *hacienda*, et par le droit d'utiliser des pâturages, de l'eau, du bois. Le mécanisme de la rémunération reposait sur la comptabilisation des lignes (1) et par le paiement de celles-ci en produits (...). L'endettement ne faisait pas l'objet d'une extrême contrainte. Le *concierto* pouvait ne pas s'endetter, et, par là même, mettre un terme à son contrat de travail; cependant, il préférait rester dans la *hacienda*, car il ne trouvait pas, à l'extérieur, de meilleures offres de travail".]

(1). Une ligne par journée de travail; ces lignes étaient gravées au couteau sur deux morceaux de bois dont l'un était détenu par le *concierto*, l'autre par le patron.

La clé de l'institution résidait dans la prison pour dette qui pouvait transformer la relation contractuelle en relation obligatoire, en cas d'inexécution de la part du travailleur.

Ce système était précieux pour les *terratenientes* de la Sierra dont les exploitations étaient généralement entourées de populations nombreuses, qui demandaient, comme une faveur, l'autorisation de "se concerter". Il était gênant, par contre, pour les planteurs de la Costa, car il aboutissait à restreindre la mobilité de la main d'oeuvre, de sorte que malgré l'incitation offerte par des rémunérations plus élevées, les grandes exploitations de la Costa avaient fréquemment du mal à recruter tout le personnel souhaité.

A Loja, cependant, le *concertaje* ne semble pas avoir eu la même importance que dans le reste de la Sierra, un peu comme si on s'y était trouvé dans un système marquant la transition entre celui de la Sierra et celui de la Costa: les rémunérations y étaient plus élevées que dans la Sierra, mais la main d'oeuvre y manquait presque autant que dans la Costa.

« En la Provincia de Loja en que (...) los salarios son los más altos que se registran en toda la Sierra Ecuatoriana, el concertaje no existió propiamente, o al menos, con los caracteres de esclavitud que se anota en las provincias del centro y del alto Ecuador... La oferta y la demanda de trabajo en las estancias regula el precio del salario, y el número de jornaleros que son también pequeños propietarios es grande (...). Además, se anota también anualmente una gran inmigración de los jornaleros de las provincias azuayas a la de Loja, atraídos por el alto salario, la fácil adquisición de tierras, pues muchos hacendados venden en lotes sus haciendas. » (P. Jaramillo Alvarado, 1954, pp 125-126).

[« Dans la Province de Loja, où les salaires sont les plus hauts enregistrés pour toute la Sierra de l'Equateur, le *concertaje* n'a pas véritablement existé, ou, du moins, pas avec le caractère d'exclavagisme que l'on remarque dans les provinces du Centre et du Nord de l'Equateur... L'offre et la demande de travail dans les exploitations déterminent le montant du salaire, et beaucoup de journaliers sont aussi petits propriétaires (...). D'autre part, on note tous les ans, une grande immigration de journaliers venant des provinces de l'Azuay vers celle de Loja, attirés par les hauts salaires et la facile acquisition de terres, car beaucoup d'*hacendados* vendent leurs *haciendas* par lots. »]

En définitive, la suppression du *concertaje* semble avoir été peu redoutée dans la région de Loja.

D'abord, parce qu'elle devait sans doute rendre plus aisée la venue de migrants temporaires de l'Azuay et, même, d'autres provinces situées plus au Nord.

Ensuite, parce que, en l'absence d'un véritable appareil d'Etat, il était impossible de vérifier la mise en application des mesures prises en faveur des travailleurs. En particulier, on continua, dans les haciendas lojanes, jusqu'au début des années cinquante, de recourir aux prisons privées (cepos) pour contraindre le personnel à respecter ses "obligations".

Au niveau national, de violentes campagnes, lancées par l'idéologie Libérale, s'étaient attaquées à l'archaïque système du concertaje, assimilé à l'esclavage.

A Loja, ces campagnes trouvèrent un écho, vers 1908-1909, dans la presse locale progressiste et dans les rapports officiels. En 1909, par exemple, l'Intendant Général de la Police pour la province, J. Aguirre, écrivait:

" Los ricos son ricos a costa del sudor y del trabajo de los infelices; estos son quienes cultivan los campos y trabajan en toda forma material; si no fuera por el trabajo de estos desdichados, ¿cual sería la suerte de las otras razas humanas? Los patrones no son patrones sino verdugos; los peones, no son peones sino esclavos; la miseria y la ruindad son los distintivos de los amos para con los peones conciertos (...). El patrón les mezquina cosas que son puras bagatelas, y les cobran hasta por el aire que respiran los infelices (...). Comen hambre y beben sed, y atados siempre al yugo de la esclavitud, y por estas razones, fugan o se hacen ladrones o, por lo menos, rate-ros. Por tanto, pido que se reforme al artículo 98 del Código de Policía, en el sentido de que a todo peón concierto se le pase el valor de cuarenta centavos por día.

" Por otra parte, los patrones, apoyados en el artículo 1525 del Código Civil, imponen fuertes multas, al tiempo de extender el documento de concertaje, para el caso de que los jornaleros faltan al trabajo, y a la menor falta les cargan las multas. Mientras más se oprima a los infelices conciertos, son menos cumplidos, y al fin no habrá quien cultive los campos. El remedio, a mi vez, es prohibir que en los documentos se sienta esta cláusula penal."

(Informe del Intendente Gal de Policía, Prov. de Loja, 1909, pp 140-141, Archivo Legislativo).

[*" Les riches ne sont riches qu'au prix de la sueur et du travail des malheureux; ce sont ces derniers qui cultivent les champs et effectuent, sous toutes ses formes, le travail matériel; si ce n'était grâce au travail de ces infortunés, que deviendraient les autres humains? Les patrons ne sont pas des patrons, mais des bourreaux; les peones ne sont pas des peones, mais des esclaves; la ladrerie et la bassesse caractérisent les maîtres dans leurs rapports avec les peones conciertos (...). Le patron leur donne chichement des bagatelles, et leur fait payer*

jusqu'à l'air que respirent les malheureux (...). Ils mangent la faim et boivent la soif, toujours attachés au joug de l'esclavage; pour ces raisons, ils s'enfuient, ou se font bandits ou, au moins, voleurs. C'est pour cela que je demande que l'on réforme l'article 98 du Code de Police, dans le sens que les *peones* reçoivent la valeur de quarante centimes par jour.

« Par ailleurs, les patrons, en s'appuyant sur l'article 1525 du Code Civil, fixent de fortes amendes dans l'accord de *concertaje*, pour les cas où les travailleurs manqueraient à leur tâche, et, à la moindre faute, ils leur imposent ces amendes. Plus on opprime les malheureux *conciertos*, moins on peut compter sur eux, et, à la fin, il n'y aura plus personne pour cultiver la terre. Le remède, selon moi, consiste à interdire que l'on insère cette clause pénale dans les documents. »]

Plus brièvement, le *Jefe Político* de Loja écrivait en 1918:

«...la nueva forma que ha tomado la esclavitud y que se llama: "concertaje".» (Rapport du J.P. de Loja, 1918, p.205, Arch. Legislativo).

[«... la nouvelle forme qu'a prise l'esclavage et qui s'appelle *concertaje*.»]

Malgré quelques protestations dans la presse Conservatrice locale, les *terratenientes* lojans ne paraissent pas s'être opposés avec beaucoup de détermination au projet d'abolition du *concertaje*. Ils savaient probablement qu'il serait bien difficile, dans la pratique, de modifier quelque chose aux conditions concrètes d'exercice du pouvoir patronal.

C'est à un Libéral lojan, Agustín Cueva Saenz (1878-1939), fils de Manuel Benigno Cueva, qu'il appartient d'élaborer les analyses juridiques et théoriques qui devaient aboutir à la condamnation du *concertaje*. Le contenu de ses thèses, présentées dans une célèbre Conférence prononcée en 1915 devant la "*Sociedad Jurídica-Literaria*" (le texte est cité, notamment, par Pío Jaramillo, 1954, pp 77 et s.) eut un énorme retentissement, et provoqua, notamment, des réactions violentes et gravement inquiètes de la "Société Nationale des Agriculteurs" qui exprimait le point de vue des grands propriétaires de la Sierra.

A. Cueva devait, les jours suivants, défendre l'abolition, dans la presse et devant les Chambres, avec une détermination qui fit pencher en sa faveur la plupart des législateurs dont l'opinion était encore incertaine.

Le *concertaje* fut donc supprimé par une loi du 25 Septembre 1918 qui interdisait la prison pour dettes.

Dans l'ensemble de la Sierra, la nouvelle loi n'eut d'effets concrets qu'avec une extrême lenteur. Certes, la prison pour dettes était devenue illégale, mais les travailleurs demeuraient profondément immergés dans des rapports sociaux fondés sur la paternalisme patronal (dans le cadre de la *hacienda*) et/ou sur le *compadrazgo* avec les notables et commerçants ruraux (hors de la *hacienda*).

On assista dans la pratique à un passage insensible du *concertaje* au *huasipungaje*.

Il n'y avait, entre les deux systèmes, que des différences de nuances.

Le *concierto* recevait l'usufruit d'une parcelle (déjà désignée dans de nombreuses régions, par le terme quetchua "*huasipungo*"), et diverses prestations en nature, parfois désignées sous le terme de *suplido*, dont certaines constituaient un élément de rémunération, et d'autres une avance constitutive de la dette qui le liait. Tout cela variait d'une région à l'autre, en fonction d'usages locaux.

Pour le *huasipunguero*, le *suplido* disparut, en principe, et fut remplacé par une rémunération en monnaie, généralement assez nettement inférieure au salaire fixé sur le marché.

Mais, d'une part la prolongation de l'ancien système d'amendes pour retards, absences, carences diverses... permit de limiter arbitrairement, voire de supprimer purement et simplement le salaire versé.

D'autre part, les usages locaux fixaient souvent des rémunérations en nature auxquelles les travailleurs eux-même ne souhaitaient pas renoncer et qui continuèrent à faire partie de la rémunération du *huasipunguero*.

Il ne s'agit donc, en définitive, que de changements portant sur des nuances, parfois infimes, et Muriel Crespi, dans son travail sur la *hacienda* de Pesillo (M.K. Crespi, 1968) signale que, dans la région de Cayambe, au Nord de Quito, il fallut attendre 1938 pour voir le terme *huasipunguero* se substituer à peu près définitivement à celui de *concierto*, qui avait été officiellement supprimé vingt ans auparavant.

Mais, une fois encore, l'évolution de Loja a sensiblement différé du modèle dominant.

D'abord, comme par le passé, le système continuait à manquer chroniquement de monnaie. Il était donc difficile, à Loja, d'envisager un complément monétaire de rémunération.

Ensuite, après 1922, on assista à un important renversement de tendance. Alors que la main d'oeuvre avait manqué depuis plusieurs siècles, elle devint, en quelques années, surabondante.

En effet, la crise du cacao commençait à faire sentir ses effets dans toute leur ampleur. Les travailleurs, licenciés par les plantations, refluèrent soit vers Guayaquil (ce fut l'origine du terrible

massacre du 15 Novembre 1922), soit vers leurs communautés d'origine, dans la Sierra. Or, les *haciendas* des hautes terres commençaient, elles-aussi, à être touchées par la crise, puisqu'elles avaient perdu l'important débouché constitué par les plantations de la Costa. Les *terratenientes* de la Sierra entreprirent, à leur tour, d'expulser une partie de leurs travailleurs.

Seuls les *terratenientes* de la région de Loja pouvaient encore offrir du travail sur leurs immenses domaines souvent sous-utilisés.

Des migrants temporaires de l'Azuay cherchèrent donc à se faire recruter définitivement. On vit aussi revenir d'anciens *conciertos* lojans qui, à la belle époque du cacao, avaient tenté leur chance dans la région de Machalá et de Santa Rosa. D'autres vinrent de plus loin encore.

Ainsi les effets potentiellement négatifs de la suppression du *concertaje* furent gommés, à Loja, avant d'avoir eu le temps de se concrétiser. Les nouveaux arrivants venaient d'éprouver le chômage et la faim, et ils ne posaient guère de conditions pour céder leur force de travail. Les *terratenientes* de la région purent ainsi imposer des conditions souvent draconiennes aux *arrimados* (1): ils fournissaient l'usufruit d'une parcelle et, parfois, quelques droits annexes (l'utilisation de certains pâturages, le droit de ramasser du bois mort...). En échange, l'*arrimado* se voyait imposer un nombre impressionnant d'"obligations" (*obligaciones*): un nombre annuellement fixé de journées de travail non rémunérées sur l'exploitation du patron, ou diverses sortes de corvées, notamment domestiques, que l'on effectuait par tours.

Contrairement aux *huasipungueros*, les *arrimados* lojans ne recevaient aucune rémunération complémentaire, en monnaie ou en nature.

Le tableau n°2 résume très brièvement les différences entre les trois systèmes que nous venons de décrire.

Tableau 2. *Concertaje*, *arrimazgo* lojan et *huasipungaje*. Ressemblances et différences. (cf page suivante).

(1). A Loja, où le terme *huasipunguero* n'a jamais eu cours, c'est le terme d'*arrimado* qui s'est progressivement substitué à celui de *concierto*.

Tableau 2. *Concertaje, arrimazgo lojan et huasipungaje. Ressemblances et différences.*

	Lieu et époque.	Prestations patronales.	Prestations du travailleur.	Sanctions / travailleur.
<i>Concertaje</i>	Sierra avant 1918.	Usufruit d'une parcelle + droits d'usage divers + <i>suplido</i> .	Nb déterminé de journées de travail gratuites + corvées.	Prison pour dettes, expulsion.
<i>Arrimazgo</i>	Loja après 1918	id. suppression du <i>suplido</i>	id.	Appareil répressif de la hacienda + expulsion
<i>Huasipungaje</i>	Sierra (sauf Loja) après 1918	= <i>concertaje</i> , mais salaire à la place du <i>suplido</i> .	id.	id.

En définitive, dans la région de Loja, l'abolition du *concertaje* n'a nullement abouti à la modernisation des rapports de production.

Bien au contraire, sans doute, puisque le développement de l'"*arri-mazgo*" a favorisé un système particulièrement archaïque et a encore retardé la mise en place du véritable marché du travail que souhaitaient les économistes Libéraux, à la fin du XIX^e siècle.

3.2). La restructuration de l'espace économique régional.

Le projet Libéral avait, sur ce point, un petit nombre d'objectifs prioritaires:

- . le désenclavement interne, pour que l'on puisse, enfin, se rendre d'un point à l'autre de la région sans difficultés majeures,
- . la réorientation des flux externes dans une direction que résume le slogan "Guayaquil, plutôt que le Pérou".
- . l'ouverture vers l'Amazonie.

3.2.1. le désenclavement interne de la région.

En théorie, tout le monde souhaitait ce désenclavement.

Dans la pratique, certains grands propriétaires fonciers semblent avoir tenu un double langage. On affichait un intérêt marqué pour la création de nouvelles routes, mais on percevait clairement l'ambiguïté des conséquences sociales du désenclavement.

Dans un récit autobiographique, un Ingénieur lojan des Travaux Publics rapporte qu'il se fit ainsi interpellé par un hacendado dont le chantier devait traverser le domaine:

« He sabido que se está construyendo un puente sobre el río Capilla, cuyos soportes descansan en mis dominios y en los de la Hacienda El Tablón, sin que se nos haya consultado si era nuestra voluntad prestar este concurso. ¿ Un puente sobre el río Capilla y para qué ? Para servicios de los indígenas de Amaluza. Para facilitarles la búsqueda de autoridades cantonales y provinciales y hasta de los defensores de injusticias, los abogados. Para que renuncien al cómodo mercado peruano, y vayan en cambio a depositar sus escasos ahorros en la bolsa sin fondo de los matuteros de Cariamanga.

« Tranquilos la estamos pasando sin esa obra, con las autoridades parroquiales. La figura endeble del Teniente Político de Amaluza nos visita a menudo (...) con una colección de denuncias de los pícaros "arrimados". Dos o tres días de un régimen terriblemente gástrico y una que otra exploración faltriqueril, ponen término a estos problemas. Y la autoridad retorna a su despacho en actitud resuelta de dictar "justicieras sentencias" (...). Con el puente, vamos a perder, con toda seguridad, el paraíso en que hoy vivimos. Es sensible, en lo referente al auxilio que Vd solicita, no poder atenderlo.»

(d'après C. Arrobo Carrión, 1969, p.162).

[« J'ai appris qu'on est en train de construire sur le Río Capilla un pont, dont les fondations sont dans mes domaines et dans ceux de la hacienda El Tablón, sans qu'on nous aie consulté pour savoir si nous voulions apporter cette aide. Un pont sur le Río Capilla, et pourquoi ? Pour rendre service aux indigènes d'Amaluza. Pour les aider à aller voir les autorités cantonales et provinciales, et même ces défenseurs de l'injustice que sont les avocats. Pour qu'ils renoncent au comode marché péruvien et qu'ils aillent, au contraire, déposer leurs maigres économies dans la bourse sans fond des contrebandiers de Cariamanga.

« On est bien tranquilles sans ce pont avec les autorités de la paroisse. Le pauvre Teniente Político d'Amaluza nous rend souvent visite (...) avec toute une collection de plaintes de ces canailles d'arrimados. En deux ou trois jours de bons repas, et après avoir mis quelques fois la main à sa poche, on règle ces problèmes. Et l'"autorité" retourne à son bureau pour dicter les "sentences de justice" (...). Avec le pont, nous allons à coup sûr perdre le paradis dans lequel nous vivons aujourd'hui. Quant à l'aide que vous nous demandez (pour construire le pont, E.F.), je regrette de ne pouvoir vous l'accorder... »]

Il n'était guère nécessaire de disposer de bonnes routes pour exporter vers le Pérou le bétail sur pieds. De même, les bêtes de somme pouvaient suffire à acheminer vers les points de vente l'alcool de canneet la *panela*. A quelques exceptions près, les grands propriétaires partageaient probablement le point de vue rapporté par C. Arrobo.

Manuel A. Aguirre confirme cette opinion:

«... Muchos malos hijos de Loja sembraban de obstáculos la realización de obras redentoras: aquí un Gobernador de provincia, que emplea toda su influencia y autoridad, para impedir que el trazado vial pasara por las tierras de un latifundio que administraba: acá un párroco de aldea, que se opone a una instalación de agua potable porque ello lesiona sus intereses; allá un terrateniente que se niega a la construcción de un puente porque eso beneficia a una comunidad indígena y reclama el valor del terreno ocupado para sostener los estribos de la obra, etc...» (Manuel A. Aguirre, préface de C. Arrobo C., 1969, p. 8).

[« Beaucoup de mauvais fils de Loja ont semé d'embûches la réalisation de travaux rédempteurs: ici, un Gouverneur de Province qui emploie toute son influence et son autorité pour empêcher que le tracé d'une route passe par les terres d'un latifundio qu'il administre; là, un curé de village qui s'oppose à l'installation de l'eau potable parce qu'elle porte atteinte à ses intérêts; là encore, un terrateniente qui refuse la construction d'un pont parce que cela bénéficie à une communauté indigène, et qui réclame la valeur du terrain occupé par les contreforts de l'ouvrage, etc... »]

Le manque de bonne volonté des terratenientes n'était pourtant pas le seul obstacle.

Il n'y avait pas encore d'ingénieurs locaux, et la modestie des budgets ne permettait pas de recourir à des ingénieurs étrangers. Les fonds pour les investissements routiers provenaient d'un impôt additionnel sur l'eau de vie, dans les cantons où des travaux étaient programmés ou par des droits de péage sur le bétail en transit, ou encore par un impôt correspondant au 1/100 de la contribution territoriale. On en était parfois réduit à des collectes sur la voie publique, organisées par des associations "patriotiques"...

Ces revenus étaient, bien évidemment, difficiles à collecter. Mais, en plus, ils étaient fréquemment détournés de l'usage initialement prévu. Par exemple, l'argent obtenu en 1910 par la *Junta Patriótica de Señoras de Loja* pour la construction de la route vers Zamora fut, en fait, utilisé "pour un usage pieux". (Rapp. Gouverneur Loja, 1911, Arch. Legislativo).

En fait, la pénurie était telle que, loin d'entreprendre de nouveaux travaux, on ne parvenait même pas à entretenir ce qui existait déjà.

« Ignoro por incuria de quién, Loja, en todo el período liberal de dieciseis años, no haya adquirido una sola vía de comunicación, ni una casa para el despacho de los empleados del Gobierno (...) En cuanto a caminos vamos algo peor. Los que tenemos se cortan en tal o cual trayecto en cada invierno; y si no fuera por la acción de los Municipios y también por la desinteresada de los particulares que atienden a su compostura, aunque precaria, quedaríamos verdaderamente confinados.

« El pésimo estado de nuestros caminos es conocido por todos. Pueblos como Chito y Zumba están a punto de desaparecer de la comunidad ecuatoriana solo por falta de vías de comunicación.» (Rapp. Gouverneur Loja, 1912, Arch. Legislativo).

[« J'ignore qui est responsable de cette incurie, mais Loja, pendant toute la période Libérale, qui a duré seize ans, n'a pas acquis une seule voie de communication, ni un édifice pour les bureaux des employés du Gouvernement (...). Quant aux chemins, cela va encore plus mal. Ceux que nous avons, sont coupés chaque hiver sur telle ou telle partie de leur trajet; et, si ce n'était grâce à l'action des Municipios, et à celle, désintéressée, des particuliers qui s'occupent de l'entretien, même précaire, nous resterions véritablement isolés.

« Le très mauvais état de nos chemins est connu de tous. Des villages comme Chito et Zumba sont sur le point de disparaître de la communauté Equatorienne, seulement à cause du manque de voies de communication.»]

Pourtant, insensiblement, malgré l'absence de moyens et la carence totale des pouvoirs publics, un grand nombre de micro-réalisations purent être effectuées dans le cadre de *mingas*. On les devait à l'initiative d'un *cacique local* - quand cela ne contrariait pas ses plans - ou d'un *Curé de village*, ou d'un *groupe de commerçants ruraux*. Elles recouraient, *massivement et gratuitement*, à la force de travail des paysans, et n'utilisaient que les *matériaux* que l'on pouvait trouver *gratuitement sur place*.

Quelques routes et quelques nouveaux ponts, en certains points stratégiques, permirent de mieux franchir certaines rivières ou certaines crêtes, d'articuler entre elles deux vallées voisines qui s'ignoraient. On put commencer à se rendre, sur un tracé permanent, de *Cariamanga à Amaluza*, de *Gonzanamá à Cariamanga*, de *Macará à Celica*...

Le grand chemin de *Celica à Santa Rosa* fut réalisé grâce à des crédits obtenus par un décret législatif de 1917; on prolongea de *Portovelo à Santa Rosa* une route construite par la "*South American Development*", compagnie minière installée à *Portovelo*...

Les chemins, quoique médiocres, étaient assez larges, et les pentes assez adoucies, pour qu'on pût charger lourdement les mules, qui demeuraient encore la clé de tous les transports de marchandises.

3.2.2. la réorientation des flux externes: "Guayaquil plutôt que le Pérou".

Guayaquil, déjà pôle économique naturel, était devenu le centre politique essentiel du pouvoir Libéral. La ville était en expansion, son dynamisme s'affirmait d'année en année. Elle recherchait de nouveaux marchés et de nouveaux centres d'approvisionnement.

Le capital commercial de Guayaquil s'efforça, avec un certain succès - nous l'avons vu -, de lancer des pseudopodes en direction du café lojan.

Mais la grande métropole régionale avait surtout besoin de viande fraîche. Les grandes haciendas d'élevage de la Costa, qui étaient les pourvoyeurs traditionnels, ne suffisaient plus à la tâche. L'idée de détourner vers Guayaquil les troupeaux qui, depuis Loja, se dirigeaient à marches forcées vers le Nord du Pérou, parut excellente.

Une partie des milieux Libéraux de Loja étaient favorable à ce projet qui aurait porté un coup sévère au pouvoir économique de la micro-oligarchie. Les maquignons *costeños* auraient confisqué les profits commerciaux encore liés au vieux système de troc pratiqué avec le Pérou. A terme, on pouvait envisager que ce projet mit en cause l'hégémonie de la classe dirigeante lojane et l'avènement progressif d'une bourgeoisie commerciale locale liée aux intérêts de la bourgeoisie agro-exportatrice de Guayaquil.

La réalisation de cet objectif comportait deux aspects complémentaires.

- . l'ouverture d'une "*vía a la Costa*", d'une voie vers la côte,
- . l'adoption d'une série de mesures visant à faire obstacle à la circulation des marchandises en direction du Pérou.

(A). la "*vía a la Costa*" devait devenir, pendant plusieurs décennies, le grand projet concernant Loja, et l'objet d'innombrables débats.

Les difficultés pour établir une liaison directe de Loja à la mer étaient sérieuses mais pas insurmontables. Un tronçon de soixante-dix kilomètres, environ, concentrait l'essentiel des problèmes, liés à l'exubérante végétation tropicale et à de fortes dénivellations.

Depuis longtemps des projets avaient été élaborés. Pio Jaramillo qui, en son temps, en fut l'un des principaux promoteurs, signale dans son "Histoire de Loja" que le premier remontait à 1871 et devait relier Loja à Santa Rosa et à Zaruma. (P.Jaramillo, 1955, p.415 et s.).

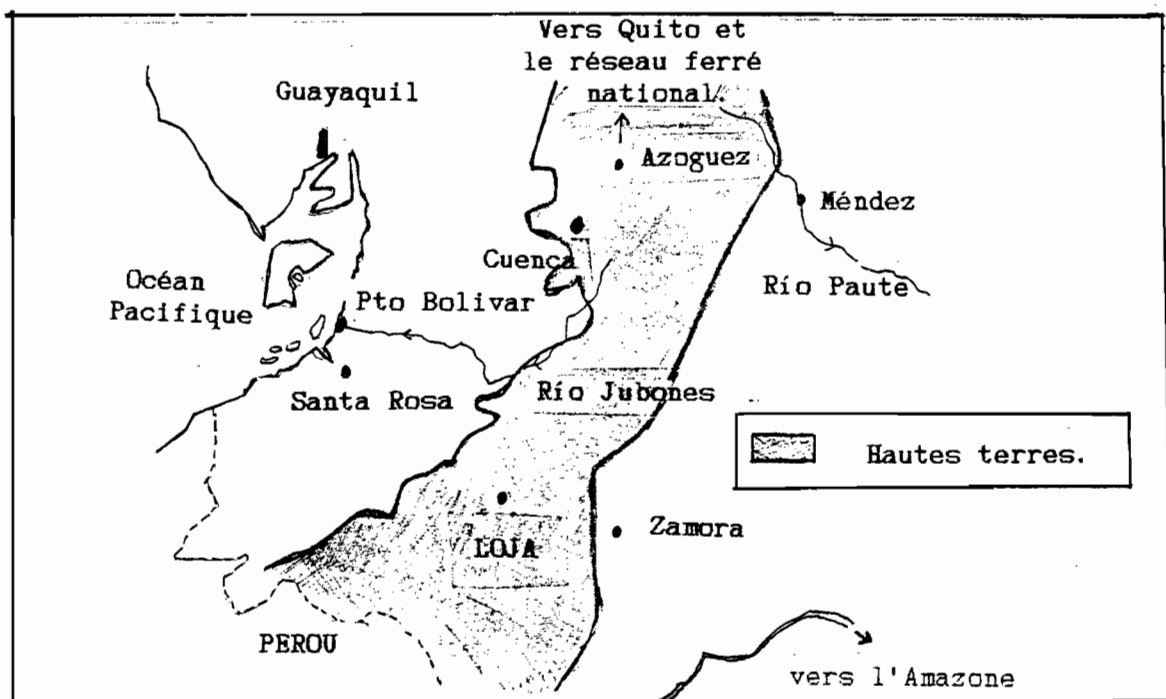
A partir de 1883, il commença à être question du chemin de fer (P.Jaramillo, p.416), mais aucun début de réalisation n'avait eu lieu lorsque survint la révolution Libérale.

Le Congrès de 1912 élaborait un projet grandiose visant à créer une voie ferrée transversale du Pacifique à l'Amazonie, qui aurait constitué une première continentale, sur l'itinéraire Puerto Bolivar-Loja-Zamora. Le financement aurait été assuré par le revenu des salines des îles de Payana, au large de Puerto-Bolivar.

Le projet rencontra une première difficulté majeure qui n'était pas d'ordre technique.

Il existait, en effet, un projet concurrent pour une transversale de Puerto-Bolivar à Cuenca (par le río Jubones), puis à Azogues (où elle se serait connectée sur le réseau principal déjà construit entre Sibambe et Quito), et à Méndez en Amazonie).

Carte n°.2. Les itinéraires concurrents pour la voie ferrée Pacifique-Amazonie.



Il y avait, en fait, affrontement direct entre les groupes de pression de Loja et ceux de Cuenca. Ces derniers étaient, à cette époque, assez nettement plus efficaces, notamment parce que la micro-oligarchie lojane ne tenta pas de peser de tout son poids dans l'affaire, qui fut surtout défendue avec passion et talent par les jeunes Libéraux de la ville, regroupés d'abord dans le "Comité Ferroviaire de Loja", ensuite dans la *Junta de Defensa del Ferrocarril*.

Les polémiques débouchèrent sur des missions d'experts, sur des rapports contradictoires présentés au Parlement et aux services techniques des divers Ministères concernés... Le débat semblait s'enliser définitivement lorsque la Révolution de Juillet 1925 conduisit le Président Isidro Ayora à trancher en faveur de Loja et à donner le signal du

début des travaux en 1928. Mais le projet, mutilé à cause de la pauvreté de l'Etat, se limitait désormais au trajet de Puerto-Bolivar à Zaruma. En 1936, soixante-quinze kilomètres avaient seulement été réalisés, de Puerto-Bolivar à Piedras. Les travaux ne dépassèrent jamais ce point.

Quant aux projets routiers, ils ne furent guère plus heureux.

Les premières réalisations eurent lieu en 1927. Il fallut sept ans pour construire les premiers soixante-deux kilomètres. Le tronçon Loja-Piñas (quatre-vingt kilomètres environ) ne devait être utilisable - dans des conditions d'ailleurs très médiocres - qu'en 1936.

Or, dès 1930 (*El Tribuna*, 12 Oct. 1930), des camions en provenance de Piura et de Paita, parvenaient à Zapotillo, pour charger le bétail qui n'était là qu'à un jour de marche de Celica.

(B). La Douane de Macará.

Elle fut créée en 1893, avant même la Révolution Libérale.

Ses débuts furent particulièrement médiocres. La frontière était à peu près impossible à contrôler, sans d'énormes moyens, puisqu'elle suit le trajet du Río Macará, que l'on peut franchir à gué en de multiples endroits; de plus, quelques *latifundios* étaient à cheval sur la frontière, et les autorités douanières n'avaient pas compétence pour y pénétrer.

Le Gouvernement Libéral aurait souhaité faire de la douane de Macará un véritable moyen de dissuasion pour les flux sortant de la région. Il apparut rapidement que cela ne serait pas possible. En 1914, les recettes de la Douane ne parvenaient même pas à compenser les frais de fonctionnement pourtant réduits à leur plus simple expression. La contrebande était générale, au su et au vu des douaniers, et s'exerçait dans les deux sens.

Pourtant, malgré son inopérance, la Douane était fortement impopulaire dans la région et elle devint le symbole d'une ingérence intolérable du pouvoir central. Doléances, pétitions, *denuncias*, se multiplièrent, demandant la suppression de cette "atteinte à la liberté du commerce". Plusieurs journaux locaux entreprirent des campagnes pour la signature d'un traité de libre-échange avec le Pérou (cf, notamment, divers n° de *El Tribuna*, de 1930).

Avec le temps, il devint clair, en tous cas, que les vieux liens de complémentarité entre Loja et le Nord du Pérou ne seraient pas abolis aussi facilement qu'on l'aurait espéré dans les milieux Libéraux.

Pourtant, tant bien que mal, le courant finit par s'établir, assez modestement, entre Loja et la Costa.

Dès 1911, le *Municipio* de Celica signalait une forte augmentation du commerce du canton en direction du Nord (Puerto-Bolivar, Machalá, Guayaquil), sous forme d'exportation de *tagua* (ivoire végétal),

de boeufs, de porcs, de peaux, et, surtout, de café. Mais l'acheminement était rendu très difficile par les crues hivernales du río Puyango.

L.F. Mora, dans sa monographie de 1930, signale que :

« Loja trae de Guayaquil casi la totalidad de su comercio. La mayor parte del arroz y el azúcar viene de Chaguarpamba y Zaruma. Vende algo de ganado caballar y vacuno, manteca y grano a la Provincia de El Oro y Azuay. » (L.F. Mora, 1930, p.32).

[« Loja fait venir de Guayaquil la quasi-totalité de son commerce. La plus grande partie du riz et le sucre viennent de Chaguarpamba. Il se vend un peu d'équidés et de bovidés, de graisse et de grains à la Province de El Oro et à celle de l'Azuay. »]

Mais il semble que l'on doive mettre ce relatif succès sur le compte des troubles politiques qui opposèrent, à ces époques, le Pérou à l'Equateur, plutôt que sur celui de la politique Libérale.

La presse locale s'employa, d'ailleurs, avec énergie pour rétablir une situation qui ne fut pas longtemps compromise. Diverses campagnes tentèrent de démontrer la nécessité du commerce entre les deux régions:

« Los pueblos fronterizos se han necesitado mutuamente en todo tiempo. Primero por el imperativo de la propia conservación. Luego por relaciones de familia. Loja ha proveído al Perú de artículos buenos y baratos: ganado, cueros de chivo y de res, aves de corral, chancaca, frutas, maderas, maíz, etc...El Perú nos ha dado su magnífica sal y su oro (...). El comercio de Loja con el Perú comienza en algunos pueblos a distancia de doce leguas de este centro. Lo que es los cantones de Calvas, Celica y Macará, realizan casi la totalidad de sus negocios con los pueblos fronterizos. Este comercio continuo ha solidificado con el tiempo los lazos de amistad y cariño de las partes.... » (*El Tribuno*, n°1, 13 Juillet 1930).

[« ...Les peuples frontaliers ont eu, de tout temps, besoin l'un de l'autre. D'abord, pour les nécessités de leur propre conservation. Ensuite, à cause des relations de parenté. Loja a approvisionné le Pérou en articles de qualité et bon marché: du bétail, des peaux de caprins et de bovins, des animaux de basse-cour, de la chancaca (*Farine de maïs, grillée et mélangée à du miel.EF*), des fruits, des bois, du maïs, etc... Le Pérou nous a donné son magnifique sel et de l'or (...). Le commerce de Loja avec le Pérou commence dans certains villages qui sont à douze lieues de ce centre. En ce qui concerne les cantons de Calvas, Celica et Macará, ils réalisent la quasi-totalité de leurs affaires avec les villages frontaliers. Ce commerce continu a renforcé, avec le temps, les liens d'amitié et l'affection des deux parties... »]

Le problème du commerce avec le Pérou devait, à cette époque, devenir un leitmotiv de la presse locale.

Il est clair que, malgré des difficultés passagères, liées à la conjoncture politique, les vieux liens commerciaux entre les deux régions ne furent jamais sévèrement menacés par les flux bien modestes qui s'organisèrent en direction de la Costa.

3.2.3). L'ouverture vers l'Amazonie.

Après des siècles d'un oubli profond, l'intérêt de Loja pour l'Amazonie se ralluma soudain, en 1870, lorsque le "Capitaine Yoo", "chef de la tribu des Zamorans", c'est-à-dire indien Jibaro (1), entreprit, à la surprise générale, de venir en reconnaissance à Loja, avec une petite escorte (2).

Le premier moment d'effroi passé (les Jibaros avaient la réputation d'être de féroces coupeurs et réducteurs de têtes), Yoo fut bien accueilli et prit le chemin du retour accompagné de trois "explorateurs" lojans.

Lorsque ceux-ci revinrent à Loja, quelques semaines après, ils s'empressèrent de lancer des procédures de *denuncias de tierras*, qui permettaient de revendiquer la propriété de terres vierges sous certaines conditions, d'ailleurs peu contraignantes.

Cette entreprise pionnière suscita un certain nombre de nouvelles explorations qui se terminèrent, elles-aussi, par de nouvelles *denuncias*.

L'enthousiasme retombé, on n'assista à aucune esquisse d'une quelconque mise en valeur des terres ainsi "attribuées", ni même au début du tracé d'un chemin muletier vers Zamora.

La situation n'était, il est vrai, guère prometteuse. Il n'existait aucune voie d'accès et aucun projet sérieux d'en construire une. Il n'y avait aucune main d'oeuvre disponible, puisque les *Jibaros*, considérés comme dangereux et imprévisibles, n'étaient pas susceptibles d'être contraints au travail comme les indigènes de la Sierra; et les paysans des hautes terres n'avaient guère de raisons de s'aventurer dans ces régions inhospitalières.

Certaines tractations eurent cependant lieu, aboutissant à la concentration des titres issus des premières *denuncias* entre les mains des trois ou quatre personnes, selon P. Jaramillo (*El Municipio Loja*, 1 Août 1909), qui n'appartenaient pas à l'oligarchie, et qui se retrouvèrent propriétaires théoriques de plusieurs centaines d'hectares de forêt vierge.

(1). Nous dirions aujourd'hui *Shuar*.

(2). L'initiative de ce voyage appartient sans doute à des missionnaires qui tentaient d'établir des contacts dans la région amazonienne.

La Mission Franciscaine disposait aussi de droits très importants et moins évanescents dans la mesure où, seule, elle avait entrepris quelques défrichements, dès 1892-1894, autour de ses premiers bâtiments provisoires.

Cette situation constituait, en fait, un frein supplémentaire au démarrage d'une colonisation amazonienne: tout candidat colon se serait trouvé en position de métayer ou de locataire, ou, en tous cas, dans une situation de dépendance, par rapport au propriétaire nominal des lieux.

Dès les premières années du XX^e siècle, l'"intelligentsia" Libérale lojane mit le projet de reconquête de l'Amazonie au premier rang de ses préoccupations.

Les réunions publiques, les proclamations se multiplièrent. Pío Jaramillo, qui faisait ses premières armes de journaliste, écrivit des articles enflammés dans *El Municipio Lojano* à partir de 1909, puis dans un journal spécialisé, *El Oriente*, qui se proposait,

« la defensa de la integridad nacional, del ferrocarril hacia la Costa, y de la colonización del Oriente. »

[« la défense de l'intégrité nationale, du chemin de fer vers la Costa et de la colonisation de l'Orient. »]

D'abord bi-mensuel, en 1910 et au début de 1911, il devint hebdomadaire de 1911 à 1914 et fut particulièrement efficace dans la création d'une nouvelle idéologie orientaliste qui allait être très répandue dans la région de Loja (1).

Il devint de bon ton d'adhérer à des "Comités de colonisation". Le "Comité de Colonisation de Zamora" fut créé au début de 1910, suivi de quelques mois par une "Junta de Colonización e Inmigración",

« con el fin de promover la apertura de un camino de Loja a Zamora y la colonización de la antigua región Oriental. »

[« avec l'objectif de promouvoir l'ouverture d'un chemin de Loja à Zamora et la colonisation de l'ancienne région Orientale. »]

Mais l'enthousiasme ne déboucha sur aucune réalisation.

L'argent collecté pour le chemin de Zamora fut détourné "vers un usage pieux"; et il fallut attendre 1924 pour que fût entrepris un nouveau voyage d'exploration, plus méthodique cette fois, sous la direction de Pío Jaramillo, en direction de Zamora, puis de Gualaquiza.

(1). On en trouve la collection complète au Fonds Pío Jaramillo de Loja, cote 777.

En fait, les seules véritables réalisations furent à porter au crédit de la Mission Franciscaine.

Vers 1892-1893, les Franciscains avaient, donc, effectué quelques défrichements autour des premiers bâtiments de la mission, pour la subsistance d'un petit noyau de missionnaires et de quelques employés.

Mais la Révolution Libérale porta un coup très dur à ce premier établissement: la mission avait, en effet, servi de base arrière au Colonel Vega, chef militaire des Conservateurs. Devant la victoire de Libéraux et dans la crainte de représailles, les Franciscains préférèrent fermer l'établissement et l'abandonner en Janvier 1897.

Un chanoine, R.Ojeda, s'installa alors à Zamora pour assurer la continuité de la présence ecclésiastique dans la région. Il fit transférer à son nom l'ensemble des anciens titres fonciers de la Mission, puis il affronta dans de complexes procédures, les trois ou quatre grands détenteurs de concessions. A sa mort, il put léguer vingt cinq mille hectares, environ, à la Curie de Loja. Ainsi, lorsque la Mission Franciscaine entreprit de se réinstaller, en 1921, elle se trouva, d'emblée, à la tête d'un important capital foncier, protégé par d'authentiques titres de propriété.

De nouveaux bâtiments, vastes et solides furent édifiés. On attira un noyau d'indigènes *Shuar*, en leur donnant d'importants moyens de subsistance; quelques éléments subirent un premier processus d'acculturation; on apprit leur langue; les droits fonciers furent confirmés par une mise en valeur ostensible; on poussa des reconnaissances vers des secteurs encore inexplorés; on y prit pied par l'intermédiaire de catéchistes indigènes...

La route vers Zamora fut enfin commencée en 1931; elle devint à peu près opérationnelle à la fin des années trente: on pouvait commencer à se rendre de Loja à Zamora sans risques excessifs.

Un véritable effort de colonisation devenait donc possible, mais il allait être sévèrement contrôlé et filtré par la Mission Franciscaine qui, sur la base d'une situation de monopole foncier initial, sut tisser de façon très efficace un réseau monopolistique de pouvoir local, qui rappelait à certains égards - mais à une échelle plus modeste - le système de domination mis au point par la micro-oligarchie lojane.

Les immenses possessions foncières de la Mission lui permirent d'abord de constituer un réseau de clientèle, localement sans failles: les *Shuars* qui désiraient profiter des avantages entrevus et les nouveaux colons à la recherche d'une implantation ne pouvaient se passer de l'assentiment des religieux qui leur assignaient des terres et une place précise dans le système.

De même, la Mission n'eut aucune peine à établir un monopole de l'enseignement dans toute la zone et elle sut intervenir efficacement

dans le choix des fonctionnaires locaux, grâce aux appuis politiques dont elle disposait.

Ce système de pouvoir local, parfaitement cohérent et entièrement concentré dans les mains de la Mission fut souvent désigné par ses adversaires - et l'est encore, dans les années quatre-vingt - sous le terme de "caciquisme franciscain" qui, en dépit de son contenu péjoratif, décrit bien l'ampleur de la concentration du pouvoir. La création d'un évêché, à Zamora, en 1964, devait apporter à l'édifice un appui considérable. J.Galarza pouvait écrire sans exagération, dans un ouvrage fameux:

« *El Obispo es el dueño de la Provincia.* »

[« L'Evêque est le maître de la Province. »]
(J.Galarza, 1968, p.59).

3.3). Le développement du commerce régional.

Dans la logique de l'économie Libérale, le développement du commerce régional devait être, en lui-même, un objectif essentiel. Mais on y vit aussi un moyen de porter atteinte au vieux système de domination contrôlé par la micro-oligarchie.

Les choses ne se passèrent pas comme on semblait l'avoir envisagé.

L'essor du commerce régional, quoique bien réel, n'atteignit jamais le niveau attendu (3.3.1), par contre, l'essor de la contrebande dépassa toutes les prévisions (3.3.2).

Pourtant, malgré la modestie de ses progrès, le secteur commercial a permis l'apparition de nouveaux pôles d'accumulation et de pouvoir local qui devaient contribuer, plus tard, à déstabiliser le système.

3.3.1). L'essor limité du commerce régional.

A partir du début des années vingt, plusieurs facteurs paraissaient se conjuguer en faveur du commerce lojan:

L'augmentation sensible de la population, à cause, notamment, des immigrations, aurait dû, en premier lieu, permettre la constitution d'un véritable marché régional.

Les nouveaux arrivants, dont beaucoup avaient séjourné assez longtemps dans les plantations de la Costa, étaient porteurs d'habitudes de consommation impliquant un certain recours au petit commerce local, au moins pour des produits de toute première nécessité (sel, quincaillerie, médicaments...).

En l'absence de rémunération monétaire, ils durent donc, pour se procurer le minimum de monnaie dont ils avaient besoin, porter sur le marché une partie de la production issue des parcelles qu'on leur avait attribuées.

La tendance fragile, mais réelle, au désenclavement des micro-régions isolées, vint soutenir ce mouvement et favorisa le développement de la fonction commerciale des bourgs ruraux.

Ainsi, par exemple, Cariamanga devint le débouché naturel de la fertile vallée d'Amaluza-Jimbura, qui n'avait jusqu'alors, comme modeste exutoire, que quelques petites agglomérations péruviennes voisines.

De même, Catacocha commença à servir de débouché naturel pour la petite agriculture de subsistance de la zone caféicole (le café suivait une autre voie).

Les *tiendas*, - les boutiques -, des petits bourgs, devenaient ainsi un peu plus nombreuses, s'aggrandissaient, se trouvaient, parfois, au centre d'une petite animation, d'un va-et-vient de mules lourdement chargées.

La commercialisation du café et le collectage de produit au profit de Guayaquil donnèrent une certaine activité aux bourgs et aux villages situés à l'Ouest de la province. Grâce à quelques nouveaux chemins, le boom du café put faire un peu tache d'huile, autour de Pifias, de Zaruma, de Chaguarpamba, et des acheteurs munis d'un peu d'argent prirent l'habitude de se rendre sur les marchés de Celica, de Catacocha et, même, de Loja.

Le regain d'activité du commerce régional reposait sur une augmentation normale du volume des affaires; mais on spéculait aussi sur diverses pénuries qui frappaient la région: pénuries épisodiques de denrées de première nécessité, pénurie chronique de monnaie divisionnaire.

Une grave sécheresse avait sévi en 1922; les prix des produits les plus nécessaires à l'alimentation montèrent donc fortement et se maintinrent à un haut niveau bien après le retour de conditions climatiques normales (cf presse lojane du début de 1913). Une nouvelle hausse spectaculaire se produisit en 1914, à l'annonce simultanée du conflit européen et de nouvelles insurrections dans le nord du pays. En 1923, le traumatisme provoqué par les massacres de Guayaquil suffit à déterminer un nouveau bond des prix. En 1927, ce furent de mauvaises récoltes qui conduisirent au bord de la disette...

Ainsi, le prix des biens de première nécessité augmentait inexorablement dès qu'apparaissait une pénurie véritable, ou seulement la crainte d'une pénurie. Mais, lorsque la situation se normalisait, ils manifestaient une forte rigidité à la baisse.

Ces décalages profitaient - bien évidemment - aux commerçants, malgré les protestations véhémentes et unanimes de la presse lojane, qui était l'émanation de la micro-oligarchie et de la bourgeoisie urbaine. Les commerçants locaux comprirent, d'ailleurs, le risque que comportait ce déchainement, contre eux, de l'opinion publique, et ils fondèrent un nouveau mensuel, *El Deber Cívica*, pour défendre le point de vue du lobby commercial face aux attaques dont il était l'objet.

L'accélération du rythme des affaires ne fut pas accompagnée d'une injection nouvelle de monnaie dans les circuits économiques régionaux. La monnaie divisionnaire, notamment, se mit à manquer encore plus que par le passé. Certains commerçants imaginèrent de profiter de la situation.

Ils stockaient les *reales*, les *medios*, les *cuartillos*, aggravant ainsi la rareté spontanée. Ils acceptaient alors de faire le change au taux de quatre-vingt centimes en monnaie divisionnaire contre un billet d'un Sucre; la plupart refusaient de rendre la monnaie pour de petits achats, ne dépassant pas cinquante ou soixante centimes (cf *El Heraldó*, n°398, 3 Décembre 1922, sous le titre: "*Por el pueblo lojano*").

Ces petits profits n'étaient sans doute pas négligeables à l'échelle locale, mais ils ne pouvaient se comparer à ceux engendrés par la contrebande.

3.3.2). L'essor de la contrebande.

Pour transporter la moindre marchandise à travers la province de Loja et lui faire franchir la frontière du Pérou, il fallait affronter d'innombrables complications. Il convenait de payer des droits de péage pour passer d'un canton à l'autre, pour franchir un pont, pour entrer dans une agglomération... Ce système archaïque et tracassier justifiait, sur tous les itinéraires, la présence de vétustes barrières, plus ou moins contrôlées par un fonctionnaire sous-payé et enclin à la vénalité. L'existence de patrouilles d'"inspecteurs", souvent armés, contribuait à créer un climat inquiétant sur les routes, dès que l'on s'aventurait hors de Loja.

Ces perceptions, plus tracassières que rémunératrices, finissaient par créer une réelle cherté des marchandises consommées loin de leur lieu de production. En même temps, elles garantissaient la rentabilité des circuits parallèles capables d'éviter tous ces prélèvements.

La contrebande la plus fructueuse portait,

- . dans le sens Loja→Pérou, sur les boeufs et la *paja toquilla* (1)
- . dans le sens Pérou→Loja sur le sel et les produits manufacturés
- . à l'intérieur de la région, sur les alcools de canne à sucre.

De gros profits devenaient ainsi possible.

Certains bourgs, figurant à proximité d'itinéraires parallèles peu contrôlés, se trouvaient ainsi prédestinés à la contrebande. C'était le cas de Celica, Sozoranga, Gonzanamá, Amaluza et, surtout, de Cariamanga, dont la vieille tradition contrebandière remontait à la belle époque de la cascarille.

(1). La *paja toquilla*, "*Corludovica palmata*", est une paille utilisée spécialement pour la fabrication des chapeaux dits de Panama.

Autour de ces bourgs, la contrebande s'organisa de façon très cohérente, avec des réseaux parallèles bien rodés et des hiérarchies très fonctionnelles.

Les "gros bonnets" du commerce local étaient généralement les commanditaires; ils savaient intervenir efficacement auprès des autorités locales, soit par la corruption, soit plus subtilement par une activité politique apparemment dépourvue de toute ambiguïté, qui pouvait susciter, au besoin, d'utiles protections.

Au-dessous d'eux, agissaient divers personnages secondaires, selon une division du travail très précise: des passeurs, des complices placés à tous les points sensibles du circuit, et tout un réseau de "clients" qui n'intervenaient pas forcément de façon directe, mais qui protégeaient le système, à leur niveau, en en bénéficiant plus ou moins indirectement: autorités locales, petits fonctionnaires, petits notables...).

La contrebande n'était donc pas seulement le fait d'un petit nombre de trafiquants, mais elle constituait une source significative de revenus pour tout un groupe social (la bourgeoisie commerçante de certains bourgs ruraux) et pour divers réseaux liés à ce groupe.

Les autorités régionales et la micro-oligarchie lojane n'étaient pas à l'aise pour affronter ce véritable phénomène social qu'était devenue la contrebande. Elle ne pouvaient guère s'appuyer sur l'Administration des Douanes, impopulaire et notoirement complice du système.

Un *modus vivendi* semble s'être peu à peu instauré, sous la forme d'un partage de l'espace social, qui laissait la part belle à la micro-oligarchie, mais abandonnait de plus en plus nettement au capital commercial clandestin un certain nombre de bourgs.

*
* *

Conclusion du chapitre 2.

En définitive, l'impact des politiques Libérales sur la société lojane était assez paradoxal.

En première analyse, tout semblait indiquer un échec généralisé.

Aucun véritable appareil local d'Etat n'avait pu être installé. Le contrôle politique de la région ne s'était effectué qu'au prix de fraudes tellement importantes qu'on ne cherchait même plus à les dissimuler.

Les tentatives de modernisation économique s'étaient soldées par un échec généralisé. Non seulement la région n'avait pu être intégrée dans la nouvelle unité économique nationale, mais encore, son retard et sa marginalisation s'étaient accrus de façon décisive.

Pourtant, des dynamiques irréversibles s'étaient mises en place qui, malgré leur précarité initiale, ne devaient pas tarder, dans le courant du XX^e siècle, à peser de tout leur poids:

. la micro-oligarchie dut compter de plus en plus avec l'intervention de l'Etat pour la solution de problèmes qui, dans la situation traditionnelle, lui incombait exclusivement;

. un désenclavement réel, malgré d'énormes insuffisances, permit d'entrevoir que l'isolement ne suffirait pas toujours à protéger les privilèges de certains groupes localement dominants;

. enfin, quelques pôles d'accumulation, indépendants de l'oligarchie foncière, avaient fait leur apparition, en particulier autour du capital commercial, notamment sous sa forme clandestine liée à la contrebande.

Tous ces éléments de déstabilisation du système allaient acquérir de la force à la faveur de la spectaculaire expansion du groupe constitué par les classes moyennes lojanes.

*
* *

Chapitre 3.

LA MONTÉE DES CLASSES MOYENNES.

§1. La diversité des classes moyennes lojanes.

- 1.1). Les exclus de l'oligarchie.
- 1.2). Le développement d'une bourgeoisie urbaine "en col blanc".
- 1.3). Le développement d'une bourgeoisie commerçante urbaine.
- 1.4). La bourgeoisie rurale ascendante.
- 1.5). Les classes populaires ascendantes.

§2. Les facteurs de l'unité des classes moyennes lojanes.

§3. L'offensive des classes moyennes contre le système dominant.

- 3.1). La montée du socialisme et la redéfinition du jeu politique local.
- 3.2). L'action anti-oligarchique.
 - 3.2.1). Les campagnes directement anti-oligarchiques.
 - 3.2.2). Pour de nouvelles structures agraires échappant au contrôle de l'oligarchie foncière.
 - 3.2.3). Pour un paysannat libéré de ses liens de servitude.
- 3.3). L'anti-cléricalisme et l'action anti-cléricale.

* Conclusion du chapitre 3.

La Révolution Libérale a favorisé, au niveau national, l'émergence et le développement d'une moyenne bourgeoisie qui, jusqu'alors, n'avait joué qu'un rôle très secondaire. Une bourgeoisie de fonctionnaires, d'employés, de bureaucrates, de "cols blancs", favorisés par la mise en place d'un appareil d'Etat qui devint grâce à la Révolution de Juillet 1925 réellement important et cristallisateur de pouvoir.

Mais aussi, une petite et moyenne bourgeoisie commerçante, très différente de la grande bourgeoisie agro-exportatrice, que la vague Libérale avait portée en avant. Ambitieuse, dynamique et solidement assise sur des réseaux de clientèle très ramifiés. C'est elle qui fut le principal moteur de la révolution de Juillet, et qui lui donna sa coloration "anti-ploutocratique".

Loja, cette fois, ne resta pas à l'écart de ce phénomène national, qui y prit, cependant, des formes particulières.

En effet, les "classes moyennes" y furent, sans doute plus qu'ailleurs, profondément hétérogènes, malgré leur faible importance numérique (§1).

Pourtant, à Loja, plus qu'ailleurs sans doute, on vit apparaître, dans ce groupe très différencié, des formes unitaires de comportements qui permettent de caractériser une catégorie sociale spécifique (§2).

Ces comportements unitaires se sont, notamment, exprimés par des actions anti-oligarchiques très caractéristiques qui ont fortement marqué l'histoire politique et sociale de Loja dans la première moitié du XX^e siècle (§3).

§1. LA DIVERSITE DES CLASSES MOYENNES LOJANES.

Au XIX^e siècle, la bourgeoisie urbaine lojane était restée peu nombreuse, atomisée en sous-fractions (cf chap.1) et sans véritable importance sociale.

Au début du XX^e siècle, certaines de ces sous-fractions prirent une plus grande consistance. En se contentant d'un certain schématisme, on peut en distinguer au moins cinq. Par ordre de hiérarchie sociale décroissante, il y aurait:

- . les exclus de l'oligarchie,
- . la bourgeoisie urbaine "à col blanc",
- . les commerçants urbains,
- . une bourgeoisie rurale ascendante, dotée de nombreuses connexions urbaines,
- . des éléments hétérogènes issus des classes populaires ascendantes.

1.1). Les exclus de l'oligarchie.

Il ne suffisait pas d'être né dans une famille de la noblesse lojane pour appartenir de plein droit à ce groupe social.

Des exclusions de fait étaient fréquentes. Elles pouvaient venir d'une mésalliance, ou de revers économiques qui ne permettaient plus de maintenir des comportements de caste, et contraignaient, par exemple, à l'exercice d'une profession incompatible avec le statut "noble".

On trouve ainsi, parmi les acteurs de la vie politique et sociale locale, des personnes directement issues de la micro-oligarchie - leurs patronymes en témoignent - dont le comportement social, les activités professionnelles et le niveau de revenu correspondent parfaitement à ceux que nous décrirons comme caractéristiques de la bourgeoisie urbaine.

1.2). Le développement d'une bourgeoisie urbaine "en col blanc".

L'augmentation spectaculaire du nombre des enseignants, des fonctionnaires/bureaucrates, et des membres des professions libérales, constitue la grande nouveauté sociologique de la première moitié du XX^e siècle à Loja.

(A). Les enseignants.

Le Collège Bernardo Valdivieso était devenu, dès le dernier quart du XIX^e siècle, une pépinière de diplômés d'un niveau élevé pour l'époque. En 1900, la ville de Loja avait probablement, pour tout l'Equateur, le plus grand nombre de bacheliers par millier d'habitants.

L'enseignement constituait, pour eux, le débouché le plus accessible car ils pouvaient être recrutés par l'une des nombreuses écoles libres de la ville ou des bourgs du voisinage.

Lorsque le pouvoir Libéral s'avisa de créer un système d'enseignement laïc, un nouveau débouché s'offrit ainsi massivement aux jeunes diplômés: il ne pouvait donner une véritable sécurité matérielle (les salaires étaient ridiculement bas, et payés de façon irrégulière), mais il assurait d'une certaine respectabilité, qui permettait, parfois, d'entreprendre avec succès d'autres activités plus rémunératrices.

L'"Institut Miguel Riofrío" fut le plus important des nouveaux établissements laïcs. Les lojans le surnommèrent bien vite "*la escuela de los MASONES*" ["l'école des Francs-Maçons"], car, à l'origine, ce sont, presque exclusivement, les familles Libérales qui y envoyaient leurs enfants.

Parallèlement, de nouveaux établissements religieux furent créés, et firent assez largement appel à des enseignants laïcs. Le plus important fut sans doute, *La Forciúncula*, école primaire dirigée par les Franciscains, et destinée aux enfants d'origine modeste.

Selon certaines estimations, il devait y avoir, vers 1920, à Loja, entre 150 et 200 personnes exerçant une activité liée à l'enseignement. Leur nombre allait régulièrement augmenter au cours du XX^e siècle.

(B). Bureaucrates et fonctionnaires.

Il existait deux catégories de fonctionnaires:

- . ceux qui dépendaient du Gouvernement central et étaient nommés par le Gouverneur,
- . ceux qui dépendaient du *Municipio*.

En Equateur, les uns et les autres étaient généralement choisis sur des critères principalement politiques, et étaient remplacés à chaque changement de régime, ou chaque fois que les élections municipales faisaient apparaître une nouvelle majorité.

La Révolution de Juillet 1925 chercha à "professionnaliser" les fonctionnaires.

L'un des aspects de cette politique consistait à donner une véritable rémunération aux fonctionnaires, et à les recruter parmi des candidats ayant un bon niveau scolaire.

La situation de Loja était un peu particulière sur deux points.

Dès la fin de la grande époque Libérale, nous le verrons, la situation politique s'étant complètement normalisée, la micro-oligarchie ne tarda pas à reprendre totalement en mains le système local de clientèle, dont l'un des rouages essentiels était, justement, l'attribution de "fonctions". De sorte que, à Loja, celle-ci dépendait sans doute moins qu'ailleurs des aléas politiques nationaux, et beaucoup plus du groupe localement dominant.

De plus, Loja comptait de nombreux diplômés, issus des familles de la petite et moyenne bourgeoisie, prédestinées à entrer dans les réseaux de clientèle de l'aristocratie foncière.

Tout concourait donc au bon fonctionnement du système. Les "nobles" trouvaient des "clients" empressés à entrer dans leur réseau pour que leurs enfants puissent trouver une situation respectable (honorabilité, travail non manuel, vie en ville, col blanc...), et ils n'avaient aucune difficulté à donner leur "appui", car les jeunes candidats disposaient, presque toujours, du niveau scolaire requis pour la fonction convoitée.

Ces fonctionnaires-bureaucrates présentaient en commun un certain nombre de traits. Leurs revenus étaient modestes, mais, après 1925, réguliers, et il était souvent possible de les compléter de diverses manières. Leur niveau culturel était nettement au-dessus de la moyenne et leur permettait de tirer profit des contacts permis par

l'exercice de leur profession, notamment lors de missions effectuées dans la capitale.

La bureaucratie était porteuse de nouveaux modèles de comportements, inspirés d'exemples pris dans les grandes villes du pays, voire à l'étranger, et de nouveaux modèles idéologiques, moins marqués par la religion.

(C). Les professions libérales.

En 1859, le Gouvernement Fédéral de Carrión Pinzano avait créé une Ecole de Jurisprudence, dans les locaux du Collège B. Valdivieso. Elle devint Faculté de Jurisprudence par un décret suprême du Président Eloy Alfaro du 26 Décembre 1895.

Les jeunes bacheliers lojans furent ainsi très directement incités à entreprendre des études juridiques. On peut, peut-être, voir dans cette situation particulière une préoccupation de la micro-oligarchie, consciente du fait que la maîtrise du droit foncier était une des clés de la reproduction du système.

Les effectifs ne furent guère nombreux à l'origine: dix-huit inscrits en 1922, vingt en 1930, avec un maximum de trente-deux pour l'année scolaire 1927-1928.

Cela aboutit, cependant, à former un nombre anormalement élevé de juristes et d'avocats.

Tous ne vivaient pas dans l'aisance, mais, dans l'ensemble, la profession ne manquait pas de travail, depuis le début du siècle, à cause de la multiplication des litiges fonciers, liée à l'apparition d'une législation plus favorable aux paysans.

Avec son sens de l'exagération et son humour, A.B. Franklin, professeur de Harvard qui résida à Loja en 1942, décrit ainsi la ville:

« Los hombres, casi sin excepción, son abogados. Este aspecto de Loja es sorprendente. La Universidad local en realidad es una Facultad de Derecho, o muy poco más. Esta Facultad gradúa a cincuenta abogados por año. Loja tiene una población constante, que no aumenta ni disminuye, de diez mil habitantes. Cincuenta abogados por año es igual a quinientos por década, o mil abogados diplomados que ejercen su profesión, provenientes de las graduaciones de 1922 a 1942 inclusive. Contando los miembros vivos de las graduaciones de las dos primeras décadas del siglo, tendríamos mil quinientos abogados para una ciudad de diez mil habitantes. Puesto que en los países latinos, el título de un abogado es doctor en leyes (...), la palabra "señor" está cayendo en desuso, en Loja, y el saludo que se oye con más frecuencia en sus calles, es: "Buenos días, doctor". "¿Cómo está usted, doctor?" » (A. Franklin, 1984, p.185).

[« Tous les hommes, presque sans exception, sont avocats. Cet aspect de Loja est étonnant. L'Université locale est en réalité une Faculté de Droit, ou guère plus. Cette Faculté forme cinquante avocats par an. Loja a une population constante, qui n'augmente ni ne diminue, de dix mille habitants. Cinquante avocats par an font cinq cents par décennie, soit mille avocats diplômés exerçant leur profession, issus des promotions de 1922 à 1942. En comptant les diplômés vivants des promotions qui correspondent aux deux premières décennies du siècle, cela nous fait mille cinq cents avocats pour une ville de dix mille habitants. Etant donné que, dans les pays latins, le titre d'un avocat est docteur ès lois (...), le terme "Monsieur" est en train de tomber en désuétude à Loja, et le salut que l'on entend le plus souvent dans les rues est: "Bonjour, docteur". "Comment allez-vous, docteur ? »]

Plus secondairement, la ville eut aussi une petite vocation médicale: une Ecole de Médecine, fondée par Carrión Pinzano, permettait à de jeunes lojans d'entreprendre des études de médecine, même si elles ne pouvaient les conduire jusqu'au Doctorat.

Dès les années trente, on trouvait à Loja un nombre assez élevé de médecins, de dentistes, de pharmaciens qui ne manquaient d'ailleurs pas de clientèle, dans la mesure où ils desservaient toute la province et, même, celle de Zamora-Chinchipe.

1.3). Le développement d'une bourgeoisie commerçante urbaine.

Pendant tout le XIX^e siècle le commerce urbain avait conservé, à Loja, une apparence étiolée, en rapport, certainement, avec la dépendance dans laquelle il se trouvait à l'égard de la micro-oligarchie.

Les premières manifestations d'un pouvoir commercial autonome remontent, à notre connaissance, à 1917, avec la création d'une "Union Commerciale de Loja", sur la base d'intérêts corporatifs.

Il s'agissait alors surtout, semble-t-il, de donner assez de cohésion aux intérêts commerciaux locaux pour faire face, notamment, au danger constitué par l'intrusion de plus en plus menaçante du capital commercial de Guayaquil (cf les premiers numéros de El Deber Cívico). Ces objectifs n'étaient d'ailleurs nullement incompatibles avec ceux de la micro-oligarchie et celle-ci a fort bien pu les favoriser en sous main.

On entreprit donc d'organiser de grands marchés hebdomadaires dans la ville et dans les principaux bourgs, et l'on commença à définir ce que devrait être une politique de développement régional.

Des slogans apparurent dans la presse et, sans doute, dans les conversations: "développer l'agriculture", "des agronomes, plutôt que des avocats", "frapper d'impôts les terres irriguables non cultivées",

"réduire le nombre des emplois publics", "pour l'abolition de toute entrave à la libre-circulation des marchandises, etc..."

Les résultats furent lents à se dessiner.

D'une part, l'"Union" ne sut ou ne put rester indépendante de la micro-oligarchie, et on trouva, bientôt, au sein de son "Bureau Exécutif" quelques patronymes très aristocratiques.

D'autre part - et surtout - le grand personnage du groupe fut, en fait, Daniel Alvarez Burneo qui, en dépit de ses idées Libérales et progressistes, était l'un des plus grands propriétaires fonciers de la région.

Au fond, l'"Union Commerciale" était peut-être plutôt l'expression d'une tendance "Libéralisante" au sein de la micro-oligarchie, qu'un véritable groupe de pression commerciale autonome. Elle perdit, en tous cas, assez rapidement, toute influence.

Les Chambres de Commerce prirent le relais à partir de 1919. Leur revendication essentielle portait sur l'accès au crédit pour les commerçants, et, donc, sur l'instauration d'un système bancaire qui aurait donné plus d'autonomie par rapport au capital foncier lojan, sans avoir à passer sous les fourches caudines du capital commercial de Guayaquil.

Mais les Chambres de Commerce semblent avoir été contrôlées par la micro-oligarchie plus étroitement encore que ne l'avait été l'"Union Commerciale": la composition des Directoires successifs révèle un pourcentage important de noms appartenant aux grandes familles lojane.

1.4). La bourgeoisie rurale dans la région de Loja.

Grâce au relatif essor du commerce régional, des perspectives assez favorables commencèrent à s'offrir à partir de 1915-1920, aux commerçants ruraux, aux collecteurs de produits agricoles, aux prêteurs-usuriers, en un mot, aux petits capitalistes ruraux.

Leurs ambitions sociales passaient presque toujours par le développement de leur statut foncier, de sorte que leurs profits étaient massivement investis dans l'achat de terres.

A la même époque, pour diverses raisons (cf infra), la micro-oligarchie commençait à prendre un certain recul par rapport à ses activités agricoles. Elle accepta donc souvent de vendre, à un bon prix, ou même de louer, à ces notables ruraux qui, à leur tour, sous-louaient ou donnaient la terre en métayage. Ils endossaient ainsi les problèmes liés aux rapports avec les travailleurs directs, que les grands propriétaires absentéistes avaient souvent hâte d'éluder.

Par ailleurs, dans tout le pays, une partie des biens de l'Eglise fut expropriée par la Loi dite de "Manos Muertas" (1912). A Loja,

l'application de la Loi fut quelque peu sabotée (cf infra) puisque seules les *haciendas* appartenant aux Religieuses de l'Ordre de la Conception furent expropriées, au profit d'une *Junta de Asistencia Social*. Cette *Junta* n'avait pas les moyens de prendre en charge les redoutables problèmes liés à la gestion de ces grandes exploitations. Celle-ci fut donc confiée à de "gros" locataires, qui réalisèrent de très substantiels profits (cf infra) en obtenant la location, pour un montant annuel dérisoire, et en sous-louant, très cher, aux petits paysans de la zone.

Ces notables ruraux ne disposaient pas de capitaux aussi considérables que les grands propriétaires de l'oligarchie. Mais ils avaient, sur ces derniers, quelques avantages importants. Très attachés à la terre du fait de leurs origines rurales, travailleurs, efficaces, et, parfois, sans scrupules excessifs, très près de la réalité paysanne quotidienne, ils finirent par gagner de l'argent et ils tirèrent, souvent, le meilleur parti des situations rencontrées.

Après 1921, ils bénéficièrent, comme les plus grands propriétaires, de la conjoncture favorable liée au reflux de main d'oeuvre provoqué par la crise du cacao: pour eux aussi, la rente foncière augmenta de façon significative.

Ils finirent, donc, par acquérir une nouvelle aisance qui leur permit de rompre, progressivement, la plupart des liens de dépendance qui les unissaient encore à l'oligarchie lojane.

C'est ainsi une bourgeoisie, au sens étymologique du terme - vivant dans des bourgs - qui commença à s'organiser et à constituer un groupe de pression directement opposé aux stratégies locales de la micro-oligarchie.

Les premiers affrontements directs eurent probablement lieu dans le cadre des *Municipios* ruraux, qui restaient souvent contrôlés par des "clients" des plus grands propriétaires. Les nouveaux riches, pressés de s'affranchir d'une tutelle périmée, multiplièrent les offensives localisées pour conquérir le pouvoir municipal. On retrouve, dans la presse locale de l'époque, quelques échos affaiblis des luttes qui se déroulèrent ainsi à Cariamanga, Catacocha, Saraguro, Celica... et dont l'étude détaillée reste à faire.

Dans les centres moins importants, l'apparition de nouveaux pôles de pouvoir s'exprima souvent selon le modèle de la "*parroquialización*" que nous avons déjà décrit et par les luttes pour le contrôle des diverses *Juntas Parroquiales*.

Ces conflits se masquaient presque toujours sous des formes politiques. En gros, les Libéraux incarnaient en milieu rural, - et incarnent encore souvent aujourd'hui - la bourgeoisie rurale ascendante, alors que les Conservateurs représentaient généralement les intérêts de la micro-oligarchie lojane et ceux de leurs "clients" locaux. Curieusement, le

vieil antagonisme entre Libéraux et Conservateurs ainsi redéfini s'est maintenu vivace dans le monde rural lojan, bien après que, dans le reste du pays, les deux vieux partis traditionnels aient cessé de s'entre-déchirer.

1.5). Les classes populaires ascendantes.

Le développement d'une bourgeoisie urbaine ne pouvait manquer d'avoir des effets secondaires dynamisants sur l'économie locale.

Pour satisfaire une demande accrue, de petites fabriques furent créées, des ateliers d'artisanat prirent de l'expansion... Beaucoup de ces petits patrons appartenaient, plus ou moins directement, à la micro-oligarchie, surtout dans le domaine agro-alimentaire (raffineries de sucre, distilleries d'alcool de canne, conserveries, fabriques de glace industrielle...).

Mais, à partir de 1920-1930, des ateliers réellement indépendants semblent avoir fait leur apparition.

D'après la monographie de Clodoveo Jaramillo (Cl.Jaramillo, 1920), on trouvait à Loja, en 1920, plusieurs moulins, une fabrique de cigare et de cigarettes, une cimenterie, une huilerie, plusieurs fabriques de savon et de bougies, une de pâtes alimentaires, une de boissons gazeuses, plusieurs ateliers textiles, quatre ateliers typographiques...

On dénombre aussi, à cette époque, plusieurs ateliers d'artisans ayant pignon sur rue: cinq charpentiers, quatre mécaniciens, cinq cordonniers, six orfèvres, deux bourrelliers, trois céramistes, deux teinturiers, sept tailleurs, trois coiffeurs... sans tenir compte d'"entreprises" ne disposant pas de locaux permanents: coiffeurs de marché, artisans ambulants...

La taille de ces ateliers ou ces fabriques demeurait très modeste. Leurs salariés étaient trop peu nombreux, trop dissemblables, trop liés encore aux activités rurales et, surtout, trop pris dans des rapports personnalisés avec leur employeur pour constituer même l'ébauche d'un prolétariat urbain.

Mais, les petits "patrons" et les "cadres" (contremaîtres, gérants, comptables...) disposaient de revenus et d'un style de vie qui justifiaient leur appartenance à la petite bourgeoisie lojane, en dépit de la modestie de leurs origines et du mépris actif dont ils étaient parfois l'objet de la part des "cols blancs".

En fait, la plupart de ces néo-bourgeois devaient leur promotion, au moins en partie, à leur appartenance à un réseau de clientèle de la micro-oligarchie, grâce auquel ils avaient pu disposer, au bon moment, d'un local, de crédits, d'autorisations officielles, de recommandations...

Une observation plus fine de la société lojane de l'époque aurait sans doute permis d'établir de nouvelles nuances au sein de ces cinq catégories.

Pourtant, malgré cette évidente diversité, il n'est pas arbitraire de les présenter comme appartenant à un groupe social unique.

Elles avaient, en effet, en commun un certain nombre de caractéristiques, insuffisantes pour en faire une authentique classe sociale, mais suffisantes pour constituer un groupe de pression important qui allait se manifester avec de plus en plus d'efficacité tout au long du XX^e siècle.

*
* *

S2. LES FACTEURS DE L'UNITE DES CLASSES MOYENNES LOJANES.

En relisant le passé, à travers témoignages et documents écrits, on voit se dessiner un certain nombre de traits qui pourraient caractériser l'ensemble des "classes moyennes lojanes". Les plus importants paraissent être les suivantes:

- . un certain niveau de revenus,
- . une même attitude à l'égard de la culture et de l'enseignement,
- . un comportement assez ambigu à l'égard de la micro-oligarchie, combinant souvent le rejet et la dépendance,
- . une certaine idée du rôle réservé aux classes moyennes et de leur avenir social qui les conduisit à se reconnaître dans les thèmes défendus par une élite de jeunes intellectuels lojans, porte-paroles de leur groupe.

(A). Un certain niveau de revenus.

Pour prétendre appartenir aux classes moyennes, il fallait, en premier lieu, disposer de revenus réguliers, suffisants pour mettre à l'abri du besoin immédiat et pour réaliser, au moins, une petite épargne.

Si la source principale de revenus était modeste (un salaire d'employé, par exemple), on devait disposer de revenus complémentaires: l'épouse tenait une boutique, ou bien l'on donnait en location ou en sous-location une ou plusieurs pièces de la maison d'habitation, ou un hangar...

La relative aisance ou - tout au moins - un écart significatif par rapport à la misère, s'exprimait surtout par une façon moderne de se vêtir (on renonçait soigneusement à tout ce qui, dans le vêtement, pouvait suggérer une origine rurale, métisse ou - pire - indigène) et de

meubler son appartement, selon des modèles vus à Quito ou à Guayaquil. On utilisait couramment les services d'une employée domestique (une petite fille indigène, ou issue des classes populaires, si l'on ne disposait que de bas revenus; une ou plusieurs femmes indigènes Saraguro dans le cas contraire).

En tout état de cause, pour obtenir des revenus supérieurs, il était bien difficile, à un moment ou à l'autre, de se passer de l'appui et de la protection d'un aristocrate.

(B). Une certaine attitude à l'égard de la culture et de l'enseignement.

La plupart des lojans issus des classes moyennes avaient fait des études secondaires; quelques-uns étaient bacheliers; un pourcentage non négligeable avait entrepris des études supérieures, jusqu'au Doctorat, nous l'avons vu.

Mais tous, même s'ils n'avaient pas atteint un niveau scolaire élevé, se rendaient clairement compte que, pour leurs enfants, tout espoir de promotion sociale passait nécessairement par l'enseignement.

Ce droit à l'éducation figurera donc toujours parmi les principales revendications exprimées par la bourgeoisie. La volonté d'apprendre, même dans les pires conditions matérielles, sera toujours la caractéristique des éléments les plus avides d'ascension sociale appartenant à ce groupe.

L'itinéraire exceptionnel d'une jeune lojane, Matilde Hidalgo, est très révélateur de ce comportement.

Elle était d'une origine modeste, sans doute aux confins de la très petite bourgeoisie et des classes populaires. Elle fit d'excellentes études primaires, manifestant une intelligence très au-dessus de la moyenne. Sa mère, qui souhaitait pour elle un destin meilleur que le sien, pensa qu'il était dommage qu'elle interrompît là des études aussi brillamment entamées. Elle chercha donc à la faire inscrire au Collège Bernardo Valdivieso pour des études secondaires, qui étaient, alors, strictement réservées aux garçons, les filles n'ayant accès qu'à une "école supérieure" qui ne conduisait pas au Baccalauréat. Le scandale fut considérable, mais, en 1907, Matilde fut effectivement inscrite "au" Valdivieso.

Ni les quolibets quotidiens, ni l'intervention du clergé local, ni même celle de l'Evêque, ne parvinrent à faire renoncer la mère et la fille à leur entreprise. En 1913, Matilde Hidalgo passait avec succès les épreuves du Baccalauréat en Philosophie et Lettres, devenant la première femme équatorienne à accéder à ce titre.

Elle tenta alors de s'inscrire à l'Université, créant une situation sans précédent. Après plusieurs refus, elle parvint à se faire admettre, en 1914, à l'Ecole de Médecine de Cuenca, provoquant, encore une fois, scandale, polémiques et curiosité, mais, cette fois, à l'échelle nationale.

En 1919, elle obtint sa Licence en Médecine qui lui donna le droit de s'inscrire à l'Université Centrale de Quito.

En 1921, elle fut la première femme à obtenir son Doctorat en Médecine et Chirurgie. Quelques années plus tard, elle devait demander - et obtenir à titre exceptionnel - le droit de vote, avant de devenir la première femme député dans toute l'Amérique Latine.

Cette farouche volonté d'apprendre et d'obtenir des diplômes socialement reconnus paraît très représentative des classes moyennes lojanes engagées dans leur marche ascendante.

L'éducation était aussi, dans cette conception, un moyen objectif d'étalonner les vraies qualités des individus, sans référence à l'ordre social, qui condamnait aux seconds rôles les jeunes gens sans naissance.

Elle constituait ainsi un excellent moyen légal de contestation de l'ordre établi, et, sans doute, l'une des armes les plus faciles à utiliser par les lojans contre leur oligarchie. Une arme d'autant plus efficace, que les enfants du groupe dominant, peut-être moins motivés, obtenaient souvent des résultats plus médiocres que leurs rivaux de plus basse extraction.

(C). Un comportement ambigu à l'égard de la micro-oligarchie.

Les classes moyennes lojanes - à travers leurs intellectuels - affichaient, parfois de façon ostentatoire, des sentiments violemment anti-oligarchiques. Les plus jeunes d'entre eux, notamment, étaient fréquemment enclins au radicalisme: le passage par un certain extrémisme idéologique faisait, en quelque sorte, partie de l'itinéraire personnel normal du jeune bourgeois lojan.

Mais, en même temps, les conditions du jeu social local ne laissaient guère d'alternative: au moment d'accéder à la vie professionnelle, c'est-à-dire à une "fonction", il était à peu près impossible de se passer de l'appui de quelque notable aristocrate, qui pouvait alors exiger une parfaite orthodoxie de comportement.

D'où, souvent, une certaine ambiguïté, marquée, d'abord, par un radicalisme exacerbé et des violences verbales au cours de longues années d'études, puis par un certain conformisme socio-politique qui se manifestait dès les débuts de la vie active.

On retrouvera d'ailleurs plus tard, et pratiquement jusqu'à l'époque actuelle, ce comportement curieusement alterné, qui souligne la prégnance du système au niveau des consciences individuelles.

(D). Les jeunes intellectuels lojans comme porte-paroles des classes moyennes.

La relative effervescence intellectuelle qui animait les grandes classes du Collège B. Valdivieso, les "clubs littéraires" qui reconstrui-

saient le monde autour d'une esthétique nouvelle, les mouvements politiques radicaux, concernaient, presque exclusivement, les jeunes hommes issus des classes moyennes.

En effet, la micro-oligarchie dédaignait quelque peu l'enseignement public et laïc local et préférait envoyer les plus doués de ses fils étudier à Cuenca, à Quito ou, même, à l'étranger, alors que les groupes sociaux les plus défavorisés n'inscrivaient pas leurs enfants au Collège.

Les arts et, surtout, la littérature, constituaient un remarquable moyen pour sublimer les frustrations sociales que ressentaient, sans doute, les jeunes intellectuels issus des classes moyennes. Dans le cadre littéraire, aucune limitation n'existait plus, et l'on pouvait aussi bien s'évader de l'évidente médiocrité du réel, que s'y attarder pour en dénoncer les aspects les plus insupportables.

Beaucoup de documents, qui sont définitivement passés à la postérité, témoignent de cette double tentation: les poèmes "engagés" de Manuel A. Aguirre, les contes de Mario A. Ayora, qui se déroulent dans la campagne lojane et à Vilcabamba, les Cuentos de la tierra de Carlos M. Espinoza (publiés sous le pseudonyme de Armando del Valle en 1930), les romans de Benjamín Carrión et, en particulier, son Por qué Jesús no vuelve qui lui permit de peindre la Loja de la fin des années vingt avec un réalisme peu indulgent; plus tard, enfin, les excellent romans de Jorge Hugo Rengel ou de Angel Felicísimo Rojas.

L'itinéraire des jeunes intellectuels les plus doués empruntait souvent les étapes suivantes:

- 1) classes littéraires du Collège B. Valdivieso,
- 2) participation active à un club littéraire conduisant à la publication de poèmes, de contes et de nouvelles dans une revue à tirage confidentiel,
- 3) rédaction d'articles "politiques" dans un journal "extrémiste" local,

La transition entre littérature et politique s'opérait parfois dans le cadre d'un "groupe". Ce fut le cas, en particulier, du fameux groupe "*Hontanar*", qui se forma, à Loja, en 1930-31, sous la direction de Carlos M. Espinoza, et qui devait constituer une remarquable pépinière d'écrivains et de cadres du Parti Socialiste Equatorien.

Quelques "anciens" de *Hontanar* marquèrent l'affermissement de leur engagement politique en fondant la revue Bloque (vers 1935) qui visait à définir une idéologie et une ligne politique socialistes. Bien que publiée à Loja, la revue n'allait pas tarder à devenir le porte-parole quasi-officiel du Parti Socialiste sur le plan national.

Les meilleurs jeunes journalistes politiques lojans devinrent aussi des grands noms de la littérature nationale: Alejandro et Benjamín Carrión, Carlos M. Espinoza, Pablo Palacio, Jorge H. Rengel, Angel F. Rojas... (cf annexes du chapitre 3).

Ainsi, vers 1920-1930, les classes moyennes lojanes commencèrent à disposer, sans en avoir toujours clairement conscience, d'un instrument intellectuel capable de soutenir efficacement une offensive organisée contre l'idéologie localement dominante et même pour lancer des attaques frontales contre la toute-puissante micro-oligarchie.

S3. L'OFFENSIVE DES CLASSES MOYENNES LOJANES CONTRE LE SYSTEME DOMINANT.

La montée des classes moyennes s'est notamment exprimée, à Loja, par l'irruption des idées socialistes dans un micro-univers clos, peu préparé à les accueillir malgré les antécédents Libéraux.

Cela a constitué beaucoup plus qu'une simple redistribution des cartes du jeu politique: la nouvelle extrême-gauche socialiste refusait, en fait, de jouer le jeu politique local selon les anciennes règles (3.1).

Abritée derrière ses intellectuels, la classe moyenne a entrepris une remise en cause du système, beaucoup plus radicale, en définitive, que celle qui avait été autrefois envisagée par les Libéraux, en menant un ensemble d'offensives directement dirigées contre l'oligarchie (3.2), et contre le "cléricalisme" (3.3).

3.1). La montée du socialisme et la redéfinition du jeu politique local.

Le Libéralisme avait longtemps incarné, à Loja, les tendances de gauche et d'extrême-gauche, avec une forte connotation révolutionnaire et sacrilège.

L'idéologie socialiste ne se distingua pas toujours clairement, à l'origine, du "Libéralisme radical". Elle eut, d'ailleurs un certain mal à pénétrer à Loja où elle ne trouvait d'écho dans aucune classe ouvrière, dans aucun prolétariat cohérent. Elle éveillait, par contre, dans une population encore très contrôlée par le clergé, des résonances étranges, presque blasphématoires.

« Esto de ser socialista era siniestramente nuevo. Con hedor a robos, asesinatos de reyes y nobles, atracos a los ricos, algo perturbador. El socialista es un vago que pretende quitarles sus bienes a los que tienen cuatro reales, vivir sin trabajar, y después de asesinar a los nobles y ricos, quemar las iglesias, ahorcar al Señor Obispo y saquear los almacenes (...). Así lo había explicado, clarito, el Señor Cura de San Sebastián. Agregando las gentes bien enteradas y leídas que eso es cosa de cholos mugrientos, piojosos, muertos de hambre, que odian a la gente decente... » (Benjamín Carrión, cité par H. Gallardo M. in La Frontera, 8 Déc. 1971).

[« Le fait d'être socialiste était sinistrement nouveau. Avec un mauvais parfum de vol, d'assassinat de rois et de nobles, d'aggressions contre les riches, avec quelque chose de fomentateur de désordre. Le socialiste est un fainéant qui prétend arracher leurs biens à ceux qui ont quatre sous, vivre sans travailler, et, ensuite, assassiner les nobles et les riches, brûler les églises, pendre Monsieur l'Evêque et piller les magasins (...). C'est ce qu'avait expliqué, bien clairement, Monsieur le Curé de San Sebastián. Les gens bien informés et instruits ajoutaient que tout cela était affaire de *cholos* (métis, E.F.) crasseux, pouilleux, morts de faim qui haïssent les gens honnêtes. »]

Cette noire image du socialisme devait d'ailleurs persister longtemps. En 1936, *El Tribuna*, "catholique et Libéral" selon son sous-titre, pouvait encore écrire:

« El Socialismo, dígase lo que quiera, simúleselo de cualquier manera, es una de las fórmulas del Comunismo. Su fin principal es la desaparición total de la propiedad particular (...); guerra a la conciencia individual mediante el ateísmo; destrucción de la familia o del hogar por la anulación de la moral constante en todas la religiones. Esto es el Socialismo en el fondo. Aunque para nosotros, el Socialismo es plan de los arribistas y explotadores de las masas, de esas mismas masas a las que ellos finjen defender. » (El Tribuna, 25 Oct. 1936).

[« On peut dire ce qu'on voudra, on peut tricher de n'importe quelle manière, mais le Socialisme est l'une des formules du Communisme. Son objectif principal est la disparition totale de la propriété privée (...); guerre à la conscience individuelle à travers l'athéisme; destruction de la famille et du foyer avec la suppression de la morale qui est une constante de toutes les religions. C'est cela le Socialisme, dans le fond. Encore que, pour nous, le Socialisme c'est le projet des arrivistes et de ceux qui exploitent les masses, ces mêmes masses qu'ils feignent de vouloir défendre. »]

Etre socialiste, c'est vivre aux dépens d'autrui, dans le plus pur cynisme:

« No de otra manera se explica que existen socialistas dueños de latifundios imponiendo bárbaros arriendos a sus colonos; socialistas que viven a lo burgués rompiendo seda y casimires; bebi-endo champaña, mientras el pobre se debate en medio del hambre (...) sin que haya una mano socialista que se extienda hacia la cadavérica figura de un proletariado; socialistas que jamás labran la tierra y cometen bajezas para mantenerse en un empleo de un Gobierno que ellos llaman burgués ! » (El Tribuna, op.cit.).

[« On ne peut expliquer autrement qu'il y aie des socialistes propriétaires de *latifundios* imposant des loyers inhumains à leurs *colonos*; des socialistes qui vivent comme des bourgeois, dans la soie et les étoffes fines; buvant du champagne, pendant que les pauvres sont aux prises avec la faim (...) sans qu'une main socialiste ne s'étende vers la figure cadavérique du prolétariat; des socialistes qui, jamais, ne travaillent la terre et qui sont prêts à commettre des bassesses pour conserver un emploi du Gouvernement qu'ils qualifient de bourgeois ! »]

Mais il y avait de bonnes raisons pour que Loja, à l'origine, ait éprouvé quelques difficultés à comprendre une idéologie aussi exotique que pouvait l'être, alors, le Socialisme.

Dans les premières années du siècle, Loja avait vu se développer un courant "ouvriériste", très marqué par l'idéologie mutualiste et par la notion de bienfaisance. Ce sont surtout des ecclésiastiques qui se trouvaient à l'origine de ces mouvements "charitables" auxquels participaient les familles de la bonne société locale. Une délégation de l'*Union Obrera de Loja* eut même l'honneur de participer au Premier Congrès National Ouvrier de Quito, le 10 Août 1909. (CEDIS, 1985, vol.3, p.15). Mais, - nous l'avons déjà souligné - les employés des ateliers d'artisanat et des petites fabriques locales ne présentaient aucune des conditions requises pour l'émergence d'un prolétariat organisé.

La révolution Russe d'Octobre 1917 fut relatée dans la presse locale en des termes qui montrent qu'on n'en comprenait nullement la portée.

Loja, à cette époque, vivait l'effort entrepris par les Libéraux pour assurer leur contrôle sur la région et pour mettre en oeuvre, tant bien que mal, leur conception "révolutionnaire" de la société future.

Mais les échos très affaiblis de la naissance du régime soviétique prirent, soudain, un relief considérable avec la crise du cacao et la grave agitation populaire qui s'en suivit. Les massacres de Novembre 1922 furent présentés par la presse Conservatrice nationale - et par celle de Loja - comme l'expression d'un mouvement bolcheviste visant à renverser l'ordre établi.

Ces troubles provoquèrent une crise décisive au sein du Parti Libéral Equatorien.

* La crise du Parti Libéral après 1922.

Des divergences avaient existé, dès l'origine, au sein du Parti. Les plus fondamentale opposaient, d'une part la grande bourgeoisie agro-exportatrice et financière, et, d'autre part, une petite et moyenne bourgeoisie qui se sentait sous-représentée, peu reconnue, et freinée dans ses ambitions par un gouvernement "ploutocratique".

L'Assemblée Libérale nationale de 1923 permit aux tendances contradictoires de s'affronter au grand jour, et de mesurer l'abîme qui les séparait en réalité, et qui ne cessait de s'élargir au fur et à mesure de la détérioration de la situation politique nationale.

Une aile réformatrice souhaitait reformuler les grands principes et objectifs Libéraux à la lumière des événements. C'est le lojan Pio Jaramillo qui fut chargé de rédiger un texte en ce sens qui fit apparaître des thèmes nouveaux d'une importance essentielle: la Réforme Agraire, la création de nouvelles institutions permettant à l'Etat d'arbitrer les conflits sociaux, la protection du droit de grève...

Au même moment la crise gagnait le monde rural, avec le massacre de Leito et l'agitation entretenue dans la région de Cayambe par la très jeune *Federación Ecuatoriana de Indios*. Les luttes paysannes prenaient une ampleur et un style entièrement nouveaux.

La généralisation des troubles paraissait indiquer une situation pré-révolutionnaire et les analyses marxistes, alors découvertes par les plus avancés des jeunes intellectuels, parurent autrement plus percutantes, radicales et adaptées à la situation que la vieille idéologie Libérale, souvent confuse, idéaliste, et - finalement - très peu "radicale", si ce n'est dans ses accents anti-cléricaux.

Les oeuvres de Marx et de Lénine étaient peu accessibles, mais les exégètes équatoriens de ces auteurs diffusaient leurs analyses, lues et commentées avec passion dans les clubs littéraires, qui, à Loja au moins, servirent à la propagation des idées nouvelles et se muèrent rapidement en clubs politiques.

La Révolution de Juillet 1925 marqua un pas décisif, car les jeunes intellectuels lojans se sentirent, cette fois, très concernés et beaucoup se lancèrent à corps perdu dans l'action politique.

Dès les premiers mois de 1925, un groupe d'étudiants socialistes se réunit sous le nom de *Vanguardia Revolucionaria* ("Avant-garde Révolutionnaire"), pour analyser la conjoncture politique, économique et sociale du pays en termes marxistes, et pour diffuser les nouveaux mots d'ordre. Les publications engagées se multiplièrent. Il ne manquait, à Loja, que des manifestations de rue - encore tout à fait incongrues - pour aggraver l'impression de crise imminente.

Beaucoup pensèrent alors, y compris dans les milieux Conservateurs, que la grande Révolution - "le grand soir" - allait survenir d'un moment à l'autre.

Dans cette fièvre générale, il devint évident pour beaucoup que, malgré les tentatives de réforme, les idées Libérales se trouvaient dépassées et n'incarnaient plus les prises de position de première ligne. Il n'y avait d'autre issue que de fonder un nouveau Parti plus radicalement révolutionnaire.

* La naissance du Parti Socialiste Equatorien (P.S.E.).

L'Assemblée constitutive du P.S.E. eut lieu à Quito du 16 au 23 Mai 1926, dans une ambiance passionnée. La délégation de Loja, composée de personnalités marquantes (avec, notamment, les écrivains, Pablo Palacio, Benjamín Carrión, Jorge H. Rengel...) y tint une place remarquée.

Le nouveau Parti fut structuré avec des Assemblées Provinciales et un Conseil Central qui était l'émanation de ces Assemblées.

On définit un nouveau programme qui, malgré un nouvel habillage, parut finalement très proche du texte Libéral réformiste de P. Jaramillo: on demandait l'expropriation des *latifundios*, un impôt progressif sur le capital, sur la grande propriété foncière et sur les terres non mises en valeur, la création d'une Direction Générale du Travail qui aurait à connaître de tous les conflits sociaux, etc...

D'importantes divergences apparurent sur le point de savoir s'il convenait, ou non, d'adhérer à la III^e Internationale Socialiste et, donc, de s'inscrire, ou non, dans le mouvement mondial d'expansion du Communisme.

Une aile "gauche" souhaitait cette affiliation, à l'inverse d'une aile "droite", très proche des Libéraux réformistes.

Le Comité Central Exécutif, contrôlé par l'aile gauche du P.S.E., décida de ne pas tenir compte du vote exprimé par la majorité de l'Assemblée Socialiste, et d'affilier le Parti à la III^e Internationale, sous le nom de Parti Communiste Equatorien.

Face à ce coup de force, l'autre fraction entreprit de constituer un nouveau P.S.E., débarrassé, désormais, de son aile d'extrême-gauche. Un Congrès constitutif, en 1933, permit de définir la doctrine et le programme du nouveau Parti.

Une plate-forme de revendications comprenait divers thèmes déjà classiques: la protection de la "race indigène", une véritable Réforme Agraire, une politique nationale d'industrialisation, l'intervention de l'Etat dans l'économie et dans le contrôle du commerce, une fiscalité plus sévère pour les hauts revenus et pour le capital, la nationalisation des Compagnies étrangères, l'éducation laïque et obligatoire,...

Pour se démarquer des Communistes, on soulignait qu'il convenait de ne pas accepter la subordination à une idéologie étrangère et de respecter scrupuleusement la légalité démocratique.

La plupart des socialistes de Loja semblent s'être ralliés au nouveau P.S.E.

* L'importance nationale du groupe socialiste de Loja.

Assez paradoxalement, le noyau socialiste de Loja a, sans doute, eu plus d'influence au niveau national qu'à celui de la vie politique locale.

Au plan national, il a d'abord constitué une remarquable pépinière de grands dirigeants nationaux, avec Manuel Agustín Aguirre (qui allait devenir Secrétaire Général du Parti à partir de 1944), avec Benjamín Carrión, secrétaire de la section de Quito, la plus importante du pays, avec Pablo Palacio, toujours très écouté, dans les instances nationales du pays, avant qu'il ne perde la raison...

Par ailleurs, la revue Bloque, à partir de 1935, a permis aux Socialistes lojans d'obtenir une audience nationale, à cause de l'intérêt et de l'originalité de ses prises de position.

La revue défendait notamment l'idée que, dans l'Equateur de l'époque, en l'absence d'un véritable prolétariat - au sens marxiste -, on devait envisager une révolution de type petit-bourgeois. Pour penser à d'autres stratégies, il faudrait attendre que les groupes les plus défavorisés acquièrent une conscience de classe et constituent une force sociale cohérente et organisée.

Une polémique restée célèbre opposa, dans les colonnes de Bloque, J.H. Rengel, défendant le point de vue du P.S.E., à J. Gallegos Lara, pour le compte du Parti Communiste (1). L'impact de la polémique fut considérable dans l'extrême-gauche équatorienne, et on s'y réfère quelquefois, aujourd'hui encore.

Mais, au niveau local, les jeunes socialistes lojans ne semblent pas avoir eu la même importance.

* Le rôle local du P.S.E.

A Loja, le Parti Socialiste souffrait chroniquement de la faiblesse de ses effectifs.

Il était assez bien implanté dans les milieux scolaires, et universitaires (Faculté de Jurisprudence), tant du côté des professeurs que de celui des étudiants. Il disposait, parmi ces derniers d'un mouvement de jeunes, dynamique et bien structuré, la Vanguardia Revolucionaria, d'une "cellule anti-fasciste" au Collège B. Valdivieso (cf El Tribuna, 25 Oct. 1936) et d'un "Syndicat Socialiste Universitaire".

Il touchait aussi quelques fonctionnaires et employés, et un très petit nombre d'artisans.

(1). J.H. Rengel a republié, en 1954, cet ensemble d'articles devenu introuvable, sous le titre, Realidad y fantasía revolucionarias, Cuenca, ed. Amazonas, 1954, 72p.

Si l'on en croit un tract anti-socialiste de 1936, le P.S.E. de Loja, pour simuler une implantation populaire, en était réduit à présenter comme ouvrier, l'un de ses adhérents, étudiant universitaire, qui venait d'effectuer un stage dans une imprimerie de Guayaquil (Bibl. Rolando, documents divers, année 1936).

On tenta d'élargir le recrutement hors du noyau d'intellectuels. Mais on se heurtait à la rémanence des vieux modes d'encadrement de la populations urbaine (cf chap.1): organisations "syndicales" de type para-religieux, omni-présence des réseaux de clientèle de la micro-oligarchie, personnalisation des rapports entre les petits patrons et leurs salariés...

Le P.S.E. n'eut pas les moyens, en particulier, de susciter, ou de contribuer à susciter, la naissance d'un syndicalisme révolutionnaire, qui ne fera véritablement son apparition à Loja que dans les années soixante.

Pour se renforcer localement, les socialistes lojans recherchèrent donc des alliances. J.H.Rengel lança, en 1934 l'idée d'un Front bourgeois-paysans-prolétaires, qui ne semble pas avoir éveillé beaucoup d'échos. On retrouve aussi, dans la presse locale, les traces d'éphémères alliances, d'abord avec le Libéralisme, ensuite avec le Velasquisme.

En fait, les aspect plus positifs de l'action, sur place, des socialistes lojans, semblent devoir être mis au crédit des bonnes relations dont ils disposaient à Quito dans les milieux proches du pouvoir. Plusieurs, parmi les chefs d'Etat qui succédèrent à Isidro Ayora, étaient - ou se disaient - socialistes. D'autres eurent des Ministres socialistes, comme ce fut le cas pour les dictateurs Paéz et Enriquez. Les doléances, ou les demandes d'arbitrage, présentées avec l'appui des socialistes lojans pouvaient donc, en haut lieu, être examinées avec une attention favorable. C'est probablement ce qui se produisit à propos de l'affaire des parcellements de Malacatos.

En tout état de cause, le P.S.E. faisait peur, à Loja, aux groupes localement dominants, qui tentèrent constamment, à travers la presse locale, de porter atteinte à son prestige. Quelques chefs d'accusation revenaient plus fréquemment: la soumission à une idéologie étrangère qui ne correspond pas à l'"idiosyncrasie" lojane, le goût du secret qui suppose des motifs inavouables, le refus de respecter les règles du jeu locales...

En 1926, le journal Libéral El Faro pouvait ainsi écrire:

« A El Faro le tocó censurar la forma con que se representan los afiliados a este Partido (el P.S.E., E.F), pués que eso de abrir sesiones a media noche, de negar al siguiente día los actos sociales, de elevar representaciones, sin antes no aparecer publicamente, tenía para nosotros la triste revelación de lo que

llegaba a Loja no era la gran doctrina de la reivindicación humana, sino una de tantas agrupaciones políticas con fines más o menos claros de alcanzar alguna gabela en los comicios electorales o un lugar en el presupuesto fiscal, en aras de la credulidad de los más inocentes...". (El Faro, n°20, 21 Mars 1926, sous le titre: "El Socialismo entre nosotros", "le Socialisme parmi nous").

[« Il a incombé à El Faro de critiquer la forme dans laquelle se présentaient les adhérents de ce Parti (le P.S.E., E.F.), car cette façon d'entamer les réunions au milieu de la nuit, de se désolidariser, le jour suivant, des cérémonies officielles, de présenter des réclamations sans se montrer en public, était, pour nous, la triste révélation du fait que ce qui arrivait ainsi à Loja n'était pas la grande doctrine de la rédemption humaine, mais l'un de ces nombreux groupement politiques dont les objectifs consistent, plus ou moins clairement, à obtenir une prébende dans les comices électoraux, ou une rubrique dans le Budget, en hommage à la crédulité des plus naïfs... »]

Mais, par ailleurs, les Socialistes, à des titres divers, ont pris une part très active à l'ensemble de campagnes et des actions menées localement contre les positions de la micro-oligarchie (3.2) et contre le rôle social exorbitant tenu par le clergé (3.3).

3.2) Les campagnes anti-oligarchiques.

L'action anti-oligarchique devait prendre, à Loja, des formes très diverses, marquant la volonté des classes moyennes de lutter pour mettre un terme aux structures de domination qui les empêchaient d'accéder à la maîtrise du pouvoir et de l'économie locale. Dans un premier temps, cette lutte se porta essentiellement au niveau idéologique.

Ce furent d'abord des campagnes soigneusement orchestrées, visant à détruire l'image idéale d'elle-même que la micro-oligarchie avait élaborée et diffusée dans l'idéologie localement dominante (3.2.1).

Ce furent ensuite des offensives contre les sources mêmes du pouvoir de la micro-oligarchie, et, notamment contre son statut foncier, avec, notamment, des campagnes en faveur de l'idée de Réforme Agraire et de l'avènement d'une petite propriété paysanne affranchie de la tutelle oligarchique. (3.2.2).

Ce fut enfin le lancement, sur longue période, de vastes courants idéologiques exaltant les vertus morales du paysannat qui démontraient l'aspect moralement inacceptable et désastreux - en termes économiques - de l'assujettissement dont ce paysannat était la victime (3.2.3).

3.2.1). Les campagnes visant à détruire l'image de marque de la micro-oligarchie.

A la fin du XIX^e siècle, la presse Libérale avait donné le coup d'envoi des critiques contre les structures sociales traditionnelles, contre le pouvoir Conservateur, contre l'autoritarisme forcené de García Moreno...

Mais les attaques ne portaient, le plus souvent, que sur des problèmes généraux. On s'en prenait plus au système, en général, qu'aux formes particulières prises par ce système à Loja.

Les campagnes "adaptées" à la spécificité locale semblent avoir commencé en 1907, à l'initiative de El Municipio Loja.

** Les premières campagnes anti-oligarchiques.*

El Municipio Loja, organe de la nouvelle Administration Municipale, s'était donné pour mission de présenter, sur tous les principaux problèmes d'actualité concernant Loja, les éléments d'une réflexion conduite en termes de doctrine Libérale. Il se montrait souvent assez critique à l'égard du système traditionnel de pouvoir local, mais il n'outrepassait guère les limites d'un conformisme de bon ton.

Le 1er Septembre 1907, un éditorial, au titre anodin, « *Loja moderna* », devait inaugurer un nouveau style, marqué par des attaques directes contre la micro-oligarchie, sur un ton qui, avec le temps, allait perdre toute sérénité:

« Bien es verdad que este atraso relativo se debe en mucho a la clase que hemos dado en llamar elevada por antonomasia. Esa clase social que cuenta con los medios indispensables para traer todo género de industrias y procurarle al país elementos de riqueza y de progreso(...), encerrada siempre en su egoísmo, solo ha aspirado a su bienestar, pero de un modo tan limitado que ni ella misma ha podido disfrutarlo en todas sus expansiones.» (El Municipio Loja, n°35, 1 Sept. 1907).

[« Il est certain que ce relatif retard est dû, pour beaucoup, à la classe que nous avons convenu d'appeler élevée, par antonomase. Cette classe sociale qui dispose des moyens nécessaires pour créer tous les genres d'industrie, et pour fournir au pays les éléments de la richesse et du progrès (...), toujours enfermée dans son égoïsme, a seulement cherché son bien être, d'une façon si étroite, qu'elle même n'a pas pu en jouir dans toute son ampleur. »]

D'autres éditoriaux, des articles divers, des remarques incidentes dans des articles portant sur des sujets quelconques, allaient, désormais, suivre cet exemple.

Les premières réactions organisées de la micro-oligarchie apparurent dans un éditorial de El Herald du 2 Octobre 1917. Sous le titre, « *Aristócratas y Demócratas* », Rafael Riofrío Eguiguren, y lançait un véritable appel à la "paix sociale":

« ¿ Porqué todo acontecimiento, todo acto, todo movimiento público o privado se resuelve en Loja en el eterno problema de razas y de clases ? y hasta la vergüenza ha invadido mi semblante cuando mis interlocutores añaden lo siguiente: ¿ tanto se odian que no cabe reconciliación ? Así Loja no progresará. (...) El libre paso del demócrata hacia la altura no ha menester de insultos al aristócrata ni a nadie. » (*El Heraldó*, n°54, 2 Oct 1917).

[« Pourquoi, à Loja, tout événement, toute cérémonie, toute activité, publique ou privée, conduisent-ils à l'éternel problème des races et des classes ? La honte envahit mon visage quand mes interlocuteurs ajoutent: ils se haïssent donc tant pour qu'il n'y aie pas de place pour une réconciliation ? Ce n'est pas ainsi que Loja progressera (...). La libre ascension du démocrate vers les sommets n'a pas besoin d'insultes à l'égard de l'aristocrate ou de quiconque. »].

L'auteur s'insurge contre ce qu'on pourrait appeler un "anti-oligarchisme primaire", qui n'est plus de mise depuis que, écartés du pouvoir par la révolution Libérale, les nobles ne songent plus qu'à prier et à gérer leurs haciendas dans la paix:

« Tambien se oye decir: no somos de tal partido por doctrina, sino que solamente queremos no nos gobierne el aristócrata (...). El temor al aristócrata es inane. No goza de los antiguos y funestos privilegios de la edad media, ni hay en él desdenes ciertos para la mesocracia. Desterrado del escenario público se replegó a las iglesias a orar, cambió sus vanidades de estirpe por una sencillez que a nadie ofende; y hasta el mismo se considera como un elemento arcaico en quien cree que nadie piensa para llenar una vacante de los sillones públicos porque se avezó a la oscuridad del aislamiento (...). No veo razón bastante para estar siempre zahiriendo a los aristócratas en todo acto público; es gente inofensiva a quién gusta las sombras del hogar y un rincón en la iglesia. Déjeseles en paz en sus trabajos agrícolas porque, en fin de fines, en buena parte, ellos costean el banquete oficial en forma de impuestos. »

(*El Heraldó*, n°55, 10 Octobre 1917, suite de l'éditorial paru dans le n° précédent, du 2 Octobre).

[« On entend dire aussi: nous ne sommes pas de tel parti à cause de sa doctrine, mais parce que nous ne voulons plus être gouvernés par les aristocrates (...). La peur de l'aristocrate est sans fondements. Il ne jouit plus des antiques et funestes privilèges du Moyen-Age, il n'a plus de véritable mépris pour la mésocratie. Banni de la scène publique, il s'est retiré dans les églises pour prier, il a changé l'orgueil de ses origines en une simplicité qui n'offense personne; il va même jusqu'à se considérer lui-même comme un élément archaïque, auquel -croit-il-

personne ne pense pour combler les vacances de postes publics, car il s'est accoutumé à l'obscurité de l'isolement (...). Je ne vois aucune raison suffisante pour continuer à faire des reproches aux aristocrates dans tous les actes publics; ce sont des gens inoffensifs qui aiment l'obscurité du foyer et un coin dans l'église. Laissez-les en paix dans leurs travaux agricoles, car, en fin de compte, ce sont eux qui, en bonne partie, assument les frais du banquet officiel sous forme d'impôts.»]

On apprend aussi que les spectacle publics étaient l'occasion d'aggressions verbales à l'égard des membres de la bonne société lojane:

« *La gente que se estima rehusa ya su asistencia a los espectáculos y funciones públicas porque no se aviene a soportar insultos, estrujamientos, voces y gritos ofensivos...* » (op.cit. n°55)

[« Les personnes qui se respectent refusent d'assister aux spectacles et aux représentations publiques, car elles ne peuvent supporter insultes, bousculades, paroles et cris offensants. »]

L'article se termine par un vibrant appel au retour à la paix publique.

« *Ruego, encarezco instantemente a los elementos o agrupaciones sociales procuren en su conducta una generosa transacción teniendo en mira que más y mucho más vale Loja y su engrandecimiento que los círculos, banderías y los individuos con sus querellas personales.* » (op. cit. n°55).

[« Je supplie, je conjure instamment les éléments et les groupes sociaux de s'efforcer, par leur conduite, de parvenir à une généreuse transaction, sans perdre de vue que la grandeur de Loja vaut beaucoup plus que les clans, les factions et les individus avec leurs récriminations personnelles. »]

Ces conseils généreux ne furent pas suivis puisque, en 1920, une crise sans précédent allait éclater avec la publication de la monographie de Clodoveo Jaramillo Alvarado, intitulée *Loja contemporánea*. (Cl.Jaramillo A., 1920).

* Le scandale de *Loja contemporánea*.

Le *Municipio* Libéral avait commandé la rédaction d'une monographie de la Province de Loja, en vue de donner au reste du pays une image quelque peu dépoussiérée d'une région qui passait encore pour gravement arriérée.

Le jeune intellectuel Clodoveo Jaramillo fut chargé de ce travail. Après une présentation historique et économique de la

province, il commençait le chapitre 2, sous le titre "Ethnographie", par ces lignes:

« El problema étnico ha venido a plantearse en Loja como en pocos pueblos de América Hispana. La lucha de clases se ha pretendido hacer lucha de razas (...) ¿Cuál fué la procedencia de las familias que fundaron a la ciudad de Loja ? Esto no lo sabemos. Pero bien es cierto que la situación de España en los siglos XV y XVI no pudo ofrecer una inmigración escogida. De España vino lo que pudo venir: aventureros que buscaban la América como tierra de Promisión (...). El afán expoliativo y rapaz fué el distintivo de los colonizadores, y el problema étnico quedó planteado con el desplazamiento de la raza indí-gena, poco evolucionada, por razas europeas más evolucionadas. Pero, si así se advirtiera que la raza colonizadora conservó su pureza primitiva, esto sería ilusorio. En todas partes donde hubo guerra y conquista, hubo mezcla de sangre. Y España no pudo ser una excepción (...). España, agotada y decadente (...) confió la posesión de las terras conquistadas a hordas sanguinarias, ávidas de oro y de botín, que, en completa orgía, se mezclaron primero con los autóctonos aborígenes y luego con esclavos africanos (...). La indolencia de los Españoles combinóse con la incuria nativa de los indígenas y con la apatía de los esclavos negros, a las que hubo de sumarse la tristeza de los primeros pobladores de América y la arrogancia de los conquistadores.

« Es fútil y risible hablar de razas en un pueblo abandonado a su suerte en el que la mezcla se ha impuesto como una necesidad biológica. El criollo adinerado y el mulato elevado a mayores por las preeminencias del feudo, formaron ESTA CLASE ANQUILOSA E HIBRIDA QUE LA TRADICION COLONIAL QUISO PRSENTARLA COMO LA ARISTOCRACIA DE LA SANGRE DE UN PUEBLO EN DECADENCIA (c'est nous qui soulignons, EF.). Y el culto del linaje apareció, no en una clase determinada, sino en cierto grupo de familias, mezcla de indio o africano con mestizo español, que aspiraba rehabilitar el prejuicio de una raza como un título de superioridad sobre las otras clases dominantes (...). Y no podríamos decir, sin caer en el temible ridículo, que en Loja, a diferencia de los demás pueblos hispanos, se ha conservado una clase étnica en su estado de pureza primitiva, contra las leyes de la biología y de la psicología social".

(Cl. Jaramillo A., 1920, pp 26-27).

[« Le problème ethnique s'est posé, à Loja, en des termes que l'on retrouve dans peu de villes de l'Amérique Hispanique. De luttes de classes, on a prétendu faire des luttes de races (avec aussi le sens de "caste", E.F.) (...). Quelle est l'origine des familles qui ont fondé Loja ? Nous ne le savons pas. Mais il est bien certain que la situation de l'Espagne aux XV^e et XVI^e siècles, n'a pu fournir une émigration sélectionnée. D'Espagne

est venu ce qui a pu venir: des aventuriers qui cherchaient en Amérique la Terre Promise. Une volonté spoliatrice et rapace a caractérisé les colonisateurs, et le problème ethnique a été présenté comme celui du remplacement de la race indigène, peu évoluée, par des races européennes plus évoluées. Mais il serait illusoire d'en conclure que la race colonisatrice a conservé sa pureté primitive. Partout où il y a eu guerre et conquête, il y a eu mélange de sangs. Et l'Espagne n'a pu être une exception (...), l'Espagne épuisée et décadente (...) a confié la prise de possession des terres conquises à des hordes sanguinaires, avides d'or et de butin qui, dans une complète orgie, se mêlèrent, d'abord, avec les autochtones aborigènes et, ensuite, avec les esclaves africains (...). L'indolence des Espagnols s'est combinée à l'incurie atavique des indigènes et à l'apathie des esclaves noirs, auxquelles il faut ajouter la tristesse des premiers habitants de l'Amérique et l'arrogance des Conquistadors.

« Il est futile et risible de parler de race (*ou de caste, E.F.*) dans une ville abandonnée à son sort, dans laquelle le mélange s'est imposé comme une nécessité biologique. Le créole enrichi, et le mulâtre élevé au-dessus de sa condition, grâce à la prééminence de la propriété foncière, ont formé CETTE CLASSE ANKYLOSEE ET HYBRIDE QUE LA TRADITION COLONIALE A VOULU PRESENTER COMME L'ARISTOCRATIE DU SANG D'UN PEUPLE EN DECADENCE (*souligné par nous, E.F.*). Et le culte du lignage est apparu, non pas dans une classe déterminée, mais dans un certain groupe de familles, mélange de l'indien ou de l'Africain avec le métis Espagnol, qui aspirait à remettre en vigueur les préjugés d'une race, comme s'il s'agissait d'un titre de supériorité sur les autres classes dominantes (...). On ne peut dire sans tomber dans un redoutable ridicule, qu'à Loja, à la différence des autres villes Espagnoles, une classe ethnique a pu se conserver dans son état de pureté primitive, contre les lois de la biologie et de la psychologie sociale".

L'auteur continue dans la même veine:

« *Lo que ha existido en Loja, no es un tipo étnico demarcado, sino un prejuicio secular mantenido por una clase decadente. Después de un siglo de cruzamientos irrefrenables, de explotación y masacre continuas, cierto número de familias, amparadas por el goce del poder y la posición económica, quisieron un día formar una clase privilegiada dentro de la ciudad.*

« *Se distinguieron, entonces, el terrateniente o señor feudal, el indigente o proletariado, el aristócrata y el plebeyo. El trabajo aparecía infamante en manos del aristócrata, y dedicábase a lucrar del producto de sus latifundios y de las prebendas de la Corona (...). Cuando la clase social tenida como aristócrata se degeneraba en el ocio y la orgía, e imbuida de un prejuicio racial no consentía que sus vástagos se casasen sino en le*

círculo restringido de su agrupación, la otra clase social aparecía cada día más fuerte y preparada para la lucha, y el cruzamiento la llenaba de vigor y plenitud.

" ¿Cuál pudo ser la consecuencia de esta condición social ? El envilecimiento, la degeneración y la pobreza de aquella falsa aristocracia (...). El goce inmoderado de patrimonios heredados a título gratuito, el derroche continuo, el fausto de un aristocratismo hecho al barniz, iban lentamente minando una situación cuya caída había de anunciarse con las campanas del ridículo. La pereza vino a ser el índice psicológico de la inercia orgánica que se transmitió por la herencia (...). El casamiento entre los miembros de una sola agrupación étnica bajo la influencia de factores mórbidos reconocido, hizo definitiva la degeneración y aniquilamiento de esta clase".

(Cl. Jaramillo, 1920, p.28).

[« Ce qu'il y a eu, à Loja, ce n'est pas un type ethnique particulier, mais un préjugé séculaire, maintenu par une classe décadente. Après un siècle de croisements inévitables, de spoliations et de massacres continuels, quelques familles, protégées par l'exercice du pouvoir et par leur position économique, voulurent, un jour, former, dans la ville, une classe privilégiée.

« On distingua, dès lors, le propriétaire foncier, ou seigneur féodal, l'indigent, ou prolétaire, l'aristocrate et le plébéien. Le travail paraissait infamant entre les mains de l'aristocrate, qui se consacrait à jouir du produit de ses *latifundios*, et des prébendes de la Couronne (...). Pendant que la classe sociale tenue pour aristocratique dégénérait dans l'oisiveté et l'orgie, et, alors que, imbuë de son préjugé de caste, elle ne consentait plus à laisser se marier ses rejetons hors du cercle restreint de son groupe, l'autre classe sociale apparaissait de plus en plus forte et préparée à la lutte, et les croisements l'emplissaient de vigueur et de plénitude.

« Quelle a pu être la conséquence de cette condition sociale ? L'avilissement, la dégénérescence et la pauvreté de cette fausse aristocratie(...). La jouissance immodérée du patrimoine hérité à titre gratuit, le gaspillage continu, l'étalage de luxe d'un aristocratisme passé au vernis, sapèrent lentement une situation dont la chute allait être annoncée par les cloches du ridicule. La paresse en vint à être le signe psychologique de l'inertie organique transmise par héritage (...). Le mariage entre les membres d'une seule caste sous l'influence de facteurs morbides bien connus, rendit définitive la dégénérescence et l'anéantissement de cette classe. »]

Et, la conclusion inexorable de la démonstration:

« Hoy la llamada aristocracia de la sangre ofrece ya algunos tipos de neurópatas, cretinos, escrofulosos, como la resultante de las diversas anomalías psíquicas y psicopáticas de los últimos genitores. »

[« Aujourd'hui, la soi-disant aristocratie du sang présente quelques types de névropathes, de crétins, de scrofuleux, qui sont la résultante des diverses anomalies psychiques et psychopathiques des derniers géniteurs. »]

La brutalité du pamphlet, aggravée par son caractère officiel (publication du *Municipio* de Loja), et sa diffusion nationale, provoqua dans la ville une impression inouïe.

Une partie de la micro-oligarchie pensa qu'il convenait d'opter pour une réponse énergique, mais dépassionnée. Elle fit publier dans *El Heraldito*, une série d'articles, sous le titre: "*Datos verídicos para una Monografía*" (n°247 à 253, parus de Juillet à Septembre 1920).

Traitant par le mépris les insultes d'ordre "biologique", il s'agissait de répondre, point par point, aux accusations d'ordre économique et historique que l'ouvrage de Clodoveo Jaramillo avait porté contre la "noblesse" lojane.

On tenta de dépassionner le débat en le portant sur le plan des faits objectifs et en soulignant l'apport de l'aristocratie à la cause du modernisme.

Lorsque la campagne de justification fut achevée, José J. Egui-guren, au nom des offensés, proposa que l'on mît fin à la polémique et qu'on laissât paraître le livre incriminé, après l'avoir expurgé des passages litigieux (*El Heraldito*, n°254, 22 Sept. 1920).

Mais ce ne sont pas les plus modérés qui l'emportèrent.

En Juillet 1920, sur la Place centrale de Loja, quelques exemplaires de l'ouvrage de Cl. Jaramillo furent brûlés publiquement en autodafé.

Les prises de position violentes se multiplièrent, appelant à la vengeance.

« El crimen que encierra el folleto es más grave que el saqueo de 1906. » (*El Heraldito*, n°253, Sept. 1920).

[« Le crime contenu dans la brochure est plus grave que le pillage de la ville en 1906. »]

On prétendit que Loja dans son entier, toutes classes sociales confondues, se trouvait insultée, car:

« muy rara es la familia lojana que no cuenta entre sus ascendientes o descendientes miembros de esta clase estigmatizada. » (*El Heraldito*, n°253, Sept. 1920).

[« Il y a bien peu de familles lojanes qui ne comptent parmi leurs ascendants ou leurs descendants des membres de cette classe stigmatisée. »]

Face à ces réactions, les lojans de l'autre bord ne perdirent pas leur agressivité.

Le 17 Juillet 1920, la famille "noble" Riofrío Samaniego fut -ou aurait été- victime d'une agression à son domicile. El Heraldó du 22 Juillet 1920, n°248, publia alors un éditorial vengeur sous le titre, «Más salvajadas», [« Encore des actes de sauvagerie. »]:

«...ataques a las familias lojanas, cuya desevergüenza no tiene ejemplo en la historia (...). La iniciación de una lucha social que por sí sola destruye las bases de la sociedad que se compone de todos los elementos de un pueblo (...). Torpe desahogo que denuncia un socialismo sanguinario moldeado en el salvajismo ruso y avido de sangre...»

[«...des attaques contre les familles lojanes dont l'audace n'a pas d'exemple dans l'histoire (...). Le début d'une lutte sociale qui, par sa seule existence, détruit les bases de la société qui se compose de tous les éléments d'un peuple (...). Une infâme impudence qui laisse entrevoir un socialisme sanguinaire modelé dans la barbarie russe, et avide de sang...»]

Le 7 Octobre 1920, la distribution de El Heraldó fut interrompue par un commando Libéral qui détruisit tous les numéros saisis.

Le progressif et paradoxal rapprochement entre Libéraux et Conservateurs (cf infra) devait conduire à un relatif apaisement sur le front anti-oligarchique. Mais, à partir de 1931, la naissance et la large diffusion régionale du Crisol allait marquer une nouvelle étape de l'offensive idéologique contre le groupe localement dominant.

* Le Crisol, comme fer de lance de la lutte anti-oligarchique.

Le 11 Janvier 1931, à l'initiative de S.Gómez, paraissait le premier numéro du Crisol, « *semanario independiente y de combate* » [«hebdomadaire indépendant et de combat»].

« Cuando apareció Crisol en la palestra periodística lojana, su posición radical y sus puntos de vista innovadores (...) produjeron verdadera conmoción en una sociedad cuya organización seguía descansando (...) en su sistema estructural de castas. Nobles y plebeyos, togados y campesinos formaban estratos separados, como ocurre hasta la actualidad, superpuestos los unos, nobleza de sangre y toga, sobre el proletario urbano y los miserables trabajadores del campo, explotando inmisericordemente a estas clases oprimidas (...) »

« ... El Crisol restalla como una bofetada en el rostro apoplético de las castas privilegiadas criollas. Ya no habrá traficantes políticos que no reciban su merecido castigo en "Crisol", cuando han hecho de las suyas en perjuicio o burla del pueblo. « Y este es su mérito y hazaña. Haber roto la muralla de la hipocresía y el silencio que cercaba al pueblo de Loja y que lo encarcelaba en espantosas tinieblas. »

(En Guardia, Mars 1958, rubrique nécrologique de Serafín Gómez).

[« Lorsque Crisol est apparu dans l'arène journalistique de Loja, sa position radicale et ses points de vue innovateurs (...) ont produit une véritable commotion dans une société dont l'organisation reposait encore sur une structure de caste. Nobles et plébéiens, magistrats et paysans formaient des strates séparées, comme c'est encore le cas actuellement, la noblesse de sang et de robe, placée au-dessus du prolétariat et des misérables travailleurs ruraux, exploitant sans miséricorde ces classes opprimées (...) »

« ... Le Crisol claque comme une gifle sur le visage apoplectique des castes créoles privilégiées. Il n'y aura plus désormais de trafiquants politiques qui ne reçoivent leur juste châtiment dans le Crisol, quand ils ont accompli leurs forfaits au préjudice du peuple et en se moquant de lui.

« C'est son mérite et son triomphe d'avoir brisé la muraille de l'hypocrisie et le silence qui entourait la ville de Loja et qui l'emprisonnait dans d'épouvantables ténèbres. »]

Le journal, très lu à Loja, devait paraître chaque semaine jusqu'à 1953, occupant une place très particulière sur la scène locale. On peut probablement dire sans exagération que rien ne fut plus tout à fait pareil à partir de son intervention. L'oligarchie, le cléricalisme, le Parti Conservateur constituaient ses cibles préférées, mais il s'attaquait, avec une grande indépendance d'esprit, à tous les scandales, à tous les reniements, à toutes les malversations, même si elles provenaient de la gauche Libérale ou Socialiste. La violence du ton employé, l'aspect parfois très personnel des informations publiées, le refus de toute convention, le firent redouter et détester dans les milieux les plus divers.

De la sorte, le Crisol finit par devenir l'un des agents incontournables de la vie politique locale: il s'employa à rendre plus difficile le jeu des anciens réseaux de clientèle, à briser presque définitivement le conformisme du silence, à rendre inconfortables certaines alliances feutrées...

Entre 1936 et 1945, une vague plus spontanée de mécontentement anti-oligarchique fut provoquée par les graves difficultés rencontrées par la Fondation Alvarez Burneo (cf chap.5): les blocages de l'institution paraissaient dûs à une "maffia" terrateniente prête à confisquer à

son profit le legs que don Alvarez Burneo avait voulu transmettre au peuple de Loja. Nous reviendrons sur cette épisode.

A partir de 1944-45, le populisme Vélasquista (J.M. Velasco Ibarra venait d'accéder au pouvoir) entreprit de réaliser une percée dans la région de Loja. Le populisme appuie plutôt son action sur les masses urbaines défavorisées, et Loja ne constituait pas, a priori un terrain très favorable à son expansion.

Les velasquistes lojans tentèrent donc, eux-aussi, de jouer la carte de l'anti-oligarchisme, qui constituait l'un des principaux thèmes du mouvement au niveau national et qui était susceptible d'attirer à eux un certain nombre de mécontents.

Ils reprirent donc, sans y ajouter grande nouveauté, les campagnes menées lors des années précédentes. Avec assez d'intensité, cependant, pour alarmer la presse locale Conservatrice. *El Tribuna* du 4 Mai 1944 (n°739), sous le titre, "*El Velasquismo*", s'inquiétait, ainsi, du retour de diatribes conduisant à la lutte de classes, et regrettait de retrouver dans les polémiques ainsi ravivées le ton détestable qu'avait instauré le *Crisol*.

* A vrai dire, après les premières émotions causées par le livre de Clodoveo Jaramillo, les critiques contre la micro-oligarchie devinrent une constante de la vie politique locale, à laquelle tout le monde s'était parfaitement habitué, une sorte de lieu commun inévitable, accompagnant toute analyse de la situation locale. Au bout d'un certain temps, les détenteurs locaux du pouvoir cessèrent, semble-t-il, de s'inquiéter de ce phénomène qui constituait une sorte de soupape de sécurité pour les dominés, plutôt qu'un véritable instrument de remise en cause de la domination.

Mais des critiques d'une autre nature, beaucoup moins aseptisées, beaucoup plus corrosives dans la pratique, commencèrent à apparaître - à la faveur de la montée des idées socialistes - sur le thème de la situation foncière régionale.

3.2.2). Pour de nouvelles structures agraires échappant au contrôle de l'oligarchie: Réforme Agraire et avènement de la petite propriété.

Socialistes révolutionnaires et Libéraux réformistes coïncidaient sur un point au moins: la clé du système traditionnel de domination résidait dans la propriété foncière, à Loja comme dans le reste du pays.

Il était clair, pour eux, que la très grande propriété foncière donnait une assise indestructible au pouvoir local *terrateniente*. Tant qu'elle dominerait les structures agraires, ce pouvoir demeurerait intact malgré les aléas de la politique, et l'économie agraire continuerait à stagner du fait d'une sous-utilisation chronique de la terre.

La solution résidait donc dans l'avènement, grâce à une Réforme Agraire, d'une petite propriété qui rendrait possible la modernisation

et la dynamisation de l'agriculture nationale, et qui, surtout, redonnerait sa dignité au paysan asservi. Ainsi rendu à sa vraie dimension humaine, celui-ci deviendrait enfin un producteur efficient et un citoyen à part entière.

Le terme de Réforme Agraire est ancien dans la littérature politique Libérale. Au début du siècle, il apparaissait comme faisant partie d'un arsenal de mesures dont on menaçait les "accapareurs" et les "féodaux". Rien ne permettait de penser qu'elle pourrait se concrétiser dans un avenir prévisible.

Les événements de 1922 favorisèrent une nouvelle approche du problème.

Les *latifundios* de la Costa subissaient alors une crise très grave, irréversible selon certains, puisque beaucoup de propriétaires abandonnaient purement et simplement leurs exploitations qui avaient cessé d'être rentables.

Dans la Sierra, le problème était plus grave encore puisque de vastes *haciendas* peu productives et sous-utilisées se trouvaient encerclées par de fortes populations paysannes pour lesquelles l'accès à la terre était devenu une question de vie ou de mort.

Pío Jaramillo fut sans doute le premier, en Equateur, à concevoir et à élaborer un nouveau projet foncier, dans le cadre des travaux préparatoires à l'Assemblée Libérale de 1923.

« Pienso que para rehabilitar al indio, lo primero que urge es asegurar y garantizar su situación económica, y esto sólo se conseguirá devolviéndole sus tierras y dándole el salario justo a que tiene derecho (...). Si el indio es dueño de un pedazo de tierra, si no le roban el salario, si el cura, el comisario y el amo no le obligan al priestazgo, al servicio gratuito y al concertaje, el indio siente renacer su personalidad, levanta la cabeza y habla y se defiende como hombre y gusta de las comodidades de los llamados blancos, manda a sus hijos a la escuela y aprovecha las oportunidades de mejorar su condición social. »

(P. Jaramillo A., 1954, p.122; la première édition est de 1922).

[« Je pense que pour réhabiliter l'indien, la tâche la plus urgente est d'assurer et de garantir sa situation économique, et cela ne s'obtiendra qu'en lui rendant ses terres et en lui donnant le juste salaire auquel il a droit (...). Si l'indien est propriétaire d'un lopin de terre, si on ne lui vole pas son salaire, si le curé, le commissaire et le patron ne l'obligent pas au *priostazgo* (1), à des corvées gratuites et au *concertaje*,

(1). cérémonies au caractère à la fois religieux et social qui conduisent le *prioste* à dépenser des sommes considérables.

l'indien sent renaître sa personnalité, relève la tête, parle et se défend comme un homme, sait apprécier le confort des blancs, envoie ses enfants à l'école et profite de toutes les opportunités pour améliorer sa condition sociale.»]

Et, vision idyllique, mais très représentative de l'idéal humaniste Libéral de l'époque:

« Es preciso haber conocido muy de cerca al indio propietario para darse cuenta de la transformación que opera en su espíritu el sentimiento de la independencia económica (...). El pequeño propietario indígena cuida de su terreno con amor, la casita rústica, en la que se ostenta la troje de mieses, eleva al cielo el humo de un hogar sin miserias(...).

« El indio es aseado, la familia colabora en la labor agrícola con alegría, cantando a la esperanza que apunta sus promesas en la flor del maizal que esparcirá el polen de la abundancia, y el oro de la espiga que promete un pan sin amarguras.»

(P.Jaramillo, op.cit., pp 122-123).

[*« Il faut avoir connu de très près l'indien propriétaire, pour se rendre compte de la transformation qu'opère dans son esprit le sentiment de l'indépendance économique (...). Le petit propriétaire indigène s'occupe de son terrain avec amour, la petite maison rustique, dans laquelle s'expose au regard le grenier rempli de moissons, élève vers le ciel la fumée d'un foyer sans misères (...).*

« L'indien est propre, la famille collabore aux tâches agricoles avec joie, en chantant l'espérance dont les promesses pointent dans la fleur du champ de maïs qui répandra le pollen de l'abondance, et l'or del'épi qui promet un pain sans amertume.»]

Mais, à côté de ces notations qui relèvent d'un idéalisme champêtre bien démodé aujourd'hui, les projets de Pío Jaramillo comportaient un ensemble de mesures dont la portée demeure très moderne.

Dans les textes rédigés en 1923 et dans les éditions successives de *El Indio Ecuatoriano*, on voit apparaître, très précocement, le concept de fonction sociale de la propriété ou la notion de "collectivisme agraire", et de "coopérative de production et de consommation" qui se retrouveront au centre de l'actualité sociale nationale un demi-siècle plus tard lors des Réformes Agraires de 1964 et 1973.

L'intérêt de ces réflexions allait susciter, à Loja comme ailleurs, des débats passionnés qui permirent à l'idée de Réforme Agraire, d'accéder, peu à peu, au premier rang des thèmes politiques favoris des classes moyennes, dans les multiples affrontements qui les opposèrent, à partir de cette époque, à la micro-oligarchie.

3.2.3). Pour un paysannat libéré des liens de servitude:
l'exaltation des vertus de l'indigène et du *chazo*.

Ce sont les Libéraux lojans et les disciples de Pío Jaramillo qui, les premiers, ont massivement diffusé l'idée selon laquelle les paysans du Sud, qu'ils soient indigènes, métis, ou blancs, ont des qualités morales hors du commun, malgré l'acharnement mis par les puissants à les écraser et à abuser de leur vaillance.

Ce point de vue a fait l'objet de deux types d'offensives idéologiques de grande envergure:

. Pío Jaramillo a donné une impulsion décisive au mouvement indigéniste proprement dit à l'échelle nationale,

. une version spécifique du mouvement s'est développée à Loja, sous la forme de l'exaltation du *chazo*, du paysan blanc ou métis.

(A). Pío Jaramillo et la promotion nationale de l'indigénisme.

Le problème indigène ne se posait plus de façon aigue à Loja, où les indiens, peu nombreux à l'origine, avaient, en plus, subi un processus d'acculturation plus fort que dans le reste de la Sierra (province de Carchi exceptée): seuls les Saraguro, au Nord de la province, avaient conservé une forte autonomie culturelle.

L'aspect relativement tranquille du climat social sur ce point explique peut-être pourquoi c'est un lojan qui, le premier, a eu le mérite de poser avec sérénité un problème qui, partout ailleurs, en manquait totalement.

C'est en effet l'ouvrage classique de Pío Jaramillo, *El Indio Ecuatoriano* qui, lors de sa première publication, en 1922, a déclenché la plupart des courants indigénistes réellement importants en Equateur.

Les dernières pages du livre posaient le problème en termes remarquablement clairs.

« La cuestión agraria tiene el arduo problema de fertilizar la meseta andina inadecuada para un gran florecimiento agrícola. Y para mejor realizar tan formidable imperativo, la división de los latifundios es incuestionable(...). De los tres millones de habitantes ecuatorianos, las tres cuartas partes están desposeídas de tierras(...). Y los desposeídos son los indios, singularmente, a los que se ha esclavizado y sumido en la abyección por todos los procedimientos inhumanos durante cuatro siglos. Por excepción, en algunas provincias mantienen en su poder los indígenas la propiedad de sus tierras y entonces resalta con elocuencia el crimen, porque el indio libre se muestra un factor agrícola y social importantísimo. Es inteligente, laborioso, gran colaborador en las haciendas que pagan el precio justo, se

interesa por la instrucción, tiene ambiciones y se incorpora voluntariamente por el mestizaje a la obra cultural nacional (...).

« Para realizar la obra civilizadora que en el concierto americano le toca al Ecuador, tiene que resolver el problema del indio como la cuestión fundamental de su programa constructivo. Ignorancia o despotismo arriba, esclavitud o miseria abajo (...). Sólo una fuerte clase media, educada, propietaria, industrial y libre, daría solidez a la arquitectura social de nuestras democracias (c'est nous qui soulignons, E.F.). »

(P.Jaramillo, op.cit., dernières pages de l'édition de 1922, pp 149-150 de l'édition de 1954).

[« La question agraire se heurte au difficile problème de la fertilisation du plateau andin, peu adapté à une grande agriculture. Pour mieux satisfaire à un impératif aussi redoutable, la division des *latifundios* est inéluctable (...). Des trois millions d'habitants de l'Equateur, les trois-quarts sont privés de terres (...). Les plus dépossédés sont les indiens, et particulièrement ceux que l'on a réduits en esclavage et soumis à l'abjection pendant quatre siècles, par des procédés inhumains. Exceptionnellement, dans quelques provinces, les indiens ont pu conserver la propriété de leurs terres. Cela souligne le crime avec éloquence, car l'indien libre se révèle comme un acteur agricole et social de la plus haute importance. Il est intelligent, laborieux, excellent collaborateur dans les *haciendas* qui paient le juste prix, il s'intéresse à l'instruction, il a des ambitions et il s'incorpore volontairement, par le métissage, à l'oeuvre culturelle nationale (...).

« Pour réaliser l'oeuvre civilisatrice qui incombe à l'Equateur dans le concert américain, il faut résoudre le problème de l'indien comme la question fondamentale de son programme constructif. Ignorance et despotisme au sommet, esclavage et misère à la base. Seule, une classe moyenne forte, cultivée, propriétaire, industrielle et libre, donnerait la solidité à l'architecture sociale de nos démocraties (c'est nous qui soulignons, E.F.). »]

Le mouvement indigéniste équatorien, pendant plusieurs décennies, allait développer ces quelques idées simples. On devait même retrouver, dans la Réforme Agraire de 1964, l'idée chère à P.Jaramillo, selon laquelle ce sont les classes moyennes qui ont vocation à assurer l'expansion et le dynamisme de la société équatorienne.

La solution du problème social, selon Pío Jaramillo et ses amis Libéraux, résidait donc dans la création d'une grande classe moyenne qui aurait intégré le petit paysannat, grâce à l'avènement de la petite propriété et qui aurait permis sans heurts d'évoluer vers une société plus moderne et infiniment plus efficiente.

Ce thème, placé par Pío Jaramillo sur une orbite nationale, fut transposé, à l'échelle de Loja, où le "chazo" prit la place de l'indigène.

(B). L'exaltation du *chazo*: la version lojane de l'indigénisme.

De même que le *Montubio* est le paysan de la Costa, issu d'un long processus de déculturation/acculturation des indigènes des basses terres, de même le *chazo* est, dans la province de Loja et dans une partie de celle de Cuenca, le paysan non indigène (cf chap.1).

H.Gallardo Moscoso, l'un des chantres du *chazo*, écrit:

« Chazo es un lojanismo que quiere expresar algo más que mestizo (...). Chazo es aquel que, sin tener en sus facciones y en sus apellidos huellas de autoctonismo, no ha nacido en la ciudad (...) de Loja; que tiene como cuna aquellos pueblitos donde se hacen panelas, alfeñiques (...); que siquiera ha cursado "primer año de secundaria en el Bernardo", del que ha tenido que separarse por falta de medios económicos o por inepto en cuanto a estudios y deberes. »

(H.Gallardo M., 1978, p.110).

[*« Chazo est une expression typique de Loja, qui signifie quelque chose de plus que métis(...). Le chazo est celui qui, sans avoir sur ses traits ou dans son nom, des traces d'autochtonie, n'est pas né dans la ville (...) de Loja; qui a pour berceau l'un de ces petits villages où l'on fait de la panela, de la pâte de sucre (...); qui a éventuellement suivi les cours de "première année du secondaire au Bernardo", avant d'abandonner par manque de moyens économiques ou en raison de sa faiblesse dans les études et les devoirs. »*]

Il est donc plus facile de définir le *chazo* par ce qu'il n'est pas.

Il n'est pas indien; il n'est pas "blanc", en raison de la faiblesse de son statut social, mais il se distingue, pourtant, du "métis", dont les traits, le nom, ou le comportement rustique diffèrent peu de celui de l'indien; il n'est pas citadin, mais il n'ignore pas la ville, où il a couramment étudié, quelques années durant.

Selon H. Gallardo, qui reflète ainsi l'idéologie localement dominante, les *chazos* présentent un éventail tout-à-fait extraordinaire de qualités humaines.

« Simpáticos en su físico, vigorosos, emprendedores, trabajadores, gastadores y belicosos. Viven y trabajan como hombres. Nunca se dan por vencidos (...). Sus opiniones, su porte mismo tiene la calidad genuina del provincialismo de tradición,

muchas veces auténtico, profundo y sin el olor de un urbanismo enmohecido. El chazo empezó por su cuenta una obra demográfica especial, infiltrándose en todas las capas sociales, perfeccionándose y educándose hasta el punto de superar a las clases altas y aristocratizantes (...). Tienen salud física y moral porque aman a la tierra (...). El chazo tiene sangre de todos, más la sangre azul de las casas solariegas(...). Con las autoridades es indisciplinado, como amigo, franco y leal, etc....»

(H.Gallardo M., op.cit., pp 111-118).

[« Leur aspect physique est sympathique, ils sont vigoureux, entreprenants, dépensiers et belliqueux. Ils vivent et travaillent comme des hommes. Ils ne se donnent jamais pour vaincus (...). Leurs opinions, leur allure même ont la vraie qualité du provincialisme de tradition, souvent authentique, profond, sans la saveur d'un urbanisme moisi. Le chazo a entrepris pour son compte une oeuvre démographique très spéciale, en s'infiltrant dans toutes les couches sociales, en se perfectionnant et en s'éduquant jusqu'à dépasser les hautes classes aristocratiques(...). Ils ont la santé physique et morale, parce qu'ils aiment la terre (...). Le chazo a le sang de tout le monde, plus le sang bleu des maisons nobles (...). Avec les autorités, il est indiscipliné, comme ami il est franc, loyal, etc.... »]

Dans la même veine, Angel F. Rojas a brossé, avec son chef d'oeuvre, *El Exodo de Yangana*, une fresque grandiose à la gloire du chazo, en lui communiquant le souffle de l'épopée qui lui manquait encore.

Il y décrit, avec une sympathie convaincante, la rébellion d'un village contre ses exploiters. La colère dévastatrice et contagieuse des villageois, l'énergie avec laquelle ils entreprennent la fondation d'un nouveau village, leur profonde santé morale, la force instinctive de vie qui les anime, finissent par leur permettre, envers et contre tout, de conserver la liberté, c'est-à-dire la seule valeur vraiment importante pour eux.

Tous les lojans cultivés ont lu A.F.Rojas, H.Gallardo, et les nombreux auteurs régionalistes, qui s'accordent tous sur le mythe idéal du chazo. Le chazo idéal a rejoint désormais l'oligarque réactionnaire, féodal et égoïste dans la galerie des images stéréotypées qui forment la base de la conscience collective lojane.

3.3). Classes moyennes et anti-cléricalisme.

L'anti-cléricalisme n'apparut à Loja que dans la clandestinité des "sectes" franc-maçonnes, puis sous des formes finalement très feutrées, (l'"anti-cléricalisme éclairé") tant il était difficile de heurter de front l'idéologie qui était, localement, massivement dominante.

La situation était rendue paradoxale par le fait que quelques ecclésiastiques lojans, dont l'un au moins était de très haut niveau (le Dr Benjamín Ayora, frère du Président de la République, dont certains parlaient comme du futur évêque), éprouvaient de notoires sympathies pour le mouvement Libéral.

* La franc-maçonnerie.

L'écrivain Libéral Miguel de Riofrío, fut, sans doute le précurseur des idées anti-cléricales à Loja avec, au centre de son fameux roman, *La Emancipada*, publié en 1863, un personnage de curé cruel, égoïste, interprétant la religion dans un sens dénué de toute humanité.

C'est sans doute la franc-maçonnerie qui, plus tard, joua le plus grand rôle dans la diffusion des idées anti-cléricales au sein des classes moyennes lojanes.

« Los masones eran aquellos hombres que formaban la fracción o Partido Liberal en nuestra ciudad y, éstos eran quienes sustentaban ideas libertarias y de justicia, contra las tendencias esclavistas del Partido Conservador (...).

«...Los Masones cuya secta tendría como primera finalidad acabar con la religión católica y perseguir a la frailesía para entronizar el imperio de Satanás(...). La Francmasonería era el grupo social capacitado para imponer la libertad de pensamiento.»

(J.Mora Ortega, in J.Mora O., A.Armijos A., op. cit. pp 88-89; il s'agit d'un conte lojan dont l'action se déroule vers 1915).

[*« Les Francs-maçons étaient ces hommes qui formaient la fraction ou le Parti Libéral dans notre ville, et ce sont eux qui soutenaient les idées libertaires et de justice contre les tendances esclavagistes du Parti Conservateur (...).*

«...Les Francs-maçons, dont la secte aurait eu, pour premier objectif, d'en finir avec la religion catholique et de persécuter les religieux, pour introniser l'empire de Satan (...). La Franc-maçonnerie était le groupe social chargé d'imposer la liberté de pensée.»]

* L'anti-cléricalisme "éclairé".

Pío Jaramillo est sans doute l'exemple le plus représentatif de ces Libéraux lojans cultivés, profondément opposés au rôle social assumé par l'Eglise, mais dénués de tout sectarisme, et tout-à-fait capables de transiger avec leurs "ennemis", lorsque cela pouvait être utile.

Par opposition au ton véhément et blasphématoire souvent en usage dans les milieux "rouges" de l'Equateur, leur démarche restait sereine et s'efforçait d'analyser les problèmes religieux dans une

perspective dépassionnée d'"Anthropologie sociale" (le terme était, alors, à Loja, préféré, à celui de sociologie). P.Jaramillo avait lu Durkheim et, avec les moyens dont il disposait à Loja, il cherchait lui-aussi à considérer les faits sociaux - religieux notamment - comme des "choses", susceptibles d'une étude objective et sereine.

Dans la plupart de ses écrits, il tenta de se placer dans une perspective strictement empirique pour démontrer, par exemple, les effets désastreux provoqués par la christianisation sur la culture et la conscience indigènes. (cf en particulier P.Jaramillo, 1954, pp 417-418).

. L'anti-cléricalisme d'extrême-gauche.

Après 1931, la presse d'inspiration socialiste semble être devenue le fer de lance de l'anti-cléricalisme lojan.

Des journaux comme Crisol (1931-1953), Juventud (1938-1940), et, surtout, En Guardia, à la fin des années cinquante, se caractérisaient par la violence de leurs attaques et par leur volonté de "démasquer" les collusions, politiques ou économiques, dans lesquelles se trouveraient impliquées des agents de l'Eglise locale.

On stigmatisait aussi l'attitude néfaste et obscurantiste du clergé en milieu rural. On l'accusait de contribuer très activement à l'exploitation des paysans, en leur imposant d'innombrables prestations (prémices, dîmes, deniers du culte, cotisations, ventes aux enchères, journées de travail gratuit,...). On l'accusait aussi de fausser le jeu électoral en intervenant massivement, par tous les moyens en sa possession, pour favoriser les candidats les plus réactionnaires...

Mais la presse ne convainquait, sans doute, que ceux qui avaient envie d'être convaincus. La littérature régionaliste, par contre, eut un impact moins directement visible, mais probablement beaucoup plus large.

A la suite de Miguel de Riofrío, les écrivains locaux ont été souvent très sévères avec les ecclésiastiques.

Le personnage du curé rural lubrique est devenu classique dans les contes de la première moitié du XX^e siècle (cf notamment, A.Aguirre Sanchez, E.Mora Moreno, in J.Mora O. et A. Armijos A., 1980, pp 23-26 et 287-297). Il alterne souvent avec le personnage du curé nanti et avide qui prend fait et cause pour le *terrateniente*, afin de mieux gruger les paysans en se conciliant les faveurs des riches et des puissants (cf notamment, A.F.Rojas, 1949).

Dans la seconde moitié du XX^e siècle, l'anti-cléricalisme a sans doute perdu un peu de sa virulence à l'exception de quelques flambées épisodiques, comme en 1960, lors d'une campagne électorale rondement menée par les Velasquistes locaux. Selon La Opinión del Sur (du 27 Mai 1960), plusieurs ecclésiastiques furent alors menacés de voies de faits s'ils s'obstinaient à dire, depuis la chaire, comment il convenait de voter; les murs de Loja se couvrirent littéralement d'inscriptions telles que:

« Viva Velasco, abajo los curas ! », « Viva el Apóstol, Abajo los Frailes ! », « Viva Velasco, Abajo el Obispo ! »

[« Vive Velasco, à bas les Curés ! » / « Vive l'Apôtre (surnom donné à J.M. Velasco, par ses partisans, E.F.), à bas les moines ! » / « Vive Velasco, à bas l'Evêque ! »]

Mais l'anti-cléricalisme ne s'est pas contenté de campagnes : l'action anti-cléricale a été marquée par quelques importantes réalisations concrètes.

* L'action anti-cléricale.

L'aile radicale du Parti Libéral avait élaboré vers 1895 un "Décatalogue", resté fameux, qui résumait les grands objectifs du gouvernement (cf E. Ayala, 1978, p.331).

Sept points, sur les dix, étaient directement dirigés contre l'Eglise: la nationalisation des biens du clergé, la suppression des couvents et des monastères (deux rubriques), l'enseignement laïc, l'abolition du Concordat, la sécularisation du clergé, et l'expulsion du clergé étranger.

Loja était surtout concernée par le Décret de Main-Morte - dans le cadre de la nationalisation des biens du clergé - et par le développement de l'enseignement laïc.

(A). Le décret de *Manos Muertas* (1906).

Son application fut singulièrement limitée à Loja, où, pourtant, les Biens du clergé étaient extrêmement importants. Mais, grâce à diverses mesures dilatoires mises en oeuvre par les vrais détenteurs du pouvoir local (cf infra), on parvint à ne laisser exproprier que les biens des Soeurs de la Conception, alors constitués par six belles *haciendas*, Gualiel (dans la paroisse du même nom), Zamora Guaico, La Merced et La Molina (à la périphérie de Loja), San José et Yamburara (près de Vilcabamba).

La mise en place d'une *Junta Provincial de Beneficiencia*, destinée à gérer les domaines expropriés, se heurta à d'énormes problèmes.

Les notables pressentis se désistèrent d'abord, les uns après les autres.

Pour les uns, il s'agissait de ne pas se faire les complices d'une spoliation impie.

Pour les autres, il paraissait trop lourd d'avoir à affronter l'hostilité massive de l'opinion publique locale, demeurée profondément catholique et choquée par ce qui était considéré comme l'une des plus graves exactions commises par les Libéraux.

Par ailleurs, et pour les mêmes raisons, la Junta provisoire commença par épouiser de grandes difficultés pour trouver des locataires à ses six domaines.

« Al principio nadie quería tomar en arrendamiento las Haciendas de la Asistencia Pública, por temor del castigo de Dios, pero desde que vinieron unos azuayos y las arrendaron, ganaron mucho dinero en subarriendos... »

(*El Tribuna*, n°749, 17 Août 1944).

[« Au début, personne ne voulait prendre en location les haciendas de la Asistencia Pública, par crainte du châtimeht de Dieu, mais à partir du moment où arrivèrent quelques personnes originaires de l'Azuay, qui les louèrent, elles gagnèrent beaucoup d'argent en les sous-louant... »]

En tout état de cause, la Junta de Beneficiencia finit par fonctionner, tant bien que mal, mais elle dut se contenter de fermages dérisoires.

En 1932, le Ministre de la Prévision Sociale écrivait:

« El contrato de arrendamiento de los fondos Gualiel, Yamburara, Zamora Gualico, San José, El Molino, fué adjudicado a J.B.C.M. por la irrisoria pensión anual de 2 800 Sucres. El arrendatario cedió el arrendamiento de Gualiel a tres ciudadanos de El Oro por el canon de 6 500 Sucres, reservándose la explotación directa del resto de los feudos. »

(*Informe del Ministro de Gobierno y de Previsión Social, 1931-1932, pp 134-136, Archivo Legislativo*).

[« Le contrat de location des domaines de Gualiel, Yamburara, Zamora Gualico, San José, El Molino, fut adjugé à J.B.C.M., pour la somme dérisoire de 2 800 Sucres par an. Le locataire sous-loua Gualiel à trois habitants de la Province de El Oro pour la somme de 6 500 Sucres annuels, tout en se réservant l'exploitation directe des autres domaines. »]

Le montant de ces loyers devait, en principe, être affecté au fonctionnement de l'Hôpital de Loja. Celui-ci éprouva donc les pires difficultés, donnant à regretter l'époque où les religieuses en assumaient directement la gestion.

(B). Le développement de l'enseignement laïc.

Dans un bilan d'ensemble très négatif, constellé d'échecs totaux ou partiels, l'instauration d'un enseignement laïc à Loja figure parmi les rares objectifs explicites que la gestion Libérale aie pu mener à

bien pendant son passage à la direction des affaires publiques, au début du XX^e siècle.

Une des premières mesures Libérales, après la Révolution, fut la "réorganisation" du Collège B. Valdivieso.

Le terme, souvent repris par la suite, signifiait le renouvellement à peu près total du personnel enseignant, sous la direction d'un très jeune recteur, Agustín Cueva, qui n'avait alors qu'une vingtaine d'années. Il ne fut sans doute pas possible de ne recruter que des Libéraux, mais on peut supposer que les professeurs les plus traditionnalistes se trouvèrent exclus.

La création de l'Institut Miguel Riofrío vint compléter cette première mesure.

« Así se llamaba el primer centro de Educación laica de ese entonces. Era costado por el Gobierno y regentado por los primeros profesores normalistas que habían llegado a la ciudad. A dicho plantel, asistían únicamente los pobres de fortuna, aquellos hijos de padres menesterosos que no tenían dinero suficiente para satisfacer a los ingentes gastos solicitados por las escuelas confesionales o religiosas de los Hermanos Cristianos. Pero también asistíamos los hijos de muy contados padres Liberales (...) A nuestra escuelita la llamaban "la escuela de los masones." »

(J. Mora O. in J. Mora O. et A. Armijos A., 1980, p.89).

[« On appelait ainsi le premier centre d'éducation laïque de l'époque. Il était financé par le Gouvernement et dirigé par les premiers professeurs "normaliens" qui arrivèrent à Loja. A cette école n'allaient que les pauvres, ces fils de parents nécessiteux qui n'avaient pas assez d'argent pour faire face aux énormes dépenses imposées par les écoles confessionnelles ou religieuses des Frères des Ecoles Chrétiennes. Mais, nous y allions, nous-aussi, les fils des très rares parents Libéraux (...). On appelait notre petite école, l'école des Francs-Maçons. »]

Les témoignages confirment le net clivage de classe dans l'enseignement primaire, entre les écoles religieuses, pour les groupes les plus élevés dans la hiérarchie sociale locale, y compris une partie de la classe moyenne (bourgeoisie en col blanc et commerçants aisés), et l'Institut réservé à la petite bourgeoisie urbaine, aux commerçants pauvres et à un petit nombre d'éléments d'origine réellement populaire.

La Porciúncula semble avoir occupé une place à part: seul établissement religieux destiné aux couches sociales les plus défavorisées.

En fait, dans ce domaine comme dans les autres, le pouvoir en place put résister efficacement à l'offensive Libérale.

Faute de moyens, l'enseignement primaire laïc, en ville et à la campagne, devait longtemps rester très en retard sur l'enseignement religieux. En 1913, le Directeur des Etudes écrivait encore:

« Estos establecimientos religiosos monopolizan la enseñanza en esta ciudad porque a más de las razones de religión, poseen mejores locales que las escuelas del Estado (...). Las demás escuelas se encuentran en un estado que ocasiona verdadera pena (...). Esos viles bohíos que, por sarcasmo, se llaman escuelas... »

(Informe "Instrucción Pública", F.E.Toledo, 1913, Archivo Legislativo).

[« Ces établissements religieux monopolisent l'enseignement dans cette ville car, en plus des raisons liées à la religion, ils possèdent de meilleurs locaux que les écoles de l'Etat (...). Les autres écoles se trouvent dans un état qui fait véritablement de la peine (...). Ces viles huttes que, par sarcasme, on appelle écoles... »]

En milieu rural, l'influence négative des propriétaires fonciers fut, peut-être quelquefois, l'une des causes du retard:

« Algunos terratenientes no quisieron llegar la oportunidad de que se les obligue a hacer educar a los hijos de sus peones, porque merced a la ignorancia en que viven estos desdichados, están más aptos y adecuados para el servicio y la abyección perpetua (...). »

(Informe Instrucción Pública, 1913, op.cit.).

[« Quelques propriétaires fonciers ne voulurent pas qu'on en arrivât à les obliger à faire éduquer les fils de leurs travailleurs, parce que, grâce à l'ignorance dans laquelle vivent ces malheureux, ils sont plus aptes et adaptés au service et à l'abjection perpétuelle. »]

Cette situation semble s'être prolongée assez longtemps et correspondit probablement à la réalité jusqu'aux années quarante et cinquante.

En définitive, c'est surtout le développement à Loja de l'enseignement universitaire qui a efficacement servi les ambitions des classes moyennes.

L'Université, qui fut toujours un peu dédaignée par les anciennes classes dominantes, pouvait, en effet, constituer un instrument privilégié pour l'ascension sociale des strates les moins défavorisées appartenant aux classes moyennes.

Dans les premières années de son fonctionnement, la Faculté de Jurisprudence semble avoir eu un pourcentage non négligeable d'inscrits appartenant à la micro-oligarchie. Sur les 106 étudiants qui obtinrent leur diplôme, à Loja, des origines jusqu'à 1920, 32 (soit à peine moins du tiers) portaient le nom d'une grande famille: Aguirre, Arias, Burneo, Carrión, Cueva, Eguiguren, Riofrío, Samaniego, Valdivieso... Mais cela signifie que plus de soixante-dix jeunes hommes issus des classes moyennes purent accéder, dans le même temps, à une situation de considération.

La Faculté de Jurisprudence se différenciait des autres établissements scolaires lojans par quelques caractéristiques importantes.

Dans le dernier quart du XIX^e siècle, à une époque où le contrôle exercé par les autorités ecclésiastiques était massif et sans nuances, la Faculté avait obtenu d'échapper partiellement au sort commun et de conserver une réelle autonomie, même si son enseignement demeurait très orthodoxe et conformiste.

A partir des années vingt, les étudiants - et peut-être certains professeurs - ont développé des formes de radicalisme laïc qui contrastaient avec le ton relativement feutré de l'anti-cléricalisme manifesté par les notables Libéraux.

Tout semble s'être passé, alors, comme si le principal danger auquel se trouvait confrontée la jeune Université lojane était constitué par le risque d'une reprise en main par les autorités ecclésiastiques, de sorte que les journaux étudiants de l'époque (la Revista Universitaria, qui parut de 1930 à 1940, la Gaceta universitaria de 1932, El Periódico de 1927, et, plus tard, Libertad, de 1942, et le Boletín Universitario, de 1943-45) et les tracts et pamphlets qui sont parvenus jusqu'à nous (bibl. Rolando, à Guayaquil) paraissent concentrer l'essentiel de leurs luttes sur le thème de l'anti-cléricalisme.

La notion d'autonomie universitaire semble avoir été très tôt un point sensible, et, dès 1918, des manifestations violentes opposèrent les autorités à des groupes d'étudiants qui voulaient pouvoir choisir à leur gré le nouveau recteur (El Heraldó, n°124, 17 Décembre 1918, sous le titre, « Incidente Universitario »).

Au XX^e siècle, l'Université semble avoir constitué une étape quasiment obligatoire dans l'itinéraire d'ascension sociale des notables locaux. Tous les "grands hommes" de la Province, ou presque, ont passé quelques années au moins à l'université. Ils y ont fait leurs premières armes d'hommes publics, en militant avec une véhémence quasi-rituelle dans un mouvement étudiant. Le contraste est parfois saisissant entre certaines attitudes de jeunesse, souvent marquées par l'extrémisme révolutionnaire, et le comportement politique et social ultérieur, conformiste et conservateur.

Malgré son importance symbolique, et les psychodrames qu'elle a permis de développer, l'Université de Loja n'a probablement joué un rôle réellement important dans la reproduction du système, ou dans sa contestation, qu'après 1944, date à laquelle elle a acquis son statut définitif d'Université et non plus de simple "Junta Universitaria".

*
* *

Conclusions du chapitre 3.

DES CLASSES MOYENNES REFORMISTES PLUS QUE REVOLUTIONNAIRES.

En définitive, les classes moyennes, dans la première moitié du XX^e siècle, ont joué un rôle assez ambigu. Elles paraissaient, jusqu'à un certain point, avoir entre leurs mains les moyens de déstabiliser le système. Mais tout semble s'être passé comme si, au-delà de ce point, la logique du système reprenait ses droits en maintenant les "extrémismes" dans les limites d'un certain formalisme.

Les "excès" socialistes ont connu sensiblement le même destin que les "excès" Libéraux. Ils se sont progressivement édulcorés, d'abord en dérivant vers un verbalisme révolutionnaire qui tint souvent plus du psychodrame que de la véritable action politique: on vitupérait pendant les années de jeunesse, avant de rentrer, calmé, dans le système.

Ensuite, pour s'imposer sur le plan électoral, les partis "extrémistes" ont souvent dû se résigner à des alliances, à des transactions, qui portèrent certainement atteinte à leur crédibilité et à leur véritable audience populaire.

Enfin, les classes moyennes lojanes, comme, d'ailleurs, la plupart des classes moyennes équatoriennes, ont été, au fond, plus attirées par le courant moderniste et réformiste, incarné, d'abord par Isidro Ayora, ensuite, à la fin des années quarante, par le Président Galo Plaza, que par le courant révolutionnaire proprement dit.

L'ambition des classes moyennes, à travers la démarche Libérale, puis à travers la démarche socialiste, n'était probablement pas de changer trop radicalement la société.

D'ailleurs, comme nous le verrons dans le chapitre 5, le système en place pouvait encore se donner le luxe de laisser libre cours à une certaine agitation politique et sociale, qu'il eût été bien difficile d'éliminer. Car, au fond, la vraie clé du pouvoir continuait à résider dans le clientélisme qui contraignait presque inexorablement les jeunes hommes issus des classes moyennes, s'ils avaient quelque ambition, à passer individuellement par les fourches caudines de la micro-oligarchie.

Chapitre 4.

LA CROISSANCE DE LA VILLE DE LOJA.

COMME

FACTEUR DE DESTABILISATION.

(1). L'accélération de la croissance de la ville de Loja.

1.1). Les données quantitatives.

1.2). Les facteurs de l'accélération de la croissance urbaine et le rythme des migrations vers Loja au cours des dernières décennies.

1.3). Les conditions de l'accueil des immigrants à Loja.

(2). Les effets accélérateurs de la croissance de Loja.

2.1). Les conditions de l'accélération de l'activité économique.

2.2). Les secteurs d'activité touchés par l'accélération.

2.3). L'impact socio-politique de l'accélération de l'activité économique.

(3). Les effets déstabilisateurs de la croissance urbaine.

3.1). La dégradation des conditions du contrôle des populations urbaines.

3.2). La montée de l'agitation urbaine.

3.2.1). L'explosion "Si Juriste" de 1961-1962.

3.2.2). La grève régionale de 1970.

3.2.3). La montée de l'influence du MPD dans la ville de Loja.

194'

Pendant des siècles, la population de Loja n'avait guère varié.

Selon les témoignages de certains voyageurs, Juan et Ulloa, par exemple (1), elle aurait longtemps oscillé autour de 10 000 habitants, ce qui, aux XVII et XVIII^e siècle, lui donnait les dimensions d'une ville importante.

Mais les estimations plus sérieuses font état de chiffres sensiblement inférieurs: 3 à 3 500 habitants vers 1705, 4250, vers 1750, 5500 en 1814 (M.Minchom, 1983, p.161). Y.Saint-Geours cite le chiffre de 7 500 habitants en 1825 (Y.Saint-Geours, 1983, p.225).

En tout état de cause, la ville n'avait guère changé d'aspect depuis l'époque coloniale.

Elle était demeurée très rurale: la paroisse de San Juan del Valle, qui faisait partie intégrante de la ville, avait toutes les apparences d'un gros village entouré de *haciendas* comme il en existe tant dans la campagne lojane.

Le "centre ville", avec la paroisse de San Sebastián, n'évoquait guère l'image d'une cité moderne, si l'on en juge par les gravures ou les photos de la fin du XIX^e siècle. La plupart des rues n'étaient ni pavées, ni même empierrées; en s'éloignant de quelques centaines de mètres de la place d'Armes, l'alignement des maisons laissait de plus en plus de vides, dans lesquels la nature reprenait ses droits: terrain vagues servant de pâturage à quelques bovidés, attachés parfois à un pieu, micro-parcelles où poussaient quelques pieds de maïs ou quelques cultures maraîchères... On rencontrait, à peu près partout, dans les rues, des volailles, des porcs, quelques chèvres. Les berges des deux rivières, Zamora et Malacatos, qui fixaient les limites de la ville, restaient très champêtres: les ménagères y lavaient leur linge, on y pêchait...

Dans la première moitié du XX^e siècle, Loja a lentement commencé à se déruraliser.

Le nombre des maisons a augmenté à San Juan del Valle. Les enfants des cultivateurs du bourg ont pu, parfois, ouvrir une boutique, ou devenir employés de bureau, ou, même, enseignants, apportant diverses améliorations à leur maison.

A la suite des terribles inondations de Décembre 1916, de grands travaux furent entrepris pour canaliser le cours du Zamora et du Malacatos, pour surélever les berges et les renforcer. Plusieurs petits ponts furent construits.

Mais, la croissance de la ville, bien que réelle, demeurait lente, sans véritables à-coups, peu perceptible pour les lojans eux-mêmes.

(1). Jorge Juan y Antonio de Ulloa. - Noticias secretas de América. London, David Barry, 1826, 2 vol. 707p.

Après 1950, cependant, le rythme de cette croissance s'accéléra soudain (§1), provoquant de profonds remaniements du paysage social lojan.

D'une part, beaucoup d'activités lojanes bénéficièrent directement et très efficacement du coup d'accélérateur ainsi donné (§2).

Mais, d'autre part, l'apparition de nouvelles couches urbaines, trop nombreuses pour entrer massivement dans les réseaux de clientèle, trop hétérogènes pour se prêter aux nouveaux modes de contrôle social, trop misérables, souvent, pour accepter les règles du jeu, commença à mettre sérieusement en péril le schéma socio-politique traditionnel (§3).

(1). L'ACCELERATION DE LA CROISSANCE DE LOJA.

1.1). Les données quantitatives.

Le tableau ci-dessous a été élaboré à partir des données fournies par D. Delaunay, *Poblaciones de las parroquias. Ecuador 1950-1982*. in CEDIG/ORSTOM. *Documentos de investigación. Serie Demografía y Geografía de la Población*. N° 1-2, pp 1-69, Quito, 1985). L'auteur a rendu comparables les chiffres des divers recensements, en éliminant, notamment, les biais que provoque, entre deux recensements, l'absorption de certaines communes rurales par les communes urbaines en expansion.

Tableau 3. Populations urbaines et rurales de la province de Loja aux recensements de 1950, 1962, 1974, 1982. Source: D. Delaunay, op.cit.

	1950	1962	1974	1982
.Ville de Loja	21 104	26 785	47 697	71 652
.Loja et sa périphérie	26 597	38 000	61 283	87 281
.Total pop.urbaines prov.Loja (ville de Loja non comprise)	14 973	21 966	26 748	35 607
.Total pop rurales prov.Loja (non comprise périphérie Loja)	175 232	225 482	254 308	237 879

* Nota. Le recensement de 1950 donne, pour la population de Loja le chiffre de 15 400 habitants. D. Delaunay y a ajouté - pour rendre les chiffres comparables - la population des paroisses rurales qui, lors des recensements ultérieurs, ont été intégrés dans la population urbaine. Cette correction est, évidemment, nécessaire pour que la comparaison ait un sens. Il n'en reste pas moins qu'en 1950, Loja n'avait en réalité que 15 400 habitants, et qu'en 1982, elle en avait 71 652, soit 4.7 fois plus.

Tableau 4. Taux d'accroissement, entre les divers recensements, des populations urbaines et rurales de la province de Loja. (source D.Delaunay, cf tableau 3).

	Taux d'accroissement...			
	1950-62	1962-74	1974-82	1950-82
. Ville de Loja...	26.9%	78.1%	50.2%	239.5%
. Loja et sa périphérie...	42.9%	61.3%	42.4%	228.2%
. Pop. urbaines province (Loja non compris)...	46.7%	21.8%	33.1%	137.8%
. Pop. rurales province (périphérie Loja non comprise)	28.7%	12.8%	-6.5%	35.8%

Le rythme de croissance de la ville de Loja, depuis une trentaine d'années, est donc réellement spectaculaire. Si les taux observés entre 1974 et 1982 se maintenaient, la population de la ville - périphérie non comprise - dépasserait les cent mille habitants aux environs de 1990 !

Plusieurs facteurs rendent compte de ce phénomène. Ils conduisent à nuancer tout projet d'extrapolation simpliste (1.2).

Par ailleurs, l'espacement des recensements ne permet pas de rendre compte du rythme réel des flux de migration, que nous tenterons d'identifier sur les bases de l'histoire sociale de la région.

1.2). Les facteurs d'accélération de la croissance urbaine et le rythme des migrations vers Loja.

Ce sont les migrations qui ont provoqué l'accélération du rythme de croissance de la ville. Elles ont été provoquées - selon un ordre d'importance décroissante - par:

- . la catastrophe écologique liée à la grande sécheresse de 1968 et à ses séquelles de longue durée qui ont conduit à la dégradation, souvent irréversible, des systèmes agricoles de production, dans le Sud et le Sud-Ouest de la province;

- . la Réforme Agraire qui a provoqué, dès les début des années soixante, l'expulsion d'un nombre important de "précaristes" (cf chap.6) qui se sont trouvés, soudain, sans moyens de subsistances;

. l'émigration scolaire qui pousse de nombreux jeunes ruraux à résider à Loja pour y suivre un enseignement secondaire ou universitaire.

Chacun de ces phénomènes (cf chapitre 8) a influencé de façon spécifique le rythme et l'ampleur des migrations.

On peut donc proposer l'hypothèse suivante.

a). L'exode rural a connu une première accélération, assez modeste, à la fin des années cinquante, à l'approche de la Réforme Agraire.

En effet, dès 1958-1960, certain propriétaires fonciers, bien informés, sachant que la Réforme Agraire était devenue inéluctable, et qu'elle allait reconnaître un certain nombre de droits aux "travailleurs précaires", préférèrent prendre les devants et commencèrent à expulser une partie de leurs *arrimados*, avant même que ceux-ci ne sachent qu'ils allaient prochainement disposer de certains droits.

Lorsque les modalités de la Réforme furent enfin connues, en 1964, le mouvement s'accrut. L'une des procédures légales les plus avantageuses pour les propriétaires (cf chap.6) consistait à verser une indemnité au "précariste" et à lui rendre sa liberté. Elle fut très utilisée dans les premières années d'application de la Loi, à une époque où les travailleurs ruraux étaient encore totalement sous-organisés.

Plus tard, lorsque la Réforme eût atteint son rythme de croisière, des "bénéficiaires" se trouvèrent à leur tour obligés de quitter la terre: ils avaient reçu des parcelles trop petites ou de trop mauvaises qualités pour permettre la viabilité de leur nouvelle exploitation et ils durent, soit revendre la terre à peine acquise, soit partir au loin pour assurer la subsistance de leur famille.

Beaucoup des paysans expulsés, nous le verrons, tentèrent leur chance dans la colonisation de terres vierges, en Amazonie, ou à Santo Domingo de los Colorados, ou à Quininidé. Mais une partie d'entre eux (le pourcentage est difficile à estimer) préféra s'installer à Loja, soit dans l'attente d'un départ prochain vers des terres de colonisation, soit pour s'y installer durablement.

b). L'exode rural a connu une seconde accélération, beaucoup plus brutale à partir de 1968, à l'époque de la grande sécheresse dont les effets démographiques ne prirent toute leur ampleur qu'au bout de quelques années, lorsque les premiers migrants purent organiser l'accueil des nouveaux arrivants. Dès lors, le phénomène migratoire tendit à devenir structurel et beaucoup moins dépendant des aléas climatiques.

c). L'exode a probablement connu un maximum aux environs de 1970, date à laquelle se sont conjugués les effets de la Réforme Agraire et ceux de la sécheresse.

Depuis, le mouvement semble demeurer assez constant, avec, probablement une tendance continue - et modérée - à la hausse, liée à l'émigration scolaire.

1.3). Les conditions d'accueil des immigrants à Loja.

Loja ne se présentait pas sous un jour favorable pour accueillir des immigrants.

D'abord, parce que les possibilités d'emploi y étaient rares, en l'absence de toute activité industrielle d'envergure.

Mais, comme dans toutes les villes, il était possible de s'y "débrouiller": petits métiers, pseudo-commerces à l'angle des rues et près des lieux publics, cultures à la sauvette sur un terrain vague, élevage de volailles ou de cochons d'Inde, et, surtout, à partir de 1962-63, petits emplois temporaires liés au bâtiment (manoeuvres, porte-faix, gardiens de chantier,...).

Ensuite, parce que la ville souffrait d'une grave crise du logement. Elle était entourée par un étroit carcan de grandes *haciendas*, appartenant à la Fondation Alvarez (cf chapitre 7). On pouvait d'autant moins envisager d'y édifier de nouveaux logements à caractère social, que de graves problèmes juridiques se posaient et ne laissaient pas présager une solution rapide.

De plus, à la fin des années cinquante, on ne construisait pas d'immeubles élevés à Loja, à cause de la forte sismicité de la région, et, aussi, à cause de l'absence de système bancaire qui rendait difficile le financement de la construction de grands ensembles immobiliers.

Il n'y avait donc pas d'autre solution, à court terme, que d'entasser les nouveaux arrivants dans les vétustes maisons coloniales du centre-ville. Ces maisons avaient à peu près toutes le même plan très simple: des pièces indépendantes, ouvrant sur le patio intérieur, au rez-de chaussée, sur une galerie à l'unique étage. Une famille y vivait autrefois avec sa domesticité. A partir des années cinquante, on commença à entasser trois, quatre et parfois cinq familles par étage.

Une enquête réalisée en 1972 sur quatre-cents familles "populaires" de Loja, comptant en moyenne un peu plus de cinq personnes, montre que deux-cent-soixante-douze familles (68%) vivaient alors dans une seule pièce, et cent-vingt-huit (32%) dans deux pièces. (C.Ramirez, 1978, pp 441-450).

La situation d'entassement (*hacinamiento*, en espagnol) était aggravée par le fait que, la plupart du temps, la pièce unique, ou la pièce principale, servait aussi de boutique. Elle n'avait, en général, qu'une ouverture, la porte d'entrée, que l'on devait soigneusement fermer la nuit.

57.5% des enquêtés n'avaient pas de cuisine indépendante, 70.5%, pas de robinet d'eau, 20.25%, pas de robinet d'eau.

S2. LES EFFETS ACCELERATEURS DE LA CROISSANCE DE LOJA.

La conjonction de plusieurs facteurs favorables a permis, dans la seconde moitié du XX^e siècle, un accroissement significatif et durable des activités économiques de la ville de Loja (S2.1), qui demeure cependant assez nettement inférieur à celui qu'ont connu les autres villes de l'Equateur.

Quelques activités ont plus particulièrement bénéficié de ce coup de fouet: le commerce urbain, le secteur du bâtiment et des travaux publics, l'agro-alimentaire et les transports (S2.2).

Ce relatif "boom" a contribué à remanier la structure socio-politique de la population lojane et à susciter l'apparition de nouveaux types de comportements parmi les groupes sociaux en place (S2.3).

2.1). Les conditions de l'accélération de l'activité économique.

Deux phénomènes importants sont à l'origine de cette accélération à partir du début des années soixante:

- . l'élargissement soudain du marché local, lié à la forte augmentation de la population urbaine,
- . le rapide développement des activités bancaires qui permit de faire voler en éclat l'archaïque système de financement jusqu'alors en vigueur.

(A). L'élargissement du marché local.

Il repose sur trois éléments au moins:

a). La plupart des immigrants sont originaires du Sud-Ouest de la province, région la plus durement touchée par la sécheresse. L'éloignement de Loja dépasse souvent la centaine de kilomètres. Compte tenu de la difficulté des transports intra-régionaux, cet éloignement impliquait une rupture durable avec les villages d'origine: il n'était guère possible de retourner fréquemment à Paletillas, à Cazaderos ou à Pindal pour s'y approvisionner, d'autant que les familiers restés sur place devaient y affronter des conditions d'extrême pénurie.

Pour se nourrir, mais aussi pour se vêtir, et pour les autres besoins incompressibles, ces nouveaux urbanisés ne pouvaient éviter de passer par le marché. Leur pouvoir d'achat était, certes, extrêmement faible, mais le total de leurs dépenses n'était sans doute pas négligeable.

b). L'amélioration relative du réseau routier autour de Loja, la rupture progressive des liens qui maintenaient les *arrimados* en permanence dans leur *hacienda* (cf chap.6), l'absence totale - jusqu'à une date récente - de centres secondaires, ont permis à Loja de constituer un pôle commercial très important, monopolisant la quasi-totalité

des achats de presque toute la province, à la seule exception de la petite épicerie.

Le pouvoir d'achat des petits paysans demeurait très faible, mais celui des notables ruraux, nous le verrons, s'est accru très sensiblement au cours de la période et leur demande s'est portée vers des produits coûteux, chaînes stéréos, radios-cassettes, appareils électro-ménagers..., qu'ils achetaient à Loja, plutôt qu'à Quito ou Guayaquil, trop lointains.

c). Les nouvelles classes moyennes, notamment celles liées à la techno-bureaucratie, ont commencé à disposer de revenus assez importants et réguliers. Leur statut social imposant une certaine ostentation les a poussés à des niveaux relativement élevés de consommation.

Ces trois composantes principales de la demande locale se sont principalement développées à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, avant un nouveau boom, nous le verrons, au début des années quatre-vingt.

Mais il subsistait un grave goulot d'étranglement freinant l'adaptation des structures commerciales locales aux nouvelles conditions du marché: l'absence d'un véritable secteur bancaire.

B). Le boom des activités bancaires.

Jusqu'alors, la micro-oligarchie avait conservé l'essentiel des fonctions bancaires, qu'elle exerçait, comme au XIX^e siècle, dans le cadre de ses rapports de clientèle.

Dès les années vingt, les pressions se multiplièrent pour créer à Loja un véritable système bancaire, mieux adapté aux réalités économiques de l'époque.

Face à ces pressions, la micro-oligarchie avait le choix entre deux attitudes:

- . user de son influence pour retarder aussi longtemps que possible l'implantation de banques à Loja,

- . prendre les devants et créer avec ses propres capitaux une Banque locale qu'elle pourrait contrôler en toute quiétude.

La première attitude prévalut longtemps.

D'abord, sans doute, parce que, grâce à la pratique de l'usure, elle permettait des profits plus substantiels et plus discrets en l'absence de la surveillance institutionnelle qui s'exerce sur les établissements bancaires. L'habitude de garantir les prêts par des gages fonciers permettait l'accroissement quasi-automatique du patrimoine foncier de l'oligarchie.

Ensuite, parce que celle-ci, éprouvait, sans doute, des difficultés d'ordre technique pour mettre en place à son profit, et pour contrôler à sa guise un système bancaire, qui supposait un certain nombre de connaissances et de pratiques.

Mais, avec le temps, il devint de plus en plus difficile de faire obstacle à l'implantation de banques extérieures à la région.

* Les premières tentatives pour l'installation d'un système bancaire moderne.

A Cuenca, l'oligarchie foncière locale avait, depuis longtemps, construit à son profit de solides structures bancaires qui se reconnaissaient une vocation à l'expansion, notamment en direction du Sud. Loja, de toute évidence, constituait, pour elles, un intéressant marché potentiel.

De fait, beaucoup de petits entrepreneurs et de commerçants lojans avaient pris l'habitude de se rendre à Cuenca pour y obtenir des prêts à des conditions plus avantageuses. La "Banque de l'Azuay" commençait ainsi à recruter des clients à Loja, et envisageait d'y ouvrir une Agence.

Dès 1921, des démarches officielles furent entreprises en ce sens.

La presse locale s'émue, alors, au nom d'un patriotisme local qu'il convenait d'exalter pour l'opposer à l'impérialisme de Cuenca. (cf notamment, *El Heraldito*, du 17 Décembre 1921). On incitait donc vivement les "capitalistes" lojans à s'unir pour conjurer le péril, en créant une banque locale, seule susceptible de développer le commerce avec le Pérou, sans augmenter la dépendance à l'égard des maisons de commerce péruviennes.

La "Banque de l'Azuay" échoua dans sa première tentative, ainsi que les "comités" qui à Loja s'étaient constitués pour tenter de trouver les capitaux nécessaires.

En 1938, une initiative de la Chambre de Commerce locale suscita la réunion d'une Assemblée Générale des commerçants pour "étudier les conditions dans lesquelles il pourrait être créé, à Loja, un établissement bancaire", qui aurait pu être une succursale de la Banque Centrale de l'Equateur.

La micro-oligarchie n'avait aucun rôle dans cette initiative, qui, au fond, visait à la court-circuiter en créant un système dépendant du gouvernement central. Elle n'eut pas, semble-t-il, à employer les grands moyens pour empêcher une réalisation qui n'avait manifestement pas la possibilité de s'imposer sans son appui explicite.

En 1946, un nouveau projet de "Banque Commerciale" vit le jour. Pour la première fois, il émanait ou, au moins, bénéficiait de l'appui des grands propriétaires fonciers. Une campagne de souscription

d'actions fut lancée dans le public, avec l'aide massive de la presse locale. L'échec apparut rapidement, peut-être parce que, cette fois, le commerce local était resté dans une réserve hostile.

Entre temps, en Août 1944, le Gouvernement avait créé la "Banque Provinciale de Loja" qui dépendait directement de la B.N.F. (*Banco Nacional de Fomento*). Son domaine d'activité se limitait aux grands travaux, à la construction de routes, d'ouvrages d'art et à des aménagements hydro-agricoles. Elle ne devait pas, en principe, s'immiscer dans le crédit privé.

La micro-oligarchie sut, d'ailleurs, très vite étendre son contrôle sur la "Banque Provinciale".

Le premier gérant, un Eguiguren Burneo, fut remplacé par un Burneo Arias, et il apparut, au bout de quelques années, que la nouvelle Banque avait été entièrement récupérée par le pouvoir local. Celui-ci, si l'on en croit plusieurs organes de presse de l'époque, utilisait, en fait, les fonds publics pour élargir son réseau de clientèle, soit pour améliorer ses propres affaires.

Le chef de l'Etat, J.M. Velasco Ibarra, ayant voulu remettre de l'ordre dans la gestion de la "Banque Provinciale", le Gérant, le Président et le Directeur de la Banque furent contraints à la démission, en Mai 1946.

Cela fut l'occasion, pour la bonne société lojane, de montrer qu'elle soutenait les siens face aux ingérences du pouvoir central: un banquet solennel fut offert aux démissionnaires le 31 Mai 1946.

Les nouveaux cadres de la Banque s'empressèrent, d'ailleurs, sous la pression inéluctable du système de clientèle toujours en vigueur, de suivre la politique de leurs prédécesseurs, d'autant plus que J.M. Velasco Ibarra dut, alors, affronter d'autres problèmes beaucoup plus graves et relégua au second plan les problèmes bancaires de Loja.

Les pratiques auxquelles il avait tenté de mettre fin, étaient encore courantes en 1957, par exemple.

El Volante (organe des chauffeurs de la Province), très hostile aux abus de la micro-oligarchie, démontre que, grâce à la "Banque Provinciale", les grandes familles lojanes s'auto-attribuent des crédits bancaires à des taux défiant toute concurrence, et les utilisent pour prêter à leur tour, mais, cette fois, à des taux usuraires. (cf, notamment, El Volante, 16 Mai 1957, sous le titre, "*Los chulqueros*", "les usuriers").

Il fallut attendre la fin des années soixante pour que la situation bancaire de Loja change, enfin, de façon décisive.

Peu après un nouvel échec enregistré par le projet d'une "Banque de Loja", qu'avait suscité, cette fois encore, une initiative de la Chambre de Commerce, la "Banque de l'Azuay" réussit, enfin, en Mars

1963, à ouvrir sa première Agence à Loja. Ce n'était là qu'une façon d'entériner des faits qui existaient déjà: la "Banque de l'Azuay" venait, en effet, d'assurer l'essentiel du financement de la vague de constructions immobilières qui avait marqué le début des années soixante (cf chap. 5).

Les prêts octroyés demeuraient peu importants: 18.5 millions de Sucres en 1965, 22.7 millions en 1966.

En 1967, une grande banque de Guayaquil, "*La Previsora*", créa à son tour sa première Agence à Loja, imitée en 1971 par la B.E.V. ("*Banco Ecuatoriana de la Vivienda*", Banque Nationale du Logement).

Mais l'évènement important, attendu depuis longtemps, intervint en Juin 1968 avec la création de la "Banque de Loja".

* La "Banque de Loja".

A partir de 1967-68, pour des raisons sur lesquelles nous reviendrons, les grands propriétaires fonciers commencèrent à se dessaisir massivement de leurs *haciendas*, et à obtenir, en échange, des capitaux importants (cf chap.8).

La ville de Loja venait d'entreprendre un effort sans précédent de construction immobilière (cf chap.5), et la sécheresse catastrophique de 1968 laissait prévoir, prochainement, de grands travaux d'infrastructure... La demande de capitaux devenait forte et laissait augurer des conditions de prêt très rémunératrices.

C'est à la micro-oligarchie et aux milieux proches du Parti Conservateur local qu'appartint, cette fois, la nouvelle initiative pour la création d'une banque. L'"association des promoteurs" était présidée par le Dr Burneo Burneo, le premier Gérant général était un Burneo Valdivieso, le président du Directoire, un Valdivieso...

Le capital social initial ayant été fixé à six millions de Sucres, il fut souscrit sous la forme de soixante-mille actions de cent Sucres. Le tableau IV.5 résume la répartition de ces actions initiales entre les différentes catégories de souscripteurs.

Tableau 5. Le capital social initial de la "Banque de Loja". (cf page suivante)

Tableau 5. Le capital social initial de la "Banque de Loja".

Actionnaires	Nb d'actions initiales	% du capital total
Fondation D. Alvarez	12 000	20%
Junta Central Asistencia Pública	6 000	10%
Junta Recup. Económica Loja Zamora	1 000	1.6%
Entreprises industrielles de Loja	10 000	16.6%
Diocèse Loja, Frères Maristes	1 300	2.3%
Souscripteurs individuels		
- commerçants	3 500	5.8%
- micro-oligarchie	13 000	21.7%
- autres et non identifiés	13 200	22%
Total	60 000	100%

La Fondation Alvarez, la Junta Central de Asistencia Pública et la Junta de Recuperación Económica de Loja y Zamora Chinchipe étaient contrôlées, nous le verrons, par la micro-oligarchie foncière. Celle-ci disposait donc d'au moins 32 000 actions sur un total de 60 000 sans tenir compte des souscripteurs "autres et non identifiés", parmi lesquels figuraient, sans aucun doute, un nombre importants de ses "clients" directs. De même, nous le verrons aussi, les "entreprises industrielles" de Loja étaient principalement contrôlées par des membres de la micro-oligarchie et par les Frères Maristes.

Le capital social fut rapidement augmenté de 4 200 000 Sucres, dans des conditions analogues.

La "Banque de Loja" prit rapidement une réelle importance locale.

Une étude de 1979 montre que, si l'on considère l'ensemble des crédits accordés entre 1970 et 1975 par des banques ayant une agence à Loja, la "Banque de Loja" vient nettement en tête (37.5% des crédits accordés) devant la Banque Centrale (23.5%) et le Banco Nacional de Fomento (travaux publics) (18%) et la "Banque de l'Azuay" (16.7%), celle-ci demeurant la principale concurrente de la "Banque de Loja" pour les crédits privés. (M.Jaramillo Andrade, 1977).

Au début des années quatre-vingt, la nouvelle banque lojane attribuait entre 40 et 50% du total des crédits émanant des agences bancaires de la province.

* Un véritable système bancaire, adapté aux normes modernes, prêt à appuyer les initiatives rentables, un marché local en forte expansion, une demande locale soutenue et, au moins partiellement, solvable, une main d'oeuvre surabondante et prête à accepter des rémunérations modestes: beaucoup de conditions se trouvaient remplies pour permettre un certain décollage de quelques activités économiques régionales.

2.2). Les secteurs d'activité touchés par l'accélération.

Le commerce urbain, le secteur du bâtiment et des travaux publics, la "petite industrie" - notamment de type agro-alimentaire - , et les transports routiers ont subi le plus nettement l'impulsion dynamisante des années soixante.

2.2.1). l'hypertrophie du commerce urbain (1).

Le commerce alimentaire est le premier à avoir bénéficié de la situation.

Le marché quotidien du centre ville a acquis à partir de 1960, environ, une réelle importance. Il attire une foule de revendeurs dont certains disposent de postes fixes, tandis que beaucoup d'autres s'entassent sur les trottoirs environnants. De huit heures à treize heures, l'affluence est considérable et l'argent circule rapidement; beaucoup d'étals restent ouverts jusqu'au soir et ne ferment qu'à la nuit tombée. Dans toutes les rues du centre ville, les "*supermercados*" ont proliféré, et il ne cesse de s'en ouvrir de nouveaux.

Même dans les rues plus éloignées du centre, on compte une *tienda* (petite épicerie), toutes les six ou sept maisons, en moyenne. La plupart d'entre elles n'ont qu'un chiffre d'affaires dérisoire, mais rapportent cependant de petits revenus complémentaires.

Les commerces de produits manufacturés paraissent, eux-aussi, en expansion: bicyclettes, motos, électro-ménagers, appareils de radio à transistors, téléviseurs, chaînes à haute fidélité, sont vendus pêle-mêle dans un nombre toujours plus grand de magasins du centre ville. Ce phénomène a d'ailleurs subi une nouvelle accélération au début des années quatre-vingt, avec l'irruption de l'argent lié au trafic clandestin de *pasta* de cocaïne (cf chap.8).

Par ailleurs, beaucoup de commerçants des bourgs ruraux ont vu leurs affaires prospérer grâce à l'accélération du commerce frontalier rendu très actif, dans les deux sens, à cause d'importantes disparités de prix, de part et d'autre de la frontière.

Les commerçants, qui se sont rapidement enrichis grâce à la drogue, tentent souvent de "blanchir" une partie de leur argent en ouvrant, à Loja, de nouveaux commerces de produits importés, et en achetant, sans compter, au commerce local.

(1). L'expression est de A.L.Pietri-Lévy (A.L.Pietri-Lévy, 1986).

Ainsi, Loja, au début des années quatre-vingt, donnait l'image d'une réelle prospérité commerciale. Dans le centre de la ville, les magasins se touchaient, regorgeaient de marchandises de toutes natures, les acheteurs attendaient pour se faire servir...

2.2.2). Le secteur du bâtiment et des travaux publics.

La crise "Si Juriste" (cf §3 de ce chapitre) a permis de résoudre les problèmes juridiques qui s'opposaient à l'extension de la ville hors de ses limites des siècles antérieurs.

Dès 1962, la voie fut enfin ouverte à la construction d'"urbanizaciones" (cités, lotissements à vocation plutôt populaire), mais aussi de nouveaux quartiers résidentiels pour la bourgeoisie.

Des édifices modernes apparurent jusque dans le centre ville. On commença à ne plus redouter de construire des immeubles de six ou sept étages. La ville fut prise, pendant quelques années, d'une frénésie de construction, comme s'il convenait de rattraper le temps perdu.

On se mit alors à raser de très belles maisons coloniales, pour les remplacer par d'insipides bâtisses, sans caractère ni beauté, mais capables de justifier des loyers élevés. Des hôtels furent édifiés dans une ville qui en était jusqu'alors dépourvue, de nouveaux bars et restaurants aux allures modernes....

Tout cela se fit en l'absence de tout projet architectural d'ensemble, mais fut accompagné par un gros effort d'urbanisation et d'équipement. De nombreuses rues furent goudronnées, alors que beaucoup étaient encore empierrées, ou, simplement, en terre; on reconstruisit les ponts en les élargissant, on améliora le système permettant de canaliser les deux rivières qui enserrent le centre ville...

En quelques années, la ville perdit beaucoup de son charme colonial, de sa beauté austère et de son archaïsme, mais elle commença à ressembler à une petite ville du XX^e siècle, comme toutes les autres.

De grands travaux permirent, à la même époque, d'améliorer sensiblement l'infra-structure routière: on bituma la route de Loja à Catamayo, on améliora un certain nombre de pistes pour rendre leur utilisation permanente...

Après 1975, les premières retombées pétrolières allaient déclencher une véritable fièvre de grands travaux: route entièrement bitumée vers la côte Pacifique, nouvelle route, sur un tracé plus court, en direction de Catamayo, allongement de la piste de l'aéroport... Et, surtout, après 1979, le grand organisme de développement régional, PREDESUR, (*Programa Regional para el Desarrollo del Sur del Ecuador*) allait ouvrir d'innombrables chantiers à travers toute la province (cf chap.7).

2.2.3). La petite industrie et le secteur agro-alimentaire.

Dans des conditions sur lesquelles nous reviendrons (chap.5), la petite industrie a connu, à Loja, un sensible bond en avant à partir du début des années soixante, sous la forme de "compagnies d'économie mixte", associant des capitaux privés, qui provenaient souvent de la micro-oligarchie, à des capitaux publics ou para-publics, mais aussi, de façon plus classique, sous la forme de petites entreprises familiales fonctionnant, presque exclusivement, sur la base de capitaux privés.

(A). les "Compagnies d'économie mixte".

Plusieurs institutions lojanes détenaient soit des capitaux privés (comme c'était le cas pour la Fondation D.Alvarez), soit des fonds à la fois privés et publics (comme par exemple, la *Junta de Recuperación Económica de las Provincias de Loja y Zamora-Chinchi*).

Ces capitaux pouvaient être assez importants, et, dans la situation économique antérieure de la province, ils n'avaient guère trouvé à s'investir. Leur utilisation était, d'ailleurs, soumise à diverses conditions restrictives.

Il parut donc judicieux, pour soutenir une initiative privée encore extrêmement timorée, de créer des entreprises industrielles dans les domaines qui paraissaient à la fois les plus utiles à la collectivité et les plus rentables.

Deux exemples paraissent très représentatifs de ce phénomène: la "CAFRILOSA" et la "*Empresa Eléctrica*".

* La "*Compañía del Camal Frigorífico Loja Sociedad Anónima*" fut créée en 1971, avec des capitaux provenant de trois origines:

- . des fonds de l'Etat (Ministère de la Santé, Ministère de l'Agriculture),

- . des fonds appartenant à des institutions publiques locale: Conseil Provincial, *Municipio*, *Junta de Recuperación Económica de Loja y Zamora-Chinchi*, Fondation Alvarez, *Junta de Asistencia Social* (qui venait de vendre une partie de ses haciendas),

- . des capitaux privés, émanant de l'Association des Eleveurs de la Province de Loja (en fait, les grands propriétaires fonciers) et de divers individus appartenant à la micro-oligarchie et au commerce local.

Il s'agissait d'installer un abattoir industriel moderne, doté de vastes chambres frigorifiques, en vue d'améliorer les conditions de commercialisation de la viande de bœuf sur le marché local. On espérait ainsi mieux rentabiliser les exportations vers le Pérou, en envoyant de la viande congelée, plutôt que des bêtes sur pied, qui perdaient beaucoup de poids au cours du voyage.

* La "*Empresa Eléctrica Regional del Sur*" fut fondée en 1972 pour fournir à la ville son énergie électrique dans des conditions plus modernes et plus efficaces. Ses capitaux avaient pour origine:

. l'Institut National d'Electrification (INECEL), fonds de l'Etat,
. du Conseil Provincial et d'un "Comité pour l'Electrification des *Municipios* des Provinces de Loja et Zamora", qui regroupait, en fait, la plupart des institutions locales déjà mentionnées, la Fondation Alvarez, le *Municipio*, la JREPLZCh,...

* Sur cet exemple, d'autres "compagnies d'économie mixte" furent fondées, notamment, en 1973, COMPROLACSA, *Compañía Económica Mixta de Productos Lácteos del Sur Sociedad Anónima*, qui produisait, notamment, du lait pasteurisé.

(B). L'effervescence finit par gagner le domaine privé, assez modestement, il est vrai.

Le terrain avait été préparé, au début de 1963, par diverses études de la CENDES (*Centro de Desarrollo Industrial*) et de la *Junta Nacional de Planificación*, qui débouchèrent sur un certain nombre de mesures encourageant les investissements privés (cf *Panorama*, n°200, 5 Avril 1963).

Dès 1962, des *terratenientes* de Malacatos avaient fondé une "*Junta Promotora para la Industrialización del tomate*".

Plusieurs petits établissements industriels furent alors créés: une fabrique de boissons gazeuses, ILESA, en 1962; la MALCA, très importante raffinerie de sucre, à Catamayo, en 1963; une fabrique de pâtes alimentaires et de biscuits, la CAMEL, en 1964; une fabrique de parquet, en 1976, avec des associés recrutés exclusivement dans la micro-oligarchie; une conserverie de viandes et de charcuterie, INAPESA, en 1976, aussi; deux fabriques de meubles, etc...

Mais c'est dans le domaine des transports routiers que les petits investissements furent le plus nombreux, en provenance de personnes d'origines très diverses: depuis l'important propriétaire foncier jusqu'au petit fonctionnaire désireux de placer quelques menues économies. L'investissement pouvait correspondre à une part sur la propriété d'un taxi, ou à la propriété d'une grosse entreprise de camionnage ou de transport de passagers.

* L'ensemble de ces nouvelles activités n'a pas suffi à donner une réelle importance économique à la petite industrie.

Une enquête de l'INSOTEC, réalisée en 1981 (et publiée, dans la revue *CAPIL*, Loja, Sept. 1981), dénombrait cinquante-cinq entreprises "industrielles" à Loja, employant environ trois cent cinquante salariés (6.3 salariés par entreprise, en moyenne); les sept plus grandes d'entre elles occupaient environ cent quarante personnes.

Sur les cinquante cinq entreprises, quarante avaient été créées entre 1976 et 1980.

Dans l'ensemble, très peu de ces établissements étaient réellement prospères; plusieurs d'entre eux, au contraire, connaissaient de graves difficultés laissant supposer un risque important de fermeture prochaine.

2.2.4). Le petit artisanat n'a pas manqué de profiter, à son tour, de la croissance urbaine de Loja:

« Il doit exister à Loja actuellement (1983, E.F.) de 100 à 200 ateliers de confection. Les plus anciens sont les tailleurs pour hommes, dont le nombre a toutefois triplé au cours des années 70; les autres, en général récents, ont une production plus diversifiée et travaillent tout autant pour une clientèle privée ou, éventuellement, le marché central que pour les collectivités locales: les écoles avec la confection d'uniformes scolaires, l'hôpital, l'Université, et certaines entreprises para-publiques comme la Compagnie d'Electricité.

« Il s'agit de très petits ateliers, installés en général dans une pièce ouvrant sur la rue, qui emploient en moyenne trois personnes: le patron, ou le gérant, et deux ouvriers, soit environ 300 à 350 emplois, c'est-à-dire rien que pour la confection un chiffre supérieur à celui des emplois offerts par les entreprises industrielles de la ville. L'ensemble des autres branches de l'artisanat (cuir et cordonnerie, menuiserie, métaux et mécanique, production alimentaire, etc....) emploient vraisemblablement un nombre à peu près équivalent de personnes. Il s'agit essentiellement d'emplois masculins, même dans le textile ou l'alimentaire, qui sont occupés pour plus des deux-tiers par des migrants ou des personnes étant revenues à Loja après un séjour hors de la province.»

(A.L.Pietri-Lévy, 1986, p.108).

L'accélération du rythme de création d'ateliers artisanat apparaît clairement sur ce tableau extrait du travail d'A.L.Pietri:

Tableau 6. Les ateliers artisanaux de la ville de Loja selon la date de leur création. (situation en 1975). D'après PREDESUR, publication n°60, 1976, citée par A.L.Pietri op.cit. p.109. cf page suivante.

Tableau 6. Les ateliers artisanaux de la ville de Loja selon la date de leur création. (situation en 1975). D'après PREDESUR, publication n°60, 1976, citée par A.L.Pietri op.cit. p.109.

Branche d'activité	Ateliers créés			Total
	avant 1960	de 1960 à 69	de 1970 à 75	
.Confection ...	5	6	28	39
.Cordonnerie ...	2	1	3	6
.Menuiserie ...	4	10	11	25
.Activités liées à la construction ...	2	.	5	7
.Travail des métaux, mécanique ...	1	6	7	14
Total valeur absolue	14	23	54	91
Total pourcentage	15.4%	25.3%	39.3%	100 %

* Malgré sa modestie, cette embellie économique a contribué à modifier de façon significative le paysage socio-politique de la ville.

2.3). L'impact socio-politique de l'accélération de l'activité économique.

En résumant à l'extrême, on peut ramener cet impact socio-politique à trois éléments principaux:

. le commerce local est devenu un véritable groupe de pression, de plus en plus nettement indépendant de la micro-oligarchie,

. la création d'une grosse unité agro-industrielle, à Catamayo, a favorisé l'apparition dans ce bourg d'une forme de pouvoir local encore inédite dans la région;

. la petite industrie lojane n'a pas permis de constituer le noyau de base d'une classe ouvrière locale.

(A). Le commerce de Loja comme groupe de pression.

La Chambre de Commerce, créée en 1919, était restée longtemps, nous l'avons vu, très étroitement contrôlée par la micro-oligarchie.

Au début des années soixante, elle manifesta un soudain regain d'activité, très probablement lié au relatif enrichissement de ses principaux leaders.

Elle entreprit alors de constituer un Comité Directeur composé de personnalités réellement dynamiques, et non plus de simples prête-noms. Il s'agissait, désormais, de peser sur les événements et de faire entendre aussi haut que possible la voix du lobby commerçant.

Elle commença à le faire en de multiples occasions, intervenant même auprès du Président de la République, en Mars 1962, pour présenter un "projet de développement provincial" (*Panorama*, n°45, 8 Mars 1962).

A partir de 1964, elle entreprit de réactiver la vieille *Feria de Loja*, instituée par Simon Bolivar et associée au culte de la Vierge du Cisne, en la transformant en une "Foire internationale".

La Foire de Septembre 1976 permit de réunir 65 commerçants lojans, 66 équatoriens non lojans et 32 péruviens (cf Matilde Temme, 1977, pp 18-ss). Les chiffres d'affaire réalisés par ces commerçants étaient nettement supérieurs à ceux des Foires antérieures.

A la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, le commerce lojan devait subir deux influences contradictoires:

- . le "boom" bancaire allait enfin apporter une solution satisfaisante au problème du crédit,

- . la crise de 1968-70, en provoquant un appauvrissement généralisé du monde rural, devait ralentir durablement l'accroissement du rythme des affaires.

Pour symboliser et affirmer son nouveau rayonnement, la Chambre de Commerce fit édifier en 1969 un bel immeuble moderne de quatre étages en plein centre ville, à proximité du marché. Elle fêta solennellement ses noces d'or en leur donnant la dimension d'un événement majeur de la vie sociale locale, elle multiplia les pages publicitaires et les proclamations dans la presse locale...

D'autres Chambres de Commerce s'organisèrent, au même moment, à Macará, Catacocha, Cariamanga. Elles existaient nominalement depuis longtemps, mais à partir de 1969-1970, elles commencèrent à sortir réellement de leur léthargie.

L'un des éléments les plus représentatifs du commerce lojan, A. Vivanco Neira fut élu, en 1968, député à l'Assemblée Constituante pour la Province. Il se porta, ensuite, candidat pour le siège de Représentant, au Sénat, du Commerce de la Sierra et fut aisément élu, après une campagne animée au cours de laquelle il fut vivement soutenu par la presse lojane de tous les horizons politiques.

Vers 1970, le lobby du commerce lojan avait donc réussi une avancée considérable:

. il avait obtenu d'accéder au crédit sans les anicennes limitations imposées par le système de clientèle,

. la progression du rythme des affaires lui avait permis de dégager à son profit un processus d'accumulation de capital tout-à-fait significatif,

. ses liens de dépendance à l'égard de la micro-oligarchie étaient en voie de disparition complète,

. il commençait à constituer une force politique d'appoint non négligeable au niveau local.

Mais, au même moment, des facteurs gravement inquiétants faisaient leur apparition et la montée du trafic de *pasta* de cocaïne (cf chap.8) allait remettre en cause toute la structure profonde du commerce local.

Grâce aux énormes profits réalisés, le commerce de la drogue permit la création de structures parallèles, beaucoup plus puissantes et plus ramifiées que les structures visibles, mais, en même temps, étroitement entremêlées avec celles-ci, dans la mesure où beaucoup de capitaux illicites cherchent à se "blanchir" dans le commerce urbain.

La nouvelle indépendance du commerce lojan n'était donc peut-être qu'une illusion, masquant une dépendance beaucoup plus profonde à l'égard de ce qu'on pourrait appeler le capital commercial clandestin.

(B). L'unité agro-industrielle de Catamayo.

Bien que ne concernant pas directement la ville de Loja (le bourg de Catamayo se trouve à une quarantaine de kilomètres à l'Ouest de cette ville), la création et le développement de la "MALCA" sont à mettre en rapport avec la rapide expansion urbaine et avec la croissance économique régionale.

La "*Monterrey Azucarera Lojana Compañía Anónima*" est le fruit du développement d'une ancienne entreprise familiale.

Alberto Hidalgo, propriétaire foncier et industriel de Zaruma, avait acheté, vers 1918, la *hacienda* Monterrey, dans la vallée subtropicale, chaude et malsaine de Catamayo. Il y élevait des boeufs et y cultivait de la canne à sucre.

Vers 1960, il envisagea de créer une raffinerie de sucre qui faisait entièrement défaut à la région.

Malgré d'énormes difficultés de transport (cent cinquante aller-retours de camions entre Puerto-Bolivar et Catamayo pendant trois mois), il parvint à faire installer la machinerie nécessaire, achetée d'occasion en Colombie.

En régime de croisière, la raffinerie était prévue pour six cents quintaux de sucre par jour environ.

Le premier sucre produit par MALCA fut livré en 1962, et, très vite, toute la région Sud put être approvisionnée.

La plantation fonctionnait - et fonctionne encore - sur la base de cinquante journaliers permanents, et quatre cent cinquante coupeurs de canne au moment de la coupe.

La raffinerie utilisait à peu près cent ouvriers, à temps complet.

En 1975, A. Hidalgo ajouta à l'unité existante une fabrique de bois aggloméré, "Tabla Rey", pour utiliser la bagasse. Elle employait une centaine de salariées, environ.

L'ensemble fut, dès lors, géré comme une entreprise capitaliste moderne de type familial: A. Hidalgo se fit soutenir efficacement, par ses fils, ingénieurs diplômés à l'étranger; il sut obtenir de très utiles appuis politiques au niveau régional et étendre son réseau d'alliance jusqu'à la micro-oligarchie grâce à une judicieuse stratégie matrimoniale. Sur cette base très solide, l'ensemble MALCA-Tabla Rey allait rapidement acquérir une importance locale essentielle.

D'abord, parce qu'elle parvint peu à peu à contrôler l'ensemble de la zone utilisable pour la culture de la canne: seuls trois cents hectares de plantation appartiennent en propre à l'entreprise, mais celle-ci en loue sept cents à divers petits propriétaires de la zone, alors que, sur plus de huit cents hectares supplémentaires, des contrats ont été passés avec certains de ces petits propriétaires pour leur apporter l'aide technique dont ils ont besoin; l'entreprise s'engage à leur acheter leur production à un prix convenu à l'avance.

Elle contrôle donc, en tout, mille huit cents hectares d'excellentes terres remarquablement irriguées.

Ainsi, rapidement, toute l'activité et la relative prospérité du gros bourg de Catamayo se sont mis à dépendre exclusivement du nouvel ensemble agro-industriel.

Une sorte de micro-classe ouvrière, encore très liée au milieu rural, est apparue à Catamayo parmi les habitants du bourg, et a tenté de s'organiser, tant bien que mal, en contre-pouvoir bien isolé face au bloc patronal familial qui, lui, était solidement articulé au pouvoir régional.

On retrouvait, ainsi, des types de luttes sociales, dont on trouve notamment l'exemple dans les pôles industriels qui, en Europe, au XIX^e siècle, s'installaient, parfois, en milieu rural.

(C). Dans le reste de la région, par contre, et, notamment, à Loja, le développement d'une petite industrie n'est pas parvenu à susciter la création d'un embryon de classe ouvrière.

. L'effort de construction immobilière et les grands travaux publics ont été généralement réalisés par des entreprises venues de l'extérieur, de Cuenca notamment, car aucune firme lojane n'était en mesure de satisfaire aux conditions imposées par l'exécution des gros marchés.

Les entreprises retenues eurent tendance à faire venir, de Cuenca ou d'ailleurs, leur propre personnel qualifié, ne recrutant sur place qu'une main d'oeuvre complémentaire de manoeuvres sous-payés, appartenant le plus souvent à des communautés d'indigènes Saraguro, connus pour leur sérieux et la faiblesse de leurs exigences.

Ces travailleurs consomment très peu sur les chantiers, économisant avec sévérité pour rapporter quelque argent dans leur communauté; ils se nourrissent avec sobriété, dorment sur le chantier... Souvent payés à la tâche, ils ont alors coutume de se faire aider par femmes et enfants, afin de rentrer plus vite chez eux.

Les effets monétaires induits ont été, dans ces conditions, très faibles sur place: les profits sont repartis vers le siège social des entreprises concernées, l'épargne dégagée par les petits salaires, d'ailleurs insignifiante, est allée vers les communautés Saraguro.

Socialement, ces travailleurs temporaires ne cherchaient nullement à s'intégrer sur le lieu de leur travail: jusqu'à une date récente, ils n'avaient pas d'appartenance syndicale, ni même la conscience que cette appartenance pouvait leur valoir quelque bienfait.

. Les immigrants urbains définitifs se dirigeaient - et se dirigent encore - souvent vers le secteur informel, dans un contexte où chacun cherche individuellement une solution à ses problèmes de survie immédiate.

Les salariés des petites entreprises industrielles gardent assez peu leur emploi, si l'on en croit l'enquête de l'INSOTEC, déjà citée. En tout état de cause, la faiblesse des effectifs, et la personnalisation des rapports existant entre le patron et ses employés, interdisent l'apparition d'une ambiance propice au développement du syndicalisme.

*
* *

Entre 1950 et 1970-1980, la croissance de Loja s'est effectuée à un rythme trop rapide, avec trop d'à-coups, pour ne pas susciter des difficultés sérieuses. Tellement sérieuses, même, qu'elles vont, à plusieurs reprises, donner l'impression que le système a été irréversiblement déstabilisé.

*
* *

S3. LES EFFETS DESTABILISATEURS DE LA CROISSANCE URBAINE.

Dès 1964, l'opinion publique lojane commença à s'alarmer devant l'accumulation des difficultés.

Sous le titre "*de mal en peor*", "*de mal en pis*", *La Verdad*, n°85 du 6 Mars 1964, dresse le tableau suivant: la sécheresse (déjà!) et les expulsions de travailleurs précaires amènent à Loja un nombre croissant de ruraux en perdition, dont la plupart ne peuvent éviter de devenir chômeurs; les produits de première nécessité manquent sur le marché local et les prix montent; de nombreuses institutions publiques ont du mal à payer leurs employés, les salaires ne sont versés que partiellement, avec un retard parfois considérable; le service électrique est mal assuré, et les pannes succèdent aux pannes, mettant en difficulté les entreprises qui travaillent avec cette source d'énergie...

Mais ce qui rendait la situation véritablement grave, c'est que les systèmes traditionnels d'encadrement de la population, principalement fondés sur les rapports de clientèle et sur le paternalisme ecclésiastique, avaient atteint leur niveau de saturation.

3.1). La dégradation des conditions de contrôle des populations urbaines jusqu'au début des années soixante.

Les nouveaux arrivants ne trouvaient plus aucun cadre pour une éventuelle insertion sociale: ils n'avaient ni place précise, ni fonction définie dans la société qui les accueillait.

Au cours des premières années du XX^e siècle, on avait vu apparaître l'esquisse d'un système de clientèle à relais: certains clients de la micro-oligarchie, appartenant à la partie la plus aisée des classes moyennes, avaient commencé à constituer, à leur tour, des sous-réseaux de clients, en octroyant de petits emplois, en sous-louant des apprentis, en rendant de petits services, en intercédant auprès des véritables détenteurs du pouvoir local... Ce système, bien entendu, ne donnait pas de grandes possibilités d'intégration.

Avec l'augmentation de la population, on aurait pu penser que -comme cela fut fréquemment le cas ailleurs - des institutions plus modernes auraient relayé le vieux système: partis politiques, syndicats, médias et structures éducatives façonnant une opinion publique relativement homogène, etc... Les conditions socio-politiques très particulières qui caractérisaient Loja n'ont pas permis à ces institutions de remplir leurs fonctions.

A). l'échec des partis traditionnels dans leur fonction d'encadrement de la population urbaine.

Les vieux partis traditionnels, Libéraux et Conservateurs, n'avaient pas vocation à intégrer ces populations urbaines flottantes,

aux contours sociologiques indécis, qui ne ressemblaient guère à leur clientèle électorale habituelle.

Ils semblent, d'ailleurs, n'avoir rien entrepris de cohérent pour le faire.

Plus curieusement, les partis de la gauche "révolutionnaire", Communistes et Socialistes, et les partis populistes (les Vélasquistes, en particulier) ont échoué, à leur tour, dans une entreprise pour laquelle ils semblaient mieux armés a priori.

Dès qu'ils s'implantèrent à Loja (cf chap.3), les partis d'"extrême"-gauche ont éprouvé certaines difficultés pour faire l'analyse politique de la situation concrète de l'Equateur et, surtout, de Loja qui ne correspondait en rien aux schémas préétablis.

L'absence d'un prolétariat organisé et organisable, l'existence de groupes sociaux hétérogènes éclatés en micro-fractions et partiellement fédérés par les structures, souvent invisibles, de réseaux de clientèle omni-présents, ont contribué à obscurcir l'analyse.

Les partis populistes qui, traditionnellement, s'encombrent moins d'analyses théoriques, n'ont pas eu plus de succès, peut-être parce que leurs méthodes et leurs stratégies avaient été élaborées pour des grandes villes qui posaient des problèmes entièrement différents.

Les Vélasquistes ont eu peu d'influence dans la province de Loja, à l'exception d'un petit nombre de gros bourgs comme Cariamanga.

Leurs arguments électoraux reposaient:

.sur un violent anti-communisme (mais cela n'avait guère d'attrait dans une région où le communisme jouait un rôle extrêmement discret),

.sur un verbalisme anti-oligarchique assez confus qui n'avait guère d'application au niveau de Loja.

La CFP ("Concentration des Forces Populaires") fit un effort sans doute plus cohérent pour s'implanter dans la région, après 1958, dans sa période nationale d'expansion. Il se présentait comme l'*abanderado del pueblo pobre*, "le porte-drapeau du peuple pauvre" ou, plus simplement, comme le "parti des pauvres". Malgré une relative percée, la CFP fut rapidement débordée par le "Si Jurisme" (cf infra) qui constituait une forme de populisme taillé sur mesures pour Loja, caractérisé, un temps, par son extrême adéquation aux problèmes locaux.

(B). L'impuissance des mouvements syndicaux à encadrer la population de Loja.

Les organisations syndicales ne se sont pas réellement implantées à Loja avant une époque très récente, marquée par l'application de la Réforme Agraire. Ils ont pourtant, à Loja, une assez longue histoire.

Au début de ce siècle, une partie du clergé lojan a développé une tendance "ouvriériste", fondée sur l'idéologie de l'entraide, du mutualisme et faisant une large part à l'"éducation" des "classes laborieuses".

Un prêtre de Loja, le Dr Lautaro V. Loaiza fonda, ainsi, en 1907, une *Union Obrera* qui regroupait, en fait, des artisans, de petits salariés, des personnes à revenus modestes, dans une association de type mutualiste.

A peu près au même moment, un autre ecclésiastique, le Dr Manuel Belisario Moreno (connu aussi pour son oeuvre littéraire) avait fondé une *Casa de Artes y Oficios* qui visait à améliorer la formation professionnelle des artisans et à leur offrir un certain nombre de loisirs "culturels".

Une association concurrente, la *Sociedad de Obreros de Loja*, fut fondée en 1915, à l'initiative des Frères des Ecoles Chrésiennes. Sa cible était plutôt constituée par les enfants d'"ouvriers", qu'il convenait d'encadrer pour les préparer à la vie active, en organisant leurs loisirs et en consolidant leur formation religieuse et morale.

Le journal *El Obrero Lojano*, organe de l'*Union Obrera*, résumait ainsi la philosophie de ces associations:

« Para engrandecer al obrero, hay que mejorar su capacidad productora, educándole e instruyéndole. »

(*El Obrero Lojano*, n°1, época III, 24 Mai 1928).

[« Pour la grandeur de l'ouvrier, il faut améliorer sa capacité productive en l'éduquant et en lui donnant accès à l'instruction. »]

L'encadrement était entièrement composé d'ecclésiastiques, et toutes les familles de la bonne société lojane figuraient parmi les Comités directeurs et parmi les bienfaiteurs de ces associations.

Ce "syndicalisme" très particulier semble avoir eu le monopole de l'action dans le milieu des travailleurs, à peu près jusqu'aux années qui ont suivi les événements révolutionnaires de 1944.

On assista alors à une floraison d'associations de type corporatiste, dont l'objectif principal était encore de nature mutualiste, mais qui manifestaient nettement plus d'autonomie par rapport à l'Eglise et à la micro-oligarchie.

On vit ainsi apparaître des "syndicats" de cordonniers, de charpentiers, de maçons, de coiffeurs, de cantonniers (*Trabajadores camineros*), et - le plus important - un syndicat des chauffeurs.

Il s'agissait, à la fois, de réglementer l'accès à la profession et la profession elle-même, d'organiser la solidarité à l'intérieur du groupe, et de négocier collectivement avec les pouvoirs publics pour obtenir aides, exonérations, avantages divers...

Les évidents inconvénients de l'atomisation, qui caractérisait ces micro-organisations, incitèrent à tenter un premier effort de regroupement qui aboutit, en Mai 1947, à la formation de la "Fédération des Travailleurs de Loja" (FTL).

La FTL se présentait comme une filiale de la puissante CTE ("Confédération des Travailleurs de l'Equateur"), créée en Juillet 1944, et liée au Parti Communiste Equatorien. Les associations regroupées sous l'égide de la FTL étaient tout-à-fait hétérogènes, notamment sur le plan de l'idéologie politique, même si l'on pouvait sans doute discerner une relative prépondérance des tendances Libérales et Socialistes.

En fait, la plupart des nouveaux cadres de ce mouvement étaient totalement dépourvus de formation politique, et l'ensemble ne présentait aucune unité réelle.

Au bout de quelques années, la Fédération des Travailleurs de Loja devint la Fédération des Travailleurs Libres de Loja (FTLL).

L'éventail social des associés s'était élargi: des paysans, des *cargadores* (portefaix, qui constituent traditionnellement, dans les villes équatoriennes, l'expression la plus typique du "sous-prolétariat" urbain), des employés de travaux publics, des artisans - dont certains étaient des petits patrons - et, aussi, d'authentiques ouvriers, notamment ceux de la raffinerie de sucre.

A partir de 1967, les chauffeurs, qui avaient été longtemps noyautés par le Velasquisme, décidèrent de rompre avec la CTE, jugée trop à gauche. Ils quittèrent donc la FTLL pour fonder leur propre syndicat. Ils disposaient déjà d'un bon organe de presse, El Volante, qui parut de 1954 à 1969, et d'une station de radio très écoutée.

Le "Syndicat des chauffeurs" devait rapidement se comporter comme un syndicat "de droite", aux positions très indépendantes, souvent mal jugé par les partis politiques, par les autres syndicats et par tous les niveaux du pouvoir local. La presse régionale se fit souvent l'écho de cette réprobation, et El Mundo, par exemple, parle fréquemment de la "*Mafia de los transportes*" ("la mafia des transports").

Avec le temps, les revendications de la FTLL cessèrent d'être corporatistes pour devenir "*clasistas*", ("de classe"). Dans cette perspective, le Congrès extraordinaire tenu à Loja en 1969 aboutit à diverses recommandations portant sur le salaire minimum, sur le contrôle de l'application des conventions collectives passées avec la MALCA de Catamayo, et sur la nécessité de promouvoir les luttes paysannes dans une région demeurée très majoritairement rurale (cf La Verdad, n°1527, 12 Mars 1969).

La grande centrale nationale, la CEDOC, fut lente à démarrer à Loja. Elle avait d'abord été d'obédience catholique -son sigle signifiait, alors, "Centrale Equatorienne des ouvriers Catholiques"- avant de devenir la "Centrale Equatorienne des Organisations de Classe".

Sa première implantation à Loja date de 1964, mais, en 1972, sa filiale lojane, connue sous le nom de FPTL, "Fédération Provinciale des Travailleurs de Loja", ne comptait encore que trois organisations affiliées.

C'est la Réforme Agraire qui allait lui donner une impulsion décisive: en 1976, la FPTL regroupait déjà cent organisations dont quatre-vingt en milieu rural (cf chap. 6).

Elle devait, cependant, subir très fortement le contre-coup de la grave crise qui secoua la CEDOC au niveau national à partir de 1976: elle fut touchée, elle-aussi, par la scission opposant la fraction de gauche, dite "CEDOC-Velasco", à une fraction moins radicale, la "CEDOC-Barragán", d'inspiration démocrate-chrétienne.

En 1981, le leader lojan de la "CEDOC-Barragán" devait devenir le secrétaire général national de cette fraction de l'organisation. Cela semble, d'ailleurs, avoir coïncidé, au niveau de Loja, avec un regain d'activité de la CEDOC, efficacement soutenue par la "Démocratie Populaire" qui venait d'accéder au pouvoir (cf infra).

La tâche de la CEDOC n'était guère facile à Loja, d'abord parce que sa compétence était surtout affirmée en milieu rural, ensuite parce qu'il ne lui était pas possible d'attaquer de manière trop directe le gouvernement d'Oswaldo Hurtado qui constituait son principal soutien.

Cette situation la contraignait à des prises de position relativement ambiguës, qui la mettaient en porte-à-faux par rapport aux couches les plus défavorisées de la population locale, qui auraient préféré -ils le montrèrent, d'ailleurs, par la suite- des attitudes plus agressives à l'égard du pouvoir.

En 1982, par exemple, la CEDOC diffusa largement dans la presse lojane (voir notamment *Flecha*, d'Octobre 1982, sous le titre "*La CEDOC ante la crisis y el paro del FUT*") un manifeste qui présentait une liste de revendications. Certaines étaient assez démagogiques (versement d'une rémunération mensuelle à toutes les familles dont les revenus sont inférieures à un certain niveau...), mais, sur le point essentiel, le manifeste s'opposait au déclenchement d'une grève générale pourtant devenue inévitable:

« Advertimos que una huelga nacional indefinida tendría que terminar con la caída del Gobierno o la derrota total del movimiento obrero, consecuencias que en ningún caso contribuirían a mejorar la situación sino que acarrearía sacrificios aún mayores para el pueblo. »

[« Nous lançons l'avertissement qu'une grève nationale indéfinie se terminerait par la chute du gouvernement ou par la déroute totale du mouvement ouvrier, conséquences qui ne contribueraient, en aucun cas, à améliorer la situation, mais qui entraîneraient des sacrifices encore plus grands pour le peuple. »]

Les formes classiques d'organisation syndicale ont donc eu peu d'impact dans la ville de Loja, alors qu'elles en ont eu beaucoup plus en milieu rural, dans le cadre de l'application de la Réforme Agraire.

Par contre, nous le verrons, des formes plus originales, plus mobilisatrices, mais aussi plus porteuses d'un risque grave de déstabilisation, se sont imposées avec le "Si Jurisme" et avec les techniques d'encadrement des populations urbaines mises au point par le MPD (§3 de ce chap.).

(C). L'insuffisance des médias pour améliorer le contrôle de l'opinion publique locale.

A partir des années cinquante et soixante, on assiste, au niveau de Loja, à une sorte d'atomisation des médias, qui en rend le contrôle extrêmement difficile.

La ville disposait, à cette époque:

. de plusieurs grands quotidiens, La Verdad (1963-1971), puis La Frontera (1971-1974), La Opinión del Sur (1943-1975), Panorama de J.M. Vivar Castro (1961-1963), qui est, en réalité, un "interdiario" (paraît plusieurs fois par semaine, mais pas tous les jours);

. d'un bi-hebdomadaire du syndicat des chauffeurs, El Volante (1961-1974) - très lu -, de deux bi-hebdomadaires catholiques (le Clarín et l'assez éphémère Criterio);

. de divers journaux universitaires dont le plus fameux est "FEUE", de journaux très liés à des partis politiques, Flecha, pour la Démocratie Populaire, En Guardia, pour le Parti Socialiste, etc...

. de quatre stations de radio, "Ondas lojanas", "Ondas del Zamora", "Centinela del Sur", "Radio El Progreso".

On ne dispose d'aucune indication sur les indices d'écoute et sur les tirages réels, mais les témoignages confirment l'habitude des lojans de l'époque de puiser à de multiples sources, ce qui ne favorisait guère la formation d'une opinion publique homogène.

*
* *

(D). La dégradation du système scolaire et universitaire.

Avant les années cinquante, l'enseignement avait, à Loja, un caractère délibérément élitiste. Il s'agissait de former un petit nombre de personnes en vue d'assurer les tâches de direction et d'encadrement, et de donner un certain niveau culturel aux enfants issus d'un milieu social de qualité.

Un Pío Jaramillo, un Benjamín Carrión, un Alejandro Carrión constituent plusieurs aspects de l'idéal-type de l'honnête homme lojan, cultivé jusqu'à l'érudition, capable d'assumer avec succès d'importantes charges publiques, respectueux et curieux du passé, mais capables d'innovations. Ils sont l'exemple convaincant de ce que le système lojan d'enseignement était capable de faire de mieux.

Le XX^e siècle a vu l'enseignement évoluer vers des objectifs très différents. Il s'agit, désormais, d'assurer le minimum pour un nombre toujours plus grand de jeunes scolarisés, dans des conditions qui ne permettent plus de rechercher la qualité.

* Le déclin de l'enseignement primaire et secondaire.

Rien ne semble avoir été véritablement prévu pour faire face à la très forte augmentation de la population scolaire, qui se fit sentir à partir des années cinquante.

Les quelques données statistiques disponibles font apparaître une croissance de la population scolaire de la ville de Loja sensiblement plus élevée que la croissance de la population totale.

Il pourrait y avoir au moins deux raisons à cela.

Lorsque les conditions de vie parviennent à dépasser le niveau élémentaire de survie, le besoin de donner un meilleur avenir à ses enfants apparaît immédiatement parmi les premières urgences.

Par ailleurs, Loja, avec ses nombreuses écoles, privées ou publiques, attire, dès l'enseignement primaire, les enfants scolarisables, dans un rayon qui dépasse les limites de la province. En l'absence d'internat, les enfants se font héberger chez un parent, ou chez un *compadre*, ou se mettent à plusieurs pour louer une petite pièce.

Le système scolaire équatorien, en général, semble inspiré par l'idée que, pour plus de justice sociale, il convient de limiter la sélection, à tous les niveaux, y compris pour l'acquisition des diplômes de fin d'études secondaire, et pour l'entrée à l'Université. Les systèmes de notation et d'appréciation tiennent davantage compte de l'assiduité que de la réelle qualité du travail: de la sorte, un élève assidu est pratiquement assuré de terminer sans encombre son cycle scolaire.

Les classes sont donc très nombreuses, et les effectifs diminuent lentement, avec l'augmentation du niveau des études, principalement

parce que les plus défavorisés ne peuvent différer leur entrée dans la vie active.

Dans ces conditions, les nouveaux maîtres sont moins bien formés qu'autrefois.

Sur 521 enseignants du primaire dans les cantons de Sozoranga, Gonzanamá et Espíndola, on ne comptait, en 1983 que 34 normaliens, (les seuls réellement préparés à leur tâche), 274 bacheliers en Sciences de l'Education et 137 bacheliers en Humanités Modernes; 76 n'avaient aucun titre.

Ces maîtres imparfaitement formés doivent affronter des classes de plus en plus surpeuplées, dans des conditions matérielles généralement déplorables; ils sont sous-payés, mal considérés, se mettent fréquemment en grève dans l'espoir d'améliorer des conditions de travail qui, en effet, sont souvent inacceptables...

Le corps enseignant, à Loja comme dans le reste du pays, vit dans un climat de mécontentement généralisé qui en a fait une proie privilégiée pour les partis d'extrême-gauche. Il se trouve souvent, désormais, au centre de l'agitation urbaine (cf §3.2.3) et contribue à étendre celle-ci parmi ses élèves dans toutes les périodes de tensions sociales.

* La crise de l'Université.

L'enseignement Universitaire a subi une évolution assez comparable.

L'absence de véritable sélection entre le secondaire et le supérieur (1) a provoqué une spectaculaire augmentation du nombre des étudiants qui a, à peu près, quintuplé en vingt ans, sans que les crédits de fonctionnement aient augmenté dans la même proportion.

Ce phénomène a été aggravé par ce qu'on pourrait appeler la politisation sauvage de l'Université Nationale.

En application de la règle de l'autonomie, le pouvoir au sein de l'Université devient un enjeu relativement important. Quelques partis d'extrême-gauche s'affrontent avec une violence étonnante pour gagner les diverses élections universitaires, qui sont régulièrement marquées par de graves affrontements.

Le groupe qui gagne les élections choisit une partie des enseignants et du personnel administratif, mettant en difficulté les professeurs titulaires qui appartiennent aux groupes qui ont perdu les élections.

Ce ne sont plus les qualités scientifiques ou pédagogiques qui priment pour le choix du personnel enseignant, mais l'affiliation politique et le degré d'orthodoxie par rapport à la ligne qu'ont déterminée les instances dirigeantes du groupe qui a gagné les élections.

(1). le *bachillerato*, l'équivalent de notre baccalauréat, ne constitue pas un barrage sévère et il existe, de plus, des procédures d'accueil à l'Université pour les non-bacheliers.

L'atmosphère est au sectarisme, à l'intolérance, aux manoeuvres, aux menaces, aux dénonciations, aux polémiques violentes...

Un spectateur neutre ne peut manquer d'être frappé par la disproportion qui existe entre le temps et l'influx nerveux consacrés à la conquête ou à la conservation du pouvoir et ceux consacrés aux tâches de formation et de recherche.

Les carences du système de formation mis au point par l'Université Nationale de Loja sont devenues tellement évidentes qu'une Université privée (cf chap. 7) a été créée, qui reconstitue, dans une ambiance plus feutrée, l'élitisme traditionnel et un système de formation de jeunes diplômés "conformes".

D'ailleurs, les enfants des familles lojanes le plus aisées, et les étudiants les plus doués, tendent, depuis de nombreuses années, à se rendre à Quito, à Guayaquil, ou, mieux, à l'étranger.

*
* *

On aboutit ainsi à l'entretien d'une dysfonction. Le système scolaire et universitaire, tel une machine devenue folle, forme un grand nombre de jeunes diplômés, qui n'ont aucune fonction dans la société lojane actuelle.

Ils sont mal formés et beaucoup trop nombreux par rapport aux rares offres d'emplois "intellectuels".

Les difficultés rencontrées dans la recherche d'un emploi ne leur permettent généralement pas d'obtenir des revenus réguliers, alors qu'ils aspirent à des conditions de vie qui sont celles des classes moyennes.

Ne pouvant satisfaire cette ambition minimale, ils ressentent fréquemment un fort sentiment de frustration.

Leur groupe est ainsi doté d'un fort potentiel déstabilisateur et constitue une clientèle idéale pour les mouvements de type populiste; ils forment une sorte d'armée de réserve pour l'agitation urbaine qui, nous allons le voir, va trouver fréquemment à s'employer à partir du début des années soixante.

*
* *

3.2). La montée de l'agitation urbaine à Loja.

Nous avons retenu trois exemples de "dérapages", particulièrement révélateurs de la nouvelle menace de déstabilisation dont fut porteuse la situation sociale lojane à partir du début des années soixante.

Dans l'ordre chronologique, ce sont:

- . l'explosion "Si Juriste" de 1961-1962,
- . la grève générale régionale de 1970, sévèrement réprimée par le gouvernement de J.M. Velasco Ibarra,
- . la montée de l'emprise du parti MPD (extrême-gauche marxiste, longtemps favorable aux idées "pro-chinoises") et son rôle dans l'agitation urbaine, à partir de la fin des années soixante-dix.

3.2.1). L'explosion "Si Juriste" de 1961-1962.

José Castillo Luzuriaga est né à Sozoranga, un gros village de l'extrême-Sud de la Province de Loja, devenu plus tard chef-lieu de canton. Sa famille appartenait à la petite bourgeoisie locale.

Il suivit les cours de l'Ecole Normale Rurale de Cariamanga, avant d'entrer à l'Ecole de Police.

Il fut à l'origine de la création, dans son village natal, d'une "Coopérative de logement". Il s'agissait de profiter de l'existence de terrains communaux inutilisés pour y construire des logements à bas prix. Il réussit à organiser efficacement les associés, qui parvinrent à atteindre les objectifs fixés.

Les conditions imposées aux soixante associés étaient simples: ils devaient payer une cotisation individuelle de mille Sucres et ... adhérer au "Parti Justicialiste de l'Equateur" dont J.Castillo était, jusqu'alors, le seul membre. Le jeune homme s'était, en effet, converti au péronisme, et songeait à devenir l'homologue équatorien de Juan Peron.

Eva Peron, informée de l'existence de ce partisan enthousiaste, lui obtint une bourse qui lui permit de poursuivre ses études en Argentine et de s'initier, sur place, au Justicialisme.

Il revint en Equateur, après deux ans d'absence.

Toujours dans la Police, il fut nommé à Cuenca, mais ne tarda pas à perdre son poste dans des conditions qui demeurent obscures, mais qui sont probablement liées à son militantisme politique.

Il reprit alors ses études et obtint son Doctorat en Droit .

De retour à Loja, il fut contacté par les Partis qui étaient alors au pouvoir (gouvernement Camilo Ponce), c'est-à-dire les Conservateurs et les Sociaux Chrétiens, en vue d'animer leur campagne électorale face aux très vives attaques de l'opposition.

Sur place, il bénéficia du soutien énergique de Mgr Riofrío, "l'évêque des pauvres", qui cherchait à ouvrir l'Eglise sur les nouvelles couches urbaines défavorisées et qui lui confia un local pour y ouvrir un cabinet d'avocat; il devint, officiellement, l'avocat de la Curie.

Bénéficiant de l'appui explicite de l'Evêché, et du Parti Conservateur, tout-puissant à Loja et encore au pouvoir à Quito, la position de J.C.L. commençait à devenir très solide.

Le gouvernement décida alors de lui confier la responsabilité d'une station de radio locale, la *Emisora "Diez y ocho de Noviembre"* pour y développer à sa guise des thèmes favorables au Parti Conservateur. L'Alcalde, lui-aussi Conservateur, prêta un local pour y installer les studios.

A la tête de cette petite station de radio, J.C.L. devait révéler des qualités assez extraordinaires de propagandiste passionné et, bientôt, d'agitateur, ce qui lui valut d'être élu député du Conservateur de Loja, non sans avoir dû affronter les réticences de plus en plus graves des dirigeants locaux de ce Parti qui commençaient à voir en lui un brulôt incontrôlable.

Il commença alors à jouer sur deux tableaux.

Sur la scène politique nationale, il prit la tête d'une campagne très violemment anti-vélasquiste (JM. Velasco Ibarra passait, dans certains milieux, pour l'homme providentiel qui constituait la seule véritable alternative au pouvoir Conservateur).

Il entreprit ainsi de constituer un *Frente Unico de Lucha contra el Velasquismo* ["Front Unique de Lutte contre le Vélasquisme"], qui lui valut la haine définitive de tous les partisans de Velasco Ibarra. J.C.L. devint ainsi la cible d'attaques qui atteignirent une violence insolite et dont on ne trouve, probablement, de précédent local qu'à la pire époque des affrontements entre Libéraux et Conservateurs.

La presse locale populiste le traitait notamment de *mudo* et de *mamarracho*, [respectivement, "abruti" et "plaisantin" ou "triste sire", très approximativement] (cf *El Volante*, de la fin de 1958 et des années suivantes, dans lesquels J.C.L. est plus souvent désigné par ces adjectifs que par son nom) et l'ex-leader justicialiste se laissa aller à répliquer en agressant un de ses insulteurs l'arme au poing en plein centre de Loja.

Sur le plan local, son itinéraire paraît échapper à toute logique.

Les tensions avec le Parti Conservateur s'aggravèrent lorsqu'il demanda à être présenté en tête sur la liste des candidats à la députation de ce parti. Les notables locaux Conservateurs lui refusèrent cet honneur, très peu conforme aux traditions du parti qui n'avait pas pour habitude de privilégier les plus jeunes de ses membres. Il ne fut pas réélu.

Presque du jour au lendemain, il changea alors d'ennemi.

Ses attaques commencèrent à se porter vers la Fondation D. Alvarez Burneo qui possédait un ensemble de grandes *haciendas*, à la périphérie immédiate de la ville. Loja, enserrée par ce carcan, ne pouvait s'aggrandir, comme le lui imposait le nombre toujours plus grand de ses habitants.

La Fondation symbolisait, par ailleurs, le pouvoir de la micro-oligarchie foncière, dans tout ce qu'il avait de plus insupportable: masqué derrière l'anonymat d'une "Fondation", hostile à toute transaction, entièrement indifférent aux problèmes aigus rencontrés par la majorité de la population de la ville, très lié à un gouvernement qui s'était montré particulièrement peu soucieux de tenir compte des aspirations populaires...

Utilisant l'expérience accumulée à Sozoranga, il entreprit la création d'une nouvelle Coopérative de logement, avec la différence que, cette fois, il convenait de conquérir les terrains à bâtir aux dépens d'une institution puissante qui n'avait nullement l'intention de les vendre.

Au début de son action, J.C.L. put compter sur l'appui décisif de l'Evêché qui lui apportait une caution essentielle, sans laquelle l'échec eût été immédiat.

J.C.L., qui disposait toujours de sa station de radio, s'en servit comme d'un instrument essentiel pour organiser la "Coopérative Dix-Huit Novembre" et pour mobiliser en permanence tous les associés.

La Coopérative fut organisée comme un grand Parti populiste, autour d'un slogan racoleur, les trois T, "*Tierra, Techo, Trabajo !*" ["de la terre, un toit, du travail !"].

Les nouveaux adhérents, au cours d'une cérémonie publique et solennelle, en plein air, devaient jurer fidélité à leur leader et aux idéaux de l'association. A la question qui leur était posée, ils devaient répondre en criant aussi fort que possible, "*Si, juro !*" ["Oui, je le jure !"]. Cette mise en scène tout-à-fait inhabituelle à Loja devait frapper vivement les esprits et valoir à J.C.L. son surnom définitif, "*Si Juro*", qui allait faire oublier son vrai patronyme, et qui servit, par la suite, à désigner l'ensemble de son mouvement, "*el Si Jurismo*", le "Si Jurisme".

Les associés se donnèrent un drapeau, au fond bleu et blanc, comme le drapeau national argentin, et un hymne repris en chœur à la fin de toutes les assemblées publiques.

Tout Loja se mit à écouter la radio "Dix-Huit Novembre". Les uns y puisaient des réserves de révolte et de courage pour mettre en cause l'ordre établi par la Fondation Alvarez, les autres, atterrés, tentaient d'apprécier l'ampleur du péril, en vue de coordonner d'éventuelles réactions.

Une véritable psychose d'émeute commença à se répandre dans Loja.

« ; *Mañana queman los Si Juristas a la ciudad !* » [« Demain les Si Juristes vont brûler la ville ! »], ou « ; *Esta noche la queman !* » [« C'est cette nuit qu'ils vont la brûler ! »].

Parallèlement à ses déclarations incendiaires -au sens propre- Si Juro organisait ses partisans en Comités de quartier, encadrés par les militants les plus résolus. De grandioses réunions publiques se multiplièrent, parfois au rythme d'une par jour, regroupant plusieurs milliers de personnes dans une atmosphère enfiévrée, aux tonalités très "péronistes".

Une messe en plein air, dite devant la porte de la cathédrale, réussit à remplir entièrement la place centrale, pourtant de grandes dimensions. Dans son sermon, l'Evêque se montra très élogieux pour l'esprit de la Coopérative et pour son action en faveur des plus nécessiteux.

Les couches populaires de Loja furent très impressionnées, semble-t-il, par le langage qui leur fut adressé à cette époque par l'Evêque et par le nouveau leader charismatique. Pour la première fois, on leur parlait en des termes qu'elles comprenaient et qu'elles souhaitaient entendre: on reconnaissait leur bon droit, la justesse de leurs aspirations, et une voie leur était tracée pour obtenir, grâce à la Coopérative, une première victoire sur un point essentiel, le droit au logement.

J.C.L. et Mgr Riofrío entreprirent un voyage à Quito pour y rencontrer les plus hautes autorités de l'Etat. Le Ministre de la Prévision Sociale prit personnellement le dossier en mains, et effectua une première visite à Loja afin d'apprécier directement la situation.

Tous les membres de la "*Junta Administrativa*", qui dirigeaient collectivement la Fondation Alvarez, démissionnèrent en bloc.

Une grande réunion se tint au "Théâtre Bolivar", puis sur la place centrale de la ville. Le ton des discours était violemment anti-oligarchique. Le Ministre, lui-même, Baquero de la Calle, apporta son soutien aux manifestants, les encourageant à conduire leurs revendications jusqu'au succès final. L'Evêque, puis le Gouverneur prirent la parole dans le même sens.

Si Juro voyait converger sur lui tous les espoirs. Il avait la caution de l'Etat, de l'Eglise, du peuple... Les journaux locaux, même ceux qui lui étaient hostiles, s'accordaient à penser qu'il serait le prochain *Alcalde* de la ville, le prochain député... Une brillante carrière politique nationale s'ouvrait devant lui.

Entre temps, les Si Juristes étaient passés à l'action.

Ils entreprirent d'occuper les terres les plus âprement convoitées, notamment les *haciendas* les plus proches de Loja, *Las Palmas*, *Bella Flor*, *La Tebaída*. Ils détruisirent les clôtures, bousculèrent les fermiers qui s'opposèrent timidement à leur intrusion et ils commencèrent à édifier des constructions provisoires et à dresser des tentes, pour occuper les lieux.

Parallèlement, ils entreprenaient un ensemble d'actions en justice pour obtenir, par les voies légales, l'expropriation et la mise en lotissement des domaines occupés.

Le Président de la République, J.M. Velasco Ibarra vint en personne à Loja pour tenter de calmer les esprits. Il proposait une transaction: les "Si Juristes" abandonneraient les lieux qu'ils "squattérissaient"; en échange, la Présidence prendrait un Décret-Loi d'urgence réformant les statuts de la Fondation Alvarez et mettant fin à l'imbroglio juridique. De plus, un crédit de 500 000 Sucres serait immédiatement débloqué afin de permettre le démarrage immédiat des travaux de construction.

Les occupants ne se laissèrent pas fléchir. En Mars 1961, la police tenta une première fois de les déloger, avec une violence qui surprit tous les témoins. Les choses se passèrent très mal: un Si Juriste fut tué, beaucoup d'autres blessés, dont plusieurs sévèrement. J.C.L fut inculpé et incarcéré, ce qui ajouta encore à son immense prestige.

A la fin de 1961 et au début de 1962, la tension ne cessa de croître à Loja. Depuis sa prison, J.C.L. se porta candidat à la Mairie de Loja et au poste de député principal au nom de son mouvement.

Le 8 Mai 1962, un attentat à la dynamite contre la prison ajouta à la confusion générale. On ne sut jamais si les auteurs étaient des Si Juristes voulant faire évader leur leader, ou certains de ses ennemis voulant attenter à ses jours.

Le 10 Mai, J.C.L, qui n'avait toujours pas été jugé, fut condamné à neuf mois de prison ferme.

Les 10 et 13 Mai, d'énormes manifestations de soutien déferlèrent dans les rues de la ville qui n'avaient jamais rien connu de pareil. Les pouvoirs publics donnèrent très vite l'impression d'être débordés et de renoncer à contrôler la situation.

Une véritable psychose collective se développa avec insistance autour de la grande peur d'un affrontement de classe, d'une offensive généralisée des pauvres contre les riches qui se terminerait dans un bain de sang.

Si Juro fut mis en liberté conditionnelle le 17 Mai. On le porta en triomphe jusqu'à la station de radio "*Centinela del Sur*", l'*Emisora "Diez y ocho de Septiembre"* ayant été fermée le jour de son arrestation. Il lança immédiatement sur les antennes une proclamation triomphaliste, dans laquelle il réaffirmait sa conviction d'"aller jusqu'au bout".

Le 24 Juin, le Conseil d'Etat, saisi par J.C.L, décida de l'acquitter; il devenait donc de nouveau éligible.

Le 20 Juillet, à la suite de péripéties rocambolesques, marquées par plusieurs coups de théâtre (proclamations de succès prématurées, annulations, annulation des annulations, dans une ambiance d'émeute populaire imminente), le quatrième siège de député pour la province de Loja fut officiellement attribué à J.C.L par le Tribunal Suprême Electoral.

JCL était alors à l'apogée de son pouvoir. Sa dimension nationale n'était contestée par personne, et il s'annonçait comme l'une des futures vedettes de l'Assemblée Nationale.

A Loja, son mouvement avait réussi au-delà de toutes les espérances, et les derniers obstacles juridiques qui s'opposaient au succès total du mouvement "T.T.T." étaient en train de sauter, grâce à l'entremise des plus hautes personnalités de l'Etat.

Mais de graves lézardes commençaient à apparaître dans l'édifice politique construit précipitamment par J.C.L.

Tout d'abord, l'itinéraire tourmenté de sa rapide ascension lui avait suscité des haines très vives dans des milieux très divers, des haines actives, efficaces et résolues.

Parmi ses anciens amis Conservateurs, tout d'abord, qu'il avait cruellement reniés, après avoir bénéficié, à ses débuts, de leur aide inconditionnelle.

De son côté, la micro-oligarchie lojane avait connu, à cause de Si Juro, sa première Grande Peur, dont on entrevoit la gravité, vingt ans après, dans l'émotion qui transparait, encore, lorsqu'on aborde le souvenir de ces événements. Une grande peur qui a pu faire croire, un moment, même aux éléments les plus conscients de la micro-oligarchie, que tout était perdu.

L'Eglise lojane avait donné un appui inappréciable au mouvement T.T.T., à des moments cruciaux. Mais, après la grande messe dite en plein air, Mgr Riofrío, lui-même, commença à se sentir effrayé par la tournure que prenaient les événements. Il eut alors la conviction que seul J.C.L. pouvait encore contenir ses troupes. Il le lui demanda probablement, l'incitant à apaiser les esprits, et à renoncer à l'illégalité. J.C.L, dont les triomphes successifs avaient sans doute obscurci le jugement, refusa, et rompit avec l'Evêché aussi rapidement et radicalement qu'il l'avait fait avec le Parti Conservateur. L'Evêché, la personne de l'Evêque, l'Eglise lojane en général, devinrent, à leur tour, la cible de ses accusations, toujours plus véhémentes.

Les partis de gauche avaient éprouvé les plus vives réticences à l'égard de J.C.L. dès les débuts de son ascension.

Ses antécédents politiques le rendaient, en effet, particulièrement suspect: péroniste, policier, agent du Parti Conservateur et de l'Evêché..., mais aussi anti-communiste déclaré, lançant périodiquement de violentes diatribes contre les "pseudo-révolutionnaires" sur les antennes de la station "Dix-huit Novembre"(1).

A partir de 1961-1962, Si Juro commença à confisquer toute la clientèle traditionnelle des partis de gauche. La situation de type pré-révolutionnaire qu'il parvint à créer inquiétait fortement ces derniers qui n'y reconnaissaient aucun des éléments de leurs analyses et de leurs stratégies nationales.

Emportés, comme tout le monde, dans la vague Si Juriste de 1961, ils ne purent éviter de participer aux manifestations de rue et aux grands meetings. Des leaders locaux et des militants de la CTE, la principale centrale syndicale communiste, furent remarqués aux côtés de J.C.L. lors des réunions publiques les plus importantes..., mais, de toute évidence, l'alliance ne pouvait qu'être précaire et très circonstancielle.

Les pires ennemis du leader lojan se trouvaient cependant parmi les vélasquistes locaux.

J.M. Velasco, né en 1893, commençait à donner l'image d'un homme âgé. Son déclin s'amorçait, au terme d'un quatrième mandat présidentiel, au cours duquel de graves mécontentements populaires s'étaient manifestés. Il avait tout à redouter, a priori, d'un jeune leader ambitieux et résolu, appelé à fonctionner lui-aussi sur le registre du charisme.

Mais, surtout, les vélasquistes lojans n'avaient pas oublié les tonitruants débuts de J.C.L. dans son impitoyable campagne à la tête d'un "Front Unique de Lutte contre le Vélasquisme". On peut avoir une idée de cette animosité à travers certains éditoriaux de El Volante:

«... bien sabemos que nos encontramos frente a un repugnante caso patológico (...). Si Juro, perro faldero de los ricos y enemigo de los trabajadores, (...) rata asalariada (...) que cumple su destino ruín de insultador a sueldo y de mamarracho amargado (...), un aventurero bufón que oficia de condottiero de la clerecía politiquera (...), un intonso cretino que quiere hacer méritos ante los Conservadores para conseguir que le hagan figurar en el tercer puesto de su lista de candidatos a diputados, (...) huérfano de inteligencia, (...) paranoíco, fanteche envanecido, etc,...»

(El Volante, n°442, 23 Avril 1959, sous le titre « Si Juro ladra a sueldo », f « Si Juro, l'aboyeur stipendié. »).

(1). La Calle du 24 Février 1961 (n°207) rapporte qu'à la suite d'une de ces émissions J.C.L. échappa d'extrême justesse au lynchage de la part des militants communistes locaux.

[«... nous savons bien que nous nous trouvons en présence d'un répugnant cas pathologique (...). Si Juro, chien dressé des riches et ennemi des travailleurs, (...) rat stipendié (...) qui suit son vil destin d'insulteur vendu et d'aigri minable (...), un aventurier et un bouffon qui fait office de condottiere pour le compte d'un clergé politicard (...), un crétin ignare qui veut se faire bien voir des Conservateurs pour obtenir d'être placé au troisième rang sur leur liste de candidats à la députation, (...) orphelin de l'intelligence, (...) paranoïaque, fantoche vaniteux, etc...»]

Avec le temps, Si Juro allait se découvrir de nouveaux ennemis, plus sévères encore, parmi les membres de son propre mouvement.

Beaucoup, parmi ceux-ci, commencèrent à éprouver des doutes à l'égard de leur leader, lorsque celui-ci décida de rompre, sans préavis ni consultation, avec Mgr Riofrío et avec l'Eglise lojane.

La plupart des militants issus des couches populaires inférieures étaient demeurés très croyants et très respectueux des choses de l'Eglise. Ils n'auraient sans doute pas eu le courage de se lancer dans une entreprise aussi audacieuse et subversive, s'ils n'avaient bénéficié de l'appui moral explicite de l'Evêché.

Les accusations de Si Juro contre ce dernier parurent sacrilèges et injustes, car tous connaissaient le dévouement de Mgr Riofrío à la cause des plus défavorisés.

Plus grave encore, il devint vite évident que J.C.L. avait utilisé les fonds considérables de la Coopérative d'une manière pour le moins maladroite. L'opinion publique lojane parlait même de graves malversations.

Chaque associé devait, en effet, verser une cotisation mensuelle de cinquante Sucres. A son apogée, la Coopérative aurait eu jusqu'à six mille adhérents, soit des revenus mensuels de l'ordre de trois cent mille Sucres. En tout état de cause - même si ces chiffres sont exagérés -, il s'agissait de sommes considérables.

Lorsque le moment fut venu d'effectuer les premiers versements pour l'achat des terrains, on ne trouva trace, dans les caisses de la Coopérative, que d'une petite partie des sommes qui auraient dû s'y trouver.

En fait, Si Juro avait très probablement utilisé l'argent de la Coopérative pour financer sa campagne électorale, ses multiples voyages à la capitale, des invitations d'amis politiques et d'éventuels alliés ..., sans tenir aucune comptabilité, même approximative.

Les doutes commencèrent alors à assaillir les militants, même les plus irréductibles. Ils furent encore aggravés par le comportement de J.C.L., qui, grisé par ses succès, ne pensait plus qu'à son destin national. Malgré quelques déclarations ronflantes, il ne s'intéressa plus, en fait, aux problèmes trop médiocres de la Coopérative qu'il avait fondée et ne fit à Loja que des apparitions de plus en plus rares.

Le mythe se dégonfla, alors, en quelques mois.

Le pouvoir local traditionnel, qu'on avait complètement oublié au cours des événements de 1961-1962 et dont la carence, alors, avait été à peu près totale, fit sa réapparition. Il reprit peu à peu le contrôle de la situation et sut, même, tirer très habilement les marrons d'un feu qui, un instant, avait semblé devoir le dévorer.

C'est la municipalité Conservatrice dirigée par V. Burneo Burneo, représentant notable de la micro-oligarchie, qui, en définitive, put mener à son terme le projet de constructions populaires, tout en préservant l'essentiel des intérêts de la Fondation Alvarez. C'est elle, aussi, qui put retirer l'essentiel du bénéfice moral de l'opération.

La carrière nationale de J.C.L. devait être mouvementée et très brève. Sans doute victime d'un chantage (il s'était très fortement endetté pour financer de nouvelles campagnes électorales malheureuses), il dut accepter du Gouvernement un poste de Consul en Autriche, où il se serait rendu coupable de nouvelles malversations (1).

*
* *

3.2.2). La grève générale régionale de 1970.

A la fin des années soixante de nouvelles tensions apparurent à Loja.

Elles étaient notamment liées à l'aggravation de l'exode rural causé par la grande sécheresse de 1968.

La situation dans la ville de Loja commençait à devenir intenable: mauvais approvisionnement, hausse vertigineuse du coût de la vie, nouvelle crise du logement, mécontentement général...

Par ailleurs, il était devenu évident que l'aspect désormais chronique de la sécheresse imposait de très importants travaux d'infrastructure hydro-agricole, si l'on voulait éviter le retour de nouvelles catastrophes.

Or, la carence de l'Etat était à peu près totale.

Le grandiose chantier du canal de Macará, commencé en 1957, et qui aurait pu, au mieux, constituer une bonne solution locale, avait été interrompu en raison de l'énorme augmentation du coût réel de l'opération. Aucune solution de remplacement n'était même envisagée.

La presse lojane rendait responsable de ces négligences le gouvernement de J.M. Velasco Ibarra. On pensait, en effet, que celui-ci était, depuis longtemps, hostile à la Province de Loja dans laquelle il n'avait jamais pu s'implanter solidement.

(1). Beaucoup d'observateurs pensent qu'il tomba, en fait, dans un piège qui lui avait été tendu par le Gouvernement de l'époque.

Un éditorial de La Frontera résumait bien la situation:

« La Obra del canal de riego de Macará ha constituido un verdadero Vía Crucis, y no por culpa de las respetables instituciones que han intervenido en su construcción, (...) sino por la morosidad fiscal en las asignaciones gubernamentales, que siempre han llegado en gotero para Loja... »

(H.G. González in La Frontera, 19 Sept. 1971, sous le titre, « *Vía Crucis del Canal de Riego de Macará.* » [« Le chemin de croix du Canal d'irrigation de Macara. »], réédition, à peine transformée d'un article du même auteur publié dans La Verdad du 14 Février 1970, sous le titre, « *Obra de mala suerte.* » [« Des travaux marqués par le mauvais sort. »].

[« Les travaux du canal d'irrigation de Macará ont constitué un véritable chemin de croix, non pas à cause des respectables institutions qui ont eu intervenir dans sa construction, (...) mais à cause de la défaillance de l'Etat dans le versement des assignations budgétaires qui ne sont parvenues à Loja qu'au compte-gouttes. »]

De même, les projets d'amélioration du réseau routier, malgré leur évidente urgence, étaient interrompus depuis de longs mois. La désaffection du Gouvernement à l'égard de la province paraissait, une fois de plus, totale.

Dans des circonstances de ce type, il existait, à Loja et ailleurs en Equateur, une tradition de réactions inspirées du patriotisme régional (cf chap.5, §1.C) qui pouvaient déboucher sur un "*paro regional de actividades*" ["une grève générale régionale"], avec un scénario devenu très classique.

Les "forces vives" de la province, tous Partis et toutes tendances confondus, manifestaient leur mécontentement, dans l'ordre et la dignité. On remettait solennellement à la plus haute autorité civile un "*pliego de peticiones*" (une sorte de cahier de doléances). On jouait, non sans une certaine emphase, l'unité et le patriotisme de la province face à un Etat central lointain et ingrat...

La démarche était parfaitement contrôlée, notamment par les divers niveaux du pouvoir local. Elle ne donnait, à aucun moment, l'impression de laisser la moindre place à l'anarchie et au désordre. Tout se terminait, généralement, par une déclaration apaisante du chef de l'Etat qui octroyait aux solliciteurs une partie de ce qu'ils demandaient.

En Mars 1970, dans la ligne de ces manifestations traditionnelles, le mouvement commença, très pacifiquement, par un premier avertissement adressé au Gouvernement sous une forme originale, "*la posta de la lojanidad*" ["le relais de la lojanité"]: un certain nombre d'élèves du Collège B. Valdivieso devaient se rendre de Loja à Quito, en courant, par relais, afin d'apporter aux autorités centrales la liste des revendications de la Province.

L'opération fut parfaitement soutenue par la presse et la radio locales et même nationales. Dans son prolongement, une grève générale de la Province fut annoncée pour le 28 Avril 1970.

Les institutions locales, les partis politiques et la micro-oligarchie étaient à peu près tous d'accord sur le principe de cette action. On notait, en particulier, l'activisme de la Chambre de Commerce, du Syndicat des Chauffeurs, des Coopératives de transport, de l'Union Nationale des Educateurs (syndicat d'enseignants), etc...

Le 28 Avril, les choses ne se passèrent pas comme on l'avait prévu. Une partie des manifestants semble avoir très rapidement abandonné le comportement de tranquille dignité qui avait toujours caractérisé ce type d'événements, et de nouvelles manifestations s'organisèrent spontanément les jours suivants, sans ordre ni contrôle.

Il peut y avoir eu plusieurs raisons à cela.

D'abord le souvenir, encore récent, des grandes journées Si Juristes, au cours desquelles le passage à un certain degré de violence était délibérément programmé. Les mêmes éléments ne pouvaient manquer d'être tentés de reproduire un type de comportement qui leur était devenu familier.

Ensuite, le gouvernement de Velasco Ibarra avait pour tactique - cela fut bien souvent constaté par la suite, à Loja et ailleurs, - d'utiliser des agents provocateurs; ceux-ci poussaient à des excès qui justifiaient ensuite l'intervention musclée des autorités.

De fait, les manifestations du 28 Avril et des jours suivants sombrèrent très vite dans le chaos. Les organisateurs regroupés en un très respectable "Comité de Grève", dans lequel figuraient tous les notables de la ville, furent rapidement débordés.

Des groupes de casseurs se répandirent dans les rues, des véhicules furent détruits, des vitrines brisées... Les incidents atteignirent leur paroxysme avec une série d'attentats à la dynamite contre les églises de El Valle et de San Francisco.

On a la quasi-certitude, aujourd'hui, que ce sont les forces de l'ordre qui se rendirent coupables, au moins de l'usage de la dynamite. Un journaliste devait résumer la situation en ces termes:

« Mutatis mutandis es nuestro pequeño incendio del Reichstag. »

(*Mañana*, Quito, n°337, 7 Mai 1970, sous le titre, « *Tormenta sobre Loja* », [« Loja dans la tourmente. »])

[« Toutes proportions gardées, c'est notre petit incendie du Reichstag. »]

La Grande Peur de 1961-1962 refaisait son apparition. Le Commandant Militaire de la Place de Loja commença à adopter des attitudes

directement provocatrices, insultant grossièrement et publiquement les notables du Comité de Grève.

Les bruits les plus fous se répandirent dans la ville.

Pour certains, des "anarchistes" auraient choisi de faire de Loja la base de départ d'un vaste mouvement de subversion qui allait renverser le régime et mettre fin à la démocratie.

Pour d'autres, le leader socialiste, Manuel Agustín Aguirre, serait revenu clandestinement dans sa ville natale afin de fomenter un coup d'Etat d'inspiration marxiste.

La rumeur la plus pessimiste et la plus répandue laissait entendre que l'extrême-droite équatorienne comptait provoquer un terrible massacre à Loja pour justifier l'intervention d'une dictature militaire.

Deux Ministres, plusieurs chefs militaires, vinrent sur place afin de diriger les opérations militaires en vue de rétablir le calme. L'ordre fut donné à l'armée d'investir la ville et, au besoin, de "*tirar a matar*", de "tirer pour tuer". Une sérieuse fusillade éclata effectivement, qui, par miracle, ne fit qu'un mort (un jeune étudiant) et une dizaine de blessés.

La détermination du pouvoir était évidente, et la situation ne laissant prévoir aucune évolution positive, le Comité de Grève annonça la fin du mouvement le 7 Mai.

A vrai dire, les organisateurs eux-mêmes et les divers pouvoirs locaux furent probablement soulagés de devoir mettre un terme, sous la contrainte, à une opération qui avait échappé à leur contrôle.

Manifestement, il devenait nécessaire de tirer une leçon très importante de ces événements qui prolongeaient, dans un registre analogue, la fièvre Si Juriste.

La population de Loja avait cessé de constituer une masse indistincte et amorphe. Elle était devenue, sans qu'on s'en rende vraiment compte, une force autonome dont on ne pouvait plus éviter de tenir compte pour gérer les affaires publiques locales. Elle constituait aussi, à cause de sa misère très réelle, et de son inépuisable mécontentement, un énorme danger potentiel pour l'ordre public et une remarquable "armée de réserve" pour des agitateurs de tous bords.

Sur un tout autre plan, on prit aussi conscience, à Loja, que pour obtenir quelque chose de positif de la part du Gouvernement en place, il ne suffisait pas de présenter des revendications justes; il fallait qu'existât un minimum de consensus entre les pouvoirs locaux et le pouvoir central. Au-dessous de ce seuil minimum (comme ce fut le cas en 1970 avec Velasco Ibarra, et, auparavant, en 1963-1966, avec la Junte Militaire), le problème le plus urgent devenait le renversement du gouvernement.

*
* *

3.2.3). La montée de l'influence du MPD dans la ville de Loja.

Le *Movimiento Popular Democrático* (MPD) occupe une place à part dans l'échiquier politique équatorien.

Il est l'héritier du Parti Communiste Marxiste-Léniniste Equatorien (PCMLE) qui, en 1964, s'était séparé du Parti Communiste Equatorien (PCE), dans le sillage de la rupture sino-soviétique. Le PCMLE incarnait alors la tendance pro-chinoise.

Longtemps dans une semi-clandestinité volontaire, le PCMLE décida, en 1978 de recommencer à jouer le jeu électoral. Il fonda, dans ce but, le MPD qui constituait, en quelque sorte, la fraction légale du PCMLE.

Les trois principaux axes de sa politique étaient:

- . la lutte contre l'oppression étrangère symbolisée par l'impérialisme des Etats-Unis,
- . la lutte contre les oligarchies nationales, souvent complices de l'impérialisme étranger,
- . la défense des ressources nationales.

Au niveau national, le MPD réussit, à s'implanter assez fortement dans un petit nombre de milieux:

- . parmi les étudiants universitaires (le MPD avait fortement milité en faveur du "libre ingreso", de l'"entrée libre", à l'Université pour les non-bacheliers),
- . parmi les enseignants du secondaire, qui furent très efficacement mobilisés par le Parti lors de la grande grève nationale de 1977,
- . à un moindre degré, parmi les syndicats d'élèves du secondaire.

Le noyau lojan du PCMLE, devenu MPD, devait jouer un rôle important dans la restructuration du Parti au niveau national. Il reprenait, sous une forme nouvelle, la tradition lojane des partis "extrémistes" qui, lors de la montée du socialisme, s'étaient fortement démarqués des autres partis locaux, en refusant de jouer le jeu dominant, et en suscitant le rejet unanime des autres structures politiques.

Les stratégies du MPD étaient en effet très différentes de celles des autres partis.

Elles étaient -et sont encore- marquées par leur extrémisme, qui attire l'attention, et occulte une seconde caractéristique, plus importante, sans doute, mais moins visible: le soin apporté à l'encadrement des couches urbaines les plus défavorisées, en profitant du vide laissé sur ce point par l'échec des partis traditionnels.

* L'extrémisme des stratégies et des attitudes du MPD.

Il apparaît dans le langage ultra-révolutionnaire, dans les appels à la violence et à la haine de classe contre tous les exploiters et leurs complices, dans le choix d'un objectif politique essentiel consistant à détruire le système en place.

L'extrémisme apparaît aussi dans un jusqu'au-boutisme qui peut parfois conduire à des stratégies tout à fait inattendues. Pour ne donner qu'un exemple, le MPD n'hésite pas à s'allier, quand cela est nécessaire, avec le Parti Conservateur pour faire échec aux stratégies des autres partis de gauche (1).

Le raisonnement tenu à ce propos par les militants du MPD est à peu près le suivant. La gauche traditionnelle, socialiste et communiste, a choisi une ligne erronée (référence au débat idéologique entre les Partis Communistes d'URSS et de Chine). Cela l'amène à induire en erreur les classes sociales défavorisées et à les détourner de la vraie voie révolutionnaire. Or dans les dures conditions de luttes que connaissent les pays d'Amérique Latine, le prolétariat a absolument besoin, pour triompher, d'unir toutes ses forces. Il faut donc, d'abord, ramener l'ensemble des classes populaires vers la vraie bonne voie, ce qui ne peut passer que par l'écrasement ou le ralliement des pseudo-forces de gauche.

Ainsi, la gauche traditionnelle est curieusement devenue, pour le MPD, la cible prioritaire, le premier ennemi dont il faut triompher avant d'affronter les autres.

* Des stratégies complexes visant à encadrer les couches sociales les plus défavorisées.

L'aspect radical et, parfois, simpliste de l'extrémisme politique du MPD contraste avec l'aspect complexe, souvent habile, toujours efficace, de son action en vue d'encadrer les classes populaires

A Loja, ces stratégies tournent autour d'un axe essentiel lié au contrôle de l'Université Nationale (UNL).

En 1967, le PCMLE avait réussi à conquérir le pouvoir à l'UNL grâce à sa filière universitaire, le *Frente de Izquierda Universitaria* (FIU), fondé en 1963, puis à le conserver dans les années ultérieures, malgré des luttes parfois féroces contre le *Frente Institucional por la Reforma Universitaria*, FIRU, de tendance communiste pro-soviétique.

(1). Ce fut le cas, à plusieurs reprises au sein du *Municipio* de Loja pendant la période couverte par notre enquête sur le terrain: sur les 11 membres du Conseil, on comptait 5 Conservateurs, 3 Libéraux, 2 Démocrates populaires et 1 MPD, qui put jouer un rôle déterminant d'arbitre, dans un sens souvent favorable aux Conservateurs.

L'UNL constitue ainsi une exception tout-à-fait remarquable, dans la mesure où elle demeurerait, en 1982-83, pour tout l'Equateur, la seule Université encore contrôlée par le MPD. Elle est ainsi devenue, selon l'expression d'un militant local, "un élément vital pour le fonctionnement et la survie du PCMLE à Loja et en Equateur".

L'UNL est, en effet, devenu un réservoir de militants, un moyen privilégié pour constituer et entretenir un réseau spécifique de clientèle, et une source de revenus. Surtout, elle donne la possibilité d'utiliser des instruments institutionnels pour agir dans les milieux sociaux considérés comme stratégiques.

. L'Université, tout d'abord, est un remarquable réservoir de militants.

Le FIU est responsable du Cours pré-universitaire qui permet de filtrer l'entrée des non-bacheliers. A ce niveau, il peut donc entamer un certain conditionnement, une préparation idéologique de ses élèves, et procéder à une certaine sélection favorable aux éléments les plus prometteurs sur le plan politique et défavorable aux ennemis politiques potentiels.

Les candidats non-bacheliers sont, très majoritairement, d'origine sociale modeste, voire très modeste. L'acquisition des techniques et des connaissances qu'impose l'enseignement secondaire leur a été difficile, car leur milieu familial ne les préparait nullement à cet exercice. L'accès direct à l'Université constitue pour eux un moyen inespéré de court-circuiter le système d'enseignement et, à condition de choisir des filières qui n'imposent pas un haut degré de culture générale, ils peuvent ainsi obtenir, en quelques années, un niveau de diplôme auquel ils n'envisageaient pas de prétendre.

Le système mis en place à l'UNL facilite incontestablement ce type de promotion sociale, et les militants du FIU/MPD ont acquis une réelle maîtrise dans le processus qui, en quelques années, vise à faire, de l'aspirant-étudiant, un jeune diplômé, très conscientisé politiquement. Ce dernier a peu de chance de trouver un emploi correspondant à sa nouvelle qualification. Le sentiment de frustration qui naîtra, presque sûrement, de cette situation, risque fort d'entretenir sa révolte contre le système et de réactiver son militantisme politique.

. Le pouvoir à l'Université permet aussi de développer et d'entretenir un réseau de clientèle.

Les emplois sont, en effet, nombreux à l'Université, à tous les niveaux de qualification, depuis les travailleurs manuels (tâcherons, employés de la ferme expérimentale, ouvriers d'entretien...), jusqu'aux divers types d'enseignants, en passant par tous les types d'emplois administratifs.

Sans atteindre l'importance quantitative du réseau contrôlé par la micro-oligarchie, le sous-réseau lié à l'Université demeure très

important et assure, en fait, le contrôle de milieux dépassant largement le cadre universitaire.

En effet, le contrôle de l'Université donne un certain nombre de moyens qui permettent d'agir efficacement dans les divers milieux dont le MPD a fait sa cible privilégiée. Au début des années quatre-vingt, l'UNL disposait ainsi de plusieurs types d'"antennes", avec l'"Université Populaire", le CUDIC, les extensions universitaires et le CATER.

- L'"Université Populaire", créée en 1975, vise à étendre l'UNL en direction du prolétariat urbain. Des étudiants y donnent des cours du soir à des artisans et à des travailleurs de toutes origines, en vue d'améliorer leurs connaissances techniques, d'élargir leur horizon culturel et, accessoirement, de les amener à partager l'analyse du MPD sur la situation socio-politique locale et nationale. En 1983, trois sections existaient: maçonnerie, électricité, mécanique automobile.

- Le "*Centro Universitario de Difusión Cultural*", CUDIC, joue un rôle très actif d'animation culturelle, qui dépasse largement le cadre strictement universitaire et qui permet de donner des spectacles, d'organiser des concerts ou des expositions, susceptibles de contribuer à l'émergence et à la diffusion d'une culture populaire.

- Les "Extensions Universitaires", à Macará, Cariamanga et Catacocha, ont permis la création d'Instituts Technologiques Universitaires en vue de former des "techniciens" qui exerceront leur action en milieu rural.

- Enfin, le CATER (*Centro Andino de Tecnología Rural*) est un centre de recherche, fondé en 1980, avec une aide technique française, qui tente de mettre au point des "alternatives technologiques". Il s'agit d'utiliser les énergies douces, de tirer le meilleur parti des innovations paysannes spontanées, et d'expérimenter divers procédés nouveaux visant à améliorer les systèmes techniques de production agricoles. On cherche à définir ainsi de nouvelles stratégies de développement rural.

Le CATER, nous le verrons (chap.6), constitue, probablement, un élément important de la stratégie actuelle du MPD en vue de pénétrer le milieu rural lojan.

Le MPD dispose, à Loja, de quelques bastions secondaires, en dehors de l'Université. Il s'agit essentiellement de:

. la F.E.S.E. (*Federación de Estudiantes Secundarios del Ecuador*), qui regroupe, au niveau national, les syndicats d'élèves de l'enseignement secondaire;

. l'U.N.E. (*Unión Nacional de Educadores*) dont le rôle est assez considérable dans l'enseignement secondaire; ce syndicat d'enseignants a su cristalliser et exprimer avec une réelle intensité le mécontentement

généralisé de cette profession, qui constitue, désormais, dans tout le pays, l'un des milieux politiques sensibles.

Le MPD ne contrôle pas l'ensemble de l'UNE, à Loja, mais il y joue un rôle absolument essentiel, notamment au niveau des instances provinciales de cette institution.

*
* *

En définitive, le MPD paraît avoir, au moins partiellement, réussi là où les autres partis de gauche ont manifestement échoué.

Il dispose d'un important volant de militants convaincus, résolus, actifs, parmi les élèves et les enseignants du secondaire, les étudiants et une partie des professeurs de l'UNL. Il pourrait, sans doute, poursuivre sa percée en direction des plus bas échelons de la technobureaucratie, dont l'avenir reste très sombre.

Grâce à ses militants, il a su établir le contact avec certains milieux populaires défavorisés, qui ne lui fournissent pas encore un nombre important de militants, mais qui sont susceptibles de voter en faveur de ses candidats (ainsi que l'ont prouvé divers événements électoraux entre 1983 et 1986), et, éventuellement, de descendre dans la rue sur un mot d'ordre. On connaît mal, d'ailleurs, la profondeur réelle de l'enracinement du MPD dans le lumpen-prolétariat lojan. Quelques indices (notamment le succès de quelques brèves émeutes) suggèrent qu'il pourrait être beaucoup plus fort qu'on ne le suppose généralement.

A plusieurs reprises, notamment en Octobre 1982 (manifestations contre la hausse du coût de la vie) et en Janvier 1985 (protestations contre la politique économique du gouvernement), on a pu discerner l'apparition de nouveaux types de manifestations de rue, qui font penser à l'existence d'une véritable stratégie insurrectionnelle et qui doivent, sans doute, beaucoup à l'influence active des militants du MPD.

Les manifestants sont jeunes, ou très jeunes, moins de vingt ans en majorité. Leurs déplacements et les éventuels destructions et actes de vandalisme paraissent relativement contrôlés, malgré les apparences qui pourraient laisser croire à un désordre total. Des stratégies assez subtiles, en particulier, permettent quelquefois d'éviter l'encerclement par les forces de l'ordre et la dispersion très rapide lorsque les objectifs sont atteints.

Ainsi, en grande partie sous l'influence du MPD, Loja paraît être devenue l'une des villes sensibles de l'Equateur, l'un des quelques lieux où l'on peut prévoir que les périodes de tension sociale (accélération de l'inflation, hausse du prix des autobus, mesures gouvernementales anti-sociales) vont s'exprimer très rapidement par des flambées insurrectionnelles.

Tous les observateurs ont souligné que les protestations populaires de Décembre et Janvier 1985, qui connurent une extension nationale, furent surtout importantes à Quito, à Cuenca et à ...Loja, où l'on signale que:

« la protesta congregó en las calles, tal vez como nunca antes, grandes masas humanas. »

(*Vistazo*, Quito, n°418).

[« la manifestation réunit dans la rue une marée humaine, comme on n'en avait sans doute jamais vu auparavant. »]

Il faut sans doute souligner l'importance que joue, au sein du parti MPD équatorien, son noyau lojan.

Le Vice-Président national du mouvement, J. Moreno O. en est issu, et est demeuré, à bien des égards, l'un des animateurs de la vie politique locale.

Les initiatives des militants lojans sont fréquemment données en exemple et reprises au niveau national.

Enfin la rumeur laisse entendre avec insistance que le Parti, à Quito, reçoit une partie de ses revenus des prélèvements qui seraient opérés sur les fonds de l'UNL grâce à une gestion partiellement frauduleuse.

Les nombreux ennemis locaux du MPD soulignent plusieurs de ses points faibles:

. un dogmatisme véhément qui laisse perplexes les "prolétaires" lojans ,

. une rigueur idéologique qui incite à la condamnation et à l'exclusion de toute déviance: au niveau international, le MPD a suivi la voie albanaise du marxisme-léninisme, ce qui n'a pu manquer de susciter de nombreuses désaffections,

. en s'opposant violemment aux autres partis de gauche, le MPD a pu contribuer au succès de certaines stratégies conservatrices, et, nous le verrons (chap.5), a pu permettre indirectement à la micro-oligarchie de sortir à son avantage de certaines situations périlleuses;

. selon un mécanisme que nous avons déjà décrit dans un autre contexte, l'extrémisme est devenu une sorte de norme pour les étudiants universitaires tant que leurs études leur permettent de se maintenir hors système; lorsqu'ils ne peuvent plus éviter de s'intégrer, les anciens militants extrémistes semblent devenir, très souvent, parfaitement conformes et se rallient tant bien que mal à l'idéologie dominante.

*
* *

Le vieux système de pouvoir, mis en place par la micro-oligarchie lojane, fonctionnait admirablement dans une société rurale, dont la ville de Loja ne constituait encore que l'élément central.

L'apparition d'une véritable société urbaine - même s'il ne s'agit encore que d'une petite ville - a contribué à mettre en crise ce système, qui s'est révélé incapable de réaliser les adaptations structurelles qui se seraient sans doute imposées.

La mécanique s'est dérégulée à plusieurs reprises, et de plus en plus souvent. Elle a même pu donner l'impression, en quelques occasions, qu'elle allait voler en éclats.

Pourtant, si cette explosion ne s'est pas produite, ce ne fut certainement pas le fait du hasard.

Face à la montée des périls, la micro-oligarchie a su élaborer des stratégies beaucoup mieux adaptées qu'on ne pourrait le penser en première analyse. Celles-ci furent, en tous cas, très efficaces, avant la fin des années soixante. C'est seulement la crise irréversible du système de production traditionnel qui a pu déstabiliser définitivement l'ensemble du système.

*
* *

Chapitre 5.

LES REACTIONS DE LA MICRO-OLIGARCHIE LOJANE

AVANT LA FIN DES ANNEES SOIXANTE:

AJUSTEMENTS ET DESENGAGEMENTS.

§1. Les stratégies visant à construire l'unité idéologique de la population de la région.

- 1.1). Le rapprochement Libéraux-Conservateurs: vers une neutralisation du politique.
- 1.2). Le symbole religieux de l'unité lojane: le culte à *Nuestra Señora del Cisne au-dessus des divisions politiques*.
- 1.3). Le patriotisme régionaliste et l'idéologie anti-centraliste.

§2. L'évolution du clientélisme.

- 2.1). L'évolution vers un clientélisme fondé sur l'attribution de "places".
- 2.2). La politisation du système de clientèle: la construction, à Loja, d'un bastion du Parti Conservateur.
 - 2.2.1). Le renouveau du Parti Conservateur.
 - 2.2.2). Les nouveaux mécanismes du clientélisme lojan.
 - 2.2.3). L'extension du système de clientèle et la politisation du personnel administratif lojan.
- 2.3). Les limites du nouveau système de clientèle.

§3. L'esquisse d'un désengagement foncier de la micro-oligarchie à l'égard de ses secteurs traditionnels d'activité.

- 3.1). Une apparente continuité.
- 3.2). Le déclin des systèmes techniques de production.
- 3.3). L'esquisse d'un désengagement foncier et son corollaire: la diversification des activités économiques de la micro-oligarchie.
 - 3.3.1). Le déclin du rôle socio-politique micro-local de l'oligarchie foncière
 - 3.3.2) Les Frères Maristes et la Fondation Alvarez.
 - 3.3.3) La diversification des activités de la micro-oligarchie.

* Conclusion du chapitre 5.

La micro-oligarchie lojane ne constituait sans doute pas, en elle-même, une force assez cohérente et assez consciente de la portée des phénomènes sociaux qu'elle affrontait pour élaborer une véritable stratégie d'ensemble, visant à une reprise en main méthodique de la situation.

Elle semble avoir réagi de façon relativement désordonnée, parfois, contradictoire, presque toujours au coup par coup.

La brièveté de notre étude et certains aspects trop superficiels de notre approche n'ont pas permis de faire l'étude exhaustive de ces opérations de contre-feux mises au point par la micro-oligarchie lojane, au XX^e siècle, avant la crise de la fin des années soixante, qui, elle, devait remettre en cause les bases mêmes du système.

Dans l'ensemble, le pouvoir local semble s'être d'abord appuyé sur des stratégies unitaires, apparues, sans doute, spontanément dans le contexte socio-politique lojan (§1).

Ces stratégies ont permis, jusqu'au début des années soixante, d'adapter très efficacement le système traditionnel de clientèle (§2.1), avant que celui-ci ne dévie sous l'impulsion de phénomènes locaux que l'oligarchie a eu d'autant plus de mal à réprimer qu'ils émanaient, en fait, de ses alliés politiques (§2.2, §2.3).

Mais, fondamentalement, les années cinquante marquent le début d'un désengagement généralisé de la micro-oligarchie (§3) qui prit de plus en plus de distance par rapport à son statut foncier (§3.2, §3.3) et qui innova en déléguant une partie importante de ses pouvoirs à une institution religieuse (§3.1).

*
* *

§1. LES STRATEGIES VISANT A CONSTRUIRE L'UNITE IDEOLOGIQUE REGIONALE.

La micro-oligarchie lojane semble avoir, depuis très longtemps, fondé les stratégies qui, plus ou moins consciemment, visent à maintenir son pouvoir local, sur l'idée d'un consensus implicite des lojans autour de l'idée d'une unité "patriotique" régionale.

Cette unité idéologique avait des contours bien imprécis, mais, chaque fois qu'on l'estimait mise en péril - à cause d'une ingérence du pouvoir central ou de l'extrémisme de groupes "révolutionnaires" -, elle justifiait l'union de toute la population derrière ses chefs naturels.

La micro-oligarchie disposait, ainsi, d'une sorte de soupape de sécurité qui fut longtemps d'une extrême efficacité.

Lorsque survenait un péril sérieux, ou, simplement, lorsque son autorité se trouvait contestée, il lui suffisait de faire vibrer la corde du patriotisme régionaliste: la nécessité, perçue par tous, de restaurer l'unité suffisait, généralement, pour conduire à une sorte de trêve, au cours de laquelle se rétablissait l'"union sacrée" des lojans, au plus grand bénéfice de la micro-oligarchie.

Jusqu'au début des années soixante, l'unité idéologique des lojans semble avoir marqué la vie sociale et politique locale sous divers aspects.

. Tout semble s'être passé comme si les inévitables divergences politiques, outrées au niveau du discours et des comportements apparents, ne devaient pas, en réalité, dépasser certaines limites: le franchissement de ces limites aurait pu mettre en péril l'ensemble du système.

L'histoire politique lojane du XX^e siècle a ainsi multiplié les exemples de rapprochements inattendus conduisant à la réconciliation des ennemis qui paraissaient devoir rester durablement irréductibles. C'est ainsi que, dans les années trente, les Libéraux et Conservateurs lojans ont, presque sans transition, mis un terme à plusieurs décennies de haine inexpiable (§1.1).

Dans le même sens, ceux qui refusent tout espoir de réconciliation sont mis hors système. Ce fut le cas des extrémismes socialistes, puis, à l'époque actuelle, des "emepedecistas" - les partisans du MPD -.

Il s'agit alors d'une mesure sévère à double effet:

- elle condamne les exclus à subir l'ostracisme général,
- elle conforte les non-exclus dans le sentiment de leur unité, de leur "normalité", malgré leurs évidentes divergences.

. Le développement contemporain du culte à la Vierge du Cisne donne une dimension religieuse très importante à l'unité lojane, et sans doute assez paradoxale, à un moment, où Eglise et religion jouent, par ailleurs, un rôle beaucoup moins important dans la vie sociale des habitants de la région (§1.2).

. Le patriotisme régionaliste s'est très massivement nourri de sentiments anti-centralistes qui furent très soigneusement développés par les medias lojans et qui ont, permis, en de multiples occasions, de détourner sur un Etat central lointain, un mécontentement qui aurait pu, plus naturellement, s'adresser aux titulaires du pouvoir local (§1.3).

1.1). Le rapprochement des Libéraux et des Conservateurs: vers la neutralisation du politique.

La violence de la flambée Libérale, au début de ce siècle, avait provoqué la première grande peur au sein de la micro-oligarchie lojane.

L'imminence de nouveaux périls et de nouveaux excès, provoqués par la montée du socialisme et de l'extrême-gauche révolutionnaire a suscité une brutale prise de conscience chez Libéraux et Conservateurs. En quelques années, voire en quelques mois, les ennemis inexpiables ont amorcé un spectaculaire rapprochement.

Dès lors - et pendant de longues années -, tout s'est passé comme si un clivage impitoyable avait opposée la société lojane formant bloc, aux "extrémismes" communistes et socialistes, et comme si, au sein de cette société, les anciens clivages séparant les partis traditionnels avaient perdu toute véritable signification, même s'ils continuaient à exister.

*
* *

Avant 1895, les forces politiques Conservatrices étaient demeurées à peu près totalement inorganisées, au niveau de Loja. On peut supposer, à la lecture de la presse de l'époque que les notables lojans n'étaient pas très favorables aux idées incarnées par G. García Moreno, qui envisageait, comme une nécessité absolue, la modernisation du pays, et qui, trop favorable au clergé, n'aurait sans doute pas hésité à faire de celui-ci un contre-pouvoir réellement redoutable.

Pour autant que l'on puisse en juger, les notables lojans étaient sans doute plus proches d'un Conservatisme que l'on pourrait qualifier de patriarcal, qui correspondait assez bien à la situation qui caractérisait alors dans les micro-régions contrôlées par les grandes *haciendas*.

Ils redoutaient à la fois les ingérences d'un Etat trop centralisé qui serait devenu trop efficace pour ne pas songer à assurer le contrôle direct d'une de ses Provinces, même si celle-ci était lointaine, et l'excès de l'influence que G. García Moreno souhaitait accorder au clergé.

On connaît mal le comportement, la pensée politique et les stratégies de la micro-oligarchie et des groupes Conservateurs à Loja pendant la phase aiguë de la lutte contre les Libéraux.

On sait, par contre, que vers 1911, les Conservateurs décidèrent de renoncer à la résistance armée (cf O. Hurtado, 1981, p.140). A cette date, les Conservateurs lojans firent parler d'eux sur la scène politique locale, en participant activement à la campagne électorale pour les élections présidentielles en faveur de leur candidat, Carlos R. Tobar.

A partir de 1915, on note les efforts du Parti Conservateur de Loja, pour se structurer comme un véritable Parti. Mais toute la vigueur du groupe, toute l'énergie de ses membres reposaient, semble-t-il, non sur une doctrine cohérente, mais sur la véhémence des sentiments anti-Libéraux, et sur la colère qu'inspiraient, notamment, les manipulations électorales de ces derniers.

La période 1922- 1927 marqua l'apparition de sérieuses lésions dans les édifices respectifs des deux grands Partis.

Les Libéraux durent affronter la grave crise interne qui devait conduire à l'expulsion de tous les révolutionnaires, vers les nouveaux partis socialistes et communistes, pour ne plus conserver, sous la bannière Libérale, que les éléments les plus modérés de l'ancien Parti.

Les Conservateurs furent troublés à leur tour, d'abord par les événements de Guayaquil, puis par la rébellion qui affleurait dans tout le monde rural, ainsi qu'on avait pu s'en rendre compte lors des incidents de Leito. Ils commencèrent à craindre très concrètement l'éventualité d'une grande Révolution. L'accession au pouvoir de Isidro Ayora apporta un réel soulagement, car, par ses origines familiales, ils présentaient de sérieuses garanties.

Au niveau national, l'idée d'un grand rapprochement entre Conservateurs et ce qui restait du Parti Libéral commença à faire son chemin.

O.Hurtado résume bien cette situation:

" Se reduce la influencia ideológica del Partido Conservador y comparativamente aumenta su acceso a las funciones públicas por la participación de sus afiliados como Ministros en los Gobiernos independientes e incluso en los Liberales y porque si bien se sigue practicando el fraude electoral, éste solo le cierra las puertas a la Presidencia, mas no a los Concejos Municipales, Alcaldías y representaciones parlamentarias (...). Tambien este período registra el fortalecimiento de la institución "partido", al consolidarse su organización y desaparecer los caudillos que en años anteriores la habían manipulado a su antojo (...). Por esto debe considerarse a 1925 como el año en el que el Conservadurismo y el Liberalismo se constituyen propiamente como partidos políticos (...). El Partido Conservador, gracias a la dirección de Jacinto Jijón, alcanza una organización nacional que llega hasta el nivel cantonal y que le permite contar con una fuerza coherente y disciplinada (...). Ninguno de los dos partidos constituye una organización de masas, ambos son partidos de cuadros que se reclutan por su "prestigio" o "fortuna". Cada uno de estos notables que cumplen el papel de verdaderos caciques políticos controlan sus respectivas clientelas electorales que se convierten en la masa de votantes de Conservadores y Liberales que, como partidos, cuentan con muy poco afiliados".

(O.Hurtado, op. cit. pp 142-143).

[" L'influence idéologique du Parti Conservateur se réduit, alors qu'augmente, en comparaison, son accès aux fonctions publiques, grâce à la désignation de certains de ses affiliés comme ministres dans les gouvernements indépendants, et, même, dans les gouvernements Libéraux, car si on continue à pratiquer la fraude électorale, celle-ci ne ferme que les portes de la Présidence, mais non pas celles des Conseils Municipaux, des Mairies, et des représentations parlementaires (...). Cette période enregistre aussi le renforcement de l'institution "Parti", avec la consolidation de son organisation et la disparition des *caudillos* qui, au cours des années antérieures, l'avaient manipulée à leur guise (...). C'est pour cela que l'on doit considérer 1925 comme l'année où le Conservatisme et le Libéralisme se sont véritablement érigés en partis politiques (...). Le Parti Conservateur, grâce à la direction de Jacinto Jijón, parvient à mettre au point une organisation qui, du niveau national, atteint le niveau cantonal, et qui lui permet de disposer d'une force cohérente et disciplinée (...). Aucun des deux partis ne constitue une organisation de masse; tous deux sont des partis de cadres que l'on recrute pour leur "prestige" ou leur "fortune". Tous ces notables, qui jouent le rôle de véritables *caciques* politiques, contrôlent leurs clientèles électorales respectives; celles-ci deviennent la masse des électeurs Conservateurs et Libéraux, qui, en tant que partis, comptent bien peu d'adhérents."]

Ce rapprochement structurel et institutionnel fut accompagné par un important rapprochement doctrinal.

Le Parti Conservateur, vers 1925-1930, vit ses thèmes de prédilection évoluer vers des conceptions modérées, voire progressistes, susceptibles d'obtenir un très large consensus: une certaine tolérance était admise, désormais, à propos des questions religieuses; on proclamait le devoir, pour l'Etat, de protéger un certain nombre de libertés publiques et d'intervenir "de façon juste et modérée", dans le domaine économique.

De leur côté, les Libéraux avaient abandonné tout radicalisme. La presse de gauche, même modérée, devait, bien souvent, stigmatiser ce "reniement":

" Los rojos Liberales de antaño se han vuelto azules y de Liberales tan solo conservan la etiqueta".

(*El Volante*, 3 Février 1957).

["Les rouges Libéraux d'autrefois sont devenus bleus, et, de Libéraux, ils ne conservent que l'étiquette".]

Et:

" *Los Liberales se han vuelto más papistas que el Papa (...). Deberían formar un Partido Conservador con el calificativo de ortodoxo*".

(*Panorama*, 4 Mai 1962).

[" Les Libéraux sont devenus plus papistes que le Pape (...). Ils devraient former un Parti Conservateur que l'on pourrait qualifier d'orthodoxe".]

Le rapprochement, devenu logique et inéluctable, fut accéléré par les excès, notamment verbaux, des "extrémistes" qui revendiquaient explicitement la destruction de l'ordre établi. Ces derniers eurent tôt fait de réaliser, contre eux, l'unité des partis traditionnels et de la plus grande partie de l'opinion locale.

Les campagnes "anti-bolcheviques" atteignirent une grande intensité et l'"establishment" lojan fut unanime pour entreprendre une chasse aux sorcières.

La presse locale ne reculait pas devant les titres accrocheurs:

"*La Internacional Comunista de Moscou en Loja !*" (*El Tribuna*, 13 Décembre 1936).

Ou:

"*Polvareda izquierdista en Loja*". ["Agitation gauchiste à Loja"] (*El Tribuna*, 20 Décembre 1936).

Le rédacteur de l'article regrettait amèrement que l'on ait pu prouver l'existence d'une "propagande bolzhevique" (sic) dans les établissements scolaires de Loja, et il annonçait qu'il s'engageait, dans une prochaine édition, à donner les noms des professeurs coupables, ce qui semblait impliquer leur renvoi immédiat.

Mais, à l'intérieur de cette union contre l'ennemi commun, la vie politique locale demeurait tout-à-fait anodine. Les traits suivants la caractérisaient, semble-t-il:

. les "grands" partis étaient peu organisés et peu structurés au niveau local;

. les candidats aux diverses élections se présentaient plus en leur nom qu'en celui d'un quelconque parti politique; même s'ils revendiquaient, dans leur campagne, une certaine affiliation, celle-ci n'avait guère d'importance, et les références doctrinales étaient à peu près inexistantes;

. ce sont généralement les candidats du parti au pouvoir à Quito qui gagnaient les élections, sauf pour les élections à la *Alcaldía*, car ils

bénéficiaient, sans doute, d'un certain nombre de mécanismes issus de la grande époque du Libéralisme qui fonctionnaient encore tant bien que mal (rôle des *Tenientes Políticos*, des *Jefes Políticos*, intervention des mécanismes de clientèle toujours favorables à ceux qui peuvent offrir des "places"...).

* En définitive, au niveau de Loja, la nouvelle alliance entre Libéraux et Conservateurs aurait pu ne pas changer grand-chose, car, comme auparavant, l'idéologie Conservatrice demeurait massivement dominante dans l'opinion publique locale.

Elle eut pourtant une influence décisive, dans la mesure où elle a permis de maintenir une certaine unanimité parmi les notables lojans. Grâce à cette unanimité, qui semblait gravement compromise à l'orée du XX^e siècle, le système de clientèle contrôlé par la micro-oligarchie a pu conserver et, peut-être même, améliorer son efficacité, nous le comprendrons plus loin.

1.2). Le symbole religieux de l'unité des lojans: le culte à *Nuestra Señora del Cisne* au-dessus des divisions politiques.

A la fin des années vingt, il parut utile à beaucoup de ceux qui avaient vécu les cruels affrontements du début du siècle de marquer de façon solennelle la réconciliation générale .

A Loja, comme ailleurs, le thème religieux avait constitué un point particulièrement sensible du conflit. C'est à son propos que les protagonistes avaient le plus souvent perdu le sens de la mesure, qu'il convenait désormais, de retrouver.

C'est, d'ailleurs, sur ce thème que les points de vue avaient le plus changé en quelques années, du moins l'affirmait-on avec insistance:

"Hace tiempo aquí el religioso se ha separado completamente de la política. Ha muerto el fraile traga herejes y huye el rojo traga frailes. Los partidos opuestos se respetan mutuamente."

(El Municipio Lojano, 1929, n°1, p.1).

[" Il y a longtemps qu'ici la religion s'est complètement séparée de la politique. Il est mort le Curé mangeur d'hérétiques et il a disparu le Rouge mangeur de Curés. Les partis opposés se respectent mutuellement."]

Et:

"En Loja, no hay mayoría de católicos, sino que lo somos todos"
(ibid.)

["A Loja, il n'y a pas une majorité de catholiques: nous le sommes tous."]

Parmi les lojans de la "bonne société" naquit alors l'idée qu'il convenait d'organiser une grande fête, à l'éclat exceptionnel, afin de donner tout son éclat symbolique à l'union retrouvée des lojans. Il apparut à tous que la Vierge du Cisne devait constituer le thème central d'une telle cérémonie.

Ce serait aussi l'occasion de souligner l'aspect quasiment monstrueux des extrémistes qui, envers et contre tout et tous, demeuraient anti-religieux et anti-cléricaux, et se désolidarisaient ainsi de l'immense majorité de la population lojane.

"Al hacerlo así, lo ha hecho despreciando quizá las consideraciones de una diminuta turba demagógica y sectaria; de la que proclama la libertad absoluta para sí, mientras ruge por la destrucción brutal del ideal contrario".

(El Diario del Sur, Cuenca, 28 Août 1929).

[*"En agissant ainsi (i.e. en organisant la Fête, E.F.), elle (la société lojane, E.F.) l'a fait en méprisant les points de vue d'un groupuscule démagogique et sectaire; qui proclame la liberté absolue pour lui-même, tandis qu'il rugit pour détruire brutalement les idéaux opposés."*]

La "Fête du Couronnement (*Coronación*) de la Vierge du Cisne" eut lieu en Septembre 1930. Elle bénéficia d'une autorisation particulière du Pape, qui transmit une bénédiction spéciale.

Son rôle unificateur apparut dans l'extrême longueur de la préparation de la Fête proprement dite, qui mobilisa la population de Loja, toutes classes sociales et toutes tendances confondues, pendant près de deux ans. Ce travail préparatoire, démesurément long, permit, en fait, de vivre dans le quotidien, la nouvelle cohabitation entre Libéraux et Conservateurs.

Dès le début de 1928, des "Comités d'organisation" furent mis en place pour encadrer la population urbaine, et une partie importante de la population rurale dans un système qui ne laissait guère plus de failles que les Confréries d'autrefois: *Comités de Caballeros del Sagrario, de San Sebastián, de Señoras del Sagrario, de Señoras de San Sebastián, Colonias Azuayas de Loja, ... et, Comités de Celica (Caballeros / señoras) d'Alamor, de San Juan de Pozul, de Cariamanga, de Zaruma, de Piñas,...*

Ces Comités, extrêmement actifs, multiplièrent les réunions, les offices religieux, ainsi que les collectes et les ventes aux enchères, dans un tourbillon d'émulation poussant chacun à offrir à la Vierge un cadeau plus somptueux que les autres.

Une revue à large diffusion fut créée, "*La Coronación*", (à parution bi-mensuelle). Elle émanait du "*Comité Pro Coronación de N.S. del Cisne*", organe directeur, coiffant l'ensemble des Comités locaux.

Le *Municipio*, lui-même, qui était à dominante Libérale, multiplia les actes d'allégeance au Comité organisateur, décidant notamment, dans sa séance du 13 Juin 1928 d'offrir à la Vierge une lourde médaille d'or frappée du blason de Loja.

La cérémonie eut lieu le 8 Septembre 1930 et connut un succès total dont se souviennent encore les témoins directs.

Les acquis de cet épisode furent considérables:

- . l'encadrement religieux de la population, qui avait donné des signes de faiblesse depuis le déclin des Confréries, retrouva une nouvelle vigueur;

- . l'unité symbolique des lojans fut réellement démontrée et fortement ressentie par tous les participants, ainsi que le rapportent encore les témoins survivants de la cérémonie;

- . un discrédit sérieux atteignit les courants idéologiques "extrémistes"; leurs ennemis purent aisément faire remarquer qu'ils prétendaient parler au nom du peuple, alors qu'ils ne réussissaient à réunir, au mieux, que quelques dizaines d'individus;

Le culte à la Vierge du Cisne, qui n'avait, d'ailleurs, jamais réellement décliné, connut une extraordinaire relance, dont on ressent encore les effets aujourd'hui.

On entreprit d'édifier, dans le village du Cisne, une nouvelle basilique grandiose. La procession annuelle du Cisne à Loja connut un nouvel engouement qui ne devait cesser de croître jusqu'à aujourd'hui.

La procession de Septembre 1982, à laquelle nous avons eu l'occasion d'assister, rassemblait des foules vraiment considérables, plusieurs dizaines de milliers de personnes, marchant sur la route, dans une ambiance de foi passionnée parfois pathétique.

La statue de la Vierge, portée à bout de bras par une dizaine d'hommes, était au centre d'une impressionnante bousculade: des aspirants porteurs tentaient de prendre la place de ceux qui avaient déjà eu le privilège de tenir la Vierge sur leurs épaules; des femmes et des enfants, des hommes de tous âges, tentaient désespérément d'approcher la statue pour la toucher ne serait-ce qu'un instant, repoussés sans ménagements par un service d'ordre policier qui semblait totalement débordé. La statue tanguait dangereusement au-dessus de cette marée humaine. La musique de la fanfare de la police s'ajoutait aux cantiques, repris en désordre par des milliers de voix.

Deux masses humaines s'affrontaient au niveau de la statue: d'une part, la foule de ceux qui suivaient à pied, parfois depuis la basilique de départ (à environ soixante-dix kilomètres), d'autre part, tous les lojans partis, plus ou moins tôt de la ville - à pieds eux-aussi -, à la rencontre du cortège. Leur excitation croissait au fur et à mesure que la Vierge se rapprochait.

Dans les dix derniers kilomètres avant d'arriver à Loja, la foule ne cessait d'augmenter. On avait un peu l'impression que tous les habitants de la Province étaient présents: une majorité de paysans, des indiens Saraguro, des citoyens pauvres, des fonctionnaires, des bourgeois et des notables lojans, des hommes politiques, y compris des personnages dont l'anti-cléricalisme était notoire...

On retrouvait à la fois l'ambiance d'une immense kermesse populaire, avec une horde de petits commerçants vendant des glaces, des brochettes, des saucisses aux pommes de terre, des beignets..., et l'impression de foi mystique et d'exaltation qui caractérisent tous les grands lieux de pèlerinage.

On ressentait aussi, de façon concrète, cet extraordinaire sentiment d'unité, qui, fugacement, lors de la grande procession de Septembre, imprègne tous les lojans.

1.3). Le patriotisme régionaliste et l'idéologie anti-centraliste.

Le "régionalisme", le patriotisme "régionaliste", est un phénomène général en Equateur.

O.Hurtado (op.cit. p. 164) le définit comme l'un des éléments caractéristiques du paysage politique équatorien.

M.Chiriboga (in *Ecuador Debate*, n°3, 1983, p.39) montre que le phénomène est à mettre en rapport avec le développement inégal des diverses régions de l'Equateur.

" Este desarrollo desigual de las regiones y en consecuencia de las microregiones genera un conjunto de movimientos sociales de protesta; movimientos pluriclasistas que incorporan generalmente a las "fuerzas vivas" de las provincias y de los cantones. Los paros cantonales y provinciales son una expresión de estos movimientos, en los que se demanda mayor atención y servicios a sus zonas, oponiéndose a un centralismo que continuamente denuncian. La iniciativa en estos movimientos normalmente la tienen los grupos dominantes regionales, pero logran levantar una fuerte convocatoria entre los grupos populares regionales".

[" Ce développement inégal des régions et, par conséquent, des micro-régions, suscite un ensemble de mouvements sociaux de protestation; mouvements regroupant plusieurs classes sociales et qui concernent généralement les "forces vives" des provinces et des cantons. Les grèves cantonales ou provinciales sont l'expression de ces mouvements, par lesquelles on demande une plus grande attention et davantage de prestations pour les zones où l'on vit, en s'opposant à un centralisme que l'on dénonce constamment. L'initiative de ces mouvements appartient, normalement, aux groupes dominants de la région, mais ceux-ci arrivent à mobiliser une forte affluence parmi les groupes populaires de la région."]

Depuis ses lointaines origines coloniales, Loja avait toujours manifesté un sens aigu de l'autonomie régionale. Le particularisme de la province, son éloignement des centres politiques, constituaient une réalité forte dont les lojans avaient toujours demandé, d'abord à la Couronne, ensuite à l'Etat Equatorien, de tenir compte.

Un certain nombre de traits culturels se sont ainsi lentement forgés au cours des siècles, déterminant, au niveau de la conscience collective lojane, le sentiment d'une très forte unité des populations vivant dans la région.

Cette idéologie unitaire est bâtie, d'abord, sur un très fort sentiment d'isolement, unanimement ressenti, et sur son corollaire, le sentiment d'abandon.

Depuis des temps immémoriaux, la population lojane se sent oubliée, abandonnée, par une Mère Patrie ingrate, qui ne sait pas apprécier à sa juste valeur le réel patriotisme et les vertus exceptionnelles (honneur et fidélité, notamment) de ses enfants lointains.

D'innombrables épisodes ont permis, au cours de l'histoire régionale, d'entretenir le sentiment de l'abandon-isolement et celui du patriotisme frustré.

Tout se passe comme si les groupes localement dominants, en utilisant cette très ancienne prédisposition, avaient su créer un instrument, à peu près aussi facile à mobiliser qu'un simple réflexe conditionné, grâce auquel l'ensemble de la population locale, toutes classes et toutes tendances confondues, pouvait, lorsqu'on le voulait, retrouver instantanément son unité derrière ses chefs traditionnels.

Le thème du centralisme, ennemi honni et clairement identifié dans l'idéologie populaire locale, constituait le moteur capable de mettre cet instrument en oeuvre.

"La historia republicana de Loja ha estado saturada de falacia y traición por parte del centralismo. Ofertas incumplidas y violadas (...), problemas irresolutos que nunca encontraron en los poderes centrales el eco de su solución, (...). Hoy, luego de ciento treinta y cinco años de ostracismo y abandono,..."

(*La Opinion del Sur*, n°5723, 13 Décembre 1964).

[" L'histoire républicaine de Loja est remplie jusqu'à la saturation de mensonges et de trahisons émanant du centralisme. Des promesses non tenues et violées (...), des problèmes laissés en suspens qui ne trouvèrent jamais, auprès du pouvoir central, l'écho qui aurait permis leur solution (...). Aujourd'hui, après cent trente cinq ans d'ostracisme et d'abandon,..."]

A la fin du XIX^e siècle, et au début du XX^e, la frustration patriotique des lojans s'exprimait principalement par de violentes proclamations lors de réunions publiques, ou par des éditoriaux enflammés de la presse locale. Mais, dans l'ensemble, l'arme du patriotisme régional avait été utilisée avec une certaine modération par les pouvoirs locaux.

Un pas en avant décisif fut réalisé, en 1938, avec la création de la Junta de Defensa de los Derechos de Loja [Association pour la Défense des Droits de Loja].

Les gouvernements des dictateurs Paez (Septembre 1935-Octobre 1937) et Enríquez (Octobre 1937-Août 1938), en dépit de lignes politiques très hétérogènes mêlant autoritarisme et populisme, avaient manifesté une tendance nettement anti-oligarchique.

Selon la coutume de l'époque, tous les ans, lors des fêtes de l'Indépendance de Loja, le 18 Novembre, les gouvernements successifs attribuaient à la Province quelques crédits spéciaux, permettant de réaliser, hors programme, des travaux d'une urgence particulière.

En 1937, le Général Enríquez fit attribuer la somme de cinq cent Sucres, que la presse locale qualifia de "*limosna vergonzosa*" ["aumône déshonorante"].

En 1938, le télégramme saluant l'anniversaire ne fut accompagné d'aucun versement. Le soir même, les autorités et les notables organisèrent un meeting de protestation au cours duquel furent prononcés des discours enflammés, lus des "hymnes à Loja"... Plus sérieusement, le 12 Novembre, dans une ambiance de ferveur patriotique, une "*Junta de Autonomía Regional*" fut instituée...

"... con el fin de propugnar, dentro de la nacionalidad ecuatoriana, la autonomía económica, y, si esto no se conseguía, la Federación de Loja."

(Journaux locaux du 13 Novembre et des jours suivants).

["...dans le but de favoriser, à l'intérieur de la nation équatorienne, l'autonomie économique (provinciale, E.F.) et, si cela ne pouvait être obtenu, la Fédération de Loja"]

La menace de recourir à l'autonomie territoriale ne fit pas son effet immédiatement. L'agitation continua, et le 19 on apprit que le Gouvernement avait décidé, in extremis, d'envoyer à Loja vingt mille sucres pour la construction d'un terrain d'aviation.

Le 21, toutes les autorités de Loja se réunirent pour constituer solennellement une *Junta de Defensa de los Derechos de Loja* dont le premier objectif devait être de réunir des fonds pour améliorer l'infrastructure routière des provinces de Loja et El Oro.

L'annonce de cette initiative fut accompagnée, dans la presse, de proclamations véhémentes:

"...Los Gobiernos, en más de cien años de vida republicana, han creído engañar a Loja como se engaña a un niño. Pretenden contentarnos, no con obras, sino con frases más o menos dulzonas: Loja es el centinela del Sur, Loja es la altiva, la patriota, la hidalga, la castellana...

" Ahitos estamos ya de castellanidad y de hidalguía; pero hambrientos de vitalidad y de obras públicas."

(divers journaux parus à Loja à la fin de Novembre 1938).

["...En plus de cent années de vie républicaine, les Gouvernements ont cru pouvoir tromper Loja comme on trompe un enfant. Ils prétendent nous satisfaire, non avec des réalisations, mais avec des phrases plus ou moins doucereuses: Loja est la sentinelle du Sud, Loja est l'orgueilleuse, la patriote, la noble, la castillane...

" Nous en avons une indigestion de castillanité et de noblesse; mais nous avons faim de routes et de travaux publics."]

Malgré tout, l'agitation continua. Une grève générale des activités fut décrétée. On brandit la menace d'une grève illimitée du paiement des impôts et de la démission de tous les fonctionnaires...

Comme toujours, le calme se rétablit peu à peu sur la base de promesses plus ou moins dignes de confiance.

Mais, la *Junta de Defensa*, malgré de longues éclipses, allait peser, désormais, sur la vie politique et sociale locale.

A partir de la fin des années trente, sa composition se trouva définie une fois pour toutes: elle regroupait les principales notabilités de la ville: le Maire, l'Evêque, le Vicaire général, le Président de la Cour Supérieure de Justice, le Recteur de l'Université, le Président de la *Casa de la Cultura Ecuatoriana (núcleo de Loja)*, celui des principales organisations syndicales, ouvrières et étudiantes...

Malgré sa discrète coloration syndicaliste, la *Junta* était l'émanation directe des véritables structures du pouvoir local, et était très efficacement contrôlée par les éléments les plus actifs de la micro-oligarchie. La *Junta de Defensa* était ainsi devenue l'institution qui en cas de besoin, rendait possible la mobilisation unitaire des "forces vives de la région", dans le respect de l'ordre public.

Elle était habilitée à s'auto-convoquer chaque fois que les "droits de Loja" paraissaient sur le point d'être bafoués. L'assemblée devait alors envisager les mesures propres à remédier au danger entrevu, et les mettre en oeuvre jusqu'à leur succès définitif.

Dans les faits, on assista à une accélération du recours à la *Junta* à partir de la fin des années cinquante.

Une situation assez critique devait se présenter, une nouvelle fois, en Novembre 1957.

Les assignations budgétaires pour les travaux publics de Loja, déjà très faibles, avaient été, une fois de plus rognées, cette fois par le nouveau gouvernement Conservateur de Camilo Ponce (Septembre 1956-Août 1960): elles passèrent de vingt-six à douze millions de Sucres.

Les mauvaises langues prétendirent que la Province, ayant voté massivement en faveur des Conservateurs, ceux-ci ne jugeaient pas utiles de la favoriser puisque son dévouement apparaissait, de toutes façons, inconditionnel.

Les premières récriminations se heurtèrent aux représentants locaux du pouvoir, tous Conservateurs, qui les taxèrent de "communisme". Le mouvement prenant de l'ampleur, les Conservateurs ne purent, cependant, éviter de se joindre à lui.

Le 25 Octobre la *Junta de Defensa* fut convoquée, sous la direction de l'Evêque. On adressa un ultimatum au Gouvernement: la désobéissance civile indéfinie serait proclamée si, le 18 Novembre, le Gouvernement n'avait pas satisfait à toutes les revendications de la Province.

Un plébiscite fut organisé dans Loja pour démontrer que toute la population soutenait la *Junta*.

Le Gouverneur réagit alors, au nom du pouvoir central, avec une violence tout-à-fait inattendue: il fit donner l'armée pour détruire les urnes placées dans divers lieux publics, pour terroriser les "meneurs" et pour disperser toutes les manifestations de rue qui se formaient.

La micro-oligarchie s'était montrée extrêmement mal à l'aise depuis le début des événements. Elle avait de naturelles sympathies pour le Gouvernement Conservateur, mais la logique du fonctionnement des institutions locales la conduisit à s'associer aux actions de la *Junta* et, finalement, à se retrouver du côté des victimes de la répression. Ce fut, en définitive, une suprême habileté, même si elle fut, sans doute, largement involontaire, qui aboutit à conforter l'unité locale derrière la micro-oligarchie.

Le "Manifeste" adressé par la *Junta* aux pouvoirs publics, le 31 Octobre 1957, reprend, sans nuances notables, le vieux thème de la province lointaine abandonnée.

Il se résume dans une phrase restée célèbre:

" Para la Patria, los labios de Loja son fresca flor de ternura y de amor filial. Para los gobernantes que la desprecian, serán desde hoy carbones encendidos, prontos a producir incendios. "

(Junta de Defensa de los Derechos de Loja. Manifiesto de la JDDL a los Poderes Públicos y al País, Loja, Imp. Univ., 1957, p.3).

[" Pour la Patrie, les lèvres de Loja sont une fraîche fleur de tendresse et d'amour filial. Pour les gouvernants qui la méprisent, elles seront à partir d'aujourd'hui des charbons incandescents, prompts à produire des incendies. "]

Dans les années soixante, les manifestations anti-centralisatrices se multiplièrent à la faveur de la mise en place de régimes autoritaires, qui ne jouissaient d'aucune faveur auprès de la micro-oligarchie lojane, avec, en particulier, la Junte militaire de 1963-1966 et deux périodes vélasquistes.

Ces gouvernements eurent en commun de vouloir, plus énergiquement que les autres, casser la structure du pouvoir local, afin de rendre la Province au contrôle du Gouvernement de Quito. Ils encoururent donc, plus que les autres, les réactions "patriotiques".

La période vélasquiste la plus nettement anti-oligarchique a aussi été la plus féconde en réactions patriotiques, avec la grève générale cantonale de Catacocha, en Mai 1968, celle de Loja, en Juin 1969, et, surtout, nous en avons parlé, la grande grève d'Avril-Mai 1970.

Après cette date, la fréquence et la gravité des "dérapages" liés à la montée de l'agitation urbaine incontrôlée (cf chap. 4) conduisirent les autorités lojanes à se défier, soudain, d'une technique de mobilisation des masses qui comportait d'importants risques de déstabilisation.

Dès lors, l'arme anti-centralisatrice ne fut plus utilisée qu'avec une grande circonspection.

*
* *

82. L'EVOLUTION DU CLIENTELISME.

Au XIX^e siècle, le système lojan de clientèle reposait principalement sur le crédit.

En l'absence de tout système bancaire organisé, les détenteurs de capitaux - c'est-à-dire, presque exclusivement, la micro-oligarchie - décidaient de l'octroi des prêts et pouvaient moduler les conditions de remboursement de telle manière que seuls les "clients" pouvaient bénéficier du système.

Dans ces conditions, l'immense majorité des personnes, qui désiraient entreprendre une activité économique de quelque importance, devaient entrer, d'une manière ou de l'autre, dans l'un des réseaux de clientèle contrôlés par la micro-oligarchie locale.

Au cours du XX^e siècle, les mécanismes de base du système ont changé.

Alors que les conditions d'accès au crédit se normalisaient, le développement pléthorique de l'appareil bureaucratique d'Etat, a conduit à la mise en place de nouvelles formes de clientélisme reposant essentiellement surtout sur l'attribution de "places".

2.1). L'évolution vers un clientélisme fondé sur l'attribution de places.

On peut envisager ces nouveaux mécanismes à deux niveaux:

- . celui des rapports de la micro-oligarchie lojane avec le pouvoir central (où réside, en principe, l'origine de la rente de situation qui permet à la micro-oligarchie de disposer de places à attribuer),

- . celui de la sphère politique et sociale de Loja, au sein de laquelle, les places sont attribuées aux "clients".

(A). Le lobby lojan auprès du pouvoir central.

Tous les gouvernements, au début de leur mandat, avaient à pourvoir un certain nombre de postes-clés: ministères, secrétariats d'Etat, directions de cabinets, directions de grandes administrations, ...

Pour des raisons d'équilibre politique, l'usage s'était établi de répartir ces postes entre les diverses régions du pays, en respectant, notamment, de subtils dosages entre *habitants de la Sierra et de la Costa*. Parmi ceux-ci, on faisait en sorte de désigner des représentants de chaque ville importante et de chaque province en fonction de critères complexes, bien connus des hommes politiques, qui tenaient compte des attributions antérieures, des services rendus dans la phase d'ascension au pouvoir et des rapports de force.

Les premières semaines d'existence d'un nouveau gouvernement étaient ainsi largement occupées à de complexes négociations, à de

subtils dosages visant à construire le nouvel appareil d'Etat sur la base de ces critères politico-régionalistes. L'enjeu était important pour le nouveau gouvernement qui, en cas d'erreur de dosage, pouvait réveiller des vagues de mécontentement local, susceptibles - l'histoire l'a démontré à maintes reprises - de provoquer des situations réellement explosives.

Le lobby lojan comptait parmi les groupes de pression dont aucun gouvernement ne pouvait éviter de tenir compte.

Il avait su conserver son influence à travers les époques et les gouvernements, probablement grâce à cette stratégie que nous avons décrite, et qui avait consisté à neutraliser en son sein le facteur politique.

Grâce à la continuité de son impact, le lobby lojan a presque toujours bénéficié, au niveau national, d'une certaine sur-représentation dans les hautes sphères du pouvoir et de l'administration nationale.

Une liste des lojans qui furent -ou qui sont- investis de hautes fonctions dans l'appareil d'Etat est impressionnante par son ampleur, et par la relative constance de son importance, gouvernement après gouvernement, à un niveau bien supérieur à celui que justifierait la médiocre importance démographique de la ville et de la province.

Peu de gouvernements ont tenté de faire exception: certains régimes militaires et les divers "vélasquismes". Plus récemment, la Démocratie Populaire du Président O. Hurtado a, elle-aussi, tenté d'interrompre ce jeu en présentant la destruction systématique des derniers bastions de l'oligarchie comme l'un de ses objectifs explicites au niveau de Loja (cf infra).

Ce refus de jouer un jeu devenu traditionnel a, d'ailleurs, contribué à provoquer de graves difficultés à ces gouvernements.

J.M. Velasco Ibarra dut affronter à plusieurs reprises de graves difficultés dans la Province, qui fragilisèrent considérablement sa position politique. Ce sont, d'ailleurs, les graves incidents survenus à Loja en Mars 1966 qui causèrent la chute précipitée de la Junte Militaire au pouvoir depuis 1963.

(B). Les mécanismes d'attribution de places au niveau de Loja.

La mise en place à Loja de ces mécanismes semble remonter à peu près à l'époque de la Révolution "*juliana*", après 1925.

La modernisation de l'Etat, sous l'action du Président Ayora, conduisit, dans tout le pays, à la création d'un véritable appareil d'Etat et, donc, au recrutement de fonctionnaires.

A la fin des années vingt (chap. 2 et 3), la micro-oligarchie avait à peu près complètement ressaisi les rênes du pouvoir local que les Libéraux avaient un instant tenté de lui arracher. En s'appuyant sur

les quelques postes-clés obtenus grâce à la pression du lobby lojan sur les hautes sphères gouvernementales, il était extrêmement aisé de filtrer toutes les attributions de places.

Il faut souligner que, jusqu'à la fin des années cinquante, les "bénéficiaires" de ces attributions n'étaient guère sélectionnés sur la base de critères politiques: c'est essentiellement l'allégeance à un notable local ou à un groupe de notables qui permettait d'obtenir ces faveurs.

2.2). La politisation du système de clientèle: la construction, à Loja, d'un bastion du Parti Conservateur.

Depuis la fin du XIX^e siècle, la micro-oligarchie lojane avait toujours manifesté de fortes sympathies à l'égard de l'idéologie Conservatrice.

Celle-ci apportait, en effet, un remarquable soutien à la domination locale du groupe, d'abord parce qu'elle justifiait le maintien de la situation en vigueur, ensuite grâce à l'alliance étroite qu'elle permettait d'entretenir avec le clergé local. Ce dernier ne manifestait encore aucun signe de division, et constituait toujours un formidable instrument pour le contrôle idéologique de la population rurale.

L'existence de ce consensus n'impliquait pourtant pas l'affiliation explicite au Parti Conservateur.

Cette situation allait rapidement évoluer à partir des années cinquante avec une identification de plus en plus marquée entre Parti Conservateur, pouvoir local et micro-oligarchie qui devait conduire, sans doute contre le gré de cette dernière, à biaiser profondément le fonctionnement du système de clientèle.

2.2.1). Le renouveau du Parti Conservateur à Loja après 1950.

L'histoire de ce renouveau semble très directement lié à la forte personnalité de J.G.A.V., qui, grâce à son habileté manœuvrière et à un sens aigu des réalités locales, a réussi à transformer durablement les données du jeu politique dans la région de Loja.

* JGAV, de par ses origines familiales, était proche de la micro-oligarchie lojane.

Après de bonnes études, il fut ordonné prêtre, puis nommé Vicaire du canton Paltas, à Catacocha, en 1953. Apprécié par l'Evêché pour ses qualités intellectuelles, il fut nommé Vicaire Episcopal de l'Education Religieuse: il avait pour mission de superviser et de contribuer à réorganiser l'enseignement religieux dans le Diocèse de Loja.

Ses voyages fréquents dans la province lui permirent de commencer à nouer un important réseau de relations dans des milieux assez divers. Ardent défenseur de l'Eglise, il devint un militant convaincu du Parti Conservateur qui accordait à celle-ci une place privilégiée dans toutes ses stratégies. Il profita donc de ses déplacements pour réorganiser et réactiver les structures locales du Parti qui avaient perdu tout dynamisme et toute efficacité.

En 1956, Camilo Ponce fut candidat aux élections présidentielles pour le compte du Parti Conservateur.

JGAV s'engagea alors de toute son énergie dans une campagne électorale qu'il sut mener avec une très grande efficacité, en faisant jouer tout le poids de l'institution ecclésiastique, de ses réseaux, de son influence directe et indirecte en faveur de son candidat. Il tira aussi le meilleur parti du réseau personnel de relations qu'il avait su constituer.

JGAV parvint à reconditionner l'appareil ecclésiastique local pour qu'il intervienne massivement en faveur du candidat "désigné par Dieu", et la campagne électorale en milieu rural retrouva le ton des affrontements entre Libéraux et Conservateurs du début du siècle.

Si l'on en croit le rédacteur de *En Guardia*, (n°84, 15 Juin 1958), le curé de Quilanga se serait écrié en chaire:

« Robar y matar, Dios perdona; pero votar por otras listas, Dios no perdona. »

[« Voler et tuer, Dieu le pardonne; mais voter pour une autre liste (que la Conservatrice, E.F.), Dieu ne le pardonne pas. »]

Certains membres du clergé auraient répandu le bruit que, si le candidat démocrate triomphait, « *los Socialistas medirían las calles con los intestinos de los Curas.* » [«...les socialistes mesureraient les rues avec les intestins des Curés. »]

Dufait même de leur extrême exagération, ces rumeurs suggèrent un regain du rôle politique local du clergé, qui n'aurait sans doute pas suscité de telles réactions, si son rôle était demeuré anodin.

En Juin 1956, Camilo Ponce obtint la victoire nationale d'extrême justesse avec un total de 192 450 voix, contre 172 000 à Clemente Huerta, 150 000 à C. Guevara M. A peine plus de 20 000 voix d'avance, donc, sur son rival le plus proche. Or, la province de Loja, à elle seule, lui avait donné une avance de 13 500 voix.

C'était un véritable triomphe pour JGAV: tous les spécialistes Equatoriens des affaires politiques savaient et dirent complaisamment que le nouveau Président lui devait son poste.

JGAV et ses alliés immédiats en retirèrent immédiatement un certain nombre d'avantages importants qui permirent, notamment, la mise

en place d'un nouveau système de clientélisme, qui allait concurrencer directement et mettre relativement sous l'étéignoir l'ancien système que contrôlait encore la micro-oligarchie.

Le prestige local de JGAV devint considérable, au point que son domicile, à Catacocha, se trouva soudain au centre d'une effervescence inattendue.

« Catacocha es la ciudad más concurrida de la República. Cientos de carros de Cuenca, Loja y El Oro, visitan al Cura para pedirle empleos y canongías. Nada tiene que ver el Palacio Nacional con el movimiento de Catacocha y su convento (...). Los partidos políticos están nombrando sus diplomáticos ante (JGAV). El Partido Socialista llegará a la unificación cuando lo bendiga el curita de Catacocha. »

(La Calle, Quito, n°476, 21 Avril 1966)

[« Catacocha est devenue la cité la plus fréquentée de la République. Des centaines de voitures de Cuenca, Loja et El Oro viennent voir le Curé pour lui demander des emplois et des prébendes. Le Palais National, à Quito, ne peut se comparer avec le mouvement qui règne à Catacocha et dans sa cure (...). Les partis politiques nomment leurs diplomates auprès de (JGAV). Le Parti Socialiste obtiendra sa réunification lorsque le Curé de Catacocha lui aura donné sa bénédiction. »]

Sans suivre les exagérations de ce témoin qui, on le devine, n'éprouvait pas une particulière sympathie pour le nouveau héros, il demeure certain que JGAV devint rapidement un conseiller très écouté et un intercesseur d'autant plus sollicité que son efficacité devint rapidement notoire.

Sous l'impulsion intelligente et énergique de son leader, le Parti Conservateur lojan allait exprimer de façon massive sa supériorité régionale qui devait durer jusqu'à la fin des années soixante-dix.

Durant toute cette période de hautes eaux, les résultats électoraux du Parti furent constamment excellents.

Avant 1950, les Conservateurs avaient des résultats à peu près comparables à ceux des autres principaux partis: des succès, des échecs, des alliances plus ou moins fragiles...

Aux élections présidentielles de Janvier 1940, le candidat Conservateur, J. Jijón y Caamaño, l'avait certes emporté dans la ville de Loja (40% des suffrages contre 35% à Velasco Ibarra), mais au niveau de la province il n'avait pu réunir que 20 % des voix, contre 63% à Arroyo del Río, qui devait finalement remporter la victoire.

Au début des années cinquante, la conjoncture est devenue favorable au Parti Conservateur, mais l'écart avec ses rivaux demeurait minime. Aux élections législatives de Janvier 1950, l'union des partis de gauche avait encore dépassé le score Conservateur (5990 voix contre 5257 sur 13 959 votants).

C'est à partir de l'élection présidentielle de 1956, dans laquelle s'illustra JGAV, que l'essor Conservateur s'affirma de façon décisive .

Tableau 7. Les élections présidentielles de 1956. Résultats pour la province de Loja et au niveau national.

	Ponce	Huerta	Chiriboga	Guevara	Total
Loja	23 113	9 660	9 086	1 019	42 878
% Loja	53.9%	22.5%	21.2%	2.4%	100%
Equateur total	192 478	177 242	114 797	152 569	637 086
% Equateur	30.2%	27.9%	18.0%	23.9%	100%

Ces brillants résultats se trouvèrent confirmés les années suivantes:

Tableau 8. Résultats d'élections diverses dans la province de Loja entre 1958 et 1970. (sources: Tribunal Suprême électoral et presse locale) Cf page suivante.

Tableau 8. Résultats d'élections diverses dans la province de Loja entre 1958 et 1970. (sources: Tribunal Suprême électoral et presse locale).

	Conservat.	Vélasquis.	Gauche	Autres	Total.
Conseil Provincial, Conseils cantonaux 1958 (nb de voix)	15 006	3 942	10 098		29 046
id (en %)	51.7%	13.5%	34.8%		100%
Députés, sénateurs 1958 (nb de voix)	17 328	1 637	12 200		31 165
id (en %)	55.6%	5.3%	39.1%		100%
Président, Vice Pdt République 1960 (nb de voix)	23 459	18 255	10 616		52 330
id (en %)	44.8%	34.9%	20.3%		100%
Concejales 1960 (nb de voix)	23 694	16 736	6 057	2 655	49 142
id (en %)	48.2%	34.1%	12.3%	5.4%	100%
Députés, sénateurs 1960 (nb de voix)	16 210	9 559	5 657	2 215	33 641
id (en %)	48.2%	28.4%	16.8%	6.6%	100%
Président Vice Pdt Républ. 1968 (en %)	44.1%	33.7%	22.2%		100%

Au cours de la période, on note donc que:

- . le Parti Conservateur se maintient régulièrement en tête,
- . sa marge d'avance est considérable (plus de 5 000 voix d'avance, soit un écart de l'ordre de 10% du total des voix, dans le cas le plus "serré", aux présidentielles de 1960;
- . le pourcentage des voix conservatrices est très constant, au niveau de l'ensemble de la Province, entre 44% et 55%.

La prise en considération des résultats par canton ferait apparaître les faits suivants:

- . la supériorité des Conservateurs n'est réelle qu'en milieu rural, car dans la ville de Loja, la victoire du représentant de ce parti est souvent contestée;
- . en milieu rural, le Parti Conservateur paraît disposer, à cette époque, de fiefs particulièrement solides, à Saraguro, Catacocha, Gonzanamá et, à un degré moindre, à Cariamanga;
- . ce parti a peu de points faibles, à l'exception de Macará et de Puyango, à l'extrême sud/sud-est de la province.

Malgré quelques discrets signes d'usure, l'hégémonie électorale Conservatrice, à Loja, devait durer jusqu'à la fin des années soixante-dix. Les élections présidentielles de 1978-1979 constituèrent encore un succès significatif, puisque le Conservateur Sixto Durán Bailén devait y obtenir son meilleur résultat au niveau national. Au second tour, en particulier, il n'arriva en tête que dans la seule province de Loja. Le tableau V.9 montre, par ailleurs, à quel point les votes Conservateurs de Loja se situent très au-dessus de la moyenne nationale (47.90% contre 23.86% au premier tour, 51% contre 31,5% au second tour).

On note aussi que ce sont les votes ruraux qui sont le plus nettement au-dessus de la moyenne nationale (56.65% pour les votes ruraux à Loja contre 31.22% pour les votes ruraux nationaux, au 1er tour, 60% contre 34% au second tour).

Tableau 9. Les élections présidentielles de 1978-79. Le score du candidat Conservateur à Loja et au niveau national.

(Sources: FLACSO. *Elecciones en Ecuador, 1978-1980*. Quito, 1985.

	1er tour.	2d tour.
Province de Loja (total)	47.90%	51.01%
id. votes urbains	41.74%	47.55%
id. votes ruraux	56.65%	59.76%
Total Equateur	23.86%	31.51%
id. votes urbains	21.33%	29.96%
id. votes ruraux	31.22%	34.22%

2.2.2). Les mécanismes du nouveau système de clientèle.

Il n'est pas aisé de reconstituer, une quinzaine d'années après sa disparition, un système dont beaucoup des principaux rouages n'apparaissaient pas au grand jour.

Il ne s'agit donc ici que d'un essai de reconstitution d'un phénomène difficile à appréhender dans sa complexité, et non pas de la présentation de faits bien établis.

L'intérêt de la démarche réside dans l'effort réalisé pour démonter et pour comprendre des mécanismes qui demeurent, sans doute, très représentatifs du phénomène général constitué par le clientélisme.

Ce travail ne cherche évidemment pas à porter de quelconques jugements de valeur sur les personnes mentionnées, ni à étayer les polémiques dans lesquelles ces personnes sont souvent prises, aujourd'hui encore. Il n'a d'ailleurs pas le moyens d'une telle ambition, car il ne peut s'appuyer sur une connaissance suffisamment précise des faits et des personnes.

Ces réserves admises, on peut estimer que le système fonctionnait, en gros, de la manière suivante.

Après ses remarquables succès de 1956, JGAV put disposer d'une influence privilégiée sur le Président Camilo Ponce, mais aussi, de 1961 à 1963, sur son successeur immédiat Carlos J. Arosemena.

Dans les mêmes conditions, et pour les mêmes raisons, son influence n'a cessé de grandir sur les instances nationales du Parti Conservateur, au point que, au début des années soixante-dix, il put faire admettre son frère, RAV, au poste de Directeur National de ce Parti.

Enfin, bien que les informations précises manquent sur ce point, on pense généralement qu'il eut suffisamment d'influence auprès du haut clergé équatorien, pour avoir, au moins, un droit de regard sur la nomination des ecclésiastiques dans toute la province.

En cumulant le pouvoir ainsi conquis avec celui dont il disposait directement grâce aux fonctions qu'il occupait officiellement (curé de Catacocha, responsable pour la Province de l'enseignement religieux, président du *Municipio* de Paltas, principal rédacteur d'un important quotidien de Loja, directeur d'une station locale de radio...), JGAV pouvait agir avec une remarquable efficacité dans de nombreux domaines:

. l'attribution de "places", tout d'abord: il pouvait intervenir utilement dans la nomination de la plupart des autorités régionales de niveau élevé, qui, à leur tour, avaient le pouvoir de nommer ou de faire nommer des responsables de moindre niveau;

. l'attribution d'écoles, de chemins, de ponts, de travaux publics d'importance diverse, de secours à des bénéficiaires de tous ordres (*Municipios*, paroisses, comités de quartier, individus...);

. la formation de l'opinion publique régionale: ses chroniques et ses éditoriaux étaient lus et écoutés avec attention, même par ses ennemis politiques, et lui donnaient un réel moyen de pression sur certains de ses interlocuteurs.

Le prestige local de JGAV ne tarda pas à devenir absolument considérable, aussi bien à Catacocha, chef-lieu du canton Paltas, que dans la ville de Loja où, même, au niveau national.

. Dans son fief d'origine, où, nous l'avons vu, des notabilités de tout le pays venaient lui rendre visite, son autorité demeurait, bien entendu, au plus haut niveau,

« En Paltas, no se mueve una hoja sin el consentimiento del Cacique. »

(La Opinión del Sur, 20 Oct. 1964)

[« Dans le canton Paltas, même une feuille ne bouge pas sans le consentement du Cacique. »]

Pourtant, même à ce niveau micro-local, les contestations ne manquaient pas. JGAV dut affronter de sévères campagnes de presse, des pétitions, des procès (l'un d'eux alla jusqu'au conseil d'Etat) et, même, des attentats: le 10 Janvier 1959, la Maison Paroissiale de Catacocha, où il résidait, fut dynamitée.

Un "Comité pour la Défense du Vicaire de Paltas" fut constitué à cette occasion et entreprit de promouvoir l'image de marque du leader local, et de le défendre sur tous les points où il serait attaqué.

Les difficultés s'aggravèrent pour l'autorité de JGAV au niveau de Catacocha, lorsque, en 1964, la Junte Militaire, alors au pouvoir, voulut déposer, purement et simplement, le Conseil cantonal (Municipio) de Paltas qu'il dirigeait.

« El Jefe Civil y Militar de Loja fué a Catacocha y reunió al pueblo, comunicándole que el Cacique y su régimen habían caído (...). Fué nombrado un nuevo Concejo Cantonal y un nuevo Jefe Político. Ya no eran criados del cacique como antes... »

(La Opinión del Sur, 20 Oct. 1964).

[« Le Chef Civil et Militaire de Loja se rendit à Catacocha et réunit la population, l'informant de la chute du Cacique et de son régime (...). Un nouveau Conseil Cantonal fut nommé, ainsi qu'un nouveau Jefe Político. Désormais, ils ne seraient plus les domestiques du Cacique... »]

Mais la Junte Militaire avait tout simplement sous-estimé le pouvoir réel de JGAV:

« Paltas conoció muy pocos días de "libertad", muy pocos días. El cacique viajó a Quito, se entendió, ... ¿ con quién se entendió ?... Bueno, se entendió con alguien y sucedió lo inenarrable: se firmó un nuevo decreto reorganizando el recién reorganizado decreto y nombrando concejales al gusto del Cacique (...). Nombró mayoría de esbirros del Cacique (...). Se nombró un nuevo Jefe Político.»

(*La Opinión del Sur*, 20 Oct. 1964).

[« Paltas ne connut que peu de jours de "liberté", bien peu de jours. Le cacique s'en fut à Quito, s'entendit...-avec qui, au fait, s'entendit-il ?- ... Bon, il s'entendit avec quelqu'un et c'est alors que se produisit l'inénarrable: on signa un nouveau décret réorganisant le décret qui venait d'être réorganisé, et nommant des Conseillers à la convenance du cacique (...). Il nomma une majorité de sbires du cacique (...). On nomma un nouveau Jefe Político... »]

. Le même problème devait se poser quelques années plus tard au niveau de la province.

Le nouveau gouvernement vélasquista, en 1968, avait promis, dans ses discours, de s'attaquer aux Conservateurs et, bien entendu, aux "caciques" locaux, dont faisait partie, au premier chef, JGAV.

Or, la première chose que dut faire la nouvelle administration, avant même sa mise en place effective, fut de rendre visite aux "agents du caciquisme", pour négocier, avec eux, les conditions de la tranquillité de la province. Le nouveau Gouvernement, en butte à toutes sortes de difficultés, plus graves et plus urgentes, n'avait pas d'autre alternative pour éviter l'apparition d'un nouveau foyer de problèmes. (sur cet épisode, voir *Rebelión*, n°12, 8 Juin 1968).

Au début des années soixante, le système devait commencer à atteindre son maximum d'efficacité. Il fonctionnait, donc, sur la base de l'attribution d'un certain nombre de postes-clés à des alliés politiques ou à des "clients", qui étaient susceptibles, à leur tour, de "donner des places" dans toute la partie de l'organigramme bureaucratique qu'ils contrôlaient.

Nous avons tenté, dans le schéma n°2, de résumer les mécanismes du système.

Schéma n°2. Les mécanismes du clientélisme A...iste.

(cf page suivante)

	Réseau de clientèle constitué par attribution de "postes".	Fonctions exercées directement.	Réseau de clientèle constitué par attribution de fonds.
	Présidence République Direction Parti Conservateur Haut Clergé		Fonds publics (1)
Niveaux régionaux d'intervention	Nomination personnel adm. régional. Nomination clergé régional	Direction radio, presse régionales. Enseignement religieux.	Travaux publ. d'importance régionale Fonds d'origine religieuse
Niveaux locaux d'intervention	Nomination personnel adm. local. Clergé local	Pdt Municipio Paltas. Action directe / opinion publique.	Travaux publ. locaux. Construction d'écoles. Aides diverses
Retombées électorales	Contrôle des votes des "clients" et de leurs dépendants. Contrôle votes paysannat lojan	Contrôle votes lecteurs et auditeurs. Contrôle des fidèles	Contrôle des votes des obligés et des dépendants

2.2.3). L'extension du système de clientèle et la politisation du personnel administratif lojan.

RAV, le frère de JGAV, avait été militaire de carrière, ce qui lui avait permis d'atteindre le grade de Lieutenant-Colonel. Il avait, ensuite, occupé de hautes responsabilités dans l'Administration des Douanes.

L'arrivée au pouvoir de Camilo Ponce contribua à accélérer sa carrière ascendante. Il fut nommé Gouverneur de la province de Zamora en 1957, puis attaché militaire dans diverses Ambassades européennes de l'Equateur, en Angleterre, en France et en Espagne.

Mais le véritable tournant de sa carrière devait intervenir en Janvier 1962, lorsqu'il fut nommé Contrôleur Général de la Nation, par le Gouvernement du Président Carlos J. Arosemena.

La fonction de Contrôleur Général de la Nation représente une position stratégique essentielle dans l'Administration Equatorienne. Il s'agit, en effet, de contrôler les comptes des divers Ministères et des institutions publiques, un peu à l'image de notre Cour des Comptes.

Dans la logique administrative Equatorienne, c'est une fonction éminemment politique, puisqu'il s'agit, en fait, le plus souvent, d'"éprouver" les comptes du ou des Gouvernements précédents, afin d'y déceler d'éventuelles irrégularités ou des malversations. La publicité faite, alors, autour de ces dernières permet généralement d'en neutraliser quelque temps les auteurs, et constitue l'un des moyens offerts au pouvoir en place pour assurer sa propre reproduction aux dépens de ses prédécesseurs.

Mais le Contrôleur Général de la Nation a aussi à connaître des gestions en cours. De la sorte, compte tenu de la mauvaise conscience généralisée que ressentaient beaucoup de hauts fonctionnaires Equatoriens, quelquefois habitués à des pratiques qui n'étaient pas toutes avouables, le Contrôleur devenait rapidement un personnage auquel on ne pouvait rien refuser, un élément idéal, par conséquent, pour intégrer un système de clientélisme de grande envergure.

Lorsque C.J. Arosemena arriva au pouvoir, RAV constituait un excellent postulant pour ce poste. Notamment, parce que J.M. Velasco Ibarra, le grand leader populiste, venait d'assurer la Présidence pendant plus d'un an.

Malgré son renversement, il constituait un risque politique majeur, et tous les moyens étaient bons pour tenter de l'abattre, en raison de l'immense popularité dont il jouissait dans certains milieux. L'un de ces moyens pouvait être la mise à jour d'éventuelles malversations.

Or RAV et son frère étaient, de notoriété publique, des anti-velasquistes convaincus.

RAV se montra, en effet, particulièrement efficace dans ses nouvelles fonctions. Il joua, notamment, un rôle déterminant dans la mise à jour du scandale dit des "chatarras", qui alimenta les chroniques de l'anti-vélasquisme pendant de nombreuses années.

Il sut profiter de la crédibilité ainsi conquise pour peser de tout son poids en faveur de sa province natale.

Il obtint, en premier lieu, la signature d'un décret présidentiel attribuant un million de Sucres à chacun des cantons des provinces de Loja et de Zamora Chinchipe.

Mais, surtout, il se servit de sa fonction, autant qu'il lui était possible de le faire, pour donner des emplois à des lojans de tous milieux, de toutes origines, et, même, de nombreuses affiliations politiques. Ce zèle lui valut, à Quito, le surnom de "Consul de Loja" et ne lui attira pas que des sympathies, notamment de la part des non-lojans.

« Decían, y tal vez con razón, que el Contralor, RAV, amaba tanto a su tierra que solo lojanos ponía en los principales puestos de la Contraloría (...). Loja fué atendida, de preferencia, durante los años de su permanencia como Contralor General de la Nación. A él acudían todas las principales autoridades lojanas, para que haga dar trámite a la infinita cantidad de sus solicitudes tendientes a mejorar las condiciones económicas de nuestra ciudad y provincia. Era prácticamente el paño de lágrimas de todos los lojanos (...). Con la salida del Coronel, cuantos lojanos deja-rán de ser empleados de la Contraloría. Cien, doscientos loja-nos, tal vez más tendrán que dejar sus cargos. »

(La Verdad, 6 Oct. 1968).

[« On disait, et peut-être avec raison, que le Contrôleur, RAV, aimait tant sa terre natale qu'il ne plaçait que des lojans aux principaux postes de la Contraloría (...). On s'occupa de Loja, en priorité, pendant les années au cours desquelles il resta Contrôleur Général de la Nation. Les principales autorités de Loja venaient le voir pour qu'il fît avancer la quantité infinie de leurs sollicitations visant à améliorer les conditions économiques de notre ville et de notre province. Il était pratiquement le consolateur attitré de tous les lojans (...). Avec le départ du Colonel, combien de lojans vont cesser d'être employés par la Contraloría. Cent, deux-cents lojans, peut-être plus, devront renoncer à leur poste. »]

Sous les mandats de C. Ponce et de C.J. Arosemena, de Septembre 1956 à Juillet 1963 (moins un bref épisode vélasquiste de quatorze mois en 1960-1961), JGAV et RAV eurent le loisir de construire un remarquable réseau de clientèle, diversifié, ramifié, doté de relais aussi efficaces que discrets,...

Il devait se développer encore, dans les années suivantes, pour atteindre son apogée, lorsque RAV fut désigné premier "vocal", puis Président national du Parti Conservateur. Il devait conserver ce poste jusqu'au début des années quatre-vingt, marquant très fortement de son empreinte l'évolution de ce Parti, au point qu'on a pu parler, pour désigner cette époque, de l'ère A...iste du Parti Conservateur (cf El Comercio, Quito, 2 Nov. 1982).

2.3). Les limites du nouveau système de clientèle.

(A). Les aspects positifs du nouveau système pour la micro-oligarchie.

Au début du mandat de C.Ponce, le nouveau système parut devoir apporter des retombées extrêmement positives pour la micro-oligarchie lojane.

« La Administración Ponceista consolidó, a partir de Noviembre 1956, el poderío de nuestra aristocracia en el poder seccional (...). Todas las autoridades locales son familiares de los Burneo, Eguiguren, Samaniego... »

(Flecha, date non indiquée, sans doute 1966).

[« L'Administration Ponce consolida, à partir de 1956, l'autorité de notre aristocratie dans le pouvoir local (...). Toutes les autorités appartiennent aux familles Burneo, Eguiguren, Samaniego... »]

De nombreux membres notables de la micro-oligarchie bénéficièrent, en effet, des faveurs plus ou moins directes du gouvernement Ponce.

En Guardia, du 29 Juin 1958, sous le titre, « *El Imperio Burneista de Loja* » [« L'Empire des Burneo à Loja »], dénonçait une série d'avantages exorbitants accordés à certains membres de cette famille.

Par ailleurs, les thèmes politiques défendus par JGAV, puis par RAV paraissaient très peu différents des thèmes qu'avaient coutume de défendre les porte-paroles habituels de la micro-oligarchie.

En première analyse, la montée de l'"A...isme" pouvait donc passer pour une excellente opération en faveur de la micro-oligarchie lojane.

Le véritable bilan de la situation ne devait pas tarder à apparaître beaucoup plus ambigu.

(B). Les ambiguïtés du nouveau système de clientèle.

Tout d'abord, les succès trop éclatants du système mis en place par JGAV détournèrent massivement vers lui et vers le Parti Conservateur

les clients potentiels qui, quelques années auparavant, se seraient tout naturellement adressés au système contrôlé par la micro-oligarchie.

Ensuite, JGAV était, avant tout, un homme d'Eglise.

Au fond il ne se faisait l'allié des Conservateurs ou de la micro-oligarchie que parce que, jusqu'à un certain point, ceux-ci avaient des intérêts communs avec l'Eglise, et parce que, dans la conjoncture politique de l'époque, ils pouvaient contribuer à défendre efficacement certaines des positions de l'Eglise. Mais, malgré de très probables sympathies personnelles, JGAV n'avait nullement l'intention de faire passer les intérêts de la micro-oligarchie avant ceux de l'Eglise.

Enfin, les succès du réseau A...iste manquèrent trop de la discrétion qui sied à un bon système de clientèle. Leur éclat incontournable ne pouvait manquer, à la longue, de susciter des réactions qui risquaient du mettre en péril l'ensemble du clientélisme local.

(C). Les réactions contre le nouveau système.

La redoutable efficacité du système semble avoir incité une gauche et un centre-gauche très divisés, à oublier, pour un temps, leurs motifs de discorde, et à s'unir pour faire face au nouveau danger.

Un "Front Anti-Conservateur", qui avait déjà vu le jour autrefois, fut reconstitué en 1956, au moment de l'accession au pouvoir de Camilo Ponce, à l'initiative des Socialistes, avec l'appoint des Libéraux, de la CFP, et de quelques communistes.

Il apparaît, parfois, dans les compte-rendus de presse, sous le nom de "*Coalición Democrática Anti-Conservadora de Loja*".

En 1959, apparaît un "*Frente Universitario Anti-Conservador*".

En 1960, la presse mentionne l'existence d'un nouveau groupement, l'"*Unidad de la Democracia Lojana Anti-Conservadora*".

En 1962, un "*Movimiento Popular Revolucionario*" tente d'unir les groupes de l'extrême-gauche.

En 1967, alors que le système mis en place par les frères AV prend toute son ampleur, l'avversaire de la gauche n'est plus seulement le Conservatisme: on fonde alors un "*Frente Anti-Caciquista*" qui regroupe à peu près les mêmes tendances que le "Front Anti-Conservateur".

Le terme de "caciquisme" devient un lieu commun dans le langage des ennemis de JGAV. Une radio locale, "*Ondas del Zamora*" permet à un remarquable éditorialiste, Carlos E. Carrión, de donner libre cours à sa verve "anti-caciquiste"; le public cultivé lojan attend ses interventions avec impatience.

Au sein même de l'Eglise, la personnalité de JGAV devint trop omni-présente et démesurée, pour ne pas susciter des critiques et une certaine réprobation.

Les campagnes de presse, les protestations publiques, les denuncias commencent à se multiplier à Loja et dans le reste du pays.

« El Caciquismo aparece hoy en Loja bajo la expresión política del dominio de la familia AV que se tomó por asalto el viejo Partido Conservador, desplazando de él a los representantes de un abolengo rancio y anquilosado y haciéndose cortejar por una serie de oportunistas provenientes de las más diversas tendencias ideológicas (...). Los hay desde comunistas hasta ultra-conservadores.

« El poder del caciquismo se ejerce a través de la compra de las conciencias con los bienes del Estado. El cacique se convierte de esta manera en el generoso distribuidor de prebendas, favores, empleos y regalías; para esto tiene en sus manos toda la administración local y está respaldado por los caciques nacionales, que ven en el cacique local un medio de mantener e incrementar su dominio. Si alguna institución quiere solucionar sus problemas, de inmediato tiene que recurrir a la poderosa influencia del cacique y todo se arregla de inmediato. Cuando en la palestra política o intelectual asoma alguien que el cacique considere como un peligro, de inmediato lo llama "para que preste sus valiosos servicios a la Patria", desde cualquier cargo público, y, claro ..., después, le reclama directa o indirectamente su incondicionalidad (...). Estas cosas las estamos viendo todos los días no solo aquí en Loja, sino en todo el Ecuador, ya que este es el sistema con el cual gobierna al país la Derecha, que comprende no solo al Partido Conservador y Social-Cristiano sino a todos los partidos tradicionales y grupos caudillistas... »

(Flecha, date indéterminée, sous le titre "¿ Y en que quedamos con lo del Caciquismo ???).

[« Le caciquisme fait son apparition aujourd'hui à Loja sous la forme politique de la domination de la famille AV, qui a pris d'assaut le vieux Parti Conservateur, en écartant les représentants de lignées désuètes et ankylosées, et en se faisant courtiser par une série d'opportunistes qui proviennent des tendances idéologiques les plus diverses (...). On trouve depuis des communistes jusqu'à des ultra-conservateurs.

« Le pouvoir du caciquisme s'exerce grâce à l'achat des consciences avec les biens de l'Etat. Le cacique devient, de cette manière, le généreux distributeur de prébendes, de faveurs, d'emplois et de privilèges; pour cela, il a entre ses mains toute l'administration locale et il est soutenu par les caciques nationaux, qui voient, dans le cacique local, un moyen de maintenir et d'augmenter leur domination. Si quelque institution veut résoudre ses problèmes immédiatement, elle doit recourir à la puissante influence du cacique et tout s'arrange immédiatement. Quand, dans l'arène politique ou intellectuelle, apparaît quelqu'un que le cacique considère comme un danger, il fait immédiatement appel à lui "pour qu'il prête ses valeureux

services à la Patrie", dans n'importe quelle charge publique, et, bien sûr, ... il lui demande ensuite, directement ou indirectement, son soutien inconditionnel (...). Ces choses, nous les voyons tous les jours, non seulement ici, à Loja, mais dans tout l'Equateur, car c'est avec ce système que la Droite gouverne le pays; celle-ci comprend non seulement les Partis Conservateur et Social Chrétien, mais aussi tous les partis traditionnels et les groupes caudillistes..»

Il est difficile de ne pas partager les grands traits de l'analyse ainsi présentée par l'auteur de l'article malgré son ton polémique. Les mécanismes du "caciquisme" semblent effectivement avoir été démontés pour l'essentiel. Ils ne vont cesser d'être dénoncés, attaqués, condamnés par une grande partie de la presse locale, et pas seulement celle de gauche.

* En définitive, ce que le clientélisme a gagné en efficacité immédiate est probablement compensé, pour la micro-oligarchie lojane, par de nombreux effets négatifs:

. la très utile neutralisation du politique, laborieusement obtenue, autrefois, par de subtiles stratégies et maintenue jusqu'aux années cinquante, se trouve largement détruite: il y a, désormais, une compromission beaucoup plus nette que par le passé entre le réseau de clientèle et un parti politique, le Parti Conservateur: dans ce contexte, les avatars de la vie politique risquent d'avoir beaucoup plus d'influence sur le fonctionnement du réseau;

. le système a perdu toute discrétion, ce qui ne peut qu'exacerber les réactions des divers contre-pouvoirs qui s'attaquent, désormais, à une cible bien identifiée, dont le signalement est largement répandu dans l'opinion publique, par tous les médias locaux;

. la micro-oligarchie n'a plus que très partiellement le contrôle du système, et, seulement, dans la mesure où ses objectifs ne sont pas incompatibles avec ceux des vrais détenteurs du pouvoir.

*
* *

Tout semble se passer comme si les difficultés de tous ordres rencontrées par l'oligarchie lojane l'avaient conduite à se désengager progressivement de divers secteurs dans lesquels elle avait manifesté son activité jusqu'alors. Il n'était pas encore question de ruptures brutales, de changements radicaux d'objectifs et de stratégies, mais de replis discrets, d'ajustements - presque toujours à la baisse -, de désengagements à peine esquissés...

S3. L'ESQUISSE D'UN DESENGAGEMENT DE LA MICRO-OLIGARCHIE A L'EGARD DE SES SECTEURS TRADITIONNELS D'ACTIVITE.

Tout au long de la première moitié du XX^e siècle, plusieurs indices convergents donnent à penser que l'oligarchie a commencé à lentement prendre ses distances par rapport à ses activités agro-pastorales.

Une première analyse pourrait donner l'impression d'une continuité quant au statut foncier de la micro-oligarchie avant la fin des années cinquante (S3.1).

Une analyse moins superficielle laisse apparaître certains symptômes inquiétants, donnant à penser que, peut-être, le système technique de production traditionnel mis en oeuvre dans les grandes *haciendas* était touché par un sévère déclin (S3.2).

En rapport, sans doute, avec ce déclin, plusieurs phénomènes, apparemment sans rapport entre eux, semblent indiquer à cette époque l'esquisse d'un désengagement rural généralisé de l'oligarchie (S3.3).

3.1). Une apparente continuité.

En apparence, au début des années soixante, rien de fondamental n'avait modifié les rapports entretenus par la micro-oligarchie avec le monde rural lojan.

Les mêmes grandes familles demeuraient propriétaires des mêmes grands domaines et leur position sociale paraissait toujours aussi inexpugnable.

Les paysans semblaient toujours aussi arriérés, sous-organisés, aliénés par leur dépendance morale à l'égard d'un clergé ultra-traditionnaliste.

L'Eglise restait massivement favorable à l'ordre établi et son mode d'encadrement du monde rural laissait toujours aussi peu de failles.

Pourtant, au cours de la première moitié du XX^e siècle, certains symptômes d'évolution étaient apparus.

Nous avons déjà parlé des parcellements de Malacatos, et de certaines tentatives sporadiques effectuées par des paysans, pour résister au système ou le contourner (cf "*El éxodo de Yangana*").

D'autres petits événements confirmèrent les premiers:

. les incidents de la *hacienda* Palmira, en 1955, au cours desquelles des *arrimados* envahirent une partie du domaine, avant d'en être délogés brutalement par la force publique (un mort, de très nombreux blessés) - cf *En Guardia*, 17 Mars 1955- ;

. plusieurs *Comunas* attirèrent l'attention, en s'opposant à l'expansion de certaines *haciendas* et on vit, parfois, apparaître des

formes originales d'organisation de travailleurs précaires: au début des années cinquante, à Yamburara (*hacienda* de l'*Asistencia Social*, près de Vilcabamba), les paysans se regroupèrent autour de quatre leaders, pour prendre en location la plus grande surface du domaine. Mais les Communes fonctionnant correctement étaient encore extrêmement rares.

Le symptôme le plus grave résidait, en fait, dans l'évident déclin du système technique de production mis en oeuvre par les *haciendas* traditionnelles.

3.2). Le déclin des systèmes techniques de production.

L'agriculture lojane reposait principalement - nous l'avons vu - sur:

. de grandes *haciendas*, très sous-utilisées, mises en valeur par des *arrimados* et des travailleurs précaires de divers types, des métayers, en particulier;

. une agriculture paysanne, peu technifiée, peu productive, confinée sur des terres de moindre qualité, et pratiquée par les mêmes *arrimados*, lorsque le travail sur la *hacienda* leur en laissait le loisir.

Il s'agissait, très généralement, d'un système peu productif, à la limite de la rentabilité, manquant de toute souplesse et de toute adaptabilité, fragilisé par la dureté des conditions de vie imposées à la main d'oeuvre.

La très faible productivité moyenne des *haciendas* était la conséquence plus ou moins directe de divers choix que les *terratenientes* avaient été amenés à faire en plusieurs occasions, au cours du XX^e siècle. Pour des raisons qui, dans chaque cas, pouvaient se justifier, ils avaient, à peu près toujours, choisi la solution de facilité consistant à rechercher l'augmentation de leurs revenus, non par l'amélioration de la productivité, mais par l'augmentation du nombre des personnes sur lesquelles était prélevée une rente en travail.

L'habitude fut prise, peu à peu, de ne faire aucun (ou presque aucun) investissement productif, et de réinjecter dans le circuit des dépenses de type urbain les sommes acquises grâce à la vente des produits de l'exploitation.

Malgré sa faible productivité, le système pouvait donner l'illusion d'une certaine rentabilité pour les propriétaires, dans la mesure où les travailleurs n'étaient pratiquement pas payés.

En fait, cette situation avait beaucoup d'implications négatives:

- les *arrimados* et les autres "précaristes", peu motivés, peu qualifiés, devaient être sévèrement encadrés pour n'obtenir que des

résultats médiocres; ils étaient totalement incapables d'initiatives, dans ce contexte, et rebelles à tout changement dans les techniques culturelles;

- les relations personnalisées existant, en général, entre le patron et l'*arrimado*, avaient déterminé, au fil des années, des situations de fait sur lesquelles il était bien difficile de revenir, mais qui compromettaient tout effort sérieux pour rationaliser l'exploitation; par exemple, certains *arrimados*, en raison de la qualité des services rendus autrefois, avaient parfois reçu des parcelles bien situées; revenir sur ces privilèges posait de graves problèmes sociaux, pouvant déboucher sur des jacqueries toujours redoutées; mais laisser les choses en l'état empêchait de constituer une exploitation principale d'un seul tenant, que l'on pourrait mécaniser.

- la condition des *arrimados* s'était insensiblement aggravée avec le temps, sans que personne ne s'en préoccupe vraiment; les propriétaires, avaient quelquefois joué sur l'augmentation des exigences imposées à leurs dépendants; cette possibilité avait pu, dans certains cas, donner l'impression que le système n'avait pas touché ses limites; en réalité, le seuil de misère des *arrimados* fut sans doute atteint vers le début des années cinquante, enlevant le peu de plasticité que le système gardait encore.

En fait, les grands propriétaires commencèrent à avoir une vision de plus en plus claire des limites du système, et leurs stratégies à long terme inclurent de plus en plus fréquemment, un repli à l'égard des activités agricoles.

3.3). L'esquisse d'un désengagement foncier et son corollaire: la diversification des activités économiques de la micro-oligarchie.

Deux phénomènes, entièrement indépendants, en apparence, marquent bien les divers aspects du progressif désengagement de l'oligarchie lojane.

C'est d'abord la dégradation, assez rapide, du rôle socio-politique de super-notable autrefois tenu, micro-localement, par le grand propriétaire (§ 3.3.1).

C'est, ensuite, la crise subie par la Fondation D.Alvarez, qui a conduit la micro-oligarchie, à déléguer une partie de ses fonctions de gestion de son patrimoine foncier à un Ordre religieux, les Frères Maristes. Cette délégation a permis l'apparition d'un important contre-pouvoir, relativement indépendant, dans les faits, de la micro-oligarchie (§ 3.3.2).

Le repli à l'égard des activités directement agricoles a eu pour corollaire une réelle diversification des activités économiques de l'ancienne oligarchie foncière (§3.3.3).

3.3.1). Le déclin du rôle socio-politique micro-local de l'oligarchie foncière.

Beaucoup de membres de la micro-oligarchie lojane se sentaient de moins en moins concernés par le vieux modèle socio-politique qui s'attachait, autrefois, à la *hacienda* traditionnelle.

La vie rustique de l'*hacendado*, sur ses terres, n'avait plus guère de charmes pour des personnes habituées à résider une grande partie de l'année à Quito ou Guayaquil, et qui ressentaient, souvent, comme un grave inconvénient, le relatif inconfort, l'aspect provincial et endormi de la ville de Loja.

Les grands propriétaires avaient donc tendance à ne venir à leurs *haciendas* qu'en cas de nécessité absolue, et, autant que cela était possible, ils se déchargeaient du souci de l'exploitation sur un administrateur ou un majordome salariés.

A quelques exceptions près, ils ne jouèrent plus guère, après 1950, leur ancien rôle de super-notables, de micro-potentats, qui constituait, autrefois, à l'essentiel de leur fonction sociale.

Dans ces conditions, la relation paternaliste qui unissait beaucoup de "patrons" à leurs *arrimados* se distendit assez rapidement. Le contrôle, en quelque sorte, physique, de l'espace que permettait la structure de *hacienda* n'avait, d'ailleurs, guère d'intérêt, dans un système où le contrôle de l'institution bureaucratique constituait la vraie source du pouvoir.

On vit donc se confirmer, à la fin des années cinquante, une vieille tendance à la régression de la très grande propriété, marquée par de petits parcellements, et par l'abandon progressif des secteurs les moins productifs, parfois plus ou moins "squatterisés" par des paysans du voisinage. A certaines époques, la résistance aux "invasions" avait été extrêmement énergique et aveuglément soutenue par la force publique. Elle demeurait encore la norme, mais ses manifestations étaient beaucoup moins résolues.

De nombreux litiges s'éternisaient là où, autrefois, on aurait immédiatement eu recours à une solution définitive, faisant intervenir la force publique. Sur les hauteurs surplombant Amaluza et Jimbura, au sud-est de la province, il fallut plusieurs années pour que les "propriétaires" théoriques finissent enfin par se manifester pour faire valoir leurs droits. Trente ans auparavant, ils n'auraient pas attendu la première récolte.

3.3.2). Les Frères Maristes et la Fondation D. Alvarez Burneo.

En 1936, l'un des plus riches notables de Loja, Daniel Alvarez Burneo, était mort sans laisser d'héritier direct.

Il n'appartenait pas à la micro-oligarchie par sa naissance, mais, cas tout-à-fait exceptionnel, c'est grâce à son mariage qu'il avait pu entrer dans ce groupe par la petite porte. Ses qualités d'homme d'affaires, jointes à la fortune de son épouse, lui avaient permis de devenir l'un des plus riches notables de Loja. Il possédait, notamment, dix *haciendas* de grande valeur, excellemment situées aux abords immédiats de la ville, et sept maisons en pleine ville. Bien géré, l'ensemble fournissait des revenus considérables.

D.Alvarez décida de léguer l'essentiel de ses biens au *Municipio* de Loja, pour que celui-ci les utilise en faveur d'institutions de bienfaisance destinées à la "population urbaine et rurale de Loja". Une Fondation devait être créée à cet effet.

(A). Les difficultés de la Fondation.

L'ampleur du legs semble avoir éveillé de nombreuses convoitises émanant soit d'héritiers potentiels lésés, soit de personnalités qui souhaitaient avoir, pour le moins, un droit de regard sur la gestion des fonds.

De nombreuses difficultés apparurent, d'emblée, car sur plusieurs points importants, le testament n'était pas clair.

Selon certaines interprétations, le *Municipio* de Loja devait être considéré comme le seul héritier. Selon d'autres, le legs devait aller à la Fondation, le *Municipio* n'ayant de rôle à jouer que pour la mise en place de l'institution.

La gestion du legs par une institution autonome, composée de notables largement cooptés, était, sans doute, la solution la plus favorable à la micro-oligarchie. La gestion municipale était plus incertaine, le sort des élections pouvant varier sous l'influence de multiples facteurs, et les dictatures militaires ayant coutume de "réorganiser", à leur guise, toutes les assemblées locales.

Un autre grave débat portait sur l'existence et la nature d'un contrôle exercé par le pouvoir central sur la gestion de la Fondation.

Profitant des incertitudes nées du premier débat, le dictateur A.Enriquez prit un décret créant, le 19 Juillet 1938, une *Junta Central de Obras Filantrópicas*, dont la gestion était contrôlée par l'Etat.

L'article 2 du décret précisait:

« *La Junta Central de Obras Filantrópicas de la provincia de Loja es, por su finalidad, una institución de interés público y por su naturaleza y organización, una entidad de derecho privado. Por tanto, el Gobierno de la Nación protegerá y respetará su autonomía y no tendrá más ingerencia en sus funciones que aquella que concede esta ley, para la fiscalización de sus rentas, de sus programas de trabajo, la forma en que éstos se desarrollen y los presupuestos que se asignen a los mismos.* »

Cité par P.Jaramillo, 1955, pp. 395-396).

[« La "Junta Central de Obras Filantrópicas" de la province de Loja est, par sa finalité, une institution d'intérêt public, et, par sa nature et son organisation, une entité de droit privé. Par conséquent, le Gouvernement de la Nation protégera et respectera son autonomie et n'aura d'autre ingérence dans ses fonctions que celles attribuées par la présente Loi, et qui concernent le contrôle de ses revenus, de ses programmes de travail, de la façon dont se déroulent ceux-ci et des financements qui leur sont assignés. »]

Le système ainsi instauré était relativement complexe. Une "Junta Central", choisie par le *Municipio*, administrait la nouvelle Fondation, ainsi que dix autres établissements de bienfaisance de Loja ou de la Province.

La Fondation était, elle-même, dirigée par une *Junta Administrativa*; elle comprenait, en fait, un ensemble d'institutions prévues par D.Alvarez dans son testament et assez rapidement mises en place: un hospice de vieillards, un orphelinat...

Mais il manquait encore la pièce maîtresse de l'édifice prévu par le philanthrope: un grand établissement d'enseignement technique qui, effectivement, faisait cruellement défaut à Loja.

La "Junta Central" prit donc l'initiative de créer, dans l'esprit des dernières volontés de D.Alvarez, une *Casa de Artes y Oficios*, en vue de développer l'enseignement technique et professionnel.

Un long débat divisa la "Junta" et une partie de l'opinion publique lojane, pour savoir de quelle manière on construirait les édifices prévus, et à qui on confierait la responsabilité de l'enseignement.

Une première décision fut prise en faveur d'un Ordre religieux, les Salésiens, qui, à partir de 1956, se mirent à la tâche, et, avec les fonds de la Fondation, commencèrent à diriger la construction du nouvel "Institut Technique et Industriel Daniel Alvarez Burneo".

Un désaccord profond ne tarda pas à se manifester entre les notables lojans et les Salésiens.

Les causes explicites du désaccord portaient sur la conception des bâtiments de l'"Institut", jugée trop conventuelle, trop peu adaptée à un enseignement moderne, sur la lenteur des travaux, et sur leur coût exagéré.

Plus fondamentalement, il semble que l'accord ne se soit pas fait sur l'autorité qu'il convenait d'attribuer aux Salésiens dans la gestion d'ensemble de la Fondation. Les Salésiens n'ont sans doute pas accepté les conditions trop restrictives qui leur étaient imposées.

Le désaccord eut pour première conséquence d'interrompre et de retarder les travaux.

Entre temps, la crise Si Juriste s'était déclenchée et, comme on l'a vu, avait pris pour cible la Fondation, accusée de geler les terrains qui auraient permis à la ville de s'étendre.

Le faux départ de l'"Institut" ajouta à la mauvaise image de marque de la Fondation.

« Mucho se ha hablado que manos grises no han sido correctas en el manejo económico de ese cuantioso legado, y que prestamos de dinero, prebendas jugosas, han sido el denominador común de ciertas personas encargadas de manejar esos fondos, e inclusive, la vindicta pública ya los ha señalado con su dedo a personas que han amasado fortunas, a base de contabilidades mal llevadas, donde solo han contado los "egresos", pero no los "ingresos" ... »

(La Verdad, n°148, 27 Mai 1964).

[« On a beaucoup parlé de mains grises qui n'ont pas été correctes dans la gestion économique de ce legs considérable, et de prêts d'argent, de prébendes juteuses, qui ont été le dénominateur commun de certaines personnes chargées de gérer ces fonds; et la vindicte publique a déjà montré du doigt des personnes qui ont amassé des fortunes, sur la base de comptabilités mal tenues, où ne figurent que les "sorties" et pas les "entrées"... »]

Derrière la Fondation, et de façon très explicite, c'est la micro-oligarchie lojane qui était très explicitement attaquée.

Tout semble s'être passé comme si, cette dernière, de plus en plus consciente du risque politique et social qui était lié à une gestion impopulaire de la Fondation, avait brutalement changé de stratégie. Oubliant les conditions très restrictives imposées aux Salésiens, elle entreprit de négocier avec les Frères Maristes pour leur déléguer des pouvoirs au moins aussi importants que ceux qui avaient été refusés à leurs prédécesseurs.

(B). Le recours aux frères Maristes.

Les Maristes arrivèrent à Loja en Novembre 1957, sans doute à l'initiative de JGAV, et les conditions concrètes de leurs responsabilités se précisèrent peu à peu.

Dans l'ensemble, ils se trouvaient dans une position beaucoup plus favorable que celle des Salésiens. Non seulement leur liberté de manoeuvre était réelle par rapport à des partenaires locaux devenus surtout soucieux de s'abriter, mais les succès initiaux qu'ils remportèrent dans la gestion de l'"Institut Technique" et la compétence, le

professionnalisme, qu'ils manifestèrent dans plusieurs domaines, conduisirent leurs mandants à augmenter de façon significative les pouvoirs qui leur furent délégués. La micro-oligarchie finit, peu à peu, par leur abandonner des pouvoirs considérables dans deux domaines essentiels:

- . l'enseignement, avec la création d'une Université Technique privée, débordant, de beaucoup la seule responsabilité de l'enseignement secondaire technique qui leur avait été initialement confiée;

- . l'économie régionale, grâce à une politique ambitieuse de prises de participation de la Fondation dans un grand nombre d'affaires, notamment industrielles, sur la base d'une conception cohérente de la politique économique régionale.

Confrontés à ces responsabilités, les Frères Maristes ont généralement agi avec beaucoup plus d'initiative et d'autorité que s'ils avaient eullement cherché à exécuter les directives de leurs mandants.

(*). La création de l'UTPL (*Universidad Técnica Particular de Loja*).

L'UNL, l'Université Nationale de Loja, secouée par des crises successives et dérapant progressivement vers une politisation sauvage, était devenue incontrôlable et de plus en plus dysfonctionnelle.

Elle ne parvenait plus, en particulier, à préparer de jeunes lojans "conformes", prêts à aborder, dans de bonnes conditions, une carrière professionnelle autre que l'enseignement universitaire.

Il devenait urgent d'obturer une voie d'eau qui pouvait mettre en cause la reproduction même du système régional de société dans son ensemble.

Le projet d'une Université concurrente de l'UNL était probablement ancien. Mais, vers 1969-1970, il commença à se concrétiser de façon de plus en plus précise.

L'UTPL fonctionnerait, en grande partie, sur les ressources de la Fondation Alvarez, et serait gérée par les Frères Maristes, selon l'expérience déjà acquise par eux dans ce domaine, ailleurs dans le monde. Pour ne pas faire double emploi avec l'UNL et pour rester proche de l'esprit du legs de D. Alvarez, on devait, d'abord se limiter à des activités "techniques": le Génie Civil, l'Agronomie, etc...

Un décret de J.M. Velasco Ibarra de Décembre 1970 et un autre de Mai 1971, autorisèrent la création de l'UTPL, dans le cadre des activités d'enseignement confiées aux Frères Maristes pour le compte de la Fondation Alvarez. Une dame de l'oligarchie fit don d'un terrain remarquablement situé, sur une hauteur surplombant la ville.

En 1971, la Faculté de Génie Civil démarrait ses activités, suivie par une Faculté des Sciences Agronomiques. En 1973, un Institut de Langues, et l'Ecole des Beaux-Arts ouvraient à leur tour. L'inauguration officielle de l'ensemble fut effectuée en Novembre 1974 par le chef de l'Etat, le Général G. Rodriguez Lara.

Il apparut d'emblée qu'il s'agirait d'une structure entièrement différente de l'UNL, caractérisée par une sélection assez sévère au niveau du recrutement des étudiants, un enseignement "comme autrefois", avec des formes de contrôle de l'assiduité, des examens blancs, des notations correspondant à la qualité réelle de la copie ou de l'exposé, ... et, très explicitement, avec un contrôle des activités politiques exercées à l'intérieur de l'établissement.

En 1975, une première épreuve de force permit de comprendre que cette "normalisation" résultait d'une volonté bien établie.

Une grève fut entamée par des étudiants du Génie Civil, qui souhaitaient une structure d'autorité plus démocratique, plus proche, en tous cas, de la norme universitaire dominante.

L'autorité, à l'UTPL, était détenue par un Recteur et un "Grand Chancelier", appartenant statutairement à l'Ordre Mariste, et par un "Conseil de Gouvernement", comportant quelques personnalités extérieures, mais, en fait, entièrement contrôlé par les Maristes. Les grévistes auraient voulu proposer un système de co-gestion dans lequel les étudiants auraient pu jouer un rôle comparable à celui qu'ils jouaient à l'UNL.

Face aux grévistes, la Direction de l'UTPL, qui se savait mise à l'épreuve, adopta une attitude de totale intransigeance, entièrement soutenue en cela par l'ensemble des autorités locales, et, même, par une partie importante de l'opinion publique, largement conditionnée, il est vrai, par une presse locale que contrôlait encore largement la micro-oligarchie.

Les autorités avaient pris l'habitude de se mêler aussi peu que possible des conflits se déroulant à l'UNL, et, en général, préféraient assister, de loin, au pourrissement des situations.

Pour l'UTPL, l'attitude fut radicalement différente. La Police, déployant d'impressionnants moyens, organisa le siège des locaux occupés, des mesures d'intimidation - individuelles et collectives - furent prises, des coups de feu tirés...

Après un mois, environ, de luttes, qui ne leur avaient valu aucun acquis véritable, les étudiants acceptèrent de négocier. Une "Junta de Reestructuración de la Universidad" fut mise en place. Elle était composée de trois étudiants, de trois professeurs et de trois Frères Maristes. Ses travaux aboutirent à la rédaction d'un "Acte Transactionnel" qui, malgré quelques artifices de forme, équivalait au maintien des structures en place.

L'épisode avait été extrêmement révélateur.

Derrière les Frères Maristes, tous les corps constitués lojans, la presse locale, le *Municipio*, le Conseil Provincial, les membres de l'oligarchie... avaient fait bloc pour défendre l'idée d'une Université conforme au modèle proposé par les Maristes.

Avec le temps, le succès de l'UTPL devait s'affirmer. Le nombre de ses étudiants n'a cessé d'augmenter, la qualité de ses professeurs est assez généralement reconnue - mais leur valeur repose plus, dit-on, sur l'expérience professionnelle que sur leur formation académique -; en 1976, était créée une "*modalidad abierta*" diffusant un enseignement par correspondance destiné à de jeunes ruraux, ou, plus généralement, à des étudiants vivant dans des localités dépourvues d'Université.

(*) Les Maristes dans l'économie régionale.

Dans le souci de trouver de bons placements pour les fonds mis à leur disposition, les Maristes furent amenés à s'intéresser assez directement à la vie économique régionale. Ils contribuèrent ainsi à élaborer une doctrine relativement originale de l'"économie mixte", dont nous avons déjà entrevu certaines implications dans le chapitre 4 (§2.2.3.).

Ces conceptions paraissent pouvoir se résumer de la façon suivante.

Le développement de l'économie régionale est, notamment, bloqué par d'énormes insuffisances de l'initiative privée. Dans certains secteurs, il serait possible de pallier ces insuffisances en recourant à des investissements émanant d'institutions, d'organismes publics ou semi-publics, qui disposent de capitaux, dont l'utilisation est freinée par une réglementation trop sévère. Il devrait être possible d'affecter utilement ces capitaux à certains usages productifs, sans contrevenir véritablement à cette réglementation.

De tels placements offrirait des avantages considérables.

Ils permettraient de construire une économie régionale concertée, puisque le choix de ces investissements serait effectué de façon réfléchie, avec la participation des organismes concernés et des institutions régionales;

Ils pourraient contribuer à amorcer le développement d'une petite industrie régionale, gravement bloqué par la carence totale de l'initiative privée.

Ils produiraient des revenus bien supérieurs à ceux que peuvent offrir les placements traditionnels.

Avec le Conseil provincial, les *Municipios*,..., les Maristes ont ainsi contribué à créer une sorte de doctrine économique régionale appliquée, qui a porté quelques fruits, notamment avec la création d'une petite industrie lojane.

Leur compétence et leur professionnalisme en ont fait des partenaires écoutés, dont le poids dépasse largement l'influence qui correspondrait seulement au nombre d'actions dont ils disposent.

(*) La percée des Maristes sur la scène sociale lojane n'est au fond, sans doute, que l'un des aspects du désengagement de la micro-oligarchie, qui, depuis la moitié du XX^e siècle, se détournait progressivement d'une partie de ses prérogatives.

En sens inverse, le groupe des grands propriétaires fonciers a commencé, à cette époque, à s'ouvrir à de nouvelles activités, en vue de rechercher des sources de revenus susceptibles de remplacer avantageusement les anciennes.

3.3.3). Le corollaire du désengagement foncier: l'esquisse d'une diversification des activités de l'oligarchie.

Il est particulièrement difficile de reconstituer le cheminement suivi par l'oligarchie lojane pour tenter de conjurer les difficultés économiques que laissait présager, dès 1950, le déclin de ses revenus fonciers.

Il existait, semble-t-il, une vieille habitude consistant à "ne pas mettre tous ses oeufs dans le même panier", qui remontait, peut-être, à l'époque des grandes angoisses causées par le Libéralisme: on faisait donc des placements à l'étranger, on achetait des immeubles ou des maisons de rapport à Guayaquil, Cuenca ou Quito, on prenait des participations dans des affaires de natures très diverses...

Les bribes d'informations dont on peut disposer à propos de l'utilisation des capitaux de l'oligarchie avant 1968 suggèrent deux traits dominants:

. une hausse significative des placements effectués hors de Loja, notamment dans des affaires bancaires d'envergure nationale;

. à Loja, le recours à une sorte de saupoudrage, sous forme d'actions de "sociétés d'économie mixte", ou de prises de participations dans de petites affaires locales d'importance familiale, sous la forme d'un saupoudrage, dont on distingue mal, quelques années après, les grandes tendances.

*
* *

Conclusion du chapitre 5.

Au début des années soixante, la micro-oligarchie pouvait considérer qu'elle avait bien réagi à la montée des multiples contre-pouvoirs: le groupe conservait encore, très largement, la direction des opérations locales et il n'avait rien perdu d'essentiel par rapport au patrimoine juridico-politique et économique qui lui avait été légué au début du siècle..

Les structures du pouvoir régional s'étaient, finalement, révélées très stables, beaucoup plus solides qu'on aurait pu le penser face à des difficultés aussi graves qu'inattendues.

Mais il était devenu clair que l'on s'acheminait vers la fin d'une époque. Ni le quasi-monopole de la terre, ni le réseau traditionnel de clientèle ne suffiraient plus, désormais, à assurer la reproduction de l'organisation politico-sociale, dont nous avons tenté de décrire les avatars.

Par ailleurs, ce système avait révélé une très inquiétante absence d'adaptabilité.

C'est au coup par coup, en utilisant au mieux les faiblesses d'aversaires mal organisés et peu conscients de leur force potentielle, que la micro-oligarchie avait pu, chaque fois, faire face aux périls.

Tout donnait à penser, que celle-ci avait, en mains, les moyens nécessaires pour aménager à son avantage la forte transition, pour ne pas dire la mutation, qui, de toute évidence, devenait inéluctable.

Un progressif désengagement foncier, envisagé en toute sérénité, ne tenant aucun compte de l'évolution d'un paysannat qui, d'ailleurs, n'exerçait aucune véritable pression, une habile diversification des activités économiques et des placements de capitaux, la permanence de réseaux d'alliance incluant l'Eglise, le personnel politique local, plusieurs Partis, ... devaient normalement permettre au groupe dominant de franchir sans trop de difficultés l'obstacle qui s'approchait.

Pourtant de nombreux symptômes inquiétants avaient fait leur apparition et pouvaient laisser craindre que la transition ne serait pas sans difficultés.

Malgré son succès -ou à cause de lui- l'A...isme avait gravement biaisé le système de clientèle et l'avait rendu dépendant du Parti Conservateur et de l'Eglise. C'est ainsi tout un pan des mécanismes de reproduction du pouvoir local qui, sans s'effondrer totalement, laissait entrevoir de graves dysfonctionnements.

De plus, et surtout, le déclin de l'agriculture latifundiaire n'avait pas que des conséquences économiques. C'est toute la logique socio-politique de l'ancien système qui, peu à peu, s'était effritée.

La propriété de vastes domaines ne suffisait plus, désormais, pour être riche, et elle ne conférait plus, comme autrefois, un pouvoir local incontestable et incontesté. Ce dernier dépendait beaucoup plus de phénomènes politiques dont le centre de gravité se trouvait à Quito, à proximité immédiate du pouvoir central.

Enfin, l'évolution politique nationale vers un pouvoir central plus cohérent rendait de plus en plus sensible un paradoxe dont on s'était assez bien accommodé jusque là.

Depuis la fin de l'époque de García Moreno, Loja avait vécu la constante anomalie d'être contrôlée par une oligarchie foncière de type traditionnel, alors que, au niveau national, ce groupe avait vu son audience s'affaiblir constamment au point d'être de plus en plus nettement écarté des vraies sources de pouvoir.

La modernisation de l'Etat Equatorien, entrevue dès cette époque, risquait fort de mettre un terme à cette situation: un Etat bureaucratique moderne n'avait aucun raison de prêter une attention particulière à un groupe de pression, dépourvu de base locale solide, et représentant des intérêts devenus archaïques.

En fait, deux facteurs décisifs allaient complètement casser la lente transition qui s'amorçait pour la remplacer par une dynamique brutale, incontrôlée et imprévisible.

D'abord la grave crise provoquée par la sécheresse catastrophique de 1968, qui transforma le lent désengagement foncier des grands propriétaires en un "sauve-qui-peut" désordonné (chapitre 6).

Ensuite, les débuts de l'ère pétrolière, qui donna à l'Etat central les moyens d'ambitions qui eussent été incongrues en d'autres temps. Ces ambitions nouvelles se manifestèrent notamment par une intervention massive au niveau du développement régional (chapitre 7).

Ainsi, toutes les initiatives paraissaient, désormais, devoir échapper à ce qui, dans les anciennes structures du pouvoir local, restait encore en place.

Chapitre 6

REFORMES ET MUTATIONS AGRAIRES A LOJA:

L'OLIGARCHIE LOJANE PERD SON STATUT FONCIER.

§1. La Réforme Agraire de 1964: l'oligarchie foncière organise à son profit un désengagement rural progressif.

- 1.1). L'approche de la Réforme Agraire.
- 1.2). La Réforme de 1964 et les conditions initiales de son application.
- 1.3). Les dynamiques sociales mises en place par la Réforme Agraire avant 1968.

§2. La crise de 1968

- 2.1). Les origines de la crise de 1968.
- 2.2). Les réponses paysannes à la crise.
 - 2.2.1). La rébellion paysanne.
 - 2.2.2). Le déclenchement d'un mouvement massif d'émigration rurale.

§3. Les effets conjugués de la Réforme Agraire et de la crise de 1968: la remise en cause des dynamiques de transformation initialement mises en place par la Réforme agraire.

- 3.1). Une micro-oligarchie foncière en état de choc.
- 3.2). L'avènement des notables ruraux.
- 3.3). Un paysannat en profonde mutation.

§4. Les nouvelles structures agraires de la région de Loja.

- 4.1). La redistribution de la population rurale.
- 4.2). La taille des exploitations et la nouvelle distribution de la terre.
- 4.3). La transformation des systèmes techniques de production.
- 4.4). Les nouveaux mécanismes d'appropriation du sur-produit paysan: les développements du capital commercial en milieu rural.

* Conclusion du chapitre 8.

291'

Vers 1950, les systèmes techniques de production en vigueur dans les campagnes lojanes étaient probablement peu différents de ce qu'ils avaient pu être une centaine d'années auparavant.

Mais l'évolution, longtemps différée, était devenue inéluctable.

L'agriculture de *hacienda*, nous l'avons vu, avait pris un retard considérable et, à l'exception de quelques exploitations bien gérées, situées dans un petit nombre de secteurs privilégiés, elle évoluait vers une totale décrépitude.

L'augmentation de la population rendait de plus en plus anormale la juxtaposition d'énormes *haciendas* sous-utilisées, et de paysans confinés sur des terres infra-agricoles.

Mais le contexte socio-politique local ne laissait augurer aucun changement important: la micro-oligarchie ne se sentait aucune vocation à un quelconque sacrifice, et les paysans n'étaient ni assez organisés pour tenter de conquérir la terre, ni assez riches pour espérer la payer.

Au même moment, au niveau national, l'idée d'une Réforme Agraire commençait à s'imposer avec force. Il était devenu nécessaire d'augmenter significativement la production agricole pour faire face à une forte croissance démographique et à un exode rural qui ne cessait de s'accroître.

Afin d'éponger cette nouvelle surpopulation urbaine, on tentait, alors, de lancer dans les grandes villes une certaine activité industrielle. Celle-ci, confrontée à d'énormes difficultés, ne pouvait entamer son essor que si les salaires demeuraient bas, et cela n'était possible qu'en empêchant les prix des produits agricoles de monter trop rapidement.

On ne pouvait donc éviter d'améliorer très sensiblement la productivité agricole moyenne dans l'ensemble du pays.

Or, l'agriculture et l'élevage Equatoriens comptaient, à l'époque, parmi les plus archaïques du sous-continent latino-américain. Les rapports de production reposaient, dans leur ensemble, sur le "travail précaire" (le patron donne l'usufruit d'une parcelle, et, en échange, l'employé cède sa force de travail à un taux très inférieur à celui du marché -*huasipungaje*-, ou gratuitement -*arrimazgo lojan*-). Ce système manquait totalement de souplesse et d'adaptabilité.

Beaucoup de *terratenientes* "éclairés" avaient compris qu'on ne pouvait envisager aucune amélioration significative de la productivité, sans de profonds changements des structures agraires.

L'époque était marquée par les idées "desarrollistas", et la Conférence de Punta del Este, en Août 1961, avait déterminé la création de l'"Alliance pour le Progrès": afin d'éviter de nouveaux Cubas, il convenait de promouvoir, dans toute l'Amérique Latine, des Réformes Agraires qui devaient permettre l'avènement d'une paysannerie moins misérable; grâce à la petite propriété agricole, cette dernière disposerait de revenus suffisants pour lui permettre de participer au développement d'un marché intérieur qui aurait un effet d'entraînement sur toute l'économie nationale.

En Equateur, l'arrivée au pouvoir, en Juillet 1963, d'une Junte militaire devait permettre les premières réalisations réformistes.

Dans un premier temps, le processus de Réforme Agraire fut très largement maîtrisé par les propriétaires fonciers. Il s'agissait, en quelque sorte, d'une Réforme "octroyée", imposant souvent au paysannat des conditions concrètes de vie et de travail plus défavorables que celles qu'il connaissait avant la Réforme.

Les terratenientes lojans, profitant de leur exceptionnelle maîtrise des conditions socio-politiques locales, parvinrent même à faire amender la Loi pour que celle-ci pût s'appliquer, à Loja, d'une manière encore plus favorable à leurs intérêts (§1).

La crise sociale liée, dans la seule province de Loja, à la grande sécheresse de 1968, interrompit brutalement une évolution jusqu'alors très favorable aux propriétaires fonciers.

Les réactions d'un paysannat, soudain confronté à des conditions extrêmes de survie, surprirent tous les observateurs locaux et déterminèrent une situation qui ne permettait plus de continuer, sur les mêmes bases et au même rythme, le processus entamé. Les propriétaires gagnés par un sentiment parfois proche de la panique, eurent souvent tendance à se débarrasser, en catastrophe, d'un patrimoine foncier, devenu la source de trop graves soucis (§2).

Les conséquences cumulées de la crise de 1968 et de cet emballement du processus de Réforme Agraire aboutirent à de très profonds changements du monde rural lojan, portant sur le rôle des principaux acteurs de la vie rurale (§3), ainsi que sur les structures foncières et les systèmes techniques de production (§4).

§1. LA REFORME AGRAIRE DE 1954: L'OLIGARCHIE FONCIERE ORGANISE A SON PROFIT SON DESENGAGEMENT RURAL.

1.1). L'approche de la Réforme Agraire.

L'idée de Réforme Agraire éveillait, à Loja, des résonances dramatiques, qui faisaient resurgir les vieux spectres de la révolution Libérale. Elle évoquait une situation radicale et brutale, marquée par des jacqueries et des invasions de *haciendas*.

Par ailleurs, on ne trouvait guère, à Loja, de représentants de cette fraction "éclairée" de la classe *terrateniente*, qui, ailleurs dans la Sierra, avait eu, parfois, l'intuition des avantages à long terme d'une Réforme Agraire, et qui, parfois, avait participé activement à sa mise en oeuvre.

Les propriétaires fonciers de la région semblent n'avoir d'abord vu que ce qu'il y avait de redoutable dans la Réforme Agraire. Cependant, les plus lucides d'entre eux ont sans doute vu assez rapidement le profit qu'il était possible d'en tirer.

A la réflexion, en effet, les avantages d'une Réforme bien conçue et bien contrôlée pouvaient être considérables.

Il y avait d'abord là un moyen de se débarrasser avantageusement des surfaces excédentaires de domaines devenus trop grands, en cédant - ou plutôt - en vendant les parties les moins productives et les moins utilisables.

Par ailleurs, les anciens travailleurs précaires, ayant ainsi reçu des terres à proximité immédiate des *haciendas*, pourraient constituer une remarquable main d'oeuvre d'appoint, susceptible d'être aisément mobilisée et contribuant à exercer une forte pression à la baisse sur les rémunérations. On pensait aussi que le fait d'être propriétaires "assagirait" des paysans qui n'étaient pas encore dangereux, mais qui pouvaient le devenir si leur misère s'aggravait.

En définitive, il paraissait possible de résoudre, de cette façon, plusieurs problèmes à la fois.

. le problème d'une tension sociale croissante causée par l'augmentation du nombre des paysans sans terre, ou quasiment sans terre;

. le problème, très délicat, posé par la nécessité d'expulser les précaristes de certaines parcelles bien situées, afin de reconstituer de bonnes grandes parcelles d'un seul tenant, pouvant faire l'objet d'une culture mécanisée.

De cette façon, de vrais changements structurels devenaient enfin possible et on pouvait espérer réussir, cette fois, une adaptation technique que l'on avait toujours manquée jusqu'alors.

Des points de vue proches de la micro-oligarchie commencèrent à se montrer presque favorables à la Réforme. L'éditorialiste Alejandro Carrión, sous la signature de *Juan sin Cielo*, développa à plusieurs reprises l'idée selon laquelle la Réforme Agraire était le meilleur moyen pour stopper l'avance du Communisme:

« *El peón propietario de su tierra no es ya presa fácil para el Comunismo.* » (*La Calle*, Quito, n°255, 26 Janvier 1962).

[« Le peón, propriétaire de sa terre, n'est déjà plus une proie facile pour le Communisme. »]

Mais il devint rapidement clair que la partie serait serrée et que l'on n'obtiendrait les résultats positifs espérés qu'à la condition de procéder à des actions résolues et soigneusement concertées.

Dans ce cadre, les stratégies de l'oligarchie paraissent avoir porté sur deux points essentiels:

. une action discrète, mais efficace, consistant à expulser de manière anticipée un grand nombre de "précaristes" des domaines où ils travaillaient, avant qu'ils ne fussent prévenus des droits que leur conférait la Réforme;

. une campagne, soigneusement orchestrée par le lobby foncier lojan, en vue de démontrer à l'opinion publique nationale que Loja méritait une législation d'exception puisque le statut du travailleur précaire s'y trouvait bien meilleur que partout ailleurs.

(A). Les expulsions préventives.

Plusieurs membres notables de la micro-oligarchie lojane étaient proches du pouvoir central et des meilleures sources d'information. Dès la fin de 1961, ils surent que la promulgation d'une loi de Réforme Agraire était devenue inéluctable, et que certains spécialistes en préparaient déjà le projet.

Le contenu en était encore incertain, mais on savait que les travailleurs précaires se verraient attribuer un certain nombre de droits sur les terres qu'ils cultivaient.

L'idée se répandit donc, parmi les propriétaires fonciers lojans, qu'il y aurait intérêt à se débarrasser aussi tôt que possible du plus grand nombre de ces ayant-droits potentiels.

Dès cette époque, les *terratenientes* commencèrent à ne plus renouveler les contrats d'*arrimazgo*, à ne plus en établir de nouveaux, puis à interrompre unilatéralement des contrats en cours, lorsque cela paraissait possible, avec ou sans arrangement amiable.

J.M. Vivar Castro, qui fut directeur pour Loja de l'I.E.R.A.C. (Institut Equatorien de Réforme Agraire et de Colonisation) entre 1964 et 1971 est, sans aucun doute l'une des personnes les mieux informées des phénomènes qui survinrent alors.

« El tiempo inmediato que antecedió a la expedición de la Ley de Reforma Agraria, acontecieron en la Provincia de Loja hechos que deben registrarse. En primer lugar, se restringió la concesión de tierras en trabajos precarios sobre todo con el carácter de arrimazgos; en las haciendas lojanas de régimen paternalista, se venía conservando la tradición, respetada por los propietarios, de ir entregando nuevas posesiones o parcelas, mediante la concertación de nuevos contratos verbales, a los

hijos de arrimados que contraían matrimonio; con los primeros anuncios acerca de la nueva legislación se puso término a tales concesiones.»

(J.M. Vivar Castro, 1968, p.27).

[« Dans la période qui précéda immédiatement la promulgation de la Loi de Réforme Agraire, il survint dans la province de Loja des faits dignes d'être signalés. En premier lieu, on limita l'attribution de terres aux travailleurs précaires, surtout à ceux ayant les caractéristiques de l'*arrimazgo*; dans les *haciendas* lojanes, de régime paternaliste, on conservait la tradition, respectée par les propriétaires, de confier de nouvelles "possessiones", de nouvelles parcelles aux fils d'*arrimados* qui se mariaient; on établissait alors de nouveaux contrats verbaux. Dès l'annonce de la nouvelle législation, on mit un terme à de telles attributions. »]

Et:

« Otros hacendados por los medios más expeditivos, mediante recursos legales o de hecho, terminaron sus contratos en forma unilateral, privaron a los arrimados de sus "possessiones" o parcelas y de los demás derechos y los expulsaron de las haciendas; para desesperar a los arrimados y obligarles a que salgan, se utilizó (...) recursos como lo de la privación y restricción de derechos sobre aguas, servidumbres y pastoreo y leña en campos abiertos (1), venta o arrendamiento a otras personas de las parcelas ocupadas por los arrimados, aumento de las obligaciones, amenazas y malos tratos de palabra que hieren la susceptibilidad del campesino lojano (...), tramitación de enjuiciamientos largos y costosos a los que no pueden hacer frente los pobres arrimados, etc...»

(J.M. Vivar Castro, op. cit. p.27).

[« D'autres propriétaires de *haciendas*, de la manière la plus expéditive, en utilisant ou non des moyens légaux, mirent un terme de façon unilatérale à leurs contrats, privèrent les *arrimados* de leurs "possessiones" et de leurs autres droits, et les expulsèrent des *haciendas*. Pour pousser les *arrimados* au désespoir, et les obliger à partir, on utilise (...) divers moyens, comme la privation ou la restriction des droits d'eau et de pâturage, du droit de ramasser du bois dans les "*campos abiertos*", comme la vente ou la location à d'autres personnes des parcelles qu'occupaient les *arrimados*, comme l'augmentation des "obligations", comme les menaces et les mauvais traitements verbaux qui blessent la susceptibilité du paysan lojan (...), comme l'ouverture de longs et coûteux procès auxquels les pauvres *arrimados* ne peuvent faire face..."]

(1). Partie non clôturée de la *hacienda*, non cultivée en général.

On donnait, parfois, des compensations financières aux expulsés, mais elles étaient toujours insignifiantes, basées non sur la mesure du préjudice réel, mais sur l'estimation, souvent très minorée, des "*mejoras*", c'est-à-dire des améliorations apportées par l'*arrimado* (plantations, aménagements divers...).

La procédure la plus dolosive consistait à transformer un ancien contrat d'*arrimazgo*, pouvant remonter à vingt ou trente ans, en un contrat de simple location, validée à partir de la date de son enregistrement officiel. L'ancien précariste se trouvait ainsi transformé en très récent locataire, et perdait tous les droits liés à son ancienneté. J. Galarza donne de nombreux exemples de cette procédure dans son ouvrage sur "les paysans de Loja et Zamora" (J. Galarza, 1973, notamment pp 92-93).

Une variante consistait, pour le patron, à imposer à ses *arrimados* le paiement d'une redevance en monnaie, à la place des anciennes prestations en travail. Si ces derniers refusaient, il pouvait les expulser pour rupture de contrat; s'ils acceptaient, le contrat d'*arrimazgo* se trouvait, de fait, transformé en contrat de location (cf des exemples de cette situation in *En Guardia*, n°11, 23 Décembre 1956, à propos de la hacienda Elvira à Quilanga).

(B). La campagne en vue d'obtenir un statut d'exception pour la Réforme Agraire dans la Province de Loja.

Grâce à une bonne campagne médiatique et grâce à la présence, dans la Commission élaborant le projet de Réforme, de lojans "éclairés" (l'écrivain et journaliste Alejandro Carrión, notamment), le lobby lojan remporta un premier succès absolument remarquable.

Il parvint à imposer l'idée simple, assez vraisemblable pour une majorité d'Equatoriens qui ne s'étaient jamais rendu dans la province de Loja, mais manifestement fausse pour les gens bien informés, selon laquelle, à Loja, les *arrimados* auraient bénéficié d'un statut privilégié, bien supérieur à celui des autres travailleurs précaires de l'Equateur. Dans ces conditions, il devenait nécessaire de prévoir des clauses spéciales d'application de la Loi à Loja, afin de ne pas trop perturber un système présenté comme presque idyllique.

"La "posesión", tal como es en la provincia de Loja, es una institución de marcadas características humanitarias y democráticas. El hacendado, sin darse cuenta, ha hecho justicia con el hombre de la gleba. En el Centro y Norte de la Sierra, el hombre de campo sigue uncido a las costumbres de la Colonia. "

(Pío A. Cueva. *"La realidad agraria en la provincia de Loja."* in *La Calle*, n°253, 12 Janvier 1962).

[*"La "posesión", telle qu'elle est conçue dans la province de Loja est une institution aux caractéristiques fortement*

humanitaires et démocratiques. l'hacendado, sans s'en rendre compte, a rendu justice à l'homme de la glèbe. Dans le centre et le nord de la Sierra, le paysan demeure pris sous le joug de coutumes qui remontent à la Colonie"1.

Un journaliste lojan bien connu croit pouvoir ainsi préciser le tableau:

« Los campesinos que no han llegado todavía a ser propietarios, o son colonos o son arrimados (...) Nuestros colonos pagan su "arriendo" ya en dinero, ya en trabajo (...). Estos arriendos no son, pues, parecidos ni remotamente a lo que sucede en las haciendas que tienen huasipungos. No. Las "posiciones" que se las arrienda a los colonos, generalmente son las mejores y más grande de la hacienda, ya que los colonos nunca toman las peores tierras para su propio cultivo, pues no están obligados a ello. Bien es verdad que hemos sabido de terratenientes que tienen para su particular uso las mejores vegas y los mejores terrenos de secano, y esto no lo tomamos a mal. Pero no es esto lo que podríamos llamar lo general en la Provincia. Mas bien constituye una excepción.

« Los colonos de las haciendas lojanas tienen derecho a alimentar en los terrenos no cultivados de la hacienda veinte o más cabezas de ganado lanar o cabrio, como también el ganado vacuno que puedan tener, casi sin limitación alguna (...). Y es cosa común que los colonos tengan mayor cantidad de ganado que el patrón (Algo nunca visto en el centro y norte de la República). Por esto es que muchos individuos que hasta hace poco fueron propietarios, dejaron de serlo vendiendo sus tierras. Tal vez prefieran ser colonos y no patronos.»

(*Panorama*, 14 Janvier 1962, p.5, sous le titre « Huasipungueros y colonos »).

[« Les paysans qui ne sont pas encore parvenus à devenir propriétaires sont ou bien "colons", ou bien "arrimados" (...). Nos colons paient leur location soit en argent, soit en travail (...). Ainsi, ces loyers ne ressemblent pas, même de très loin, à ce qui se passe dans les haciendas qui ont des huasipungos. Absolument pas. Les "possessions" qui sont louées aux colons, sont généralement les meilleures et les plus grandes de la hacienda, car les colons ne choisissent jamais les plus mauvaises terres pour leurs propres cultures. C'est vrai que nous avons entendu parler de terratenientes qui ont, pour leur usage particulier, les meilleurs secteurs irrigués et les meilleures terres pour les cultures sèches, et il n'y a pas à leur en faire grief. Mais ce n'est pas ce que l'on pourrait appeler le cas général dans la Province. Cela constituerait même plutôt l'exception.

« Les colons des haciendas lojanas ont le droit d'alimenter dans les terrains non cultivés de la hacienda au moins vingt

têtes de bétail ovin ou caprin, et tous les bovidés qu'ils peuvent avoir, presque sans limitation (...). Et il est fréquent de voir que des colons ont plus de bétail que le patron (Quelque chose que l'on n'a jamais vu dans le centre et le nord de la République). C'est pour cela que de nombreux individus furent propriétaires jusqu'à une date récente, et y ont renoncé pour vendre leurs terres. Peut-être préféreraient-ils être colons plutôt que patrons.»]

Un autre article, anonyme, paru le 18 Janvier 1962, dans *Panorama*, énumère les avantages exorbitants dont jouit l'arrimado-colono. Il peut construire sa maison dans sa "possession", faire paître autant de bétail qu'il le désire sur les pâturages de la *hacienda*, cultiver à peu près autant de terres qu'il en a le courage... En contre partie, il doit, certes, fournir des prestations en travail, mais celles-ci ne dépassent jamais cent-vingt jours par an... Autrefois, il s'ajoutait à cela des corvées et des travaux non rémunérés, mais tout ceci, bien heureusement, n'a plus cours aujourd'hui.

Sans doute impressionné par cette campagne bien menée qui fut reprise dans les principaux journaux de la capitale, le "Conseil National de l'Economie" envoya à Loja une commission d'enquête.

Elle comprenait trois personnes dont un membre de l'oligarchie lojane. Elle visita Loja en Mars 1962 (cf le récit de la visite in *La Calle*, Quito, n°264 du 30 Mars 1962). Sur la route de Malacatos, elle rencontra, "par hasard" un *arrimado* qui répondit aux questions de manière tout-à-fait édifiante: il disposait de deux *cuadras* (1.80 hectare environ) de terrains irrigués et une *cuadra* de *secano*. Il payait en fournissant deux jours de travail gratuit par semaine pour les premiers, et un jour par mois pour le second. Il était autorisé à mettre tout le bétail qu'il souhaitait dans les pâturages du patron. Il pouvait ainsi gagner environ 13 000 Sucres par an, en moyenne (somme considérable à l'époque). Rassurée par cet entretien et deux ou trois autres tout aussi "spontanés", la Commission revint à Quito et fit un rapport extrêmement favorable sur l'*arrimazgo* lojan.

La presse locale de gauche eut beau jeu de montrer l'aspect fantaisiste et les invraisemblances de ces pseudo-témoignages. Aucun paysan lojan, d'ailleurs, ne se laisserait aller à avouer à un groupe d'inconnus croisés sur la route le montant de ses revenus, surtout si ceux-ci sont importants.

L'effort au niveau des medias fut repris lorsqu'approcha la date de promulgation de la loi, non plus pour obtenir de nouveaux avantages (les gens bien informés savaient qu'ils étaient déjà acquis), mais pour les justifier auprès des diverses opinions publiques.

Dans cette perspective, un journaliste de *La Verdad* pouvait écrire, le 2 Août 1964, n°204:

« Nuestros arrimados son gente muchas veces rica, hay algunos que le han comprado por pedazos la finca al patrono y con una civilización que ya se quisieran los del Norte siquiera en la cuarta parte. Saben los arrimados de Loja leer, escribir, defenderse y tienen hasta radio transistores. Viven en cómodas casas de adobes y tejas y salen los domingos con sus esposas a lucir las hermosas bestias enjaezadas con piezas de plata y a consumir el "puro" lojano despues de la misa de doce. Aquí, nadie ha trabajado semana entera para el patrono como ocuría en el Norte. Aquí los arrimados eran unos señores que muchas veces tenían más ganado que el patrono. »

[« Nos arrimados sont très souvent des gens riches, il y en a qui ont acheté la finca du patron par morceaux, et il ont un degré de culture dont les gens du nord voudraient bien avoir ne serait-ce que le quart. Les arrimados de Loja savent lire, écrire, se défendre et ont même des radios à transistors. Ils vivent dans d'agréables maisons d'adobe et de tuiles, et ils sortent le Dimanche, avec leurs épouses pour montrer leurs belles bêtes harnachées d'argent et pour déguster le puro lojan (alcool de canne, E.F.) après la messe de midi. Ici, personne n'a travaillé une semaine entière pour le patron, comme cela arrivait dans le nord. Ici, les arrimados étaient des messieurs, qui souvent avaient plus de bétail que le patron. »]

La Loi de Réforme Agraire fut finalement promulguée le 11 Juillet 1964. Les articles 79 à 83 s'appliquaient exclusivement à Loja.

« Se le aplicará también la presente Ley a los llamados "arrimados" que tienen en su poder parcelas de terreno en un fundo ajeno, siempre que no fueren a la vez propietarios de tierras y que la tenencia de las dichas parcelas hubiese durado por lo menos diez años, caso en los cuales se les pagará en dinero. La extensión de terreno a entregarse por este concepto no excederá la décima parte de la superficie laborable en la hacienda, caso de exceder, se pagará dinero. »

(cité par J.M. Vivar Castro, 1968, p.22).

[« La présente Loi s'appliquera aussi aux arrimados qui disposent de parcelles de terrains situés dans un domaine ne leur appartenant pas, à condition qu'ils ne soient pas, en même temps, propriétaires de terres et qu'ils aient utilisé ces parcelles depuis au moins dix ans. Dans ces derniers cas, ils recevront une indemnité en argent. La surface de terrain à fournir pour ce motif ne dépassera pas la dixième partie des terres cultivables de la hacienda; pour les surfaces qui dépasseraient cette limite, une indemnité en monnaie sera versé. » (c'est nous qui soulignons, E.F.)]

1.2). La réforme Agraire de 1964 et les conditions initiales de son application.

Dès que la Loi fut promulguée, les *terratenientes* lojans jouèrent à fond la carte que leur offrait la règle dite des dix pour cent.

Son application au pied de la lettre permettait de ne remettre aux *arrimados* que des surfaces minimales: on prenait dix pour cent de la surface totale de la *hacienda*, choisis autant que possible hors des meilleurs secteurs du domaine, et on divisait cette surface par le nombre total d'ayant-droits.

Il fut évident, dès les premiers jours, qu'en suivant cette procédure on n'accordait aux bénéficiaires que des parcelles d'une dimension dérisoire.

Pour élaborer la règle des dix pour cent, en effet, on s'était appuyé sur le "*Censo Agro-Pecuario*" de 1954 qui avait recensé environ six mille *arrimados*. En divisant la surface totale connue des *haciendas* par ce chiffre, on avait pensé arriver à un résultat acceptable.

Mais le nombre des *arrimados* avait été très gravement sous-estimé. Une nouvelle évaluation effectuée par la *Junta Nacional de Planificación* devait arriver au chiffre de dix-huit mille (!), sans doute beaucoup plus proche de la vérité.

Il fallut donc, à la hâte, réformer la Loi: un Décret de Juin 1967 apportait deux nouveautés principales:

. il exigeait que les "dix-pour cent" soient représentatifs des caractéristiques de l'ensemble de la *hacienda*: 10% de terres irriguées, 10% de *secanos*, etc...

. il prévoyait l'attribution de dix pour cent supplémentaires en terres non irrigables.

Malgré ces nouvelles dispositions, l'application de la Loi continua à se faire dans un sens très favorable aux propriétaires.

C'est surtout la procédure du *reasantamiento* (en français, déplacement, réinstallation), qui fut utilisée pour tourner les termes du décret. La Loi prévoyait que, pour ne pas morceler l'exploitation principale, le propriétaire pouvait être autorisé à déplacer (*reasentar*) les anciens *arrimados*, dans d'autres parties de la *hacienda*. A Loja, notamment, cette règle fut à peu près toujours entendue dans le sens le plus favorable aux propriétaires.

Un autre article de la Loi prévoyait que, pour la même raison (ne pas morceler une exploitation efficiente), si la surface totale de la *hacienda* était inférieure à cent hectares, le propriétaire pouvait se libérer en versant une indemnité aux anciens précaristes. Le montant de

ces indemnités étant toujours fixé ridiculement bas, il devenait intéressant d'utiliser des prête-noms pour transformer fictivement une *hacienda* de cinq cent hectares en cinq exploitations de taille à peine inférieure à cent hectares. Cela fut souvent effectué.

D'autres moyens permettaient encore de tourner la Loi. Flecha rapporte les faits suivants survenus en 1968-69 à El Tambo.

« Se hizo una ficticia entrega del 10% y se vendió al doble del precio una cantidad más de tierras. Se hizo firmar a los arrimados letras de cambio, que no les han podido pagar, y por lo tanto, han sido demandadas, y no les ha quedado más remedio que devolver toda la tierra que recibieron y huir de esta provincia, donde los Conservadores pueden satisfacer toda su crueldad. »

(Flecha, 8 Septembre 1969).

[« On a procédé à une remise fictive des 10% et on a vendu au double de sa valeur une quantité supplémentaire de terres. On a fait signer aux *arrimados* des lettres de change qu'ils n'ont pas pu payer, et dont, par conséquent, on leur a demandé compte. Ils n'ont eu d'autre solution que de rendre la terre qu'ils avaient reçue et de fuir de cette province où les Conservateurs peuvent assouvir toute leur cruauté. »]

Par ailleurs, beaucoup de propriétaires préférèrent recourir à diverses mesures dilatoires qui furent grandement favorisées par les difficultés que connaissait l'IERAC pour se mettre en place avec peu de moyens et dans une ambiance hostile. Il suffisait de faire traîner les négociations "amiables" avec les paysans, ou de demander à l'IERAC une inspection, voire une contre-inspection, que cet organisme n'avait les moyens de réaliser avant plusieurs mois, ou de susciter un problème avec les "pré-coopératives" d'*arrimados*, qui tentaient de s'organiser tant bien que mal...

En définitive, les premières mesures d'application de la Réforme à Loja se passèrent, selon les cas, assez mal ou très mal.

Les premières Coopératives mises en place connurent, d'emblée d'énormes difficultés. Leurs mécanismes de fonctionnement ne correspondaient nullement aux habitudes mentales et à la logique des *arrimados*, et les propriétaires n'eurent guère de difficulté, quand ils le voulurent, pour susciter des conflits internes, par exemple, en attribuant des avantages à une partie seulement des membres de la coopérative, provoquant inmanquablement la zizanie (cf le cas de la *hacienda* Ashimingo, où une scission très conflictive se produisit après quelques jours à peine de fonctionnement, La Verdad, 18 Août 1964).

Et surtout, on vit apparaître les premières formes d'agitation paysannes, encore très sporadiques. Des *arrimados* de la *hacienda* La Toma, à Catamayo, mirent le feu à cinq *cuadras* de canne à sucre en Août

1964 et détruisirent un canal d'irigation (*La Verdad*, n°209, 8 Août 1964).

Des rumeurs pessimistes se répandirent sur le comportement des "précaristes" de la Fondation Alvarez à Tuburo et Elvira qui auraient accompli divers actes insurrectionnels (*La Verdad*, n°147, 26 Mai 1964); beaucoup de *tenientes políticos* rapportaient de menus faits qui, mis bout à bout, pouvaient être inquiétants...

1.3). Les dynamiques sociales mises en place par la Réforme Agraire avant 1968.

Les contours d'une nouvelle situation s'ébauchaient peu à peu.

Le premier moment de frayeur passé, les *terratenientes* avaient récupéré à leur profit l'essentiel des moyens de contrôle du processus mis en place.

Jusqu'en 1968, peu de *haciendas* avaient encore été touchées par la Réforme, tant celle-ci était difficile à mettre en oeuvre. Et, très paradoxalement, les propriétaires "touchés" se trouvaient, en fait, dans une situation très favorable.

Les parties réellement utiles de leur exploitation avaient pu être maintenues intactes et avaient été débarrassées, sans douleur, des chancres que constituaient autrefois certaines parcelles bien situées réservées, depuis des temps immémoriaux, à des *arrimados*. Quant aux parties moins utiles, les propriétaires songeaient depuis longtemps à s'en débarrasser, mais n'avaient pu, jusque là, trouver d'acquéreurs solvables.

Or, justement, l'IERAC avait entrepris de racheter à bon prix une partie de ces terres, pour les revendre, avec de longs délais de paiement, aux anciens *arrimados*, afin de constituer des exploitations à peu près viables.

Les propriétaires purent ainsi obtenir plus d'argent, souvent au comptant, qu'ils n'en attendaient généralement.

Mais surtout, cette nouvelle situation contribuait à libérer les patrons de la responsabilité d'une main d'oeuvre devenue pléthorique, inefficace et porteuse de graves problèmes sociaux à plus ou moins brève échéance. De grands changements devenaient ainsi possible, au niveau des systèmes techniques de production.

Beaucoup d'observateurs comprirent les avantages que la situation comportait pour les propriétaires.

« En nuestra Provincia, es notoria la docilidad y actuación oficiosa de los hacendados que han reclamado por la rémora en la intervención del IERAC (...) . No otra cosa se pretendía por parte de los hacendados que realizar el sueño de toda su vida,

es decir, sin necesidad de la piedra filosofal, convertir en oro, contante y sonante, esos áridos despeñaderos que han sido vendidos a sus trabajadores unas veces, y otras canjeados por las fértiles vegas por ellos cultivados en su calidada de arrimados.»

(El Volante, 31 Octobre 1968).

[« Dans notre province, la docilité des *hacendados* est notoire ainsi que leurs démarches officieuses pour protester contre les entraves à l'intervention de l'IERAC (...). Les *hacendados* ne cherchaient qu'à réaliser le rêve de toute leur vie, qui consistait, sans avoir besoin de la pierre philosophale, à changer en or sonnante et trébuchant ces escarpements arides qu'ils ont tantôt vendus à leurs travailleurs, tantôt échangés contre les fertiles vallées irriguées qu'ils cultivaient en qualité d'*arrimado*. »]

Pour maintenir sa pression sur les événements, le lobby foncier continua, néanmoins, à faire une campagne violente contre la Réforme, parlant même à propos de Loja de "région sinistrée", livrée aux "exactions de l'IERAC", et décrivant avec une extrême complaisance deux ou trois exemples dans lesquels certains propriétaires avaient, en effet, dû subir certains préjudices. Mais, tous les observateurs conscients savaient parfaitement à quoi s'en tenir sur l'évolution réelle de la situation.

S2. LA CRISE DE 1968.

On présente généralement la grande crise qui a frappé le monde rural lojan en 1968 comme entièrement liée à la dramatique sécheresse, qui survint cette année là.

En fait, elle ne fut que le détonateur d'une situation déjà explosive (S2.1). Elle s'exprima, notamment, par un ensemble d'actions paysannes qui furent, pour la plupart, entièrement originales, et, en tous cas, inédites dans la région (S2.2). Elles contribuèrent à redéfinir en profondeur le jeu politique local, grâce à l'émergence rapide et à l'organisation d'un pouvoir paysan devenu assez rapidement autonome (S2.3).

2.1). Les origines de la crise de 1968.

Deux phénomènes majeurs ont cumulé leurs effets pour rendre possible l'explosion de 1968:

. le paysannat lojan avait été profondément traumatisé par les premières années d'application de la Réforme Agraire,

. une catastrophe naturelle de première grandeur s'abattit sur la région: la plus grave sécheresse jamais survenue dans la région.

2.1.1). Un paysannat lojan traumatisé par les conditions initiales d'application de la Réforme Agraire.

Au début des années soixante, les paysans lojans, aliénés par les rapports personnalisés de dépendance à l'égard de leur patron, et par l'autorité morale omni-présente exercée par une Eglise au comportement encore très archaïque, ne semblaient pas susceptibles de constituer, dans un avenir prévisible, un force sociale digne d'être prise en considération.

Circonstance aggravante, le *chazo*, à la différence des paysans indigènes de la Sierra de l'Equateur, ne pouvait s'appuyer sur aucune structure communautaire et ne disposait que d'une organisation sociale très atomisée.

Dans l'ensemble, ce paysannat lojan semble avoir très mal vécu la première phase de la Réforme Agraire.

Le début des années soixante, tout d'abord, avait été marqué par un net durcissement unilatéral des patrons à leur égard: expulsions, procédures judiciaires, mesures dolosives diverses, indemnisations ridicules, ... alors que depuis des décennies, le paternalisme tempérait sans doute assez sensiblement la dureté des rapports quotidiens.

Beaucoup n'ont pas compris, vers 1962-1963, pourquoi, brusquement, on les traitait en ennemis et en parias, et pourquoi un réseau très ancien de relations sociales dissymétriques, mais parfois sécurisantes, se trouvait brutalement aboli.

A partir de 1964, les choses empirèrent encore. Les *arrimados*, qui, pour la plupart, n'avaient rien demandé, se virent souvent expulsés (contre des indemnités dérisoires), ou "*reasantados*", c'est-à-dire déplacés d'une "*possession*" qui pouvait être de bonne qualité, vers des secteurs infra-agricoles.

Mais la circonstance la plus grave provenait, certainement, de la perte des nombreux avantages liés à la présence sur la *hacienda*.

Nous l'avons vu, l'*arrimado* avait de nombreuses "obligations", mais il bénéficiait "gratuitement" d'avantages qui fondaient l'équilibre de survie de son exploitation: droit de vaine pâture, droit de glanage, droit de ramasser le bois mort, droit d'utiliser certains abreuvoirs...

La Réforme Agraire, dans sa modalité abrupte d'application pratiquée à Loja, entraîna la cessation, sans aucune transition, de ces divers avantages. L'avenir du "bénéficiaire" devenait ainsi particulièrement incertain.

Il avait perdu la plupart des avantages en nature que l'ancien système lui conférait; on l'avait chassé de la parcelle qu'il cultivait, parfois depuis très longtemps, pour lui en donner une autre de bien moindre qualité. Il devait souvent, en outre, payer pour l'acquisition de parcelles supplémentaires, quelquefois acquises, sur les conseils et avec l'aide de l'IERAC, pour tenter de rendre viable une exploitation qui ne l'était pas sans cela.

Ainsi, de 1964 à 1968, la Réforme a apporté à beaucoup de paysans une nette dégradation de leurs conditions d'existence, et, à tous, un grand désarroi. Ceux qui n'avaient pas été directement touchés commençaient à s'inquiéter sérieusement.

Un rapport officiel de la *Junta Nacional de Planificación*, en 1967, résumait bien la situation:

« Hay diversidad de opiniones sobre la Reforma Agraria entre los arrimados. Unos piensan que el IERAC y los patronos se han puesto de acuerdo para arrebatárles las tierras, otros ven que con el cambio ya no tendrán acceso a las áreas de pastoreo, y prefieren que las cosas sigan como antes, otros en fin (deben ser escasos) desean la Reforma Agraria como medio de llegar a tener algo más de tierras. Pero la actitud que prevalece es la de contraposición y de desconfianza por algunos errores y defectos que perjudican al campesino que en la actualidad no conoce lo que ocurrirá en lo futuro... »

(Cueva (A.), Erazo (A.), Dubly (A.). Loja. Diagnóstico socio-económico de la integración del medio rural. Quito, JNP, 1967, p.59).

[« Il y a diversité d'opinion quant à la Réforme Agraire, parmi les *arrimados*. Les uns pensent que l'IERAC et les patrons se sont mis d'accord pour leur arracher leurs terres, d'autres voient que, avec le changement, ils n'auront plus accès aux zones de pâturage, et ils préfèrent que les choses continuent comme avant; d'autres, enfin (ils doivent être rares) désirent la Réforme Agraire comme moyen d'arriver à avoir un peu plus de terre. Mais, l'attitude qui prévaut est celle de l'opposition et de la méfiance, causée par quelques erreurs et par des imperfections qui portent tort au paysan, qui, actuellement, ne sait pas ce qui va arriver plus tard. »]

C'est dans cette ambiance de désarroi croissant que survint la terrible sécheresse de 1968.

2.1.2). La grande sécheresse de 1968.

* Les prémices.

La sécheresse a toujours été un phénomène redouté dans la région de Loja. Au XVI^e siècle, déjà, c'est en déclenchant la pluie au profit de paysans indigènes angoissés que la Vierge du Cisne accomplit son premier miracle.

Le sud-est de la province était - et est encore - plus particulièrement menacé. Il semble s'agir d'un phénomène écologique de grande amplitude, marqué par l'extension lente mais à peu près constante des zones désertiques du nord-Pérou, auxquelles les régions de Paletillas, Zapotillo, Cazaderos, appartiennent directement en termes de géographie physique.

La sécheresse, toujours menaçante, se serait régulièrement aggravée à partir de 1953. Divers techniciens locaux voient un rapport entre cette aggravation et les déboisements inconsidérés effectués par les paysans qui colonisèrent, au début des années cinquante, certains versants du *río* Puyango, à proximité de la frontière péruvienne.

Une première alerte sérieuse survint en 1962, dans le secteur de Zapotillo-Paletillas. Elle déclencha, avec un certain retard, une première campagne de presse visant à attirer l'attention de l'opinion publique régionale et nationale, sur une région particulièrement méconnue et oubliée (cf, notamment, *Panorama*, 18 Mars 1962).

En 1964, certaines parties hautes de la Province furent d'abord touchées par une sécheresse anormale qui s'étendit ensuite vers les zones frontalières. C'est alors que commencèrent les premiers exodes massifs de paysans chassés par la faim. La situation s'aggrava suffisamment pour que *La Opinión del Sur* puisse titrer, le 1er Mai 1964:

« *Situación de emergencia de carácter nacional* ». [« Situation d'urgence à caractère national »].

On fit appel, pour la première fois, à l'aide internationale, sous la forme de camions affrétés par CARE qui apportèrent des vivres à Celica, à Zapotillo et à Cazaderos.

En 1965, il n'y eut pas de véritable sécheresse, mais les pluies de Mai-Juin, très attendues, eurent un caractère désastreux, notamment dans la région de Gonzanamá. (cf *La Verdad*, 1 Juin 1965).

En 1966, les pluies demeurèrent très en-dessous de la moyenne, justifiant l'inquiétude de nombreuses localités rurales.

En 1967, elles furent très insuffisantes, nulles même dans certains secteur du canton Jimbura. (*La Verdad*, 7 Janvier 1967).

* L' "invierno" 1968.

L'année 1968 commençait donc avec un important déficit hydrique, puisqu'il n'avait pas plu normalement depuis 1963.

Les pluies tardèrent encore à arriver.

Dès le 11 Janvier, on signalait que les travaux agricoles de la saison avaient dû être ajournés dans la région de Macará.

Aucune goutte ne tomba en Janvier, Février, Mars.

Le 14 Mars, le Gouvernement, enfin alerté, lança un premier cri d'alarme officiel en faveur de Paletillas, El Limo, Mangahurco, Alamor et Progreso (La Verdad, 14 Mars 1968). L'aide internationale fut officiellement demandée.

Au début d'Avril, la presse signala les premiers symptômes de famine à Cazaderos et Paletillas. De nouveaux mouvements massifs d'exode furent mentionnés à partir de cette date.

Le 18 Avril, le Gouvernement prit un décret déclarant l'état d'"urgence nationale" dans la région.

A partir du début de Mai, alors qu'il ne pleuvait toujours pas, la catastrophe prit toute son ampleur et commença à faire la une de la presse nationale.

La panique succéda à l'abattement. Ceux qui en avaient encore la force tentèrent de partir sans bien savoir où. Les secours arrivaient avec une extrême lenteur, ou se perdaient en route. Le village de Pindal, au coeur de la région sinistrée, servit de centre stratégique pour la répartition des secours.

Des institutions furent créées pour susciter, collecter, centraliser, gérer ces secours, sous le contrôle d'un "Comité Exécutif Provincial de Haut-Niveau", qui comprenait le Gouverneur, l'Evêque de Loja, le Préfet provincial, le Maire de Loja, le Président Provincial de la Croix-Rouge, le Chef de la 9^e Division d'Infanterie.... Le Major Leonidas Plaza (dont le père et le frère avaient été Présidents de la République) en fut nommé coordinateur général.

Au niveau local, des Comités Cantonaux furent constitués (Présidents des *Municipios*, Vicaire, représentant local de Forces Armées...) pour organiser la distribution des secours en nature et des fonds.

En fait, le Comité éprouva de grandes difficultés dans ses activités. Beaucoup de ses fonctions empiétaient sur celles de la "Junta de Recuperación Económica de las provincias de Loja y Zamora" (JREPLZCh). La "Junta", de par ses statuts, s'estimait chargée de décider des formes de lutte contre la sécheresse, de stimuler, à tous les niveaux, les efforts en vue d'améliorer la situation et d'administrer les fonds collectés. Elle était dirigée par un Directeur Exécutif chargé d'appliquer les décisions prises.

Le "Comité" et la "Junta" perdirent un temps précieux à défendre leurs prérogatives respectives. Le mécontentement croissait, en même temps que l'angoisse, dans les régions les plus touchées.

Le 8 Mai, les habitants de Catacocha bloquèrent la route et se déclarèrent en grève illimitée. L'arrivée de secours permit d'interrompre le mouvement le 12 Mai.

Le 13 Mai, c'est le canton Puyango toute entier qui se déclara en grève.

Le 17, la situation s'aggrava un peu partout. Un "Comité Cantonal" se forma à Celica. Une Commission élue par les habitants de Sozoranga partit à Quito afin de rencontrer le Président de la République. La population de Celica se souleva et attaqua un transport de vivres destiné à Zapotillo. A Alamor, la grève se déclencha à son tour; la population s'empara de quelques têtes de bétail appartenant à un grand propriétaire pour nourrir la population affamée...

Le 19, la grève commença à Macará. Le 22 elle se transforma en émeute pour obtenir une distribution immédiate de vivres.

Le 23, le Syndicat des *Municipios* de la province, réuni en Assemblée extraordinaire, décida d'envoyer une délégation à Quito, sous la dénomination de "marche de la lojanité et du civisme".

Entre temps, la misère la plus brutale s'était abattue sur les régions les plus affectées, à El Limo, Alamor, Pozul, Pindal, Cruzpamba... A Paletillas, on enregistra les premiers décès directement liés à la famine. A Progreso et Cazaderos, des témoins prétendirent que des parents avaient échangé leurs enfants contre de la nourriture (*El Comercio*, Quito, 24 Mai 1968). L'exode prit des proportions massives, les sinistrés tentant d'abord de se réfugier dans les bourgs où les secours arrivaient plus rapidement, ensuite à Loja, où ils pouvaient souvent compter sur la solidarité de parents ou de *compadres*.

Des incidents se produisirent à Loja, où certains réfugiés désireux de trouver du travail acceptaient des rémunérations très en dessous du niveau normal. Le syndicat des portefaix (*cargadores*) de Loja entreprit de s'opposer par la force à cette concurrence sauvage.

A partir du 30 Mai, on nota les premières invasions de *haciendas*.

Dans les zones de colonisation, où s'étaient dirigés dans le plus complet désordre une bonne partie des réfugiés, des troubles surgirent aussi.

Afin d'assurer leur subsistance beaucoup occupèrent illégalement des terres déjà attribuées; le premier moment de stupeur passé, les colons déjà en place s'organisèrent et agressèrent physiquement les squatters. Des troubles sérieux furent ainsi signalés dans la région de Quinindé (prov. d'Esmeraldas), cf *La Verdad*, 25 Mai 1968.

2.2). Les réponses paysannes à la crise.

Les premières réactions visaient à assurer la survie immédiate. Elles prirent principalement deux formes:

- . le refus d'obéissance à l'égard des patrons et l'esquisse d'une rébellion généralisée,

- . le déclenchement d'un mouvement d'exode massif.

2.2.1). Le refus d'obéissance et l'esquisse d'une rébellion paysanne.

La situation dramatique créée par la sécheresse aurait pu déboucher sur une série de jacqueries incontrôlables et suicidaires, comme ce fut parfois le cas ailleurs dans des circonstances comparables. On put d'ailleurs croire, pendant quelques jours, que c'est, en effet, ce qui allait se produire.

En réalité, un fait nouveau, passé inaperçu de la plupart des observateurs de l'époque, devait changer la nature du problème et détourner les jacqueries naissantes vers un mouvement original, à la fois spontané et ordonné, qui allait prendre tout le monde au dépourvu, et, notamment, les propriétaires fonciers et les forces de l'ordre.

Ce fait nouveau était constitué par le début d'un processus de conscientisation des paysans entrepris à la fin des années cinquante et surtout après 1962; il était resté à peu près inaperçu, tant on s'intéressait peu, à Loja, à ce qui pouvait se passer dans le monde rural.

La CEDOC et la CTE furent sans doute les premières organisations syndicales à avoir tenté d'intervenir chez les paysans lojans pour apporter leur soutien à des travailleurs précaires de la Fondation Alvarez, qui étaient en lutte contre cette dernière. La création de la Commune de Jumbuchamba, en vue d'acquérir collectivement quelques hectares d'une *hacienda* de la Fondation, est à notre connaissance le premier exemple de cet effort.

Mais, surtout, vers 1962-1963, les partis d'extrême-gauche qui contrôlaient l'Université Nationale de Loja décidèrent d'intervenir en milieu paysan: celui-ci leur apparaissait comme la seule force révolutionnaire potentielle, en l'absence de véritable prolétariat ouvrier.

Les cantons Calvas (Catacocha) et Paltas (Cariamanga) furent choisis comme premier centre d'action, car la situation paysanne y était particulièrement difficile, et l'isolement des *arrimados* dans leurs *haciendas* - notamment dans les secteurs situés le long de la frontière avec le Pérou - y était encore plus grand qu'ailleurs.

Le Comité Exécutif de la FEUE (Fédération Etudiante) fit appel à des étudiants volontaires qui furent organisés sur un modèle inspiré de la Chine communiste.

On constitua des "brigades" de six étudiants, sous la direction d'un "coordinateur idéologique". Dans la mesure du possible, on s'efforçait de représenter toutes les disciplines scientifiques susceptibles d'être utiles aux paysans visités: agronomes, vétérinaires, médecins, mais aussi juristes...

Arrivée dans sa zone d'intervention, la brigade effectuait d'abord une session artistique (chants et danses, sur le thème du folklore latino-américain, avec un répertoire de chansons "engagées"). On tentait, ensuite, d'expliquer aux paysans ce qu'allait être la Réforme Agraire, ce qu'étaient leurs droits, comment il était possible de les faire valoir en toute légalité. Les étudiants en Droit offraient gratuitement leurs services pour les assister s'il se présentait un problème concret...

Au besoin, d'autres interventions ponctuelles pouvaient être effectuées au coup par coup: soins à des malades, mesures d'hygiène préventive, conseils de santé et vaccinations pour le bétail...

Les premiers contacts furent, semble-t-il, très positifs, les paysans visités se montrant très étonnés de l'intérêt qu'on leur portait, et pleins de curiosité pour ces droits dont personne ne leur avait encore parlé.

Cette action estudiantine inédite, malgré son caractère expérimental et malgré de graves faiblesses (elle n'avait lieu que pendant les vacances universitaires, le dogmatisme de certains étudiants paraissait tout-à-fait étrange aux paysans, etc...) semble avoir eu un succès inespéré. Il est d'ailleurs symptomatique de constater que ce sont souvent les secteurs "travaillés" par les brigades qui, en 1968, se trouvèrent à la pointe du mouvement insurrectionnel.

Dès les premiers jours de 1968, on pouvait noter une forte aggravation de la tension, dans toutes les régions touchées par la sécheresse. La presse locale s'en fit l'écho dès le mois de Février.

La Verdad du 17 Février 1968 titrait:

« *Arrendatarios de haciendas no cumplen sus obligaciones.* »
[« Les travailleurs de haciendas n'accomplissent plus leurs obligations. »]

Un autre titre du même jour:

« *Cariamanga: inusitada ola de rebeldía entre los colonos de haciendas de Cariamanga.* » [« Cariamanga: vague inhabituelle de rébellion parmi les colons des haciendas de Cariamanga. »]

Et ce commentaire:

« *Por el momento, nadie quiere trabajar, ni cumplir con sus compromisos de arrendamiento, llegando al extremo, inclusive, de que los patronos se ven privados del usufructo de sus propiedades.* »

[« Pour le moment, personne ne veut travailler, ni accomplir les obligations liées à la location de la terre; on en arrive même à la situation extrême de voir les patrons privés de l'usufruit de leurs propriétés. »]

A peu près à cette époque - les témoignages ne coïncident pas exactement - on assista à une généralisation tout à fait insolite du mouvement, à partir d'un épicycle qui semble situé dans la région de Cariamanga. Insolite, parce qu'il ne semble pas y avoir eu concertation, sauf parfois entre *travailleurs de haciendas* très proches, et parce que, au même moment, la grande majorité des *arrimados* de la région paraissent avoir décidé de faire la même chose.

D'une part, il y eut "grève des obligations" ("*paro de las obligaciones*"), c'est-à-dire que le *arrimados* cessèrent de se rendre aux convocations de leurs patrons pour effectuer leurs tâches habituelles dans la *hacienda*.

D'autre part, les *arrimados*, normalement si respectueux de l'autorité du patron, n'hésitèrent pas à briser les clôtures des secteurs irrigués, les "*vegas*", pour y effectuer en catastrophe des cultures destinées à assurer leur survie.

Les deux mouvements étaient évidemment liés, et exprimaient une résolution qui surprit les *terratenientes*: il fallait beaucoup de courage - ou, plutôt, beaucoup de désespoir - non seulement pour pénétrer, avec effraction, dans les *vegas*, mais encore pour y rester afin de sauver les cultures entreprises à la hâte, malgré les menaces de tous ordres, les interventions de la force publique, les chantages...

A partir de la fin du mois de Juin, les brigades étudiantes, de nouveau actives grâce aux vacances universitaires, jouèrent un rôle important dans la propagation du mouvement, dans sa coordination, et surtout, dans la répercussion sur les *medias*.

Souvent, les étudiants furent bien accueillis et leur aide put apparaître, parfois, comme providentielle. Dans d'autres cas, les paysans comprirent mal leur intervention tardive, leur volonté de tirer les marrons du feu et de politiser un phénomène qui leur apparaissait comme strictement local.

Depuis des temps immémoriaux, la réaction des *terratenientes* face aux rares velléités d'insubordination consistait à faire appel à la force publique, et à la répression violente. Bien que le problème fût compliqué par le grand nombre de foyers d'agitation, on commença, en effet, à procéder de cette façon.

En général, la tactique la plus efficace consistait à isoler les récalcitrants, par exemple, en donnant des avantages ou en faisant des promesses à une partie d'entre eux ou à d'autres groupes du secteur; puis à les intimider, grâce à une intervention ostensiblement brutale de la police, ou, mieux, de l'armée, en choisissant des recrues venues d'autres régions. Si l'affaire tournait mal pour les paysans (morts, blessés, incarcérés), cela ne faisait qu'augmenter son aspect exemplaire et incitait les autres à la tranquillité.

Ce droit à la répression arbitraire était dans l'ordre des choses, depuis le début de la Colonie, et faisait partie des prérogatives reconnues aux grands propriétaires fonciers. Après des incidents de cet ordre, les commentaires de l'opinion publique - y compris, parfois, paysanne - étaient souvent sévères pour les rebelles.

Les choses se passèrent effectivement ainsi, jusqu'au tragique épisode de la *hacienda Santa Ana*, à peu de distance de Cariamanga, à partir duquel l'ancienne mécanique répressive, à l'efficacité simple et éprouvée, se dérégla soudain.

A Santa Ana, un groupe d'*arrimados* voulait obtenir l'attribution des superficies auxquelles la loi de Réforme Agraire leur donnait droit et, devant le refus du propriétaire, ils avaient décidé d'occuper la partie de la *hacienda* qu'ils convoitaient.

Le propriétaire était très représentatif des *terratenientes* de la bourgeoisie rurale ascendante: un typique "*gamonal de pueblo*", ambitieux et pressé, qui ne supportait pas l'idée que l'on puisse, contre son gré, aliéner une partie de son domaine. Il se sentait d'autant plus sûr de sa force qu'il bénéficiait de l'amitié (ou de la parenté ?) du chef de la police rurale de Cariamanga.

Cette dernière intervint donc, comme il était normal. Après les premières mesures d'intimidation, la police et le patron ouvrirent le feu sur les occupants, qui, selon les témoignages, paraissaient plutôt enclins à s'enfuir qu'à résister. Il y eut huit morts, dont deux vieillards, et un grand nombre de blessés.

Normalement, l'écho de ces événements n'aurait pas dû dépasser les limites du canton. Plusieurs facteurs anormaux ont alors cumulé leurs effets.

a). Le Parti Vélasquista était bien implanté à Cariamanga, et l'on était, alors, en pleine campagne électorale pour les élections présidentielles. J.M. Velasco Ibarra était l'un des candidats. L'occasion parut sans doute bonne de marquer des points contre les Conservateurs que l'on associait, dans l'opinion publique nationale, aux propriétaires fonciers lojans.

b) Par ailleurs, à cette époque, Si Juro entrevoyait déjà le déclin de sa carrière politique. En 1967, il avait été battu aux élections municipale de Loja.

La situation pouvait lui permettre de redorer son blason populiste. Il entreprit donc d'alerter tous les medias, avec le talent et l'énergie qui lui étaient propres dans ses meilleurs jours. Il se fit interviewer à la radio nationale, rédigea des articles enflammés dans El Comercio (cf « *Loja, regada de sangre* », [« Loja, arrosée de sang »], dans l'édition du 5 Juillet 1968) et dans d'autres journaux d'audience nationale. Il tenta, lui-aussi, de se poser en défenseur des paysans opprimés contre la barbarie des *gamonales*.

c) De même, les partis de gauche, qui suivaient de près les événements, étaient prêts à réagir. Beaucoup s'attendaient, d'ailleurs, à des événements de cet ordre qui paraissaient assez inévitables, compte tenu des mentalités archaïques qui caractérisaient encore, à l'époque, un nombre important de propriétaires. Ils purent donc très rapidement alimenter une polémique assez bien argumentée, qui fut reprise au niveau national, à partir de faits précis, de noms, de descriptions de lieux... Le personnage du "terrateniente assassin", Millán Ludeña, prit, en particulier, un relief extraordinaire et commença à être présenté comme l'archétype de tout un groupe social arriéré et nuisible.

d) Le clergé lojan, lui-même, joua son rôle dans l'utilisation médiatique de l'événement. Quelques prêtres espagnols, de tendance progressiste, avaient été affectés dans la province depuis peu de temps, peut-être à l'initiative de Mgr Riofrío. L'un d'eux était, justement, le nouveau Curé de Cariamanga. Ses sermons et son action, dans les jours qui suivirent, eurent un fort impact, souligné par la presse nationale, étonnée du spectacle insolite constitué, à Loja, par un prêtre rural prenant la défense des paysans contre les patrons.

« En un importante sermón leído, el sacerdote Gutiérrez ponderó las virtudes de los campesinos, hizo un relato sucinto y verídico de los sucesos, sindicó a los autores de la violencia, exigió la inmediata expropiación de la tierra y su entrega a los campesinos y condenó energicamente el actual sistema social causante en última instancia de la tragedia. »

(Mañana, Quito, n°250, 11 Juillet 1968).

[« Dans un important sermon dont il fit la lecture, le prêtre Gutierrez vanta les vertus des paysans, fit un récit succinct et véridique des événements, dénonça les auteurs des violences, exigea l'expropriation immédiate de la terre et sa restitution aux paysans, et il condamna énergiquement l'actuel système social qui, en dernière instance, est le responsable de la tragédie. »]

La grande presse de Quito et Guayaquil souligna tout particulièrement le fait que plusieurs vieillards figuraient parmi les victimes. Le Ministre de l'Intérieur ("*de Gobierno*") eut alors la maladresse de vouloir rectifier les faits, en signalant qu'il n'y avait eu que huit morts et que, parmi ceux-ci, ne figurait, en réalité, qu'un seul octogénaire. La presse d'opposition eut beau jeu de réagir en soulignant que cela ne saurait constituer une excuse d'avoir tué des jeunes gens désarmés plutôt que des vieillards.

Santa Ana marqua incontestablement un tournant dans les formes locales de répression.

Désormais, la prudence devint de mise. Il fallait intimider, certes, mais en évitant que la répression ne fit trop de dégâts. Les autorités adoptèrent des attitudes qui eussent été invraisemblables quelques mois auparavant.

A propos d'une autre invasion, survenue dans le même secteur, à Centro-Loja, un témoin rapporte:

« Con el propósito de lograr que los miembros de la Policía se retiraran, viajaron a la ciudad de Loja algunos líderes, los mismos que, acompañados de un estudiante universitario, se entrevistaron con el Gobernador de la Provincia; este, al enterarse de que había estado a punto de entablarse una verdadera lucha armada, decidió dar las órdenes para que se retiraran los miembros de la Policía. »

(F.Guamán, interview sur les événements intervenus en 1968 à Centro-Loja).

[« Dans le but d'obtenir que la Police se retire, quelques leaders se rendirent à la ville de Loja, accompagnés d'un étudiant universitaire; ils rencontrèrent le Gouverneur de la Province; celui-ci, en se rendant compte qu'on était passé très près du déclenchement d'une véritable lutte armée, décida de donner aux policiers l'ordre de se retirer. »]

La répression perdit de sa brutalité, mais conserva son efficacité. Avec l'arrivée au pouvoir de J.M. Velasco Ibarra, dans le dernier trimestre de l'année, devait commencer une période difficile pour le paysannat de la région.

Les propriétaires surent s'adapter à la situation.

Une excellente tactique consistait, lorsqu'une *hacienda* était envahie ou sur le point de l'être, à la vendre, soit à un notable rural, soit à une pseudo-coopérative créée de toutes pièces et composée de paysans plus riches.

Le notable rural se chargeait, seul, le plus souvent, de l'expulsion des occupants indésirables, sans avoir à faire appel à la force publique, soit en recourant à des mesures d'intimidation personnalisées (plusieurs de ses *compadres* pouvaient figurer parmi les squatters), soit en recourant à des milices privées, particulièrement redoutées, car elles savaient, au besoin, agir en toute discrétion.

La pseudo-coopérative s'adressait officiellement à l'IERAC. Elle bénéficiait de nombreux appuis (à la différence des coopératives composées d'authentiques *arrimados*) et, surtout, elle proposait de payer la terre, dans un délai raisonnable, à un prix assez élevé. L'IERAC, qui se heurtait à d'insurmontables problèmes financiers avait presque toujours tendance, dans ce cas, à favoriser la Coopérative solvable, même si, dans l'esprit de la loi, elle avait moins de droit que l'autre.

(*) Santa Ana ne fut pas un simple fait divers, parmi d'autres. L'épisode marque un tournant décisif, après lequel plus rien ne sera comme avant dans les rapports entre patrons et travailleurs précaires.

Même dans les secteurs les plus reculés de la Province la plus reculée du pays, il ne sera désormais plus possible aux *terratenientes* d'agir en toute impunité, sans aucun contrôle extérieur.

Sur ce point aussi, Loja commençait à entrer dans le XX^e siècle.

2.2.2). Le déclenchement d'un mouvement massif d'émigration rurale.

Nous avons vu, dans le chapitre 4 (§1.2), que « l'exode rural a connu une première accélération, assez modeste, à la fin des années cinquante, puis une seconde, beaucoup plus brutale à partir de 1968, avec, sans doute, un maximum aux environs de 1970... »

La sécheresse n'était pas seule en cause dans ce mouvement, car d'autres catastrophes naturelles s'abattirent sur la région à peu près au même moment:

. un très important tremblement de terre, en 1970, (surtout ressenti à Celica, El Limo, Macará, Cariamanga, c'est-à-dire l'une des zones les plus affectées par la sécheresse);

. diverses "*plagas*" (calamités agricoles, parasites, maladies des plantes...)

L'émigration devint, dès lors, massive. Elle semble avoir eu, au moins, quatre types principaux de destinations: les zones de colonisation de la Costa (El Oro et Santo Domingo-Quinindé), celle de l'Amazonie, le Pérou et les grandes villes équatoriennes.

a) les zones de défrichements dans des régions de colonisation productrices de bananes (province de El Oro et, plus loin, région de Santo Domingo de los Colorados et Quinindé);

Les paysans originaires de Paletillas semblent avoir été les initiateurs de la colonisation lojane de El Oro. Ce sont eux, en particulier, qui fondèrent la paroisse de La Victoria, près de Pasaje, dès les années cinquante, au moment où démarrait le boom de la banane.

On a peu de détails sur l'origine de la migration vers Santo Domingo. On sait seulement que c'est vers cette destination qu'eurent longtemps lieu les départs les plus nombreux, notamment parce que la plupart des villages de la Province y avaient des représentants et qu'il était relativement facile de s'y faire accueillir.

b) Les zones de colonisation d'Amazonie, principalement à l'extrême-nord, dans la province de Napo, et, à l'est de Loja, dans la voisine province de Zamora-Chinchipec.

L'ouverture du Napo est directement liée à la recherche et à l'exploitation pétrolières. Il semble que dans beaucoup de cas le Napo ait été pour les colons lojans une seconde étape, après une première tentative infructueuse, ou délibérément provisoire dans la région de Santo Domingo-Quinindé.

Le mouvement vers Zamora est plus ancien, nous l'avons vu. Il fut réactivé au début des années soixante. Un discours du Président Arosemena, prononcé à Loja, le 15 Mars 1962, annonçait que "l'avenir de Loja est dans l'Oriente", et il semble que l'on aie, alors, tenté de mettre en place des structures visant à organiser un embryon de colonisation dirigée, qui ne fut jamais réellement opérationnel.

La presse locale permet de repérer les épisodes de ce nouvel effort en direction de l'"*Oriente Zamoran*", d'abord marqué par plusieurs initiatives ponctuelles (1), puis, après 1968, par un déferlement assez continu. Les cantons Calvas et Gonzanamá, les paroisses de Malacatos et de Vilcabamba, mais aussi des villages proches de Macará ont constitué le plus gros des effectifs de ce mouvement de colonisation.

c) Un mouvement très particulier d'émigration vers le Pérou a eu, pour origine, le village de Zapotillo et ses environs, l'une des zones les plus arides de la Province.

Les premiers départs remonteraient aux années trente (*La Verdad*, 1 Janvier 1964). Ils auraient eu deux destinations principales: la ville de Lima, où existeraient plusieurs quartiers de "zapotillanos", et plusieurs villages péruviens (Lobitos, Negros...) qui seraient la reconstitution presque exacte des villages d'origine.

(1). Pour des détails, cf notamment *La Verdad*, 18 Janvier 1964: río Nambala, 26 Avril 1964: Route Amaluza-Zumba, 20 Mai 1964: nouvelle "fondation" de Valladolid, 18 Août 1964: "Syndicat d'Agriculteurs de San Isidro", 7 Janvier 1967: Santa Marianita, 18 Juin 1967: río Nangaritzá.

d) L'émigration vers les villes, Loja, Cuenca, Quito, Guayaquil, a eu une réelle importance. Si l'on en croit La Verdad du 7 Mars 1964, elle serait ancienne, et toucherait plus particulièrement les bourgs de la province, Macará, en particulier, dont les originaires tendraient, eux-aussi, à se regrouper par quartier ou par rue, à Quito ou Guayaquil. Ce mouvement s'est, lui aussi, considérablement accéléré après 1968. Selon certaines informations, il semblerait que les migrations de lojans vers les villes soient relativement plus définitives que les migrations rurales proprement dites, qui sont fréquemment marquées par des retours, au bout d'un nombre variable d'années.

En effet, malgré l'existence de réseaux de compatriotes facilitant l'insertion des nouveaux arrivants, malgré la reconstitution de villages de lojans, les colons enregistrèrent souvent de durs échecs. C'est ainsi qu'après 1970, les retours se multiplièrent, sans parvenir, cependant, à compenser les nouveaux départs.

S3. LES EFFETS CONJUGUES DE LA REFORME AGRAIRE ET DE LA CRISE DE 1968: LA REMISE EN CAUSE DES DYNAMIQUES DE TRANSFORMATION INITIALEMENT MISES EN PLACE PAR LA REFORME AGRAIRE.

En quelques années, la crise de 1968 a profondément transformé le comportement et les rôles des trois principaux acteurs sociaux régionaux (la micro-oligarchie, la bourgeoisie rurale émergente et, surtout, le paysannat) au point de modifier complètement le jeu social et la nature des luttes engagées pour la conquête du pouvoir local.

. La micro-oligarchie, traumatisée par la nouvelle tournure des événements, a changé radicalement de stratégie.

Dans l'ensemble, elle a renoncé à adapter la propriété foncière aux nouvelles conditions de l'économie régionale, cherchant désormais à se débarrasser au mieux de la quasi-totalité de son patrimoine foncier, afin d'en finir avec des problèmes sociaux devenus de plus en plus difficiles à résoudre.

. La "bourgeoisie" rurale émergente s'est révélée prête à recueillir l'essentiel des dépouilles de l'ancien empire foncier de l'oligarchie, prête aussi à reprendre une partie du rôle socio-politique que celle-ci détenait autrefois dans le monde rural.

. Le paysannat s'est très profondément transformé en quelques années: il a appris à se comporter comme une classe sociale et comme un centre autonome de pouvoir. A ce titre, il est devenu un enjeu important et diverses forces politiques vont tenter, à la fois d'accélérer son émergence comme centre de pouvoir, et de profiter de cette émergence pour mieux asseoir leur propre force politique régionale.

3.1). Une micro-oligarchie foncière en état de choc.

L'année 1968 a conduit les propriétaires fonciers lojans à prendre conscience, brutalement, d'un ensemble de phénomènes qu'ils n'avaient pas su voir apparaître.

En premier lieu, Santa Ana et la "grève des obligations" démontrèrent en quelques jours qu'il n'était plus possible de traiter les *arrimados* comme on l'avait fait depuis toujours: à l'évidence, les mécanismes de contrôle éprouvés depuis des générations ne fonctionnaient plus.

Après 1968, les membres de la micro-oligarchie eurent, souvent, la très pénible impression de ne plus reconnaître le monde qui les entourait. Depuis longtemps, les grands propriétaires ne se rendaient plus guère dans leurs *haciendas* et se contentaient des rapports sommaires fournis par leurs *majordomes*. Ils n'avaient pratiquement plus de rapport direct avec leurs employés, et n'avaient perçu aucun indice laissant augurer de grandes transformations. Ils ne s'étaient probablement pas rendu compte de la situation de misère dans laquelle étaient tombés leurs *arrimados*; beaucoup d'entre eux, par ignorance et par volonté de ne pas savoir, n'étaient sans doute pas très loin de croire aux versions idylliques que l'on avait présentées aux Commissions préparant la Réforme Agraire.

Les notables lojans furent surtout frappés de stupeur par l'aspect coordonné du mouvement de rébellion et par l'intransigeance des paysans lors des premières négociations. Cette attitude étonnante semble avoir suscité un immense pessimisme chez de nombreux propriétaires qui ont alors entrevu la somme d'ennuis qu'allait leur valoir, dans ce contexte, l'application de la Réforme Agraire.

Mais surtout, les *terratenientes* se sentirent soudain gravement lâchés par deux de leurs principaux alliés traditionnels, les medias et le clergé.

Les medias, certes, ne leur avaient pas toujours été favorables dans le passé et certaines campagnes de la presse locale, nous l'avons vu, avaient pu se montrer, parfois, très agressives à leur égard. Mais, après Santa Ana, c'est une campagne d'envergure nationale qui s'attaqua à l'attitude de la "caste foncière" lojane avec une impressionnante unanimité.

La situation fut d'autant plus pénible pour les propriétaires que beaucoup d'entre eux avaient tendance à penser que la répression avait été trop discrète, et qu'il fallait justement chercher dans cette faiblesse coupable l'explication de la mauvaise tournure prise par les événements. Beaucoup, aussi, se sentirent victimes d'une sorte de complot généralisé et de l'incompréhension universelle.

Quant au clergé lojan, les événements de 1968 ont contribué à faire apparaître au grand jour une divergence de points de vue qui eût été impensable une dizaine d'années auparavant.

Des démarches furent entreprises par des éléments ultra-conservateurs pour demander à la hiérarchie catholique de prendre des sanctions contre le prêtre espagnol, qui, à Cariamanga, avait cru pouvoir prendre publiquement parti en faveur des paysans. *La Frontera* du 29 Décembre 1971 décrit ces démarches demandant l'intervention de l'Evêque de Loja pour...

«...para arbitrar la forma de restringir estas actitudes que pueden crear un nuevo ambiente de malestar y zozobra.»
[«... pour prendre des mesures visant à limiter de telles attitudes qui peuvent créer une nouvelle ambiance de malaise et d'inquiétude.»]

Les réactions cléricales officielles, très mesurées, marquent la fin de l'inconditionnalité à l'égard des *terratenientes*. A vrai dire, tout donne à penser que l'Eglise lojane, malgré quelques individualités particulièrement traditionnalistes, avait déjà commencé à évoluer sur ce point depuis longtemps, mais nul, dans la micro-oligarchie, ne s'en était avisé, semble-t-il.

Le phénomène le plus grave, pour les membres de ce groupe, résidait sans doute, en dernière instance, dans l'annonce de l'imminence d'une nouvelle Réforme agraire, plus radicale que la précédente.

On parlait depuis longtemps de cette nouvelle Loi, et les termes en devenaient de plus en plus précis. L'arrivée au pouvoir en 1972 du Général G. Rodriguez Lara, d'inspiration nettement progressiste, devait accélérer les choses.

Le projet quasi-définitif fut publié dans la presse en Mai 1973, suscitant, d'emblée une tempête de protestations chez les Conservateurs: « *La Ley de despojos* » [« *La Loi de spoliation* »] (*La Frontera*, 16 Juin 1973), « *La increíble Ley de Reforma Agraria*. » [« *L'incroyable Loi de Réforme Agraire* »] (*La Frontera*, 10 Juin 1973), et « *Una Ley para el arranque* » (l'"arranque" est un terme spécifique à l'espagnol parlé dans la Sierra de l'Equateur qui évoque l'idée de dépouiller quelqu'un avec brutalité), avec pour sous-titres: « *Justificada inquietud* » [« *Une inquiétude justifiée* »] et « *Los peligros de la demagogia* » [« *Les dangers de la démagogie* »].

La thèse des propriétaires fonciers était résumée par cette phrase qui terminait une proclamation du Centre agricole Cantonal de Loja:

« *El estudio somero del proyecto demuestra que nadie, absolutamente nadie, quedará dueño seguro de un solo centímetro cuadrado de tierras agro-pecuarias; que todos, absolutamente todos (...)* quedarían sujetos al poder omnimodo de un reducido grupo de burócratas. »

(*La Frontera*, 10 Juin 1973).

[« L'examen sommaire du projet démontre que personne, absolument personne, ne restera propriétaire certain d'un seul centimètre carré de terres destinées à l'agriculture ou à l'élevage; que tous, absolument tous (...) resteraient soumis au pouvoir illimité d'un petit groupe de bureaucrates. »]

La nouvelle loi fut promulguée en Octobre 1973.

Elle apportait un certain nombre d'éléments nouveaux, qui, en effet, auraient pu aggraver la situation des propriétaires fonciers, dans la mesure où était affirmée une nouvelle conception de la propriété. Le "*jus utendi et abutendi*", hérité du droit romain, se trouvait en théorie aboli au profit d'une conception tenant compte de la "fonction sociale" de la propriété.

On prévoyait un certain nombre de cas pouvant provoquer automatiquement l'expropriation. Parmi ceux-ci:

- . les terres « insuffisamment mises en valeur » (« *los predios deficientemente explotados* », Article 1),

- . celles qui sont exploitées de façon contraire à la vocation naturelle de leur sol ou aux règles qu'impose la conservation de ceux-ci,

- . celles qui sont soumises à une forte pression démographique (!).

L'article 9 tentait, bien imparfaitement, de préciser cette dernière notion, qui avait suscité une inquiétude particulièrement vive:

« *Para los efectos de esta Ley, se entenderá que existe gran presión demográfica, cuando la población inmediatamente vecina al predio no tenga más posibilidades de subsistir que con la actividad agropecuaria.* »

[« *Pour l'application de cette Loi, on considérera qu'il existe une grande pression démographique lorsque la population vivant à proximité immédiate du domaine n'a pas d'autres moyens de subsister que de se livrer à l'agriculture ou à l'élevage.* »]

Le flou de cette "précision" démontrait bien qu'en définitive tout était question d'appréciation, et celle-ci appartenait à l'IERAC, dont les propriétaires fonciers craignaient la propension au technocratisme, et le ralliement à une nouvelle idéologie dominante anti-"gamonale":

« *(Todo) va a depender de la buena o mala voluntad de las autoridades del IERAC, al cual pretende dársele poderes dictatoriales y monstruosos. Nada hay que defienda del abuso de sus funcionarios (...). No es admisible que el agricultor pase algo así como esclavo de un organismo oficial en el manejo de su propiedad.* »

(La Frontera, 16 Juin 1973).

[« (Tout) va dépendre de la bonne ou de la mauvaise volonté des autorités de l'IERAC, auxquelles on prétend donner des pouvoirs dictatoriaux et monstrueux. Il n'y a rien qui protège des abus de ses fonctionnaires (...) . Il n'est pas admissible que l'agriculteur devienne ainsi une sorte d'esclave d'un organisme officiel, dans la gestion de sa propriété.»]

Or, justement, l'IERAC, en raison de ses premières prestations, se trouvait au centre de toutes les critiques. Bien que l'on fût allé jusqu'à placer à sa tête des membres de l'oligarchie foncière, cela n'avait pas suffi à en assurer véritablement le contrôle:

«...el IERAC que está compuesto de comunistas de la cabeza a la cola. El IERAC es más que el Estado. La única diferencia está en que carece de fuerza armada (...). Ya podemos imaginarnos un IERAC acaudalado gamonal, oligarca (...) y todavía un oligarca sin Dios. Se convertiría en Gengis Kan.»

(La Opinión del Sur, n°5713, 1 Déc. 1964).

[«...l'IERAC qui est composé de communistes depuis la tête jusqu'à la queue. L'IERAC est plus que l'Etat. La seule différence est qu'il ne dispose pas d'une armée (...). On peut déjà imaginer un IERAC, riche gamonal, oligarque (...) et, en plus, oligarque sans Dieu. Il deviendrait un Gengis Khan.»]

Dans le même sens, La Frontera du 21 Juin, laisse entendre qu'avec la nouvelle Loi commence l'abolition de la propriété privée, de sorte que l'Equateur va devenir un nouveau Cuba et que tout cela va aboutir, inéluctablement, au chaos économique ("...llevaría al Ecuador el más grave desbarajuste económico.").

Ce n'est que beaucoup plus tard, vers la fin de 1975, et surtout en 1976, que l'on saura que les aspects menaçants de la Loi de 1973 ne seront jamais véritablement appliqués.

De 1970 à 1973, la nouvelle menace qu'elle impliquait a contribué à porter à son comble l'inquiétude des grands propriétaires fonciers lojans. Beaucoup ont alors eu l'impression que, cette fois, tout était perdu, et que l'ancien monde, sauvé de justesse après l'épisode Si Juriste, s'était bel et bien effondré.

Les réactions individuelles furent sévèrement aggravées par des phénomènes de psychose collective, nés de la confrontation quotidienne de multiples angoisses, dans des conditions qui ne permettaient guère à l'esprit critique de se développer.

Dans cette ambiance de catastrophe et, souvent, de panique, la plupart des membres de la micro-oligarchie eurent tendance à changer, radicalement leurs stratégies à court terme.

Depuis longtemps, on savait que la terre ne permettait plus de s'enrichir, ni, à elle seule, de conserver un niveau élevé de richesses. De même, le monopole de la terre, tel qu'on pouvait le concevoir au XIX^e siècle, était devenu inutile et dangereux.

Un mouvement de longue durée s'était dessiné en faveur du réajustement, sur longue période, de la taille des grandes exploitations. Ces stratégies prévoyaient un lent processus de transformation permettant d'arriver, en quelques années, à des exploitations encore importantes, mais de dimensions beaucoup plus réduites, de l'ordre de 500 à 1 000 hectares dans la majorité des cas.

C'est ce lent processus qui fut brutalement interrompu en 1968-1975: il s'agissait désormais de se débarrasser, dans les meilleures conditions et le plus rapidement possible d'un patrimoine foncier devenu excessivement encombrant.

On put avoir l'impression, à certains moments, que certains propriétaires bradaient leurs terres, dans des conditions désastreuses.

En fait, le démembrement des anciennes *haciendas* a bien eu lieu, dans un grand nombre de cas, mais à des conditions somme toute très acceptables, grâce à l'entrée en scène d'un groupe d'acquéreurs solvables, appartenant à la bourgeoisie rurale.

3.2). L'avènement des notables ruraux.

On a peu d'informations sur la manière dont les notables ruraux, basés dans les bourgs de la région, ont perçu la Réforme Agraire. Comme tous les propriétaires fonciers, ils en ont probablement eu peur, tout d'abord.

Mais leurs stratégies n'ont sans doute pas été aussi improvisées qu'on ne le dit généralement, car, à la différence des notables lojans, ils avaient, eux, une idée précise de l'évolution accélérée des problèmes agraires régionaux.

La crise de 1968 les a soudain placés dans une situation extrêmement favorable.

Grâce à leur solvabilité, ils détenaient la seule solution immédiate que pouvaient accepter les grands propriétaires: ils étaient prêts à payer la terre à un prix presque raisonnable, et ils acceptaient d'endosser toute la responsabilité des expulsions de travailleurs précaires, grâce à leur excellente connaissance du milieu, qui leur permettait d'agir, au coup par coup, avec une extrême efficacité, sans même avoir à utiliser les grands moyens.

Mais leur présence était aussi providentielle pour l'IERAC.

Cet organisme, nous l'avons vu, éprouvait de graves difficultés financières. Les anciens travailleurs précaires, à peu près insolvables, ne pouvaient rembourser les surfaces achetées en complément qu'en échelonnant les échéances sur de longues années.

Or, les notables ruraux eurent souvent pour tactique de susciter des coopératives fictives, regroupant des prête-noms et des personnes qui, en fait, n'avaient aucun droit sur les terres convoitées. Des litiges s'engageaient alors avec les coopératives de véritables précaristes.

L'IERAC eut souvent tendance à donner gain de cause aux premiers qui proposaient de payer comptant le prix demandé.

Ainsi, les notables ruraux gagnaient sur deux tableaux simultanément:

- . les grands propriétaires leur vendaient directement des "actions" (*acciones*) importantes, c'est-à-dire des parties assez considérables de leurs *haciendas*, chaque action pouvant avoir soixante, soixante-dix ou même cent hectares;

- . grâce à la constitution de coopératives fictives, l'IERAC leur attribuait, dans le cadre de la Réforme Agraire, des parcelles, qui ne tardaient pas à leur revenir officiellement deux ou trois ans plus tard.

On vit donc, dès cette époque, au début des années soixante-dix, s'esquisser une nouvelle forme de grande propriété, qui allait s'étendre par la suite. Plus de très grandes *haciendas* appartenant à un petit nombre de "micro-oligarques", mais de grandes *fincas* (on considère généralement comme *finca* une exploitation de plus de cinquante hectares et de moins de cinq cents) appartenant à un plus grand nombre de notables ruraux. Chacun d'entre eux détenait, en général, plusieurs grandes *fincas*, dispersées sur une aire géographique assez étendue, ayant, grosso modo, pour centre le bourg ou le village où résidait le notable.

Ces mutations s'exprimèrent, d'abord, au niveau des "Centres Agricoles Cantonaux" au sein desquels les notables ruraux surent rapidement conquérir l'autorité et le droit de parole aux dépens des anciens grands *terratenientes*, avant de les évincer à peu près complètement.

3.3). Un paysannat en profonde mutation.

Dans les premières années de son application, la Réforme Agraire n'a pas favorisé l'apparition d'une unité au sein du paysannat. Bien au contraire, elle semble avoir constitué un réel facteur de division et de démobilisation.

A la suite d'une enquête sur le terrain effectuée en Janvier et Février 1975, Alain Dubly pouvait écrire:

« Fuera de los pocos casos en los que la lucha por la tierra ha suscitado y fortalecido grupos de campesinos unidos, el proceso de Reforma Agraria vivido en Loja ha causado un debilitamiento de la clase campesina.

« La adquisición de la tierra en forma individual ha situado a los precaristas, frente al hacendado, en posición de competencia contraria a sus intereses, y es, por otra parte, causa permanente de litigios entre vecinos por los linderos y los cercos.

« Habilmente varios hacendados han dividido a los precaristas de su fondo en dos grupos, otorgando apoyo y derecho preferencial de compra de la tierra a los campesinos más sometidos al paternalismo del dueño, los cuales se enfrentan con el grupo de campesinos más firmes en la reivindicación de sus derechos. También se dan lamentables casos de peleas entre precaristas y comuneros por la posesión de las tierras de la hacienda reclamadas por ambas clases de campesinos.»

(A. Dubly. La situación de las Haciendas de la Provincia de Loja diez años después de la Ley de Reforma Agraria. [« La situation des Haciendas de la Province de Loja dix ans après la Loi de Réforme Agraire. »]. 1975, s.l., s.e., 4p. dact.

[« A l'exception des rares cas dans lesquels la lutte pour la terre a suscité et a donné de la force à des groupes de paysans unis, le processus de Réforme Agraire vécu à Loja a provoqué l'affaiblissement de la classe paysanne.

« L'acquisition individuelle de la terre a placé les travailleurs précaires, face à l'hacendado, en position de concurrence, contraire à leurs intérêts, et elle est, d'autre part, la cause permanente de litiges entre voisins, à propos de limites et de clôtures.

« Habilement, certains hacendados ont divisé les travailleurs précaires de leur domaine en deux groupes, donnant leur appui et un droit préférentiel pour acheter la terre aux paysans les plus soumis au paternalisme du propriétaire; ceux-ci s'affrontent au groupe des paysans les plus résolus dans la revendication de leurs droits. On assiste aussi à des cas lamentables de conflits entre travailleurs précaires et comuneros pour la possession des terres de la hacienda réclamées par les deux catégories de paysans. »]

Par ailleurs, un grand nombre de coopératives - dont beaucoup avaient été créées sur des bases fictives dans le seul but de se soumettre aux formes de la loi - n'ont pas tardé à éclater, en aggravant souvent les processus de différenciation au sein d'un même groupe local (cf E. Fauroux, 1985).

Pourtant, malgré ces débuts difficiles, le paysannat commença à s'organiser plus efficacement, à partir de 1968.

En schématisant à l'extrême, ces progrès se sont produits sur la base d'initiatives spontanées ou dirigées, reprises ensuite et coordonnées dans le cadre d'organisations syndicales ou politiques.

3.3.1) les tentatives spontanées d'organisation.

Les initiatives "spontanées" sont souvent à mettre en rapport avec une action antérieure ou simultanée des brigades universitaires; elles en sont, parfois, indépendantes.

Les actions menées au lieu-dit "Centro-Loja", à une quinzaine de kilomètres à l'Est de Catacocha, dans une zone très isolée, paraissent assez représentatives de ce type d'initiative.

En Octobre 1968, plusieurs groupes d'*arrimados* se réunirent pour occuper simultanément quatre *haciendas* dont les patrons avaient refusé tout aménagement au système en vigueur malgré la gravité de la crise.

En dépit de conditions difficiles, et de l'intervention de la Police, l'opération fut un succès. Des étudiants universitaires proposèrent leur aide, qui ne fut acceptée que jusqu'à un certain point (ils participèrent aux négociations avec le Gouverneur pour le retrait des forces policières). L'action ayant pris une certaine ampleur, les propositions d'aides se multiplièrent, avec, en même temps, des pressions insistantes pour donner une coloration politique au mouvement.

L'action put assez longtemps demeurer indépendante dans la mesure où elle se cantonnait à des objectifs limités et précis: d'abord, acquérir légalement la terre, ensuite obtenir l'ouverture, à Catacocha, d'une succursale du *Banco Nacional de Fomento*.

Les pressions devinrent ensuite de plus en plus dures, émanant, notamment, du parti alors au pouvoir, la *Democracia Popular*, dont l'un des objectifs essentiels consistait justement à construire des réseaux solidement implantés en milieu rural.

Tout semble se passer comme si les initiatives spontanées étaient possibles, voire de plus en plus fréquentes, mais elles paraissent presque inexorablement condamnées à être récupérées par l'une des institutions - partis ou organisations syndicales - qui agissent en milieu rural.

3.3.2). Les tentatives extérieures d'organisation locale.

(a). les initiatives d'origine universitaire

L'extrême-gauche universitaire avait été la première à agir efficacement en milieu rural. Ses graves divisions internes ne lui permirent pas de continuer à le faire après 1970.

A travers ses organes de presse, elle tenta de préconiser l'adoption de mesures violentes.

« ; Abajo la falsa Ley de Reforma Agraria !! ; Viva la toma de tierras!! ; Viva la Revolución armada !! »

(FEUE, 25 Janvier 1970).

[« A-bas la fausse Loi de Réforme Agraire !! Vive la conquête de la terre !! Vive la Révolution armée. »]

Le journal FEUE se fit alors une spécialité de la dénonciation des violences commises par les autorités et par les propriétaires pour déloger les paysans qui avaient pris l'initiative d'occuper les terres convoitées.

A notre connaissance, leur action ne put guère dépasser ce stade de soutien moral, sinon au niveau d'un petit nombre d'interventions ponctuelles, parfois mal comprises par les paysans eux-mêmes.

Quelques années plus tard, un organisme de recherche agronomique dépendant de l'Université, le CATER, *Centro Andino de Tecnología Rural*, allait marquer un nouvel effort de l'extrême-gauche universitaire pour conserver le contact avec le milieu paysan.

(b) les initiatives de type syndical: l'exemple de la CEDOC.

La CEDOC, à Loja, s'était longtemps limitée à une action parmi les artisans de la ville.

Elle commença à intervenir en milieu rural pour protéger certains travailleurs précaires contre les expulsions. Elle s'orienta ensuite vers une aide apportée aux paysans pour qu'ils puissent acquérir la terre dans les meilleures conditions auxquelles la loi leur donnait droit: elle s'employa, donc, à leur donner notamment un soutien juridique pour la formation de coopératives, à les assister dans leurs démarches auprès de l'IERAC, et à former quelques cadres syndicaux.

La CEDOC entreprit aussi d'agir au niveau des institutions publiques pour inciter celles-ci à effectuer les investissements nécessaires à l'amélioration de la productivité de l'agriculture paysanne.

Malgré des moyens d'action initialement assez limités, la CEDOC réussit incontestablement à s'implanter solidement dans le milieu rural lojan. Beaucoup de facteurs expliquent, sans doute, ce réel succès.

La CEDOC, à Loja, demeurait très proche des milieux catholiques; elle put donc, dans une certaine mesure, utiliser les réseaux ecclésiastiques qui n'avaient pas encore été totalement désorganisés.

Après 1968, la CEDOC sut profiter à fond de la cassure intervenue entre l'Eglise traditionnelle et le paysannat.

Tout se passe comme si beaucoup de paysans lojans, surtout parmi les jeunes, avaient soudain découvert que la religion ne posait pas leur problème de la meilleure façon: les processions n'avaient pas suffi à conjurer la sécheresse, et beaucoup de curés de village, surtout parmi les plus traditionnalistes, avaient perdu toute crédibilité en manifestant, aux plus durs moments de la crise, un comportement totalement inadapté.

La CEDOC, en définitive, offrait une alternative précieuse: comment réagir intelligemment et efficacement aux événements, tout en maintenant une continuité dans la soumission aux mots d'ordre d'origine religieuse.

Par ailleurs, la CEDOC disposait de cadres de valeur, dont certains avaient bénéficié de bourses pour effectuer des études supérieures en République Fédérale Allemande. De véritables leaders paysans apparurent dans leur sillage; certains obtinrent même l'auréole du martyr, comme ce fut le cas pour Francisco Cumbicus, assassiné par les autorités, en Juillet 1970, lors d'une action répressive entreprise à l'intérieur de la hacienda Usaine (cf *La Verdad*, 5 Juillet 1970 / *Flecha*, n°190, 23 Oct. 1981, sous le titre "El asesinato de Francisco Cumbicus").

3.3.3). L'organisation au niveau régional: groupements d'organisation et intervention des partis politiques.

a). la tendance à la Fédération des organisations locales.

Il devint vite nécessaire de regrouper et de coordonner les organisations qui s'étaient mises en place localement dans le plus complet désordre.

La CEDOC fut parmi les initiateurs de cette tendance qui apparut avec force au début des années quatre-vingt.

En Juin 1981, elle prit, notamment, l'initiative d'un "1er Congrès des Organisations paysannes de la Province et des Cantons de Loja" affiliées à la CEDOC, qui déboucha sur la création d'une "Fédération Unique Provinciale des Organisations Paysannes".

D'autres tentatives furent effectuées sur une base strictement locale:

. l'"Union des Coopératives paysannes du canton Calvas", héritière de l'"Union des Travailleurs Ruraux de Calvas" qui semble être une des plus anciennes, puisqu'elle existait déjà en 1956 (*En Guardia*, 14 Oct. 1956, et *FEUE*, n°1, Avril 1969)

. l'"Union Cantonale des Organisations Paysannes de Paltas" , qui en 1982 regroupait quatre-vingt-cinq organisations,

. l'"Union Inter-cantonale des organisations paysannes des cantons Calvas, Espíndola, Gonzanamá et Sozoranga", fondée en 1980;

. l'"Union Cantonale des Organisations paysannes de Zapotillo", fondée en Septembre 1981,...

Ces organisations, et ces fédérations d'organisation devinrent peu à peu des enjeux considérables, car, en les contrôlant, il devenait possible de contrôler les votes et les actions d'un nombre toujours croissant de paysans.

En fait, un phénomène fondamental se jouait à travers ces micro-luttes au niveau d'une quelconque "union cantonale": le paysannat, très fortement intégré dans les réseaux de clientèle de la micro-oligarchie et dans la sphère contrôlée par l'autorité morale de l'Eglise, était l'objet d'une tentative de reconquête qui émanait soit des notables ruraux, soit des partis politiques.

(A). Les notables ruraux étaient les mieux placés, sans aucun doute, pour reconstituer à leur profit les réseaux de clientèle à peine disparus, dans la mesure où ils détenaient l'argent pour les prêts, la terre pour donner du travail, l'insertion sociale et la continuité de la présence locale pour enserrer la population paysanne dans un filet aux mailles étroites.

Leur faiblesse venait souvent de la vive concurrence qui existait entre des notables trop nombreux dans un secteur donné pour que tous puissent avoir accès à un statut important.

Ils s'appuyaient, parfois, dans leurs stratégies locales sur l'appartenance à un parti politique, mais celle-ci n'avait, au fond, aucune véritable importance. On retrouvait, d'ailleurs, souvent à ce niveau le très vieux et très archaïque clivage Libéraux / Conservateurs.

Les "Libéraux" représentaient plutôt les tendances "de gauche", ou, vaguement, "progressistes", et marquaient une certaine rupture par rapport aux notables de la période précédente.

Les "Conservateurs" incarnaient plutôt l'adhésion à l'attitude traditionnelle de l'Eglise et une certaine continuité avec les réseaux de clientèle de la période précédente, le nouveau notable Conservateur étant par exemple un allié ou un ancien prête-nom d'un micro-oligarque.

Mais, en tout état de cause, ces nouveaux notables de bourgs ruraux n'avaient à compter que sur eux-mêmes et sur leurs propres forces pour réaliser leurs ambitions.

Il aurait pu être particulièrement intéressant de suivre, au niveau d'un bourg ou d'un secteur déterminé, ces luttes d'influence entre notables, pour contrôler le paysannat local, luttes très marquées par les fortes personnalités locales qui avaient pu émerger au cours des vingt dernières années. Le temps ne nous a pas été donné de mener à bien cette entreprise, que d'autres, peut-être, pourront réaliser.

(B). Certains partis politiques, plus conscients de l'importance de l'enjeu et, surtout, mieux armés que les autres pour cette tâche, ont eu pour stratégie délibérée de s'implanter fortement en milieu rural.

L'ouverture du droit de vote aux analphabètes, à partir de 1978, devait, au niveau national, augmenter considérablement l'importance de cet enjeu.

Les partis traditionnels ont eu tendance à agir, selon le schéma éprouvé depuis des décennies, qui consistait à utiliser les fortes personnalités locales en vue de récupérer, sans autres efforts, leurs réseaux de clientèle. Ils ne semblent avoir obtenu que des résultats très médiocres.

Plus intéressante est, sans doute, la stratégie tentée par la *Democracia Popular* du Président Oswaldo Hurtado, qui a choisi une voie inédite dans la région lojane: la formation de leaders paysans et la création d'un militantisme de base susceptible de mobiliser les votes paysans plus efficacement que l'ancien système de clientèle.

Les militants de la "DP" étaient peu nombreux à Loja, à la fin des années soixante. Plusieurs d'entre eux, qui agissaient aussi pour le compte de la CEDOC, avaient bénéficié d'une bonne formation syndicale et politique; à la différence des autres leaders politiques régionaux, ils ne dédaignaient pas de se rendre sur le terrain, et parvinrent à former, dans les villages, sur le terrain, des militants de valeur, dont certains sont devenus, par la suite, d'authentiques leaders d'envergure nationale.

Les thèmes choisis pour toucher l'électorat rural semblent avoir été particulièrement mobilisateurs. Ils s'exprimaient, notamment par:

. un soutien, souvent efficace, apporté aux paysans dans leur lutte pour la conquête de la terre,

. une réflexion et une conscientisation à la base en vue de concevoir sur le terrain et de réaliser une véritable Réforme Agraire, qui mettrait fin aux injustices provoquées par les deux premières.

Les paysans à l'époque devaient, dans leur grande majorité, affronter des problèmes d'extrême urgence s'exprimant surtout au niveau foncier. Ils se trouvaient, pour la plupart, dans deux cas de figure:

. ou bien la terre attribuée par la Réforme Agraire était insuffisante pour constituer une exploitation viable,

. ou bien, les surfaces auraient pu suffire, mais il fallait en payer le prix sous forme de versements trimestriels ou annuels qui plaçaient l'exploitation face à des difficultés insurmontables.

L'action de la *Democracia Popular* permit quelquefois, aux paysans, d'envisager l'existence d'une solution politique à leur problème.

La pénétration de la DP fut grandement facilitée, jusqu'à un certain moment, par l'identification qui s'opéra, pendant plusieurs années, entre ce parti et le grand organisme de développement régional, PREDESUR (cf chapitre 7), absolument omni-présent en milieu rural sous la forme d'une multitude de micro-projets et de micro-interventions.

Nous verrons, aussi, que cette identification fragilisa, en même temps, les conquêtes de la DP et les rendit relativement éphémères.

La DP semble, néanmoins, au niveau de Loja, avoir effectué l'effort le plus conscient et le plus affirmé pour utiliser rationnellement la force politique potentielle résidant dans le paysannat de la région, et pour intégrer cette force dans un dynamique politique nationale relativement cohérente.

Même si cette tentative ne semble pas avoir été couronnée de succès et, même si, dans l'actualité, aucun parti local ne semble avoir les moyens de la reprendre efficacement, il n'en reste pas moins qu'un pas a été accompli pour faire du paysannat une force sociale autonome.

3.3.4). le paysannat au centre de l'élaboration de projets de société.

Désormais, le paysannat n'est plus seulement considéré comme l'une des données immuables du problème. Il s'agit, au contraire d'une variable importante sur laquelle il convient d'agir.

« ¿ Que hacer ? Como ayudar a esa pobre gente ? Por las vías legales, no hay manera de ayudarla (...). Para un cristiano, una ley que coloque en esa situación a decenas de miles de hombres, no es ley (...). No resta otro camino que el de decirles a los campesinos que se queden en sus terrenos y que los defiendan como a su propia vida. »

(*Flecha*, 8 Septembre 1969).

[« Que faire ? Comment aider ces pauvres gens. Par les moyens légaux, on ne peut rien faire pour eux (...). Pour un chrétien, une loi capable de mettre des dizaines de milliers d'hommes dans cette situation, n'est pas une loi (...). Il n'y a pas d'autre voie que de dire aux paysans qu'ils restent sur leurs terres et qu'ils les défendent comme leur propre vie ! »]

Aucune amélioration décisive ne pourra être apportée, sans mettre au point une nouvelle Réforme Agraire. La DP en conçoit les principaux traits.

Les vieux systèmes de production qui caractérisaient autrefois la Province ont fait la preuve de leur inefficacité. Il faut en finir avec eux, non seulement pour des raisons de justice sociale, mais surtout pour des raisons d'efficacité.

« Los terratenientes sostuvieron sus feudos a pérdida y las ganancias que lograban provenían casi exclusivamente del regateo de salarios miserables a los campesinos o del cobro de ciento cincuenta a doscientos días de "obligación" a cambio de las "posiciones", pequeñísimos minifundios situados por lo regular en las peores tierras de una hacienda. En la provincia de Loja son muy contadas las empresas agrícolas que constituyen verdaderas unidades de producción, la gran mayoría de las llamadas haciendas constituyen un desperdicio de los escasos recursos naturales en manos de la haraganería de los nobles que vegetan en las ciudades. »

(Anonyme. - Reforma Agraria = viga maestra del desarrollo económico social de Loja. Documentos Libertad, n°3, Juillet 1970).

[« Les propriétaires fonciers ont maintenu leurs fiefs à perte, et les revenus qu'ils obtenaient provenaient presque exclusivement du marchandage de salaires misérables aux paysans ou de la prestation de cent-cinquante à deux-cents jours d'"obligations" en échange des "possessions", minuscules minifundios situés en général dans les pires terres de la hacienda. Dans la province de Loja, il y a très peu d'entreprises agricoles qui constituent de véritables unités de production, la grande majorité des prétendues haciendas constituent un gaspillage des ressources naturelles aux mains de la paresse des nobles qui végètent dans la ville. »]

La loi de Réforme Agraire, telle qu'elle fut mise en oeuvre, est néfaste pour les paysans.

« La Ley de Reforma Agraria no fué dictada con la intervención de los campesinos, pero sí fué dictada en su contra. Si el Gobierno, si los legisladores están contra los campesinos, es natural que los campesinos estén en contra de las leyes injustas

del Gobierno y de los legisladores, y que ese descontento se exprese al nivel cultural a que se los ha reducido y con la fuerza necesaria para tener éxito (...). Donde hay esclavos, los libres tenemos que fomentar la subversión y alegrarnos de que esta crezca. »

(Flecha, 26 Mai 1969).

[« La Loi de Réforme Agraire ne fut pas conçue avec l'aide des paysans, mais elle fut conçue contre eux. Si le Gouvernement, si les législateurs sont contre les paysans, il est naturel que les paysans soient contre les lois injustes du Gouvernement et des législateurs, et que ce mécontentement s'exprime sous les formes culturelles auxquelles on les a réduits et avec la force nécessaire pour parvenir au succès (...). Là où il y a des esclaves, nous les hommes libres, devons organiser la subversion et nous réjouir de ses progrès. »]

Et:

« Como fácilmente se puede apreciar, la Ley de Reforma Agraria lo que ha hecho es consagrar el latifundismo improductivo e incrementar el minifundio y la miseria de los campesinos que son desalojados de sus actuales o antiguas posesiones (...). En Loja, es la única parte donde los latifundistas y sus allegados exigen que se aplique la ley de Reforma Agraria con el fin de desalojar "legalmente" a los campesinos a las laderas de las colinas y reemplazar los cultivos con ganaderías extensivas de bajísimo rendimiento (...). Loja requiere de inmediato un cambio total de la Legislación agraria. Lo que actualmente se está haciendo a título de reforma agraria es el desalojo de los campesinos y el exterminio de la producción. »

(Anonyme, 1970, p.2).

[« Comme on peut facilement s'en rendre compte, la Loi de Réforme Agraire a, en fait, consacré le latifundisme improductif et augmenté le minifundio et la misère des paysans qui sont délogés de leurs anciennes ou actuelles "possessions" (...). Loja est le seul endroit où les latifundistes et leurs partisans exigent que l'on applique la Réforme Agraire afin de déloger "légalement" les paysans, en les envoyant vers les pentes des collines et de remplacer les cultures par un élevage extensif de très bas rendement (...). Loja a besoin, sans délai, d'un changement total de la législation agraire. Ce qui se fait actuellement sous le nom de Réforme Agraire n'est que l'expulsion des paysans et la destruction de la production. »]

En définitive, la solution résiderait sans doute dans la mise en oeuvre de nouveaux rapports de production de type communautaires, qui permettraient seuls d'éviter la simple juxtaposition de minifundios.

« La nueva forma de tenencia sería comunitaria. El fundo o los fundos que anteriormente eran utilizados por los terratenientes pasarían a ser propiedad de la Cooperativa, la misma que con el debido asesoramiento técnico y financiero del estado realizaría cultivos comunitarios (...) Se debe propender a concentrar en un solo sitio las viviendas de los agricultores miembros de la Cooperativa y se podría entregar a cada familia en propiedad intransferible e indivisible una parcela familiar para que sea cultivada en forma individual.»

(op. cit. p.2).

[« La nouvelle forme de tenure serait communautaire. Le domaine ou les domaines qui étaient auparavant utilisés par les *terratienientes* deviendraient la propriété de la Coopérative, qui, avec l'aide technique et financière nécessaire fournie par l'Etat, effectuerait des cultures communautaires (...). On devrait inciter à la concentration en un seul site des habitations des agriculteurs appartenant à la Coopérative et on pourrait donner à chaque famille, en propriété inaliénable et indivisible, une parcelle familiale qui serait cultivée de façon individuelle. »]

* Les choses ne se sont pas passées, à Loja, comme l'auraient souhaité les hommes de la DP, mais bien des choses pourtant ont changé au niveau des rapports de production et des systèmes techniques de production, qui, en quelques années, se sont trouvés profondément renouvelés.

*
* *

S4. LES NOUVELLES STRUCTURES AGRAIRES DANS LA REGION DE LOJA.

La mise en oeuvre de la Réforme Agraire, à Loja comme dans le reste du pays, a eu, tout d'abord, des effets au niveau de la redistribution de la population rurale, mais à Loja ceux-ci ont été aggravés par l'exode provoqué par la sécheresse de 1968 (§3.1).

La structure par taille des exploitations a, elle-aussi, été profondément transformée (§3.2), mais, plus fondamentalement, les transformations rapides subies par les systèmes techniques de production mis en oeuvre dans la région, ont largement contribué à restructurer l'ensemble de l'espace agraire régional.

4.1). La redistribution de la population rurale.

Très schématiquement, on assiste, sur la période de vingt ans séparant les deux recensements de 1962 et de 1982, à trois phénomènes démographiques principaux:

. dans la plupart des cantons ruraux de la province, la population économiquement active travaillant dans l'agriculture a sensiblement diminué et a fortement vieilli;

. la répartition de cette population dans l'espace régional s'est transformée, les villages du sud-ouest ayant tendance à se dépeupler, alors que dans les parties hautes, à l'est de la province, sur un axe Saraguro-Loja-Amaluza, un lent essor démographique se poursuit;

. dans l'ensemble, la population des bourgs ruraux, a assez fortement augmenté, bénéficiant, au moins en partie, du déclin des villages des alentours.

. la plupart des cantons de la Province de Loja ont vu leur population rurale décroître de façon très significative depuis le recensement de 1962.

Tableau 10. Cantons de la province de Loja dont la population rurale a diminué sur la période 1962-1982. En nombre d'habitants. (élaboration E.Fauroux, à partir des données figurant in D.Delaunay, 1985).

Cantons.	1962	1974	1982	1982-1962	%82-62
Celica.	5 772	5 655	4 553	- 1 219	- 21.2%
Gonzanamá.	2 014	2 582	1 922	- 92	- 4.6%
Macara	4 444	3 821	3 269	- 1 175	- 26.4%
Catacocha	14 935	16 423	12 703	- 2 232	- 14.9%
Alamor	6 343	7 005	5 376	- 967	- 15.2%
Sozoranga	5 508	5 005	5 470	- 38	- 0.7%
Cazaderos-Paletillas(1)	5 090	5 281	4 635	- 455	- 8.9%

(1). C'est-à-dire le canton Zapotillo, à l'exception du bourg de Zapotillo, dont la population a augmenté au cours de la période.

Les seuls cantons dont la population rurale n'a pas diminué sont ceux de Loja, de Calvas, de Saraguro et d'Amaluza-Jimbura.

Tableau 11. Cantons de la province de Loja dont la population rurale a augmenté au cours de la période 1962-1982 (id.).

Cantons.	1962	1974	1982	1982-1962	%82-62
Loja	11 215	13 586	15 629	+ 4 414	+39.4%
Calvas	14 185	17 143	15 940	+ 1 755	+12.4%
Saraguro	3 381	4 114	4 304	+ 923	+27.3%
Amaluza-Jimbura	10 430	13 589	14 875	+ 4 445	+42.6%

On voit donc se redessiner avec une certaine netteté une nouvelle répartition régionale de la population rurale, très favorable à l'axe Saraguro-Loja-Cariamanga-Amaluza qui n'est pas touché - ou l'est beaucoup moins - par l'aggravation de la sécheresse. Si les chiffres du recensement de 1982 ne sont pas gonflés (l'hypothèse de ce gonflement a été présentée dans la presse locale, non sans quelques raisons), l'importance des taux d'accroissement suggère même l'existence d'un courant d'immigration, dont, pourtant, nous n'avons guère trouvé de traces sur le terrain.

Au cours de la période, la population des bourgs de la province a fortement augmenté.

Tableau 12. Evolution des bourgs de la province de Loja sur la période 1962-1982 (id.).

Bourgs	1962	1974	1982	1982-1962	%82-62
Catamayo	5 411	7 991	12 891	+ 7 480	+138.2%
Cariamanga	5 381	6 682	9 704	+ 4 323	+ 80.3%
Celica	3 467	3 081	3 687	+ 220	+ 6.3%
Gonzanamá	1 363	1 531	1 611	+ 248	+ 18.2%
Macará	5 027	8 063	10 510	+ 5 483	+109.1%
Catacocha	3 796	3 820	5 129	+ 1 333	+ 35.1%
Alamor	1 370	1 832	2 880	+ 1 510	+110.2%
Saraguro	1 562	1 739	2 086	+ 524	+ 33.5%
Total bourgs.	27 377	34 739	48 498	+21 121	+ 77.1%

La simple lecture de ces chiffres permet d'entrevoir l'un des phénomènes sociaux majeurs subis par la province au cours des vingt dernières années: l'émergence des bourgs comme micro-pôles régionaux et comme centres autonomes de pouvoir (cf chapitre 8).

4.2). La taille des exploitations et la nouvelle distribution de la terre.

Le tableau 13 (cf page suivante) résume l'évolution de la situation intervenue entre 1954 et 1974, dates des deux grands recensements agricoles (*Censos Agropecuarios*) réalisés, à ce jour, en Equateur.

Les données de 1954 sont nettement moins fiables que celles de 1974. Toutefois, au niveau de la Province, les ordres de grandeur demeurent utilisables. On ne peut, malheureusement, descendre à un niveau plus fin, cantons ou paroisses, pour effectuer des comparaisons entre 1954 et 1974.

Par ailleurs, l'année 1974 n'est certainement pas une date idéale pour apprécier les effets de la Réforme Agraire qui semblent n'avoir atteint toute leur ampleur, au moins à Loja, qu'au début des années quatre-vingt.

Nous présenterons donc, parfois, des "estimations 1980", établies à partir de l'extrapolation de l'évolution 1954-1974, corrigée par diverses informations recueillies auprès du Ministère de l'Agriculture et/ou de l'IERAC, ou, directement, sur le terrain.

Tableau 13. Distribution de la taille des exploitations agricoles dans la province de Loja en 1954 et 1974.

(Sources:

. 1954. *Censo Agropecuario 1954*, in M. Arias B, *Estructura Agraria del Ecuador*, Quito, Junta Nacional de Planificación, 1972.

. 1974: MAG, INEC. *Segundo Censo Agropecuario 1974. Distribución de la tierra. Resumen Nacional*, Quito, MAG, INEC, 1977, 147p).

		TAILLE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES							TOTAL
		0 à 5 has	5 à 20 has	20 à 50 has	50-100 has	100 à 500 has	500 à 1000has	+ de 1000has	
1954		36 500 has	62 000 has	43 400 has	18 900 has	73 900 has	24 800 has	215 700 has	475 200 has
1974		58 730 has	90 337 has	53 916 has	34 665 has	70 681 has	36 009 has	85 919 has	430 257 has
1974		+	+	+	+	-	+	-	-
1954		22 230 has	28 337 has	10 516 has	15 765 has	3 219 has	11 209 has	129 781 has	44 943 has
1954		11.4%	12.5%	8.8%	3.8%	15.0%	5.0%	43.5%	100.0%
1974		13.6%	21.0%	12.5%	8.1%	16.4%	8.4%	20.0%	100.0%
1954		26 064	6 787	1 154	261	346	36	85	35 133
1974		31 352	9 925	1 859	535	380	55	42	44 148
1954		74.2%	19.3%	4.4%	0.7%	1.0%	0.1%	0.3%	100.0%
1974		71.0%	22.5%	4.2%	1.2%	0.9%	0.1%	0.1%	100.0%
1954		1.40 has	9.13 has	37.6 has	72.4 has	213.6 has	688.9 has	2 537.6 has	13.53 has
1974		1.87 has	9.10 has	29.0 has	64.8 has	186.0 has	654.7 has	2 045.7 has	9.74 has

1. Surface des exploitations en valeur absolue (en hectares).
2. Surface des exploitations en % de la superficie totale.
3. Nombre des exploitations (en unités).
4. % du nombre total d'exploitations.
5. Taille moyenne des exploitations (en hectares).

En résumant à l'extrême, l'évolution 1954-1974 se ramène à quatre phénomènes majeurs (1).

1. une importante réduction du total des surfaces agricoles qui perdent un peu moins de 10% de leur extension de 1954;
2. le très fort déclin des grandes exploitations qui perdent plus de 60% des surfaces occupées en 1954;
3. la relative stabilité des *minifundios* qui masque un certain nombre d'importants changements qualitatifs;
4. la nouvelle importance relative des exploitations de taille moyenne (50 à 100 has notamment).

(1). De 1954 à 1974, les surfaces agricoles ont diminué d'environ 45 000 hectares (9.46% des surfaces de 1954).

Bien que les chiffres de 1954 aient, très probablement, été surestimés (prise en compte, comme "pâturages naturels", de friches très largement inutilisables), le phénomène est bien réel. Il semble d'ailleurs spécifique à Loja, car, dans la quasi-totalité des autres provinces, les surfaces utilisées pour l'agriculture et l'élevage ont augmenté, parfois très sensiblement, entre les deux recensements.

Il s'explique, d'abord, par l'aggravation de la sécheresse qui a conduit à l'abandon total de terres autrefois utilisées, "à la limite".

Par ailleurs, la désagrégation d'un grand nombre de latifundios a provoqué une situation assez originale que l'on pourrait schématiser de la façon suivante.

Soit, pour les terres d'une *hacienda* donnée, en 1954, trois niveaux de valeur agronomique:

- . le niveau 1 correspondant aux meilleures terres irriguées était réservé à l'exploitation du propriétaire et, très exceptionnellement, à certains *arrimados* privilégiés;
- . le niveau 2 (terres un peu moins bonnes, à l'irrigation plus aléatoire) était partagé entre l'exploitation du propriétaire et les *arrimados*,
- . le niveau 3 (pentes, terres de mauvaise qualité, non irrigable...), était abandonné aux *arrimados*.

Les conditions particulières de la Réforme Agraire à Loja ont conduit à l'évolution suivante:

- . le niveau 1 a été conservé par l'ancien propriétaire, ou, plus fréquemment, vendu à un notable rural; les *arrimados* en ont été systématiquement exclus;

(1). Pour plus de détails cf E. Fauroux, "Diagnóstico socio-económico del medio rural... vol. A, vol. B...".

. le niveau 2, qui n'était convoité ni par les anciens propriétaires, ni par les notables ruraux, a souvent été attribué aux anciens *arrimados* et à des paysans pauvres qui en ont profité pour abandonner le niveau 3, car celui-ci ne permettait pas de constituer des exploitations autonomes, capables de fonctionner durablement, sans l'apport que constituaient les divers "bénéfices" fournis autrefois par la *hacienda*

Ce sont donc, en grande partie, les terres de niveau 3 qui ont cessé d'être cultivées entre 1954 et 1974 qui constituent sans doute l'essentiel de la différence constatée dans le tableau ci-dessus.

(2). En 1974, les plus grandes exploitations (taille supérieure à mille hectares) avaient perdu plus de 60% des surfaces dont elles disposaient en 1954.

Le phénomène s'est aggravé après 1974 et semble s'être stabilisé au début des années quatre-vingt.

En 1954, cette catégorie d'exploitations occupait 43.5% des surfaces; elle n'en occupait plus que 20% en 1974 et, selon certaines estimations, de 10 à 15 % vers 1980.

Mais, diverses indications (Ministère de l'Agriculture, IERAC, observations de terrain) donnent à penser que l'effondrement brutal de la décennie 1968-1978 s'est ralenti ou, même, interrompu.

La taille moyenne des grandes exploitations atteignait 2 500 has en 1954; elle avait baissé à 2 045 has en 1974; à l'heure actuelle, elle n'est probablement guère supérieure à un millier d'hectares. Par ailleurs, ce sont surtout les plus grandes exploitations, plus de 5 000 hectares, qui ont été touchées; elles étaient d'ailleurs très sous-utilisées, la plupart du temps, et ce sont elles qui, souvent, ont été entièrement redistribuées entre de nouveaux propriétaires. Les *haciendas* qui avaient un millier d'hectares en 1954 ont généralement été peu touchées par le phénomène de rétraction, et on plus généralement survécu que les autres.

(3). En première approximation, les plus petites exploitations, celles dont la taille est inférieure à cinq hectares, paraissent manifester une relative stabilité:

- . elles occupaient 11.4% des surfaces agricoles en 1954 et 13.6% en 1974;
- . leur taille moyenne est passée de 1.40 à 1.87 hectares,
- . leur nombre n'avait pas augmenté beaucoup plus vite que celui de l'ensemble des exploitations (+ 20.3% pour les premières, + 25% pour les secondes).

Mais, dans la réalité, la qualité de ces petites exploitations est, actuellement, beaucoup plus homogène - dans la médiocrité - qu'en 1954, dans la mesure où elles tendent à se retrouver, pour la plupart, dans le

niveau 2 que nous avons évoqué (§1). Sous l'effet de diverses circonstances, ce niveau subit actuellement une rapide dégradation et tend à s'identifier à l'ancien niveau 3 (cf infra, §4.3.3).

(4). Les exploitations de taille moyenne ont vu leur importance relative augmenter de 1954 à 1974, et, très certainement, jusqu'à l'heure actuelle. Elles tendent à devenir le mode d'exploitation dominant dans la région.

Elles sont nées, très souvent, du rachat par des notables ruraux, de parcelles de *haciendas*, qui avaient échappé au processus immédiat de Réforme Agraire.

Actuellement, leur importance relative continue à augmenter, mais, cette fois, grâce à de multiples achats de petites exploitations ou de *minifundios* vendus par leurs propriétaires en difficulté.

On assiste donc, aujourd'hui, à un véritable mouvement de reconstitution d'une nouvelle forme de grande propriété, sur des bases inédites.

Les exploitations de 5 à 100 hectares occupaient 41.6% des surfaces en 1974, contre seulement 25.1% en 1954. Les estimations plus récentes concordent pour leur attribuer sensiblement plus de 50% des surfaces agricoles au début des années quatre-vingt.

Beaucoup d'exploitations parmi les plus dynamiques appartiennent à cette catégorie de taille, et on peut penser qu'elles vont devenir largement dominantes dans un bref avenir.

4.3). La transformation des systèmes agricoles de production.

L'évolution de la taille des exploitations n'est que l'un des symptômes des transformations qui touchent les systèmes de production dans toute la région.

Trois principaux types de systèmes de production se partagent désormais le premier plan:

- . celui qui caractérise la hacienda traditionnelle "adaptée",
- . celui dit de la "grande" *finca*, correspondant aux exploitations de taille moyenne,
- . les divers système minifundistes ou quasi-minifundistes, qui caractérisent la petite agriculture paysanne.

4.3.1). les *haciendas* traditionnelles "adaptées".

La plupart des *haciendas* lojanes très sous-utilisées n'ont pas survécu à la crise de 1968-75, et elles ont été entièrement parcellées. Par contre, un certain nombre de *haciendas* bien situées et bien gérées, ont survécu, à la crise.

Certaines - c'est exceptionnel - se sont à peine transformées: elles ont seulement un peu réduit leur taille et salarient leurs anciens *arrimados*, mais, au fond, pas grand-chose n'a changé par rapport à la situation antérieure et la *hacienda* constitue toujours le pôle socio-politique et économique du secteur considéré. Ces exemples résiduels existent encore dans le canton Espíndola (Jimburá, Amaluza) et, peut-être, dans certaines parties du canton Calvas.

Mais, dans l'immense majorité des cas, les *haciendas* qui ont survécu n'ont pu le faire qu'au prix de quelques adaptations comportant au moins une diminution des surfaces, un recours au salariat pour le recrutement d'une force de travail beaucoup moins nombreuse qu'autrefois, et une "rationalisation" du mode de gestion.

Les *haciendas* adaptées ont considérablement réduit leur superficie, en se débarrassant, grâce à la Réforme Agraire, des parties les moins intéressantes d'un point de vue agronomique. Elles ont, par contre, très généralement conservé à peu près toutes les meilleures terres irrigables et mécanisables.

Parallèlement, elles ont fortement modifié leur demande de main d'oeuvre. Au lieu d'employer, comme autrefois, la quasi-totalité de la population rurale des alentours pratiquement sans contre-partie monétaire, elle recrute désormais un nombre modeste de salariés, qui sont d'ailleurs souvent d'anciens *arrimados*.

Lorsque le "patron" n'a pas changé, des rapports de type paternaliste subsistent encore parfois, y compris avec des paysans qui ont cessé d'être employés sur la *hacienda*. Mais ces survivances vont disparaître avec les derniers représentants des patrons traditionnels.

Dans l'ensemble, la gestion de la *hacienda* s'est fortement rationalisée, en ce sens que les impératifs purement économiques l'emportent désormais sur les autres. La *hacienda* a cessé d'avoir pour fonction principale d'assurer le rayonnement politique et social de son propriétaire dans le microcosme régional.

Pourtant, celui-ci n'a pas renoncé à toutes ses fonctions extra-économiques: il fait partie du *Municipio* du bourg le plus proche ou, au moins, il y dispose de prête-noms. Au pire, il joue un rôle dans les *Juntas Parroquiales*. Son influence locale demeure certaine, et ses réseaux de clientèle existent encore, mais ceux-ci ne se renouvellent guère: les jeunes paysans de la zone ne s'y intègrent pas et les décisions les plus importantes appartiennent désormais aux notables ruraux.

Les processus de rétraction subis par les *haciendas* de la région ont été souvent accompagnés par une aggravation de la décapitalisation. Alors que beaucoup d'experts avaient pu penser, au cours des années soixante, que les grands propriétaires réinvestiraient dans leur exploitation une partie, au moins, des sommes acquises par la vente partielle de la terre, le phénomène s'est très peu produit, et l'argent a servi à

des investissements immobiliers ou à des placements divers, mais n'a que très exceptionnellement servi à moderniser l'exploitation.

Il faut mettre entièrement à part le cas de la raffinerie de sucre et de la plantation de canne de Catamayo, dont nous avons déjà décrit à très grands traits le fonctionnement: elles appartiennent au système de plantation, courant dans la Costa, mais sans autre exemple dans la province de Loja.

4.3.2). La "grande" finca.

Il s'agit d'une exploitation de dimension importante, mais sensiblement inférieure à celle de la *hacienda*, même après que celle-ci se soit "adaptée": Ses dimensions modales semblent comprises entre 70/80 et 3 ou 400 hectares.

C'est plus son mode de gestion que sa taille qui la différencie nettement de la *hacienda*: elle fonctionne comme une entreprise agricole qui ne se reconnaît aucune fonction sociale ou politique locales et qui n'a pour objectif que la réalisation de profits.

L'élevage semble être actuellement la spéculation la mieux adaptée à cet objectif.

La finca, avec ces caractéristiques, existait déjà avant les années soixante-dix. Son propriétaire n'appartenait pas à la micro-oligarchie, mais, presque toujours, à la bourgeoisie rurale ascendante. Le nombre de ces exploitations a été décuplé à la faveur de la Réforme Agraire et des crises qui l'ont suivie.

La prise de possession des fincas s'est souvent opérée à la faveur de crises aiguës: occupations illégales de *haciendas*, conflits violents entre groupes de paysans, etc... Les nouveaux propriétaires n'ont pas hésité à recourir à des procédés expéditifs pour entrer dans leurs droits. Il en est souvent résulté une forte détérioration des rapports qu'ils pouvaient entretenir avec l'environnement humain de l'exploitation.

Ils ont donc eu souvent tendance à limiter leurs besoins en main d'oeuvre, par exemple en généralisant l'élevage, et en faisant venir d'ailleurs des *cuadrillas*, de petites équipes, de travailleurs à la tâche, recrutés à un tarif forfaitaire, pour les travaux les plus importants.

Les patrons des grandes fincas sont ainsi, très souvent, radicalement coupés de leur environnement social. Ils demeurent, par contre, très fortement insérés dans les rapports sociaux et politiques de leur résidence principale dans laquelle leurs nouvelles propriétés contribuent à rehausser leur pouvoir économique, leur prestige social et leur statut.

4.3.3). La petite agriculture paysanne.

Il existe depuis très longtemps, dans la province de Loja, un type de *minifundios* "traditionnels", qui caractérise surtout les zones de population indigène (canton Saraguro, paroisse Gualiel du canton Loja, etc...). Ces *minifundios* correspondaient autrefois à une propriété communautaire et faisaient partie intégrante d'un système social très particulier marqué par l'importance des rapports d'entraide et de solidarité.

On trouvait aussi des ensembles fonciers constitués de *minifundios* dans les quelques communautés paysannes qui avaient pu conserver une certaine indépendance à l'égard des *haciendas* de leur secteur. Elles avaient réussi à conserver en propre un terroir autonome, mais, au fil des générations, celui-ci avait dû être divisé en un nombre de plus en plus grand de parties prenantes. Depuis longtemps, leur survie était assurée par des migrations temporaires ou par des prestations épisodiques de travail dans les *haciendas* du voisinage.

La Réforme Agraire, dans l'esprit de certains de ses promoteurs, devait mettre en place une petite propriété non minifundiste, capable de conserver son autonomie et d'assurer la subsistance des populations rendues libres par les anciennes haciendas.

Après 1968-1970, des communautés de "bénéficiaires" de la réforme commencèrent ainsi à faire leur apparition dans des secteurs récemment arrachés aux *haciendas*. De nouveaux hameaux se constituèrent ainsi, en habitat dispersé, à proximité des parcelles acquises depuis peu.

A l'instigation de l'IERAC, les nouvelles exploitations tentèrent généralement de s'organiser sous la forme coopérative. Mais elles connurent vite d'énormes difficultés.

En 1983-1984, selon l'IERAC, il n'y avait guère qu'une vingtaine de coopératives agricoles fonctionnant effectivement. Dans l'ensemble, la durée de vie de ces coopératives est très brève: il s'agit seulement de satisfaire aux exigences de la loi, tant que durent les formalités liées à l'acquisition définitive de la terre. Lorsque celles-ci sont terminées, la coopérative ne tarde pas à éclater et chacun des anciens associés tente d'obtenir les titres individuels de propriété.

Il est patent, en tous cas, que les coopératives de la région de Loja n'ont jamais permis la mise en place durable de rapports de production communautaires.

Seules les coopératives de producteurs de café semblent avoir mieux fonctionné:

« Les coopératives liées à la production du café ont été créées à partir de 1974 sur les conseils du Programme National du Café. Leur existence a favorisé l'obtention de prêts pour la rénovation des plantations et l'assistance technique. Vingt-trois

coopératives se sont créées au milieu des années soixante-dix, regroupant environ un millier d'agriculteurs cultivant 7 500 hectares de café (...). Ces coopératives ont eu des sorts divers; quelques unes ont disparu du fait de leur faible efficacité réelle, d'autres fonctionnent avec succès, que ce soit à Sozoranga, à Olmedo ou à Alamor, mais elles sont avant tout des groupes de commercialisation dont l'objectif est l'obtention des meilleurs prix. Et elles réussissent en général à obtenir de 20 à 25% de mieux que dans le cas de la vente individuelle aux intermédiaires.» (A.L. Pietri-Lévy, 1986, p.99).

Dans son ensemble, sous sa forme minifundiste ou coopérative, l'agriculture paysanne a connu de graves difficultés après la réforme agraire.

En premier lieu la faible dimension des parcelles attribuées et leur médiocre valeur agronomique ne permirent généralement pas de constituer des exploitations viables, d'autant que les nouveaux propriétaires devaient, la plupart du temps, rembourser une partie de la valeur des terres reçues. Il s'agissait souvent d'échéances relativement importantes, qui contraignirent les petits paysans à vendre, dans de très mauvaises conditions, une partie ou la totalité de leur bétail, ou, plus gravement, à revendre leur parcelle au bout de quelques années.

L'accès au crédit demeurait totalement insuffisant, voire nul. L'encadrement technique était inexistant, et les migrations temporaires ou définitives désorganisaient gravement l'accomplissement des diverses tâches agricoles.

Mais c'est surtout l'apparition d'une sécheresse chronique qui devait aggraver tragiquement ces difficultés déjà considérables.

Après 1968, en effet, le régime des pluies ne s'est pas véritablement normalisé.

Les années 1969 et 1970 n'ont pas été catastrophiques, mais, en Février 1971, la presse régionale signalait à nouveau un important déficit de pluies à Macará et Celica. Tout le canton Paltas fut touché à son tour. En Novembre 1971, La Frontera titrait en première page:

« ; *Nuevamente la sequía !* » [« De nouveau, la sécheresse ! »].

En 1973-74, le retard des pluies prit encore une dimension dramatique, et les habitants de certains secteurs retrouvèrent à peu près la situation de 1968. Les éleveurs en furent parfois réduits à nourrir leurs boeufs avec des bananes (La Frontera, 16 Déc. 1973). La situation resta aigue jusqu'à Juin 1974.

En 1979-80, la situation redevint critique à Macará, Celica et sur tout le "cordón fronterizo" (la zone longeant la frontière).

Au début d'Avril 1980, la presse régionale put affirmer que:

« el canton Celica sufre los estragos de la peor sequía de todos los tiempos. » ["le canton Celica souffre les dévastations de la pire sécheresse de tous les temps. »]

El Mundo du 3 Avril 1980, qui annonçait la nouvelle, publia un «Informe general sobre la encuesta acerca de los efectos ocasionados por la sequía.» [« Rapport d'ensemble sur l'enquête relative aux conséquences de la sécheresse »].

En Avril 1985, un nouveau retard des pluies entraîna la perte de plus de 50% des récoltes dans le canton Paltas.

En fait, tout se passe comme si une zone de plus en plus vaste, au sud et au sud-est de la Province, était peu à peu conquise par un climat de type sub-désertique. Il n'est plus question d'aléas climatiques, mais de changements de longue durée des conditions naturelles, imposant une adaptation radicale des systèmes techniques de production. Une étude de la Fondation Natura, en Juin 1985, confirme l'avance du désert de Sechura vers le sud équatorien (El Comercio, 23 Juillet 1985).

Dans ces conditions très difficiles, l'agriculture ne devient possible qu'au prix d'importants aménagements hydro-agricoles que l'agriculture paysanne, livrée à elle-même, n'a pas les moyens d'effectuer. Son retard s'est donc accru, ainsi que sa dépendance à l'égard des plus grandes exploitations qui, elles, disposent généralement d'un système d'irrigation convenable.

Mais c'est sans doute l'élevage paysan qui a été le plus durement touché, à la fois par la sécheresse et par la disparition de la possibilité d'utiliser les pâturages des haciendas.

Face à ces graves difficultés, les petits agriculteurs de la région semblent avoir adopté deux types de solutions.

La première, la plus radicale, a consisté à émigrer vers des zones de colonisation agricole.

La seconde, plus complexe, reposait sur une multitude d'adaptations techniques, destinées à mieux maîtriser un milieu qui avait profondément changé: choix de nouvelles cultures, utilisation de nouvelles variétés mieux adaptées, développement de l'élevage caprin ... (cf J. Sánchez Parga, 1983, pp 46-47). Mais ces tentatives d'adaptation ont été lourdement grevées par un manque chronique de capitaux, de sorte que le retard de l'agriculture paysanne n'a cessé de s'accroître.

Paradoxalement, la violence des pluies de l'*invierno* de 1982-1983 a contribué à remettre en cause les quelques progrès obtenus: les cultures effectuées à proximité des cours d'eau furent emportées par les énormes crues; les petits canaux d'irrigation péniblement édifiés par

les paysans avec de petits moyens furent détruits en quelques jours; les troupeaux de chèvres résistèrent mal à l'humidité persistante et subirent de fortes pertes...

(*) En définitive, la petite agriculture paysanne issue de la Réforme Agraire et de la crise de 1968 ne paraît pas suffisamment armée pour s'adapter à un environnement devenu de plus en plus difficile, et elle manifeste une forte vulnérabilité aux aléas climatiques de la région, qui laisse supposer que les très forts courants d'émigration caractérisant la Province vont se poursuivre dans les années à venir.

En tout état de cause, les unités sociales locales, démembrées par les migrations, n'ont pas réussi à manifester une cohésion suffisante pour s'imposer comme de véritables sources de pouvoir.

Quelques associations se sont constituées, des *Juntas Parroquiales*, des *Juntas Pro Mejoras*, des "*Comités de Padres de Familia*"..., au sein desquelles la décision appartient au très petit nombre de "petits riches", moins misérables que leurs compatriotes. Ceux-ci se comportent comme des usuriers-commerçants-collecteurs au niveau le plus bas: ils constituent l'échelon le plus bas du processus d'ascension sociale, qui permettra, au mieux, de parvenir au statut de notable rural.

Les difficultés de l'agriculture paysanne ont contribué à diminuer un peu la portée des succès remportés au cours des vingt dernières années par les notables ruraux mais la portée des prélèvements opérés par ces derniers demeure encore considérable.

4.4). Les nouveaux mécanismes d'appropriation du sur-produit paysan: les développements du capital commercial en milieu rural.

Le paysannat tel qu'il a été défini après la Réforme Agraire et la crise de 1968, ne peut plus fonctionner comme par le passé. Il était, autrefois, soit l'un des rouages d'une *hacienda*, soit un producteur indépendant qui pouvait, à la rigueur, fonctionner en quasi-auto-subsistance.

Désormais, pour rembourser la terre dont il a reçu la propriété, mais aussi pour assurer sa survie dans une exploitation qui n'est plus auto-suffisante, il doit vendre une partie de sa production et/ou vendre, au moins partiellement, sa force de travail.

Mais, par ailleurs, le paysan, autrefois coupé de toute activité politique locale, ne peut guère éviter, aujourd'hui, de prendre parti, d'être sollicité par des agents électoraux, de subir les pressions plus ou moins directes des divers notables locaux qui tentent de l'intégrer dans leurs réseaux de clientèle...

Ces réseaux tendent obstinément à se reconstituer, malgré de grandes difficultés. Les mécanismes paraissent très différents de ceux qui avaient cours autrefois. Le notable-commerçant-usurier local offre aux "clients" potentiels sa protection, il achète leur production agricole, il leur donne du travail ou des terres en métayage.

S'il n'abuse pas de sa situation, ses clients peuvent lui être très dévoués, et ce dévouement peut trouver une première expression au niveau électoral: ils voteront pour lui, s'il est candidat à des élections locales, ou pour le Parti qu'il désignera.

Ces nouveaux réseaux se différencient fortement des anciens, notamment par la multiplicité des "patrons", qui se concurrencent mutuellement, et ne manifestent pas l'homogénéité de stratégies qui, dans l'ensemble, caractérisait autrefois la micro-oligarchie.

Mais la relative atomisation des réseaux est partiellement compensée par le fait que la plupart d'entre eux convergent dans les bourgs ruraux dont nous avons pu mesurer les récentes et puissantes tendances expansionnistes.

*
* *

Conclusion du chapitre 6.

En vingt ans, l'ensemble des bases foncières du système de domination de la micro-oligarchie s'est effondré.

La domination des *haciendas*, si caractéristique de la société lojane depuis le XIX^e siècle, s'est effritée, "libérant" presque sans transition des paysans qui depuis des décennies, voire des siècles, se trouvaient englués dans une structure socio-politique polarisée autour des très grands propriétaires.

Beaucoup de choses se sont effondrées, en même temps que la structure de *hacienda*, et notamment l'essentiel de la base territoriale du pouvoir de la micro-oligarchie.

Mais beaucoup de phénomènes nouveaux ont fait leur apparition, qui vont peser très lourd dans les années à venir:

- . un paysannat de plus en plus autonome, et de plus en plus apte à manifester des comportements de classe, devenu un enjeu essentiel des luttes politiques locales,

- . des notables ruraux qui ont su s'engouffrer très largement dans le vide social et politique laissé par la micro-oligarchie dans le monde rural lojan,

- . une micro-oligarchie qui a perdu son statut foncier et qui, en diversifiant ses sources de revenus et ses activités économiques a sans doute perdu tout ce qui faisait son unité et sa cohérence.

348'

Chapitre 7.

LE RETOUR DE L'ETAT SUR LA SCENE LOJANE:

PREDESUR ET L'ALTERNATIVE BUREAUCRATIQUE.

- §1. LES INTERVENTIONS DE L'ETAT DANS LA REGION DE LOJA AVANT LA FIN DES ANNEES SOIXANTE-DIX.
 - 1.1). L'Etat et les gouvernements sectoriels de la Province de Loja.
 - 1.2). Le développement de l'appareil local d'Etat.
- §2. LA DECENTRALISATION DE PREDESUR ET L'AFFIRMATION D'UNE NOUVELLE CONCEPTION DU DEVELOPPEMENT REGIONAL.
 - 2.1). La décentralisation de PREDESUR.
 - 2.2). PREDESUR décentralisé: une nouvelle conception du développement régional.
 - 2.3). Le PREDESUR de JBCV: la mise en oeuvre des nouvelles conceptions du développement régional
- §3. LES DIFFICULTES DE PREDESUR SUR LES PLANS POLITIQUES ET INSTITUTIONNELS
 - 3.1). Les réactions hostiles à PREDESUR.
 - 3.2). La fin du PREDESUR de JBCV.
 - 3.3). Le PREDESUR de l'après JBCV.

349'

Les efforts de l'Etat équatorien pour contrôler l'ensemble de son territoire national furent longtemps voués à l'échec. La tendance qui dominait, parmi les gouvernements successifs souvent éphémères, consistait, pour parer au plus pressé, à transiger avec les pouvoirs locaux, en leur laissant suffisamment d'autonomie pour qu'ils règlent eux-mêmes la plupart des problèmes de portée régionale.

L'avènement de l'ère pétrolière, au début des années soixante-dix, allait profondément modifier cette situation bien établie. L'Etat s'est trouvé, presque sans transition, à la tête de moyens budgétaires décuplés, lui permettant de soutenir une véritable politique de conquête de l'espace politique national.

La notion de développement régional s'est alors trouvée au centre des stratégies de reprise en main des espaces régionaux.

Dans le système latifundiste classique, cette notion était parfaitement incongrue. Les stratégies régionales, locales ou micro-locales, se confondaient avec les stratégies élaborées par les propriétaires des principales *haciendas* de la zone.

En d'autres termes, la gestion d'une *hacienda* et, donc, d'une micro-région déterminée, pouvait n'être qu'un élément d'une stratégie plus vaste impliquant l'ensemble des propriétés foncières d'une famille de l'oligarchie, et, plus généralement, l'ensemble de son patrimoine.

L'intérêt de la micro-région n'était donc jamais considéré en tant que tel: la route n'était ouverte, le pont construit que si cela convenait au *terrateniente* le plus important localement.

Le pouvoir municipal, dans les chef-lieux de canton, est sans doute le premier à avoir clairement affirmé et imposé la nécessité de travaux publics et de réalisations diverses qui correspondaient aux besoins des petits propriétaires ruraux, des commerçants des bourgs, de toute une population rurale qui n'avait pas partie liée avec la grande oligarchie foncière.

De même, le *Municipio* de Loja, sut très tôt, dès l'époque coloniale, se poser des problèmes de voirie et d'aménagements urbains correspondant à l'intérêt général.

Au XX^e siècle, à partir des années trente, peut-être dans le sillage moderniste tracé par la Révolution "*Juliana*", les choses commencèrent à changer radicalement dans tout le pays et à Loja: les travaux publics locaux, les infra-structures économiques et tout ce qu'on appellerait aujourd'hui le développement régional, furent explicitement placés au centre des préoccupations des *Municipios* et des Conseils Provinciaux.

La "grande" région australe, regroupant les trois provinces de l'extrême-sud équatorien, se vit même attribuer une "*Junta de Recuperación Económica*" qui devait gérer ces problèmes à un niveau macro-régional.

Dans tous les cas, il s'agissait d'institutions qui se trouvaient en prise directe sur le pouvoir local, et qui exprimaient des structures de pouvoir, des rapports de force, très largement contrôlés par l'oligarchie lojane à travers ses complexes réseaux de clientèle.

Au niveau régional, les injonctions, les initiatives du pouvoir central étaient donc fréquemment biaisées, puisque, sauf exception, les stratégies de l'oligarchie foncière ne coïncidaient absolument pas avec celles de l'Etat central, qui, à travers diverses vicissitudes, exprimaient les ambitions d'autres classes sociales. On peut voir dans cette circonstance l'une des causes de l'inefficacité du rôle local de l'Etat.

Après 1970, en créant "PREDESUR", l'Etat se donna un instrument pour rompre avec cette situation: c'est lui-même qui, directement, prenait en main les rênes du développement régional.

S1. LES INTERVENTIONS DE L'ETAT DANS LA REGION DE LOJA AVANT LA FIN DES ANNEES SOIXANTE-DIX.

A partir des années trente et, de façon plus ordonnée, à partir de la seconde moitié du XX^e siècle, on assiste à diverses tentatives de l'Etat pour mieux contrôler l'action des "Gouvernements sectoriels" (*Gobiernos sectoriales*): d'abord les *Municipios* et, plus tard, les Conseils Provinciaux. Après 1960, la *Junta de Recuperación* représentera aussi un enjeu non négligeable pour un certain contrôle du développement régional.

1.1). L'Etat et les Gouvernements sectoriels de la province de Loja.

(A). L'Etat et les *Municipios* de la province de Loja.

Les *Municipios*, à Loja comme ailleurs, avaient hérité de la très vieille autonomie municipale issue du droit public médiéval espagnol.

Les élections municipales faisaient souvent l'objet de luttes acharnées, marquées par des stratégies électorales complexes, des retournements d'alliances, des affrontements, parfois accompagnés de voies de fait...

L'enjeu réel était pourtant sans rapport avec l'intensité de ces luttes. Jusqu'à une époque récente, en effet, l'extrême indigence du budget municipal limitait considérablement la réalité du pouvoir attaché à l'institution. Il s'agissait, tout-au-plus, de décider de la réalisation de quelques petits travaux d'infra-structure et de la nomination de quelques fonctionnaires municipaux très mal payés.

Dans une perspective de développement local, le *Municipio* était parfois doublé par des "*Juntas*", qui regroupaient les "forces vives" du Canton pour un objectif déterminé.

Après 1931, Catacocha eut ainsi sa "*Junta Patriótica de Calvas*", devenue après 1964, "*Junta Patriótica Pro Adelante del Cantón Calvas*".

Cariamanga eut sa "*Junta Patriótica*" regroupant toutes les autorités civiles, militaires et religieuses locales. Elle organisait régulièrement des *mingas* hebdomadaires, qui bénéficiaient d'une forte participation populaire) (*La Verdad*, 20 IX 67).

En fait, les *Juntas* fonctionnaient, pratiquement sans budget, organisant, de loin en loin des quêtes sur la voie public, et, surtout, utilisant la force de travail bénévole des paysans et du petit peuple des bourgs et de la ville dans de vastes *mingas*, animées par l'esprit de patriotisme local.

Si les *Municipios* et les *Juntas* étaient aussi dépourvus de revenus, c'est qu'une grande partie de ceux-ci dépendait du budget général de la nation. Or, les gouvernements successifs, qui affrontaient toujours de graves difficultés financières, avaient tendance à reléguer les besoins des municipalités loin derrière des dépenses plus urgentes et électoralement plus utiles .

La presse lojane fait régulièrement état de la situation critique créée par les retards qui interviennent dans le versement des "*asignaciones*" gouvernementales. En 1971, par exemple, le *Municipio* de Loja ne put éviter la faillite pure et simple qu'en suspendant tous les travaux en cours et en demandant un prêt d'urgence aux banques locales. Le personnel municipal, une fois de plus, ne fut pas payé pendant de longs mois (*La Frontera*, n°37, 20 Août 1971).

Pourtant, les gouvernements centraux ont à peu près tous tenté, dans la mesure de leurs moyens, de contrôler les *Municipios*. Ils semblent l'avoir fait de deux manières au moins.

La plus simple consistait, en général, à profiter de la "dynamique du pouvoir" pour favoriser la victoire locale des candidats du parti gouvernemental: on faisait intervenir dans les campagnes électorales des personnalités d'envergure nationale, ou la presse locale gouvernementale insistait complaisamment sur les faveurs que saurait obtenir du gouvernement un Maire proche de celui-ci... Jusqu'à une époque récente, cette tactique très efficace ailleurs, s'est heurtée, à Loja, à l'hégémonie du Parti Conservateur qui rendait à peu près impossible toute victoire électorale durable des candidats d'autres partis.

Une seconde méthode fut aussi utilisée. On n'y avait recours, en principe, que dans les cas de crises graves de l'institution municipale: malversations, "acéphalie" (c'est-à-dire carence grave des autorités élues), conflits avec des administrés mettant en cause l'ordre public... Dans tous ces cas, la loi autorisait le Gouvernement à "réorganiser" le *Municipio*, c'est-à-dire, en fait, à remplacer purement et simplement les autorités défaillantes.

Les gouvernements autoritaires eurent souvent recours à cette technique en étendant très loin les critères caractérisant la "défaillance". A certaines époques les "réorganisations" furent particulièrement nombreuses, notamment en 1941 et 1942, lors de l'invasion péru-

vienne, mais aussi après les troubles de 1944 qui virent le retour au pouvoir de J.M. Velasco Ibarra. (*El Tribuna*, 7 XII 1944). De même, la Junta de 1963-65 plaça des militaires à tous les postes importants, y compris à la tête des *Municipios* "réorganisés" unilatéralement par le Gouvernement, qui ne chercha alors même pas à recourir au prétexte de la défaillance.

Le Général Rodriguez Lara, en 1972, innova en procédant à une réorganisation partielle: un tiers seulement des conseillers, tirés au sort, fut remplacé par des personnalités nommées.

D'autres "réorganisations", par exemple celle du canton Chinchi en 1966, puis en 1982, celles de Gonzanamà - à plusieurs reprises - semblent plutôt correspondre à la nécessité réelle de mettre un terme à des situations locales portant effectivement atteinte à l'ordre public.

La technique n'était d'ailleurs pas sans inconvénients.

La plupart des personnalités nommées figuraient parmi les acteurs des luttes pour le pouvoir local, et elles avaient plus souvent tendance à favoriser leurs propres stratégies de longue période qu'à complaire à un pouvoir central dont on savait qu'il serait éphémère.

Par ailleurs, les nominations, intervenant contre le verdict des élections, mettaient en difficulté l'autorité de ceux qui en bénéficiaient.

Face aux ingérences du pouvoir central, les réactions de *Municipios* furent souvent énergiques, sinon toujours efficaces.

Les deux armes les plus utilisées furent le patriotisme régional (qui, nous l'avons vu, permit souvent de déclencher des grèves cantonales ou provinciales) et la création d'associations de Municipios, en vue de former des groupes de pression plus difficiles à contourner.

Dès la fin des années trente, plusieurs initiatives en ce sens avaient été amorcées avec, notamment, en 1939, la création d'une "Association des *Municipios* de Macará, Celica et Paltas" pour faire face à divers problèmes d'aménagements régionaux. (*El Tribuna*, n°492, 27 VIII 1939).

En 1941, on assista à la première tentative de grande envergure regroupant tous les *Municipios* des provinces de Loja et El Oro dans une "Assemblée Régionale des *Municipios*". Il s'agissait cette fois d'"envisager les mesures à prendre face aux conséquences de l'invasion péruvienne et pour coordonner les activités de coopération patriotique" (*El Tribuna*, n°19, 26 VIII 1941). L'association ne survécut guère aux événements qui avaient suscité sa naissance.

Un nouveau pas important fut accompli, en Août 1949, avec la création du "Consortium (*consorcio*) des Municipalités de la Province de Loja". Sa vie fut, cette fois encore, éphémère, mais on avait eu le temps, dans les milieux locaux les plus divers, d'entrevoir l'utilité

d'une telle institution. Dès 1963, *La Verdad* demandait que l'on étendît le "*Consorcio*" à toutes les municipalités de Loja et d'El Oro.

L'idée fut reprise en 1972 avec la création d'une "Association des Municipalités de la province de Loja", très favorablement saluée par la presse locale, toutes tendances confondues (*La Frontera* du 10 V 1973 parle, par exemple, de "*la unidad monolítica de las municipalidades lojanas*" ["l'unité monolithique des municipalités lojanas"]).

Les fonctions de l'association étaient importantes. Il s'agissait à la fois de résoudre les problèmes de travaux publics concernant simultanément plusieurs cantons, et de défendre l'autonomie municipale face aux empiètements de l'Administration centrale et du Conseil Provincial.

D'autres associations du même type furent créées, telles l'"*Unión Central de Municipios de la Frontera Sur-Occidental*" qui, à cheval sur deux provinces, regroupait les cantons Arenillas, Puyango et Celica (*Panorama*, n°44, 4 III 1962). Au moment de cette création, tous les organes locaux de presse reçurent une proclamation invitant les autres cantons à:

« *engrosar las filas de la Unión y formar una fuerza progresista de grandes proyecciones* » [« grossir les rangs de l'Union afin de former une force de progrès, porteuse de grandes perspectives. »] (plusieurs journaux du début de Mars 1962)

Nous soulignons ces faits d'apparence assez anodines, parce que, grâce à ces diverses initiatives, largement diffusées et magnifiées par la presse régionale, on vit alors se constituer un nouvel aspect de l'idéologie localement dominante: le développement régional doit être avant tout l'affaire des pouvoirs locaux. Ce thème va devenir dans les années ultérieures l'axe principal des revendications du patriotisme régionaliste.

(B). L'Etat et le Conseil Provincial.

Dans l'esprit du législateur équatorien, le Conseil Provincial devait être l'un des instruments essentiels d'une véritable décentralisation administrative. Il s'agissait - c'est encore vrai actuellement - d'une institution élue au suffrage universel, chargée de concevoir et de réaliser une politique de travaux publics à l'échelle de la province. Grâce à son approche locale des problèmes, le Conseil Provincial devait tenter de compenser tout ce qui, dans l'optique des différents Ministères, pouvait relever d'une conception trop centralisatrice. Il devait aussi harmoniser, coordonner, en un mot planifier, les stratégies parfois contradictoires des différents *Municipios*.

A Loja, pendant des années, les élections au Conseil Provincial, comme toutes les autres élections locales, donnèrent des résultats nettement favorables aux Conservateurs, alors que ce Parti était généra-

lement écarté du pouvoir suprême (sauf entre Septembre 1956 et Août 1960).

Ainsi, à Loja, le Conseil Provincial s'est comporté, durablement, comme une institution d'opposition, faisant obstruction aux projets gouvernementaux, défendant des contre-projets antagoniques... Les Gouvernements successifs prirent donc l'habitude de traiter le Conseil Provincial de Loja comme un mauvais sujet, et ne firent rien, bien entendu, pour faciliter son fonctionnement.

La plupart de ces difficultés de fonctionnement étaient - et sont - liées aux finances de l'institution.

Les ressources du Conseil Provincial de Loja sont, généralement, très insuffisantes. En 1985, par exemple, elles n'étaient que de dix-sept millions de Sucres, ce qui, d'après *El Comercio* (14 V 1985), ne permettait que de "construire cinq ou six kilomètres de chemins vicinaux". Depuis le début des années quatre-vingt, l'institution n'a cessé de s'endetter pour couvrir un déficit incompressible qui s'accroît chaque année d'environ cinquante millions de sucres.

Mais ces ressources, déjà notoirement insuffisantes, sont, en plus, très difficiles, à mobiliser.

Le budget du Conseil Provincial provient d'un "Fonds national de Participation", qui redistribue des ressources issues de la manne pétrolière à travers des mécanismes fort compliqués de prêts et de subventions. Ces mécanismes, qui mettent en jeu de nombreuses autorités de l'Etat, ont pour effet de faire dépendre l'attribution finale des fonds du bon vouloir de diverses personnalités proches du gouvernement. Leur éventuelle mauvaise volonté se traduit par des retards dans le déblocage des crédits. Aussi la fonction principale du Préfet provincial est-elle bien souvent de faire antichambre dans les services de l'Administration centrale, à Quito, pour obtenir enfin les fonds attendus. Dans ce rôle, il n'est guère avantageux d'être une personnalité marquante de l'opposition, comme ce fut souvent le cas pour les Préfets provinciaux de Loja.

Par ailleurs, à Loja comme dans tout l'Equateur, les Conseils Provinciaux souffrent d'une tendance chronique à la bureaucratisation et à la pléthore: il s'agit d'une conséquence à peu près inévitable du système clientéliste. Les situations acquises sont difficiles à remettre en cause lorsqu'un nouveau Conseil est élu, on ne licencie donc qu'un minimum d'éléments ayant appartenu à l'ancienne administration, mais les moeurs politico-administratives imposent de récompenser tous ceux qui ont contribué au succès électoral. Les effectifs surabondants deviennent ainsi une donnée structurelle qui contribue à l'inefficacité de l'institution.

Enfin, les Conseils Provinciaux, dans tout le pays, ont souffert d'une délimitation imprécise de leurs attributions, qui empiètent fréquemment sur celles d'autres institutions.

Le conflit le plus chronique est celui qui oppose le Préfet Provincial au Gouverneur, représentant de l'exécutif au niveau de la Province. Les interférences sont constantes et peuvent conduire à des situations de blocage si ces deux personnalités appartiennent à deux partis hostiles. Plusieurs projets de réforme administrative ont proposé la création d'une fonction unifiée de Préfet-Gouverneur.

Mais c'est avec PREDESUR, organisme créé en vue du développement régional (cf infra) que le Conseil Provincial dut affronter les plus sérieuses difficultés, car les attributions des deux institutions se situaient souvent exactement dans la même sphère. Il en est résulté une série de conflits, de polémiques qui n'ont cessé d'alimenter la chronique locale sans aucun profit pour le développement régional.

En tout état de cause, les Conseils Provinciaux semblent avoir eu constamment, dans tout l'Equateur, le souci de se préserver des ingérences du pouvoir central. Une stratégie, entre autres, a consisté, ici aussi, à créer des associations de Conseils Provinciaux.

Dans la situation actuelle, le rôle du Conseil Provincial est loin d'être négligeable malgré toutes les critiques qu'on peut, à bon droit, lui adresser, et il constitue toujours un élément très réel de décentralisation administrative. Il réalise des travaux publics relativement importants si l'on tient compte de ses difficultés financières et il a, parfois, un certain rôle dans des initiatives visant à favoriser le développement local.

Ce fut le cas, par exemple, en 1971, avec la création, sur une initiative du Conseil, de la "*Comisión de Promoción Industrial de Loja*" (CPIL) qui devait donner une impulsion certaine à la réalisation de petits projets industriels (*La Frontera*, 7 X 1971).

1.2). Le développement de l'appareil local d'Etat.

Il a été marqué par quelques faits nouveaux importants:

- . la complexification et le fractionnement
- . les débuts de l'intervention directe de l'Etat dans le développement régional
- . la création de PREDESUR.

(A). La complexification et le fractionnement de l'appareil local d'Etat.

L'embellie financière liée aux nouveaux revenus pétroliers a permis de donner tout son essor à la vieille tendance techno-bureaucratique de l'administration équatorienne.

La simple énumération des institutions officielles opérant au niveau régional, provincial ou cantonal est réellement impressionnante.

On a pu estimer que, dans chaque province, on trouvait environ soixante-quinze directions ou agences provinciales de Ministères ou d'institutions publiques. Soit donc, pour les trois provinces du Sud, environ deux-cent-vingt-cinq bureaux fonctionnant le plus souvent avec un personnel pléthorique.

Il convient encore d'y ajouter les directions régionales de ces organismes, ainsi que toutes les agences cantonales.

En tout, un appareil administratif réellement hypertrophié, différencié à l'excès et hyper-spécialisé.

Mais, par ailleurs, un appareil qui s'intègre presque idéalement dans les structures locales du pouvoir, et qui est parfaitement "digéré" par le système de clientèle. C'est grâce à cet appareil que ce système peut donner toute sa mesure.

En caricaturant à peine la réalité, on pourrait presque dire que la fonction principale de cet appareil d'Etat hypertrophié est d'assurer, à travers le clientélisme, la reproduction de systèmes locaux de pouvoir et donc de permettre un équilibre relativement stable entre l'Etat, l'Administration et les pouvoirs locaux.

(B). L'intervention directe de l'Etat dans le développement régional: la création de la *Junta de Recuperación Económica de las Provincias de Loja y Zamora-Chinchi* (JRELZCh).

L'idée de mettre en commun les problèmes et les nécessités des trois provinces de l'extrême-sud équatorien est très ancienne, mais le contenu idéologique de ce projet n'est pas simple. A côté de motivations fondées sur la stricte rationalité politico-administrative, on voyait aussi resurgir, à peine voilé, le vieux rêve lojan d'hégémonie sur tout le sud équatorien, en vue de faire bloc aux très vieilles ambitions expansionnistes de Cuenca, l'éternelle rivale.

Le très respecté et très écouté Pío Jaramillo Alvarado, en 1955, terminait son "Histoire de Loja" par ces mots fortement martelés:

« Es preciso afirmar con absoluta certeza que solo la unión de las provincias de Loja, El Oro y Zamora-Chinchi resolverá el problema de su propia existencia. »

P. Jaramillo A. (1955), p. 435.

« Il est nécessaire d'affirmer avec une certitude absolue que seule l'union des provinces de Loja, El Oro et Zamora-Chinchi résoudra le problème de leur existence elle-même. »

Un décret-loi de Novembre 1960 (gouvernement de Velasco Ibarra) créait la JRELZCh. Dans l'esprit du décret, il s'agissait d'une sorte de super-Conseil Provincial destiné à résoudre les problèmes d'infrastructure qui dépassaient très fréquemment le cadre provincial.

Les débuts furent difficiles, et la *Junta* ne se mit en place qu'à la fin de 1961. Son Comité de Direction était présidé par un membre du Conseil Provincial de Loja, assisté par un Vice-Président issu du Conseil Provincial de El Oro, tandis qu'un président "occasionnel" devait être un représentant des élus de la province de Zamora. Les autres membres étaient un député de Loja, et un de El Oro, le secrétaire du Conseil Provincial de Loja et un représentant du "Consortium des Municipalités de Zamora".

Comme les autres institutions du même type, la JRELZCh allait se heurter d'emblée à la difficulté majeure constituée par la modestie de ses ressources qui lui interdisait toute réalisation d'envergure.

Devant sa relative inefficacité, et, probablement, dans le souci de mieux la contrôler, le Gouvernement Central procéda à deux "réorganisations" successives.

La première, en 1963, eut pour objet de donner à la JRELZCh une structure plus technique, en ajoutant à son comité Directeur des représentants du Ministère du Développement, de la *Junta Nacional de Planificación*, ainsi que le Directeur Régional des Travaux Publics et un représentant des *Municipios* de Loja et de Zamora.

La seconde, en 1968, correspondait aussi au souci de rendre l'institution plus technique, mais elle cherchait en plus à mettre de l'ordre dans la machine bureaucratique qui, comme on pouvait le craindre, avait sombré dans la pléthore (quatre-cent-cinquante employés et ouvriers, environ, en 1970): des départements techniques furent créés pour tenter de mieux adapter l'institution à sa tâche.

La JRELZCh fut finalement dissoute en Septembre 1970. J.M. Velasco Ibarra, qui venait de réussir un "auto-golpe" et souhaitait concentrer un maximum de pouvoirs entre ses mains, avait décidé d'en finir avec les "entités autonomes" qui exprimaient un souci de décentralisation.

Certaines de ses attributions furent confiées à un "grand" Ministère de l'Agriculture, en cours de constitution, d'autres au Ministère de l'Industrie ou à l'INERHI.

Depuis 1960, l'idée avait fait son chemin dans les hautes sphères gouvernementales que le développement régional devait être confié à des institutions nationales, directement contrôlées et animées par l'Etat. On avait appris à se méfier du "localisme", incapable d'assurer la cohérence des objectifs régionaux avec ceux de la nation, et trop soumis à des intérêts particuliers.

PREDESUR devait naître de cette tendance.

(C). Les premières années de PREDESUR: un élément de l'appareil d'Etat parmi d'autres.

La grande sécheresse de 1968 avait fait prendre conscience de la nécessité, pour Loja, de très importants aménagements hydro-agricoles. Des études techniques avaient démontré que les travaux les plus intéressants devaient être effectués dans les vallées des fleuves Catamayo-Chira et Puyango-Tumbez, qui traversent les territoires équatoriens et péruviens.

De très difficiles problèmes de droit international se trouvant ainsi soulevés, une "Commission Permanente Equatoriano-Péruvienne" fut instituée, en Juillet 1971, pour tenter de les résoudre. Elle était composée de deux "sous-commissions", l'une péruvienne, l'autre équatorienne.

La "Sous-Commission équatorienne pour les bassins du Puyango-Tumbez et du Catamayo-Chira", fut créée le 27 Septembre 1971. Son siège était fixé à Quito. Elle était composée de représentants de l'INERHI, du Ministère des Relations Extérieures, du Ministère de l'Agriculture, de la *Junta Nacional de Planificación*, de l'INECEL, et des Forces Armées.

Elle se voyait assigner trois objectifs principaux:

- . traiter les problèmes d'ordre économique et commercial qui pourraient surgir entre l'Equateur et le Pérou au cours du processus d'intégration des zones frontalières qui allait se mettre en place;

- . faire toutes recommandations aux deux Gouvernements en vue de favoriser cette intégration,

- . jeter les bases d'une programmation conjointe en vue de promouvoir le développement économique et social des provinces de El Oro et de Loja (« *Establecer las bases de una programación conjunta que promueva el desarrollo económico y social de las provincias de El Oro y Loja.* » L.Carrera de la Torre, 1976, p.42).

Pour réaliser ce dernier point, la "Sous-Commission" établit un "Programme de développement régional du sud de l'Equateur".

« *El Programa de Desarrollo Regional del Sur del Ecuador, "PREDESUR", es una concentración de esfuerzos de las distintas entidades del Estado, a través de la coordinación de la Subcomisión Ecuatoriana para lograr aceleradamente un desarrollo socio-económico integral e integrado de la región formada por las provincias de El Oro, Loja y Zamora-Chinchi.* »

Este desarrollo se logrará a través de un plan maestro (...) mediante un proceso de planificación inducida que une y armoniza 57 proyectos en los sectores necesarios para lograr la meta establecida conforme aspira el Plan de Transformación y Desarrollo del Ecuador. »

(PREDESUR. *Boletín Informativo*, n°2, Quito, XII 1974, p.1).

« Le Programme de Développement Régional du Sud de l'Equateur, PREDESUR, est la concentration des efforts des diverses entités de l'Etat grâce à la coordination de la Sous-Commission Equatorienne, en vue de réaliser de façon accélérée un développement socio-économique intégral et intégré de la région formée par les provinces de El Oro, Loja et Zamora-Chinchipec.

Ce développement sera obtenu au moyen d'un Plan-directeur (...) mettant en oeuvre un processus de planification induite unissant et harmonisant cinquante-sept projets dans les secteurs nécessaires pour atteindre les objectifs fixés par le Plan de Transformation et de Développement de l'Equateur.»

C'est donc la Sous-Commission qui devait promouvoir et organiser le démarrage de PREDESUR. Les documents officiels ajoutaient cependant:

« ...pero en verdad es un trabajo de todos los organismos del Estado en su respectivo sector.»

(PREDESUR. *Boletín Informativo*, op.cit. p.1).

« ...mais en réalité c'est le travail de tous les organismes d'Etat dans leurs domaines respectifs.»

PREDESUR, à sa naissance, se présentait ainsi comme un instrument destiné à rationaliser l'action de l'Etat dans la région Sud. Mais, la nouvelle institution n'était pas, dans son essence, différente des autres éléments de l'appareil d'Etat.

Après quelques années de fonctionnement dans cette ligne, PREDESUR allait connaître une évolution tout-à-fait originale qui lui permit, pendant quelques années, d'occuper une place à part sur les scènes régionale et nationale.

S2. LA DECENTRALISATION DE PREDESUR ET L'AFFIRMATION D'UNE NOUVELLE CONCEPTION DU DEVELOPPEMENT REGIONAL.

Depuis sa création, PREDESUR avait fonctionné comme n'importe quel autre organisme public. Ses bureaux se trouvaient à Quito, ses fonctionnaires ne venaient à Loja que lors de missions, aussi brèves que possible, compte tenu de la difficulté du voyage et de l'inconfort des installations hôtelières de la ville.

Le système de pouvoir local fondé sur les rapports de clientèle était parfaitement préparé à "récupérer" l'institution.

Le lobby lojan avait en effet les moyens:

. de négocier avec la direction de PREDESUR, par les canaux habituels, pour tenter de faire prévaloir ses intérêts,

. de profiter des créations d'emploi en faveur de la nouvelle institution pour élargir son réseau de clientèle et obtenir la présence de personnages dévoués aux postes-clés,

. de trier, parmi les initiatives de PREDESUR, celles qui méritaient d'être soutenues, et celles que l'on devrait saboter grâce à l'arsenal dont disposaient les diverses instances du pouvoir local.

La situation qui s'ébauchait fut brutalement remise en question après les élections présidentielles de 1979 qui portèrent à la Présidence le populiste J. Roldos et à la Vice-Présidence O. Hurtado, alors leader national de la Démocratie Populaire.

Dans le train de nominations de hauts-fonctionnaires qui suivit cette élection, un militant de la Démocratie Populaire, compagnon de lutte de O. Hurtado, fut nommé Directeur exécutif de PREDESUR.

JBCV, lojan d'origine, était un militant particulièrement dynamique du jeune parti. Peu de temps auparavant il avait passé plusieurs années en Allemagne Fédérale, grâce à une Bourse offerte par la Démocratie Chrétienne allemande. Il y avait acquis des diplômes de Sociologie.

A son retour, il avait déployé une intense activité pour tenter de créer et de développer, dans la région de Loja, un syndicalisme paysan d'inspiration démo-chrétienne.

C'était donc un militant connu, jeune et "progressiste" (les Conservateurs disaient "marxiste") qui arrivait à la tête de PREDESUR. Malgré ses fortes attaches lojanes, il était totalement indépendant de l'oligarchie et la Bourse d'études offerte par l'Allemagne lui avait permis d'échapper aux fourches caudines des divers réseaux locaux de clientèle.

Pour JBCV, il ne faisait aucun doute que PREDESUR ne pouvait réaliser sa mission qu'en abandonnant Quito pour venir s'installer sur son terrain, à Loja.

2.1). La décentralisation de PREDESUR.

De nombreuses raisons convergentes étayaient ce point de vue de JBCV:

Des raisons de simple bon sens tout d'abord: les communications entre Quito et Loja ont toujours été particulièrement difficiles, même par voie aérienne. L'avion qui assure la liaison régulière en provenance de Guayaquil renonce souvent in extremis à l'atterrissage, à cause de vents trop violents... Par la route, le voyage constitue une aventure dont on ne peut prévoir avec certitude la durée. Il est, dans ces conditions, aberrant et exagérément coûteux de faire se déplacer constamment des fonctionnaires dont l'efficacité pourrait être décuplée s'ils demeuraient sur place.

Par ailleurs, la nouvelle direction de PREDESUR était porteuse d'une conception relativement originale de la planification régionale conçue

comme un phénomène social total, non indépendant des structures sociales locales et, surtout, des structures de pouvoir.

Nous verrons dans le § 2.2 sur quels postulats reposait cette conception. Elle conduisait à assigner à l'institution un certain nombre d'objectifs dépassant très largement le cadre strictement technique.

Des objectifs nettement anti-oligarchiques, d'abord, qui lui imposaient une présence constante sur place afin de ne pas laisser l'adversaire déployer impunément ses stratégies.

PREDESUR, ensuite, dans son souci de mobiliser l'opinion publique régionale en faveur du développement, reprenait dans son intégralité les vieux thèmes du patriotisme local et de l'anti-centralisme; il aurait été contradictoire de défendre ces thèmes dans le cadre d'une institution fonctionnant à Quito.

La décentralisation de PREDESUR à Loja, qui s'imposait pour tous ces objectifs, fut effectivement décidée par un accord ministériel du 18 XI 1979.

De très considérables difficultés allaient immédiatement surgir, émanant du personnel de l'institution résidant à Quito et dans les bureaux de Machalá, et de certaines autorités lojanas.

Les fonctionnaires de PREDESUR résidant à Quito (environ cent-cinquante postes de travail) refusèrent à peu près unanimement d'envisager leur déménagement à Loja. Cette ville est perçue, depuis Quito, comme archaïque et austère, éloignée dans le temps et l'espace; les *quiteños* s'y sentent en exil, et ne souhaitent absolument pas, en général, s'y installer avec leur famille.

L'épreuve de force fut brutale. La Direction n'acceptant aucune transaction, le personnel se mit en grève illimitée et entreprit de boycotter l'opération. JBCV dut agir à la hussarde, et faire effectuer le déménagement par surprise, un week-end, à l'insu des grévistes. Le convoi de camions lourdement chargés arriva le lendemain à Loja, dans une atmosphère de joie populaire.

Les fonctionnaires de Quito furent alors placés devant l'alternative: venir à Loja ou démissionner. A deux exceptions près, tous choisirent le second terme.

Les agents de PREDESUR à Machalá se mirent à leur tour en grève, à peu près au même moment, pour divers motifs.

Les sources de leur mécontentement étaient nombreuses.

D'une part, il était probablement, à l'époque, plus facile de se rendre de Machalá à Quito que de Machalá à Loja.

D'autre part, les vieux antagonismes régionalistes opposant habitants de la Sierra et de la Costa n'avaient pas manqué de resurgir. Il paraissait insupportable, à des habitants d'une ville côtière riche et industrielle, de dépendre d'une petite ville de la Sierra, endormie et traditionnaliste.

La personnalité du nouveau Directeur exécutif ne faisait pas non plus l'unanimité à Machalá: on le savait animé d'un réel patriotisme lojan et plusieurs de ses propos sur Machalá avaient déplu (il disait, notamment que cette ville n'était qu'"un faubourg de Guayaquil"). Son parti, enfin, la Démocratie Populaire n'avait alors qu'une influence à peu près nulle dans tout l'électorat côtier.

La grève, avec occupation des locaux, dura de longues semaines. Son intensité finit par décroître peu à peu, sans doute parce qu'elle ne reçut guère de soutien du reste de la population locale, qui se sentit finalement peu concernée par ce problème.

La situation enfin normalisée, le Directeur de PREDESUR put commencer à mettre en oeuvre ses conceptions de la planification régionale. Les années suivantes allaient lui être particulièrement favorables en portant au pouvoir suprême le numéro un de la Démocratie Populaire, Oswaldo Hurtado.

A Loja même, les autorités locales manifestèrent un soutien très mitigé à l'arrivée de PREDESUR. Malgré la langue de bois des discours officiels présentant la victoire du patriotisme lojan, il semble bien que les véritables enjeux de l'installation de PREDESUR à Loja aient été clairement perçus par l'ensemble des notables de la ville qui ne reconnaissaient pas JBCV comme l'un des leurs, et redoutaient que, par son comportement incontrôlable, il parvienne à déstabiliser le système de pouvoir en place.

2.2). PREDESUR décentralisé: une nouvelle conception du développement régional.

Les conceptions de JBCV et du PREDESUR nouvelle formule reposaient, semble-t-il, sur quelques idées simples, mais relativement nouvelles à l'époque:

. les structures institutionnelles du développement régional ne lui permettent pas d'atteindre à une réelle efficacité, il faut donc les changer (A),

. la planification régionale doit être considérée comme un "phénomène social total", que l'on ne peut dissocier des structures socio-politiques locales: on ne peut espérer agir sur le développement, si on ne cherche pas à agir aussi sur ces structures (B);

. l'espace régional doit être perçu comme un ensemble hétérogène sur lequel il est possible et nécessaire d'agir de façon différenciée, en fonction d'objectifs établis de façon cohérente à l'échelle nationale.
(C).

(A). L'inefficacité des structures institutionnelles du développement régional.

« Hasta hace pocos años, la estructura del sector público ecuatoriano se caracterizaba por la presencia de un sinnúmero de organismos descentralizados (...) se habían convertido en instituciones que fomentaban el localismo y la desarticulación del país. Los directivos de las entidades mencionadas, no siempre comprendieron la responsabilidad de sus funciones, creyendo en forma errónea que su independencia era absoluta, sin que hayan estado obligados, por consiguiente, a informar de su gestión técnico-administrativa y a coordinar sus actuaciones con otros organismos.

Esta situación había conllevado a que los recursos financieros estuvieran verdaderamente atomizados, lo que impedía, no sólo programar adecuadamente el desarrollo nacional, utilizar eficientemente los recursos financieros del país, sino también establecer algún sistema de control sobre el destino "efectivo" que se daba a los fondos con los que contaban dichas instituciones.

Estas entidades autónomas, en no escasas oportunidades, ejecutaban programas parciales de carácter sectorial, sin relación con un Plan Nacional, en la mayoría de las veces, sin congruencias con las políticas económico-social del Gobierno Central y casi siempre sobreponiendo sus actividades con las realizadas por otros organismos. »

(J.B.Castillo . - La planificación de la región sur del Ecuador. in "Primer Seminario de Planeamiento Universitario, Loja, 3-7 Mars 1980, pp 10-11).

[« Jusqu'à une date récente, la structure du secteur public équatorien se caractérisait par la présence d'innombrables organismes décentralisés; beaucoup d'entre eux (...) s'étaient mis à susciter le "localisme" et la désarticulation du pays. La direction de ces entités n'a pas toujours compris ses véritables responsabilités, croyant à tort qu'elle disposait d'une indépendance absolue lui permettant de n'avoir ni à rendre des comptes sur sa gestion technico-administrative, ni à coordonner son action avec celle d'autres organismes.

Cette situation a conduit à une véritable atomisation des ressources financières, ce qui empêchait non seulement de programmer correctement le développement national et d'utiliser de façon efficiente les ressources financières du pays, mais aussi d'établir un système de contrôle sur la destination effective donnée aux fonds dont disposaient ces institutions.

Ces entités autonomes, dans un nombre non négligeable de cas, exécutaient des programmes partiels, à caractère sectoriel, sans rapport, la plupart du temps, avec un Plan National, sans congruence avec les politiques économiques et sociales du Gouvernement Central et, presque toujours, en superposition avec les activités d'autres organismes.»

La JREPLZCh correspondait à ces caractéristiques.

Il était impossible que son action ait une réelle efficacité, car, outre l'extrême limitation de ses moyens financiers, elle dut affronter une structure socio-politique régionale qui bloquait toute tentative de changement.

(B). Le développement régional comme phénomène social total.

Selon JBCV et les cadres de PREDESUR, les techniciens de la planification régionale procédaient trop souvent comme si le développement était un problème purement technique. Or Loja est caractérisé par une structure sociale très particulière et une organisation du pouvoir local qui biaisent très gravement toutes les mesures techniques prises en faveur du développement.

« Esta estructura de poder no permite el surgimiento de una acción planificadora por parte del Estado, éste se limita a obras básicas de infraestructura, mantenimiento del orden, educación y servicios elementales. »

(PREDESUR. Plan., 1980-2005. vol.2, p.115),

[« Cette structure de pouvoir ne permet pas l'apparition d'une action planificatrice de l'Etat; celui-ci se limite à des travaux d'infra-structure de base, au maintien de l'ordre, à l'éducation et à des services élémentaires. »]

Le clientélisme en vigueur dans la région ne permettait pas d'associer les plus défavorisés à un processus de développement.

« El único acceso que los grupos desposeídos pueden tener al aparato estatal radica en los "favores" que personas poderosas pudieran hacer por ellos. Eventualmente, los grupos marginados generan formas de protesta, pero rara vez se refieren a una concepción misma de la sociedad, sino que se limitan a denunciar y protestar por abusos concretos o exceso de las autoridades. »

(PREDESUR, op. cit. p.115).

[« Les groupes défavorisés n'ont d'autre accès à l'appareil d'Etat qu'à travers les "faveurs" que des personnes puissantes pourraient leur faire. Eventuellement, les groupes marginalisés peuvent susciter des formes de protestation, mais celles-ci se

réfèrent rarement à la forme même de la société: elles se limitent à protester contre des abus concrets ou contre certains excès des autorités. »

La situation de blocage était donc grave avec, d'une part des dirigeants ne souhaitant pas remettre en cause une situation dont ils tiraient des avantages considérables, et, d'autre part, des secteurs populaires profondément marginalisés, maintenus à l'écart de tout mécanisme permettant de les associer au développement.

Par opposition à une conception purement technocratique du développement régional, la planification dite "induite" (elle est induite à la fois des macro-objectifs nationaux et des réalités locales concrètes) souhaite s'appuyer sur une connaissance vécue du milieu: c'est en étudiant l'histoire sociale régionale, en travaillant jour après jour avec les paysans, que l'on connaît leurs réactions, leur adaptabilité, leur potentiel, mais aussi leurs limites, leurs blocages.

Selon JBCV (interview d'Août 1982, cf annexes du chap.7), toutes ces raisons conduisaient à une alternative inéluctable: concevoir PREDESUR comme le fer de lance d'une action massivement anti-oligarchique ou renoncer à tout espoir d'améliorer réellement la situation de la région.

(C). L'espace régional et le développement.

Dans les conceptions "classiques" du développement régional, l'espace de la région était considéré comme une donnée sur laquelle on ne pouvait agir que de façon relativement discrète, en modifiant son articulation à l'ensemble national, ou en améliorant quelques éléments d'infra-structure, routes, ponts, canaux d'irrigation...

La planification équatorienne de la fin des années soixante-dix se montra beaucoup plus ambitieuse.

On considéra alors qu'il était possible d'analyser les structures socio-économiques d'un espace, d'en mesurer les imperfections et de mettre en oeuvre des stratégies explicitement conçues pour corriger ces imperfections, compte tenu d'un schéma directeur conçu au niveau national en fonction de critères cohérents.

Dans cette perspective, le Sud équatorien devait être entièrement repensé.

L'analyse "spatiale" de PREDESUR peut, en gros se résumer de la manière suivante:

a). Il existe bien une région Sud, clairement définie et susceptible de servir de cadre unique à un effort de planification: elle est formée par les trois provinces "australes". C'est l'histoire qui a lentement constitué cette unité, reposant notamment sur de très fortes complémentarités de voisinage.

b). Au sein de cette grande région, les différenciations sous-régionales sont évidentes, opposant une zone centrale (la province de Loja) très traditionnelle et, selon l'expression des experts, "atrasada" (en retard), à deux zones périphériques très contrastées, dotées d'un considérable potentiel de développement (l'Orienté amazonien et la Costa de El Oro), mais toutes deux gravement déconnectées par rapport au reste de l'espace économique national.

c). Loja, grâce à sa position centrale, à mi-chemin entre des zones aussi contrastées, est prédestinée à servir de "capitale", de pôle d'entraînement à cet ensemble régional qui, à défaut d'être homogène, n'en est pas moins un.

2.3). Le PREDESUR de JBCV: la mise en oeuvre des nouvelles conceptions du développement régional.

Pour réaliser ses ambitions, PREDESUR estimait qu'il était nécessaire de transformer l'appareil local d'Etat. Il tenta de le faire en proposant une réforme administrative incluant, notamment, la création d'une "Corporation de Développement Régional". Il se serait agi d'une structure dépendant directement de la Présidence de la République qui aurait eu un certain nombre de fonctions très importantes et, en particulier,

- . de concevoir et d'exécuter la planification régionale,
- . d'assurer la coordination inter-institutionnelle que rend absolument nécessaire l'éclatement de l'appareil régional en plusieurs centaines de "directions", régionales, provinciales, cantonales...
- . d'exécuter les projets multi-sectoriels ou prioritaires, que l'on ne peut confier à une institution administrative déterminée,
- . d'appuyer techniquement les interventions régionales des divers organismes d'Etat et celles des *Municipios* et des Conseils Provinciaux.

C'est, bien entendu, le nouveau PREDESUR qui servait de modèle à ce projet et devenait en quelque sorte l'archétype de ce qu'il aurait fallu faire au niveau national pour déboucher sur un appareil d'Etat plus rationnel et plus efficace.

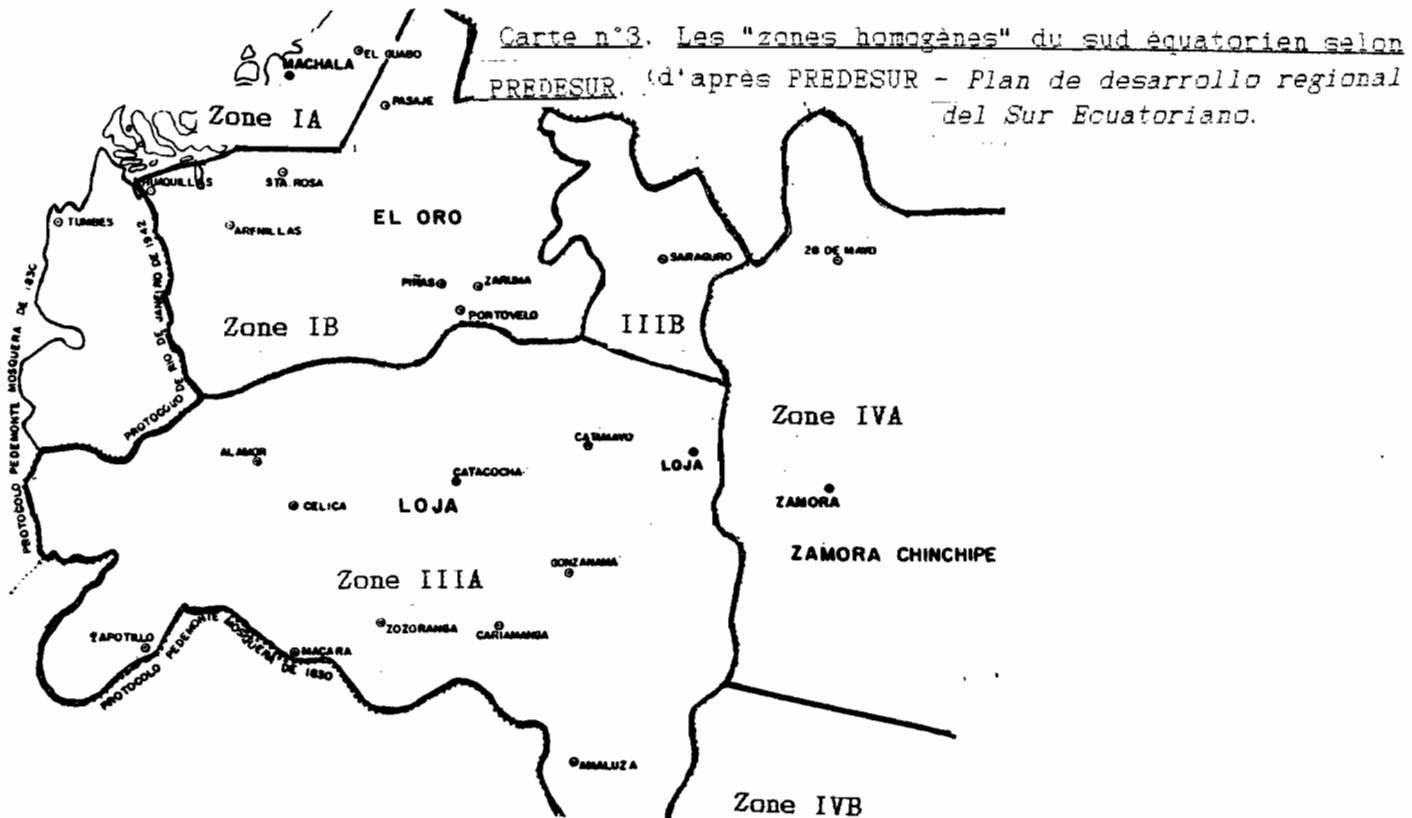
Le "Plan de développement régional du Sud Equatorien 1980-2005" élaboré par PREDESUR en 1980, distinguait quatre "zones homogènes" (*areas homogéneas*), chacune d'entre elles étant à son tour subdivisée en deux sous-zones (*subareas*).

La province de Loja, sans le canton Saraguro, constituait une zone III, dite "centrale", composée du canton Loja (sous-zone III A), et des autres cantons de la province, Saraguro excepté, (sous-zone III B).

La partie basse de El Oro (zone I) était subdivisée en une sous-zone I A (canton Machalá) et une sous-zone I B (cantons Pasaje, Santa Rosa et Arenillas).

La région orientale (IV) était subdivisée en sous-zones IV A (cantons Zamora et Yacuambi) et IV B (canton Chinchipe).

Une zone II, "intermédiaire", regroupait d'une part les cantons Piñas et Zaruma (II A), d'autre part le canton Saraguro (II B).



Trois scénarios de développement étaient prévus pour s'appliquer de façon différentielle à chacune des zones et sous-zones:

. le premier se contentait de prolonger à peu près les tendances observées à la fin des années soixante-dix;

. le second intégrait dans l'évolution les effets d'un certain nombre de projets déjà existant, en cours, ou sur le point de démarrer, . le troisième aboutissait à la définition de l'image de la société régionale la plus souhaitable que l'on puisse envisager à partir d'interventions raisonnables.

En schématisant à l'extrême, il s'agissait d'accélérer, en la corrigeant sur certains points, l'expansion naturelle des zones I, II et IV, et de repenser complètement le rôle joué par la zone III (Loja). Il convenait, notamment, de transformer l'utilisation du sol rural de la Province, de façon à permettre un doublement de son actuel volume de production. Cela devait se faire hors des structures agraires traditionnelles, en mettant à profit le processus de Réforme Agraire, alors en cours de réalisation.

En procédant de la sorte on atteindrait simultanément plusieurs objectifs: on rationaliserait l'économie de la province en favorisant le développement d'une agriculture paysanne sur des bases saines aux dépens des anciens latifundios; et on contribuerait à casser les bases de la vieille structure du pouvoir oligarchique.

(C). PREDESUR dans la lutte anti-oligarchique.

JBCV souhaitait réaliser ses stratégies socio-politiques en s'appuyant sur trois forces sociales que l'oligarchie contrôlait de plus en plus mal et qui devaient avoir intérêt à renverser l'ordre établi:

- . la techno-bureaucratie,
- . les couches urbaines marginalisées,
- . le paysannat en cours de fortes mutations dans le cadre de la Réforme Agraire.

a). la formation, grâce à PREDESUR, d'une techno-bureaucratie spécifiquement lojane, constituait une chance inespérée pour un certain nombre de jeunes lojans frais émoulus de l'Université.

Sans PREDESUR, ils n'avaient que très peu d'options: tenter leur chance ailleurs - à Quito, ou à Guayaquil - , ou rentrer dans les réseaux locaux de clientèle, qui étaient, sans doute, de moins en moins gratifiants (places de plus en plus rares, mal payées, fonctions bureaucratiques ne présentant aucun intérêt...).

PREDESUR offrait un emploi sur place, assez bien rémunéré et stable; on y faisait appel assez exactement aux compétences acquises et on subissait, au besoin, un bref processus de formation complémentaire; on y trouvait, enfin, une ambiance idéologico-politique assez proche des idéaux proclamés au cours des années d'études.

b). JBCV et PREDESUR auraient souhaité contrôler et utiliser la très réelle force sociale potentielle constituée par la petite population urbaine de Loja.

Cela ne fut guère possible en raison de l'avance prise dans ce domaine par l'extrême-gauche. Celle-ci, pour diverses raisons, décida, non seulement de ne pas apporter son aide à l'entreprise de JBCV, mais encore de placer celui-ci au premier rang de ses adversaires locaux. Elle déchaina contre lui une bonne partie de l'énergie de ses troupes, peut-être, justement, pour ne pas permettre à la Démocratie Populaire de faire une percée dans ce milieu urbain dont elle voulait faire sa chasse-gardée.

c). C'est sans doute au niveau du paysannat que les stratégies de JBCV/PREDESUR disposaient des meilleurs atouts.

L'Equateur rural, au début des années quatre-vingt, subissait les premiers effets en profondeur de la Réforme Agraire. Il y avait là une opportunité remarquable pour tenter d'agir efficacement sur des structures sociales qui, en d'autres temps, n'auraient eu aucune plasticité.

En particulier, l'ancienne idéologie dominante dans le monde rural, qui reposait sur religion et conservatisme, venait de s'effondrer: le *terrateniente* et le Curé rural avaient perdu, en peu d'années, une grande partie de leur influence.

Souvent, ainsi, les communautés de bénéficiaires de la Réforme se trouvaient entièrement livrées à elles-mêmes, et confrontées à un vide du pouvoir local qui laissait la porte ouverte à une action intelligente et coordonnée.

Le bloc Démocratie Populaire - syndicalisme paysan chrétien - PREDESUR était bien placé pour se charger de cette action au niveau d'un monde rural en crise, à la recherche de son identité et des moyens de s'exprimer comme force collective.

D'abord, parce qu'il présentait un nouveau visage de la religion en milieu rural. Jusqu'à une époque récente, l'alliance étroite entre l'Eglise et le Parti Conservateur avait été porteuse de douloureuses contradictions pour les paysans qui devaient choisir entre leurs intérêts véritables et les injonctions d'une Eglise traditionnaliste.

Avec la Démocratie Populaire, la contradiction disparaissait: c'est au contraire ce parti, d'inspiration religieuse, qui devenait le meilleur défenseur des intérêts du petit paysannat: on pouvait donc bien, à Loja, être à la fois chrétien et souhaiter l'amélioration réelle des conditions de vie du paysannat.

Par ailleurs, grâce au travail militant déjà réalisé par JBCV et ses amis dans la région, le milieu paysan commençait à être conscientisé et la Démocratie Populaire y bénéficiait d'appuis sûrs. Il devenait possible pour JBCV d'utiliser à plein ses réseaux de militants pour qu'ils servent de base sûre à l'action de PREDESUR.

Enfin, tant que la Démocratie Populaire se trouvait, grâce à son leader national, à la tête de l'Etat, bien des choses devenaient possibles: la solution de problèmes administratifs, l'obtention rapide de crédits pour résoudre un problème local, des subventions opportunes...

Les conditions apparaissaient donc exceptionnellement favorables à la réalisation des stratégies de JBCV.

*

* *

§3. LES DIFFICULTES DE PREDESUR SUR LES PLANS POLITIQUES ET INSTITUTIONNELS.

La très forte personnalité de JBCV l'a conduit à marquer de son empreinte toute la vie de l'institution dont il gérait les problèmes comme s'il s'était agi de ses affaires personnelles. PREDESUR "nouvelle formule" et son leader sont devenus, pendant quelques années, des acteurs essentiels de la vie locale, omni-présents, hyper-actifs et conflictifs.

JBCV a constamment tenté de constituer, au sein du personnel de PREDESUR, une équipe homogène, dévouée inconditionnellement à son leader et à ses idéaux. Il a ainsi eu tendance - ses ennemis le lui ont amèrement reproché - à recruter fonctionnaires et techniciens parmi militants et sympathisants de la Démocratie Populaire, et à faire de PREDESUR le centre d'un nouveau réseau de clientèle, concurrent des réseaux déjà en place, mais bâti sur la même structure et la même logique.

Dans ces conditions, l'institution ne pouvait manquer de susciter des réactions diverses, allant du soutien enthousiaste à l'opposition résolue, voire violente.

3.1). Les réactions hostiles à PREDESUR.

Si l'on renonce à prendre en compte les réactions individuelles "caractérielles", émanant de personnes contrariées ou blessées par la personnalité et les ambitions de JBCV, on entrevoit au moins trois grands types de réactions hostiles à PREDESUR:

- . des réactions "conservatrices" qui semblent s'être surtout exprimées au niveau institutionnel, en cherchant à mettre en doute l'utilité d'un organisme tel que PREDESUR et en tentant de tarir ses sources de financement,

- . des réactions régionalistes provenant principalement de la Province de El Oro qui supporta toujours très mal les velléités hégémoniques de Loja,

- . des réactions que l'on pourrait qualifier de "gauchistes", essentiellement manifestées par les militants du MPD, et qui reposaient probablement sur une réelle rivalité dans la conquête de la clientèle politique appartenant aux milieux urbains défavorisés.

(A). Les réactions conservatrices: la polémique PREDESUR/INERHI.

Depuis la grande sécheresse de 1968, les aménagements hydro-agricoles étaient au centre de tous les projets de développement régional. Les cinquante-sept projets qui avaient conduit à la création de PREDESUR concernaient très majoritairement le problème de la lutte contre la sécheresse. Or il existe, en Equateur, un organisme public très actif, l'*Instituto Ecuatoriano de Recursos Hidráulicos* (INERHI) qui

est, en principe, responsable de toutes les opérations entreprises dans ce domaine.

Les relations entre les deux institutions se dégradèrent dès que JBCV fut placé à la tête de PREDESUR. Le conflit fut arbitré - et peut-être suscité - par le Parti Conservateur.

Au début des années soixante-dix, avant la naissance de PREDESUR, diverses autorités locales avaient élaboré un "Plan immédiat d'irrigation pour Loja". La réalisation de ce "Plan" avait connu les pires difficultés, car son financement posait tous les ans davantage de problèmes. Or, en faisant jouer habilement leurs réseaux de relations encore en place, les députés Conservateurs de Loja réussirent une opération magistrale:

1). ils obtinrent la somme de deux cents millions de sucres par an pendant cinq ans pour le "Plan",

2). l'INERHI fut officiellement chargé de gérer ces sommes et de veiller à la réalisation des opérations projetées.

On démontrait ainsi que PREDESUR ne servait à peu près à rien et on le dessaisissait de l'essentiel de ses attributions au profit d'une institution "classique", que l'on pouvait contrôler selon les schémas depuis longtemps éprouvés.

Une très violente polémique s'engagea aussitôt dans laquelle les deux parties jetèrent toutes leurs forces.

Les Conservateurs appuyaient leur argumentation sur des raisons techniques (le savoir-faire de l'INERHI) et sur la dénonciation de prétendues carences graves de PREDESUR (inexécution d'engagements antérieurs, irrégularités administratives, gabegie, tendance à recruter les techniciens sur des critères plus politiques que techniques, etc...).

La presse locale fut alimentée, pendant plusieurs mois, de "lettres ouvertes", de "denuncias", de justifications, souvent accompagnées de nouvelles accusations,...

Mais, à Loja, nul n'ignorait que le véritable enjeu se situait à d'autres niveaux: PREDESUR tentait de se construire un espace vital et le Parti Conservateur cherchait, en le lui arrachant, à éliminer un ennemi particulièrement agressif et dangereux à terme.

Grâce au réseau oligarchique de clientèle, la direction locale de l'INERHI fut confiée à un Ingénieur qui s'était illustré, quelques mois auparavant, dans la grève de PREDESUR à Machalá et que JBCV avait licencié sans aménité. L'INERHI se présenta alors, pendant quelques mois, comme le rival de PREDESUR dans tous les domaines importants, malgré les protestations véhémentes de la presse démocrate populaire.

« Se intentó hacer del INERHI un nuevo organismo de desarrollo total de la Provincia de Loja controlable y manejable desde Quito (...). Todas estas actividades (...) se las lleva a cabo hipócritamente bajo el ropaje del "apoliticismo" y acusando a PREDESUR de "abuso político" en favor de la Democracia Popular.»

(Flecha, n°179, 3 VIII 1981, p.7).

« On a voulu faire de l'INERHI un nouvel organisme de développement total de la Province de Loja, contrôlé et dirigé depuis Quito (...). Toutes ces activités sont poursuivies hypocritement sous le manteau de l'"apolitisme" et en accusant PREDESUR d'abus politiques en faveur de la Démocratie Populaire.»

La polémique quitta souvent le niveau inter-institutionnel pour s'abaisser au niveau personnel:

« De feroz luchador contra el caciquismo (JBCV) se ha mutado en el más grande cacique que hemos visto en Loja y no sólo en Loja ya que administra como hacienda propia a las tres provincias del sur del Ecuador...»

(El Mundo, 9 VII 1983, sous le titre: « Luchador contra el caciquismo se ha convertido en cacique ! » [« L'ennemi du caciquisme est devenu un cacique ! »])

[« D'ennemi farouche du caciquisme, (JBCV) est devenu le plus grand cacique que l'on ait vu à Loja et, pas seulement à Loja, car il administre comme son affaire personnelle les trois provinces du sud de l'Equateur...»]

(B). Les réactions régionalistes.

La province de El Oro paraît avoir supporté de plus en plus mal la volonté hégémonique de Loja qui, selon certaines interprétations, sous-tendait plusieurs aspects de la politique de PREDESUR.

La grève de 1980 des agents PREDESUR de Machalá n'avait été qu'un premier épisode.

En 1981, une réunion de plusieurs organismes officiels locaux conduisit à demander aux pouvoirs publics la création d'un nouvel organisme qui permettrait à la Province de résoudre ses problèmes spécifiques de développement, indépendamment de ceux du grand Sud (*El Comercio*, 3 X 1981).

La situation de directeur régional de PREDESUR à Machalá ("gerente regional") fut, à l'époque de JBCV, une charge particulièrement délicate. Les autorités locales en arrivèrent à organiser un véritable boycottage de PREDESUR, pas toujours explicitement déclaré, mais très efficace, qui conduisit l'institution à de graves difficultés de fonctionnement dans la province de El Oro.

A un niveau plus modeste, des problèmes assez sérieux surgirent avec la province de Zamora-Chinchipe ou, plus exactement, entre JBCV et l'un des députés Conservateurs de cette province. La publication presque quotidienne, dans la presse régionale et nationale, de lettres ouvertes, et de révélations sur de prétendues exactions, malversations, détournements, commis par l'adversaire, contribuèrent à donner au conflit une dimension disproportionnée par rapport à son importance réelle. (cf la plupart des n° de El Mundo, El Universo, parus en Juin et Juillet 1982).

(C). *Les offensives contre PREDESUR émanant de l'extrême-gauche.*

Nous décrivons dans les annexes du chapitre 7, les raisons pour lesquelles nous avons choisi d'à peine esquisser la description de ces offensives.

Sans entrer dans les détails de polémiques laborieuses, il semble possible de ramener les conflits entre PREDESUR et l'extrême-gauche lojane à une rivalité très aigüe à propos de deux objectifs principaux: le contrôle du petit paysannat et celui des populations marginales de la ville de Loja.

Dans le premier cas, la position de PREDESUR s'est souvent identifiée à celle d'une importante tendance d'un syndicat paysan, la "Central Ecuatoriana de Organizaciones Clasistas", dite "CEDOC-Barragán" (du nom de son leader national, par opposition à une autre branche de la même CEDOC). Cette tendance, pour laquelle JBCV avait autrefois milité, était très marquée par l'influence de la Démocratie Populaire. Il ne s'agissait donc alors, sans doute, que de l'un des nombreux épisodes des luttes d'influence qui opposaient entre elles les diverses fractions du syndicalisme paysan.

Dans le second cas, il s'est sans doute agi d'un problème plus précis. Le MPD, nous l'avons vu (chap.5), avait été la seule organisation politique à réussir une percée dans les milieux urbains marginalisés par la misère, le chômage, l'absence de logements décents. Les partis "traditionnels", y compris ceux de gauche, avaient échoué, dans leur tentative de faire une percée en direction de ce "lumpen-prolétariat".

La Démocratie Populaire, au contraire, tenta délibérément, notamment par l'intermédiaire de PREDESUR, de s'implanter dans ces milieux.

Elle disposait d'atouts certains: une réelle expérience de l'action en milieu populaire, la possibilité de pratiquer une démagogie active, généralement très payante, en effectuant des micro-réalisations en faveur de quartiers pauvres, en créant quelques petits emplois... Sa présence au pouvoir lui permettait de donner une certaine crédibilité à ses velléités populistes.

Le ton monta très vite entre PREDESUR/JBCV et le MPD: polémiques dans la presse, puis à la radio (en janvier 1982), insultes de plus en plus violentes, puis agressions physiques et, même, attentat (destruction de la voiture personnelle de JBCV).

3.2). La fin du PREDESUR de JBCV.

Avec l'avènement du gouvernement "social-chrétien" de L. Febres Cordero, en 1984, la droite équatorienne retrouvait le pouvoir. JBCV, qui savait que son mandat à la tête de PREDESUR, ne serait pas renouvelé, préféra démissionner et se porter candidat aux élections législatives pour Loja.

PREDESUR, a priori, avait peu de chances de bénéficier des faveurs du nouveau régime. Dans la tourmente déclenchée autour de la gestion conflictive de son Directeur, l'institution avait, d'ailleurs, perdu une partie de son prestige.

Elle avait tellement identifié son image à celle de la Démocratie Populaire, qu'elle ne put éviter de subir, en retour, la baisse de prestige subie par ce parti, lors des derniers mois du mandat d'Oswaldo Hurtado. De graves difficultés économiques s'ajoutèrent au phénomène d'usure du pouvoir qui est, généralement, très fort en Equateur.

Par ailleurs, la saison des pluies de 1982-1983 fut, nous l'avons vu, particulièrement désastreuse. Dans sa politique de développement régional, PREDESUR avait, pour diverses raisons, choisi d'effectuer un grand nombre de petits travaux de faible envergure, qui confirmaient l'omni-présence de l'institution. La plupart ne résistèrent pas au désastre naturel qui s'abattit sur la région. En six mois de pluies, 55% de l'ensemble du réseau routier de la province de Loja fut anéanti, y compris 40% du tronçon goudronné dont la solidité paraissait pourtant bien établie. La plupart des canaux d'irrigation et des barrages laborieusement édifiés sous la direction de PREDESUR furent rendus inutilisables.

Pendant ce temps, les milieux paysans qui avaient commencé à ressentir l'action de la Démocratie Populaire, de la CEDOC et de PREDESUR, se trouvèrent confrontés à une crise extrêmement sévère qui mit en cause la plupart des acquis de la Réforme Agraire. Beaucoup se mirent à douter, d'autres furent gagnés par le découragement et par un sentiment de frustration qui ne tarda pas à s'exprimer au niveau électoral.

Les excès de personnalisation de l'institution, ainsi que d'autres choix qui se révélèrent malheureux avec le temps, commencèrent à alourdir le passif.

G. Ramón, lojan d'origine, a bien résumé cette situation.

« En medio de los agudísimos problemas de toda una provincia que clama atención por todos sus poros y el desmesurado intento de la Democracia Popular por captar todo el electorado, fué muy fácil pasar de las propuestas viables a la demagogía.

Programas y planteamientos fueron ampliamente sobrepasados por las necesidades campesinas, en tanto la Directiva de PREDESUR encarpetaba proyectos de mayor aliento, pero pocos rentables en términos electorales en el corto plazo, para lanzarse a una desenfrenada tarea por hacer mil discursos que incluían varias inauguraciones de obritas, un grifo de agua por aquí, una pequeña vía por acá, alguna casa communal por más allá (...) que rayaban en grosera caricatura de lo que pudo haber sido una acción seria.

A la demagogia se sumó un estilo político populista. (JBCV) se erigía en nuevo amo y señor de las decisiones, imponía de manera vertical desde programas hasta nuevos empleados, una verdadera agencia de empleos que pronto se saturaría, todo ello en medio de un discurso modernizador y de irreductible ataque al conservadorismo clerical...»

(G. Ramón. *Comportamiento electoral en Loja y perspectivas para un proyecto popular*. in *Ecuador Debate*, n°4, XII 1983, pp 83-96).

[« Dans le cadre des très graves problèmes de toute une province qui par tous ses pores demande de l'aide, et des efforts démesurés fournis par la DP pour gagner tout l'électorat, il fut très facile de passer de propositions viables à de la pure démagogie.

Les programmes et les plans furent largement débordés par les besoins des paysans, alors que la Direction de PREDESUR classait des projets de plus grande envergure, mais peu rentables en termes électoraux à court terme, pour se lancer dans une activité frénétique consistant à prononcer mille discours pour l'inauguration de petites choses, ici un robinet d'eau, là un petit chemin, plus loin une maison communale (...). On en arrivait à la grossière caricature de ce qu'aurait pu être une action sérieuse.

A la démagogie s'ajouta un style politique populiste. (JBCV) se présentait comme le nouveau seigneur et maître de toutes les décisions, il imposait sans contestation possible des programmes aussi bien que de nouveaux employés (...) dans un discours de type modernisateur, mêlé d'attaques irréductibles contre le mouvement conservateur-clérical...»]

Pendant quelques mois, la DP avait connu quelques brillants succès locaux. Elle parvint même, un instant à récupérer à son profit une partie de l'appareil électoral de l'Eglise en milieu rural et put donner l'impression à des observateurs bien informés qu'elle allait supplanter durablement le Parti Conservateur.

« Los líderes conservadores van siendo expulsados poco a poco de sus circunscripciones tradicionales por los demo-populares, sus hijos, que están cometiendo a conciencia el parricidio ritual. »

(*Vistazo*, n°381, VII 1983).

[« Les leaders conservateurs sont expulsés petit à petit de leurs circonscriptions traditionnelles par les démocrates-populaires, leurs enfants, qui commettent, en toute conscience, le parricide rituel. »]

Les succès électoraux furent brillants, mais sans lendemains: G. Ramón parle d'une "hégémonie fugace" (op.cit. p.92), et, très rapidement, à Loja, la Démocratie Populaire devait entrer dans un processus de décadence accélérée.

« En apenas uno o dos años, las cooperativas agrarias comenzaron a desmoronarse, las masas pasaban con increíble velocidad de la expectativa al descontento, llegando incluso a quemar un muñeco predesurano en Zapotillo. El descontento en las débiles estructuras organizativas campesinas que habían sido urgidas a organizarse por PREDESUR no se presentó como una radicalización y consolidación independiente de las organizaciones, sino como una debanda llena de escepticismo. »

(G. Ramón, op.cit. p.93).

[« En un ou deux ans, à peine, les coopératives agraires commencèrent à s'effondrer, et les masses passèrent avec une incroyable rapidité de l'expectative au mécontentement, en arrivant même à brûler un mannequin à l'effigie de PREDESUR à Zapotillo. Le mécontentement à l'égard des faibles structures d'organisation paysanne établies à la hâte par PREDESUR ne se présenta pas comme une radicalisation et une consolidation indépendante de ces organisations, mais comme une débandade pleine de scepticisme. »]

La crise de la DP devait alors s'exprimer avec brutalité. Elle fut notamment marquée par l'expulsion ou la démission spontanée de la plupart de ses plus remarquables personnalités locales, parmi lesquelles JBCV, quatre présidents de *Municipios*, plusieurs anciens candidats de la DP aux élections municipales et au Conseil provincial. De nombreux adhérents de base subirent le même sort.

3.3). Le PREDESUR de l'après JBCV.

Au terme de l'épisode marqué par la direction de JBCV, PREDESUR a connu quelques sérieuses difficultés. On a même pu penser, à certains moments que l'institution était condamnée.

Cette crainte s'est trouvée à l'origine d'une vigoureuse campagne menée essentiellement sur le thème du régionalisme (cf toute une série d'articles publiés dans la presse nationale, par exemple, dans El Comercio du 29 XII 1984, sous le titre « *La integridad de PREDESUR* » [« *L'intégrité de PREDESUR* »] et du 18 VI 1985 : « *No destruir sin motivo* » [« *Ne pas détruire sans raison* »], sous la signature prestigieuse de Alejandro Carrión.

L'un des résultats de la campagne a été, semble-t-il, d'obtenir des assurances sur l'avenir de l'institution, et, même, de mettre un instant en difficulté les personnalités les plus hostiles à celle-ci.

Le député Conservateur J Piedras A., considéré comme leur chef de file, dut publier divers communiqués, parfois embarrassés, pour justifier ses intentions (cf notamment El Comercio, 18 VI 1985, sous le titre : « *PREDESUR no ha sido desmembrado.* » [« *PREDESUR n'a pas été démembré* »]).

D'ailleurs, privé de ses ambitions anti-oligarchiques, PREDESUR n'avait plus autant de raisons de susciter de puissantes inimitiés.

Il pouvait devenir, au contraire, un nouveau vecteur, particulièrement performant, du clientélisme traditionnel et, même, se présenter comme un instrument privilégié permettant, une fois de plus, au pouvoir local de reprendre l'initiative, après une nouvelle tempête, contre les forces qui avaient voulu le détruire.

En tout état de cause, PREDESUR n'est pas devenu l'institution unique de développement régional que certains de ses promoteurs avaient entrevue un moment. Beaucoup d'organismes continuent à travailler en milieu rural, sans aucune coordination, dans l'espoir d'améliorer une agriculture qui demeure très sous-développée, sous-technifiée, appauvrie par la nécessité dans laquelle se trouvent la plupart des bénéficiaires de la Réforme Agraire de rembourser une partie des terres qui leur furent attribuées.

*
* *

378'

Chapitre 8.

L'ESPACE SOCIAL LOJAN DANS LES ANNEES QUATRE-VINGT:

UNE NOUVELLE DONNE.

- 1). La dissolution de l'ancienne oligarchie foncière.
- 2). Le développement d'une bourgeoisie rurale et la différenciation de l'espace social rural.
 - 2.1). Le schéma dominant: une micro-région agricole autour de son bourg.
 - 2.2). Les principales variantes au sein du schéma dominant.
 - 2.2.1). Les sous-systèmes de pouvoir local liés à la riziculture.
 - 2.2.2). Les sous-systèmes de pouvoir local liés à l'agro-industrie de la canne à sucre: l'exemple de Catamayo.
 - 2.2.3). Les sous-systèmes liés à la caféiculture: l'emprise d'un capital commercial extérieur.
 - 2.3). Les sous-systèmes échappant au modèle dominant.
 - 2.3.1). Les sous-systèmes à faible polarisation: les unités de production en voie de modernisation.
 - 2.3.2). Le sous-système indigène de Saraguro.
 - 2.3.3). Le sous-système organisé autour de la Mission franciscaine de Zamora.
- 3). Le développement du capital commercial clandestin.
 - 3.1). Le trafic de *pasta* de cocaïne.
 - 3.2). L'argent de la drogue dans l'économie locale.
 - 3.3). Les conséquences sociales directes de la circulation locale de l'argent de la drogue.
- 4). Les nouvelles composantes de la bourgeoisie urbaine.

375'

Des mutations majeures se sont produites, au cours des dernières années dans la société lojane. Elles ont abouti à une remise en cause généralisée des structures du pouvoir local.

Tout n'est pas facile à repérer et à décrire avec exactitude dans ces mutations qui sont en cours: des observations moins partielles, sur plus longue période seraient nécessaires pour une analyse plus sûre.

Quelques points essentiels paraissent cependant établis avec une relative certitude et peuvent aider à orienter l'analyse de la situation.

1). L'ancienne micro-oligarchie foncière s'est très largement dissoute dans la tourmente sociale des vingt dernières années: elle a renoncé à son statut de caste, elle a perdu sa base foncière, elle a vu le système de clientèle qu'elle dirigeait se dégrader rapidement, et ses appuis traditionnels, politiques et religieux, ne lui sont plus de grand secours.

Plusieurs membres de l'ancien groupe dominant ont réussi leur reconversion et se retrouvent, dans un contexte entièrement nouveau, à certains postes de commande, mais ils y figurent en tant qu'individus et non plus en tant que membres d'un groupe social organisé et clairement défini.

2). La place laissée libre par le repli de l'ancienne oligarchie foncière a été rapidement récupérée. Une nouvelle structuration de l'espace socio-politique rural s'est opérée autour de notables "bourgeois" (au sens étymologique du terme: habitant des bourgs), qui sont sortis relativement enrichis de plusieurs années d'application de la Réforme Agraire.

Ces "notables", dont la prospérité a souvent eu une origine à la fois foncière et commerciale, ont réussi à mettre en place un ensemble de mécanismes encadrant les paysans sur des bases locales, micro-région par micro-région, et de capter l'essentiel du surplus produit par les activités agro-pastorales.

Ils ont su reconstituer, autour du paysannat, de nouveaux réseaux de clientèle, soutenus par des réseaux de dépendance économique, qui aboutissent déjà - et vont aboutir de plus en plus - à confisquer au paysannat lojan l'indépendance à peine conquise sur les grands propriétaires fonciers.

Cette nouvelle situation a fait éclater l'ancienne polarisation dominante de l'espace social rural autour de Loja, au profit de multiples micro-polarisations autour des bourgs de la province, dont l'essor récent a souvent été spectaculaire.

3). L'apparition de revenus commerciaux clandestins liés au trafic de drogue est en train de biaiser très profondément le fonctionnement du système social local, notamment à cause de l'énorme capacité

relative d'accumulation du système clandestin qui tend à rendre quelque peu dérisoire les possibilités offertes par les systèmes "normaux".

Les quantités de monnaie injectées dans les circuits monétaires régionaux à l'occasion du "recyclage" de l'argent de la drogue ont donné un coup de fièvre aux activités économiques, qui, à une époque de crise généralisée, met une fois encore Loja dans une situation tout-à-fait exceptionnelle.

Les principaux détenteurs de ces capitaux clandestins disposent, désormais, de moyens considérables pour reconstituer à leur profit de nouveaux réseaux de clientèle qui devraient aboutir, à court terme, à une redistribution à peu près totale des données déterminant les structures locales du pouvoir, sous tous ses aspects.

4). La disparition de l'oligarchie foncière et les retombées de l'argent de la drogue ont contribué à rendre méconnaissable l'ancienne structure sociale urbaine et son expression au niveau du pouvoir local. Les anciens schémas qui régissaient le fonctionnement de la société locale, sur la base de l'affrontement entre un groupe dominant et des contre-pouvoirs avides de profiter à leur tour de l'ordre établi, ne rendent plus compte de la réalité, dans la mesure où l'actuelle phase de transition n'est pas encore parvenue, justement, à définir un équilibre, doté d'un minimum de stabilité, entre les diverses forces qui s'affrontent actuellement.

*
* *

§1. LA DISSOLUTION DE L'ANCIENNE OLIGARCHIE FONCIERE.

Jusqu'à la fin des années soixante, la vieille oligarchie foncière avait réussi, tant bien que mal, à survivre à plusieurs graves crises qui l'avaient déstabilisée temporairement sans mettre réellement un terme à sa situation dominante. Mais la crise agraire des années soixante-dix devait porter un coup fatal au groupe en tant que tel.

De nombreux membres de l'oligarchie ont su trouver des solutions satisfaisantes au problème de leur reconversion économique et sociale, mais ils l'ont fait au prix d'adaptations individuelles. Au début des années quatre-vingt, on retrouve, à Loja, d'anciens membre de l'oligarchie foncière à la plupart des postes de commande, mais ils y figurent en tant que banquiers, propriétaires d'immeubles, membres d'une bourgeoisie d'affaire, activités dans lesquelles les plus habiles d'entre eux se sont reconvertis, sans conserver les caractéristiques sociales qui définissaient autrefois leur appartenance à la caste foncière.

Tout semble s'être passé comme si le statut foncier - et le comportement social qu'il impliquait dans le cadre des vieilles traditions locales - était, en définitive, le dernier élément commun unifiant un groupe social, par ailleurs profondément divisé par de graves contradictions internes. La perte du statut foncier a été le signal de départ d'un éclatement, beaucoup plus radical qu'on aurait peut-être pu le supposer a priori.

L'éclatement porte sur les activités économiques, mais aussi sur les types de comportement social.

1.1). Les nouvelles activités économiques de l'ancienne oligarchie foncière.

Une petite minorité des anciens grands propriétaires fonciers n'a pas entièrement renoncé à ses activités agricoles. Certains ont, en effet, conservé une petite partie de leurs anciens domaines, qu'ils tentent de mettre en oeuvre de façon efficiente et relativement moderne.

Le souci de moderniser provient souvent de la nécessité de limiter les besoins en main d'oeuvre, dans le contexte social de l'après-Réforme Agraire qui demeure souvent très conflictif. L'activité qu'ils choisissent le plus souvent est alors l'élevage bovin qui est relativement rentable, requiert peu de main d'oeuvre et permet une mise en valeur ostensible d'espaces importants.

De cette façon, sans l'avoir vraiment choisi, ces anciens grands propriétaires se rallient à la nouvelle catégorie des exploitants agricoles modernes (cf sous-systèmes à faible polarisation, § 1.3.1 ci-dessous).

Mais la plupart des membres de l'ancienne oligarchie ont préféré investir les capitaux obtenus grâce à la Réforme Agraire dans les activités bancaires et financière, dans le secteur immobilier, et dans les activités commerciales de grande envergure (grands hôtels, participations dans des chaînes de grands magasins...). Une petite partie seulement de ces investissements ont été réalisés à Loja, alors que les capitaux les plus importants ont été placés dans les grandes villes du pays (Cuenca, Guayaquil, Quito) et, parfois même, à l'étranger (notamment à Miami).

(*) Dans l'ensemble, dans le domaine des nouvelles activités économiques les membres de l'ancienne oligarchie foncière semblent avoir sorti assez habilement leur épingle du jeu. Ils ont bénéficié ainsi d'une vieille tendance à la diversification de leurs activités, très perceptible chez la plupart des grandes familles lojanes depuis presque une cinquantaine d'années.

L'existence de positions de repli soigneusement préparées à l'avance explique sans doute largement l'apparente précipitation avec laquelle l'ancienne oligarchie a renoncé à son statut au moment de la crise foncière.

1.2) Le relatif succès de la reconversion économique n'a pas évité l'éclatement du groupe en tant que tel. Le statut de caste s'est à peu près totalement désagrégé et les vieux modèles de comportement de la "noblesse" ne vont probablement pas survivre aux quelques patriarches de l'ancienne époque qui sont encore en vie.

Les anciens réseaux de clientèle, déjà largement faussés à l'époque de JGAV qui en avait fait des instruments utiles au Parti Conservateur plus qu'à l'oligarchie elle-même, se sont effondrés. Ceux qui ont survécu tant bien que mal n'ont plus qu'une importance négligeable en regard des nouveaux réseaux mis en place dans le cadre des activités commerciales clandestines.

S2. LE DEVELOPPEMENT D'UNE BOURGEOISIE RURALE ET LA DIFFERENCIATION DE L'ESPACE SOCIAL RURAL.

L'espace social régional était autrefois fortement structuré en micro-unités socio-politiques (les *haciendas*), assez directement polarisées sur la ville de Loja, où vivait l'oligarchie foncière qui gérait cet espace.

Les interstices entre ces micro-unités avaient permis le développement de pôles secondaires de pouvoir contrôlés par des notables ruraux.

Ce sont ces pôles secondaires qui, à la suite de la Réforme Agraire, ont achevé de phagocyter l'espace autrefois occupé par les *haciendas*.

Désormais, l'espace rural se trouve atomisé en de multiples micro-unités polarisées autour des principaux bourgs de la région. Ce sont dans ces bourgs, en effet, que résident et agissent les petits groupes de notables-commerçants-collecteurs qui contrôlent la production et qui tendent à monopoliser désormais, sous des formes diverses, le pouvoir local.

Ce schéma domine très largement (2.1). Mais, d'une part il subit diverses variantes locales (2.2), et, d'autre part, quelques sous-systèmes locaux échappent assez nettement au modèle dominant (2.3).

2.1). Le schéma dominant: une micro-région agricole autour de son bourg.

La Réforme Agraire a permis à des notables-commerçants-collecteurs-moyens propriétaires d'acquérir une partie significative des grands domaines qui appartenaient autrefois aux grandes familles de l'oligarchie et qui ont été vendus par morceaux.

Ces notables ruraux ont profité autant qu'il était possible du vide soudain laissé par l'ancienne classe foncière. Ils ont pu établir, de manière efficace et complète, leur domination sur le petit paysannat local à partir d'au moins trois axes :

- . le démarrage en leur faveur d'un nouveau processus de concentration foncière,
- . le développement, souvent assez spectaculaire, d'activités commerciales qui avaient longtemps végété,
- . la reconstitution de réseaux locaux de clientèle, réutilisant de nouvelle façon les débris des anciens réseaux de l'oligarchie,

(A). les processus de concentration foncière issus de la Réforme Agraire.

Les petites exploitations nées de la Réforme Agraire ne disposaient généralement pas des conditions minimales permettant leur survie: les parcelles attribuées étant à peu près toujours trop petites, les "bénéficiaires" ont souvent dû acheter des parcelles complémentaires, et rembourser cet achat sur plusieurs années. Pour pouvoir effectuer ces remboursements, ils ont dû renoncer à technifier leur exploitation (ni engrais, ni fongicide, ni, à plus forte raison, mécanisation). Comme par ailleurs, les périodes de sécheresse chronique se sont succédées, à peine interrompues par les inondations de 1982-1983, les nouveaux petits agriculteurs de la province ont, dans l'ensemble, enregistré des résultats désastreux.

Ils n'ont donc, généralement, pas pu éviter l'une des options suivantes:

- . l'émigration temporaire, en laissant l'exploitation à l'abandon ou en la confiant, en métayage, à un membre de la famille ou à

un voisin; mais cette solution présente des risques importants dans la mesure où la pratique du métayage étant interdite, le métayer peut très bien, au bout de quelques années, revendiquer la propriété de la terre qui lui a été ainsi confiée;

. la vente de la terre à un notable rural, ou - variante de cette solution - la demande d'un prêt ou d'aides diverses gagés sur la terre; cela implique, à court terme, l'entrée dans un réseau de clientèle établi autour de l'un de ces notables ruraux et, à terme à peine plus long, la cession définitive de la terre au notable.

Dans ces conditions, les notables ruraux voient leur domaine foncier s'accroître régulièrement d'année en année, et sont, d'ores et déjà, souvent propriétaires de superficies comparables à celles des anciens oligarques.

Ils n'ont cependant pas ressuscité l'ancien système de production:

- les propriétés ne sont généralement pas d'un seul tenant, mais atomisées en de multiples petites ou moyennes unités situées parfois à d'assez grandes distances les unes des autres;

- la main d'oeuvre utilisée n'est généralement pas permanente comme c'était autrefois le cas dans les *haciendas*; on a recours soit à des salariés recrutés directement au fur et à mesure des besoins, soit, si l'exploitation est importante, à des *destajeros* (1);

- ces exploitations ont peu de liens avec les populations vivant dans leur voisinage; peu de liens économiques (les *destajeros* viennent presque toujours d'ailleurs); encore moins de liens extra-économiques, car le notable rural n'a absolument pas repris les divers aspects paternalistes de la fonction traditionnelle du *terrateniente*.

(B). le développement des activités commerciales.

Ces notables ruraux sont aussi les détenteurs du capital commercial dont la dimension modeste ne doit pas faire oublier l'importance considérable au niveau micro-local.

D'autant plus que - nous l'avons vu (chapitres 3, 4 et 5) - malgré de graves limitations structurelles, le commerce local non clan-destin s'est fortement développé au cours du XX^e siècle et, particulièrement, depuis une vingtaine d'années. L'éclatement des *haciendas* a contribué à brancher sur le marché les anciens travailleurs précaires. Ils sont certes demeurés très pauvres, mais l'auto-subsistance que

(1) Equipes de travailleurs à la tâche, sous la direction d'un *contratista*, maître d'oeuvre, qui négocie seul avec le propriétaire; ce dernier, après avoir convenu du prix de la tâche, n'intervient plus que pour payer le *contratista* en fin d'opération, il évacue ainsi tous les problèmes posés par les rapports avec la force de travail.

permettait parfois la structure archaïque de la *hacienda* traditionnelle n'est plus possible désormais: les petits exploitants indépendants doivent apporter des produits sur le marché notamment pour pouvoir payer les traites liées à l'acquisition de leur terre; ils doivent acheter aussi tout ce qu'ils ne peuvent produire eux-même.

Les notables ruraux sont admirablement placés, dans leurs bourgs, pour acheter et pour vendre dans les conditions les plus avantageuses pour eux, en combinant ces activités avec des fonctions bancaires-usuraires qu'ils ont longtemps été les seuls à pouvoir assumer.

En un mot, la nouvelle conjoncture socio-économique régionale leur a permis de mettre au point un remarquable ensemble de mécanismes grâce auquel ils peuvent confisquer à leur profit une partie importante du surplus produit dans leur micro-région.

L'ancienne oligarchie foncière, par contre, se trouve à peu près totalement exclue de ces nouveaux mécanismes.

(C). Nouveaux réseaux de clientèle et conquête du pouvoir politique local.

Parallèlement à l'accroissement de leur puissance foncière, les notables ruraux les plus efficaces et les plus ambitieux développent des réseaux de clientèle, qui ne rappellent que d'assez loin ceux de l'oligarchie.

Ces réseaux, encore mal connus, semblent revêtir de multiples formes, adaptées aux réalités locales.

Ils passent souvent par le contrôle ou, tout au moins, par des stratégies en vue d'obtenir le contrôle des organisations paysannes micro-régionales. Les divers mouvements qui tentent de fédérer au niveau paroissial ou cantonal les trop nombreux groupements locaux semblent avoir, sur ce point, une grande importance stratégique. Dans la plupart des cas dont nous avons pu avoir connaissance, les véritables paysans avaient été progressivement évincés des postes de décision et la composition des comités de directeur de ces "fédérations" tendait à ressembler de plus en plus à celle des anciens *Municipios*.

Cette intrusion des notables est parfois justifiée par un souci d'efficacité immédiate. Ceux-ci ont, en effet, acquis une certaine maîtrise dans les négociations avec les pouvoirs publics et les niveaux locaux des instances officielles sont déjà souvent plus ou moins articulés à leurs réseaux de clientèle.

Les notables locaux les plus efficaces et ceux dont les réseaux de clientèle sont le mieux organisés - c'est-à-dire en général les plus riches - sont aussi ceux qui obtiennent les suffrages les plus nombreux et se trouvent élus aux diverses responsabilités municipales ou provinciales.

Cet avènement des notables s'exprime souvent de façon très ostensible au niveau des bourgs dans lesquels ils vivent.

Cela se traduit d'abord par l'apparition de signes extérieurs de richesse qui n'auraient pas été concevables il y a une vingtaine d'années: maisons modernes sur la place centrale ou à ses abords immédiats, affichant un modernisme agressif en rupture avec l'ancien style colonial, véhicules neufs garés devant ces maisons, décoration aggressive des principaux magasins...

Cela se traduit aussi, dans la gestion municipale, par la mise en oeuvre de politiques locales de modernisation, par des travaux d'assainissement, par la construction d'écoles et de collèges d'enseignement secondaire ou technique, par l'amélioration des infra-structures urbaines, le pavement des rues, la construction de douches municipales, du tout-à-l'égout...

Les gros bourgs de la région - même ceux qu'on ne peut soupçonner de tirer de la drogue une partie de leurs ressources (cf infra) - ont ainsi beaucoup changé au cours des dernières années et commencent à ressembler à de petites villes. Les rues sont bordées de trottoirs, les boutiques se sont multipliées et sont bien achalandées: on y trouve, à peine plus cher, les mêmes marchandises que dans les magasins de Loja.

De nouveaux établissements scolaires se sont ouverts; certains accueillent des pensionnaires en provenance des campagnes environnantes, quelques jeunes médecins ont ouvert des cabinets de consultation, des agences d'institutions publiques se sont installées et ont amené au bourg de jeunes fonctionnaires ou techniciens qui contribuent à en changer l'atmosphère séculairement endormie...

Il devient beaucoup moins nécessaire, et relativement moins attractif qu'autrefois, de se rendre à Loja, bien que celle-ci se soit beaucoup rapprochée en temps de voyage grâce à l'amélioration sensible du réseau routier régional.

Mais l'aspect le plus important du phénomène constitué par le nouveau développement de cette "bourgeoisie" rurale se situe certainement ailleurs.

En créant de nouveaux rapports de clientèle en milieu rural, les notables ruraux sont sans doute en train de confisquer une grande partie de la nouvelle indépendance du paysannat lojan. Ce phénomène qui est, sans doute, assez général en Equateur, apparaît avec une particulière netteté à Loja.

Ce schéma d'évolution vers une relative autonomie de micro-régions autour de leur bourg en croissance rapide, domine nettement, dans les hautes terres, au centre et à l'est de la province, où ces bourgs servent de débouché naturel incontournable à des vallées isolées principalement consacrées à la polyculture.

Quoique dominant, ce schéma connaît quelques variantes importantes.

2.2). Les principales variantes au sein du schéma dominant.

La relative spécialisation agricole de certaines petites régions a pu contribuer à faire émerger des systèmes de pouvoir un peu différents, mais s'exerçant toujours dans le cadre de la micro-région polarisée autour de son bourg et d'un groupe de notables ruraux. Ce sont les particularités de la composition de ces groupes qui les distinguent du modèle dominant:

. dans les zones de riziculture, une petite-bourgeoisie agro-industrielle locale de propriétaires d'usines à décortiquer le riz s'est vue peu à peu -et très discrètement- supplantée par des détenteurs de capitaux commerciaux clandestins;

. dans la vallée de Catamayo, le pouvoir local est entièrement détenu par une seule famille d'agro-industriels, qui avait su composer avec le pouvoir local au temps de l'oligarchie foncière, et qui semble capable d'assurer ses positions dans la nouvelle conjoncture;

. dans les zones de caféiculture, les notables-collecteurs ne sont pas enracinés dans la vie socio-politique locale et ne sont que les représentants d'un capital commercial extérieur à la région qui n'est généralement pas porteur d'importantes ambitions à propos du pouvoir local

2.2.1). Les sous-systèmes de pouvoir local liés à la riziculture: une polarisation autour de petites unités agro-industrielle.

Le riz, dont la production est presque entièrement concentrée dans le canton Macará, à l'extrême-sud de la province, est considéré comme une denrée de première nécessité, très contrôlée par les autorités qui tendent à en limiter la commercialisation. L'exportation de riz hors de la Province est scrupuleusement contrôlée et les prix restent à peu près stables, même en période de pénurie.

Par ailleurs, le riz étant moins contrôlé et moins cher au Pérou, des commerçants en introduisent d'assez fortes quantités en contrebande.

Après une phase d'engouement qui a permis au riz de supplanter largement d'autres cultures comme le manioc ou la banane, les petits producteurs se sont peu à peu lassés de ces conditions et ont commencé à vendre leurs rizières à de plus gros propriétaires qui disposent aussi d'usines de décorticage (*piladoras*).

Le phénomène s'est amplifié de façon très particulière lorsque le capital commercial clandestin, lié à la vente de *pasta* de cocaïne (cf infra), s'est subitement intéressé à la riziculture. Le processus de concentration s'est alors amplifié, et certains des nouveaux propriétaires, détenteurs de capitaux importants, n'ont pas hésité à tenter des

innovations, à mettre en oeuvre de nouvelles techniques, de nouveaux modes de fumure, obtenant ainsi des rendements exceptionnels, pouvant atteindre et dépasser cent quintaux - environ quatre tonnes et demie - à l'hectare, pour deux récoltes annuelles.

Les zones de riziculture se sont ainsi trouvées propulsées en marge du schéma dominant. Le phénomène de concentration foncière s'y opère sur des bases très originales: les petits riziculteurs évincés de leurs terres se voient attribuer le statut de salariés privilégiés (les salaires versés par ces nouveaux propriétaires sont notoirement très supérieurs aux salaires normaux), ou deviennent seulement les prête-noms des nouveaux propriétaires. Leur "prolétarianisation" passe aussi, très souvent, par l'affiliation à l'armée de réserve des trafiquants, constituée d'individus prêts à assurer de multiples petites complicités dans le trafic contre de menus profits.

La riziculture est ainsi, très partiellement et très localement, devenue le lieu d'une articulation, assez étrange et peut-être éphémère, entre l'agriculture "normale" et la sphère régie par l'argent de la drogue. On peut considérer ce phénomène soit comme une tentative sans lendemain, liée aux motivations particulières d'un petit nombre de "gros bonnets", soit comme une expérience-pilote qui pourrait ultérieurement servir de modèle.

2.2.2.). les sous-systèmes de pouvoir local liés à l'agro-industrie de la canne à sucre, l'exemple de Catamayo.

Le système de pouvoir local contrôlé par un petit nombre de notables ruraux prend une forme extrême à Catamayo, où le groupe localement dominant est constitué par une seule famille qui a su, autour d'une unité agro-industrielle de raffinement de la canne à sucre, créer et développer un ensemble d'activités qui donnent de l'emploi et des revenus, directement ou indirectement, à la majorité des habitants du canton (cf ci-dessus chap.4).

Il n'y a pas, à Catamayo, de processus de concentration foncière: la "Compagnie Monterrey" ne cherche pas à acquérir la terre, mais seulement à contrôler la production de canne de toute la vallée. A cet effet, elle préfère signer des contrats de production avec les petits propriétaires locaux, leur fournissant la semence, une aide technique et leur garantissant l'achat de leur production à un prix déterminé à l'avance.

Le petit capital commercial est présent à Catamayo mais n'y joue qu'un rôle très secondaire.

Les luttes pour le pouvoir local, dans la vallée de Catamayo ressemblent plutôt aux luttes qui, dans l'Europe occidentale du XIX^e siècle, ont sans doute caractérisé l'apparition de pôles industriels en milieu rural. Elles opposent une famille d'entrepreneurs, qui détient en fait tous les rôles importants, à une micro-classe ouvrière aux contours

très particuliers, très dépendante, en fait, de ses employeurs. Les ouvriers permanents, ainsi que beaucoup de coupeurs saisonniers sont, en même temps, ces petits propriétaires qui produisent de la canne à sucre sous contrat pour le compte de la raffinerie.

Les luttes syndicales, qui se sont pourtant énergiquement ébauchées au cours des dernières années, se trouvent donc d'emblée placées dans un contexte particulièrement défavorable: les ouvriers planteurs font figure de privilégiés et hésitent à se mêler aux luttes conduites par les ouvriers précaires ou par les coupeurs temporaires, qui, eux, n'ont pas grand-chose à perdre.

2.2.3) Les sous-systèmes de pouvoir local liés à la caféiculture: l'emprise d'un capital commercial extérieur .

La caféiculture semble avoir toujours suscité, dans la région - et peut-être ailleurs en Equateur- des formes spécifiques d'accumulation et de pouvoir local.

Le café, nous l'avons vu, est produit dans le cadre de petites exploitations qui font souvent de la polyculture pour leur auto-subsistance.

La collecte locale du café est traditionnellement assurée par de petits commerçants qui, comme ailleurs, jouent aussi le rôle de prêteurs et d'usuriers, mais qui dépendent très étroitement du capital commercial lié aux grandes maisons d'import-export de Guayaquil.

La différence par rapport au schéma dominant est assez significative. Le petit capital commercial, qui s'enrichit grâce au café, a peu de racines locales.

D'abord parce qu'il dépend très étroitement d'un plus grand capital situé ailleurs (le commerçant-collecteur est presque toujours un agent d'une grande maison de Guayaquil ou de Machalá).

Ensuite, parce que ces agents n'ont pas véritablement un comportement social de "notables" et, la plupart du temps, ne manifestent guère d'ambitions locales. Souvent venus de El Oro, ou du Guayas, ou, même, du Manabí, ils tendent à ne s'intégrer dans les affaires locales que le temps de gagner suffisamment d'argent pour s'établir ailleurs. Ils sont généralement beaucoup plus commerçants qu'agriculteurs, et contribuent moins à la constitution de nouveaux processus de concentration foncière.

Enfin, ils sont moins enclins que les notables "modaux" à constituer des réseaux locaux de clientèle, à se faire élire, ou, à travers la gestion des affaires municipales, à améliorer l'urbanisation de leur bourg ou de leur village.

Par ailleurs, la Réforme Agraire a créé, dans les zones de caféiculture, une situation assez nouvelle. Elle n'a pas eu de grande

influence sur la taille des exploitations, mais elle a conduit le Ministère de l'Agriculture à mettre en place un système de coopératives de commercialisation du café en vue, justement, de court-circuiter ces intermédiaires qui ponctionnaient les maigres richesses locales, sans véritable profit pour la zone.

Les paroisses et les cantons vivant du café ont ainsi vu se développer, pendant quelques années, des formes originales de lutte pour le pouvoir local, opposant les commerçants en place aux nouvelles structures coopératives officielles.

Dans l'ensemble, l'affrontement est loin d'avoir été favorable à ces dernières.

Les coopératives ont rapidement rencontré des difficultés de tous ordres qui les ont conduites à l'échec ou, au moins, à une certaine inefficience. Parmi ces difficultés, beaucoup provenaient, directement ou indirectement des commerçants-collecteurs locaux.

Dans l'ensemble, ces derniers ont à peu près complètement récupéré la situation et, à travers divers prête-noms, les coopératives ne sont plus, la plupart du temps, que de nouveaux instruments entre leurs mains.

2.3). Les sous-systèmes échappant au modèle dominant.

Certains îlots d'exploitations modernes tendent parfois à constituer des unités qui échappent en partie à la polarisation micro-locale caractéristique de la région (2.3.1).

Mais on note aussi, dans la région, la présence de deux sous-systèmes qui présentent des caractéristiques atypiques qui méritent d'être soulignées: le secteur indigène de Saraguro (2.3.2) qui semble manifester, au contraire, une certaine dépoliarisation par rapport au principal bourg, et le canton de Zamora, dans l'Amazonie limitrophe, où la réalité du pouvoir local appartient non pas à une petite bourgeoisie rurale, mais à une Mission religieuse (2.3.3).

2.3.1). Les sous-systèmes à faible polarisation: les unités de production en voie de modernisation.

L'émergence d'une agriculture plus moderne et plus dynamique au profit d'exploitations de taille moyenne constitue une variante importante, car, dans certains cas, ces *fincas* échappent assez nettement au modèle dominant marqué par une polarisation autour du petit capital commercial des bourgs (dans d'autres cas, lorsque le propriétaire de la *fincas* est lui-même un notable rural, elles font, au contraire, partie intégrante de ce système).

Des îlots de modernisation agricole ont pu apparaître depuis quelques années, ou se développer sur des initiatives plus anciennes. Ils semblent parfois appelés à déboucher sur des formes originales d'accumulation, car quelques-uns sont le fait, non pas de commerçants

ruraux à la recherche de spéculations avantageuses, mais d'exploitants agricoles "dynamiques" dont nous n'avons pas toujours pu identifier clairement le profil.

Grâce à la Réforme Agraire, ils ont acquis une partie des débris des grands latifundios; ils ont pu avoir accès au crédit bancaire et la disparition des anciens rapports de production leur a permis de mettre en place des systèmes de production plus efficaces. Au fond, ils représentent ce qui aurait pu sortir de mieux de la Réforme: un type d'exploitation moderne et productive qui aurait dû pouvoir servir de modèle aux coopératives de petits paysans.

Dans la réalité, ce système est demeuré très marginal.

Ses manifestations les plus nettes concernent la culture de l'oignon à Zapotillo, celle de la tomate à Casanga et Catamayo, quelques îlots de cultures maraîchères dans le canton Loja.

On peut y ajouter un certain nombre de grandes *fincas* d'élevage, directement issues du parcellement des grandes haciendas. L'activité pastorale existait déjà lorsque l'exploitation était encore une *hacienda*, mais elle se déroule désormais dans un contexte socio-économique complètement différent (cf 4.3.2 du chapitre 6).

En terme de pouvoir local, la différence majeure entre ce sous-système et le système dominant provient, semble-t-il, de sa faible articulation avec son environnement socio-économique, et l'absence (mais il faudrait vérifier la généralité de cette remarque) de réseaux de clientèle incorporant le paysannat local dans une nouvelle unité socio-politique.

Au fond, les *fincas* "modernes" semblent se présenter comme des îlots d'autonomie relative au sein d'un espace rural qui est de plus en plus nettement structuré par le bourg rural.

2.3.2). Le sous-système indigène de Saraguro.

Il est marqué par une évolution tout-à-fait anormale vers un relatif repli de l'influence du capital commercial du bourg. Ce sont les communautés indigènes qui semblent avoir bénéficié de ce repli, grâce, notamment, à la montée des organisations indigènes qui ont tenté de structurer avec force le paysannat sur des schémas ethnocistes.

Cette situation semblerait tout-à-fait aberrante par rapport à l'évolution dominante, mais elle est trop complexe et encore trop fragile pour que l'on puisse augurer de son avenir. Il n'est pas exclu que certaines de ses manifestations les plus spectaculaires ne masquent, au fond, une situation moins différente de la normale qu'il n'y paraît.

A la belle époque du système latifundiaire, la région de Saraguro constituait une exception notable.

Pour des raisons historiques, la très grande propriété ne s'y était pas développée et les Communes indigènes y avaient conservé une cohésion et une importance beaucoup plus grandes qu'ailleurs.

Des commerçants blancs et -parfois- "métis" (c'est-à-dire, souvent, des indigènes acculturés et, à la seconde ou troisième génération, de véritables métis) contrôlaient très étroitement la zone, selon un schéma, très courant dans les hautes terres de l'Equateur, reposant sur un judicieux usage du crédit et de l'institution du *compadrazgo* qui constitue, en fait, une variante paysanne indigène du système de clientèle.

Le commerçant prêtait de l'argent, effectuait des avances en nature, rendait divers services à ses *compadres* indigènes (assistance judiciaire, représentation dans les démarches à effectuer auprès de l'administration...). En échange, ceux-ci lui apportaient leurs produits agricoles à des prix bien inférieurs à celui du marché, ou devenaient ses métayers.

Certains représentants de cette bourgeoisie rurale de Saraguro avaient entrepris depuis très longtemps, un processus d'ascension sociale qui les avait conduits à transférer leurs activités sur la ville de Loja, où quelques-uns d'entre eux avaient pu accéder à de hautes responsabilités.

La Réforme Agraire semble avoir provoqué à Saraguro un type d'évolution qui demeure exceptionnel dans la province de Loja.

L'absence de *latifundios* n'a pas permis à la bourgeoisie commerçante de trouver sur place des possibilités d'étendre son emprise foncière.

Mais, surtout, les indigènes Saraguro ont profité des possibilités juridiques nouvelles données au mouvement coopératif et communal pour tenter de redonner vie à leurs anciennes communautés, pour organiser politiquement celles-ci sur le modèle d'autres mouvements "indigénistes" (l'"Association des Communautés Indigènes de Saraguro" est une fédération d'organisations indigénistes locales structurée sur le modèle de la Fédération Shuar dont le succès a été considérable), et, finalement, pour s'organiser en groupe de pression avec lequel il devient nécessaire de compter.

Par ailleurs, le groupe indigène Saraguro qui a toujours manifesté un dynamisme supérieur à la moyenne des autres groupes indigènes de la région, a cherché des solutions à ses problèmes économiques les plus brûlants. Afin d'élargir leurs espaces pastoraux gravement enclavés dans les hautes terres, ils ont progressivement colonisé la haute-vallée du Yacuambi (autour du bourg de Veintiocho de Mayo) qui, en plein Orient amazonien, constitue désormais un appendice de l'espace social Saraguro.

2.3.3). le sous-système organisé autour de la mission franciscaine de Zamora.

Nous avons brièvement décrit dans le chapitre 2 les conditions très tardives dans lesquelles Loja s'était - bien modestement - ouvert sur l'Amazonie.

Le rôle pionnier joué par la Mission Franciscaine dans cette ouverture lui a valu une situation très privilégiée qui lui permet, aujourd'hui encore, d'assurer un contrôle très effectif sur l'ensemble de la région.

La Mission est actuellement le principal propriétaire foncier de la province, le principal employeur, mais c'est elle aussi qui organise, à tous les niveaux, l'enseignement public et qui, dans une très large mesure, contrôle l'ensemble des autorités locales.

Ce modèle autonome de pouvoir local, fonctionnant autour d'une mission catholique n'est pas aussi exceptionnel que l'on pourrait le croire. P.Gilhodes en mentionne d'autres exemples dans l'Amazonie colombienne (P.Gilhodes, 1974.). Il permet, en tous cas, au canton Zamora d'échapper pratiquement à tout contrôle sérieux émanant de Loja qui devrait logiquement, en raison de sa proximité géographique (une quarantaine de kilomètres), en être le véritable centre politico-administratif.

Le mauvais état, voire la nullité des liaisons routières et aériennes, qui rend hasardeux - et même impossible plusieurs mois par an - le voyage de Loja à Zamora, aggrave encore l'autonomie de Zamora.

*
* *

Les systèmes de polarisation micro-régionales que nous venons de décrire trop schématiquement ont apporté - nous semble-t-il - au moins deux types de nouveautés dont l'importance pourrait augmenter encore dans les années à venir:

. malgré le recul des cloisonnements géographiques, malgré l'amélioration des réseaux routiers, malgré l'évolution de l'espace social lojan vers une normalisation, vers une articulation plus complète avec l'espace social national, on assiste à une tendance sensible à la différenciation de micro-régions autour d'activités et de modes d'accumulation et d'organisation du pouvoir local qui sont relativement spécifiques;

. le petit paysannat, à peine libéré par la disparition de la très lourde structure de la *hacienda*, tend déjà à se retrouver récupéré par un nouveau modèle de domination, sans doute guère moins efficace que le précédent: le notable-commerçant-propriétaire est de plus en plus l'acteur local principal, même s'il apparaît masqué, ou à l'abri de prête-noms, dans le fonctionnement de nombreuses organisations paysannes. De nouvelles structures du pouvoir local semblent se mettre actuellement en place, de façon moins visible que les anciennes et dans des conditions guère moins dolosives pour les petits paysans.

S3. LE DEVELOPPEMENT DU CAPITAL COMMERCIAL CLANDESTIN.

Comme beaucoup de régions frontalières, la province de Loja a toujours maintenu une activité contrebandière, fondée sur de vieilles traditions locales remontant à la belle époque du monopole royal du commerce de la cascarilles.

L'apparition récente et le développement spectaculaire du trafic de la *pasta* de cocaïne ont donné une dimension sans précédent à cette activité dont l'importance réelle avait décliné.

Les revenus liés à ce trafic clandestin sont, désormais, très largement supérieurs à la somme de tous les autres revenus enregistrés dans la région.

3.1). Le trafic de la *pasta* de cocaïne.

La coca est produite assez massivement en Bolivie et dans certaines régions du Pérou. Elle subit sur place un premier traitement qui la transforme en sulfate de cocaïne. Sous cette forme, elle comporte encore de nombreuses impuretés, mais elle est facile à transporter: c'est la *pasta*, la "pâte" de cocaïne, que l'on peut aussi consommer sous cette forme encore semi-brute, en cigarettes, principalement.

La *pasta* doit ensuite être transformée en chlorhydrate de cocaïne, forme sous laquelle elle sera le plus souvent commercialisée. Cette nouvelle élaboration a lieu principalement en Colombie où existent de multiples laboratoires clandestins bien équipés.

Pour les trafiquants intervenant dans la chaîne au niveau de Loja, il s'agit donc d'acheter la *pasta* aux "maffiosi" péruviens, de lui faire franchir la frontière entre l'Equateur et le Pérou, grâce à de multiples "fourmis" (les *mulas*, dans la terminologie locale), et de l'acheminer vers la frontière entre l'Equateur et le Pérou où elle est prise en charge par les trafiquants colombiens qui la livreront aux laboratoires clandestins.

Dans cette longue route vers la Colombie, la région de Loja constitue un maillon privilégié. Elle dispose en effet de plusieurs atouts importants:

. une frontière à peu près incontrôlable, car marquée par des cours d'eau que l'on peut traverser à gué; de nombreuses exploitations agricoles, *fincas* ou *haciendas*, sont situées de part et d'autre de la frontière et échappent au contrôle douanier;

. un relief particulièrement accidenté, propice aux itinéraires clandestins bien jalonnés, aux relais discrets, aux caches insoupçonnables...

. une solide et ancienne tradition remontant à l'époque de la contrebande de l'écorce de *quina* qui a conduit beaucoup de villages et de bourgs à détenir un véritable savoir-faire, et à entretenir de très anciens réseaux de complicité,...

. une structure de pouvoir fonctionnant sur la base de réseaux permanents, avec lesquels il peut être relativement facile d'arriver à des accords, sinon à des complicités: il n'est pas nécessaire de négocier avec toutes les personnes concernées, mais seulement avec la tête du réseau.

Au début des années quatre-vingt, deux itinéraires principaux concernaient Loja.

Le premier venait du Pérou, de Huancabamba et Ayabaca, par Piura. Il disposait de seize points d'entrée principaux dans la province de Loja: deux aux environs d'Amaluza, deux dans le canton Calvas, un à Sozoranga, huit dans le canton Macará et trois dans le canton Zapotillo.

Le second, provenant de Jaén, pénétrait en Equateur par l'Amazonie et passait par Zumba, avant de rejoindre Catamayo, par voie aérienne.

Mais, à l'époque, des cultures de coca commençaient à faire leur apparition dans la province de Loja elle-même, notamment aux environs de Mangahurco et Cazaderos, à l'extrême sud-est.

Le trafic apportait des gains considérables.

La *pasta* était achetée aux trafiquants péruviens à cinq mille dollars par kilo et était revendue à peu près le double à la frontière du nord de l'Equateur.

Au début des années quatre-vingt, la police saisissait, à la frontière sud, environ cinq tonnes de *pasta* tous les ans. Ce qui laisse supposer un trafic annuel très important de l'ordre, au moins, de la centaine de tonnes. Soit des bénéfices probablement supérieurs à cinq cents millions de dollars, ce qui est absolument énorme à l'échelle d'une province aussi pauvre que celle de Loja.

L'organisation lojane du trafic semblait relativement simple.

(A). Les "gros bonnets".

Un petit nombre de personnes contrôlaient le trafic sans jamais y participer directement, recevant l'annonce de livraisons, recrutant les "mulas" par personne interposée, fournissant les capitaux nécessaires sans laisser de trace grâce à un recours à l'auto-financement, établissant les connexions nécessaires avec les trafiquants colombiens...

Pour autant que l'on puisse en juger, ces "responsables" provenaient d'une frange très réduite des commerçants-notables ruraux, qui s'étaient enrichis dans la contrebande au cours des années cinquante, et qui avaient pu, dès les premiers signes annonçant le nouveau trafic, lui ouvrir leurs réseaux et fournir, en toute discrétion, les capitaux nécessaires.

Il est particulièrement difficile de décrire le comportement social d'un groupe dont les activités sont largement clandestines et pour lesquelles les sources d'information se situent principalement au niveau des "rumeurs".

Divers recoupements permettent cependant de dire que la "maffia" lojane ne méritait sans doute pas entièrement son nom.

Certes, elle était en rapport d'affaires constant avec les vraies "maffias", colombienne et péruvienne. De même, son fonctionnement s'appuyait sur des réseaux ramifiés et de multiples complicités à tous les niveaux. La loi du silence était toujours respectée et les personnes arrêtées de temps en temps ne donnaient jamais que le nom de comparses.

Mais les principaux responsables lojans du trafic de pasta semblent avoir manifesté un comportement relativement original pour un groupe lié à la haute délinquance. Ce comportement tend à lui donner les apparences d'une bourgeoisie commerciale presque normale.

Pour autant que l'on puisse en juger sérieusement, les grands trafiquants lojans ne manifestaient guère le souci d'étendre leurs activités à d'autres domaines de la délinquance organisée, à la prostitution par exemple. Leur participation très active aux jeux d'argent liés aux combats de coq ne paraît pas se situer au niveau du contrôle criminel de ces jeux.

Par ailleurs, l'argent obtenu était assez systématiquement blanchi dans des activités locales parfaitement honorables (cf infra), comme si les trafiquants lojans étaient plus attirés par la possibilité de devenir rapidement des notables locaux que par celle d'élargir leurs profits dans le grand banditisme urbain.

(B). Les réseaux de trafiquants.

Il semble que l'on puisse distinguer des participants actifs et permanents (en réalité probablement très peu nombreux), et une frange de

personnes, beaucoup plus nombreuses, qui, sous des formes très diverses, bénéficiaient de quelques retombées du trafic et étaient des complices potentiels plus que de véritables acteurs permanents.

Parmi les participants actifs, le niveau inférieur était constitué par les "fourmis", petits passeurs conduisant à pied des bêtes de somme. Ils recevaient des rémunérations qui, malgré leur relative modestie, demeuraient considérables par rapport au niveau normal des salaires: de l'ordre de mille Sucres par kilo, alors qu'ils transportaient en moyenne vingt-cinq kilos par voyage, à une époque où un salaire de l'ordre de cent sucres par jour était considéré comme très élevé,

Au niveau immédiatement supérieur, les chauffeurs de véhicules automobiles traversant le pays avec leur chargement de pasta touchaient de trente à cinquante mille Sucres par kilo. Des charges d'une vingtaine de kilos n'étaient pas rares. On comprend la tentation exercée par des gains de l'ordre du million de Sucres sur des fonctionnaires dont le salaire mensuel ne dépassait guère cinquante mille Sucres.

Selon la rumeur, des accords auraient existé entre les grands trafiquants et la police. Celle-ci aurait eu tendance à négliger délibérément l'arrestation des passeurs permanents, responsables de la plus grande partie du trafic. Par contre, de temps en temps, sur des indications fournies par les trafiquants eux-même, elle se serait livrée à l'arrestation aussi spectaculaire que possible de passeurs occasionnels, recrutés pour la première ou la deuxième fois, et complètement tenus à l'écart du vrai trafic.

La véritable délinquance liée localement au trafic de drogue se situait probablement à ce niveau: règlements de comptes entre passeurs qui n'ont pas tenu leur parole, ou qui tentaient de se voler la marchandise, vengeance d'un trafiquant arrêté contre ses dénonciateurs, ...

Il s'agissait de dysfonctionnements localisés d'un système dont la logique reposait plutôt sur des rouages silencieux et discrets. Loja, en 1982, était encore très loin de ressembler au Chicago de la prohibition, malgré les récits complaisamment diffusés dans l'opinion publique équatorienne.

Pour des raisons évidentes, nous ne tentons pas de décrire de façon plus précise la vaste catégorie des complices potentiels ou non permanents qui ne participaient pas directement au trafic, mais pouvaient, dans certaines occasions, être amenés à le protéger ou, même, à y participer directement de façon épisodique.

(C). Les divers niveaux de complicités.

Il existait au moins trois niveaux bien distincts:

. les personnes ayant fait l'objet d'une corruption directe et qui se trouvaient souvent dans une situation délicate: directement soupçonnées et surveillées en raison, notamment, de leur niveau anormal de dépense, mais trop dépendantes de leurs "bailleurs de fonds" pour interrompre une collaboration de plus en plus compromettante;

. les personnes salariées directement par un trafiquant pour une activité parfaitement légale et honnête; mais celle-ci se trouvait alors généralement rémunérée très au-dessus du taux légal; le salarié n'ignorait rien de l'origine des fonds servant à le payer et il était intégré *de facto* dans le réseau de clientèle de son patron;

. un certain nombre de personnalités proches du pouvoir local regrettaient vivement la situation, n'en tiraient à peu près aucun profit direct, mais pensaient qu'une éventuelle interruption soudaine du trafic pourrait avoir des résultats désastreux sur l'économie régionale, à une époque de crise généralisée; leur relative mollesse dans la lutte contre le trafic peut s'expliquer par la conscience de cette situation.

3.2). l'argent de la drogue dans l'économie locale:

Pour autant que l'on puisse en juger, l'argent lié au trafic de drogue pénétrait en quantités importantes dans les circuits monétaires régionaux, par trois canaux principaux:

- . les investissements réalisés par les "gros bonnets"
- . la corruption, à tous ses niveaux,
- . les dépenses de consommation réalisées par tous les bénéficiaires du trafic et de la corruption.

(A) Les investissements portaient principalement sur le secteur immobilier: de nombreux immeubles, souvent luxueux, à Loja et dans quelques bourgs de la région, ont été, de notoriété publique, construits par des prête-noms avec de l'argent directement issu du trafic.

Il semble que ce dernier se soit aussi fréquemment manifesté dans la création d'entreprises commerciales concernant la vente locale de marchandises importées (électro-ménagers, motos, téléviseurs...) et dans la prise d'actions de petites entreprises industrielles.

Il s'agissait d'une sorte de saupoudrage qui ne représentait qu'une petite partie de l'ensemble des prises de participation, sans doute plus nombreuses, ailleurs en Equateur ou à l'étranger.

(B). La consommation des principaux trafiquants obéit à des schémas très ostentatoires, ce qui ne manque pas de surprendre dans une logique de clandestinité qui semblerait devoir régir ces activités illégales: elle s'exprime par l'achat de grosses voitures, équipées de façon aggressive, par des voyages à l'étranger, par des paris fabuleux à l'occasion de combats de coqs...

La région de Loja ne bénéficie que d'une partie de ces dépenses. Cela est suffisant cependant, à la fois pour avoir une importance réelle au niveau des circuits monétaires locaux, et pour remplir d'étonnement une population urbaine habituée, depuis des générations, à l'épargne, à l'austérité et, pour les anciens groupes dominants, à une grande discrétion.

Par ailleurs, dans une société très avide de consommer pour imiter des modèles de comportements définis comme "modernes" (voitures tous terrains, motos, magnétoscopes...) et présentés comme admirables par les médias, les revenus de la drogue injectés dans le circuit monétaire, ne sont absolument pas épargnés, mais, au contraire "flambés", dans des achats au comptant des produits manufacturés les plus divers qui contribuent à fonder la prospérité un peu fiévreuse des nouveaux commerces de produits importés.

(C) La corruption liée à l'argent de la drogue semblait, par contre, avoir revêtu des formes relativement discrètes.

Plusieurs scandales ont clairement indiqué qu'elle existait réellement: un Intendant de police, un Ministre de la Cour Supérieure de Justice de Loja, quelques petits fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture, un directeur régional des Travaux Publics furent très directement impliqués en 1982 et 1983.

Pourtant, la trace de la corruption n'est pas facile à suivre: on ne la repère guère au niveau des partis politiques locaux, et peu de notabilités locales étaient réellement soupçonnées de compromissions.

Quelques indications laissaient apparaître la possibilité de complicités émanant de certaines banques, et, peut-être, d'une petite partie de l'ancienne oligarchie foncière.

Les Banques intervenaient forcément, à un moment ou à l'autre, non seulement pour gérer les "gros" comptes, mais aussi pour résoudre un redoutable problème technique posé au trafic: les transactions s'opéraient en dollars US, dans un pays où le marché des changes est extrêmement contrôlé. La plupart des lojans bien informés savaient comment il était possible, grâce à certaines complicités situées au plus haut niveau de certains établissements, de se procurer les dollars nécessaires, à condition d'avoir une position connue dans l'un des principaux aux réseaux reconnus.

Les rapports entre l'ex-oligarchie foncière et l'argent de la drogue sont particulièrement délicats à aborder, surtout pour un observateur étranger.

Avec toutes les réserves d'usage, l'impression dominante qui paraît s'imposer après quelques mois d'observation sur le terrain est à peu près la suivante.

L'oligarchie foncière semble avoir pris conscience assez tardivement de l'intérêt que pouvait représenter la nouvelle source de revenus. Ce sont sans doute les nécessités d'une rapide reconversion et l'effondrement des sources traditionnelles de sa prospérité qui ont facilité cette prise de conscience.

Par ailleurs, le trafic était principalement contrôlé par l'ancien lobby de la contrebande, qui s'était toujours posé en rival des *terratenientes* traditionnels.

Pourtant, avec le temps, les circonstances semblent avoir permis à quelques individus isolés, appartenant à l'oligarchie, de s'associer plus ou moins directement à certaines retombées du trafic (au niveau bancaire par exemple) ou, même (dans quelques cas très isolés), de participer directement à ce trafic. On cite le cas d'un ancien grand latifundiste qui aurait utilisé une partie de l'argent obtenu grâce à la vente de ses domaines dans le cadre de la Réforme Agraire pour acquérir quelques *fincas* frontalières placées de telle manière qu'elles permettent de franchir la frontière dans des conditions de sécurité à peu près totales..

Mais, dans l'ensemble, à l'exception de quelques cas isolés, l'ancien groupe dominant ne semble pas s'être placé en position favorable par rapport aux nouvelles possibilités de prospérité ainsi offertes.

(*) L'argent de la drogue, en circulant plus abondamment dans des circuits qui étaient autrefois chroniquement privés de monnaie, a contribué à doper l'économie locale et à aggraver l'inflation qui, au début des années quatre-vingt, atteignait à Loja un des taux les plus élevés du pays.

Le commerce urbain semble avoir été le principal bénéficiaire de ce "boom", ainsi que les banques locales qui ont vu les dépôts augmenter dans des proportions sensibles et ont pu consentir davantage de prêts en vue de la construction ou de la création ou de l'extension d'entreprises locales.

Globalement, l'argent est devenu moins rare à Loja et circule plus rapidement.

3.3). Les conséquences sociales directes de la circulation de l'argent de la drogue.

L'argent de la drogue a directement contribué à changer la physionomie sociale de la région.

Il est à l'origine, au moins indirectement, d'un certain regain de prospérité pour les couches sociales urbaines les plus favorisées

(anciens oligarques, fonctionnaires de haut niveau, bourgeoisie d'affaire, commerçants prospères);

. il crée une situation éminemment favorable aux "nouveaux riches", les seuls qui, dans la conjoncture actuelle, puissent contrôler un processus d'accumulation d'une ampleur suffisante pour créer et développer de nouveaux réseaux de clientèle.

A terme, si le trafic de drogue ne cesse pas, on voit mal comment ces réseaux pourraient ne pas s'étendre de proche en proche, dans la mesure où toutes les autres sources de revenus apparaissent en comparaison extrêmement médiocres.

On voit donc poindre les éléments de futures contradictions:

D'une part, la montée de cette nouvelle puissance suscite de fortes oppositions qui s'expriment, notamment, par des campagnes visant à "assainir" la ville et la région.

Plusieurs campagnes de presse ont ainsi tenté de mettre en accusation le nouveau pouvoir clandestin qui semblait s'installer à Loja. Le magazine national Vistazo, la radio locale Centinela del Sur, le quotidien local El Munda ont successivement, ou simultanément, tenté de protester contre la mainmise de l'argent de la drogue sur l'économie régionale.

De même, un éphémère "escadron de la mort" (cf El Comercio, 8 IX 1981) a tenté, vers la fin de 1981, d'intimider les "maffiosis" et de dénoncer les éléments de la police qui se laissaient gagner par la corruption.

D'autre part, des alliances d'intérêt pourraient apparaître (et semblent, d'ailleurs, s'être déjà esquissées) entre le capital commercial clandestin et divers éléments ambitieux de la nouvelle bourgeoisie urbaine; ces alliances pourraient servir de base à la reconstitution de nouveaux réseaux de clientèle et, peut-être, sous des formes encore difficiles à discerner, à une redéfinition du jeu politique local.

84. LES ELEMENTS D'UNE NOUVELLE STRUCTURE SOCIALE URBAINE.

De même que le monde rural lojan a beaucoup changé en perdant les *haciendas* qui l'avaient si longtemps caractérisé, la ville a perdu, en quelques années l'essentiel de ses vieilles structures. Le jeu social s'y déroule déjà et va se dérouler de plus en plus sur des bases très nouvelles.

En une vingtaine d'années, la vieille bourgeoisie urbaine de Loja est devenue méconnaissable.

Ce groupe était déjà, à l'époque, assez hétérogène, mais il disposait de quelques caractéristiques communes qui lui conféraient une certaine unité: niveau de revenus, attitude à l'égard de la culture et de l'enseignement, anti-oligarchisme, certain niveau d'ambitions sociales...

Il a récemment été profondément transformé par l'irruption massive de nouveaux éléments, dont les nouvelles caractéristiques, très contrastées, ont submergé les anciennes. Deux sous-groupes dominent parmi ces éléments nouveaux:

- . la nouvelle techno-bureaucratie,

- . des nouveaux commerçants, quelquefois liés au capital commercial clandestin, et, dans tous les cas, très différents de leurs prédécesseurs des années cinquante, qui étaient encore très marqués par le conservatisme dominant et, qui, bon gré mal gré, dépendaient étroitement des réseaux de clientèle contrôlés par l'oligarchie.

4.1). La nouvelle techno-bureaucratie.

L'appareil local d'Etat, nous l'avons vu, s'est développé à Loja de façon pléthorique. D'abord dans la logique du système local traditionnel de clientèle. Ensuite dans la logique opposée, qui visait à faire de PREDESUR un instrument pour arracher aux anciennes classes dirigeantes locales la maîtrise du développement régional. Mais PREDESUR, à son tour, n'a pas pu, échapper à la tentation d'une bureaucratie pléthorique.

Cette fonction administrative de plus en plus concentrée a fait de Loja une véritable capitale administrative régionale, au rayonnement incontesté sur l'ensemble de la province. Tous les Ministères, les Banques d'Etat, les grandes institutions ont d'importantes représentations ou agences à Loja. Les directeurs provinciaux sont souvent dotés de pouvoirs très réels, de sorte que les problèmes ou litiges se règlent assez souvent sur place sans que les administrés aient, aussi souvent qu'autrefois, à entreprendre le lointain voyage de Quito.

La nouvelle techno-bureaucratie semble s'être constituée en trois phases.

- . Avant PREDESUR, les fonctionnaires et techniciens étaient assez peu "professionnels", car essentiellement recrutés dans le cadre du système oligarchique de clientèle, parmi la classe moyenne et parmi l'oligarchie elle-même. L'appartenance à un réseau comptait plus, dans ce contexte, que les qualifications techniques. Avec le temps, cette bureaucratie était devenue l'un des piliers soutenant le plus solidement le système traditionnel de pouvoir local.

. A l'époque de PREDESUR, les fonctionnaires étaient recrutés sur deux critères principaux: les diplômes universitaires et l'adhésion à un projet de société remettant en cause les structures de domination en place. Ils appartenaient à des couches sociales à peine plus basses que leurs prédécesseurs: petite et moyenne bourgeoisie lojane, mais aussi, de plus en plus, issue des bourgs de la province.

. Après la "normalisation" de PREDESUR, on est probablement revenu à un système de clientélisme comparable à celui que contrôlait l'oligarchie foncière, à cette différence près que l'oligarchie foncière n'existe plus, le pouvoir local étant toujours en partie détenu par des anciens membres de ce groupe.

Par ailleurs, la bureaucratie semble aussi avoir permis à divers éléments de l'ancienne classe dominante de se reconvertir dans d'assez bonnes conditions.

La techno-bureaucratie lojane constitue donc un groupe initialement très hétérogène, mais qui porte sans doute, à terme, d'importants germes d'unification, résidant, notamment, dans l'existence de conditions de vie très comparables et d'un certain nombre d'aspirations communes.

4.2). Les nouveaux commerçants urbains.

L'organisation du commerce urbain s'est profondément et rapidement transformée au cours des dernières années.

A.L.Pietri signale que,

" Dans la capitale provinciale, 77% des établissements commerciaux non alimentaires ont moins de 10 ans, dont 53% moins de 5 ans en 1983; dans les localités de moindre importance, à l'exception de quelques bazars vendant de tout, les magasins de produits manufacturés ont tous moins de cinq ans. (...) Pour les produits alimentaires, la proportion de commerces récents est encore plus forte dans la ville de Loja (75% ont moins de 5 ans, 94% moins de 10 ans)". (A.L.Pietri-Lévy, 1986, pp 114-115).

L'auteur souligne par ailleurs l'importance d'un nouveau type de commerce urbain:

"...un nouveau genre de "bazar", de création récente qui est aujourd'hui le type d'établissement le plus fréquent dans la ville de Loja. On y vend des vêtements, des articles de parfumerie et des "cadeaux" qui s'écoulent plus facilement et contribuent à attirer la clientèle" (id. p.115).

Ces nouveaux commerçants lojans ont largement accès au crédit bancaire et sont, parfois, plus ou moins directement soutenus par le capital commercial clandestin, dont ils sont - dans quelques cas - les

prête-noms. Leur situation n'en est pas moins relativement fragile dans l'ensemble en raison de la concurrence acharnée qu'ils se livrent entre eux, et beaucoup ne doivent leur survie qu'à la fièvre, peut-être provisoire, qui touche actuellement l'économie lojane.

" La multiplication des commerces, si elle donne aujourd'hui un caractère "moderne" à la ville, laisse supposer une fonction commerciale plus importante qu'elle ne l'est en réalité. Elle ne reflète pas un réel dynamisme économique et s'apparente plus au gonflement du secteur commercial caractéristique de zones économiquement déprimées". (op.cit. p.128).

Nous ignorons tout des conditions dans lesquelles le nouveau commerce lojan se reconstitue comme groupe de pression autour d'institutions telles que la chambre de commerce.

(*). Les nouvelles données du jeu politique local.

Les années quatre-vingt marquent à Loja la fin d'une époque.

La très longue hégémonie d'une aristocratie foncière, soutenue dans ses dernières années et quelque peu déformée par l'hégémonie provinciale du Parti Conservateur, a perdu, en quelques années, toutes ses bases traditionnelles les plus solides: le clergé, la terre et de puissants réseaux de clientèle lentement constitués sur plusieurs générations.

Ce travail visait à suivre d'aussi près que possible la longue trajectoire de cette oligarchie foncière. Il n'a pu se donner les moyens, les méthodes et le temps d'aller au-delà du déclin de ce groupe, malgré l'intérêt qu'il y aurait eu à tenter de démêler l'écheveau complexe des dynamiques actuelles, à s'efforcer de comprendre ce que sont devenues, à la fin des années quatre-vingt, les conditions des luttes pour le pouvoir local.

La tâche était trop difficile dans la mesure où ce sont de véritables mutations qui se sont opérées. Les évolutions de très longue période que nous avons décrites ne peuvent être prolongées et tous les schémas de fonctionnement qui avaient eu cours pendant des décennies se sont effondrés.

L'époque du particularisme lojan s'est peut-être achevée, et les clés des luttes politiques régionales sont sans doute plus situées, aujourd'hui, dans des enjeux nationaux que dans le détail des affrontements entre groupes et sous-groupes locaux.

*

* *

CONCLUSION.

Au terme de cette étude, il paraît possible de ramener l'histoire de l'espace social lojan à trois grands schémas successifs:

1). Le modèle socio-politique latifundiaire, en s'étendant sur la région pendant tout le XIX^e siècle, a profondément homogénéisé un espace social que la nature et l'histoire avaient contribué à fortement différencier. A son apogée, l'espace social oligarchie lojan s'est réellement étendu sur toute l'actuelle Province de Loja, atteignant même le canton Santa Rosa et les régions de Piñas et Zaruma qui appartiennent, aujourd'hui, à la voisine province de El Oro.

Ce modèle était caractérisé par la juxtaposition d'unités autonomes de pouvoir, aux limites spatiales bien précises (souvent marquées par des frontières naturelles ou des clôtures matérialisées), et très faiblement articulées entre elles.

Certaines de ces unités étaient fédérées par l'existence d'un pouvoir familial oligarchique dont le centre nerveux se trouvait dans la ville de Loja. Loja était ainsi au centre d'un réseau reliant des unités locales de pouvoir. Le contrôle exercé par la ville sur son domaine rural était alors bien réel et des pouvoirs rivaux se glissaient bien difficilement dans les interstices existant entre les grands latifundios.

Ces derniers étaient le plus souvent liés à la moyenne propriété foncière et au commerce micro-local (collectage) et, parfois, régional (entreprises de transport).

L'absence d'un Etat central, trop lointain et trop démuné pour organiser un véritable appareil administratif, donnait à l'oligarchie foncière localement dominante un pouvoir considérable. Cette toute-puissance sur l'espace régional d'un groupe aux stratégies assez homogènes contribuait à homogénéiser cet espace.

2). Le modèle latifundiaire lojan est assez rapidement entré dans une phase récessive, notamment parce que l'oligarchie foncière lojane a généralement choisi d'assurer sa prospérité et son pouvoir sur des stratégies passant par le clientélisme urbain, plus que sur un développement de la rentabilité de ses exploitations agricoles.

Son domaine foncier a donc commencé à subir des démembrements qui diminuaient d'autant l'aire directe d'influence de la ville de Loja. Des systèmes de production plus rentables (les exploitations caféicoles de Piñas et Zaruma, par exemple) ont permis de déclencher des processus d'accumulation très significatifs qui ont très largement échappé à une oligarchie foncière peu soucieuse d'innovations et trop éloignée de ses bases traditionnelles dans les basses terres au climat tropical.

Dès la fin du XIX^e siècle et dans les premières années du XX^e, le "grand Loja" s'est ainsi trouvé amputé de son domaine côtier, c'est-à-dire de secteurs qui appartiennent aujourd'hui à la province de El Oro.

3). Au début des années soixante-dix, le modèle latifundiaire d'intégration de l'espace s'est brutalement effondré et a cessé de jouer tout rôle unificateur.

Le vide laissé par cette disparition a permis l'apparition de divers types de situations locales, produits des particularités de l'histoire locale et des conditions écologiques, des diverses possibilités d'articulation au marché national...

Les différenciations micro-locales se sont ainsi multipliées conduisant souvent à l'émergence de petits pôles locaux, qui semblent autant de sources de contestation de l'influence de Loja.

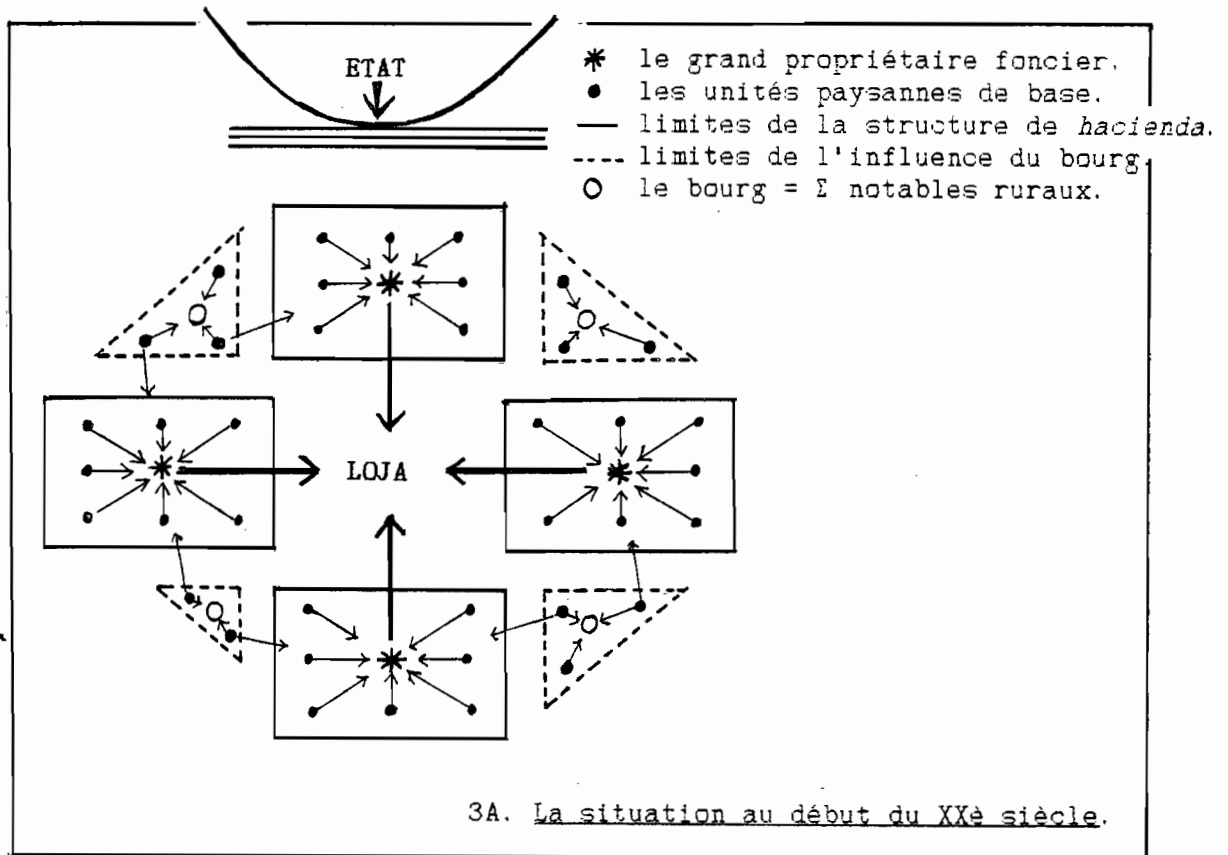
L'espace régional/provincial lojan était resté longtemps très marginalisé au sein de l'espace national. Les débuts de l'ère pétrolière en permettant le développement massif de l'appareil d'Etat et une politique de grands travaux enfin ambitieuse, ont permis de remédier, partiellement, à cette situation.

La ville de Loja a ainsi été amenée à remplir de nouvelles fonctions, des fonctions "normales" de petite capitale provinciale, administrative et commerciale. Sur ce point, l'emprise de la ville sur sa région a augmenté, nuançant ainsi quelque peu les conséquences de la différenciation micro-régionale en cours de développement.

On peut tenter de rendre compte schématiquement de ces situations successives fortement contrastées.

Schémas 3. Les trois phases principales de l'évolution des structures du pouvoir local dans la région de Loja au cours du XX^e siècle.

(cf pages suivantes)

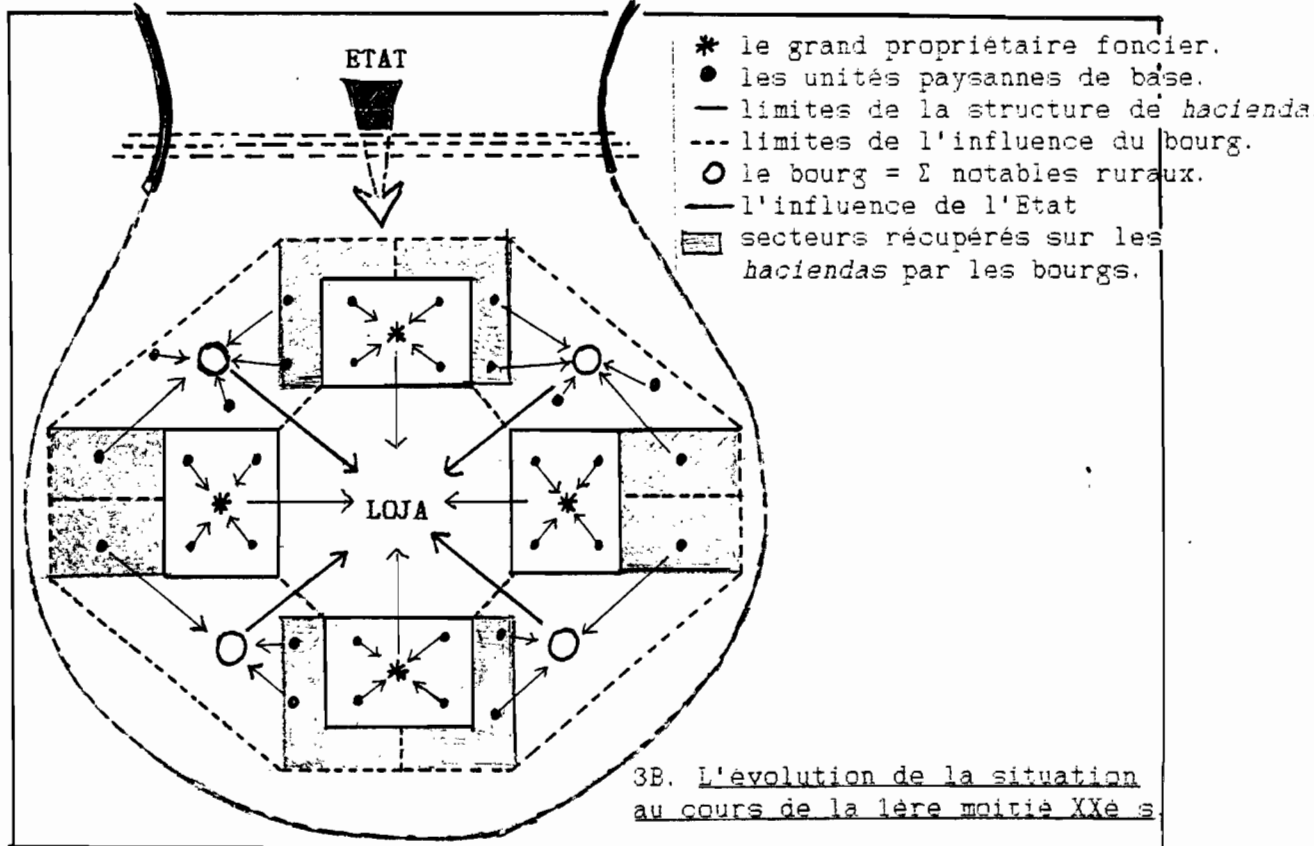


La structure locale de pouvoir comprend deux structures de base radicalement différentes:

. la structure de *hacienda* très largement dominante dans l'espace, composée d'unités très autonomes, très refermées sur elles-mêmes, au sein desquelles l'autorité et le pouvoir sont détenus sans partage par l'*hacendado*; ce dernier est pris dans un ensemble de relations familiales qui définissent une micro-oligarchie dont le centre nerveux est à Loja;

. dans les vides laissés par l'espace que contrôle directement la *hacienda*, la structure "paroissiale" de pouvoir s'articule autour d'un petit nombre de notables ruraux regroupés dans un bourg; leur autonomie ne s'exerce qu'au sein d'une sphère très réduite et, sous beaucoup d'aspects, l'autorité du micro-oligarque déborde la *hacienda* pour s'étendre sur l'espace du bourg;

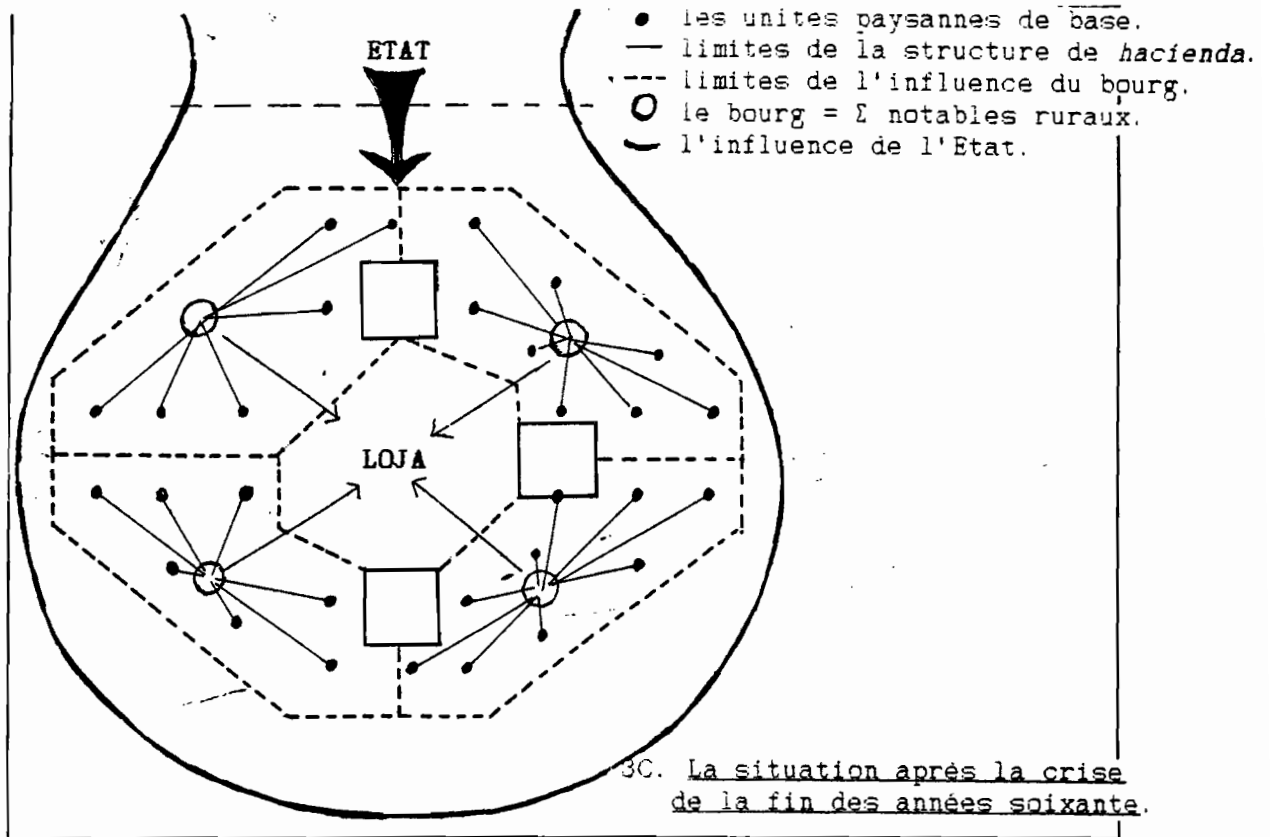
. les flux en provenance de l'Etat central ne parviennent pratiquement pas jusqu'à la région, ou ils n'y arrivent que très affaiblis et gravement biaisés.



. L'espace contrôlé par la *hacienda* se rétracte, mais le fonctionnement interne de chaque unité n'est pas fondamentalement modifié. Le lien avec Loja demeure très fort, mais la micro-oligarchie foncière s'appuie de moins en moins sur sa situation rurale pour fonder son pouvoir.

. L'espace "bourgeois" s'accroît aux dépens de la *hacienda* et il s'affranchit de plus en plus des contrôles que cette dernière exerçait sur lui. Les micro-polarisations se renforcent; certaines d'entre elles conduisent à faire basculer l'unité ainsi polarisée vers d'autres sphères d'influence (zone caféicole échappant à l'influence de Loja et passant sous celle de Guayaquil).

. L'influence de l'Etat central commence à parvenir dans la région, mais elle reste très biaisée.



. La structure de hacienda a très largement éclaté et n'existe plus que sous forme résiduelle.

. Les micro-polarisations se sont accentuées autour de bourgs en forte expansion et de notables ruraux qui ont été les principaux bénéficiaires de la Réforme Agraire. Elles se sont accompagnées d'importantes différenciations du pouvoir liées aux particularités de fonctionnement de ces sociétés micro-locales. Les unités se ramènent à un petit nombre de types assez nettement différents les uns par rapport aux autres.

. La ville de Loja a vu son influence décroître du fait de ces micro-polarisations qui ont aboli son rôle de centre nerveux régional de la micro-oligarchie. Par contre, elle tend à devenir une petite capitale administrative et commerciale comme les autres.

. La région reçoit les flux en provenance de l'Etat central dans des conditions quasiment normale.

*
 * *

Malgré cette évolution d'ensemble vers une certaine normalité, la marginalité de la région de Loja est encore bien réelle.

La Réforme Agraire y a été plus radicale qu'ailleurs, alors que, dans les années soixante, tout laissait présager qu'elle y serait plus escamotée qu'ailleurs.

La percée spectaculaire réalisée par le capital commercial clandestin n'a pas d'équivalent dans l'Equateur actuel et va, nécessairement, peser de plus en plus lourd sur les activités et les institutions locales, tant que l'itinéraire de la *pasta* passera par Loja.

L'échec partiel des efforts de JBCV pour casser ou renouveler les systèmes locaux de clientèle laisse supposer que, contre le cours général de l'histoire sociale équatorienne, Loja n'a pas encore tout à fait cessé d'être une "chasse gardée", même s'il est encore difficile de dire quels nouveaux groupes sociaux vont en assurer le contrôle après l'éclatement de l'ancienne micro-oligarchie foncière.

*
* *

ANNEXES.

(1). Les sources de chacun des huit chapitres.

(2). Bibliographie.

2.1). Documents concernant Loja et sa région.

2.2). Documents concernant d'autres régions de l'Equateur.

2.3). Documents concernant l'Amérique Latine (Equateur non compris).

2.4). Documents hors Amérique Latine ou non localisés.

412'

(1). LES SOURCES.

1.1). Les sources du chapitre 1.

1.1.1). L'histoire de la période antérieure à la fin du XVIII^e siècle ne rentrait pas directement dans notre sujet. Il nous a cependant paru important de l'aborder pour:

. comprendre les particularités très singulières du peuplement de la région de Loja; c'est en effet au cours de cette période que l'on trouve l'origine:

- de la faible densité des populations de la région,
- du très fort degré d'acculturation qu'ont subi les communautés indigènes qui, beaucoup plus qu'ailleurs, ont renoncé aux éléments caractéristiques de leur culture, sauf dans le nord de la province (canton Saraguro),
- de la relative importance de la population rurale blanche;

. comprendre la genèse de la propriété foncière et la relative faiblesse des conflits pour la possession de la terre: les communautés indigènes avaient, dans une certaine mesure, le loisir de reculer devant l'avance des *terratenientes* et ont souvent préféré cette solution à des procédures juridiques perdues d'avance; c'est ainsi que, plus qu'ailleurs, les propriétaires ont pu se tailler d'énormes domaines sans difficultés majeures;

. voir apparaître la genèse de la micro-oligarchie foncière en tant que groupe social qui s'est auto-défini en caste, et qui s'est rendu détenteur monopolistique du pouvoir politique et économique;

. entrevoir la genèse d'une différenciation et d'une stratification sociales très complexes qui ont laissé des traces jusqu' à l'époque actuelle.

Faute de temps, nous avons limité notre investigation directe à un petit nombre de points:

- quelques interviews d'érudits lojans et de détenteurs de vieilles traditions familiales; parmi les plus intéressants, le Dr J.C.Ojeda (l'origine des grandes familles lojanes), don Pío Eguiguren et doña María Riofrío (traditions familiales), Francisco Guamán (histoire de la Commune indigène de Collana-Catacocha), etc...;

- quelques sondages dans les Archives de la Cour Supérieure de Justice à Loja qui nous ont permis d'entrevoir, au sein d'une grande richesse qui justifierait des investigations ultérieures, l'importance des litiges fonciers liés aux usurpations comises par des *caciques*;

- un rapide examen du Fonds P.Jaramillo de Loja, dans lequel nous avons surtout utilisé le manuscrit inédit de Fray A.A.Jerves:

Documentación auténtica relativa a los orígenes históricos de la ciudad de Loja y su Provincia en el Ecuador, ordenada y anotada por el padre Fray Alonso A. Jerves (1538-1660). Quito, 1940, 391 p. dact. (Fds P.J.A, cote n°1579).

Mais nous n'aurions pu déboucher sur des résultats réellement utilisables sans les excellents travaux récemment effectués par Chantal Caillavet, Martin Minchom, Silvia Palomeque et Yves Saint-Geours qui ont totalement renouvelé la connaissance que l'on pouvait avoir du Loja colonial, et sans les publications plus anciennes de A. Anda Aguirre, H. Gallardo Moscoso et Pío Jaramillo Alvarado.

Toute approche historique de la région de Loja doit commencer par le texte de Chantal Caillavet: "Fuentes y problemáticas de la historia colonial de Loja y su Provincia." in Cultura, Quito, V, 15, Enero-Abril 1983, pp 355-370. L'auteur y décrit les divers Fonds d'Archives qui renferment des documents relatifs à l'histoire de Loja, à Loja, Zaruma, Cuenca, Quito, au Pérou (Trujillo, Piura, Lima), en Colombie, en Espagne...

Deux documents classiques très utiles sont la fameuse Historia de Loja de P. Jaramillo Alvarado (P. Jaramillo Alvarado, 1955) et les Relaciones Geográficas de Indias (M. Jimenez de la Espada, 1897) qui regroupent des textes essentiels de la fin du XVI^e siècle. La région de Loja est plus particulièrement décrite dans les passages suivants:

a) dans le tome III.

pp 197-200. Juan de Salinas Loyola. Relación y descripción de la ciudad de Loxa (1571-1572);

pp 221-233. Anonyme, Relación de lo que es el asiento del cerro y minas de oro de Zaruma y lo que conviene proveerse (1592);

pp 234-243. Anonyme. Relación del distrito del Cerro de Zaruma (1592).

pp 244-258. Licenciado F. de Aucibay. Relación del sitio del Cerro de Zaruma (1592).

pp 259-266. P. Gonzalez de Mendoza. Relación del Cerro de Zaruma (1592). ;

b) dans le tome IV.

pp 1-16. Juan de Salinas Loyola. Relación de la ciudad de Zamora de los Alcaldes (1549);

pp 17-20. Alvaro Nuñez. Relación de Zamora de los Alcaldes a la Audiencia de Quito (1582);

pp 21-27. Alvaro Nuñez. Relación de la doctrina en beneficio de Nambija e Yaguarzongo (1582).

La bibliographie concernant la période pré-hispanique s'est considérablement enrichie grâce aux travaux récents de la mission IFEA-Loja : J.Guffroy (1981, 1982a, 1982b, 1982c, 1983), N.Almeida (1982), P.Lecoq (1982) et aux publications de A.C.Taylor-Descola (1986) et Ch.Caillavet (1986).

Pour l'époque coloniale, les principales références sont les suivantes:

a) travaux récents:

- . Chantal Caillavet 1983a, 1983b, 1983c, 1984, 1986 (et N.Flores de Nuñez, 1983);
- . M.Minchom, 1983, 1984;
- . S.Palomeque, 1979, 1983;
- . Y.Saint-Geours et M.Petitjean, 1983.

b) historiens locaux:

- . A.Anda Aguirre: 1948, 1950, 1955, 1956, 1960, 1964, 1972a, 1972b, 1973, 1974a, 1974b, 1974c, 1976a, 1976b, 1976c, 1977, 1978a, 1978b, 1979, 1981a, 1982b, 1984, 1985a, 1985b.
- . H.Gallardo Moscoso: 1964, 1973.
- . P.Jaramillo A.: 1955, 1974.

1.1.2). Le XIX^e siècle.

Pour entamer une étude sur le XIX^e siècle à Loja, la source essentielle est constituée par l'article de Y. Saint-Geours, « *La Provincia de Loja en el siglo XIX (desde la Audiencia de Quito al Ecuador independiente)* » (Y.St Geours, 1983). L'auteur y présente les sources disponibles et donne un cadre très précis de l'histoire régionale.

Notre étude du XIX^e siècle lojan, à peine esquissée, vise seulement à mieux comprendre la mise en place des structures du pouvoir local. Par ordre d'importance décroissante, nous avons utilisé les sources suivantes:

- . les documents bibliographiques,
- . la presse locale,
- . un petit nombre de documents d'Archives,
- . quelques-uns de nos travaux antérieurs.

(A). les documents bibliographiques.

Outre les documents généraux concernant l'histoire de Loja, déjà cités à propos du chapitre 1, la bibliographie sur le XIX^e siècle est relativement pauvre.

. Sur la crise textile, au niveau de l'ensemble de la Sierra de l'Equateur:

- Velasco F., 1975. - La estructura económica de la Real Audiencia de Quito. Notas para su análisis. in Mejía L. et al. - Ecuador: pasado y presente. Quito, Inst.Inv.Económicas, pp 61-110,

- J.M. Vargas, 1957. - La economía política del Ecuador durante la Colonia. Quito, Banco Central, réédition 1983, 366p. (cf 4è partie, pp 296 et suivantes).

- A.R. Pérez, 1947, - Las Mitas en la Real Audiencia de Quito. Quito, Minist.Tesoro, 480p.

. Pour la cascarille, la source la plus intéressante, déjà mentionnée, est constituée par M.Petitjean et Y. Saint-Geours, 1983, dont le texte fut rédigé à partir de la section "cascarilla" de l'Archivo Nacional de Historia, inutilisée jusqu'alors. Les informations rapportées par cet article sont, pour la plupart, inédites.

Voir une bibliographie sur ce thème à la suite de cet article, pp 197- 202 et in E.Fauroux, 1983b, p.387 (références C 2.1 à C 2.5).

. Sur le XIXè siècle, on peut encore citer M.D.Demelas, 1984, à propos d'une « dispute municipale à Loja (1813- 1814) ».

. Les autres documents bibliographiques concernant la période n'intéressent pas directement l'histoire socio-politique régionale.

(B). La presse:

Elle nous a apporté quelques éléments intéressants concernant:

. a) L'état d'enclavement et le mauvais état des voies de communication.

Outre les références citées dans le texte, on peut consulter le très intéressant récit d'un "Voyage de Buenos Aires à Washington", effectué vers 1830 par Tschiffely où l'auteur décrit avec verve le spectacle de mules chargées de pianos et de tables de billard, s'acheminant laborieusement, dans la boue, vers les demeures aristocratiques de Loja (in El Municipio Lojaño, n°214, Mars 1936).

. b) la pénurie de monnaie, souvent décrite au début du XXè siècle, dans des conditions, sans doute, très peu différentes de celles qu'avait connues le XIXè siècle.

Les descriptions ci-dessous, de 1916- 1917, paraissent, en particulier, pouvoir s'appliquer à la période antérieure.

« Abundan ya las "chauchas" bolivianas, las águilas y billetes chilenos, amén de una miriada de monedas con tantos agujeros y melladuras. » (*El Heraldó*, n°28, 5 Avril 1916).

« On trouve en abondance (sur le marché urbain de Loja, E.F.) des chauchas boliviennes, des "aigles" et des billets chiliens, en plus d'une myriade de monnaies avec des quantités de trous et d'écornures. »

En même temps que l'or et l'argent, la monnaie équatorienne finit par disparaître à peu près complètement des transactions:

« Viajeros cuencanos que regresan creen perdido para el Ecuador la provincia de Loja... La moneda ecuatoriana es rechazada en gran parte a Loja, por cuanto ofrece dificultades para las transacciones comerciales con el Perú, a falta de negocios con el resto del Ecuador. » (*El Heraldó*, n°56 du 14 Oct. 1917) .

« Les voyageurs de Cuenca qui reviennent, croient perdue pour l'Equateur la province de Loja... La monnaie équatorienne est refusée, en grande partie, à Loja, dans la mesure où elle est difficile à utiliser dans les transactions commerciales avec le Pérou, en l'absence d'affaires avec le reste de l'Equateur. »

(C). Les Archives.

Nous n'avons fait qu'effleurer les fonds d'Archives à propos de l'histoire socio-politique du XIX^e siècle. Nous n'avons retenu que deux éléments intéressants:

. au *Municipio* de Loja, les registres des correspondances officielles adressées aux *Tenientes políticos*: ceux-ci y apparaissent sous un jour très réaliste, écrasés par le souci d'organiser d'incessantes *mingas* pour faire face à la détérioration des voies de communication ou pour faire enlever les cadavres des mules prises dans la boue pendant les pluies;

. le Fonds Pío Jaramillo (cote 3169, vol.2, p. 79) nous a permis de prendre connaissance d'un intéressant décret pris le 6 Décembre 1859 par don Carrión Pinzano, alors chef de l'éphémère Etat Fédéral de Loja. Il permet d'éclairer un peu la situation monétaire de la région.

« Considerando:

1°. Que es de vital importancia cortar de raíz el abuso que se ha introducido en el comercio y en los mercados para rechazar las monedas perforadas que estan mandadas circular en toda la República, hasta que ella tenga medios de amortizarla y,

2°. Que es necesario poner en circulación las monedas de las otras Repúblicas (...) por tener esta provincia relaciones de comercio, prohibiendo solamente las que lo están en aquellas Repúblicas.

« Decreto:

Art 1ro. Se pone en circulación toda moneda de cuna legítima de cualquiera República y en particular las del Perú y Bolivia a excepción de las del año 1856 y 1857 y de cualquier que se conozca ser falsificada, por ser estas y la del año indicado, prohibidas también para su circulación en dichas Repúblicas.

Art 2do. No se admitirán en circulación las monedas perforadas de las Repúblicas del Ecuador, del Perú y Bolivia.

Art. 3ro. Se admitirán en circulación las monedas lizas por el tiempo del uso y las perforadas del cuño español y las conocidas con el nombre de escapulario.

Art. 4to. La persona que se oponga admitir la moneda que se manda circular en los artículos anteriores, pagará la multa de otra moneda igual a la que no ha querido...".

[« Considérant,

1°). Qu'il est d'importance vitale de couper à la racine l'abus qui s'est introduit dans le commerce et dans les marchés de refuser les monnaies perforées qui sont mises en circulation dans toutes la République, jusqu'à ce que celle-ci aie les moyens de les supprimer et,

2°). Qu'il est nécessaire de mettre en circulation les monnaies des autres Républiques (...) avec lesquelles cette province a des relations commerciales, en interdisant seulement celles qui sont interdite dans ces Républiques.

« Je décrète:

Art 1er. On autorise la circulation de toutes les monnaies authentiques de toutes les Républiques et, en particulier, du Pérou et de la Bolivie, à l'exception des monnaies des années 1856 et 1857, et de toutes celles que l'on sait être fausses, ces dernières et celles des années indiquées ayant vu leur circulation interdite dans ces Républiques.

Art 2. La circulation des monnaies perforées des Républiques de l'Equateur, du Pérou et de la Bolivie, ne sera pas autorisée,

Art 3. Est autorisée la circulation des monnaie usées par le temps, des monnaies frappées en Espagne et de celles connues sous le nom de "scapulaires";

Art 4. La personne qui refusera de recevoir les monnaies dont la circulation est autorisée par les articles précédents paiera une amende, en une autre monnaie, de valeur égale à celle qu'il n'a pas acceptée...»].

(D). Pour l'histoire des rapports de production, nous nous référons à un travail que nous avons dirigé, de 1975 à 1979, dans le cadre d'une Convention entre l'ORSTOM et le Programme National de Régionalisation du Ministère de l'Agriculture de l'Equateur. Il s'agissait d'étudier l'évolution, d'abord sur courte période, ensuite sur longue période, des systèmes sociaux de production en milieu rural.

Les informations recueillies dans ce travail concernaient l'ensemble de la Sierra et de la Costa de l'Equateur, et seulement de façon exceptionnelle la province de Loja. Pour les compléter, nous avons, en 1982, effectué quelques enquêtes auprès d'anciens *arrimados* et de personnes ayant vécu, autrefois, dans des *haciendas* de la région.

Cf E.Fauroux, 1979b, 1979c, 1980, 1983, 1984.

(E). Nous avons tenté de reconstituer les circuits économiques intra-régionaux et internationaux, à partir d'une méthode assez fragile.

En utilisant des éléments d'informations issus d'entretiens, de documents d'archives, d'ouvrages divers, nous avons établi une première esquisse ne comportant que des points certains (contenu et sens des échanges, rôle des *arrieros*, absence de monnaie, contrôle exercé par les nobles sur certains commerçants...).

La connaissance des principaux agents économiques et des contraintes qui paraissent devoir, en toute logique, s'exercer sur leur comportement, a permis de présenter une hypothèse de fonctionnement de l'ensemble des deux circuits.

Nous insistons sur le fait qu'il ne s'agit là que d'un essai de reconstitution, qui sera sans doute nuancé ou, plus sévèrement contesté, au fur et à mesure des progrès de la recherche sur ces points.

1.1.3). Points plus particuliers concernant Loja avant le XX^e siècle.

Pour la description du niveau micro-local de pouvoir, nous avons utilisé nos travaux antérieurs déjà cités (E.Fauroux, 1979a, 1979b) qui portaient, notamment, sur l'histoire des relations sociales au sein de la *hacienda*.

Les principaux éléments concernant l'histoire de l'Eglise à Loja proviennent du remarquable ouvrage de F.J.Riofrio: La Advocación De Nuestra Señora del Cisne. Quito, ed. Chimborazo, 1924, 263 p. Devenu à peu près introuvable, il en existe un exemplaire dans le Fonds Pío Jaramillo (cote n°2940).

D'autres informations intéressantes figurent dans:

- . A. Anda Aguirre, 1974
- . G.Eguiguren, 1948 [l'ouvrage est plus intéressant que la modeste du titre: -La catedral de Loja- ne paraît l'indiquer;
- . M.A.Rodriguez, 1941
- . J.M.Vargas, 1966 [le 1^{er} vol. décrit l'Eglise de Loja avant la création de l'Evêché, le 2^d, après cette date.]

Sur le thème de la Vierge du Cisne, nous avons utilisé, outre l'ouvrage de F.J. Riofrío déjà cité:

- . C. Delgado, 1976
- . L.V. Loaiza, 1929
- . M.A. Rodriguez, 1934, intéressant pour d'excellentes illustrations photographiques.

A propos de ce culte à Notre Dame du Cisne, nous avons aussi dépouillé avec profit la presse lojane depuis la fin du XIX^e siècle.

De nombreux journaux émanent directement de l'Eglise de Loja:

- . El Amigo del Papa, publié en 1908,
- . El Amigo del pueblo, de 1922 à 1934, sans périodicité régulière;
- . Documentos diocesanos, "organe officiel de l'Administration Apostolique du Diocèse", de 1938 à 1941,
- . El Mensajero Lojano, en 1911 et 1912,
- . El Porvenir, publié par les Dominicains en 1945-46,
- . El Vigia, de 1924 à 1929,
- . La Voz Católica, de 1938 à 1946.

La plupart de ces périodiques peuvent être consultés au Fonds Pío Jaramillo ou à la Casa de la Cultura de Loja, ou encore à la Bibliothèque Rolando de Guayaquil.

Mais nous avons aussi dépouillé, sur le même thème l'ensemble de la presse locale. Parmi de très nombreuses références, nous avons notamment relevé:

. F.J. Eguiguren. - El origen y culto a la Sma Virgen del Cisne - in El Herald, n°98 (14 Mai 1918), 99 (18 Mai), 100 (22 Mai).

Nous avons aussi eu l'occasion d'observer directement le pèlerinage, à Loja, en Août-Septembre 1982, et de recueillir, alors, de très nombreux témoignages sur la place qu'occupe la Vierge dans l'idéologie locale.

La littérature régionale nous a été d'un grand secours pour reconstituer certains aspects de la vie sociale à Loja ou dans les bourgs, à la fin du XIX^e siècle et dans la première moitié du XX^e.

En particulier:

- . les Contes de M.A Ayora (M.A. Ayora, 1954),
- . ceux de O. Celi (O. Celi, 1976),
- . les récits de C.M. Espinosa (C.M. Espinosa, 1930),
- . ceux de Hernán Gallardo Moscoso, in La Frontera, à partir du n°2 (7 Juillet 1971),
- . les "légendes et traditions" de M.I Toledo (1900), de D. Pacheco (1982) et de E. Mora Moreno (1939).

Voir aussi une sélection des meilleurs contes lojans in J. Mora O., A. Armijos A., 1979.

Dans les romans, il faut signaler plusieurs oeuvres devenues classiques de Benjamín Carrión, (et, notamment, son Por qué Jesús no vuelve, de 1929), de Manuel B. Moreno (Naya o la Chapetona, 1912), de Manuel E. Rengel (Luzmila, 1903).

Il convient de mettre à part l'oeuvre pionnière de Miguel de Riofrío, La Emancipada, publiée en 1863, mais portant sur des événements intervenus à partir de 1822, et qui constitue sans doute le premier véritable roman équatorien. De même, le fameux, El éxodo de Yagana, de Angel Felicísimo Rojas peut être lu comme un remarquable document sociologique, décrivant de façon saisissante la manière dont le système dominant parvient à récupérer ceux qui tentent de le fuir.

Nous avons aussi utilisé récits et anecdotes recueillis dans de très nombreux entretiens, pour la plupart informels, ce qui a rendu parfois difficile leur enregistrement méthodique et l'indication de la source.

Sur le phénomène du bandolerismo, nous avons eu recours essentiellement à la presse locale de l'époque, très riche en "flashes d'actualité" sur ce point (voir en particulier El Herald des années 1910-1920). Le roman de Manuel E. Rengel déjà cité (1903) et celui de Eliecer Cárdenas sont aussi très utiles. Le premier décrit plus particulièrement les exploits du fameux "Pajarito", le second ceux de Naún Briones.

Nous avons aussi recueilli quelques intéressantes traditions orales sur le thème des grands bandits, notamment à Alamor, ancien fief des grands bandoleros.

*
* *

1.2). Les sources du chapitre 2.

1.2.1). Pour l'ensemble de la période 1895-1930 décrite dans le chapitre 2, nous avons principalement utilisé la presse locale, très abondante.

a). El Heraldq, fut hebdomadaire de 1915 à 1917, avant de paraître deux, puis trois, puis quatre fois par semaine, jusqu'en 1923. Il se présentait lui-même comme Catholique et Conservateur. Il ne se départissait pas d'un ton extrêmement agressif, mais ses meilleurs articles, signés Flavio Vélez, étaient bien documentés, argumentés, et, semble-t-il, très représentatifs des courants Conservateurs lojans de l'époque.

A la mort accidentelle de F.Vélez, en 1921, El Heraldq a perdu beaucoup de son intérêt.

b). L'hebdomadaire Vida Nueva, fut longtemps le principal adversaire de El Heraldq. Il était dirigé par Clodoveo Jaramillo A., le frère du fameux Pío Jaramillo. Publié de Mars 1914 à Avril 1917, il fut toujours d'un excellent niveau.

La philosophie Libérale y est exposée de façon claire et, parfois, convaincante. L'enthousiasme révolutionnaire des jeunes Libéraux lojans, leur foi - un peu aveugle - dans un monde moderne meilleur, est souvent exprimée avec un réel talent.

c). Le quotidien La Reacción prit la suite de Vida Nueva, mais son existence fut éphémère, de Décembre 1918 à Août 1919. Les séries disponibles en bibliothèque sont incomplètes; le Fonds Rolando, à Guayaquil, en détient, à notre connaissance, le plus grand nombre.

d). El Deber Cívico, mensuel publié de Janvier 1918 à Juin 1920 par l'"Union Commerciale de Loja" -le lobby commerçant de la province-, est particulièrement intéressant pour l'histoire économique régionale.

Il s'était fixé pour objectif explicite de « développer l'agriculture provinciale et d'éliminer les contrôles douaniers faisant obstacle au commerce » ; en fait, il s'agissait surtout de tenter de réconcilier l'opinion publique lojane avec ses commerçants.

e). La Selva, dirigé par le remarquable Máximo A. Rodríguez, d'Avril 1911 à Mars 1912, et El Oriente, de Pío Jaramillo (publié de Février 1910 à Décembre 1911) abondent en informations sur les conceptions économiques des Libéraux et sur leur façon d'envisager l'avenir de la région.

1.2.2). L'histoire de la révolution Libérale à Loja, malgré son intérêt considérable, a été très négligée jusqu'ici par les chercheurs, peut-être parce qu'elle aborde des thèmes qui sont encore brûlants dans l'esprit des lojans actuels.

Une source inédite intéressante est constituée par le manuscrit de O.W. Riofrío, Crónicas sobre la historia de Loja desde 1894 a 1921, dont l'historien A. Anda Aguirre a publié de longs extraits dans La Frontera (n°817 du 26 Mai 1974, 823 du 2 Juin 1974, 840 du 23 Juin 1974, 841 du 25 Juin 1974).

Beaucoup d'érudits lojans disposent d'informations intéressantes sous forme de documents (vieux journaux, affiches, chroniques manuscrites...) ou sous formes de traditions orales.

Mr Ecuador Espinoza, notamment, s'est attaché plus particulièrement à la personnalité de Miguel de Riofrío, le pionnier local du Libéralisme.

Divers articles concernant ce dernier apportent un éclairage intéressant sur le climat social de l'époque. Mentionnons:

. D.A. Pacheco O, 1979, 2da parte, pp 33-46;

. J. Sánchez Moreno: « *Novelista lojano opina sobre "La Emancipada" de Miguel Riofrío.* » [« Un romancier lojan donne son opinion sur "La Emancipada" de Miguel de Riofrío »] in La Frontera, n°817, 26 Mai 1974.

Enfin, les recueils de contes et de nouvelles font une large part à des anecdotes concernant la lutte armée qui opposa Libéraux et Conservateurs.

1.2.3). Les principales sources concernant la mise en place d'un appareil d'Etat à Loja proviennent soit de l'« *Archivo Legislativo* » de Quito, soit de la « *Bibliothèque des Auteurs Equatoriens* » de Cotacollao.

On y trouve:

. les rapports annuels, pour la Province de Loja, du Gouverneur, de l'Intendant de Police, du Président de la Cour Supérieure de Justice, du Directeur des Etudes;

. les rapports des *Jefes Políticos* et des *Municipios* des divers cantons.

. très exceptionnellement, quelques rapports de *Tenientes Políticos* (B.A.E. Cotacollao)

La période la mieux couverte est celle qui s'étend de 1898 à 1918. Pour les années ultérieures, jusqu'à 1930, les rapports disponibles, souvent trop succincts, perdent beaucoup de leur qualité.

1.2.4. Divers.

* Sur l'épisode du pillage de Loja, en 1906, on dispose des journaux de l'époque et d'un article de L. Imaicela in Mediodía, Loja, XXIX, n°33, Juin 1978, pp 99-106.

* L'affaire des Ejidos a donné lieu à une telle surabondance de textes que le lecteur est guetté par la sur-information.

Mentionnons:

. R. Riofrío E., 1931,

. la plupart des n° du Municipio Loja de la première époque (1908- 1912), et en particulier les n° 65 (1 Oct. 1908), 67, 68, 71, 72, 73, 74, 76, 78 (qui relate les violences de Janvier 1909), 82, 83, 85, 87, 93, 94, 97, 116, 127, 129 et 146 (15 Avril 1912).

Après une première interruption, le journal devait reparaitre en 1917, puis en 1927-1928, et en 1931. Ces nouvelles séries furent sensiblement moins intéressantes que la première, beaucoup mieux rédigée, avec notamment, la collaboration de Pío Jaramillo.

. Au début des années trente, les rapports annuels du Ministère de la Prévision Sociale (Archivo Legislativo) donnent le point de vue de l'Etat sur le problème des *Ejid*os.

* L'affaire des "parcellements de Malacatos", peut-être reconstituée à partir des sources suivantes:

. El Tribuna, catholique à tendance Libérale qui présente un point de vue relativement nuancé, à partir de son n°1, 2de époque, (13 Juillet 1930)

. El Municipio Loja, 4e période, du n°169 (15 Fév. 1931) au n°197 (27 Nov. 1932) qui est, parfois, bien informé.

. les « Mémoires du Ministre de la Prévision Sociale » des années trente, et, en particulier, ceux de l'année 1939-40 qui brossent un tableau d'ensemble de l'affaire, sous la signature de Enrique Malo.

Diverses indications figurent aussi dans:

. Lilo Linke. - *Los tomates de Malacatos* - in El Comercio, Quito, 11 Oct et 23 Oct 1962,

. M. E. Celi, 1969, pp 17-27.

Par ailleurs, nous avons déjà enquêté sur ce thème en 1976 dans le cadre de l'étude ORSTOM/PRONAREG (E. Fauroux, 1979b, pp 95 et s.).

* Pour la description du concertaje, la presse lojane du début du siècle est d'un intérêt inattendu. En effet, dans les mois qui précéderent l'abolition, les polémiques se multiplièrent; elles permettent de lire, en filigrane, les grands traits du fonctionnement du système, et de comprendre les enjeux véritablement liés à sa disparition.

Voir notamment dans El Heraldo, n°13 du 17 Octobre 1915, un long éditorial intitulé "El concertaje y el Liberalismo", signé par Polibio C. Palacios.

* Pour la description de l'arrimazgo, voir ci-dessous les annexes du chapitre 6.

* Pour ce qui concerne le problème des voies de communication, les meilleures sources sont:

. les divers rapports administratifs déjà mentionnés (*Archivo Legislativo* et B.A.E. de Cotacollao),

. les journaux lojans spécialisés:

- El Ferrocarril, «organe du Comité Ferroviaire de Loja », publié en 1900 et 1901,

- Carreteras del Sur, dont quelques numéros furent publiés en 1937.

. divers documents bibliographiques:

- A.Cueva, 1910 (cf Fds P.Jaramillo, cote 3169, vol.1),

- A. Cueva, P. Jaramillo, 1913, (id),

- P.Jaramillo A., 1922,

- M.Valarezo Sigcho, 1982.

Il convient de mettre à part le livre de souvenirs de C.Arrobo C., Rutas inolvidables, (C.Arrobo, 1969) qui fait revivre un climat et l'image de difficultés qui seraient depuis longtemps oubliées sans son témoignage.

* Sur le thème de l'ouverture de Loja vers l'Amazonie, il faut souligner la réédition récente de l'excellent livre ancien du Père Tomás Conde qui décrit les premiers pas des missions dans la région de Zamora: (T.Conde, 1981).

On peut consulter aussi P.Jaramillo, 1936 , 1964 / R.A. Loaiza 1973 et divers articles:

. Fray A.M.Isasi.-*Relación de un viaje a la región Oriental de Zamora* in El Herald, n°245 (1 Juillet 1920), 246 (9 Juillet), 247 (18 Juillet), 248 (22 Juillet), 257 (21 Oct.1920). Le texte original se trouve à l'"*Archivo Franciscano*" de Quito (référence n°13-217, manuscrit de 28 p. daté du 8 Avril 1920).

. P.Jaramillo A. - *Por Zamora* in El Municipio Lojano, n°92, 1 Sept. 1909, pp 294-295, et n°95, 1 Oct. 1909, pp 306-307.

* Sur le thème de la Mission Franciscaine de Zamora, outre T.Conde, Fray Isasi et J.Galarza (1968) déjà cités, voir:

. S.Moradillo, 1966,

. F.Jaramillo, La Misión Franciscana de Zamora, manuscrit inédit.

* Sur la situation d'ensemble de la province de Zamora Chinchipe, à l'exception du problème *Shuar*, qui a fait l'objet d'une très abondante littérature, mais qui sort du cadre de notre étude, voir:

. H. Gallardo M. , s.d., -La provincia Amazónica de Zamora-Chinchipe y sus Shuaras. Antropología Social. manuscrit, 162 p. (l'auteur a bien voulu nous communiquer ce texte encore inédit).

. PREDESUR, 1974, 1977.

. E. Solano dela Sala, 1967, 1968.

* A propos du commerce régional, nous avons déjà signalé l'intérêt de El Deber Cívica, qui parut entre Janvier 1918 et Juin 1920. Mais tous les journaux de l'époque fourmillent d'informations intéressantes (cf, en particulier, El Herald de 1920-1923). De nombreux témoignages directs nous ont été aussi fournis, notamment par de jeunes fonctionnaires lojans dont les parents ou grand-parents ont vécu le relatif essor du commerce rural dans les années trente et quarante.

* Sur le thème de la contrebande, enfin, on peut lire avec intérêt:

. l'ensemble de la presse régionale, de toutes les époques,

. divers textes de J.H. Rengel:

- dans La Calle, Quito: « Comercio con el Perú » (n°88 du 15 Nov. 1958) et « El formidable contrabando de Loja » (n°229 du 28 Juillet 1961),

- dans Mediodía: « Etiología de la delincuencia en la Provincia de Loja », n°1, Août 1958.

*

* *

1.3). Les sources du chapitre 3.

Les sources sont relativement nombreuses pour une première approche des classes moyennes lojanes. Nous avons surtout utilisé:

. les témoignages de certains notables actuels, qui ont vécu directement et ont partiellement dirigé la relative ascension sociale des classes moyennes depuis le début du siècle, et les témoignages de fonctionnaires, plus jeunes, qui nous ont décrit les conditions de vie de leurs parents;

. la presse, très abondante pour la première moitié du XX^e siècle, et, encore de bonne qualité, notamment sous sa forme spécialisée (cf infra): journaux universitaires, organes de partis Politiques,...;

. la littérature régionaliste et les contes qui s'inspirent très souvent du milieu social familial aux auteurs, jeunes intellectuels lojans qui appartenaient, pour la plupart, à la petite bourgeoisie urbaine, ou qui la fréquentaient assidument.

Les sources bibliographiques nous ont été relativement moins utiles, à quelques exceptions près que nous signalons ci-dessous.

En ce qui concerne des sous-thèmes plus précis:

1.3.1). le mouvement socialiste lojan.

La presse socialiste locale nous a donné des indications très précieuses. En particulier:

- Democracia, 1938, organe de la *Vanguardia Socialista Revolucionaria*, dirigé par Eduardo Ludeña;
- En Guardia, 1958-1960, dont nous avons pu consulter la collection complète grâce à l'obligeance du Dr Clotario Maldonado Paz;
- Juventud, 1938-1940, organe du *Frente Juvenil Socialista*, dirigé par A. Armijos Ayala,
- l'éphémère Montaña (1938), de Jorge E. Castillo...

Mais on comprend mieux le socialisme lojan à travers ses "grands" textes, notamment les articles de fond et les éditoriaux de la revue Bloque, 1935-1938, sous la signature de J.H.Rengel, Carlos M. Espinoza, Manuel A. Aguirre, Clodoveo Carrión, Clodoveo Jaramillo, Eduardo Mora, Angel F. Rojas...

Ces textes sont devenus à peu près introuvables dans les Fonds publics, mais quelques érudits lojans et d'anciens militants en détiennent encore la plupart. J.H.Rengel, nous l'avons déjà signalé, a republié une partie de ses articles de Bloque, sous le titre Realidad y Fantasía Revolucionaria (J.H.Rengel, 1954).

Les sources sont nombreuses pour la partie de l'histoire du socialisme lojan qui se confond avec l'histoire du socialisme équatorien. Nous avons surtout utilisé E. Ayala, 1978.

1.3.2). L'oeuvre indigéniste de Pío Jaramillo est facile à aborder grâce à:

- . son ouvrage majeur, El Indio Ecuatoriano,
- . l'ensemble des documents contenus dans le Fonds Jaramillo de Loja: notes, articles, mémoires inédits, coupures de presse, correspondances qui permettraient une reconstitution minutieuse de l'itinéraire intellectuel de l'auteur sur ce point essentiel.

1.3.3). Sur le thème du *chazo*, Pío Jaramillo et H. Gallardo M. ont constitué nos sources les plus solides, mais les références à l'image idéalisée du paysan lojan sont constantes dans la littérature régionaliste et, même, dans la conversation des intellectuels lojans du début des années quatre-vingt.

1.3.4). Pour les campagnes anti-oligarchiques, un ensemble très riche est facilement accessible grâce à:

- . la monographie de Clodoveo Jaramillo, Loja contemporánea,
- . l'ensemble des réponses et rectifications parues dans El Herald sous le titre: Datos verídicos para una Monografía (n° 247 à 253, de Juillet à Septembre 1920),
- . toute la presse locale de l'époque pour ses réactions, et la description des incidents qui marquèrent la phase la plus aigue de la polémique.

Nous comptons beaucoup sur le dépouillement du Crisol, pour étoffer notre documentation sur les campagnes de presse hostiles à l'oligarchie. Malheureusement, malgré des appels dans la presse et sur les ondes de la principale chaîne locale de radio, nous n'avons eu accès qu'à un petit nombre de numéros, sans continuité.

Tout se passe comme s'il existait une sorte de conspiration du silence autour de ce périodique qui parut de 1931 à 1953. La violence du ton et l'aspect "tous azimuts" de ses attaques lui ont fait beaucoup d'ennemis, et bien peu de lojans notables ne sont pas sortis, à un moment ou à l'autre, plus ou moins sévèrement égratignés par ses lignes.

Par ailleurs, la lecture du journal est souvent rendue difficile par l'utilisation de clés et de surnoms, qui, avec le temps, ont perdu toute transparence.

Une étude sereine, dépassionnée du contenu du Crisol, en termes de sociologie politique et d'histoire sociale de Loja, reste à faire. Nous ne l'avons même pas ébauchée.

Nous avons indiqué, dans le texte, nos sources concernant les mouvements anti-cléricaux.

Pour l'enseignement laïc à Loja, une source peu connue, mais intéressante est constituée par le manuscrit de David Pacheco O, *Monografía de la Escuela Fiscal de Niños "Miguel Riofrío"*.

*
* *

1.4). Les sources du chapitre 4.

Pour l'ensemble du chapitre 4, les documents sont très nombreux: articles et ouvrages, presse régionale et nationale, et surtout témoignages surabondants à propos de faits assez récents pour que tous les lojans les aient vécus et assez intenses pour qu'aucun ne les aie oubliés.

1.4.1). La croissance de la ville de Loja et les problèmes liés au immigrants.

Pour les données statistiques la meilleure source est D.Delaunay, 1985, qui a réussi, malgré la difficulté de la tâche, à rendre rigoureusement comparables les données des divers recensements. Voir aussi, F.Duverneuil, 1982 et INEC, 1976.

Un document intéressant est constitué par le travail de D.Preston et G.Taveras sur Quilanga, grâce auquel on entrevoit l'impact de l'exode rural sur un village de départ (D. Preston, G.Taveras, 1976).

Mr Rigoberto Chauvin nous a aidé à découvrir des documents utiles et peu connus concernant les conditions de vie des nouveaux habitants de Loja; voir, en particulier, les deux rapports du *Centro de Economía Social* (1975, 1976). Nous l'en remercions bien vivement.

Nous avons aussi relevé:

- . Cl. Maldonado Paz, 1962,
- . C. Quezada, N.Valarezo, 1981,
- . C.Ramirez Romero, 1978.

1.4.2). L'histoire bancaire de Loja.

La presse locale constitue, sur ce point, la meilleure source de 1920 à 1960. Par ailleurs, le boom bancaire de 1960-1970 est bien décrit dans:

- . M.Jaramillo Andrade, 1977,
- . J.Valdivieso Burneo, 1976,
- . S. del Valle, 1969.

Nous avons pu disposer de divers documents émanant de la "Banque de Loja", et la plupart des dirigeants des Banques qui avaient une agence à Loja en 1982, ont bien voulu nous accorder des entretiens.

1.4.3). La petite industrie.

Les sources sur ce thème sont relativement nombreuses, mais dans l'ensemble très difficiles à localiser (tirages confidentiels, documents ronéotés, revues introuvables...). Nous avons utilisé: N.Arrobo, 1978 / CAFRILOSA, 1980 / CAPIL, 1980 / M.A.Loiza, J. Morales T., 1976 / R.A. Paredes, 1938, 1980 / PREDESUR, 1975, 1976, 1977 / D. Punin de Jiménez, 1976 / J.M. Vivar Castro, 1972.

La revue CAPIL est l'organe de la *Camara de Pequeños Industriales de Loja*. Sa publication est irrégulière. Nous avons eu connaissance des trois premiers numéros, publiés en 1980, 1981 et 1982 (Centre de Documentation de PREDESUR, ou bibliothèque UTP). Elle est utile pour apprécier les ambitions du lobby de la petite industrie et pour tout un ensemble de données statistiques qui sont introuvables ailleurs.

L'entreprise CAFRILOSA nous a directement procuré un certain nombre de documents concernant sa création et ses conditions actuelles de fonctionnement. La presse locale donne de fréquents échos de ses difficultés

En 1976, dans le cadre de l'enquête PRONAREG / ORSTOM déjà citée, nous avons déjà eu l'occasion d'enquêter sur la raffinerie de sucre de Catamayo (E.Fauroux, 1979, vol.B, pp 118-120). Mais nous avons aussi utilisé les informations données par la presse locale. Voir, en particulier, Flecha, El Munda, La Frontera, Panorama. Voir aussi un article déjà ancien, mais très documenté de Lilo Linke, "Un pito en el Valle Catamayo", in El Comercia, Quito, 25 Octobre 1962.

1.4.4). Le Commerce.

La presse locale constitue sans doute la meilleure source sur ce point. On peut aussi se reporter utilement à la publication récente de A.L. Pietri-Lévy sur Loja (A.L.Pietri-Lévy, 1986, pp 116-117, 119, 122, 126-128). Nous avons pu avoir de nombreux entretiens, souvent informels, avec des commerçants de Loja, choisis parmi les plus représentatifs.

Sur le thème plus particulier de la Foire de Loja, on peut consulter M. Temme, 1977 et A. Valdivieso Carrión, 1972. Il faut aussi mentionner la série d'articles de A. Coronel parus dans El Universo de Guayaquil: 1973a, 1973b, 1975a, 1975b, 1975c, 1975d, 1976a, 1976b, 1976c, 1976d.

1.4.5). Le syndicalisme. La presse lojane, dans son ensemble, apporte de très utiles informations.

Parmi la presse spécialisée, il faut surtout mentionner El Obrero Lojana, qui a paru, d'abord, en 1904, ensuite en 1923, enfin de Mai 1928

à Mai 1929 (Bibl. Rolando Guayaquil). Plus récemment, Liberación, est l'organe de la FPTL. Il a d'abord paru de 1953 à 1963, et reparait, actuellement, depuis Septembre 1981. Martillazo, « La voix de l'ouvrier », semble avoir paru assez irrégulièrement de 1973 à 1977.

Parmi les périodiques syndicaux, il faut faire une place à part à El Volante (organe du syndicat des chauffeurs de la province), dont nous avons déjà signalé, à plusieurs reprises, l'intérêt. Il parut, avec d'importants tirages, de 1954 à 1969 et était devenu, à l'époque, l'un des principaux journaux locaux d'opinion. Sa lecture est importante pour comprendre certains aspects du "Si Jurisme". Le point de vue exprimé est souvent proche de celui des Velasquistes lojans.

Par ailleurs, divers responsables locaux de la CEDOC, nous ont aidé à entrevoir les données du problème syndical à Loja.

1.4.6). L'enseignement secondaire.

L'histoire du Collège Bernardo Valdivieso, depuis le début de ce siècle, peut être reconstituée à grands traits par une lecture attentive de la presse locale. Nous n'avons pas essayé, faute de temps, d'enquêter directement auprès de cet établissement, dont les Archives justifieraient, sans doute, une intéressante monographie.

Divers documents, de qualité très inégale, peuvent aider à une histoire de l'enseignement à Loja:

- . J.A. Montero Carrión, 1971,
- . SECAP, 1974,
- . Máximo Rodríguez, 1971, beaucoup plus intéressant que son titre, Fiestas escolares, ne le laisse supposer.
- . D. Soto Morales, 1948,
- . F.J. Riofrío R., 1926,

Voir aussi l'ouvrage de A.L. Pietri-Lévy déjà cité (pp 138 et suivantes) à propos d'une enquête effectuée par cet auteur auprès d'enfants des écoles primaires de Loja, en Juillet 1983.

1.4.7). L'Université Nationale de Loja.

Les problèmes de l'UNL sont assez difficiles à aborder, d'une part à cause de l'ampleur et de la violence des conflits et des luttes qui lui sont liés, d'autre part à cause d'une certaine paranoïa qui fait redouter aux acteurs de ces luttes l'intervention des agents de l'impérialisme, auxquels un chercheur étranger est presque automatiquement assimilé.

Malgré ces difficultés, nous avons pu parler avec certains protagonistes dans une relative sérénité.

La presse spécialisée, malgré ses outrances, relate des faits, décrit des situations qui ne sont pas dépourvus d'intérêt. Nous avons surtout utilisé:

- . Aquí la Patria y los Estudiantes, organe du FIU (PCMLE), paru en 1979,
- . Causa Universitaria, bien rédigé et bien documenté, organe du FIRU (pro-soviétique), publié assez régulièrement depuis 1979,
- . FEUE, organe de la "Fédération des Etudiants Universitaires", publié en 1947, puis de 1969 à 1974, au contenu souvent riche.

Quelques autres titres ont moins d'intérêt:

- . Amanecer, de la Faculté de Jurisprudence, 1959-1960,
- . Información Universitaria, publié en 1970, puis en 1971,
- . Rebelión, 1968-1969,
- . Revista Universitaria, de 1945 à 1965 (2de époque),
- . Revista de la Universidad, 1950-1967,
- . etc...

De nombreux pamphlets, tracts divers existent encore dans certaines collections personnelles. Nous en avons retrouvé quelques-uns, en particulier un document du FIU, intitulé, Principios y objetivos del FIU, (45p. ronéo), qui fut distribué en Septembre 1981.

1.4.8). Le "Si Jurisme".

Curieusement les sources sont rares pour cet événement essentiel de l'histoire politique lojane, pourtant très récent. Tout se passe comme si ce phénomène avait donné mauvaise conscience à ceux qui l'ont vécu, de sorte qu'on semble avoir choisi de l'oublier.

Les témoignages oraux que nous avons pu recueillir ne sont pas inintéressants: ils permettent de reconstituer l'ambiance de psychose et d'exaltation qui a souvent caractérisé le mouvement dans sa phase ascendante. Mais, les dates, les chronologies, sont très souvent inexactes, les rôles des différents acteurs confondus,...

Nous avons donc dû reconstituer les événements à l'aide de la presse locale et nationale de l'époque. cette dernière est souvent la plus utile car elle présente les faits avec plus d'objectivité et de sérénité.

L'hebdomadaire de Quito, La Calle est, en particulier, très documenté. L'un de ses rédacteurs en chef était d'ailleurs Alejandro Carrión, un éminent lojan, ce qui explique sans doute la qualité des articles consacrés à ces événements. Presque tous les numéros de cette revue parus en 1959-1963 sont intéressants pour l'histoire du "Si Jurisme". Voir en particulier:

- . pour 1959, le n° du 7 Novembre,
- . pour 1961, les n° des 3 Mars, 5 Mai, 12 Mai,
- . pour 1962, ceux du 15 Juin (sous la signature de Juan Zamorano, et avec pour titre « *El fenómeno Si Juro y sus posibles proyecciones nacionales* » [« Le phénomène Si Juro et ses possibles prolongements à l'échelle nationale »]) et du 19 Octobre,
- . pour 1963, ceux des 17 Mars et 25 Octobre.

L'hebdomadaire Mañana, de Quito, est né d'une scission survenue au sein de La Calle, en 1960. La revue est, elle-aussi, bien rédigée et bien documentée, mais elle s'intéresse moins directement à "Si Juro".

Le personnage de J. Castillo L. nous a intéressé et nous avons retrouvé sa trace à Quito. Le temps nous a manqué, malheureusement, pour travailler plus sérieusement avec lui. Nous aurions notamment souhaité retrouver, grâce à lui, le Manifeste du Si Jurisme « Vocación Ecuatoriana, que nous avons souvent entendu mentionner, mais que nous n'avons pas pu étudier directement.

1.4.9). La grève régionale de 1970.

Les témoignages oraux sur cet événement, pourtant peu ancien, se sont révélés de mauvaise qualité et souvent contradictoires. Nous avons donc surtout eu recours à la presse locale et nationale, qui permet de reconstituer les faits avec une précision satisfaisante.

1.4.10). Le Parti MPD.

L'étude du phénomène MPD est sans doute celle qui nous a valu le plus de difficultés.

Les militants du Parti manifestent une forte agressivité à l'égard des institutions locales et des autres partis politiques. Il se sont mis, ainsi, au ban de la société locale et sont l'objet de très vives attaques qui - nous n'essaierons pas d'en juger - sont peut-être, au moins partiellement, calomnieuses. Leurs stratégies tantôt violemment agressives, tantôt hyper-défensives, les rendent difficiles à approcher. Ils semblent, d'ailleurs, percevoir avec une vive inquiétude toute curiosité dirigée dans leur direction.

Malgré l'intérêt que nous éprouvions pour ce phénomène, nous avons donc dû nous limiter à un nombre restreint d'interviews et à la lecture d'un minimum de textes (la presse nationale du Parti, pour l'essentiel).

Notre documentation est donc sérieusement incomplète sur ce point, ce qui peut être d'autant plus grave que nous avons, par ailleurs, été sur-informés sur leurs "turpitudes", réelles ou supposées, et sur leur "machiavélisme". Il n'est pas aisé, dans ces conditions, de conserver un minimum d'objectivité.

Nous avons donc choisi, non pas de faire une analyse scientifique du rôle de ce mouvement, - nous n'en n'avions pas les moyens-, mais de tenter de comprendre, de l'extérieur la logique de son fonctionnement et de ses stratégies, à partir de ce que nous savions de la réalité sociale de la ville. Il ne s'agit donc que d'un simple essai d'interprétation avec toutes les réserves que cela peut supposer.

1.5). Les sources du chapitre 5.

Le chapitre 5 est sans doute celui pour lequel notre documentation est la plus floue: entretiens à bâtons rompus, observation directe de phénomènes pas toujours faciles à identifier, hypothèses souvent invérifiables, émanant d'informateurs qui ne souhaitaient pas, en général, être cités..., articles de presse rédigés dans un esprit manifestement polémique,...

C'est donc aussi la partie de notre travail qu'il serait le plus facile de remettre en question, celle pour laquelle les interprétations subjectives ont joué le plus grand rôle.

Pourtant, des convergences apparaissent d'une source à l'autre, des faits sont établis avec une relative certitude, des connexions deviennent extrêmement vraisemblables, même si on ne peut les prouver, et, finalement, les clés qui se dégagent peu à peu, semblent bien rendre à peu près compte des faits. Mais beaucoup des questions posées dans ce chapitre mériteraient des réponses plus précises et laissent la place, bien entendu, à des investigations ultérieures.

1.5.1). Le thème du rapprochement entre Libéraux et Conservateurs a surtout été éclairé par la presse locale de l'époque, et par divers ouvrages qui traitent du phénomène au niveau national (notamment, O. Hurtado, 1981, et M. Ortiz Villacis, 1977), mais nous avons aussi recueilli un assez grand nombre de témoignages d'acteurs directs de ces événements.

1.5.2). En ce qui concerne la Fête du « couronnement de la Vierge du Cisne », il existe une documentation écrite surabondante dans :

- . la presse quotidienne locale de l'époque,
- . diverses revues catholiques, directement liées au phénomène, par exemple La Coronación, qui parut, presque quotidiennement en 1928-1930, et qui émanait d'un "Comité Pro-Coronación de NS del Cisne" (nous avons pu en consulter quelques rares numéros à la *Biblioteca Rolando de Guayaquil*); voir aussi, dans le même genre, El Amigo del Pueblo, qui parut irrégulièrement entre 1922 et 1934;
- . quelques ouvrages et plaquettes: C. Delgado Castillo, 1976, / L.V. Loaiza, 1929 et surtout, M.A. Rodriguez, La Coronación canónica de la Sma Virgen del Cisne, Barcelona, La Hormiga de Oro, 1934, 606p, avec, notamment de remarquables illustrations photographiques de l'événement.

Pour les autres aspects du culte voué à la Vierge du Cisne, nous devons beaucoup à de multiples entretiens avec les interlocuteurs les plus divers, et à l'observation directe du pèlerinage de Novembre 1982.

1.5.3). Pour la Fondation D. Alvarez:

a) le Fonds P. Jaramillo recèle quelques documents essentiels:

. Junta Administrativa de la Fundación Alvarez. - Informe que la J.A.F.A. presenta a la ciudadanía para hacer conocer la labor desarrollada y el estado económico de la institución. Loja, 1948. Fds PJA cote 31 69, Vol I, doc.20),

. un dossier intitulé « *La Fundación Alvarez y los Salesianos* », [«La Fondation Alvarez et les Salésiens»] Fds PJA, 31 89 (le dossier semble avoir été constitué en 1948).

b) la presse locale informe très complètement sur le phénomène; voir, en particulier:

. En Guardia, notamment un n° de Novembre 1956, sous le titre: « *El caso de la Fundación Alvarez* » [« Le cas de la Fondation Alvarez »],

. El Tribuno, n°590, 6 Juin 1941, sous le titre; « *El desastre del Instituto Daniel Alvarez Burneo* » [« Le désastre de l'Institut DAB »],
" n°744, 13 Juillet 1944, « *El legado del Filántropo Sr don Daniel Alvarez Burneo* » [« Le legs du philanthrope don DAB »],

. El Volante, n°585, 2 Oct. 1960, « *Las reformas a la Junta Central de Obras Filantrópicas* » [« Les réformes à la Junte Centrale des Oeuvres Philanthropiques »].

. " n°432 à 436 (19 Mars 1959, à 2 Avril 1959), « *Opinión del Dr Cl. Maldonado Paz sobre el legado de la Fundación Alvarez* » [«Opinion du Dr Cl. M P sur le legs de la Fondation Alvarez.»],

. La Opinión del Sur, n° 4592 (28 Oct. 1960), 4600 (7 Nov.1960), « *Proyectos de reforma de la Fond. D. Alvarez B* » [« Projets de réforme de la Fondation D.A.B. »].

c) un texte de P. Jaramillo, Algo sobre la fundación Alvarez de Loja. [« A propos de la Fondation Alvarez de Loja »], Quito, Casa Cult. Ecuat., 1961, 30p.

1.5.4). Sur le thème du lobby lojan auprès du pouvoir central, on ne dispose que:

- de notations de la presse locale, souvent sous forme de sous-entendus, dont l'interprétation nécessite quelquefois l'intervention d'un lojan connaissant bien les dessous de la vie politique locale,

- de témoignages assez nombreux mais qui portent presque toujours sur des faits invérifiables.

1.5.5). Pour « la construction du bastion Conservateur » et le phénomène constitué par l'"A...isme", la documentation est beaucoup plus consistante, mais presque toujours biaisée par la passion politique.

. La Verdad présente avec sympathie le point de vue de JGAV et des siens, le fonctionnement du Parti Conservateur, ses objectifs, ses difficultés internes. JGAV, lui-même, en était d'ailleurs le principal rédacteur... Mais, ce quotidien n'a paru que de 1964 à 1971.

. La Calle, de Quito, est au contraire à la tête des attaques les plus violentes et les mieux documentées contre le nouveau "caciquisme".

Mais on peut aussi consulter notamment:

- . Rebelión, n°2, 18 Mars 1968, « Radiografía del Caciquismo » [« Radiographie du caciquisme »],
- . La Opinión del Sur, n°5681 du 20 Octobre 1964, sous le titre, « Caciquismo »,
- . Flecha, date indéterminée, « ¿ Y en qué quedamos con lo del caciquismo ? » [« Où en sommes-nous à propos du caciquisme ? »]
- . En Guardia, dont la plupart des n°, entre 1957 et 1960, abordent le problème, sous des titres agressifs et accrocheurs,
- . El Volante, notamment en 1959, dont l'"anti-caciquisme" est, sans doute, le plus violent.
- . La Frontera, surtout à partir de 1972, donne des informations intéressantes sur la vie politique locale, et, notamment, sur les activités du Parti Conservateur.

1.5.6). Sur le rôle des Frères Maristes, notre documentation est restée tout-à-fait insuffisante, mais les sources sont rarissimes et les interviews directes ne donnent guère de résultats.

Nous avons donc surtout essayé de recouper les quelques informations disponibles:

- . divers documents émanant de l'UTPL, dont la Revista Universitaria U.T.P.L. et plusieurs plaquettes ,
- . des témoignages d'étudiants et de professeurs,
- . des récits concernant la grève de 1975 (voir, en particulier, le témoignage particulièrement intéressant de Mr Rigoberto Chauvin).

*
* *

1.6). Les sources du chapitre 6.

Sur le thème de la Réforme Agraire, nous avons pu utiliser une partie des résultats d'une étude que nous avons effectuée, de 1976 à 1978, au niveau national, dans le cadre d'une Convention liant l'ORSTOM au Programme National de Régionalisation (PRONAREG) du Ministère de l'Agriculture de l'Equateur.

Cette étude, dans ses aspects généraux, a donné lieu à plusieurs publications:

Fauroux E. (1979a). - *Diagnóstico socio-económico del medio rural ecuatoriano*. Vol.A. *Formación de las estructuras agrarias en el Ecuador. Metodología*. Quito, PRONAREG/ORSTOM, 95p.

Fauroux E. (1979b). - *Diagnóstico...* Vol B. *Las Zonas Socio-Económicas Homogéneas de la Sierra*. Quito, PRONAREG/ORSTOM, 194p.

Fauroux E. (1979c). - *Diagnóstico...* Vol.C. *Las Zonas Socio-Económicas Homogéneas de la Costa*. Quito, PRONAREG/ORSTOM/ILDIS, 178p.

Fauroux E., Ramos M. (1980). - *Diagnóstico...* Vol.D. *Las Zonas Socio-Económicas Homogéneas del Oriente. Conclusiones generales*. Quito, PRONAREG/ORSTOM/ILDIS, 112p. + 1 carte 1/1 000 000.

Dans ces quatre volumes, les parties traitant plus particulièrement de la région de Loja sont les suivantes:

- . Vol.B. pp 93-105 (parties hautes de la province de Loja),
- . pp 118-120 (vallée de Catamayo),
- . pp 138-139 (Saraguro),
- . pp 161-164 (zones de *minifundios* sur les hautes terres),
- . p. 187 (zones "intermédiaires" entre Sierra et Costa),
- . Vol.C. pp 68-74 (les zones basses de la province)
- . pp 159-162 (secteur de Piñas et Zaruma).

Fauroux E. (1980). - Equateur: les lendemains d'une Réforme Agraire. in *Problèmes d'Amérique Latine*, LVI, Notes et Etudes Documentaires, n°4657-4658. La Documentation Française, Paris, Avril, 1980, pp 102-135.

Fauroux E. (1982). - *Cambios en los sistemas de producción en la Costa Ecuatoriana. Estudio preliminar*. in *Ciencias Sociales*, Quito, vol.IV, pp 87-110.

Fauroux E. (1983). - Les transformations récentes des grandes exploitations agricoles dans la Sierra et la Costa de l'Equateur. in *Cahiers ORSTOM, sér.Sc.Hum.*, Paris, XIX, 1, pp 7-22.

Fauroux E. (1985). - Le problème des jeunes leaders paysans dans les communautés de l'Equateur andin. in *Cahiers ORSTOM, sér.Sc.Hum.*, XXI, 2-3, pp 197-202.

Fauroux E. (1988). - Les transformations des systèmes sociaux de production dans le monde rural équatorien, 1960-1980. in P.Gondard et al. - *Géographie agraire de l'Equateur*. Quito, ORSTOM/ Instituto Geografico Militar, pp 100-146. (sous presse).

Pour les aspects de la Réforme Agraire propres à Loja, la source la plus utile est constituée par les divers travaux du Dr José María Vivar Castro, qui occupa diverses hautes responsabilités à Loja au cours des trente dernières années. Il fut, en particulier, Directeur Régional de l'Institut Equatorien de Réforme Agraire (IERAC) à Loja, au moment de la mise en oeuvre de cette Réforme.

Ses ouvrages (JM Vivar C. 1961, 1967, 1968), mais aussi ses éditoriaux, chroniques et reportages parus dans Panorama, le journal qu'il dirigea de 1961 à 1963, nous ont d'autant plus intéressé que le Dr Vivar a accepté de commenter et d'actualiser ses points de vue au cours de plusieurs interviews qui ont toutes été d'un contenu très riche. Nous l'en remercions bien vivement.

Nous avons aussi utilisé avec profit :

- . A. Cueva, A.Erazo, A.Dubly (1967),
- . A.Dubly (1975),
- . J.Galarza Z. (1973),
- . Venegas G. (s.d., # 1975)),
- . plusieurs documents émanant de la *Junta Nacional de Planificación*:
 - JNP (1974). - *La Reforma Agraria y sus resultados*, Loja, JNP, 11p dact.
 - JNP (1975). - *Elementos de diagnóstico. Etsrúctura agraria y Reforma Agraria en la Provincia de Loja*. Quito, s.p.
 - JNP (1975). - *Conflictos sociales en la provincia de Loja*. Quito, s.p.

La presse des années immédiatement antérieures à la Réforme est particulièrement riche.

Le Panorama de JM Vivar Castro présente un point de vue progressiste nuancé. Le point de vue Conservateur est surtout exprimé par La Verdad. Celui de la gauche révolutionnaire se retrouve dans En Guardia qui n'a malheureusement paru que de 1956 à 1960, mais bénéficiait d'excellents rédacteurs (le Dr Clotario Maldonado Paz, en particulier).

La crise de 1968 a été remarquablement décrite par la presse nationale, notamment par El Comercio dont presque tous les numéros, d'Avril à Juillet 1968, comportent des informations intéressantes.

Pour le massacre de Santa Ana, on peut consulter:

- . la nouvelle de S. Alvear - ; *Y se quedaron !* [« Et ils sont restés ! »] in O.Mora, A.Armijos, 1979, pp 201-210,

. deux articles de la revue Mañana de Quito:

- « *Sangre para los campos yermos de Loja* » [« Du sang pour la terre stérile de Loja »] (n° 250 du 11 VII 1968)
- « *Loja a sangre y fuego* » [« Loja à feu et à sang »] (n° 251 du 18 VII 1968),

. un article signé par l'ancien leader populiste J. Castillo Luzuriaga - *Loja regada con sangre* [« Loja arrosée de sang »] in El Comercio du 5 VII 1968,

. un article publié dans Vistazo d'Août 1968, pp 5-10: - « *La masacre de Cariamanga, el polvorín lojano* » [« Le massacre de Cariamanga, la poudrière lojane »] signé par N. Dukado.

Le principal intérêt de ces documents n'est pas dans le récit des faits: ils permettent de ressentir l'impact émotionnel provoqué sur l'opinion publique. L'intensité de cette émotion fait date dans l'histoire sociale équatorienne, car, dans le passé, plusieurs faits analogues, ou plus graves, avaient laissé l'ensemble de l'opinion publique très indifférente.

Pour les réactions de l'oligarchie entre les deux Réformes, nous avons très largement utilisé la presse conservatrice, La Verdad, jusqu'en 1971, et La Frontera, de 1971 à 1974. La Opinión del Sur, plus neutre, est aussi moins intéressante. De nombreuses interviews nous ont permis de mieux comprendre la nature de la psychose qui a frappé l'ancien groupe dominant pendant quelques mois, quelques années et l'a conduit à radicaliser sa sortie du secteur foncier.

*
* *

1.7). Les sources du chapitre 7.

1.7.1). A propos des interventions de l'Etat concernant les *Municipios*, nous avons surtout utilisé la presse locale et quelques éléments relevés dans deux thèses de la Faculté de Jurisprudence: F. Costa Maldonado (1975), J. Iñiguez et al. (1981).

Pour les Conseils Provinciaux, nous avons aussi utilisé la presse locale, et divers rapports d'activité du Conseil Provincial de Loja qui nous ont été communiqués par le Département des relations publiques de cette institution.

De même la quasi-totalité de nos informations concernant la *Junta de Recuperación Económica de las Provincias de Loja y Zamora-Chinchi* proviennent de la presse, et, en particulier de *La Verdad* et de *La Opinión del Sur* (voir, surtout, les mois de Mai et d'Octobre 1964).

1.7.2). Sur le thème de PREDESUR les sources sont surabondantes. Nous en avons principalement utilisé de trois sortes:

- . des documents émanant directement de l'institution ou de ses principaux responsables,

- . des interviews (dirigeants et employés de PREDESUR, adversaires déclarés de l'institution),

- . des observations, au jour le jour, de la vie publique locale en 1981-1982, époque marquée par l'omni-présence de PREDESUR dans la presse, dans les radios locales, dans les conversations et dans d'innombrables manifestations publiques (inaugurations, réunions publiques, conférences de presse,...).

(a). parmi les documents émanant directement de PREDESUR on retiendra plus particulièrement:

- . les 9 volumes du « *Plan de desarrollo regional del Sur-ecuatoriano 1980-2005* » [« Plan de développement régional du sud équatorien 1980-2005 »] (PREDESUR, 1980) dans lesquels on trouve à peu près tout ce qu'il est nécessaire de savoir pour comprendre les conceptions de la planification régionale mise en oeuvre par l'institution,

- . plusieurs textes de JBCV, souvent très clairs et très denses (voir en particulier:

- JB Castillo, 1980,
- JB Castillo, R. León, 1982,
- divers articles parus dans *Flecha*, l'organe de la Démocratie Populaire);

. les rapports trimestriels de PREDESUR, et, notamment, ceux de 1982 et de 1983, qui étaient présentés solennellement à la presse et au public lors de conférences de presse publiques qui, tous les trois mois, constituaient un événement important de la vie locale;

. le « *Boletín Informativo de PREDESUR* », à périodicité irrégulière, mais souvent très documenté; voir en particulier le n°2 de Décembre 1975, intitulé « *Nuestros primeros pasos* » [« nos premiers pas »].

Deux ouvrages nous ont paru revêtir un exceptionnel intérêt:

. celui de L. Carrera de la Torre (1976), qui précéda JBCV à la tête de l'institution et qui décrit parfaitement les conditions de sa naissance,

. celui de A. Jaramillo J. (1981) - un ancien membre de la « Sous-Commission équatorienne » - qui décrit de façon complète les problèmes généraux de la planification en Equateur, et dont la seconde partie (pp 69-148) traite entièrement du « cas PREDESUR ».

En 1982-1983, PREDESUR disposait à Loja d'un remarquable centre de documentation qui constituait un excellent instrument de travail sur le thème du développement régional. On y trouvait toute la littérature grise émanant de PREDESUR, de l'ancienne *Junta de Planificación* et de divers autres organismes régionaux de développement (CEDEGE -Guayas-, CRM -Manabí-...). Un « Bulletin bibliographique », tenu à jour, facilitait les recherches (- PREDESUR (1981). - *Boletín bibliográfico. Bibl. especializada de desarrollo*, Loja, 229p).

(b). Nous avons toujours été très bien accueilli par les dirigeants de PREDESUR et, notamment, par son Directeur exécutif, qui a bien voulu, le 2 Août 1982, nous accorder une interview au contenu particulièrement riche, dans laquelle il nous exposait, avec une grande franchise, son analyse "sociologique" de la situation socio-politique lojane et du rôle qu'il pensait devoir faire jouer à PREDESUR pour améliorer les choses. Une autre interview de l'Ing. R. León, Directeur de la Planification, sur le thème des « conceptions de la planification régionale mises en oeuvre par PREDESUR » nous a aussi été très utile (9 Août 1982).

Sans les avoir recherchées, nous avons reçu un grand nombre de "confidences" de personnes hostiles à PREDESUR, souvent sous la forme de conversations impromptues, parfois sous la forme d'entretiens organisés.

(c). D'une façon générale, à Loja, vers 1982, on courait le risque, à propos de PREDESUR, d'être sur-informé, car dans l'ambiance très conflictive de l'époque, le moindre événement était repris à l'infini dans la presse et dans les conversations, détaillé, commenté; il donnait lieu à des communiqués contradictoires, suivis de démentis... La simple lecture de la presse locale quotidienne nous a permis de constituer, sur certains micro-événements, des dossiers dont la dimension est sans rapport avec l'importance réelle.

A ce propos, la rédaction du chapitre 7 nous a posé de redoutables problèmes auxquels nous n'avons pas apporté de solution véritablement satisfaisante.

Il était, d'abord, particulièrement délicat de décrire des événements que nous avons souvent vécus au premier degré, sans en connaître toujours les vrais enjeux. La sur-information n'est, le plus souvent, qu'apparente et masque des phénomènes, qui sont évidents pour tous les acteurs locaux avertis, mais entièrement opaques à l'observateur extérieur, si personne ne souhaite l'aider dans sa démarche.

Par ailleurs, le simple récit de ces événements mettait constamment en cause des personnalités que nous avons rencontrées, qui nous avaient accordé l'hospitalité, avec lesquelles nous avions parfois sympathisé, ... Nous avons un évident devoir de discrétion à leur égard.

Nous avons donc délibérément choisi de ne pas utiliser toute notre information, nous limitant strictement, dans ce chapitre 7, à la description des phénomènes les plus importants et, sans doute, les moins difficiles à analyser. Ce chapitre est donc très incomplet. Nous avons notamment omis d'aborder le fonctionnement en 1982-83 des autres éléments de l'appareil local d'Etat, liés au développement, tels FODERUMA (*Fondo de Desarrollo Rural Marginal*, qui devait permettre d'utiliser une partie des Fonds de la Banque Centrale à financer des micro-projets de développement local), ou le département de Développement Rural du Ministère de l'Agriculture (avec lequel nous avons été amené à travailler dans le cadre d'un autre programme). Nous avons aussi délibérément laissé hors du champ de l'observation la contribution au développement régional apportée par des institutions comme le CATER (*Centro Andino de Tecnología Rural*), dépendant de l'Université Nationale de Loja ou le CESA (*Central Ecuatoriano de Servicio Agrícolas*).

*
* *

1.8). Les sources du chapitre 8.

1.8.1). Les conditions concrètes du déroulement de notre étude, sur le terrain, ne nous ont pas permis de décrire de façon satisfaisante la « dissolution de l'ancienne oligarchie foncière ». En particulier, nous avons prévu de recueillir des informations sur les conditions de la reconversion de tous les grands propriétaires fonciers dont les domaines avaient été parcellés dans le cadre de la Réforme Agraire. Il n'était pas possible de procéder par questionnaire direct et le temps ne nous a pas été donné d'imaginer des solutions de remplacement, susceptibles de fournir des résultats réellement exploitables.

1.8.2). Tout ce qui concerne le développement d'une bourgeoisie rurale et la différenciation de l'espace social rural (§2) provient de l'acquis d'autres études : celle que nous avons réalisée sur le terrain en 1976 dans le cadre de la convention PRONAREG/ORSTOM, mais aussi celle de CESA/ALOP qui date de 1981 (CESA/ALOP (1981). - « *La situación campesina caracterizada en zonas.* » Quito, cf vol. III, pp 94-107 et vol. IV pp 17-22). Nous avons aussi eu l'occasion de nous entretenir avec de nombreux responsables d'organisations paysannes ou d'institutions municipales vivant dans ces bourgs dont nous avons décrit l'essor.

1.8.3). Pour la description du trafic de drogue, malgré l'aspect tabou du sujet (aucun ouvrage "scientifique" n'en parle sérieusement), les sources écrites sont plus importantes et mieux documentées qu'on ne pourrait le supposer a priori.

Nous avons beaucoup utilisé un article de J.L. Ramirez paru dans Vistazo du 2 Octobre 1981, pp 80-84, sous le titre, « *Los Reyes de la droga se refugian en Loja* » [« Les rois de la drogue se réfugient à Loja »], ainsi qu'un article paru dans El Comercio du 1 Février 1983: « *De Bolivia a USA, los caminos de la droga* » [« De la Bolivie aux USA, les chemins de la drogue. »].

Nous avons, par ailleurs, eu la chance d'être présent à Loja à l'époque d'une "campagne anti-drogue" lancée par le quotidien El Mundo et par la station de radio Centinela del Sur. Mais la véhémence des attaques contre l'"immoralité" n'aidait guère à comprendre les ramifications du phénomène.

En tous temps, la presse locale multiplie les nouvelles concernant les saisies de drogue, les arrestations de comparses, mais les informations plus importantes filtrent difficilement et sont très gravement déformées par des rumeurs. Par contre, les commentaires de bar qui suivent ces arrestations sont parfois très révélateurs. On y apprend notamment que les gens bien informés savaient plusieurs heures à l'avance que tel comparse naïf serait arrêté à tel poste de la "policía del transito".

Dans l'ensemble, comme il n'existe aucun véritable moyen de vérifier et de critiquer les informations, il convient d'accueillir le contenu du § 3 avec les plus grandes réserves.

1.8.4). Faute de temps, nous n'avons pas procédé, comme nous l'aurions souhaité, à une étude méthodique des nouvelles composantes de la bourgeoisie urbaine (§4).

Au cours d'une mission en Equateur, en Avril-Mai 1986, nous avons recueilli un certain nombre d'informations sur les événements intervenus récemment dans la vie politique lojane. Nous les avons complétées par un dépouillement de la presse nationale parue depuis 1983. Il ne nous a pas paru possible d'intégrer ces données dans notre analyse, dans la mesure où cette collecte n'a pu être accompagnée d'un véritable retour sur le terrain.

*
* *

(2). BIBLIOGRAPHIE.

Nous avons choisi de présenter les documents bibliographiques selon trois thèmes principaux:

- 1°). Les documents qui concernent Loja et sa région,
- 2°). ceux qui traitent d'un sujet voisin ou comparable (oligarchies foncières, pouvoir local, contrôle de l'Etat sur le territoire national...) dans une autre région de l'Equateur;
- 3°). ... hors de l'Equateur, mais en Amérique Latine;
- 4°). les documents décrivant des situations hors de l'Amérique Latine ou se référant à des données générales non précisément localisées.

2.1). Les documents bibliographiques concernant Loja et sa région.

Nous avons publié dans la revue Cultura (Quito, vol.V n°15, Enero-Abril 1983, pp 371-435) un inventaire des "sources imprimées pour l'étude historique, politique, économique et sociale de la province de Loja" (1).

Il nous paraît inutile de reprendre ici ce très long document, dans la mesure où la plupart des références mentionnées sont introuvables en France, et ne peuvent, le plus souvent, intéresser que des chercheurs désirant travailler eux-même dans le Sud de l'Equateur.

Nous ne présentons donc ici, pour Loja et sa région, que:

- . les ouvrages les plus importants,
- . ceux qui ont été publiés après la bibliographie parue dans *Cultura* (ce cas est signalé par le signe *),
- . les ouvrages en français et en anglais, disponibles en France, qui peuvent intéresser un lecteur souhaitant se documenter sur Loja et sa région.
- . les ouvrages d'un certain intérêt qui, pour diverses raisons, n'ont pas été cités dans le texte et ne figurent donc pas dans les annexes aux huit chapitres.

(1). En France, il est possible notamment de trouver la Revue Cultura à la bibliothèque de l'Institut des Hautes Etudes d'Amérique Latine, 10, rue Saint-Guillaume à Paris.

ALMEIDA .N. (1982*). - El período de integración en el Sur de la Provincia de Loja. in *Cultura*, V, 15, pp 89-98.

Bull. IFEA, XI, 3-4, pp 29-37.

ANDA AGUIRRE A. (1948). - *El Capitán Alonso de Mercadillo y el IV centenario de la Fundación de Loja*. Quito, ed. Fr. Jodocko Ricke, 40p.

ANDA AGUIRRE A. (1950). - *Primeros vecinos de Loja*. Quito, ed. Fr. Jodocko Ricke, 114p.

ANDA AGUIRRE A. (1955). - *Primeros Gobernadores de Mainas. Los Generales Vaca de Vega*. Quito, s.e.

ANDA AGUIRRE A. (1956). - Orígenes de Zaruma. Rasgos biográficos de Mercadillo. in *Museo de Historia*, Quito, n°24, 10 VIII 1956, pp 66-86.

ANDA AGUIRRE A. (1960). - *Zaruma en la Colonia*. Quito, Casa Cultura Ecuat., 170p.

ANDA AGUIRRE A. (1964). - *Los Carrión*. Loja, ed. Universitaria, 104p.

ANDA AGUIRRE A. (1972a). - Situación de los Indios de Loja en el siglo XVI. in *Mediodía*, Loja, XXI, n°24, Nov., pp 80-84.

ANDA AGUIRRE A. (1972b). - Loja a través de los siglos. in *La Frontera*, Loja, 18 Nov.

ANDA AGUIRRE A. (1973). - El Licenciado Juan de Morales, constructor de la ermita de San Sebastián en Loja. in *Mediodía*, Loja, XXII, n°25, Nov., pp 22-28.

ANDA AGUIRRE A. (1974a). - *Los marqueses de Solanda*. Quito, Casa Cultura Ecuat., 189p.

ANDA AGUIRRE A. (1974b). - Los marqueses de Solanda. Los Sánchez de Orellana. in *Mediodía*, Loja, XXIII, n°27, Dic., 54-60.

ANDA AGUIRRE A. (1974c). - Los religiosos Augustinos en Loja. in *Mediodía*, Loja, XXIII, n°27, Dic., pp 9-17.

ANDA AGUIRRE A. (1976a). - *El Corregidor de Loja, Don Melchior de Peñalosa*. Loja, Casa Cultura Ecuat., 110p.

ANDA AGUIRRE A. (1976b). - El cacique Tomás Consa y las tierras de Masaca. in *Mediodía*, XXVII, n°31, Dic., pp 1-9.

ANDA AGUIRRE A. (1977). - Orígenes, fundación y vicisitudes de Vilcabamba. in *Mediodía*, XXVIII, n°32, Junio, pp 43-55.

ANDA AGUIRRE A. (1978a). - Los Riofrío. in *Museo Histórico*, Quito, XXVIII, n°56, Mayo, pp 224-240.

ANDA AGUIRRE A. (1978). - Gualiel y Chepel. in *Mediodía*, XXIX, n°33, Junio, pp 1-12.

ANDA AGUIRRE A. (1979). - Algunos datos desconocidos sobre la familia Ayora. in *Mediodía*, XXX, n°36, Julio, pp 99-101.

ANDA AGUIRRE A. (1980). - *El Adelantado Don Juan de Salinas Loyola y su Gobernación de Yaguarsongo y Pacamoros*. Quito, Casa Cult. Ecuat., 376p.

ANDA AGUIRRE A. (1981a). - Los Valdivieso. in *Rev. del Centro Nacional de Inv. Genealógicas y Antropológicas.*, Quito, n°1, Marzo, pp 37-47.

ANDA AGUIRRE A. (1981b). - Independencia de Loja. in *Rev. del Municipio de Loja*, n°1, Nov., pp 56-73.

ANDA AGUIRRE A. (1982a). - *Datos más detallados sobre el linaje de Don Juan de Salinas y Loyola*. Loja, Casa Cultura Ecuat., 23p.

ANDA AGUIRRE A. (1982b). - Los Valdivieso y la educación en Loja. in *Rev. del Municipio de Loja*, n°2, Nov. pp 57-72.

ANDA AGUIRRE A. (1984). - Cabildos lojanos. in *Rev. del Municipio de Loja*, n°3, Abril, pp 102-123.

ANDA AGUIRRE A. (1985a). - Orígenes de Zamora y de las minas de Nambija. in *Kipu*, Quito, n°12, pp 11-12.

ANDA AGUIRRE A. (1985b). - Datos sobre apellidos y personajes lojanos. in *Rev. del Centro Nacional de Inv. Genalógicas y Antropológicas.*, Quito, n°6, Dic., pp 135-177.

Anonyme. (1969) - *Ciudadanos distinguidos de Loja*. Quito, ed. Ecuatoriana, 136p.

BARRET Ph., GUAMAN F. (1981). - *Sistemas de producción agropecuaria en Centro-Loja, Ecuador*. Loja, CATER, 75p.

BARRET Ph., BENITEZ W. et al. (1982). - *Sistemas de producción agropecuaria en Centro Loja. 2da fase de la investigación*. Loja, CATER, 249p.

BARRET Ph., DARREGERT B. et al. (1983*). - Evolución de los sistemas de producción agropecuaria en Centro-Loja, Sur-Ecuador. in *Cultura*, V, n°15, Enero-Abril 1983, pp 331-340.

CAILLAVET Ch. (1983a*). - Fuente y problemática de la historia colonial de Loja y su Provincia. in *Cultura*, V, n°15, Enero-Abril, pp 355-370.

CAILLAVET Ch. (1983b*). - Relaciones coloniales inéditas de la Provincia de Loja. in *Cultura*, V, n°15, Enero-Abril, pp 441-480.

CAILLAVET Ch. (1983c*). - Mapas coloniales de haciendas lojanas. in *Cultura*, V, n°15, Enero-Abril, pp 513-531.

CAILLAVET Ch. (1984*). - Les rouages économiques d'une société minière: échanges et crédit. Loja 1550-1630. in *Bull IFEA*, XIII, 3-4, pp 31-63.

CAILLAVET Ch. (1985*). - Los grupos étnicos prehispánicos del Sur del Ecuador según las fuentes etnohistóricas. in MORENO YANEZ S. (1985). *Memorias del 1r Simposio Europeo sobre Antropología del Ecuador*, Quito, ed. Abya-Yala, pp 127-157.

CAILLAVET Ch. (1986*). - Fuentes para la Historia Andina: los Archivos privados indígenas de la zona de Saraguro Ecuador. in *Miscelánea Antropológica Ecuatoriana*, Quito, pp .

CARDENAS ESPINOZA E. (1983). - *Polvo y ceniza*. Cuenca, Fondo de Cultura Ecuat., 200p. (une version romantique des "exploits" du bandolero Naún Briones).

CASTILLO VIVANCO J.B., LEON PALACIOS R. (1982). - *El desarrollo de la región Sur del Ecuador*. Loja, PREDESUR, publ. n°61, 147p.

C.I.D.A. (Centro Interamericano de Desarrollo Agrícola) (1965). - *Tenencia de la tierra y desarrollo socio-económico del sector agrícola. Ecuador*. Washington D.C., Union Panamericana, OEA, 537p. "Pour la situation dans la province de Loja, cf pp 305-326; pour les arrimados, cf pp 157-164.

CUEVA A., ERAZO A., DUBLY A. (1967). - *Loja. Diagnóstico socio-económico de la integración del medio rural. Elementos de diagnóstico socio-económico del medio rural. Borrador preliminar de trabajo*, Quito, Junta Nl Planif., 59p + 9p.

DELER J.P. (1983*). - El IFEA en la zona Andina. in *Cultura*, V, n°15, Enero-Abril 1983, pp 27-33.

DELER J.P. (1984*). - El "Proyecto Loja del IFEA". in *Bull. IFEA*, XIII, 3-4, 29-30.

DEMELAS M.D. (1984*). - Microcosmos -une dispute municipale à Loja (1813-1814). in *Bull. IFEA*, XIII, 3-4, pp 65-76.

DUVERNEUIL F. (1983*). - Distribución de la población en la provincia de Loja y su evolución entre 1950 y 1974. in *Cultura*, V, n°15, Enero-Abril, pp 255-284.

ECUADOR. MIN. AGRICULTURA / JUNTA PLANIF / IERAC. (s.f.#1978). - *Evaluación de la Reforma Agraria. Liquidación del arrimazgo en la provincia de Loja*. Quito, Comisión Evaluación Reforma Agraria, 69p. + annexes.

ECUADOR. MIN. ECONOMIA (1963). - *Censo Agropecuario Nacional. Datos preliminares de la provincia de Loja, obtenidos de la enumeración completa de todas las explotaciones agrícolas*. Quito, 151p.

FAUROUX E. (1983a*). - Poder regional e instituciones regionales en la Provincia de Loja desde principios del siglo XIX: ejes de una investigación. in *Cultura*, V, n°15, Enero-Abril, pp 235-254.

FAUROUX E. (1983b*). - Las fuentes impresas para el estudio histórico, político, económico y social de la provincia de Loja. in *Cultura*, V, n°15, Enero-Abril, pp 371-435.

FAUROUX E. (1984*). - Loja: esquisse d'une histoire des formes de contrôle d'un espace régional. in *Bull. IFEA*, XIII, 3-4, 77-100. et in *Cahiers ORSTOM, sér.Sc.Hum.*, XX, n°1, pp 69-88.

FLORES de NUNEZ N. (1983*). - Un terrateniente lojano a principios del siglo XVII. in *Cultura*, V, n°15, Enero-Abril, pp 489-507.

FRANKLIN A.B. (1984*). - *Ecuador. Retrato de un pueblo*. Quito, Corp. Editora Nacional, 352p. (Loja, pp 175-194, nord de Loja, pp 195-219).

GALARZA ZAVALA J. (1973). - *Los campesinos de Loja y Zamora*. Quito, Univ.Central, 255p.

GALLARDO MOSCOSO H. (1964). - *Paltas, Incas y Viracochas. Historia de los vencidos*. Loja, Casa Cultura Ecuat., 236p.

GALLARDO MOSCOSO H. (1977). - *400 años de cultura lojana..* Loja, ed. Universitaria, 334p.

GONDARD P. (1983a*) - Ritmos pluviométricos y contrastes climáticos en la Provincia de Loja. in *Cultura*, V, n°15, Enero-Abril 1983, pp 39-58.

GONDARD P. (1983b*). - La utilización del suelo y los paisajes vegetales en la Provincia de Loja. Aproximación a los sistemas de producción agrícola. in *Cultura*, V, n°15, Enero-Abril 1983, pp 285-330.

GONDARD P. (1983c*). - Interrogantes en torno a la región Sur. in *Cultura*, V, n°15, Enero-Abril 1983, pp 343-350.

GUFFROY J. (1981). - *Investigaciones arqueológicas en el Sur de la Provincia de Loja*. Loja, Misión Arqueológica Loja/Banco Central, 50p.

- GUFFROY J. (1982a). - La Mission Archéologique Loja. in *Bull. IFEA*, XI, 3-4, pp 1-2.
- GUFFROY J. (1982b). - Les traditions culturelles formatives de la vallée de Catamayo. in *Bull. IFEA*, XI, 3-4, pp 3-11. (en espagnol: "Las tradiciones formativas del Valle de Catamayo" in *Cultura*, V, n°15, Enero-Abril 1983, pp 65-72).
- GUFFROY J. (1982c). - Inhumations tardives dans la région de Macará. in *Bull. IFEA*, XI, 3-4, pp 39-49. (en espagnol: "Inhumaciones tardías en la región de Macará" in *Cultura*, V, n°15, Enero-Abril 1983, pp 99-108)
- GUFFROY J. (1983*). - El poblamiento de la provincia de Loja durante el período formativo; datos e hipótesis. in *Cultura*, V, n°15, Enero-Abril, pp 59-64.
- HOFFMEYER H., PALOMEQUE E. (1984*). - La zona Alamor-Celica. in ALOP - CESA-CONADE-FAO-MAG-SEDRI. - *La situación de los campesinos en ocho zonas del Ecuador*. Quito, t.2, pp 313-413.
- INEC (1976). - Compendio de información socio-económica de las Provincias del Ecuador. Vol.10. Loja. Quito, INEC, 2 vol.
- INEC/PREDESUR. - *Datos procesados del Censo Agropecuario de 1974*. Quito, INEC/PREDESUR, 78 tbl.
- JARAMILLO ALVARADO Cl. (1920). - *Loja contemporánea*. Guayaquil, imp. Gutenberg, 118p.
- JARAMILLO ALVARADO P. (1955). - *Historia de Loja y su provincia*. Quito, Casa Cultura Ecuat., 445p.
- JARAMILLO ALVARADO P. (1974). - *Crónicas y documentos al margen de la historia de Loja y su Provincia*. Guayaquil, Casa Cultura Ecuat., 231p.
- JARAMILLO J. (1981). - *La Planificación en el Ecuador. Un ensayo teórico-práctico*. Quito, ed. Voluntad, 355p. (cf la 2de partie, pp 69-148, intitulée : "Un caso concreto de planificación regional: el programa de desarrollo del Sur del Ecuador, PREDESUR).
- LECOQ P. (1982). - La période de développement régional dans le sud de la province de Loja. in *Bull. IFEA*, XI, n°3-4, pp 13-27 (en espagnol: "El período de desarrollo regional en el sur de la Provincia de Loja". in *Cultura*, V, n°15, Enero-Abril 1983, pp 73-88).
- LUNA G.O. (1976*). - *La Réforme Agraire dans la Province de Loja*. Montpellier, Fac. Droit Sc. Eco, Mémoire DEA, 135p.
- MINCHOM. M. (1983*). - Historia demográfica de Loja y su Provincia: desde 1700 hasta finales de la Colonia. in *Cultura*, V, n°15, Enero-Abril, pp 149-170.

MINCHOM M. (1984*). - *The making of a white province: demographic movement and ethnic transformation in the south of the "Audiencia de Quito" (1670-1830)*. Univ. of Liverpool, The Centre of Latin-American Studies, p.

MORA L.F. (1930). - *El Ecuador Austral. Monografía de la Provincia de Loja con interesantes datos sobre el cantón Zaruma*. Loja, imp. El Vigía y El Clero, 302p.

MORA CARRION J. (1957). - Datos sobre las relaciones sociales de producción en el agro ecuatoriano y particularmente el caso del "arrimado" en la provincia de Loja. in *Memorias del 1r Congreso Sociología Ecuatoriana*, Cuenca, t.1, pp 121-141.

MORA ORTEGA J. (1980). - *Relatos y siluetas*. Loja, Casa Cult. Ecuat., 179p. (portraits de P.Jaramillo A., Isidro Ayora C., Pablo Palacio, A.F.Rojas et Máximo Rodríguez).

MORA ORTEGA J., ARMIJOS AYALA A. (1979) .- *Selección de Cuentistas lojanos*. Loja, Casa Cultura Ecuat. 317p.

PACHECO OCHOA D. (1982). - *Leyendas, tradiciones y relatos lojanos*. Loja, ed. Cosmos, 270p.

PALOMEQUE S. (1979). - Historia económica de Cuenca y sus relaciones regionales, desde fines del siglo XVIII a principios del XIX. in *Revista del ANH, sección del Azuay*, Cuenca, pp 109-149.

PALOMEQUE S. (1983*). - Loja en el mercado interno colonial. in *HISLA, Rev. Latino-Americana de Historia Económica y Social*, Lima, n°2, 2do semestre, pp 33-45.

PEREZ T. Aquiles (1984*). - *Los Paltas (Provincia de Loja)*. Quito, Casa Cultura Ecuat. 254p.

PETITJEAN M., SAINT-GEOURS Y. (1983*). La economía de la cascarilla en el Corregimiento de Loja. in *Cultura*, V, n°15, Enero-Abril, pp 209-233.

PIETRI-LEVY A.L. (1984). - Loja: commerce et organisation régionale. in *Bull. IFEA*, XIII, 3-4, 101-110.

PIETRI-LEVY A.L. (1986*). - *Loja, une province de l'Equateur*. Paris/Toulouse, CNRS, 160p.

RAMON G. (1983). - Comportamiento electoral en Loja y perspectivas para un proyecto popular. in *Ecuador Debate*, Quito, n°4, Dic., pp 83-96.

RENGEL J.H. (1954). - *Realidad y fantasía revolucionarias*. Cuenca, ed. Amazonas, 72p.

RODRIGUEZ Máximo (1948). - *El Periodismo lojano*. Quito, Casa Cult. Ecuat., 117p.

ROJAS A.F. (1984*). - Apuntes preliminares para un ensayo sobre la literatura lojana. in *Rev. Municipio Loja*, Loja, n°3, Abril, 53-65.

SAINT-GEOURS Y. (1983*). - La Provincia de Loja en el siglo XIX (desde la Audiencia de Quito al Ecuador independiente). in *Cultura*, V, n°15, Enero-Abril 1983, pp 209-234.

SANCHEZ PARGA J. (1983*). - Campesinado e inundaciones. La zona de Loja. in *Ecuador Debate*, Quito, n°2, Abril 1983, pp 42-57.

TAYLOR-DESCOLA A.C. (1986*). - L'Orient des Andes septentrionales jusqu'à la conquête hispanique. in RENARD-CASEWITZ F.M., SAIGNES Th., TAYLOR-DESCOLA A.C., *L'Inca, l'Espagnol et les Sauvages*. Paris, Ed. Recherches sur les Civilisations, ADPF, pp 215-335.

TAYLOR A.C., DESCOLA Ph. (1984*). El conjunto Jivbaro en los comienzos de la conquista española del Alto Amazonas. in *Antropología. Cuadernos de Investigación*, Quito, PUCE, n°3, XI, pp 35-91.

TEMME M. (1972). - *Wirtschaft und Bevölkerung in Süd Ecuador. Eine Sozio.ökonomische Analyse Des Wirtschaftsraumes Loja*. Weisbaden, 409p.

VARGAS J.M. - *Monografía de la Diócesis de Loja*. Quito, ed. Sto Domingo, 2 vol. 58p. + 650p.

VIVAR CASTRO J.M. (1967a).- *La Reforma Agraria en Loja*. Loja, IERAC, 36p. ronéo.

VIVAR CASTRO J.M. (1962). - Formas de despojo a los "arrimados" de las haciendas de la Provincia de Loja. in *Cultura Popular*, Quito, Mayo, n°1, et in *Panorama*, Loja, n°31, 1 Fev.

VIVAR CASTRO J.M. (s.d.#1967)- *Proceso Reformista Ecuatoriano*. , Loja, Ed. Universitaria, 114p

2°). Documents bibliographiques concernant l'Equateur (région de Loja non comprise).

[* Nous avons souligné les documents qui ont été les plus utiles pour la rédaction de ce travail.]

ARGONES PUGLIA N. (1983a). - *La modernización del escenario político ecuatoriano en un contexto de capitalismo desarticulado: 1972-1980*. Quito, FLACSO, Tesis.

ARGONES PUGLIA N. (1983b). - Los partidos políticos y la modernización de 1960-1980. in *Ecuador-Debate*, Quito, n°4, pp 50-71.

ARGONES PUGLIA N. (1985). - *El juego del poder. De Rodriguez Lara a Febres Cordero*. Quito, Corp. Editora Nacional, 183p. + annexes.

ARMSTRONG W. (1978). - *The roots of accumulation: development and the appropriation of weakth in Southern Ecuador*. Montreal, Mac Gill Univ., Dept Geography, 164p.

AYALA E. (1978). - *Lucha política y origen de los partidos políticos en Ecuador*. Quito, ed. Univ. Catól., 371p.

BARSKY O. (1980). - Los terratenientes serranos y el debate político previo al dictado de la Ley de Reforma Agraria de 1964 en el Ecuador. in FLACSO/CEPLAES. (1980). - *Ecuador: cambios en el agro serrano*. Quito, FLACSO/CEPLAES pp 133-205.

BARSKY O. (1984). - *La Reforma Agraria Ecuatoriana*. Quito, FLACSO, Corp. Editora Nacional, 406p.

BROWNRIGG L.A. (1972). - *The Nobles of Cuenca: The Regional Agrarian Elite of Southern Ecuador*. Columbia University, Thèse Ph.D.

BROWNRIGG L.A. (1973). - Interest Groups in Regime Changes in Ecuador. in *Inter-American Economic Affairs*, vol.28, n°1, pp 3-17.

BROWNRIGG L.A. (1974a). - *The Role of Secondary Cities in Andean Urbanism; a Bibliographic Essay Exploring Urban Process*. Evanston, Illinois, Séminaire études urbaines comparées.

BROWNRIGG L.A. (1974b). - *Boundary Maintaining Mechanism of a Regional Elite (Ecuador)*. XLI Congrès Int. Américanistes, México.

BROWNRIGG L.A. (1978). - Areas y mecanismos de control de la Elite Regional. in *Estudios Andinos*, Lima, n°14, VIII, pp 63-75.

C.A.A.P. (1983). - N°spécial de la revue *Ecuador Debate* surlethème *Nación, región y participación política*. Quito, Août 1983, n°3, 153p. et n° spécial sur les partis politiques équatoriens, Quito, Déc. 1983, n°4.

CARRASCO A., CORDERO Cl. (1980). - Testimonio de la transición de una sociedad patriarcal a la sociedad burguesa en Cuenca: "la Escoba". in IDIS, *III Encuentro Historia Realidad Económica y Social del Ecuador*, Cuenca, 24-28 Nov. 1980, 58p.

CHIRIBOGA M. (1983). - Región y participación política. in *Ecuador Debate*, n°3, Août 83, pp 31-41.

- CHIRIBOGA M. (1980). - *Jornaleros y gran propietarios en 135 años de exportación cacaotera (1790-1925)*. Quito, CIESE/ Cons.Prov. Pichincha, 393p.
- CHIRIBOGA M., JARA C., MARTINEZ L., PACHANO S., PONCE J., VERDESOTO L. - *Ecuador agrario. Ensayos de interpretación*. Quito, ed. El Conejo, 237p.
- COSSE G. (1984). - *Estado y agro en el Ecuador (1960-1980)*. Quito, FLACSO, Corp. Editora Nacional, 119p.
- CUEVA A. (s.d.) - *El Ecuador en los años Treinta*. Quito, s.e.
- DAVILA F. (1981). - Los partidos políticos tradicionales y el descenso de la oligarquía en el Ecuador. in *Rev. Mexicana Sociología*, Sept., 43 (3). pp 1141-1168.
- DELER J.P. (1976a). - L'espace national équatorien. Un modèle de structure géographique. in *L'Espace Géographique*. IV, n°3, pp 165-175.
- DELER J.P. (1976b). - L'évolution du système urbain et la formation de l'espace en Equateur. in *Bull. IFEA*, V, 3-4, pp 13-47.
- DELER J.P. (1981). - *Genèse de l'espace équatorien. Essai sur le territoire et la formation de l'Etat national*. Paris, ADPF, IFEA, 278p.
- DELER J.P. (1986). - L'organisation de l'espace équatorien. essai de modélisation. Colloque "Equateur 1986", Quito, s.p.
- DELER J.P. (1987). - L'organisation des espaces nationaux dans l'aire andine. Essai de commercialisation comparée Bolivie-Equateur. in *Etudes de Géographie Tropicale*, CEGET, Bordeaux,, n°7, Mars, 18p.
- FERNANDEZ I. (1983). - Conformación institucional- regional del aparato estatal ecuatoriano. in *Ecuador Debate*, n°3, Août 83, pp 70-87.
- FERNANDEZ I., QJEDA L., MONCAYO P. (1974). - Grupos sociales hegemónicos y formas de dominación política en una zona de la Costa ecuatoriana (1830-1972). in *XI Congreso Latino-Americano Sociología*, San José Costa-Rica.
- FLACSO/CEPLAES. (1980). - *Ecuador: cambios en el agro serrano*. Quito, FLACSO/CEPLAES, 531p.
- FLACSO. (s.f. # 1982). - *Elecciones en Ecuador, 1978-1980. Análisis, partidos, resultados*. Bogotá, ed. Oveja Negra, 285p.
- GUERRERO A. (1976). - La hacienda précapitaliste en Amérique Latine: le cas de l'Equateur. in *Etudes Rurales*, n°62, Avril-Juin 1976 pp 5-37.

GUERRERO A. (1980). - *Los oligarcas del cacao*. Quito, Ed. El Conejo, 101p.

GUERRERO A. (1983). - *Haciendas, capital y lucha de clases andina*. Quito, Ed. El Conejo, 147p.

GUERRERO R. (1983). - Los campesinos y el capital comercial: el poder local en Vinces y Baba. in *Ecuador Debate*, n°3, Août 83, pp 149-153.

HURTADO Q. (1981). - *El poder político en el Ecuador*. Barcelona, Ariel, 356p.

IBARRA H. (1980). - Anarquismo, socialismo y comunismo en la formación del movimiento popular. *III Encuentro de Historia y Realidad Económica y Social del Ecuador*, Cuenca, 24-28 Nov., 36p.

JARAMILLO ALVARADO P. (1924). - *La Asamblea Liberal y sus aspectos políticos*. Quito, s.e.

LARREA C., SOMARUGA S. (1984). - *Las elecciones presidenciales de el Ecuador*. Quito, FLACSO, 24p. + tbl.

MARTINEZ L. (1984). - *De campesinos a proletarios*. Quito, ed. El Conejo, 200p.

MARTZ J. (1980). - The regional expression of populism: Guayaquil and the CFP, 1948-1960. in *Jornal of Interamerican Studies and World Affairs*, 22 (3), April, pp 289-315.

MINO W. (1985). - *Haciendas y pueblos en la Sierra Ecuatoriana: el caso de la provincia del Carchi, 1881-1980*. Quito, FLACSO, 201p.

MURMIS M. (1980). - El agro serrano y la via prusiana de desarrollo capitalista. in FLACSO/CEPLAES. (1980). - *Ecuador: cambios en el agro serrano*. Quito, FLACSO/CEPLAES pp 7-49.

NARANJO M. (1982). - *Etnicidad, estructura social y poder en Manta, occidente ecuatoriana*. Otavalo, IOA/Banco Central, Pendoneros n°36, 329p.

OJEDA L. (1983). - Clientelismo y micro-oligarquía en la cuenca del Guayas. in *Ecuador Debate*, n°3, Août 83, pp 106-114.

OJEDA L. (1979a). - *Formación de la estructura productiva y de poder en Milagro*. Quito, CIESE.

OJEDA L. (1979b). - Estructura productiva y micro-oligarquía durante la época cacaotera: el caso de Milagro. in *Ciencias Sociales*, III (10-11), pp 11-28.

- OLANO J. de (1983). - Transformación del espacio regional: Cotopaxi y Tungurahua. in *Ecuador Debate*, n°3, Août 83, pp 140-148.
- ORTIZ VILLACIS M. (1977). - *La ideología burguesa en el Ecuador*. Quito, s.e., 356p.
- ORTIZ VILLACIS M. (1984). - *El control del poder (Ecuador 1966-1984)*. Quito, Gráfico. San Pablo, 185p.
- PACHECO PRADO L. (1980). - *El desarrollo capitalista y el Estado en el Ecuador, 1960-1975*. Cuenca, IDIS, 290p.
- PALOMEQUE S. (1979). - Historia económica de Cuenca y sus relaciones regionales (desde fines del siglo XVIII a principios del XIX). in *Rev. del A.N.H., sección del Azuay*, Cuenca, n°1, pp 104-152.
- PAREDES E. (1985). - *La oligarquía y la crisis*. Quito, CEDIS, 116p.
- PRUD'HOMME J.F. (1981). - *Région et politique en Equateur: le cas des provinces de Cañar, Azuay et Morona-Santiago (1950-1980)*. Paris, Inst. Etudes Pol., Mémoire DEA Sept 81.
- QUINTERO R. (1980). - El mito del populismo en el Ecuador. Quito, FLACSO, 386p.
- QUINTERO R., SILVA E. (1983). - Estado, nación y región en el Ecuador. Algunos elementos teóricos para su análisis. in *Ecuador Debate*, n°3, Août 83, pp 61-68.
- RAMON G. (1983). - Cayambe: el problema regional y la participación política. in *Ecuador Debate*, n°3, Août 83, pp 161-174.
- RAMOS JIMENEZ A. (1974). - *Pouvoir et société dans l'Equateur contemporain*. Paris, Inst. Etud. Pol., Mémoire DEA, 95p.
- SALAMEA L. (1980). - La transformación de la hacienda y los cambios en la condición campesina. in FLACSO/CEPLAES. (1980). - *Ecuador: cambios en el agro serrano*. Quito, FLACSO/CEPLAES pp 249-299.
- SILVA Paola (1980a). - *Sobrevivencia y disolución de un sector terrateniente serrano: el caso de la provincia de Chimborazo (1940-1979)*. Quito, FLACSO, 168p. + notes.
- SILVA Paola (1980b). - Declinación de la estructura pre-capitalista de hacienda y emergencia de formas transicionales de producción: el caso de la Provincia de Chimborazo. IDIS, *III Encuentro de Historia y Realidad Económica y Social del Ecuador*, Cuenca, 24-28 Nov., 48p.
- SILVA Paola (1982). - The Decline of Pre-Capitalist Structure of the Hacienda and the Emergence of transitional Forms of Production: the case of the Province of Chimborazo. in *Rev. Canadiense Estudios Latino-Americanos y Caribeños*, VII, n°14.

TORRE P. de la (1980). - El terrateniente y el proceso de modernización de la Hacienda. Estudio de caso en el Valle de los Chillos. in FLACSO/CEPLAES. (1980). - *Ecuador: cambios en el agro serrano*. Quito, FLACSO/CEPLAES, pp 51-99.

TRUJILLO J. (1980). - Parentesco, alianzas y hegemonía política de la clase terrateniente serrana, notas para su análisis. in IDIS, *III Encuentro de Historia y Realidad Económica y Social del Ecuador*, Cuenca, 24-28 Nov., 35p.

TRUJILLO J. (1981). - *Evolución del sistema de hacienda y de la clase terrateniente hacia finales del siglo XIX y comienzos del presente siglo*. Quito, CIESE, s.p.

TRUJILLO J. (1983). - La cuestión regional en el Ecuador. in *Ecuador Debate*, n°3, Août 83, pp 53-60.

VERDESOTO CUSTODE L. (1980). - Problema nacional y poder regional. Reflexiones teóricas preliminares para expresar el caso ecuatoriano. Quito, FLACSO, 22p.

WHITTEN N.E. (1965). - *Class, Kinship and Power in an Ecuadorian Town. The negroes of San-Lorenzo*. Stanford, Univ. Press, 238p.

3°). Documents bibliographiques concernant l'Amérique Latine (Equateur non compris).

AFSSAL (1983). - *Les frontières du pouvoir en Amérique Latine*. Toulouse, Trav. Univ. Toulouse Le Mirail, série A, XXII, 193p.

BARRAN J.P., NAHUM B. (1979). - Proletariado ganadero, caudillismo y guerras civiles en el Uruguay del Novecientos. in EINAUDI G. ed. (1979). - Caudillismo, caciquismo e clientelismo. in *Nova Americana*, Torino, n°2, pp 169-195.

BARTRA R. et al. (1975). - *Caciquismo y poder político en el México rural*. México, Siglo XXI ed., 203p.

BLAZIER C. (1966). - Power and social change in Colombia: the Cauca Valley. in *Journal of Interamerican Studies*, Gainesville, VII, 3, Juillet.

BOURRICAUD F. (1962). - *Changements à Puno. Etude de sociologie Andine*. Paris, IHEAL, 235p.

BOURRICAUD F., BRAVO BRESANI J., FAVRE H., PIEL J. (1969). - *La oligarquía en el Perú. Tres ensayos y una polémica*. Lima, IEP, Moncloa-Campodónico.

BOUYASSE-CASSAGNE Th. (1983). - Pouvoir communautaire face à l'aménageur: le cas des Nahuas de l'Etat de Veracruz au Mexique. in AFSSAL (1983). - *Les frontières du pouvoir en Amérique Latine*. Toulouse, Trav. Univ. Toulouse Le Mirail, série A, XXII, pp 89-101.

BRET B., THERY H. (1983). - L'Etat Brésilien, aménageur de l'espace: les limites de son pouvoir. in AFSSAL (1983). - *Les frontières du pouvoir en Amérique Latine*. Toulouse, Trav. Univ. Toulouse Le Mirail, série A, XXII, pp 103-117.

CARRILLO BEDOYA. (1981). - *Los paros cívicos en Colombia*. Bogotá, ed. Oveja Negra.

CORRALES PEREZ I. (1978). - *Poder regional y poder central en México: el caso de la desaparición de poderes en el Estado de Hidalgo*. Paris, EHESS, Mémoire DEA, 93p.

CREVENNA T. ed. (1950). - *Materiales para el estudio de la clase media en América Latina*. Washington, PanAmerican, Union, 3 vol.

DEMELOS M.D. (1983). - Jeux et enjeux du pouvoir dans les Andes: le cas des départements du Cuzco et de La Paz (1880-1920). in AFSSAL (1983). - *Les frontières du pouvoir en Amérique Latine*. Toulouse, Trav. Univ. Toulouse Le Mirail, série A, XXII, pp 55-63.

DURSTOM J.W. (1972). - *La estructura de poder en una región ladina de Guatemala: el departamento de Jutiapa*. Guatemala, ed. J. de Pineda Ibarra, 178p.

EINAUDI G. ed. (1979). - Caudillismo, caciquismo e clientelismo. in *Nova Americana*, Torino, n°2, 391p.

GARCIA A. (1941). - *La autonomía municipal. Relaciones entre los Gobiernos centrales y locales*. Quito, Imp. Universidad, 83p.

GILHODES P. (1983). - La structuration traumatisante du pouvoir d'Etat: le cas Colombien in AFSSAL (1983). - *Les frontières du pouvoir en Amérique Latine*. Toulouse, Trav. Univ. Toulouse Le Mirail, série A, XXII, pp 65-73.

GIORGIO A. (1973). - *The breakdown of provincial urban power structure and the rise of peasants movements*. Madison, Land Tenure Center, reprint 103.

GIORGIO A. (1974). - *Poder y conflicto social en el Valle de Mantaro: 1900-1974*. Lima, I.E.P., 220p.

GREEN R. (1983). - El poder financiero y el sector agrario en Argentina. in AFSSAL (1983). - *Les frontières du pouvoir en Amérique Latine*. Toulouse, Trav. Univ. Toulouse Le Mirail, série A, XXII, pp 75-87.

IZARD M. (1979). - *Tanto pelear, para terminar conversando. El caudillismo en Venezuela.* in EINAUDI G. ed. (1979). - *Caudillismo, caciquismo e clientelismo.* in *Nova Americana*, Torino, n°2, pp 37-85.

JOHNSON J. (1958). - *Political change in Latin America: The Emergence of the Middle Sectors.* Palo Alto, Stanford Univ.Press.,

KERN R. ed. (1973). - *The Caciques.* Albuquerque, Univ. New Mexico press.

LARSON B. (1979). - *Caciques, Class Structure and the Colonial State in Bolivia.* in EINAUDI G. ed. (1979). - *Caudillismo, caciquismo e clientelismo.* in *Nova Americana*, Torino, n°2, pp 197 ss.

LOVE B.S. (1977). - *The decline of local elites: canches in Southern Perú.* in ADAMS R., FOGELSON R. ed. - *The Ethnography of power.* New York, Academic Press, pp 337-348.

MATOS MAR J. (1969). - *Dominación y cambios en el Perú rural. La micro-región del vale de Chancay.* Lima, IEP, 378p

MATOS MAR J. ed. (1970). - *Hacienda, comunidad y campesinado en el Perú.* Lima, IEP, 220p

MIRANA ONTANEDA N. (1977). - *Clientelismo y dominio de clase: el modo de obrar político en Colombia.* Bogotá, ed. CINEP, 70p.

MONTALVO ORTEGA E. (1979). - *Caudillismo y Estado en la Revolución Mexicana: el Gobierno de Alvarado en Yucatán.* in EINAUDI G. ed. (1979). - *Caudillismo, caciquismo e clientelismo.* *Nova Americana*, Torino, n°2, pp 13-35.

ORLOVE S. (1979). - *The breaking of Patron-Client ties: the case of Surimana in Southern Peru.* in EINAUDI G. ed. (1979). - *Caudillismo, caciquismo e clientelismo.* *Nova Americana*, Torino, n°2, pp 83-107.

ORLOVE S., CUSTRED G. ed. (1979). - *Land and Power in Latin America: the Hacienda and the Community in the Andes.* New York, Holmes and Meier.

PARE L. (1975). *Caciquismo y estructura de poder en la Sierra Norte de Puebla* in BARTRA R. et al. (1975). - *Caciquismo y poder político en el México rural.* México, Siglo XXI ed.

PIEL J. (1975). - *Capitalisme agraire au Pérou. Vol.1. Originalité de la société agraire péruvienne au XIXè siècle.* Paris, Anthropos, 330p

PIEL J. (1983). - *Capitalisme agraire au Pérou. Vol.2. L'essor du néo-latifundisme dans le Pérou républicain.* Paris, Anthropos, 380p.

TULLIS F.L. (1970). - *Lord and Peasant in Peru: Paradigm of Political and Social Change.* Cambridge, Harvard Univ. Press.

VAYSSIÈRE P. (1983). - Pouvoir créole et contre-pouvoir indien au Pérou: ambiguïtés des revendications indiennes au XVIII^e siècle. in AFSSAL (1983). - *Les frontières du pouvoir en Amérique Latine*. Toulouse, Trav. Univ. Toulouse Le Mirail, série A, XXII, pp 49-53.

VILLAMARIN J. (1978). - El concepto nobleza en la estratificación social de Santa Fé de Bogotá en la época colonial. in *Estudios Andinos*, Lima, VIII, 14, pp 47-62.

VIOLINI D., BERTOLA E. (1979). - L'oligarchia cilena nel 1920: i meccanismi di riproduzione, di coesione e di organizzazione. in EINAUDI G. ed. (1979). - Caudillismo, caciquismo e clientelismo. *Nova Americana*, Torino, n°2, pp 109-133.

WHITEHEAD L. (1973). - National Power and Local Power: The Case of Santa-Cruz de la Sierra, Bolivia. in RABINOVITZ F.F., TRUEBLOOD F.M. ed. - *National Local Linkages: The Interrelationship of Urban and National Politics in Latin America*. Beverly Hills and London, Sage.

ZORRILLA R.H. (1979). - Estructura social y caudillismo en la Argentina, 1810-1870. in EINAUDI G. ed. (1979). - Caudillismo, caciquismo e clientelismo. *Nova Americana*, Torino, n°2, pp 135-167.

4°). Documents à portée générale ou concernant les pays européens

ALTHUSSER L. (1971). - Les appareils idéologiques d'Etat. in *La Pensée*, Paris, n°151, pp

BAREL Y. (1973). - *La reproduction sociale. Systèmes vivants, invariance et changement*. Paris, Anthropos, 558p.

BIRNBAUM P. (1973). - Le pouvoir local: de la décision au système. in *Rev.Fr.Sociologie*, XIV-3, Jt-Sept., pp 336-357.

BIRNBAUM P., CHAZEL F. (1971). - *Sociologie politique*. t.1. Paris, A.Colin.

BLANCO ANDE J. (1977). - *Teoría del Poder*. Madrid, ed. Pirámide, 315p.

BLEITRACH D., CHENU A. (1977). - Région métropolitaine et appareils hégémoniques locaux. in *Espaces et sociétés*. n°20-21.

CLAVAL P. (1978). - *Espace et pouvoir*. Paris, PUF, 257p.

DEGENNE A., PICON B. (1977). - *Mécanismes sociaux de transformation de l'espace: Camargue, Lubéron*. Aix en Prov., LEST-CNRS, 237p.

- DULONG R. (1976). - La crise du rapport Etat/société locale, vue au travers de la question régionale. in POULANTZAS N. (ed.). - *La crise de l'Etat*. Paris, PUF, pp .
- DULONG R. (1978). - *Les régions, l'Etat et la société locale*. Paris, PUF, 245p.
- GRAZIANO L. (1975). - *A conceptual framework for the study of clientelism*. New York, Cornell Univ., Western Societies Program Occasional Papers, 56p.
- GREMION P. (1965). - *La mise en place des institutions régionales*. Paris, CNRS, 151p.
- GREMION P. (1968). - *Les institutions régionales et la société locale*. Paris, DGRST, 262p.
- GREMION P. (1972). - *Les structures régionales et les équilibres politiques locaux*. ()
- GREMION P. (1976). - *Le pouvoir périphérique: bureaucrates et notables dans le système politique français*. Paris, Seuil, 477p.
- GUICHONNET P., RAFFESTIN Cl. (1974). - *Géographie des frontières*. Paris, PUF, 224p.
- KESSELMAN M. (1972). - *Le consensus ambigu: étude sur le gouvernement local*. Paris, Cujas, 191p.
- KESSELMAN M., ROSENTHAL D. (1974). - *Local Power and Comparative Politics*. Beverley Hill, Sage Publications, 53p.
- LEDROUT R. dir. (1979). - *Le pouvoir local*. Paris, Anthropos, 332p.
- LIVET G., VOGLER B. ed. (1983). - *Pouvoir, ville et société en Europe. 1650-1750*. Colloque Int.CNRS, Univ. Strasbourg, Oct.1981, Paris, ed. Ophrys, 627p.
- LUGAN J.Cl. (1979). - *La petite ville: essai d'application de l'analyse de systèmes aux petites collectivités locales*. Th Doct. Toulouse Le Mirail.
- LUGAN J.Cl. (1983). - *Décision politique et pouvoir municipal. Analyse systémique de la prise de décisions dans les instances politiques d'une petite ville du Sud-Ouest (1977-1983)*. in *Cahier du Lab. d'Anthropologie Sociale*, Toulouse, UNSS, n°4, 78p.
- LUGAN J.Cl. (1987). - *Séquences fonctionnelles d'un système politique local*. in *Cahier du Lab. d'Anthropologie Sociale*, Toulouse, UNSS, n°12, Juillet, 14p.

MAAS A. ed. (1959). - *Area and power: a Theory of local Government*. Glencoe, Illinois , The Free Press, 224p.

MASSAM B. (1972). - *The spatial structure of administrative systems*. Washington, Ass.American Geographers, 38p.

QUERE L. (1978). - *Jeux interdits à la frontière. Essai sur les mouvements régionaux*. Paris, Anthropos, 383).

RAFFESTIN Cl. (1974a). - *La géographie des frontières*. Paris, PUF.

RAFFESTIN Cl. (1974b). - *Eléments pour une problématique des régions frontalières*. in *L'Espace Géographique*, Paris, III, n°1, pp 12-18.

RAFFESTIN Cl. (1980). - *Pour une géographie des pouvoirs*. Paris, Libr.Technique, 249p.

REMICA (1979). - *Les espaces périphériques*. Paris, CNRS, 184p.

SANGUIN A.L. (1977). - *La géographie politique*. Paris, PUF, 183p.

TUSELL-GOMEZ J. (1976). - *Oligarquía y caciquismo en Andalucía, 1890-1923*. Barcelona, ed. La Planeta, 589p.

*
* *

TABLE DES CARTES, DES SCHEMAS ET DES TABLEAUX.

Les cartes.

Carte n°1. La région Sud de l'Equateur. Carte de localisation des noms de lieu cités dans le texte.	(mobile).
Carte n°2. Les itinéraires concurrents pour la voie ferrée Pacifique-Amazonie	138
Carte n°3. Les "zones homogènes" de PREDESUR.	368

Les schémas.

Schéma n°1. Les circuits d'échanges commerciaux entre Loja et le nord du Pérou au XIXè siècle. Essai de reconstitution.	55
Schéma n°2 Les mécanismes du clientélisme A...iste.	271
Schéma n°3. Les trois phases principales de l'évolution des structures du pouvoir local dans la région de Loja au cours du XXè siècle:	
3A. La situation au début du XXè siècle	408
3B. L'évolution de la situation au cours de la première moitié du XXè siècle.	409
3C. La situation après la crise de la fin des années soixante	410

Les tableaux.

Tableau n°1. La population blanche de Loja en 1778.	35
Tableau n°2. <i>Concertaje, arrimazgo</i> lojan et <i>huasipungaje</i> . Ressemblances et différences.	133
Tableau n°3. Populations urbaines et rurales de la province de Loja aux recensements de 1950, 1962, 1974, 1982.	196
Tableau n°4. Taux d'accroissement, entre les divers recensements, des populations urbaines et rurales de la province de Loja.	197
Tableau n°5. Le capital social initial de la "Banque de Loja".	205

Tableau n°6. Les ateliers artisanaux de la ville de Loja selon la date de leur création.	211
Tableau n°7. Les élections présidentielles de 1956. Résultats pour la province de Loja et au niveau national.	265
Tableau n°8. Résultats d'élections diverses dans la province de Loja entre 1958 et 1970.	266
Tableau n°9. Les élections présidentielles de 1978-1979. Le score du Parti Conservateur à Loja et au niveau national.	267
Tableau n°10. Cantons de la province de Loja dont la population a diminué sur la période de 1962-1982.	335
Tableau n°11. Cantons ... dont la population a augmenté...	336
Tableau n°12. Evolution des bourgs de la province de Loja sur la période 1962-1982.	336
Tableau n°13. Distribution de la taille des exploitations agricoles dans la province de Loja en 1954 et 1974.	338

TABLE DES MATIERES.

Introduction	2-21
<u>Chap.1. Les structures locales du pouvoir à la fin du XIXè siècle.</u>	22-96
§1. Les origines du système latifundiste	23-39
1.1. Le temps de la prospérité (1560-1770/1780 environ)	23-26
1.2. Les premiers développements des activités agro-pastorales et la genèse de la propriété foncière.	26-29
1.3. La population lojane à la fin du XVIIIè siècle.	30-39
§2. La mise en place d'une économie pastorale de type latifundiste.	39-55
2.1). L'accentuation du déclin économique régional et le nouvel essor de l'agriculture et de l'élevage.	39-47
2.2). La nouvelle organisation économique de la région de Loja.	47-51
2.3). L'oligarchie lojane: le contrôle de l'économie régionale et les flux commerciaux externes	51-55
§3. La mise en place des structures du pouvoir politique régional.	56-90
3.1). L'effondrement du rôle local de l'Etat .	56-58
3.2). Les niveaux du pouvoir local au XIXè siècle.	59-77
3.3). Les limites du pouvoir de la noblesse lojane à la fin du XIXè siècle.	77-90
* Conclusion du chap.1. Les dynamiques du système politique lojan à la fin du XIXè siècle et les conditions de sa reproduction.	91-96
<u>Chap.2. La Révolution Libérale et la mise en oeuvre d'un projet Libéral de société.</u>	97-148
§1. La Révolution Libérale à Loja et le projet Libéral de société.	101-106
§2. Le projet politique Libéral et son application à Loja.	106-125
2.1). La mise en place d'un nouvel appareil d'Etat.	106-114
2.2). La mise en place des instruments de contrôle politique de la région.	114-118
2.3). Les ingérences directes de l'Administration dans les affaires régionales: l'Etat allié des paysans contre les autorités locales.	118-125
§3. Le projet économique Libéral et son application au niveau de Loja.	125-147
3.1). La transformation des rapports de production: du <i>concertaje</i> à l' <i>arrimazgo</i> .	127-133
3.2). La restructuration de l'espace économique régional.	133-144
3.3). Le développement du commerce régional.	144-147
Conclusion du chapitre 2.	148

<u>Chap.3. La montée des classes moyennes.</u>	149-193
S1. La diversité des classes moyennes lojanes.	150-158
1.1). Les exclus de l'oligarchie.	151
1.2). Une bourgeoisie urbaine en "col blanc".	151-154
1.3). Une bourgeoisie commerçante urbaine.	154-155
1.4). La bourgeoisie rurale dans la région de Loja.	154-157
1.5). Les classes populaires ascendantes.	157
S2. Les facteurs de l'unité des classes moyennes lojanes.	158-162
S3. L'offensive des classes moyennes lojanes contre le système.	162-193
3.1). La montée du socialisme et la redéfinition du jeu politique local.	162-169
3.2). Les campagnes anti-oligarchiques.	169-185
3.3). Classes moyennes et anti-cléricalisme.	185-193
Conclusion du chap.3. Des classes moyennes réformistes plus que révolutionnaires	193
<u>Chap.4. La croissance de la ville de Loja comme facteur de déstabilisation.</u>	194-243
S1. L'accélération de la croissance de Loja.	196-199
1.1). Les données quantitatives.	196-197
1.2). Les facteurs de l'accélération de la croissance urbaine et le rythme des migrations vers Loja.	197-199
1.3). Les conditions d'accueil des immigrants à Loja.	199
S2. Les effets accélérateurs de la croissance de Loja.	200-215
2.1). Les conditions de l'accélération de l'activité économique.	200-206
2.2). Les secteurs d'activité touchés par l'accélération.	206-211
2.3). L'impact socio-politique de l'accélération de l'activité économique.	211-215
S3. Les effets déstabilisateurs de la croissance urbaine.	216-242
3.1). La dégradation des conditions de contrôle des populations urbaines jusqu'au début des années soixante.	216-224
3.2). La montée de l'agitation urbaine à Loja.	225-242
3.2.1). L'explosion "Si Juriste" de 1961-1962.	225-233
3.2.2). La grève générale régionale de 1970.	233-236
3.2.3). La montée de l'influence du MPD.	237-242
Conclusion du chap. 4.	243

<u>Chap.5. Les réactions de la micro-oligarchie lojane avant la fin des années soixante: ajustements et désengagements.</u>	244-290
S1. Les stratégies visant à construire l'unité idéologique régionale.	245-259
1.1). Le rapprochement des Libéraux et des Conservateurs: vers la neutralisation du politique.	247-251
1.2). Le symbole de l'unité des lojans: le culte à <i>Nuestra Señora del Cisne</i> au-dessus des divisions politiques.	251-254
1.3). Patriotisme régionaliste et idéologie anti-centraliste	254-259
S2. L'évolution du clientélisme.	260-277
2.1). L'évolution vers un clientélisme fondé sur l'attribution de "places".	260-262
2.2). La politisation du système de clientèle: la construction, à Loja, d'un bastion du Parti Conservateur.	262-274
2.3). Les limites du nouveau système de clientèle.	274-277
S3. L'esquisse d'un désengagement de la micro-oligarchie à l'égard de ses secteurs traditionnels d'activité.	278-288
3.1). Une apparente continuité.	278-279
3.2). Le déclin des systèmes techniques de production.	279-280
3.3). L'esquisse d'un désengagement foncier et son corollaire: la diversification des activités économiques de la micro-oligarchie.	280-288
Conclusion du chap.5.	289-290
<u>Chap.6. Réformes et mutations agraires à Loja: l'oligarchie lojane perd son statut foncier.</u>	291-348
S1. La Réforme Agraire de 1954: l'oligarchie foncière organise à son profit son désengagement rural.	293-304
1.1). L'approche de la Réforme Agraire.	293-300
1.2). La Réforme Agraire de 1964 et les conditions initiales de son application.	301-303
1.3). Les dynamiques sociales mises en place par la Réforme Agraire avant 1968.	303-304
S2. La crise de 1968.	304-318
2.1. Les origines de la crise de 1968.	304-309
2.2. Les réponses paysannes à la crise.	310-318
S3. Les effets conjugués de la Réforme Agraire et de la crise de 1968: la remise en cause des dynamiques de transformation initialement mises en place par la Réforme Agraire.	318-334
3.1). Une micro-oligarchie foncière en état de choc.	319-323
3.2). L'avènement des notables ruraux.	323-324
3.3). Un paysannat en profonde mutation.	324

S4. Les nouvelles structures agraires dans la région de Loja.	334-348
4.1). La redistribution de la population rurale.	335-337
4.2). La taille des exploitations et la nouvelle distribution de la terre.	337-341
4.3). La transformation des systèmes agricoles de production	341-347
4.4). Les nouveaux mécanismes d'appropriation du sur-produit paysan: les développements du capital commercial en milieu rural.	347-348
Conclusion du chap.6.	348
<u>Chap.7. Le retour de l'Etat sur la scène lojane: PREDESUR et l'alternative bureaucratique.</u>	349-378
S1. Les interventions de l'Etat dans la région de Loja avant la fin des années soixante-dix.	351-360
1.1). L'Etat et les gouvernements sectoriels de la province de Loja.	351-356
1.2). Le développement de l'appareil local d'Etat.	356-360
S2. La décentralisation de PREDESUR et l'affirmation d'une nouvelle conception du développement régional.	360-370
2.1). La décentralisation de PREDESUR.	361-363
2.2). PREDESUR décentralisé: une nouvelle conception du développement régional.	363-367
2.3). Le PREDESUR de JBCV: la mise en oeuvre de nouvelles conceptions du développement régional.	367-370
S3. Les difficultés de PREDESUR sur les plans politiques et institutionnels.	371-378
3.1). Les réactions hostiles à PREDESUR.	371-375
3.2). La fin du PREDESUR de JBCV.	375-377
3.3). Le PREDESUR de l'après JBCV.	377-378
<u>Chap.8. Les dynamiques sociales à Loja au début des années 80.</u>	379-405
S1. La dissolution de l'ancienne oligarchie foncière	382-383
1.1). Les nouvelles activités économiques de l'ancienne oligarchie foncière	382-383
1.2). L'éclatement de l'oligarchie foncière lojane	383
S2. Le développement d'une bourgeoisie rurale et la différenciation de l'espace social rural.	383-395
2.1). Le schéma dominant: une micro-région agricole autour de son bourg.	384-387
2.2). Les principales variantes au sein du schéma dominant	388-391
2.3). Les sous-systèmes échappant au modèle dominant.	391-394

S3. Le développement du capital commercial clandestin.	395-402
3.1). Le trafic de la <i>pasta</i> de cocaïne.	395-399
3.2). L'argent de la drogue dans l'économie locale.	399-401
3.3). Les conséquences sociales directes de la circulation de l'argent de la drogue.	401-402
S4. Les éléments d'une nouvelle structure sociale urbaine.	402-405
4.1). La nouvelle techno-bureaucratie	403-404
4.2). Les nouveaux commerçant urbains.	404-405
Conclusion générale.	406-411
Annexes	412-444
Les sources	413-444
. Chapitre 1.	413-421
. Chapitre 2.	422-426
. Chapitre 3.	427-429
. Chapitre 4.	429-433
. Chapitre 5.	434-436
. Chapitre 6.	437-439
. Chapitre 7.	440-442
. Chapitre 8.	443-444
Bibliographie.	445-462
. Documents concernant Loja et sa région.	445-452
. Documents concernant l'Equateur (Loja non compris)	452-457
. Documents concernant l'Amérique Latine (Equateur non compris).	457-460
. Documents à portée générale ou concernant les pays européens.	460-462
Table des cartes, schémas et tableaux.	463-464
Table des matières.	465-469

LE POUVOIR A LOJA AU XX^e SIECLE.

UNE OLIGARCHIE FONCIERE FACE A LA MONTÉE DES CO - POUVOIRS.

RESUME

A la faveur de l'extrême isolement qui caractérisait la région de Loja, une "micro-oligarchie" a réussi, à la fin du XVIII^e siècle, à construire à son profit un système de pouvoir local efficace et homogène, reposant sur la très grande propriété foncière (la *hacienda*).

A partir des toutes dernières années du XIX^e siècle, ce système de pouvoir local s'est heurté à plusieurs types d'aggressions liées au projet de société imposé par l'Etat Libéral, à la montée des classes moyennes, à l'apparition d'une population urbaine de plus en plus difficile à contrôler.

Avant la fin des années 1960, la micro-oligarchie lojane était parvenue, au prix d'un certain nombre d'ajustements, à rétablir sa situation chaque fois qu'elle était menacée et à conserver l'essentiel de ses prérogatives.

A partir des années soixante-dix, tous les systèmes traditionnels de production de la région ont été mis en crise par plusieurs facteurs convergents: l'aggravation de la sécheresse et une Réforme Agraire qui particulièrement touché les grandes exploitations.

L'ancienne classe localement dominante a perdu son statut foncier et a éclaté sous la pression des événements. Elle n'existe plus en tant que groupe social organisé même si certains de ses membres ont réussi, individuellement, à conserver une partie des rênes du pouvoir local.

Mots-clés.

Pouvoir local / Micro-oligarchie foncière / Système de *hacienda* / Réforme Agraire / Rapports de clientèle / Province de Loja / Equateur